

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

**ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES**

1909

DEUXIÈME SÉRIE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT VINGT



PARIS

ÉDITEUR

— 1909 —

IMPRIMERIE NATIONALE

— 1909 —



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

---

IL<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT DOUZE



PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

TOME 112

N<sup>os</sup> 10-11-12

Vol. IV. — 1909.

### PREMIÈRE PARTIE

## TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

### ALLEMAGNE — SALVADOR

#### Traité de commerce du 14 avril 1908.

(Ratifié le 8 avril 1909.)

S. M. l'Empereur d'Allemagne et S. E. le Président de la République de Salvador, animés du désir de conserver les relations de bonne entente existant entre La République de Salvador et l'Empire d'Allemagne, et de favoriser le développement commercial entre les deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur d'Allemagne :

Le Comte Ulric de Schwerin, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la République de Salvador,

S. E. le Président de la République de Salvador :

Le D<sup>r</sup> Salvador Rodriguez Gonzalez, Ministre des affaires étrangères ;

Lesquels sont convenus des articles ci-après :

ART. 1<sup>er</sup> — Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée dans toutes les matières commerciales, maritimes et consulaires ; en conséquence, les droits, franchises et faveurs accordés par l'une d'elle à un tiers, seront applicables *ipso facto*, à l'autre Partie.

ART. 2. — Les droits, franchises et faveurs accordés par le Salvador antérieurement ou à l'avenir aux autres Républiques du Centre-Amérique ou à l'une d'elles, ne seront considérés comme concédés à l'empire allemand, en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, que s'ils sont accordés à une tierce puissance.

ART. 3. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

Ce traité demeurera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Si aucune des Parties contractantes n'avait notifié à l'autre Partie, douze mois avant l'échéance, son intention d'en faire cesser les effets, ce traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an, et ainsi de suite, à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, en langue espagnole et allemande, à San Salvador, le 14 avril 1908.

(LL. SS.) SCHWERIN.

Salvador RODRIGUEZ G.

---

## BELGIQUE — BULGARIE

### Traité de commerce et de navigation du 16/29 août 1908.

(Ratifié le 27 mai 1909.)

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse royale le Prince de Bulgarie, désirant d'un commun accord conclure un Traité de commerce et de navigation, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Monsieur Fr. van der Heyde, Chevalier de l'Ordre de Léopold, etc., Agent diplomatique et Consul général de Belgique en Bulgarie ;

Et Son Altesse royale le Prince de Bulgarie :

Monsieur le Général Stéphane Paprikoff, Grand Officier de l'Ordre de Saint-Alexandre en diamants, Grand'Croix de l'Ordre du Mérite militaire, etc., Ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1<sup>er</sup>. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Belgique et la Bulgarie.



Les sujets de chacune des deux Parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront, en matière de commerce et d'industrie, les nationaux de l'une des Parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

ART. 2. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

ART. 3. — Les sujets de chacune des Parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre Partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux ; ils pourront y acquérir, louer et posséder des maisons et des boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Les dispositions du présent article relatives au libre exercice des professions ne s'appliquent pas aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et marchands ambulants.

ART. 4. — Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous les droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des territoires de l'autre Etat, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet Etat. Ces compagnies et associations établies dans le territoire de l'une des Parties contractantes pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieu-

rement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ART. 5. — Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs de droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce Puissance.

Les Parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre, aucun droit ou prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement de marchandises, le transport sur les voies ferrées, l'accomplissement de formalités de douane et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce et de l'industrie.

ART. 6. — Les marchandises d'origine ou de manufacture belge énumérées dans le tarif *A* annexé au présent Traité, à leur importation en Bulgarie, et les marchandises d'origine ou de manufacture bulgare énumérées dans le tarif *B* annexé au présent traité, à leur entrée en Belgique, n'acquitteront pas des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par lesdits tarifs.

ART. 7. — Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi, de consommation, de fabrication ou à des taxes intérieures quelconques, perçus pour le compte de l'Etat ou des communes, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale ou originaires du pays le plus favorisé.

ART. 8. — Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux Etats seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

ART. 9 — Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile, pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher



des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante. Ils ne seront pas astreints à acquitter une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les voyageurs de commerce qui seront munis d'une carte de légitimation pourront avoir avec eux des échantillons, mais point de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées conformément au modèle de l'annexe C.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles de droits de douane qui seront importés comme échantillons seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

ART. 10. — Les navires bulgares et leur cargaison en Belgique, et réciproquement les navires belges et leur cargaison en Bulgarie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

ART. 11 — La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

ART. 12. — En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des



Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments belges et les bâtiments bulgares soient traités sur le pied d'une parfaite égalité et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

ART. 13. — Les navires bulgares entrant dans un port de la Belgique, et réciproquement les navires belges entrant dans un port de la Bulgarie, qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane.

ART. 14. — Les dispositions du présent Traité ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée dans chacun des pays au pavillon national.

Toutefois, les navires belges et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement.

ART. 15. — Les navires belges et les marchandises se trouvant à bord de ces navires seront assimilés dans les ports bulgares de la mer Noire et du Danube, sous le rapport des droits à y acquitter comme sous tous les autres, aux marchandises et navires de la nation la plus favorisée.

ART. 16. — Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats :

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, dans les conditions déterminées par le second paragraphe de l'article 14, justifieront avoir acquitté déjà ces droits ;

3. Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le chargement des marchandises pour la réparation du navire ; l'opération de les transborder, pour cause d'innavigabilité du bâtiment, sur un autre navire ; les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les

droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives.

ART. 17. — Tout navire de l'un des deux Etats qui sera forcé par le mauvais temps ou par un accident de mer, de se réfugier dans un port de l'autre Etat, aura la liberté de se radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par un bâtiment sous pavillon national.

En cas de naufrage ou d'échouement, le navire ou ses débris, les papiers de bord et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de la vente si elle a lieu, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents, sur leur réclamation.

L'intervention des autorités locales dans le sauvetage ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteraient les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareils cas les navires nationaux.

Les Parties contractantes conviennent en outre que les marchandises et effets sauvés ne seront assujettis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

ART. 18. — Les sujets de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux pays.

ART. 19. — Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

ART. 20. — Ne seront pas considérées comme contraires aux dispositions du présent traité :

1° Les concessions stipulées avec d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local dans la zone frontière, c'est-à-dire dans un rayon qui ne peut dépasser 15 kilomètres depuis la frontière ;

2° Les concessions que l'une des Parties contractantes accorde ou accorderait à un autre Etat, en vertu d'une union douanière conclue ou qui serait conclue ultérieurement ;

3° La perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation et de production.

ART. 21. — Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui regarde les monopoles d'Etat en Bulgarie sur la poudre, le tabac, l'alcool, le sel, le pétrole, les allumettes, le papier à cigarettes et les cartes à jouer.

ART. 22. — Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'inter-

prétation ou de l'application du présent Traité, y compris les tarifs, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera soumis à la décision d'un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de la manière suivante : chacune des deux Parties nommera en qualité d'arbitre un de ses propres ressortissants, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un troisième arbitre, ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période de temps déterminée la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de tiers arbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

ART. 23. — Le présent Traité entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications, qui aura lieu le plus tôt possible. Il restera exécutoire jusqu'au 28 février (n. s.) 1911.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aura notifié, douze mois avant ladite période, son intention de faire cesser les effets du Traité, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

## Annexe A.

### TARIF A. — DROITS A L'ENTRÉE EN BULGARIE.

*Nos du tarif  
bulgare.*

*Désignation des Marchandises.*

129. Graisses de poisson et autres graisses employées dans l'industrie, les 100 kilogr., 4 ».

A l'article 129. — Rentre dans cet article le dégras employé dans le chamoisage des peaux.

Ex 133. b. Bougies de stéarine et de paraffine, les 100 kilogr., 18 ».

Ex 134. b. Savon mou (savon de potasse), les 100 kilogr., 7.50.

Ex 176. a. Céruse, les 100 kilogr., 10 ».

Outremer et bleu ordinaire en baïls, en caisses ou en paquets au-dessus d'un demi-kilogramme, les 100 kilogr., 8 ».

*b.* Outremer et bleu ordinaire en paquets d'un demi-kilogramme et au-dessous, les 100 kilogr., 20 ».

*Ex* 189. *a.* Hydrate de soude (soude caustique), les 100 kilogr., 3 ».

*Ex* 190. *a/2.* Carbonate de potasse, les 100 kilogr., 5 ».

*a/3.* Carbonate de soude, les 100 kilogr., 1.50.

225. Cadres, baguettes et moulures de bois :

*a.* Bruts ou enduits de plâtre ou de ciment, les 100 kilogr., 30 ».

*b.* Laqués, dorés ou lisses, les 100 kilogr., 80 ».

*c.* Sculptés ou autrement ornementés, les 100 kilogr., 80 ».

*Ex* 264. Verre à vitres de toutes espèces :

1. D'une surface totale de 3,600 centimètres carrés au maximum et d'une épaisseur ne dépassant pas 2 millimètres, les 100 kilogr., 7.50.

2. D'une surface totale de plus de 3,600 à 10,000 centimètres carrés inclusivement et d'une épaisseur ne dépassant pas 3 millimètres, les 100 kilogr., 9 ».

REMARQUE. — Les verres qui, par leurs dimensions, répondent aux conditions prévues dans le premier alinéa mais ont une épaisseur de 2 à 3 millimètres, sont taxés d'après l'alinéa 2.

*Ex* 330. Fils de laine purs ou mélangés avec des textiles végétaux, simples ou à plusieurs bouts, jusqu'au n° 40 :

*b.* Teints, les 100 kilogr., 110 ».

331. Fils de laine purs ou mélangés avec des textiles végétaux, simples ou à plusieurs bouts, du n° 40 et au-dessus, teints ou non, les 100 kilogr., 60 ».

389. Coutils de toute sorte :

*a.* Ecrus, les 100 kilogr., 50 ».

*b.* Blanchis ou teints, les 100 kilogr., 70 ».

390. Toiles de lin ou de chanvre, à l'exception de celles dénommées dans les articles 389 et 391 :

*a.* Ecrues, les 100 kilogr., 60 ».

*b.* Blanchies, teintes ou fabriquées avec des fils teints, les 100 kilogr., 90 ».

*Ex* 404. Bâches faites de toiles fortes de lin, de chanvre ou de jute, rendues imperméables avec graisses, huiles, goudron, savon métallique ou avec des produits chimiques ; cousues et munies de cordes ou de boucles, d'anneaux, de crochets en bois ou en métal, les 100 kilogr., 20 ».



445. Zinc en feuilles, en plaques ou sous toute autre forme, les 100 kilogr., 7.50.

447. Fer et acier en barres, en plaques, en feuilles non façonnées, les 100 kilogr., 2 ».

450. Feuilles de fer laminées d'une épaisseur de 3 millimètres, les 100 kilogr., 3.50.

*A l'article 450.* — Le fer laminé d'une épaisseur au-dessus de 3 millimètres acquitte les droits de douane comme les feuilles à l'article 447.

*Ex 455.* Objets en fonte, simplement coulés, limés, goudronnés ou peints au minium :

*b.* Tuyaux, conduits et colonnes creuses, les 100 kilogr., 4 ».

*c.* Poêles communs, chaudières et fourneaux de cuisine, les 100 kilogr., 8 ».

*e.* Tous les autres articles non dénommés, les 100 kilogr., 9 ».

460. Clous en fer ou en acier :

*a.* Clous noirs, les 100 kilogr., 6 ».

Clous à ferrer les animaux, les 100 kilogr., 8 ».

*b.* Clous en fer étiré, de toute grandeur, les 100 kilogr., 5 ».

*Ex 462.* Boulons et goupilles à river (rivets), les 100 kilogr., 6 ».

484. Armes à feu et autres ainsi que leurs pièces et accessoires à l'exception des armes de guerre :

1. Fusils et carabines de chasse, tir et jardin, les 100 kilogr., 150 ».

2. Revolvers, les 100 kilogr., 175 ».

REMARQUE. — Sont taxés d'après cet article tous les tournevis et accessoires indispensables pour démonter, remonter et nettoyer les armes.

489. Machines à peigner, à carder, etc., la laine, le coton, etc., les 100 kilogr., 10 ».

## Annexe B.

### TARIF B. — DROITS A L'ENTRÉE EN BELGIQUE.

#### *Désignation des Marchandises.*

*Nos d'ordre.*

*Ex 2.* Volaille vivante de toute espèce, libre.

*Ex 17.* Œufs, jaune et blanc d'œuf, fèves, lentilles, pois, haricots, féveroles et vesces, libres.

*Ex 26.* Farine de blé et semoules, les 100 kilogr., 2 ».



*Ex 48.* Peaux brutes de toute sorte, libres.

*Ex 65.* Millet, libre.

Semences, non compris les graines oléagineuses, libres.

*Ex 67.* Volaille abattue, les 100 kilogr., 30 ».

ANNEXE C.

CARTE DE LÉGITIMATION  
POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Pour l'année \_\_\_\_\_ N° de la carte  
(Armoiries.)

VALABLE POUR LA BELGIQUE ET LA BULGARIE.

PORTEUR :  
(Prénom et nom de famille.)

Fait à \_\_\_\_\_, le (jour, mois, année).  
Sceau. (Autorité compétente.)  
Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte \_\_\_\_\_  
, possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à \_\_\_\_\_  
, sous la raison \_\_\_\_\_  
, est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison \_\_\_\_\_  
, à \_\_\_\_\_ qui y possède un (désignation de la fabrique ou du  
commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes  
et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que } de la maison  
suivante } des maisons  
suivantes } (désignation de la fabrique ou du commerce) à \_\_\_\_\_  
il est certifié, en outre, que } ladite maison est tenue } d'acquitter  
} lesdites maisons sont tenues }  
dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de } son } commerce  
(industrie). } leur }

SIGNALEMENT DU PORTEUR :

Age : \_\_\_\_\_

Taille : \_\_\_\_\_

Cheveux : \_\_\_\_\_

Signes particuliers : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

## AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte { de la maison susmentionnée. } Il pourra avoir avec lui des échan-  
{ des maisons susmentionnées. } tillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

NOTA. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

---

*Protocole final.**Ad ARTICLE 22 DU TRAITÉ.*

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie défenderesse ; au second cas, dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et l'autre territoire. La Partie sur le territoire de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit des réquisitions de tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas.

A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, sera appliqué.

Fait en double, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

*Déclaration A.*

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu à la date de ce jour, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

1. En cas de procès civils ou commerciaux entre sujets belges d'une part et sujets bulgares d'autre part, les citations à comparaître et, en général, tous les documents et pièces judiciaires seront expédiés et signifiés aux sujets belges résidant en Bulgarie d'après l'ordre établi par les lois bulgares, sans que l'autorité consulaire belge ait à intervenir.

Les institutions judiciaires de la principauté ne seront plus tenues d'inviter les délégués des autorités consulaires belges à assister aux audiences fixées pour l'examen et le jugement des procès surgissant du fait des relations entre sujets belges et sujets bulgares.

Il est cependant entendu que les autorités consulaires belges pourront y envoyer leurs délégués toutes les fois qu'elles le jugeraient nécessaire.

2. En matière de faillite commerciale, l'insolvabilité des sujets belges résidant en Bulgarie sera prononcée par les tribunaux bulgares et la liquidation pleine et entière de la faillite sera faite par ces tribunaux sans que l'autorité consulaire belge ait à intervenir.

Les règles ci-dessus formulées seront mises en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu entre la Belgique et la Bulgarie et signé ce jour, sous la réserve, toutefois, que leur application ne mette pas les sujets belges résidant en Bulgarie dans des conditions moins favorables que les ressortissants des autres Etats.

Fait en double, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

*Déclaration B.*

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu en date de ce jour, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

Les marchandises d'origine belge mentionnées au tarif A annexé au

présent traité, frappées à leur entrée en Bulgarie d'un droit de douane au-dessus de 10 francs les 100 kilogrammes, seront taxées, au choix de l'importateur, à leur poids net légal ou à leur poids net réel (poids effectif).

Le poids net légal des marchandises est déterminé en déduisant du poids brut des colis la tare légale, c'est-à-dire la tare qui sera déterminée par oucaze princier, selon le mode d'emballage ou l'espèce des marchandises.

Le poids net réel ou poids effectif est déterminé sur le poids de la marchandise dépouillée de tous ses emballages extérieurs et intérieurs (y compris les objets servant dans l'intérieur des colis au pliage, à la séparation ou à l'arrangement des marchandises).

Il est, d'ailleurs, convenu que toute faveur accordée ou qui serait accordée aux provenances d'un autre Etat, tant sous le rapport de la déduction des tares que pour ce qui concerne le régime douanier afférent aux emballages des marchandises, sera également acquise aux provenances belges de même nature.

Fait en double, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 27 mai 1909.

*Certifié par le Secrétaire général du Ministère  
des Affaires étrangères,*

Chev. VAN DER ELST.

## JAPON — CORÉE

### **Convention japoно-coréenne sur l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée.**

*Memorandum en date du 12 juillet de la 42<sup>e</sup> année de Meiji (1909) signé  
par le vicomte Soné, résident général du Japon en Corée, et M. Yi Wan-Yong,  
premier ministre de Corée.*

Les gouvernements du Japon et de Corée, en vue d'améliorer l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée, assurant par là la protection de la personne et des biens des sujets coréens aussi bien que des sujets et citoyens des puissances étrangères en Corée, et en vue aussi de consolider la base des finances coréennes, sont convenus des stipulations suivantes :

## ARTICLE PREMIER.

Jusqu'à ce que le système judiciaire et pénitentiaire en Corée ait été reconnu complet, le gouvernement de Corée délègue au gouvernement du Japon l'administration judiciaire et pénitentiaire.

## ART. 2.

Le gouvernement du Japon prendra les fonctionnaires des cours et prisons japonaises en Corée parmi les sujets japonais et coréens présentant les titres nécessaires pour ces fonctions.

## ART. 3.

Les cours japonaises en Corée appliqueront les lois coréennes aux sujets coréens, sauf dans les cas spécialement prévus dans des accords, ou dans des lois et ordonnances.

## ART. 4.

Les autorités locales et les fonctionnaires publics de Corée, conformément à leurs fonctions respectives, se soumettront au contrôle et à la direction des autorités compétentes japonaises en Corée et prêteront leur concours à ces autorités en ce qui concerne l'administration judiciaire et pénitentiaire.

## ART. 5.

Le gouvernement du Japon supportera toutes les dépenses se rapportant à l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé et scellé et échangé le présent memorandum fait en double en langues japonaise et coréenne.

---

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE**Convention concernant la compensation pour les accidents du travail (1)**

(3 juillet 1909.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain      Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et

---

(1) La nouvelle convention entrera en vigueur dès que certaines dispositions nécessaires auront été prises en Angleterre relativement au paiement des sommes qui pourront être adjugées dans l'avenir à titre de compensation aux ouvriers français.



and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, equally desirous that their respective subjects and citizens shall enjoy reciprocally the benefits of the legislation in force in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and France, respectively, in regard to compensation for accidents arising out of their employment, have resolved to conclude to that effect a convention and have named as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

His Excellency the Right Honourable Sir Francis Bertie, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to the President of the French Republic,

And the President of the French Republic :

M. Stephen Pichon, Senator, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

#### ARTICLE I.

British subjects who meet with accidents arising out of their employment as workmen in France, and persons entitled to claim through or having rights derivable from them, shall enjoy the bene-

d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Président de la République française, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et la France, respectivement, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Son Excellence le Très Honorable Sir Francis Bertie, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, près le Président de la République française.

Et le Président de la République française :

M. Stephen Pichon, Sénateur, Ministre des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE I<sup>er</sup>

Les sujets britanniques victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation

fits of the compensation and guarantees secured to French citizens by the legislation in force in France in regard to the liability of employers in respect of such accidents.

Reciprocally, French citizens who meet with accidents arising out of their employment as workmen in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and persons entitled to claim through or having rights derivable from them, shall enjoy the benefits of the compensation and guarantees secured to British subjects by the legislation in force in the United Kingdom of Great Britain and Ireland in regard to compensation for such accidents, supplemented as specified in Article 5.

#### ART. 2.

Nevertheless, the present convention shall not apply tho the case of a person engaged in a business having its headquarters in one of the two contracting States but temporarily detached for employment in the other contracting State and meeting with an accident in the course of that employment, if at the time of the accident the said employment has lasted less than six months. In this case the persons interested shall only be entitled to the compensation and guarantees provided by the law of the former State.

The same rule shall apply in the case of persons engaged in transport services and employed at intervals, whether regular or not, in the country other than that in which the head-quarters of the business are established.

en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets britanniques par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, complétée à leur égard, dans les conditions spécifiées à l'article 5 ci-après.

#### ART. 2.

Toutefois, la présente convention ne sera point applicable aux personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

## ART. 3.

The British and French authorities will reciprocally lend their good offices to facilitate the administration of their respective laws as aforesaid.

## ART. 4.

The present convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Paris as soon as possible.

It shall be applicable in France and in the United Kingdom of Great Britain and Ireland to all accidents happening after one month from the time of its publication in the two countries in the manner prescribed by their respective laws, and it shall remain binding until the expiration of one year from the date on which it shall have been denounced by one or other of the two contracting parties.

## ART. 5.

Nevertheless, the ratification mentioned in the preceding article shall not take place till the legislation at present in force in the United Kingdom of Great Britain and Ireland in regard to workmen's compensation has been supplemented, so far as concerns accidents to French citizens arising out of their employment as workmen, by arrangements to the following effect :

(a.) That the compensation payable shall in every case be fixed by an award of the County Court.

(b.) That in any case of redemption of weekly payments the total sum payable shall, provided it exceeds a sum equivalent to the capital

## ART. 3.

Les autorités britanniques et françaises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

## ART. 4.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt possible.

Elle sera applicable en France et dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour tous les accidents survenus un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective, et elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

## ART. 5.

Toutefois, la ratification prévue à l'article précédent ne pourra intervenir que lorsque la législation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sur les accidents du travail actuellement en vigueur aura été complétée, en ce qui concerne les accidents de travail survenus à des Français, par des dispositions spécifiant :

(a.) Que les indemnités dues seront, dans tous les cas, obligatoirement fixées par la Cour de Comté.

(b.) Qu'en cas de rachat de ces indemnités la somme due, toutes les fois qu'elle représentera le capital constitutif d'une rente su-

value of an annuity of 4 l. (100 fr.), be paid into court, to be employed in the purchase of an annuity for the benefit of the person entitled thereto.

(c.) That in those cases in which a lump sum representing the compensation payable shall have been paid by the employer into the County Court, if the injured workmen returns to reside in France, or if the dependants resided in France at the time of his death or subsequently return to reside in France, the total sum due to the injured workman or to his dependants shall be paid over through the County Court to the "Caisse nationale française des Retraites pour la Vieillesse," who shall employ it in the purchase of an annuity according to its tariff at the time of the payment; and further, that in the case in which a lump sum shall not have been paid into court, and the injured workman returns to reside in France, the compensation shall be remitted to him through the County Court at such intervals and in such way as may be agreed upon by the competent authorities of the two countries.

(d.) That in respect of all the acts done by the County Court in pursuance of the legislation in regard to workmen's compensation, as well as in the execution of the present convention, French citizens shall be exempt from all expenses and fees.

(e.) That at the beginning of each year His Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department will send to the "Département du Travail et de la Prévoyance sociale" a record of all

périure à 100 fr. (4 l.), devra être versée à la cour, pour être employée, par ses soins, à la constitution d'une rente viagère au profit des bénéficiaires.

(c.) Que dans les cas où le capital représentatif de l'indemnité aura été versé par le chef de l'entreprise à la Cour de Comté, si la victime d'accident revient résider en France, ou bien si ses représentants y résidaient au moment de sa mort ou reviennent y résider ultérieurement, le montant dû à la victime ou à ses représentants sera, par les soins de la cour, versé à la Caisse nationale française des Retraites pour la Vieillesse, qui en emploiera le montant à la constitution de rentes d'après son tarif au moment du versement, et que dans le cas où le capital n'aura pas été versé à la cour, et où la victime d'accident reviendra résider en France, l'indemnité sera remise au bénéficiaire par les soins de la cour à des époques et dans des conditions dont conviendront les administrations compétentes des deux pays.

(d.) Que pour tous les actes accomplis par la Cour de Comté en vertu de la législation sur les accidents du travail, aussi bien qu'en exécution de la présente convention, les Français seront exempts de tous frais, impôts et taxes.

(e.) Qu'il sera produit au début de chaque année au Département du Travail et de la Prévoyance sociale par le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour le "Home Department" co-



judicial decisions given in the course of the preceding year under the legislation in regard to workmen's compensation in the case of French citizens injured by accident in the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present convention and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, in duplicate, the 3rd July, 1909.

pie de toutes les décisions judiciaires rendues pendant l'année précédente, à la suite des accidents survenus à des Français dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 3 juillet, 1909.

Francis BERTIE.

S. PICHON.

## FRANCE — ITALIE

### Convention douanière.

(7 février 1909.) (1)

Il governo di Sua Maestà il Re d'Italia e il governo della Repubblica francese, allo scopo di premunirsi reciprocamente dall'eventualità di operazioni in frode alle disposizioni che regolano lo scarico, la restituzione, l'abbuono di diritti o lo svincolo di cauzione, all'esportazione di spirito o di liquidi che lo contengono, alle quali operazioni fraudolenti potrebbe dar luogo la facilità di depositare nella zona neutra fra le dogane di Bar e di Lanslebourg i detti generi per reintrodurli nel territorio d'origine, dopo aver fruito lo scarico, la restituzione, l'abbuono di diritti o lo svincolo di cauzione in discorso, stabiliscono di comune accordo quanto segue :

Il governo di Sua Maestà il Re d'Italia e il governo della Repubblica francese si riservano la facoltà di stabilire che le esportazioni di spirito o di liquidi che lo contengono, praticate da parte della Francia per la dogana di Lanslebourg e da parte dell'Italia per la dogana di Bar, non possano dar luogo a scarico, restituzione, abbuono di diritti o svincolo di cauzione se i relativi documenti non riportino il *visto*, quelli rilasciati

(1) *Gazzetta Ufficiale* du 5 juin 1909, n° 132.



dalle autorità francesi, della dogana di Bar, e quelli rilasciati dalle autorità italiane, della dogana di Lanslebourg.

Il tal caso e subordinatamente all'effettiva importazione nel rispettivo territorio doganale, le suddette dogane procederanno alle vidimazioni che saranno loro richieste nell'interesse degli esportatori dello Stato vicino.

In fede di che, i sottoscritti debitamente autorizzati hanno firmato la presente dichiarazione.

Roma, li 7 febbraio 1909.

*Il Ministro degli affari esteri di S. M. il Re d'Italia,*  
TITTONI.

*Accord relatif aux mesures fiscales de contrôle à Lanslebourg et à Bar.*

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le gouvernement de la République française, en vue de se garantir mutuellement des opérations frauduleuses contre les dispositions réglant la décharge, restitution ou réfaction de droits ou la libération d'engagements cautionnés, à l'exportation de l'alcool et des liquides qui le contiennent, opérations qui pourraient être facilitées par le dépôt de ces produits dans la zone neutre comprise entre les bureaux douaniers de Bar et de Lanslebourg d'où ils pourraient être réimportés dans le territoire d'origine après avoir joui de la décharge, restitution ou réfaction de droits ou de la libération d'engagements cautionnés en question, ont décidé d'un commun accord ce qui suit :

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le gouvernement de la République française se réservent la faculté d'ordonner que les exportations d'alcool et de liquides qui le contiennent, s'effectuant du côté de la France par la douane de Lanslebourg et du côté de l'Italie par la douane de Bar, ne puissent entraîner la décharge, restitution ou réfaction de droits, ou la libération d'engagements cautionnés, si ce n'est à la condition que les documents qui s'y rapportent soient visés respectivement par le bureau de Bar, s'ils ont été délivrés par les autorités françaises, et par le bureau de Lanslebourg, s'ils ont été délivrés par les autorités italiennes.

En ce cas, et sous la condition de l'entrée effective de ces exportations sur le territoire douanier de chacun des deux Etats, les bureaux douaniers susmentionnés apposeront les visas qui leur seront demandés dans l'intérêt des exportateurs de l'Etat voisin.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés, ont signé la présente déclaration.

Rome, le 7 février 1909.

*L'Ambassadeur de la République française,*  
BARRÈRE.

## ITALIE — FRANCE

**Convention complétant les dispositions de la convention du 16 juillet 1899 relative à l'exécution du service téléphonique italo-français et portant création d'avis d'appel téléphonique.**

(18 juillet 1907. — Ratifications échangées à Rome, le 14 septembre 1908.)

## ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions des articles 2 et 5 de la convention conclue à Rome le 16 juillet 1899 entre l'Italie et la France, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays, sont complétées comme il est indiqué ci-après :

ART. 2. — Un service d'avis d'appel des correspondants demandés au téléphone fonctionne entre réseaux italiens et réseaux français admis à communiquer téléphoniquement entre eux, à la condition que le réseau destinataire possède un service de distribution télégraphique,

ART. 5. — La taxe des avis d'appel est fixée au quart du tarif normal de jour appliquée dans les relations téléphoniques entre les deux pays, avec minimum de 0 fr. 30.

Toutefois, lorsque la taxe de l'avis d'appel ainsi fixée comprend une fraction de décime, cette taxe est augmentée et portée au décime entier.

Fait, en double, à Rome, le dix-huit juillet mil neuf cent sept.

TITTONI,

Camille BARRÈRE,  
*Ambassadeur de France.*

*Ministre des affaires étrangères d'Italie.*

## ITALIE — SUISSE

**Convention d'extradition.**

(30 mars 1909.) (1)

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse, groupant les déclarations de réciprocité échangées à l'occasion

---

(1) *Gazzetta Ufficiale* du 18 juin 1909. — Décret italien portant promulgation du 6 mai 1909. Convention approuvée à Rome, le 30 mars 1909.

de cas d'extradition spéciaux, sont convenus, en vue d'étendre les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du traité entre l'Italie et la Suisse sur l'extradition réciproque de malfaiteurs et prévenus (1), que l'extradition sera également accordée pour les infractions suivantes, lorsqu'elles sont punissables aussi bien d'après les lois pénales du lieu de refuge que d'après celles de l'Etat requérant.

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Coups et blessures, administration de substances dangereuses ou de poisons, ainsi que tout autre acte, lorsque par ces faits le délinquant aura occasionné volontairement, mais sans intention de donner la mort, une maladie ou une incapacité de travail de plus de 20 jours, ou une mutilation ou privation de l'usage de membres, cécité, perte d'un œil ou autre infirmité permanente, ou bien encore une défiguration durable.

## ART. 2.

Exposition, délaissement d'enfants ou de personnes sans défense.

## ART. 3.

Dénonciation calomnieuse, en tant qu'elle se rapporte à un délit passible d'extradition.

## ART. 4.

Attentat à la pudeur commis sur une personne sans défense ou privée de ses facultés mentales ; actes immoraux commis sur des enfants de moins de 12 ans, ou sur des enfants de moins de 15 ans par le détenteur de la puissance paternelle, le tuteur ou toute personne à qui ils sont confiés.

## ART. 5.

Inceste, en tant que commis de manière à causer un scandale public.

## ART. 6.

Excitation de mineurs à la débauche et tout acte punissable d'après les lois des deux pays et ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs.

## ART. 7.

Vol, détournement (abus de confiance), recel, escroquerie, en tant que le préjudice causé par ces infractions est d'au moins 50 francs.

## ART. 8.

Emploi abusif de substances explosives, en tant que cette infraction est prévue par les lois des deux Etats.

---

(1) Traité du 22 juillet 1866.

Pour application de cette convention feront règle, au surplus, les prescriptions du traité d'extradition du 22 juillet 1866.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration en double original, à Rome, le 30 mars 1909, et y ont apposé leurs cachets.

(L. S.) TITTONI

(L. S.) J. B. PIODA.

## GRANDE-BRETAGNE — SIAM

### Traité de cession de territoires.

(Signé à Bangkok, le 10 mars 1909.)

(Echange des ratifications à Londres, le 9 juillet 1909.)

#### *Traité (1).*

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Siam, being desirous of settling various questions which have arisen affecting their respective dominions; have decided to conclude a Treaty, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of Great Britain, Ralph Paget, Esq., his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, etc. ;

His Majesty the King of Siam, His Royal Highness Prince Devawongse Varoprakar, Minister for Foreign Affairs, etc. ;  
who, after having communicated to each other their respective full powers, and found them to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles :

#### ARTICLE 1.

The Siamese Government transfers to the British Government all rights of suzerainty, protection, administration, and control whatsoever which they possess over the States of Kelantan, Tringganu, Kedah, Perlis, and adjacent islands. The frontiers of these territories are defined by the Boundary Protocol annexed hereto (Annex I).

#### ART. 2.

The transfer provided for in the preceding Article shall take place within thirty days after the ratification of this Treaty.

(1) Voir carte ci-après, page 40.



## ART. 3.

A mixed Commission, composed of Siamese and British officials and officers, shall be appointed within six months after the date of ratification of this Treaty, and shall be charged with the delimitation of the new frontier. The work of the Commission shall be commenced as soon as the season permits, and shall be carried out in accordance with the Boundary Protocol annexed hereto.

Subjects of His Majesty the King of Siam residing within the territory described in Article 1 who desire to preserve their Siamese nationality will, during the period of six months after the ratification of the present Treaty, be allowed to do so if they become domiciled in the Siamese dominions. His Britannic Majesty's Government undertake that they shall be at liberty to retain their immovable property within the territory described in Article 1.

It is understood that, in accordance with the usual custom where a change of suzerainty takes place, any Concessions within the territories described in Article 1 hereof to individuals or Companies, granted by or with the approval of the Siamese Government, and recognized by them as still in force on the date of the signature of the Treaty, will be recognized by the Government of His Britannic Majesty.

## ART. 4.

His Britannic Majesty's Government undertake that the Government of the Federated Malay States shall assume the indebtedness to the Siamese Government of the territories described in Article 1.

## ART. 5.

The jurisdiction of the Siamese International Courts, established by Article 8 of the Treaty of the 3rd September, 1883, shall, under the conditions defined in the Jurisdiction Protocol annexed hereto (Annexe II), be extended to all British subjects in Siam registered at the British Consulates before the date of the present Treaty.

This system shall come to an end, and the jurisdiction of the International Courts shall be transferred to the ordinary Siamese Courts after the promulgation and the coming into force of the Siamese codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Codes, the Codes of Procedure, and the Law for organization of Courts.

All other British subjects in Siam Shall be subject to the jurisdiction of the ordinary Siamese Courts under the conditions defined in the Jurisdiction Protocol.

## ART. 6.

British subjects shall enjoy throughout the whole extent of Siam the rights and privileges enjoyed by the natives of the country, notably the right of property, the right of residence and travel.

They and their property shall be subject to all taxes and services, but these shall not be other or higher than the taxes and services which are or may be imposed by law on Siamese subjects. It is particularly understood that the limitation in the Agreement of the 20th September, 1900, by which the taxation of land shall not exceed that on similar land in Lower Burmah, is hereby removed.

British subjects in Siam shall be exempt from all military service, either in the army or navy, and from all forced loans or military exactions or contributions.

ART. 7.

The provisions of all Treaties, Agreements, and Conventions between Great Britain and Siam, not modified by the present Treaty, remain in full force.

ART. 8.

The present Treaty shall be ratified within four months from its date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and affixed their seals.

Done at Bangkok, in duplicate, the 10th day of March, in the year 1909.

(L. S.)

RALPH PAGET.

(L. S.)

DEVAWONGSE VAROPRAKAR.

---

ANNEXE I.

*Boundary Protocol annexed to the Treaty dated March 10, 1909.*

The frontiers between the territories of His Majesty the King of Siam and the territory over which his suzerain rights have by the present Treaty been transferred to His Majesty the King of Great Britain and Ireland are as follows :

Commencing from the most seaward point of the northern bank of the estuary of the Perlis River and thence north to the range of hills which is the watershed between the Perlis River on the one side and the Pujoh River on the other; then following the watershed formed by the said range of hills until it reaches the main watershed or dividing line between those rivers which flow into the Gulf of Siam on the one side and into the Indian Ocean on the other; following this main watershed so as to pass the sources of the Sungei Patani, Sungei Telubin, and Sungei Perak, to a point which is the source of the Sungei Pergau; then leaving the main watershed and going along the watershed separating the waters of the Sungei Pergau from

the Sungei Telubin, to the hill called Bukit Jeli or the source of the main stream of the Sungei Golok. Thence the frontier follows the thalweg of the main stream of the Sungei Golok to the sea at a place called Kuala Tabar.

This line will leave the valleys of the Sungei Patani, Sungei Telubin, and Sungei Tanjung Mas and the valley on the left or west bank of the Golok to Siam and the whole valley of the Perak River and the valley on the right or east bank of the Golok to Great Britain.

Subjects of each of the parties may navigate the whole of the waters of the Sungei Golok and its affluents.

The island known as Pulo Langkawi, together with all the islets south of mid-channel between Terutau and Langkawi, and all the islands south of Langkawi shall become British. Terutau and the islets to the north of mid-channel shall remain to Siam.

With regard to the islands close to the west coast, those lying to the north of the parallel of latitude where the most seaward point of the north bank of the estuary of the Perlis River touches the sea shall remain to Siam, and those lying to the south of that parallel shall become British.

All islands adjacent to the eastern States of Kelantan and Tringganu, south of a parallel of latitude drawn from the point where the Sungei Golok reaches the coast at a place called Kuala Tabar, shall be transferred to Great Britain, and all islands to the north of that parallel shall remain to Siam.

A rough sketch of the boundary herein described is annexed hereto (1).

2. The above-described boundary shall be regarded as final, both by the Government of His Britannic Majesty and that of Siam, and they mutually undertake that, so far as the boundary effects any alteration of the existing boundaries of any State or province, no claim for compensation on the ground of any such alteration made by any State or province so affected shall be entertained or supported by either.

3. It shall be the duty of the Boundary Commission, provided for in Article 3 of the Treaty of this date, to determine and eventually mark out the frontier above described.

If during the operations of delimitation it should appear desirable to depart from the frontier as laid down herein, such rectification shall not, under any circumstances, be made to the prejudice of the Siamese Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and affixed their seals.

Done at Bangkok, in duplicate, the 10th day of March, 1909.

(L. S.) RALPH PAGET

(L. S.) DEVAWONGSE VAROPRAKAR.

---

(1) Voir carte, pages 40-41.

## ANNEXE II.

*Protocol concerning the Jurisdiction applicable in the Kingdom of Siam to British Subjects, and annexed to the Treaty dated March 10, 1909.*

SECTION 1. — International Courts shall be established at such places as may seem desirable in the interests of the good administration of justice; the selection of these places shall form the subject of an understanding between the British Minister at Bangkok and the Siamese Minister for Foreign Affairs.

SECT. 2. — The jurisdiction of the International Courts shall extend ;

1. In civil matters : To all civil and commercial matters to which British subjects shall be parties.

2. In penal matters : To breaches of law of every kind, whether committed by British subjects or to their injury.

SECT. 3. — The right of evocation in the International Courts shall be exercised in accordance with the provisions of Article 8 of the Treaty of the 3rd September, 1883.

The right of evocation shall cease to be exercised in all matters coming within the scope of codes or laws regularly promulgated as soon as the text of such codes or laws shall have been communicated to the British Legation in Bangkok. There shall be an understanding between the Ministry for Foreign Affairs and the British Legation at Bangkok for the disposal of cases pending at the time that the said codes and laws are communicated.

SECT. 4. — In all cases, whether in the International Courts or in the ordinary Siamese Courts in which a British subject is defendant or accused, a European legal adviser shall sit in the Court of First Instance.

In cases in which a British born or naturalized subject not of Asiatic descent may be a party, a European adviser shall sit as a Judge in the Court of First Instance, and where such British subject is defendant or accused the opinion of the adviser shall prevail.

A British subject who is in the position of defendant or accused in any case arising in the provinces may apply for a change of venue, and should the Court consider such change desirable the trial shall take place either at Bangkok or before the Judge in whose Court the case would be tried at Bangkok. Notice of any such application shall be given to the British Consular officer.

SECT. 5. — Article 9 of the Treaty of the 3rd September, 1883, is repealed.



Appeals against the decisions of the International Courts of First Instance shall be adjudged by the Siamese Court of Appeal at Bangkok. Notice of all such appeals shall be communicated to His Britannic Majesty's Consul, who shall have the right to give a written opinion upon the case to be annexed to the record.

The judgment on appeal from either the International Courts or the ordinary Siamese Courts shall bear the signature of two European Judges.

SECT. 6. — An appeal on a question of law shall lie from the Court of Appeal at Bangkok to the Supreme or Dika Court.

SECT. 7. — No plea of want of jurisdiction based on the rules prescribed by the present Treaty shall be advanced in any Court after a defence on the main issue has been offered.

SECT. 8. — In order to prevent difficulties which may arise in future from the transfer of jurisdiction contemplated by the present Treaty and Protocol, it is agreed :

*a*). All cases in which action shall be taken subsequently to the date of the ratification of this Treaty shall be entered and decided in the competent International or Siamese Court, whether the cause of action arose before or after the date of ratification.

*b*). All cases pending in His Britannic Majesty's Courts in Siam on the date of the ratification of this Treaty shall take their usual course in such Courts and in any Appeal Court until such cases have been finally disposed of, and the jurisdiction of His Britannic Majesty's Courts shall remain in full force for this purpose.

The execution of the judgment rendered in any such pending case shall be carried out by the International Courts.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and affixed their seals.

Done at Bangkok, in duplicate, the 10th day of March, 1909.

(L. S.) RALPH PAGET.

(L. S.) DEVAWONGSE VAROPRAKAR.

---

### ANNEXE III.

*Mr. Paget to Prince Devawongse.*

March 10, 1909.

M. LE MINISTRE,

In view of the position of British possessions in the Malay Peninsula and to the contiguity of the Siamese Malay provinces with British-

protected territory, His Majesty's Government are desirous of receiving an assurance that the Siam Government will not permit any danger to arise to British interests through the use of any portion of the Siamese dominions in the peninsula for military or naval purposes by foreign Powers.

His Majesty's Government would therefore request that the Siamese Government shall not cede or lease, directly or indirectly, to any foreign Government any territory situated in the Malay Peninsula south of the southern boundary of the Monthon Rajaburi, or in any of the islands adjacent to the said territory; also that within the limits above mentioned a right to establish or lease any coaling station, to build or own any construction or repairing docks, or to occupy exclusively any harbours, the occupation of which would be likely to be prejudicial to British interests from a strategic point of view, shall not be granted to any foreign Government or Company.

Since this assurance is desired as a matter of political expediency only, the phrase « coaling station » would not be held to include such small deposits of coal as may be required for the purposes of the ordinary shipping engaged in the Malay Peninsula coasting trade.

RALPH PAGET.

*Prince Devawongse to Mr. Paget*

Foreign Office, Bangkok, March 10, 1909.

M. LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of this date, in which you express the desire of your Government that the Siamese Government shall not cede or lease, directly or indirectly, to any foreign Government any territory situated in the Malay Peninsula south of the southern boundary of the Monthon of Rajaburi or in any of the islands adjacent to the said territory; also that within the limits above mentioned a right to establish or lease any coaling station, to build or own any construction or repairing docks, or to occupy exclusively any harbours the occupation of which would be likely to be prejudicial to British interests from a strategic point of view, shall not be granted to any foreign Government or Company.

In reply, I beg to say that the Siamese Government gives its assurance to the above effect, taking note that the phrase « coaling station » shall not include such small deposits of coal as may be required for the purposes of the ordinary shipping engaged in the Malay Peninsula coasting trade.

I avail, etc.

DEVAWONGSE,  
*Minister for Foreign Affairs.*

## ANNEXE IV.

*Prince Devawongse to Mr. Paget.*

Foreign Office, Bangkok, March 10, 1909.

M. LE MINISTRE,

With reference to the provision contained in Article 4 of the Jurisdiction Protocol to the effect that in all cases in which a British subject is defendant or accused a European adviser shall sit in Court, I would express the hope, on behalf of His Majesty's Government, that His Britannic Majesty's Government will be prepared in due course to consider the question of a modification of or release from this guarantee when it shall be no longer needed; and, moreover, that in any negotiations in connection with such a modification or release the matter may be treated upon its merits alone, and not as a consideration for which some other return should be expected.

The Siamese Government appreciates that a Treaty like the one signed to-day marks an advance in the administration of justice in the kingdom. The conclusion of such a Treaty is in itself a sign of progress. It is the intention of the Siamese Government to maintain the high standard in the administration of justice which it has set before it, and towards which it has been working for some time.

In this connection I take pleasure in acknowledging the contribution which Mr. J. Stewart Black has made to this work.

I wish also to say that provision will be made for the treatment of European prisoners according to the standard usual for such prisoners in Burmah and the Straits Settlements.

I avail, etc.

DEVAWONGSE,  
*Minister for Foreign Affairs.*

*Mr. Paget to Prince Devawongse.*

March 10, 1909.

M. LE MINISTRE,

With reference to the guarantee contained in the first paragraph of Article 4 of the Jurisdiction Protocol, I have the honour to state that His Majesty's Government will be prepared in due course to consider the question of modification of or release from this guarantee when it shall no longer be needed. His Majesty's Government are also willing

that in any negotiations in connection with such a modification or release the matter shall be treated upon its merits alone, and not as a consideration for which some other return shall be expected.

His Majesty's Government learn with much satisfaction that it is the intention of the Siamese Government to maintain the high standard in the administration of justice which it has set before it, and towards which it has been working for some time; and I may assure your Royal Highness that it will be the aim of His Majesty's Government in every manner to second the efforts of His Siamese Majesty's Government in this direction.

I wish also to say that the International Courts referred to in section 1 of the Protocol on Jurisdiction annexed to the Treaty signed to-day need not necessarily be Courts specially organized for this purpose Provincial (« Monthon ») Courts or District (« Muang ») Courts may constitute International Courts, according as British subjects may be established in greater or less number within the jurisdiction of those Courts. The fact that an ordinary Court is designated as an International Court will have as a consequence the introduction into that ordinary Court of all the provisions relating to International Courts secured by the Protocol on Jurisdiction.

RAHPL PAGET.

## BELGIQUE — FRANCE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

### Convention monétaire.

(4 novembre 1908.)

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — A partir de la promulgation de la présente Convention additionnelle, les contingents de monnaies divisionnaires d'argent seront portés, pour chacun des gouvernements contractants, à 16 francs par tête d'habitant. En vue de l'exécution du présent article, la population est évaluée :

Pour la Belgique à . . . . .	7.300.000 habitants
Pour la France à . . . . .	39.300.000 —
Pour la Grèce à . . . . .	2.650.000 —
Pour l'Italie à . . . . .	33.800.000 —
Pour la Suisse à . . . . .	3.600.000 —

En outre, la population des colonies ou possessions africaines de la France, y compris l'Algérie et l'Ile de Madagascar, est évaluée à 20 millions d'habitants. Celle du Congo belge est évaluée à 10 millions d'habitants. Ces évaluations pourront être modifiées, d'un commun accord, par correspondance diplomatique.

La France et la Belgique s'engagent à employer exclusivement des écus de 5 francs d'argent aux effigies respectives, pour la fabrication de



nouvelles pièces divisionnaires, toutefois, la Belgique pourra utiliser, pour cette fabrication, les monnaies d'argent émises par l'ancien Etat Indépendant du Congo, à concurrence de 1.900.000 francs. La Grèce, l'Italie et la Suisse, n'ayant fait frapper que des quantités proportionnellement plus restreintes d'écus de 5 francs d'argent, pourront utiliser des lingots pour ces fabrications, la Suisse d'une manière exclusive, la Grèce, à raison des  $\frac{3}{4}$  de ses frappes annuelles et l'Italie, à raison d'un tiers de ses frappes annuelles, étant entendu, pour l'Italie, qu'elle jouira seulement de cette faculté jusqu'au moment où ses frappes représenteront 12 francs par tête d'habitant. La fraction complémentaire ( $\frac{1}{4}$  ou  $\frac{2}{3}$  des fabrications de la Grèce et de l'Italie) et la totalité de la fabrication de l'Italie lorsque les frappes italiennes auront atteint 12 francs par tête d'habitant, devront s'opérer avec des écus de 5 francs d'argent à leur effigie.

En outre, la Grèce est autorisée à frapper exclusivement avec des lingots, en addition à son contingent actuel de 15 millions de drachmes, les 3 millions concédés aux autres puissances par l'article 2 de la convention du 29 octobre 1897.

Le bénéfice pouvant résulter des frappes sera versé à un fonds de réserve destiné à l'entretien de la circulation monétaire.

ART. 2. — Aucun des Etats contractants ne pourra faire fabriquer annuellement en pièces divisionnaires d'argent plus de 0 fr. 60 par tête de population.

Par exception, la Grèce est autorisée à frapper immédiatement et cumulativement avec son nouveau contingent actuel, le reliquat de son contingent de 1885 et les 3 millions dont il est question à l'article premier ci-dessus.

Les contingents annuels non utilisés pourront être reportés sur les exercices subséquents.

Le total de toutes les frappes qui seront effectuées par chacun des Etats contractants ne pourra dépasser le contingent de 16 francs par tête d'habitant fixé à l'article premier ci-dessus, étant expressément stipulé que les frappes déjà effectuées sont comprises dans ce contingent total nouveau de 16 francs par habitant.

ART. 3. — L'arrangement du 15 novembre 1893 et le protocole additionnel du 15 mars 1898 seront applicables aux nouvelles monnaies d'argent que le gouvernement italien pourra émettre après la mise en vigueur de la présente Convention additionnelle.

ART. 4. — Les gouvernements belge, français, italien et suisse s'engagent à retirer de la circulation, sur leurs territoires respectifs, les pièces d'argent grecques de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au gouvernement hellénique qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

ART. 5. — Quatre mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention additionnelle, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de l'Italie et de la Suisse, par dérogation à l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent grecques.

Le délai sera augmenté de deux mois pour les monnaies provenant de l'Algérie et des colonies françaises.

ART. 6. — Les monnaies divisionnaires grecques retirées de la circulation seront mises, par chacun des quatre Etats, à la disposition du gouvernement hellénique, un mois après l'expiration du délai prévu au précédent article. A cette date, le montant en sera porté par chacun des quatre Etats à un compte courant productif d'intérêt à raison de 2 1/2 o/o l'an. Cet intérêt sera porté à 3 1/2 o/o à partir du vingtième jour qui suivra l'envoi des espèces, jusqu'à la date du paiement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par la Grèce.

Les monnaies provenant de l'Algérie et des colonies françaises ne seront portées au compte courant productif d'intérêt qu'à dater du jour où le gouvernement français aura avisé le gouvernement hellénique que les pièces sont concentrées et tenues à sa disposition.

ART. 7. — Le remboursement en or de ces monnaies s'effectuera en cinq annuités de sommes égales, dont la première sera exigible dix-huit mois après la date d'ouverture du compte courant visé à l'article 6 et les quatre autres à pareille date de chacune des quatre années subséquentes. Les intérêts stipulés ci-dessus, afférents à la première année, seront payables à l'expiration de chaque semestre; ceux du troisième semestre s'ajouteront à la première annuité; par la suite, les intérêts seront payables annuellement, en même temps que les annuités.

Le paiement se fera, soit en monnaies d'or de 10 francs et au-dessus, trappées dans les conditions de la convention du 6 novembre 1885, soit en traites sur les pays créditeurs.

ART. 8. — Le gouvernement hellénique s'engage à prendre livraison de ses monnaies divisionnaires dans le trimestre qui suivra l'expiration des délais prévus à l'article 5.

ART. 9. — Lorsque le gouvernement hellénique aura repris la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié par chacun des quatre Etats, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la Convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des quatre Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

ART. 10. — Le gouvernement hellénique désignera celles de ses trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies divisionnaires seront faites. Tous les frais de transport, d'assurance et autres, résultant de la présente Convention additionnelle, seront à sa charge et portées au débit de son compte courant avec chacun des quatre Etats. Le règle-

ment de ces frais aura lieu à l'échéance de la première des annuités stipulées à l'article 7.

ART. 11. — Par application des articles 4 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885, le gouvernement hellénique ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

ART. 12. — Le gouvernement hellénique s'engage à retirer de la circulation, dans un délai de deux ans, à dater de l'échange des ratifications de la présente convention additionnelle, la totalité des billets de une et de deux drachmes qu'il a émis.

ART. 13. — Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de l'Italie et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires grecques, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

ART. 14. — Les articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France et la Suisse.

Chacun de ces trois Etats aura, toutefois, le droit d'obtenir, dans les conditions de la présente convention additionnelle, le retrait et la remise de celles de ces monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Grèce.

ART. 15. — Le gouvernement hellénique se réserve de demander ultérieurement que les dispositions des articles 6 et 7 de la Convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires grecques. Mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des Etats où ces dispositions seraient alors en vigueur.

ART. 16. — Le gouvernement hellénique ayant décidé de prohiber la sortie du royaume des monnaies divisionnaires grecques pendant toute la durée de l'Union monétaire et ayant, en outre, pris la résolution de n'apporter à son régime monétaire, pendant les cinq années qui suivront l'expiration de l'Union, aucun changement de nature à entraver le rapatriement des monnaies divisionnaires grecques par la voie du commerce ou des échanges, les gouvernements belge, français, italien et suisse sont convenus avec lui qu'en conséquence la Grèce serait affranchie de l'obligation contractée vis-à-vis d'eux de reprendre, pendant une année, à partir de l'expiration de la convention du 6 novembre 1885, celles de ses monnaies divisionnaires qui se trouveraient en circulation chez ses alliés monétaires. Cette obligation qui lui est imposée par l'article 7 de la convention précitée, ne continuerait à lui incomber que dans le cas où le gouvernement hellénique ne réaliserait pas ses intentions, telles qu'elles sont indiquées ci-dessus, ou dans celui où, par application de l'article 15 de la présente convention additionnelle, il aurait demandé et obtenu de rentrer, pour ses monnaies divisionnaires, dans les conditions normales de l'Union.

AN



PROVINCE OF SAIBURI

AMBUK BACHAW

PERAK

FEDERATED MALAY STATES

Foot of Greeninch





Il est entendu, en outre, qu'à titre de réciprocité les autres Etats de l'Union qui, comme l'Italie l'a déjà fait, auraient retiré de Grèce leurs monnaies divisionnaires d'argent, dans les conditions prévues au second paragraphe de l'article 14 de la présente Convention additionnelle, seraient également affranchis de l'obligation de reprendre, pendant l'année qui suivra l'expiration de l'Union, celles de leurs monnaies divisionnaires qui se trouveraient en Grèce, pourvu qu'ils aient prohibé, en même temps qu'ils effectuaient ce retrait, l'exportation en Grèce de leurs monnaies divisionnaires et à charge pour eux de n'apporter à leur régime monétaire, pendant les cinq années qui suivront l'expiration de l'Union, aucun changement de nature à entraver le rapatriement desdites monnaies divisionnaires par la voie du commerce et des échanges.

ART. 17. — Le gouvernement italien est autorisé à faire procéder à la refappe des écus de 5 francs d'argent émis par les anciens Etats d'Italie et ayant actuellement cours légal dans le royaume, mais à charge pour lui d'opérer à ses frais le retrait des anciennes pièces.

ART. 18. — La présente convention additionnelle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1909 et aura la même durée que la convention du 6 novembre 1885 dont elle sera réputée faire partie intégrante.

ART. 19. — La présente convention additionnelle sera ratifiée, les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et au plus tard le 25 mars 1909.

---

### **Décret relatif à la prohibition en France, en Algérie et dans les colonies de l'importation des monnaies divisionnaires d'argent grecques.**

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des finances et d'après l'avis conforme du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu la loi du 22 mars 1909, qui approuve la convention monétaire conclue, le 4 novembre 1908, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, dont l'article 13 est ainsi conçu : « Lorsque les caisses publiques de la France, de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires grecques, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation »,

Décète :

ART. 1<sup>er</sup>. — L'importation des monnaies divisionnaires d'argent grecques est prohibée en France à partir de ce jour, en Algérie et dans les colonies à partir du 15 novembre 1909.

ART. 2. — Le ministre des finances, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Rambouillet, le 24 septembre 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des finances,*

GEORGES COCHERY.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

JEAN DUPUY.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES TROUILLOT.

## ALLEMAGNE — FRANCE

### Compromis d'arbitrage relatif aux questions soulevées par les événements qui se sont produits à Casablanca, le 25 septembre 1908.

(Signé à Berlin, le 24 novembre 1908.)

#### *Compromis.*

Le Gouvernement Impérial Allemand et le Gouvernement de la République Française s'étant mis d'accord, le 10 novembre 1908, pour soumettre à l'arbitrage l'ensemble des questions soulevées par les événements qui se sont produits à Casablanca, le 25 septembre dernier, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus du compromis suivant :

#### *Schiedsvertrag.*

Nachdem die Kaiserlich Deutsche Regierung und die Regierung der Französischen Republik am 10. November 1908 übereingekommen sind, die gesamten Streitfragen, welche durch die am 25. September d. J. in Casablanca vorgekommenen Begebenheiten hervorgerufen sind, einem Schiedsgerichte zu unterbreiten, haben die zu diesem Zwecke gehörig ermächtigten Unterzeichneten folgenden Schiedsvertrag vereinbart :

## ARTICLE I.

Un tribunal arbitral, constitué comme il est dit ci-après, est chargé de résoudre les questions de fait et de droit que soulèvent les événements qui se sont produits à Casablanca, le 25 septembre dernier, entre des agents des deux pays.

## ARTICLE II.

Le tribunal arbitral sera composé de cinq arbitres pris parmi les membres de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye.

Chaque Gouvernement, aussitôt que possible, et dans un délai qui n'excédera pas quinze jours à partir de la date du présent compromis, choisira deux arbitres dont un seul pourra être son national. Les quatre arbitres ainsi désignés choisiront un surarbitre dans la quinzaine du jour où leur désignation leur aura été notifiée.

## ARTICLE III.

Le 1<sup>er</sup> février 1909, chaque partie remettra au Bureau de la Cour Permanente dix-huit exemplaires de son mémoire avec les copies certifiées conformes de toutes pièces et documents qu'elle compte invoquer dans la cause. Le Bureau en assurera sans retard la transmission aux arbitres et aux parties, savoir, de deux exemplaires pour chaque arbitre, de trois exemplaires pour chaque partie. Deux exemplaires resteront dans les archives du Bureau.

## ARTIKEL I.

Ein gemäss den nachstehenden Bestimmungen gebildetes Schiedsgericht wird mit der Entscheidung der Tatund Rechtsfragen betraut, welche durch die am 25. September d. J. in Casablanca zwischen Angestellten beider Länder vorgekommenen Begebenheiten hervorgerufen sind.

## ARTIKEL II.

Das Schiedsgericht setzt sich aus fünf Schiedsrichtern zusammen, die unter den Mitgliedern des Ständigen Schiedshofs im Haag gewählt werden.

Jede Regierung wird sobald als möglich und spätestens innerhalb zweier Wochen, gerechnet vom Tage der Unterzeichnung dieses Schiedsvertrags, zwei Schiedsrichter wählen, von denen nur einer ihr Staatsangehöriger sein darf. Die so ernannten vier Schiedsrichter werden innerhalb zweier Wochen, nachdem ihnen ihre Ernennung bekannt gegeben worden ist, einen Obmann wählen.

## ARTIKEL III.

Am 1. Februar 1909 wird jede Partei achtzehn Exemplare ihres Schriftsatzes mit beglaubigter Abschrift aller Aktenstücke und Urkunden, auf die sie sich in der Sache berufen will, dem Bureau des Ständigen Schiedshofs übermitteln. Das Bureau wird unverzüglich für die Weitergabe an die Schiedsrichter und an die Parteien sorgen und zwar wird jeder Schiedsrichter zwei Exemplare, jede Partei drei Exemplare erhalten. Zwei Exemplare bleiben im Archive des Büreaus.



Le 1<sup>er</sup> avril 1909, les parties déposeront dans la même forme leurs contre-mémoires avec les pièces à l'appui et leurs conclusions finales.

#### ARTICLE IV.

Chaque partie devra déposer au Bureau International, au plus tard le 15 avril 1909, la somme de 3.000 florins néerlandais, à titre d'avance pour les frais du litige.

#### ARTICLE V.

Le tribunal se réunira à La Haye le 1<sup>er</sup> mai 1909 et procédera immédiatement à l'examen du litige.

Il aura la faculté de se transporter momentanément ou de déléguer un ou plusieurs de ses membres pour se transporter en tel lieu qu'il lui semblerait utile, en vue de procéder à des mesures d'information dans les conditions de l'article 20 de la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

#### ARTICLE VI.

Les parties peuvent faire usage de la langue allemande ou de la langue française.

Les membres de tribunal peuvent se servir, à leur choix, de la langue allemande ou de la langue française. Les décisions du tribunal seront rédigées dans les deux langues.

#### ARTICLE VII.

Chaque partie sera représentée par un agent spécial avec mission de servir d'intermédiaire entre elle et le tribunal. Ces agents donne-

Am 1. April 1909 werden die Parteien in derselben Weise ihre Gegenschäftsätze mit den zugehörigen Belagstücken und ihren Schlussanträgen hinterlegen.

#### ARTIKEL IV.

Jede Partei hat spätestens am 15. April 1909 beim Internationalen Bureau den Betrag von 3000 niederländischen Gulden als Vorschuss auf die Kosten des Schiedsverfahrens zu hinterlegen.

#### ARTIKEL V.

Das Schiedsgericht wird am 1. Mai 1909 im Haag zusammen treten und sofort zur Untersuchung des Streitfalls schreiten.

Es ist befugt, sofern ihm dies nützlich erscheint, zeitweilig sich nach einem andern Orte zu begeben oder eins oder mehrere seiner Mitglieder dahin abzuordnen, um dort Erhebungen gemäss Artikel 20 des Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 anzustellen.

#### ARTIKEL VI.

Die Parteien können von der deutschen oder der französischen Sprache Gebrauch machen.

Die Mitglieder des Gerichts können sich nach ihrer Wahl der deutschen oder der französischen Sprache bedienen. Die Entscheidungen des Gerichts werden in beiden Sprachen abgefasst.

#### ARTIKEL VII.

Jede Partei wird durch einen besonderen Agenten vertreten, der die Aufgabe hat, zwischen ihr und dem Gericht als Mittelsperson zu

ront les éclaircissements qui leur seront demandés par le tribunal et pourront présenter les moyens qu'ils jugeraient utiles à la défense de leur cause.

dienen. Diese Agenten werden die Aufklärungen geben, die das Gericht von ihnen erfordert; sie können die Rechtsbehelfe vorbringen, die sie zur Verteidigung ihrer Sache für nützlich halten.

#### ARTICLE VIII.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent compromis, les stipulations de la Convention précitée du 18 octobre 1907, dont la ratification n'a pas encore eu lieu, mais qui a été signée également par l'Allemagne et la France, seront applicables au présent arbitrage.

#### ARTIKEL VIII.

Soweit sich nicht aus dem vorliegenden Schiedsvertrag ein anderes ergibt, kommen auf dieses Schiedsverfahren die Bestimmungen des erwähnten Abkommens vom 18. Oktober 1907 zu Anwendung, das zwar noch nicht ratifiziert, aber sowohl von Deutschland wie von Frankreich unterzeichnet worden ist.

#### ARTICLE IX.

Après que le tribunal arbitral aura résolu les questions de fait et de droit qui lui sont soumises, il réglera en conséquence la situation des individus arrêtés le 25 septembre dernier au sujet de laquelle il y a contestation.

#### ARTIKEL IX.

Nachdem das Schiedsgericht die ihm unterbreiteten Tat- und Rechtsfragen entschieden hat, wird es dementsprechend über das weitere Geschick der am 25. September d. J. verhafteten Personen, insoweit Streit darüber besteht, Bestimmung treffen.

Fait en double à Berlin, le 24 novembre 1908.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin am 24. November 1908.

(L. S.) gez.: KIDERLEN.

(L. S.) gez.: KIDERLEN.

(L. S.) gez.: JULES CAMBON.

(L. S.) gez.: JULES CAMBON.

---

**Sentence du Tribunal d'arbitrage constitué en vertu du Compromis signé le 24 novembre 1908; rendue à la Haye, le 22 mai 1909.**

#### *A. — Texte allemand.*

Durch ein Protokoll vom 10. November 1908 und einen Schiedsvertrag vom 24. desselben Monats sind die Kaiserlich Deutsche Regierung

und die Regierung der Französischen Republik übereingekommen, ein aus fünf Mitgliedern zusammengesetztes Schiedsgericht mit der Entscheidung der Tat- und Rechtsfragen zu betrauen, welche durch die am 25. September 1908 in Casablanca zwischen Angestellten beider Länder vorgekommenen Begebenheiten hervorgerufen sind.

In Ausführung dieses Schiedsvertrags haben die beiden Regierungen zu Schiedsrichtern ernannt,

die Kaiserlich Deutsche Regierung : Herrn Guido Fusinato, Doktor der Rechte, ehemaligen Minister des öffentlichen Unterrichts, ehemaligen Professor des Völkerrechts an der Universität in Turin, Abgeordneten zum Italienischen Parlamente, Staatsrat, Mitglied des Ständigen Schiedshofs, und Herrn Kriege, Doktor der Rechte, Wirklichen Geheimen Legationsrat, vortragenden Rat und Justitiar im Auswärtigen Amte, Mitglied des Ständigen Schiedshofs ;

die Regierung der französischen Republik : den Sehr Ehrenwerten Sir Edward Fry, Doktor der Rechte, ehemaliges Mitglied des Appellhofs, Mitglied des Geheimen Rates des Königs, Mitglied des Ständigen Schiedshofs, und Herrn Louis Renault, Mitglied des Instituts von Frankreich, bevollmächtigten Minister, Professor an der Juristischen Fakultät in Paris, Justitiar des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, Mitglied des Ständigen Schiedshofs.

Die so ernannten Schiedsrichter, die mit der Benennung des Obmanns betraut waren, haben als solchen gewählt Herrn K. Hj. L. von Hammarskjöld, Doktor der Rechte, ehemaligen Justizminister, ehemaligen Minister des Kultus und des öffentlichen Unterrichts, ehemaligen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Kopenhagen, ehemaligen Präsidenten des Appellhofs in Jönköping, ehemaligen Professor an der Juristischen Fakultät in Upsala, Gouverneur der Provinz Upsala, Mitglied des Ständigen Schiedshofs.

Gemäss den Bestimmungen des Schiedsvertrags vom 24. November 1908 sind die Schriftsätze und Gegenschriftsätze gehörig zwischen den Parteien ausgetauscht und den Schiedsrichtern mitgeteilt worden.

Das in der vorstehenden Weise gebildete Schiedsgericht ist im Haag am 1. Mai 1909 zusammengetreten.

Die beiden Regierungen haben zu ihren Agenten ernannt,

die Kaiserlich Deutsche Regierung : Herrn Albrecht Lentze, Doktor der Rechte, Geheimen Legationsrat, vortragenden Rat im Auswärtigen Amte,

die Regierung der Französischen Republik : Herrn André Weiss, Professor an der Juristischen Fakultät in Paris, Hilfsjustitiar des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten.

Die Agenten der Parteien haben dem Schiedsgerichte folgende Anträge unterbreitet, nämlich

der Agent der Kaiserlich Deutschen Regierung :

## Das Schiedsgericht wolle

## 1. in Ansehung der Tatfragen feststellen :

Drei Personen, welche vorher in der französischen Fremdenlegion gedient hatten, Walter Bens, Heinrich Heinemann, Julius Meyer, alle drei Deutsche, sind am 25. September 1908 am Hafen von Casablanca, während sie von Angestellten Deutschlands begleitet wurden, diesen von Angestellten Frankreichs mit Gewalt entzogen und von letzteren verhaftet worden ; dabei sind Angestellte Deutschlands von Angestellten Frankreichs tätlich angegriffen, misshandelt, beschimpft und bedroht worden ;

## 2. in Ansehung der Rechtsfragen feststellen :

Die unter Nr. 1 benannten drei Personen unterstanden am 25. September 1908 ausschliesslich der Jurisdiktion und dem Schutze des Kaiserlich Deutschen Konsulats in Casablanca ; Angestellte Frankreichs waren damals nicht berechtigt, Angestellte Deutschlands an der Ausübung des deutschen Schutzes über die drei Personen zu hindern und ihrerseits Jurisdiktion über diese in Anspruch zu nehmen ;

3. über das weitere Geschick der am 25. September 1908 verhafteten Personen, insoweit Streit darüber besteht, dahin Bestimmung treffen :

Die Regierung der Französischen Republik wird die unter Nr. 1 benannten drei Deutschen sobald wie möglich aus ihrer Gewalt entlassen und der Kaiserlich Deutschen Regierung zur Verfügung stellen ;

der Agent der Regierung der Französischen Republik (*übersetzte Antrage*) :

## Das Schiedsgericht wolle

aussprechen und entscheiden, dass zu Unrecht der Konsul und die Angestellten des Kaiserlich Deutschen Konsulats in Casablanca den Versuch gemacht haben, Deserteure der französischen Fremdenlegion, die nicht die deutsche Reichsangehörigkeit besaßen, auf einem deutschen Dampfer einzuschiffen ;

aussprechen und entscheiden, dass zu Unrecht derselbe Konsul und dieselben Angestellten unter denselben Umständen auf dem von dem französischen Landungskorps in Casablanca besetzten Gebiete drei anderen Legionären, die sie für Deutsche hielten oder halten konnten, ihren Schutz und ihre materielle Unterstützung gewährt haben, in Verkennung der dem okkupierenden Staate auf fremdem Gebiete, selbst in Kapitulationsländern, zustehenden ausschliesslichen Jurisdiktionsrechte über die Soldaten der Okkupationsarmee sowie über die Handlungen, die, welcher Art sie auch sein und woher sie auch kommen mögen, die Sicherheit der Armee zu gefährden geeignet sind ;

aussprechen und entscheiden, dass in der Person des Herrn Just, Ranzlers des Kaiserlichen Konsulats in Casablanca, und des marokkanischen Soldaten Abdelkerim ben Mansour die konsularische Unverletzlichkeit durch die französischen Offiziere, Soldaten und Matrosen, die zur Verhaftung der Deserteure geschritten sind, in keiner Weise



beeinträchtigt worden ist und dass sich die bezeichneten Offiziere, Soldaten und Matrosen bei Abwehr der gegen sie gerichteten Angriffe und Tötlichkeiten auf die Ausübung des Rechtes der Notwehr beschränkt haben.

Der Agent der Französischen Republik hat in der Sitzung vom 17. Mai 1909 erklärt, dass es sich in seinem Anträgen, sowohl in Ansehung der Deserteure deutscher Reichsangehörigkeit wie in Ansehung der anderen Deserteure, lediglich um Massnahmen handelt, die von deutschen Angestellten *nach* Entweichung der Deserteure und zum Zwecke ihrer Einschiffung getroffen worden sind.

Nachdem das Schiedsgericht die mündlichen Ausführungen der Agenten der Parteien und die ihm auf sein Ersuchen von diesen gegebenen Aufklärungen angehört hat, ist die Verhandlung in der Sitzung vom 17. Mai 1909 für geschlossen erklärt worden.

Das Schiedsgericht hat folgende Erwägungen angestellt :

Nach den in Marokko geltenden Kapitulationen übt die deutsche Konsularbehörde im allgemeinen eine ausschliessliche Jurisdiktion über alle in diesem Lande befindlichen deutschen Reichsangehörigen aus.

Andererseits übt auch ein Okkupationskorps im allgemeinen eine ausschliessliche Jurisdiktion über alle zu dem Korps gehörenden Personen aus. Dieses Jurisdiktionsrecht ist, wiederum in allgemeinen, selbst in den Kapitulationsländern anzuerkennen.

Falls Angehörige einer Macht, der in Marokko Kapitulationsrechte zustehen, zu dem von einer anderen Macht in dieses Land entsandten Okkupationskorps gehören, ergibt sich notwendigerweise ein Streit über den Geltungsbereich der bezeichneten beiden Jurisdiktionen.

Die Französische Regierung hat die Zusammensetzung des Expeditionskorps nicht kundgegeben, auch nicht erklärt, dass die Tatsache der militärischen Okkupation die auf den Kapitulationen beruhende ausschliessliche Konsularjurisdiktion einschränke. Andererseits hat die Deutsche Regierung keinen Einspruch erhoben wegen der in Marokko erfolgten Verwendung der Fremdenlegion, die offenkundig zum Teil aus deutschen Reichsangehörigen besteht.

Dem Schiedsgerichte steht es nicht zu, eine Meinung über die Einrichtung der Fremdenlegion oder über ihre Verwendung in Morokko zu äussern.

Der in Rede stehende Streit über den Geltungsbereich der Jurisdiktionen kann nicht durch eine absolute Regel entschieden werden, die der einen oder der anderen der beiden zusammentreffenden Jurisdiktionen allgemein den Vorzug geben würde. Vielmehr müssen in jedem einzelnen Falle die tatsächlichen Umstände berücksichtigt werden, die für diesen Vorzug ausschlaggebend sind.

Die Jurisdiktion des Okkupationskorps muss im Streitfalle dann den Vorzug haben, wenn die zu diesem Korps gehörenden Personen das

Gebiet nicht verlassen haben, das unter die unmittelbare, dauernde und tatsächlich wirksame Herrschaft der Streitmacht gestellt ist.

Zu der in Frage stehenden Zeit war die befestigte Stadt Casablanca militärisch besetzt und bewacht durch französische Streitkräfte, welche die Garnison dieser Stadt bildeten und sich in der Stadt selbst oder in den umliegenden Lagern befanden.

Unter diesen Umständen blieben die Deserteure deutscher Reichsangehörigkeit, die zu den Streitkräften eines dieser Lager gehörten und sich innerhalb der Stadtmauer befanden, der ausschliesslichen Militärjurisdiktion unterworfen.

Da andererseits die Frage der Zuständigkeit der Konsularjurisdiktion und der Militärjurisdiktion in Kapitulationsländern sehr verwickelt ist und keine ausdrückliche, klare und allgemein anerkannte Lösung gefunden hat, kann die deutsche Konsularbehörde keinerlei Tadel treffen, weil sie ihren Schutz den genannten Deserteuren auf deren Ansuchen gewährt hat.

Der Deutsche Konsul in Casablanca hat den Schutz des Konsulats den Deserteuren nichtdeutscher Staatsangehörigkeit nicht gewährt. Ebensowenig hat in dieser Hinsicht der Dragoman des Konsulats die Grenzen seiner Zuständigkeit überschritten.

Die Tatsache, dass der Konsul den Geleitschein, der auf *sechs* anstatt auf *drei* Personen lautete und die von ihm selbst vorgeschriebene Angabe über die deutsche Reichsangehörigkeit nicht enthielt, ohne den Text zu lesen, unterzeichnet hat, kann ihm nur als unbeabsichtigtes Versehen zugerechnet werden.

Der marokkanische Konsulatssoldat hat dadurch, dass er bei Einschiffung der Deserteure behilflich war, nur die Befehle seiner Vorgesetzten befolgt; im Hinblick auf seine untergeordnete Stellung kann ihn dafür keinerlei persönliche Verantwortung treffen.

Der Konsulatssekretär hat vorsätzlich versucht, Deserteure nichtdeutscher Staatsangehörigkeit als unter dem Schutze des Deutschen Konsulats stehend einzuschiffen. Zu diesem Zwecke hat er mit Vorbedacht den Konsul veranlasst, den oben erwähnten Geleitschein zu unterzeichnen. In der gleichen Absicht hat er Massnahmen getroffen, um diese Deserteure nach dem Hafen zu bringen und sie dort einzuschiffen. Durch diese Handlungsweise hat er die Grenzen seiner Zuständigkeit überschritten und sich einer schweren und offensichtlichen Verletzung seiner Pflichten schuldig gemacht.

Die Deserteure deutscher Reichsangehörigkeit haben sich am Hafen unter dem tatsächlichen Schutze der deutschen Konsularbehörde befunden; dieser Schutz war nicht offenbar unrechtmässig.

Diese Sachlage hätte von der französischen Militärbehörde soweit irgend möglich respektiert werden müssen.

Die Deserteure deutscher Reichsangehörigkeit sind durch diese Behörde trotz der im Namen des Konsulats eingelegten Verwahrungen verhaftet worden.

Die Militärbehörde hätte sich darauf beschränken können und infolgedessen darauf beschränken sollen, die Einschiffung und die Flucht dieser Deserteure zu verhindern und sich vor deren Verhaftung und Gefangensetzung zu erbieiten, sie bis zur Lösung der Frage wegen der zuständigen Jurisdiktion im Gewahrsam des Deutschen Konsulats zu belassen. Ein derartiges Verfahren wäre auch geeignet gewesen, das Ansehen der Konsularbehörde zu wahren, und würde daher den gemeinsamen Interessen aller in Marokko lebenden Europäer entsprechen haben.

Wollte man selbst die Rechtmässigkeit der Verhaftung zugeben, so berechtigten doch die Umstände französische Militärpersonen weder zur Bedrohung mit einem Revolver noch zu den Schlägen, die dem marokkanischen Konsulatssoldaten nach Brechung seines Widerstandes noch weiter zugefügt worden sind.

Was die übrigen von der einen oder andern Seite behaupteten Beschimpfungen oder Tätlichkeiten betrifft, so kann weder die Aufeinanderfolge noch der genaue Verlauf der Begebenheiten festgestellt werden.

Gemäss dem weiter oben Gesagten hätten die Deserteure deutscher Reichsangehörigkeit dem Konsulate zurückgegeben werden müssen, um den durch ihre Verhaftung gestörten tatsächlichen Zustand wiederherzustellen. Diese Rückgabe wäre auch für die Wahrung des konsularischen Ansehens erwünscht gewesen.

Da indes das Schiedsgericht berufen ist, über das endgültige Geschick der Deserteure zu entscheiden, ist es bei dem gegenwärtigen Stande der Dinge nicht mehr angängig, die vorläufige und vorübergehende Rückgabe, die hätte erfolgen müssen, anzuordnen.

#### Aus den vorstehenden Gründen

Erkennt und verkündet das Schiedsgericht, was folgt :

Zu Unrecht sowie mittels eines schweren und offensichtlichen Versehens hat der Sekretär des Kaiserlich Deutschen Konsulats in Casablanca den Versuch gemacht, Deserteure der französischen Fremdenlegion, die nicht die deutsche Reichsangehörigkeit besaßen, auf einem deutschen Dampfer einzuschiffen.

Der Deutsche Konsul und die anderen Angestellten des Konsulats sind hierfür nicht verantwortlich; doch hat der Konsul durch Unterzeichnung des ihm vorgelegten Geleitscheins ein nicht beabsichtigtes Versehen begangen.

Das Deutsche Konsulat hatte unter den vorliegenden Umständen nicht das Recht, den Deserteuren deutscher Reichsangehörigkeit seinen Schutz zu gewähren; doch kann der in dieser Hinsicht von den deutschen Konsularbeamten begangene Rechtsirrtum ihnen weder als beabsichtigtes noch als unbeabsichtigtes Versehen zugerechnet werden.

Zu Unrecht haben die französischen Militärbehörden den im Namen

des Deutschen Konsulats über die Deserteure ausgeübten tatsächlichen Schutz nicht soweit irgend möglich respektiert.

Selbst abgesehen von der Verpflichtung, den konsularischen Schutz zu respektieren, berechtigten die Umstände französische Militärpersonen weder zur Bedrohung mit einem Revolver noch zur Fortsetzung der dem marokkanischen Konsulatssoldaten zugefügten Schläge.

Den weiteren in den Anträgen der beiden Parteien erhobenen Ansprüchen kann nicht stattgegeben werden.

Geschehen im Haag, im Gebäude des Ständigen Schiedshofs, am 22. Mai 1909.

Der Vorsitzende : HJ. L. HAMMARSKJÖLD.

Der Generalsekretar : MICHIELS VAN VERDUYNEN.

### B. — *Texte français.*

Considérant que, par un Protocole du 10 novembre 1908 et par un Compromis du 24 du même mois, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial allemand se sont mis d'accord pour charger un Tribunal arbitral, composé de cinq membres, de résoudre les questions de fait et de droit que soulèvent les événements qui se sont produits à Casablanca, le 25 septembre 1908, entre des agents des deux pays ;

Considérant que, en exécution de ce Compromis, les deux Gouvernements ont désigné respectivement comme Arbitres,

le Gouvernement de la République française : le très honorable Sir Edward Fry, Docteur en droit, autrefois siégeant à la Cour d'appel, Membre du Conseil privé du Roi, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage, et M. Louis Renault, Membre de l'Institut de France, Ministre plénipotentiaire, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage ;

et le Gouvernement impérial allemand : M. Guido Fusinato, Docteur en droit, ancien Ministre de l'Instruction publique, ancien Professeur de droit international à l'Université de Turin, Député au Parlement italien, Conseiller d'Etat, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage, et M. Kriege, Docteur en droit, Conseiller actuel intime de la Légation, Conseiller rapporteur et Jurisconsulte au Département des Affaires Etrangères, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage ;

Que les Arbitres ainsi désignés, chargés de nommer un Surarbitre, ont choisi comme tel M. K. HJ. L. de Hammarskjöld, Docteur en droit, ancien Ministre de la Justice, ancien Ministre des Cultes et de l'Instruction publique, ancien Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Copenhague, ancien Président de la Cour d'Appel de Jönköping, ancien Professeur à la Faculté de droit d'Upsal, Gou-



verneur de la Province d'Upsal, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage ;

Considérant que, conformément aux dispositions du Compromis du 24 novembre 1908, les mémoires et contre-mémoires ont été dûment échangés entre les Parties et communiqués aux Arbitres ;

Considérant que le Tribunal, constitué comme il est dit ci-dessus, s'est réuni à La Haye le 1<sup>er</sup> mai 1909 ;

Que les deux Gouvernements ont respectivement désigné comme Agents,

le Gouvernement de la République française : M. André Weiss, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte adjoint du Ministère des Affaires étrangères,

et le Gouvernement impérial allemand : M. Albrecht Lentze, Docteur en droit, Conseiller intime de Légation, Conseiller rapporteur au Département des Affaires Etrangères ;

Considérant que les Agents des Parties ont présenté au Tribunal les conclusions suivantes :

savoir, l'Agent du Gouvernement de la République française :

Plaise au Tribunal,

Dire et juger que c'est à tort que le Consul et les agents du Consulat impérial allemand à Casablanca ont tenté de faire embarquer sur un navire allemand des déserteurs de la Légion étrangère française, ne ressortissant pas à la nationalité allemande ;

Dire et juger que c'est à tort que le même Consul et les mêmes agents ont, dans les mêmes conditions, accordé, sur le territoire occupé par le corps de débarquement français à Casablanca, leur protection et leur assistance matérielle à trois autres légionnaires, qu'ils croyaient ou qu'ils pouvaient croire Allemands, méconnaissant ainsi les droits exclusifs de juridiction qui appartiennent à l'Etat, occupant, en territoire étranger, même en pays de Capitulations, au regard des soldats de l'armée d'occupation, et des actes, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, qui sont de nature à compromettre sa sécurité ;

Dire et juger qu'aucune atteinte n'a été portée, en la personne de M. Just, chancelier du Consulat impérial à Casablanca et du soldat marocain Abd-el-Kerim ben Mansour, à l'inviolabilité consulaire, par les officiers, soldats et marins français qui ont procédé à l'arrestation des déserteurs, et qu'en repoussant les attaques et les voies de fait dirigées contre eux, lesdits officiers, soldats et marins se sont bornés à user du droit de légitime défense.

Et l'Agent du Gouvernement impérial allemand (*conclusions traduites*),

Plaise au Tribunal,

1<sup>o</sup> En ce qui concerne les questions de fait,

Déclarer que trois individus qui avaient antérieurement servi dans la Légion étrangère française, Walter Bens, Heinrich Heinemann et Julius Meyer, tous trois Allemands, ont, le 25 septembre 1908, au port de Casablanca, pendant qu'ils étaient accompagnés par des agents de l'Allemagne, été violemment arrachés à ces derniers et arrêtés par des agents de la France ; qu'à cette occasion des agents de l'Allemagne ont été attaqués, maltraités, outragés et menacés par des agents de la France ;

2° En ce qui concerne les questions de droit,

Déclarer que les trois individus mentionnés au N° 1 étaient, au 25 septembre 1908, soumis exclusivement à la juridiction et à la protection du Consulat impérial allemand à Casablanca ; que des agents de la France n'étaient pas alors autorisés à entraver l'exercice par des agents de l'Allemagne de la protection allemande sur ces trois individus et à revendiquer de leur côté sur eux un droit de juridiction ;

3° En ce qui concerne la situation des individus arrêtés le 25 septembre 1908 au sujet de laquelle il y a contestation,

Décider que le Gouvernement de la République française, aussitôt que possible, se dessaisira des trois Allemands désignés au n° 1 et les mettra à la disposition du Gouvernement allemand.

Considérant que l'Agent de la République française a, dans l'audience du 17 mai 1909, déclaré que, dans ses conclusions, il ne s'agit, soit pour les déserteurs de nationalité allemande, soit pour les autres, que des mesures prises par des agents allemands après la désertion et en vue de faire embarquer les déserteurs ;

Considérant qu'après que le Tribunal eut entendu les exposés oraux des Agents des Parties et les explications qu'ils lui ont fournies sur sa demande, les débats ont été déclarés clos dans l'audience du 17 mai 1909 ;

Considérant que, d'après le régime des Capitulations en vigueur au Maroc, l'autorité consulaire allemande exerce, en règle générale, une juridiction exclusive sur tous les ressortissants allemands qui se trouvent dans ce pays ;

Considérant que, d'autre part, un corps d'occupation exerce aussi, en règle générale, une juridiction exclusive sur toutes les personnes appartenant audit corps d'occupation ;

Que ce droit de juridiction doit être reconnu, toujours en règle générale, même dans les pays soumis au régime des Capitulations ;

Considérant que, dans le cas où des ressortissants d'une Puissance qui bénéficie au Maroc du régime des Capitulations appartiennent au corps d'occupation envoyé dans ce pays par une autre Puissance, il se produit, par la force des choses, un conflit entre les deux juridictions sus-indiquées ;

Considérant que le Gouvernement français n'a pas fait connaître la composition du corps expéditionnaire et n'a pas déclaré que le fait de

l'occupation militaire modifiait la juridiction consulaire exclusive découlant du régime des Capitulations ; que, d'autre part, le Gouvernement allemand n'a pas réclamé au sujet de l'emploi au Maroc de la Légion étrangère qui, notoirement, est, pour une certaine partie, composée de ressortissants allemands ;

Considérant qu'il n'appartient pas à ce Tribunal d'émettre une opinion sur l'organisation de la Légion étrangère ou sur son emploi au Maroc ;

Considérant que le conflit de juridictions dont il a été parlé ne saurait être décidé par une règle absolue qui accorderait d'une manière générale la préférence, soit à l'une, soit à l'autre des deux juridictions concurrentes ;

Que, dans chaque cas particulier, il faut tenir compte des circonstances de fait qui sont de nature à déterminer la préférence ;

Considérant que la juridiction du corps d'occupation doit, en cas de conflit, avoir la préférence, lorsque les personnes appartenant à ce corps n'ont pas quitté le territoire placé sous la domination immédiate, durable et effective de la force armée ;

Considérant qu'à l'époque dont il s'agit, la ville fortifiée de Casablanca était militairement occupée et gardée par des forces militaires françaises qui constituaient la garnison de cette ville et se trouvaient, soit dans la ville même, soit dans les camps environnants ;

Considérant que, dans ces conditions, les déserteurs de nationalité allemande, appartenant aux forces militaires de l'un de ces camps et étant dans l'enceinte de la ville, restaient soumis à la juridiction militaire exclusive ;

Considérant, d'autre part, que, la question de la compétence respective, en pays de Capitulations, de la juridiction consulaire et de la juridiction militaire étant très compliquée et n'ayant pas reçu de solution expresse, nette et universellement reconnue, l'autorité consulaire allemande ne saurait encourir aucun blâme pour avoir accordé sa protection aux déserteurs sus-nommés, qui l'avaient sollicitée ;

Considérant que le Consul allemand à Casablanca n'a pas accordé la protection du Consulat aux déserteurs de nationalité non allemande et que le drogman du Consulat n'a pas non plus dépassé à ce sujet les limites de sa compétence ;

Considérant que le fait que le Consul a signé, sans le lire, le sauf-conduit portant six personnes au lieu de trois et omettant l'indication de la nationalité allemande, telle qu'il l'avait lui-même prescrite, ne peut lui être imputé que comme une faute non intentionnelle ;

Considérant que le soldat marocain du Consulat, en contribuant à l'embarquement des déserteurs, n'a fait qu'agir d'après les ordres de ses supérieurs et que, à raison de sa situation inférieure, aucune responsabilité personnelle ne saurait peser sur lui ;

Considérant que le Secrétaire du Consulat a intentionnellement

cherché à faire embarquer des déserteurs de nationalité non allemande comme jouissant de la protection du Consulat ;

Qu'à cette fin, il a, de propos délibéré, amené le Consul à signer le sauf-conduit mentionné ci-dessus ; et que, dans la même intention, il a pris des mesures tant pour conduire au port que pour faire embarquer ces déserteurs ;

Qu'en agissant ainsi, il est sorti des limites de sa compétence et a commis une violation grave et manifeste de ses devoirs ;

Considérant que les déserteurs de nationalité allemande se sont trouvés au port sous la protection de fait de l'autorité consulaire allemande et que cette protection n'était pas manifestement illégale ;

Considérant que cette situation de fait aurait dû, dans la mesure du possible, être respectée par l'autorité militaire française ;

Considérant que les déserteurs de nationalité allemande ont été arrêtés par cette autorité malgré les protestations faites au nom du Consulat ;

Considérant que l'autorité militaire aurait pu et, par conséquent, dû se borner à empêcher l'embarquement et la fuite de ces déserteurs et, avant de procéder à leur arrestation et à leur emprisonnement, à offrir de les laisser en séquestre au Consulat allemand, jusqu'à ce que la question de la juridiction compétente eût été résolue ;

Que cette manière de procéder aurait aussi été de nature à maintenir le prestige de l'autorité consulaire, conformément aux intérêts communs de tous les Européens vivant au Maroc ;

Considérant que, même si l'on admet la légalité de l'arrestation, les circonstances ne justifiaient, de la part de militaires français, ni la menace faite à l'aide d'un revolver, ni la prolongation des coups portés au soldat marocain du Consulat même après que sa résistance avait été brisée ;

Considérant que, quant aux autres outrages ou voies de fait allégués de part et d'autre, l'enchaînement et la nature exacte des événements sont impossibles à établir ;

Considérant que, conformément à ce qui a été dit plus haut, les déserteurs de nationalité allemande auraient dû être remis au Consulat pour rétablir la situation de fait troublée par leur arrestation ;

Que cette restitution aurait aussi été désirable en vue de maintenir le prestige consulaire ;

Mais, considérant que, dans l'état actuel des choses, ce Tribunal étant appelé à déterminer la situation définitive des déserteurs, il n'y a plus lieu d'ordonner la remise provisoire et temporaire qui aurait dû s'effectuer.

Par ces Motifs,

Le Tribunal arbitral

Déclare et prononce ce qui suit :

C'est à tort et par une faute grave et manifeste que le Secrétaire du



Consulat impérial allemand à Casablanca a tenté de faire embarquer, sur un vapeur allemand, des déserteurs de la Légion étrangère française qui n'étaient pas de nationalité allemande.

Le Consul allemand et les autres agents du Consulat ne sont pas responsables de ce chef ; toutefois, en signant le sauf-conduit qui lui a été présenté, le Consul a commis une faute non intentionnelle.

Le Consulat allemand n'avait pas, dans les conditions de l'espèce, le droit d'accorder sa protection aux déserteurs de nationalité allemande ; toutefois, l'erreur de droit commise sur ce point par les fonctionnaires du Consulat ne saurait leur être imputée comme une faute, soit intentionnelle, soit non intentionnelle.

C'est à tort que les autorités militaires françaises n'ont pas, dans la mesure du possible, respecté la protection de fait exercée sur ces déserteurs au nom du Consulat allemand.

Même abstraction faite du devoir de respecter la protection consulaire, les circonstances ne justifiaient, de la part de militaires français, ni la menace faite à l'aide d'un revolver, ni la prolongation des coups donnés au soldat marocain du Consulat.

Il n'y a pas lieu de donner suite aux autres réclamations contenues dans les conclusions des deux Parties.

Fait à La Haye, dans l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage, le 22 mai 1909.

*Le Président* : HJ. L. HAMMARSKJÖLD.

*Le Secrétaire général* : MICHIELS VAN VERDUYNEN.

---

**Procès-verbal par lequel les Gouvernements français et allemand s'expriment mutuellement leurs regrets des faits passés à Casablanca, et relevés à la charge de leurs agents respectifs le 22 mai 1909 par la Cour arbitrale de La Haye.**

(Signé à Berlin, le 29 mai 1909.)

Le gouvernement de la République et le gouvernement impérial étant convenus, le 10 novembre dernier, de soumettre l'ensemble des questions soulevées par les événements qui se sont produits à Casablanca, le 25 septembre précédent, à un tribunal arbitral convoqué à cet effet, et les deux gouvernements s'étant engagés à s'exprimer mutuellement des regrets sur les actes de leurs agents, suivant le jugement que les arbitres auraient porté sur les faits et sur la question de droit ; — Et le tribunal arbitral ayant, à la Haye, le 22 mai 1909,

déclaré et prononcé ce qui suit : — « C'est à tort et par une faute grave et manifeste que le secrétaire du consulat impérial allemand à Casablanca a tenté de faire embarquer sur un vapeur allemand des déserteurs de la Légion étrangère française, qui n'étaient pas de nationalité allemande. — Le consul allemand et les autres agents du consulat ne sont pas responsables de ce chef ; toutefois, en signant le sauf-conduit qui lui a été présenté, le consul a commis une faute non intentionnelle. — Le consulat allemand n'avait pas, dans les conditions de l'espèce, le droit d'accorder sa protection aux déserteurs de nationalité allemande ; toutefois, l'erreur de droit commise sur ce point par les fonctionnaires du consulat ne saurait leur être imputée comme une faute, soit intentionnelle, soit non intentionnelle. — C'est à tort que les autorités militaires françaises n'ont pas, dans la mesure du possible, respecté la protection de fait exercée sur ces déserteurs au nom du consulat allemand. — Même abstraction faite du devoir de respecter la protection consulaire, les circonstances ne justifiaient, de la part de militaires français, ni la menace faite à l'aide d'un revolver, ni la prolongation des coups donnés au soldat marocain du consulat. — Il n'y a pas lieu de donner suite aux autres réclamations contenues dans les réclamations des deux parties ». — Le gouvernement de la République française et le gouvernement impérial d'Allemagne déclarent, chacun en ce qui le concerne, exprimer les regrets que comportent les actes relevés à la charge de leurs agents par la décision arbitrale.

Fait à Berlin, en deux exemplaires, le 29 mai 1909.

---

## AUTRICHE — HONGRIE

### Traités et Conventions concernant les relations commerciales et douanières entre les deux pays.

(Signés à Budapest, le 8 octobre 1907.)

#### I

*Vertrag,*  
betreffend

*die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern der heiligen ungarischen Krone.*

Auf Grund des Gesetzes vom 21. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 146, und des ungarischen Gesetzartikels XII vom Jahre 1867, wonach

die von Zeit zu Zeit vorzunehmende Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone vorgesehen ist, wurde zu diesem Zwecke der folgende Vertrag abgeschlossen :

#### ARTIKEL I.

Die Gebiete der beiden vertragschliessenden Teile umgibt während der Dauer dieses Vertrages und im Sinne desselben eine einheitliche Zollgrenze.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich gegenseitig, während der Geltungsdauer dieses Vertrages Verkehrsgegenstände, welche aus einem Staatsgebiete in das andere übergehen, mit Ein-, Aus- oder Durchfuhrabgaben welcher Art immer nicht zu belasten und zu diesem Zwecke eine Zwischenzolllinie nicht zu errichten.

Innerhalb der einheitlichen Zollgrenze gelten während der Dauer dieses Vertrages die Bestimmungen des einen integrierenden Teil dieses Vertrages bildenden und in der Anlage A enthaltenen Vertrags-Zolltarifes, welcher dem für die im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder und dem für die Länder der heiligen ungarischen Krone geltenden autonomen Tarife entspricht, sowie die demgemäss fernerhin in Geltung verbleibenden Zollvorschriften.

In den bestehenden Zollausschlüssen bleiben die bisherigen Vorschriften aufrecht.

Die bestehenden Zollgesetze und Zollvorschriften, sowie die Zolltarife der vertragschliessenden Teile bleiben für die Dauer dieses Vertrages in Kraft, insoweit sie nicht im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

Mit inneren Abgaben, welcher Art immer und für wen immer sie eingehoben werden, darf der eine vertragschliessende Teil die aus dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles eingeführten Artikel nur in solchem Masse belasten, in welchem er die ähnlichen Gewerbszeugnisse oder Produkte seines eigenen Gebietes belastet.

#### ARTIKEL II.

Die mit fremden Staaten abgeschlossenen Verträge, welche die Regelung wirtschaftlicher Beziehungen bezwecken, insbesondere Handels-, Zoll-, Schiffs- und Konsularverträge, haben für die im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder und für die Länder der heiligen ungarischen Krone gleich bindende Kraft.

#### ARTIKEL III.

Die Verhandlung und der Abschluss von neuen, im Artikel II erwähnten Verträgen geschieht mit Rechtswirksamkeit für beide Staaten vorbehaltlich der verfassungsmässigen Genehmigung beider Legislativen

durch den gemeinsamen Minister des Aussern auf Grundlage der Vereinbarungen, welche zwischen den Regierungen beider Staaten zu treffen sind.

Erfolgt der Abschluss derartiger Verträge nicht ausschliesslich in französischer Sprache, so sind diese gleichförmig auch in deutscher und ungarischer Sprache auszufertigen und beide als Originaltexte zu unterzeichnen.

#### ARTIKEL IV.

Wenn bei Ablauf eines der im Artikel II oder III erwähnten Verträge der eine vertragschliessende Teil von dem darin vorbehaltenen Rechte der Kündigung gegenüber den fremden Staaten Gebrauch gemacht wissen will, so hat er spätestens sechs Monate vor Ablauf des Kündigungstermines dem anderen vertragschliessenden Teile hievon Mitteilung zu machen, um über den weiteren Vorgang das Einvernehmen zu pflegen.

Kommt innerhalb dieser Frist ein Einverständnis nicht zu stande, so hat der gemeinsame Minister des Aussern die Kündigung vorzunehmen, sobald auch nur der eine der vertragschliessenden Teile sie begehrt.

Verträge ohne Ablauftermin sind auf Wunsch eines vertragschliessenden Teiles spätestens sechs Monate nach Bekanntgabe dieses Wunsches an den anderen vertragschliessenden Teil zu kündigen.

#### ARTIKEL V.

Der Mahlverkehr der Mühlen in den von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebieten der beiden vertragschliessenden Teile, welcher auf Grund des Artikels X Punkt 2 des Zolltarifgesetzes vom 25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 47 (des Artikels X Punkt 2 des ungarischen Gesetzartikels XVI vom Jahre 1882), zulässig war, bleibt aufgehoben.

Die bei der Einfuhr von Mehl in die *dazio consumo*-pflichtigen Orte Dalmatiens eingehobene Konsumsteuer wird mit Ende 1910 eingestellt oder in der Weise geregelt werden, dass sie auch von dem in Dalmatien erzeugten Mehl in gleichem Betrage eingehoben werden wird.

#### ARTIKEL VI.

Die Einhebung und Verwaltung der Zölle bleibt innerhalb der Grenzen des betreffenden Staates den Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile überlassen.

In einem Staatsgebiete eingehobene Zölle dürfen ohne Zustimmung der Regierung desselben in dem anderen Staatsgebiete unter keinem wie immer gearteten Titel rückvergütet werden.

Zur gegenseitigen Überwachung der Einhaltung eines übereinstimmenden Verfahrens in der Verwaltung und Einhebung der Zölle werden von den vertragschliessenden Teilen Inspektoren bestellt, welche das Recht haben, in den auf das Zollwesen bezüglichen Geschäftsgang



der Zoll- und Finanzbehörden des anderen Staates Einsicht zu nehmen und ihre Wahrnehmungen den vorgesetzten Ressortministern zur Kenntnis zu bringen.

Die Regierungen der beiden Staaten werden den gesetzgebenden Körperschaften mit möglichster Beschleunigung einen Gesetzentwurf über das Zollverfahren vorlegen.

#### ARTIKEL VII.

Die Hafen- und Seesaniätsverwaltung wird in den Gebieten der beiden vertragschliessenden Teile in Beziehung auf die Ausübung der Seeschifffahrt, das Seesaniätswesen und die Seefischerei durch die beiderseitigen Regierungen nach gleichen Normen und überhaupt in möglichst übereinstimmender Weise geführt.

Die derzeit geltenden Vorschriften über die Führung der Flagge der Seehandelsschiffe der beiden vertragschliessenden Teile bleiben unverändert in Kraft.

In Beziehung auf die Ausübung der Seeschifffahrt und der Seefischerei werden die Schiffe und Angehörigen der beiden vertragschliessenden Teile sowie die beiden Staaten selbst einander gleichgestellt. Insbesondere werden die Seehandelsschiffe der beiden vertragschliessenden Teile in den Häfen beider Staaten die gleiche Behandlung geniessen. Die Qualifikationszertifikate der Seeleute sind in beiden Staatsgebieten an die gleichen Bedingungen zu knüpfen und geniessen in beiden Staaten die gleiche Gültigkeit.

Alle Angelegenheiten, die sich auf den Schutz der Seehandelsschiffe, ihrer Besatzung oder einzelner Seeleute und die Vertretung ihrer Interessen im Auslande beziehen, gehören in die Kompetenz der k. und k. Konsularämter und des gemeinsamen Ministers des Aussern, ohne Rücksicht auf die Zuständigkeit der Schiffe, der Besatzung oder der Seeleute. In den Angelegenheiten, die in das Gebiet der Hafen- und Seeverwaltung gehören, werden die Konsularämter wie bisher mit den inländischen Behörden direkt verkehren.

Die Schifffahrtsgebühren sind in den Häfen beider Staaten nach gleicher Norm zu bemessen; ausgenommen hievon sind die Gebühren von rein lokaler Bedeutung, wie: die Gebühren für die Benützung bestimmter Hafenteile und für Lotsen, ferner die Gebühren für die Marineunterstützungsfonds.

In Beziehung auf die Entrichtung der Hafengebühr sind die Schiffe, Häfen, Reeden und andere Punkte der Seeküste der beiden vertragschliessenden Teile gleichgestellt.

Sämtliche Schifffahrtsgebühren kommen grundsätzlich dem einhebenden Staate zu gute.

Die Schiffe beider Staaten, welche die Begünstigung der einmaligen Entrichtung der Hafengebühr für das laufende Kalenderjahr in Anspruch nehmen, haben die betreffende Gebühr in jenem Hafen zu entrichten, in welchem sie registriert sind.

Den Schiffen der beiden vertragschliessenden Teile gleichgestellte fremde Schiffe, welche dieselbe Begünstigung in Anspruch nehmen, können die Hafengebühr in jedem Hafen des einen oder des anderen Staatsgebietes nach ihrer Wahl entrichten. Die Hälfte der in Häfen des einen Staatsgebietes derart eingehobenen Gebühr wird im Restitutionswege an die Seeverwaltung des anderenvertragschliessenden Teiles abgeführt.

Das gleiche hat bezüglich der Gebühren jener Schiffe zu gelten, welche nach Entrichtung der Gebühr während der Dauer der für 20, beziehungsweise 60 Tage zugestandenen Gebührenfreiheit einen Hafen, eine Reede oder einen anderen Punkt der Seeküste des anderen Staatsgebietes anlaufen und dort Handelsoperationen vollziehen.

Der Bau von Leuchttürmen, welche zufolge ihrer Lage dem Verkehre nach den Häfen beider Staatsgebiete förderlich sind, hat auf gemeinschaftliche Kosten stattzufinden; der Aufwand hiefür wird nach einem billigen Schlüssel zu verteilen sein.

#### ARTIKEL VIII.

Alle Angelegenheiten in Betreff der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen der Wiener Kongressakte) und der Donauakte vom Jahre 1857) Anwendung finden, gehören, sofern sie sich auf das Verhältnis zu dritten Staaten beziehen, unter den im Artikel III näher bezeichneten Vorbehalten zum Wirkungskreise des gemeinsamen Ministers des Aussern.

In Beziehung auf sämtliche Binnengewässer, welche in ihrem Laufe beide Staatsgebiete berühren, werden die vertragschliessenden Teile in allen Angelegenheiten, welche die Ausübung der Schifffahrt, die Flusspolizei, die Korrektion und Instandhaltung betreffen, einverständlich vorgehen.

Rücksichtlich der Ausübung der Schifffahrt und Flösserei auf allen Binnengewässern werden die Angehörigen beider Staaten vollständig gleich behandelt.

Die Flusshandelsschiffe beider Staaten, wenn sie die Flusschifffahrt über deren Grenzen hinaus betreiben, haben im Auslande, falls sie in die Lage kommen, eine Flagge zu hissen, die für Seehandelsschiffe vorgeschriebene Flagge zu führen.

Die Flusshandelsschiffe der vertragschliessenden Teile führen innerhalb der beiden Staatsgebiete ihre nationale Flagge am Heck.

Beim Landen eines Flusshandelsschiffes in dem Gebiete des anderen Staates ist überdies für die Dauer des jeweiligen Aufenthaltes auch noch die Flagge des anderen Staates auf Mast zu hissen.

#### ARTIKEL IX.

Die Hauptbahnen in beiden Staatsgebieten sollen, insoweit militärische oder allgemeine Verkehrsinteressen dies erfordern, nach gleichen Grundsätzen gebaut, betrieben und verwaltet werden.

Insbesondere sollen die Grunzüge der Verkehrsvorschriften für Hauptbahnen, die Vorschriften über das Signalwesen, über die Veröffentlichung der Tarife und Tarifnachlässe im Personen- und Güterverkehre, über den Transport explosiver Gegenstände, dann das Eisenbahnbetriebsreglement in beiden Staatsgebieten, sowie für den Wechselverkehr zwischen diesen unverändert beobachtet werden, insolange sie nicht im gemeinsamen Einverständnisse abgeändert werden.

Eine derartige Abänderung wird hinsichtlich des Eisenbahnbetriebsreglements namentlich für den Fall solcher legislatorischer Massnahmen, welche die Grundsätze des Transportrechtes berühren, jedem der beiden Staaten vorbehalten.

Auch ist darauf hinzuwirken, dass die bestehende, insbesondere durch den gemeinsamen Tarifteil I für den Güterverkehr zum Ausdruck gelangte Übereinstimmung der Tarifbestimmungen und der Güterklassifikation von den Bahnverwaltungen tunlichst aufrecht erhalten und weiter entwickelt werde.

Die Regelung des Baues und Betriebes von Bahnen niederer Ordnung (Lokalbahnen, Kleinbahnen usw.) bleibt, insofern derartige Bahnen die Grenzen des einen Staatsgebietes nicht überschreiten, jedem der beiden Staaten selbständig vorbehalten.

Das zwischen den beiden Regierungen abgeschlossene provisorische Übereinkommen in Betreff der Eisenbahnen d. d. Wien, 29. Juli (Buda, 21. August) 1868 soll den seither geänderten Verhältnissen entsprechend einer einvernehmlichen Revision unterzogen werden.

#### ARTIKEL X.

Hinsichtlich der Eisenbahntarife finden die im Absatze 1 des Artikels 15 und im Absatze 2 des Artikels 16 des Zoll- und Handelsvertrages mit dem Deutschen Reiche, beziehungsweise in den zugehörigen Absätzen des Schlussprotokolles zu diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen auch auf den Eisenbahnverkehr beider Staatsgebiete volle Anwendung.

Inwieweit für die beiderseitigen Staatsbahnverwaltungen noch besondere Bestimmungen gelten sollen, wird durch ein zwischen diesen beiden Verwaltungen abzuschliessendes Übereinkommen festgestellt, das der Genehmigung der Ressortminister unterliegt.

Geheime Tarifsätze bleiben auch weiterhin ausgeschlossen.

#### ARTIKEL XI.

Das gesamte Konsulatswesen wird von dem gemeinsamen Minister des Aussern geleitet.

Bei Errichtung und Aufhebung von k. u. k. Konsularämtern, bei Versetzung eines Konsularamtes in eine höhere oder niedrigere Kategorie oder bei beabsichtigter längerer Vakanz desselben, sowie bei

Feststellung der den Konsulaten in Handelsangelegenheiten zu erteilen den Instruktionen ist mit den beiden Handelsministern das Einvernehmen zu pflegen.

Übrigens hat jeder der beiden Handelsminister und Ackerbauminister das Recht, in Angelegenheiten seines Ressorts in direkte Korrespondenz mit den Konsulaten zu treten, denen die Verpflichtung obliegt, die gewünschten Berichte zu erstatten.

Die periodischen Handelsberichte der Konsulate sind durch den gemeinsamen Minister des Aussern den beiden Handelsministern und Ackerbauministern gleichzeitig mitzuteilen.

Den Ressortministern steht es zu, im Einvernehmen mit dem gemeinsamen Minister des Aussern auf ihre Kosten zum Zwecke des Studiums kommerzieller, landwirtschaftlicher oder technischer Fragen Fachberichterstatte ins Ausland zu entsenden, die den Schutz und die Unterstützung der k. u. k. Missionen oder Konsulate geniessen und durch ihre Vermittlung bei den betreffenden ausländischen Behörden zum Zwecke der Einholung der für die Erfüllung ihrer Aufgabe notwendigen Informationen eingeführt werden sollen.

Die Entscheidung letzter Instanz in allen Angelegenheiten der Konsulargebühren, deren Einhebung und Bemessung sowie über die dagegen eingebrachten Rekurse erfolgt im administrativen Wege durch den gemeinsamen Minister des Aussern, und zwar, insofern dies erforderlich ist, nach vorhergegangenem Einvernehmen mit den beteiligten Ministern.

Bei Errichtung fremder Konsularämter und bei Zulassung fremder Konsuln zur Ausübung ihrer Funktionen in einem der beiden Staatsgebiete wird der gemeinsame Minister des Aussern im Einvernehmen mit der Regierung des betreffenden Staates vorgehen.

## ARTIKEL XII.

Die beiden Handelsminister werden sich das statistische Material, welches den auswärtigen Handel der von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebiete der beiden vertragschliessenden Teile betrifft, wechselseitig mitteilen und für die Zusammenstellung zu einem Gesamtoperate sowie für die Veröffentlichung auf Grund zu treffender Vereinbarungen Sorge tragen.

Ebenso werden die Handelsminister geeignete Vorkehrungen treffen, damit das auf den Verkehr zwischen den Gebieten der beiden vertragschliessenden Teile bezügliche statistische Material nach einverständlich festgestellten Grundsätzen gesammelt und von beiden Staaten selbstständig veröffentlicht werde.

## ARTIKEL XIII.

Das Salz- und Tabakgefälle wird in den beiden Staaten während der Dauer dieses Vertrages nach gleichartigen Gesetzen und Vorschriften



verwaltet, welche auch nur im gemeinsamen Einverständnisse abgeändert werden können.

Die derzeit geltenden Gesetze und Verordnungen, betreffend den Verkehr mit versteuertem Branntwein, Bier, Mineralöl und Zucker zwischen den beiden Staatsgebieten (Überweisungsverfahren), bleiben mit folgenden Abänderungen auch weiterhin aufrecht und dürfen nur im Einverständnisse beider Vertragsteile abgeändert werden :

1. Sollte der Steuersatz in beiden Staaten nicht der gleiche sein, so wird die gegenseitige Abgabevergütung nach dem Steuersatze jenes Staates geleistet, in welchem der Steuersatz niedriger ist.

2. Bei der Bemessung der Biersteuervergütung wird ein Extraktgehalt von 12-5 Saccharometergraden zu Grunde gelegt.

Im Falle einer Verschiedenheit im Ausmasse der Abgabesätze auf die erwähnten Steuergegenstände darf aus Anlass der Einhebung oder Rückerstattung der Abgabedifferenz eine Ausfuhr- oder Erzeugungsprämie nicht gewährt werden.

Eine Rückerstattung der Abgabedifferenz in dem Verhältnisse, wie sie bezüglich des Gesamtbetrages der Abgabe von den über die einheitliche Zollgrenze ausgeführten Steuergegenständen derselben Art gewährt wird, ist gestattet.

Auf dem Gebiete der mit der industriellen Produktion in enger Verbindung stehenden indirekten Abgaben, namentlich der Bier-, Branntwein-, Mineralöl- und Zuckersteuer hat jeder der beiden vertragsschliessenden Teile Verfügungen zu vermeiden, durch welche die Konkurrenzfähigkeit der beteiligten Industrien des anderen Teiles beeinträchtigt werden könnte ; sollte gleichwohl eine derartige Beeinträchtigung der Industrie des einen Teiles eintreten, so steht diesem das Recht zu, auf die betreffenden Verkehrsgegenstände beim Bezuge aus dem Gebiete des anderen Staates, eventuell auch aus Bosnien und der Hercegovina, die entsprechende Ausgleichsabgabe einzuhellen.

Jedem Vertragsteile steht das Recht zu, sich von der Einhaltung der in diesem Artikel getroffenen Vereinbarungen im Gebiete des anderen Vertragsteiles durch Entsendung von Beamten zu den leitenden Behörden sowie zu den einhebenden und kontrollierenden Ämtern und Organen des anderen Vertragsteiles zu überzeugen. Die zu diesem Behufe bestimmten Beamten sind vom Finanzminister des anderen Staates mit der notwendigen Beglaubigung zu versehen. Diesen Beamten steht auch das Recht zu, in Begleitung eines zuständigen Amtsfunktionärs in die der Verzehrungssteuerkontrolle unterliegenden Gewerbeunternehmungen einzutreten und der Kontrollamtshandlung beizuwohnen.

In Beziehung auf die erwähnten vier Abgabearten wird insbesondere folgendes vereinbart :

*A. — Auf dem Gebiete der Biersteuer.*

Das derzei bestehende Steuersystem, sowie die Bestimmungen über die Steuerrückvergütung für das über die einheitliche Zollgrenze ausgeführte Bier dürfen nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

Jeder Teil ist berechtigt, Brauereien von verhältnismässig geringem Betriebsumfange besondere Begünstigungen zu gewähren.

Falls in einem Staatsgebiete die Biersteuer nach dem Extraktgehalte der Stammwürze in einem höherem Ausmasse eingehoben wird als im anderen Staatsgebiete, findet beim Bezug von Bier aus diesem Staatsgebiete zum Zwecke der Einhebung der Abgabedifferenz eine Untersuchung des Bieres auf den Stammwürzegehalt dann nicht statt, wenn ein von einer ausdrücklich hiezu befugten Amtsstelle des Versendungsstaates ausgefertigtes Zeugnis über den fachmännisch erhobenen Stammwürzegehalt des versendeten Bieres beigebracht wird. Ferner ist im Falle des Bestandes verschiedener Abgabesätze auf Bier bei Einhebung, beziehungsweise Restitution der Differenz das Umrechnungsverhältnis von Bier auf Bierwürze einvernehmlich festzusetzen.

*B. — Auf dem Gebiete der Branntweinsteuer.*

Es dürfen nur im gemeinsamen Einverständnisse Bestimmungen getroffen werden, welche sich beziehen auf:

- a) den unmittelbaren Gegenstand der Besteuerung;
- b) das System der Steuerstaffelung (Kontingentierung);
- c) die Ausfuhrbonifikation und das Princip der Abgaberestitution bei der Ausfuhr über die einheitliche Zollgrenze;
- d) die abgabefreie und abgabebegünstigte Verwendung von Branntwein, worunter die Gewährung der Abgabefreiheit oder Abgabebegünstigung in Betreff einer etwa bestehenden Abgabedifferenz (Zuschlag) nicht verstanden wird.

Während des Bestandes des derzeitigen Kontingentierungssystems kann jeder Vertragsteil das Gesamtkontingent selbständig festsetzen; hiebei ist jedoch der Durchschnittskonsum in die jeweilig unmittelbar vorausgegangenen zwei Kanlenderjahren zu Grunde zu legen.

Jedem Teile steht das Recht zu, im Falle der Einfuhr von versteuertem Branntwein aus dem anderen Gebiete die administrativ durchzuführende, entsprechende Korrektur des Gesamtkontingentes jenes Staates zu fordern, aus welchem die Einfuhr von Branntwein stattgefunden hat.

Diese Korrektur des Kontingentes hat stets für die jeweilig unmittelbar folgende Betriebsperiode Platz zu greifen. Von dem erwähnten Rechte darf der durch die Mehreinfuhr betroffene Staat nur dann

Gebrauch machen, wenn die Menge des im Überweisungsverfahren insgesamt bezogenen Branntweines jene des im Überweisungsverfahren insgesamt versendeten Branntweines in den dem 1. Juni des jeweilig laufenden Jahres unmittelbar vorausgegangenen zwölf Monaten um ein Prozent des eigenen Kontingentes für die jeweilig laufende Betriebsperiode übersteigt.

Erzeugungsbonifikationen dürfen einseitig nicht in einem weiteren Umfange und nicht in einem höheren Ausmasse als gegenwärtig gewährt werden.

Die derzeitigen Bestimmungen über die Besteuerung gewisser Brennereien im Wege der Pauschalierung nach der Leistungsfähigkeit der Brennvorrichtung dürfen einseitig nicht zu Gunsten der Brennereien abgeändert werden.

### *C. — Auf dem Gebiete der Mineralölsteuer.*

Das derzeitige System der Mineralölsteuer, die Definition des Steuergegenstandes, die Bestimmungen über den gebundenen Verkehr mit un versteuertem Mineralöl zwischen den beiden Staatsgebieten dürfen nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

Es wird jedoch jedem Vertragsteile das Recht eingeräumt, für sein Gebiet das Mineralölmonopol einzuführen. Der das Monopol einführende Vertragsteil ist verpflichtet, den für das Monopol erforderlichen Bedarf an Mineralöl, abgesehen von dem zollbegünstigt zugelassenen Quantum von Rohöl, aus Bezugsquellen der Vertragsteile insoweit zu decken, als sich der Bezugspreis nicht höher stellt wie der Preis gleichwertigen ausländischen Rohöles, vermehrt um den Einfuhrzoll.

### *D. — Auf dem Gebiete der Zuckersteuer.*

Es dürfen nur im Einverständnis abgeändert werden die Bestimmungen, betreffend :

- a) das System der Besteuerung ;
- b) die abgabefreie und abgabebegünstigte Verwendung von Zucker, worunter die Gewährung der Abgabefreiheit oder der Abgabebegünstigung in Betreff einer etwa bestehenden Abgabedifferenz (Zuschlag) nicht verstanden wird ;
- c) die Ausfuhr von Zucker über die einheitliche Zollgrenze.

### ARTIKEL XIV.

Das bestehende metrische Mass- und Gewichtssystem kann nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

In den Gebieten der beiden vertragschliessenden Teile sollen in

Beziehung auf die Bestimmungen über den Feingehalt der Gold- und Silberwaren und deren Überwachung gleiche Grundsätze zur Anwendung kommen, die nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden können.

Beiden vertragschliessenden Teilen steht es frei, sich durch Inspektoren von der richtigen Anwendung dieser Grundsätze in dem Gebiete des anderen zu überzeugen; die gemachten Wahrnehmungen sind den betreffenden Ressortministern zur Kenntnis zu bringen.

#### ARTIKEL XV.

Die Angehörigen des einen Staates, welche in dem Gebiete des anderen Handel und Gewerbe treiben wollen oder Arbeit suchen, werden bezüglich des Gewerbeantrittes, der Gewerbeausübung und der zu zahlenden Steuern und sonstigen öffentlichen Abgaben den Einheimischen gleichgestellt sein.

Die Handels- und Gewerbetreibenden des einen Staates sind in dem Gebiete des anderen unter denselben Bedingungen wie die Einheimischen berechtigt, die Artihel ihres Gewerbebetriebes dort in Kommission zu geben, Zweigetablissemments und Niederlagen zu errichten, Arbeiten und Waren auf Bestellung zu liefern und bestellte Arbeiten überall zu verrichten, Bestellungen und Subskriptionen zu sammeln und Ankäufe zu machen.

Die Handlungsreisenden des einen Staates sind zu ihrem Geschäftsbetrieb in dem anderen Staatsgebiete gleich den einheimischen Handlungsreisenden gemäss den hiefür in dem betreffenden Staate geltenden Vorschriften berechtigt.

Die für Handlungsreisende des einen Staates von ihrer zuständigen Behörde ausgefertigten Legitimationskarten, sowie die punzierungsamtlichen Legitimationen des einen Staates haben jedoch auch für das andere Staatsgebiet Gültigkeit; die Beschaffung von besonderen derartigen Legitimationen kann seitens des letzteren Staates nicht gefordert werden.

Die Angehörigen des einen Staates werden ferner bezüglich des Markt- und Messverkehrs in dem anderen Staatsgebiete den Einheimischen völlig gleichgestellt sein.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden jedoch auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, einschliesslich des Hausierhandels, keine Anwendung.

#### ARTIKEL XVI (1).

1. Neue Erfindungen, welche eine gewerbliche Anwendung zulassen, werden in beiden Staaten, abgesehen von den durch die derzeit in beiden Teilen bestehenden Gesetze geschaffenen Ausnahmen, deren

---

(1) V. la Convention additionnelle du 30 novembre 1908, ci-dessous.



Aufhebung oder Einschränkung jedem Teile freisteht, auf allen Gebieten der Industrie vollen gesetzlichen Schutz geniessen.

2. Die Angehörigen des einen Staates, sowie Personen, welche in diesem ihren Wohnsitz oder ihre Niederlassung haben, werden in dem Gebiete des anderen Staates in allem, was den Schutz der Erfindungen betrifft, dieselben Rechte wie die eigenen Angehörigen geniessen.

3. Falls eine der im vorhergehenden Punkte genannten Personen oder ein dem Kreise dieser Personen angehöriger Rechtsnachfolger einer solchen Person eine von ihr in dem einen Staate zum Patentschutz angemeldete Erfindung binnen drei Monaten auch in dem andern Staate zum Patentschutze anmeldet, so wird diese Anmeldung.

a) allen Anmeldungen derselben Erfindung vorgehen, welche in dem anderen Staate nach dem Zeitpunkte der Anmeldung im Heimatsstaate eingereicht worden sind;

b) durch Umstände, welche nach dem Zeitpunkte der im Heimatsstaate bewirkten Anmeldung eingetreten sind, den Charakter der Neuheit nicht verlieren.

Diese Frist beginnt:

a) mit dem Tage, an welchem auf die erste im Heimatsstaate bewirkte Anmeldung der Beschluss über die Erteilung des Patenten zugestellt wurde; oder

b) falls gegen diesen Beschluss ein Rechtsmittel zulässig war, mit dem Eintritte der Rechtskraft des Beschlusses, oder

c) falls dagegen ein Rechtsmittel ergriffen wurde, mit der Zustellung des rechtskräftigen Beschlusses, oder

d) falls es zu einem Beschlusse nicht kommt, mit der Zustellung des Bescheides, mit welchem der Anmelder vom Eintritte der Rechtskraft verständigt wird.

Die vorstehend gewährleisteten Prioritätsrechte müssen jedoch bei sonstigem Verluste derselben bei der Anmeldung der Erfindung ausdrücklich in Anspruch genommen werden.

4. Der Schutz einer in dem einen Staate im Sinne der Punkte 2 und 3 dieses Artikels angemeldeten Erfindung kann in diesem Staate keinen ausgedehnteren Umfang und keine längere Dauer besitzen als in jenem Staatsgebiete, in dem die Erfindung zuerst angemeldet wurde.

5. Die Einfuhr einer in dem Gebiete des einen Staates hergestellten Ware in das Gebiet des anderen zieht in dem letzteren nachteilige Folgen für das der Erfindung gewährte Schutzrecht nicht nach sich.

6. Die von den Patentbehörden des einen Staates herausgegebenen Ausfertigungen und Publikationen bedürfen, wenn sie bei den Patentbehörden des anderen Staates zur Verwendung gelangen, keiner Beglaubigung.

7. Aus dem Gebiete des einen der beiden Staaten stammende patentfähige Erfindungen, welche auf behördlichen oder sonstigen, den volkswirtschaftlichen Interessen dienlichen Ausstellungen in dem Gebiete des anderen zur Schau gestellt werden, geniessen daselbst einen zeitweiligen Schutz nach Massgabe der Gesetze dieses Staates.

8. Die noch im gemeinsamen Einvernehmen erteilten Privilegien behalten, solange sie keiner Umwandlung im Sinne der bestehenden Patentgesetzgebung unterzogen wurden, während ihrer Dauer auch fernerhin in beiden Staatsgebieten unverändert Geltung. Die Verlängerung sowie die Stattgebung oder Versagung von Anträgen auf gänzliche oder teilweise Ungültigkeitserklärung solcher Privilegien erfolgt im gegenseitigen Einvernehmen der beiden Handelsminister.

Kommt ein Einvernehmen nicht längstens binnen drei Monaten nach Zustellung des Antrages zu stande, so entscheidet jeder Handelsminister für das Gebiet des betreffenden Staates selbständig und verständigt hievon den Handelsminister des anderen.

Über Feststellungsklagen entscheidet jeder Handelsminister selbständig.

In allen übrigen, ein solches Privilegium berührenden Angelegenheiten trifft der zuständige Handelsminister die Entscheidung oder Verfügung selbständig und teilt sie dem Handelsminister des anderen Staates zur Eintragung in das dortige Privilegienregister mit.

Für die Erwirkung der Verlängerung eines solchen Privilegiums in dem Gebiete des anderen Staates gebührt diesem eine Registrierungsgebühr im Betrage von 25 Prozent der bisherigen Privilegientaxe.

Für die im gemeinsamen Einvernehmen erteilten Privilegien ist, insoweit nach den Bestimmungen dieses Punktes ein Einvernehmen zu pflegen ist, derjenige der beiden Handelsminister zuständig, bei welchem seinerzeit das Gesuch um Erteilung des Privilegiums eingebracht wurde.

#### ARTIKEL XVII (1).

1. Handels- und Fabrikmarken, Muster und Modelle sowie die im Handel und Verkehr benützten Namen, Firmen, Wappen und Benennungen von Etablissements werden in beiden Staaten vollen gesetzlichen Schutz geniessen.

2. Die Angehörigen des einen Staates sowie Personen, welche im Gebiete dieses Staates ihren Wohnsitz oder ihre gewerbliche Niederlassung haben, werden im Gebiete des anderen Staates in Betreff des Schutzes ihrer Handels- und Fabrikmarken, Namen, Firmen, Wappen und geschäftlichen Benennungen ihrer Etablissements, dann ihrer Muster und Modelle sowie hinsichtlich des Schutzes gegen unlauteren Wettbewerb in jeder Hinsicht dieselben Rechte geniessen wie die eigenen Angehörigen.

---

(1) V. la note précédente.

3. Für einheimische Marken wird mit der bei der zuständigen Registrierungsbehörde eines der beiden Staaten bewirkten Registrierung der gesetzliche Schutz auch für das Gebiet des anderen Staates erworben, ohne dass es hierfür der Bestellung eines Vertreters im Gebiete des letzteren bedarf.

Desgleichen wird durch die Hinterlegung eines Musters oder Modelles für eine der im Punkte 2 genannten Personen bei der zuständigen Behörde des einen Staates der Schutz auch für das andere Staatsgebiet erworben, ohne dass es hierfür der Bestellung eines Vertreters in dem letzteren bedarf.

Sobald auch nur von einer der beiden Regierungen eine zentrale Musterhinterlegungsstelle errichtet sein wird, werden bei der anderen die Muster und Modelle in so vielen Exemplaren zu hinterlegen sein, dass eines dieser Exemplare an die Zentralstelle des anderen Staates übermittelt werden kann; diese Übersendung wird längstens innerhalb sechs Monaten nach Ablauf des Hinterlegungsmonates zu erfolgen haben.

Für Verfügungen und Entscheidungen, welche eine solche Marke, ein solches Muster oder Modell betreffen, sind die Behörden jenes Staates zuständig, in welchem die Hinterlegung der Marke, des Musters oder Modelles erfolgt ist.

Die folgenden Klagen können jedoch nicht bloss bei der zuständigen Behörde des Heimatsstaates, sondern auch bei der des anderen Staates, bei dieser jedoch nur mit Rechtswirkung des Erkenntnisses für dessen Gebiet angebracht werden :

a) Klagen auf Löschung einer Marke wegen Ähnlichkeit mit einer älteren zu Recht bestehenden Marke,

b) Klagen wegen Vorgebrauchs,

c) Klagen auf Grund des Rechtes an einem Namen, Wappen, einer Firma oder einer Etablissementsbezeichnung,

d) Feststellungsklagen, das sind Klagen auf Feststellung des ausschliesslichen Gebrauchsrechtes an einer Marke ungeachtet des Bestandes einer prioritätsälteren Marke,

e) Klagen auf Löschung einer Marke wegen Freizeicheneigenschaft, diese jedoch nur innerhalb einer Frist von drei Jahren von der Registrierung gerechnet, nach deren Ablauf diese Anfechtung nur mehr bei der zuständigen Behörde des Heimatsstaates stattfindet.

Das im vorstehenden Absatze für die Klagen unter a) bis d) Verfügte gilt auch für Klagen auf Ungültigkeits- oder Erlöschenerklärung des Rechtes an Mustern oder Modellen, sowie auch bezüglich etwaiger musterrechtlicher Feststellungsklagen. Jedoch wird das Musterrecht nicht als erloschen erklärt werden, wenn nach dem Muster hergestellte Erzeugnisse aus dem Gebiete des einen Staates in das des anderen eingeführt werden oder das Muster auch nur in einem der beiden Staaten benützt wurde.

4. Die in jedem der beiden Staaten hinsichtlich der Marken zuständigerweise vorgenommenen Registrierungen und getroffenen sonstigen Verfügungen und Entscheidungen werden sich die beiden Handelsminister oder die etwa künftig an deren Stelle tretenden Zentralbehörden allmonatlich gegenseitig behufs Aufnahme in die geführten Register und zum Zwecke der Durchführung und Verlautbarung mitteilen.

Die allmonatliche Mitteilung der hinsichtlich registrierter Muster und Modelle getroffenen Verfügungen und Entscheidungen hat erst nach Eintritt der im Punkte 3 Absatz 3 erwähnten Voraussetzung stattzufinden.

5. Es wird der für die Verwaltung des Markenschutzwesens zuständigen Zentralbehörde jedes der beiden Staaten frei stehen zu erklären, dass einer ihr im Sinne der Punkte 3 und 4 von der Behörde des anderen Staates übermittelten Marke der Schutz in ihrem Staate nicht gewährt werden kann.

Eine derartige Verweigerung des Schutzes kann nur aus Gründen erfolgen, die auch gegenüber einer einheimischen Marke nach dem Gesetze geltend gemacht werden können. Jedoch wird keiner der beiden Staaten einer in dem anderen Staate registrierten Marke den Schutz lediglich deshalb verweigern, weil sie den in seinem Gebiete geltenden Vorschriften über die Zusammensetzung und äussere Gestaltung der Marken nicht entspricht, sofern sie in dieser Beziehung nur der Gesetzgebung des anderen Staates genügt.

Öffentliche Wappen aus den Gebieten des einen Teiles werden in den Gebietend es anderen Teiles nichtals Freizeichen angesehen werden. Marken, welche solche Wappen enthalten, dürfen nur für denjenigen registriert werden, welcher das Recht zur Benützung dieser Wappen besitzt. Dies gilt auch für Ausführungen der Wappen, welche Abweichungen von der offiziellen Ausführungsform aufweisen, sofern trotz dieser Abweichungen Verwechslungen im Verkehre zu erwarten sind. Diese Bestimmungen finden insbesondere auch auf das österreichische Erblandswappen und auf die heilige ungarische Krone Anwendung.

Der Gebrauch einer in einem der beiden Staatsgebiete üblichen Sprache in einer Marke wird, auch ohne dass die Ware mit der Angabe ihres Herkunftsortes versehen ist, nicht als zur Irreführung über die Herkunft der Ware geeignet angesehen werden und wird aus diesem Grund allein einer Marke der Schutz nicht verweigert werden.

Dagegen wird jeder der beiden Staaten berechtigt sein, Warenbezeichnungen von der Registrierung auszuschliessen, welche in ihrem Gesamteindrucke durch die Verwendung der nationalen Farben in ihrer heraldischen Reihenfolge und Richtung oder durch die Verwendung von Darstellungen nationaler Embleme, Monumente und Architekturwerke dieses Staates, von Namen oder Bildnissen historischer oder auf dem Gebiete des Staatslebens, der Kunst oder Wissenschaft berühmter Persönlichkeiten dieses Staates für den Konsumenten als offener Hinweis auf die Herkunft der Ware aus diesem Staate



wirken müssten, sofern nicht in der Warenbezeichnung gleichzeitig mit ausreichender Deutlichkeit die wahre Herkunft (Ort oder Land) der Ware oder doch der Umstand, dass sie nicht aus diesem Staate stamme, angegeben oder aus ihr zu entnehmen ist.

In der Verwendung der nationalen Farben für die Herstellung von Inschriften, Arabesken u. dgl. sowie von Umrahmungslinien als Bestandteilen einer Marke wird für sich allein ein Hinweis auf die Herkunft der Ware nicht erblickt werden.

Der Verkehr mit einer Ware, welche mit einer nach den vorstehenden Bestimmungen zum Schutze zugelassenen Marke in ihrer registrierten Gestalt versehen ist, sowie die Verwendung dieser Marke in geschäftlichen Kundgebungen wird aus dem Gesichtspunkte einer Irreführung über die Herkunft der Ware in keinem der beiden Staaten behindert werden. Bei Beurteilung der Frage, ob die Ausstattung oder Bezeichnung einer Ware, insoweit sie nicht als Marke registriert ist, oder etwaige einer registrierten Marke beigefügte Zusätze zur Irreführung über die Herkunft der Ware geeignet sind, haben die in den vorstehenden Absätzen enthaltenen Bestimmungen Anwendung zu finden.

6. Von der im Punkte 5 eingeräumten Befugnis der Verweigerung des Schutzes muss binnen längstens einem Jahre nach dem Einlangen der von der Behörde des anderen Staates eingesandten Marke Gebrauch gemacht und jene Behörde davon verständigt werden. Hierbei sind die Gründe für die Verweigerung des Schutzes anzugeben.

Diese Verweigerung des Schutzes hat die hievon verständigte Behörde des Ursprungsstaates dem Anmelder sofort bekanntzugeben. Gegen die Verweigerung stehen dem Anmelder dieselben Rechtsmittel zu, als wenn die Marke von ihm unmittelbar in dem Staate hinterlegt worden wäre, in dem ihr Schutz versagt wurde.

Die Fristen für diese Rechtsmittel werden von der Zustellung der Verständigung über die Verweigerung des Schutzes seitens der Behörde des anderen Staates zu laufen beginnen.

7. Jeder der beiden Staaten wird für jede von den im Punkte 2 genannten Personen bei der zuständigen Behörde dieses Staates hinterlegte oder erneuerte Marke pro Stück 25 Prozent der Registrierungsgebühr und für jedes für die genannten Personen hinterlegte Muster oder Modell pro Stück oder verschlossenes Paket 15 Prozent der Hinterlegungsgebühr dem anderen Staate zur Deckung der Registrierungs-, Hinterlegungs- und Verlautbarungskosten vergüten.

Diese Vergütung hat hinsichtlich der Muster und Modelle erst nach Eintritt der im Punkte 3 Absatz 3 erwähnten Voraussetzung stattzufinden.

8. Hinsichtlich des Schutzes von Marken ausländischer Unternehmungen und von Mustern oder Modellen solcher Personen, welche in keinem der beiden Staatsgebiete ihren Wohnsitz oder ihre Nieder-

lassung haben, gelten die mit den betreffenden Staaten geschlossenen Verträge.

Es bleibt diesen Unternehmungen und Personen unbenommen, ihre Marken, Muster und Modelle auch bloss für einen der beiden Staaten bei der zuständigen Registrierungsstelle in Wien oder Budapest zu hinterlegen. Die durch eine in einem der beiden Staaten bereits vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages bewirkte Hinterlegung erworbene Priorität einer Marke, eines Musters oder Modelles bleibt hiedurch unberührt.

#### ARTIKEL XVIII.

Das Post-, Telegraphen- und Telephonwesen wird in jedem der beiden Staaten selbständig geregelt und verwaltet.

Der Post-, Telegraphen- und Telephonverkehr zwischen den Gebieten der beiden vertragschliessenden Teile wird durch besondere Übereinkommen festgestellt.

Sollten derlei Übereinkommen nicht zu stande gebracht werden können, so finden auf den Verkehr zwischen den beiden Staatsgebieten die Bestimmungen des Weltpostvertrages und des internationalen Telegraphenvertrages Anwendung.

#### ARTIKEL XIX.

Die im Gebiete eines der beiden Staaten gesetzmässig errichteten Aktiengesellschaften (Kommanditgesellschaften auf Aktien), Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Versicherungsgesellschaften und Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften sind berechtigt, ihre Wirksamkeit auf das Gebiet des anderen Staates in den dort gesetzlich zulässigen Geschäften auszudehnen und daselbst Zweigniederlassungen zu gründen.

Sie sind in solchen Fällen den einheimischen Gesellschaften und Anstalten gleichgestellt und bezüglich ihres Geschäftsbetriebes im Gebiete des anderen Staates nur denjenigen Vorschriften unterworfen, welche für den gleichartigen Geschäftsbetrieb der einheimischen Unternehmungen gelten.

Die von den vertragschliessenden Teilen über die gegenseitige Zulassung und den Geschäftsbetrieb von Aktiengesellschaften, Versicherungsgesellschaften und Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften getroffenen besonderen Vereinbarungen bleiben während der Dauer dieses Vertrages unverändert in Kraft.

#### ARTIKEL XX.

Die aus einem Staate herstammenden Tiere, tierischen Rohprodukte und giftfangenden Gegenstände werden in dem anderen Staate im allgemeinen grundsätzlich nicht anders behandelt werden als die gleichartigen Transporte des eigenen Staates. Es können demgemäss Transporte, die aus seuchenfreien Gegenden stammen und am Bestim-

mungsorte gesund anlangen, in den freien Verkehr des anderen Staates treten.

Im Falle der Feststellung einer ansteckenden Tierkrankheit bei einem eingebrachten Transporte kann dessen Rücksendung erfolgen; im Falle der Einschleppung einer solchen Krankheit oder bei deren Bestände, insbesondere in einem Grenzbezirke, kann die Einfuhr der empfänglichen Tiergattung beschränkt oder verboten werden. Diese Verfügungen sind nach Massgabe der von den beiden Regierungen auf die Dauer dieses Vertrages vereinbarten Durchführungsmodalitäten (1) zu treffen und werden, soweit es sich nicht um die Rücksendung verseuchter Transporte oder um die im Verkehre der Grenzbezirke zunächst den dortigen Behörden obliegenden Vorkehrungen handelt, von den zuständigen Ressortministern veranlasst.

### ARTIKEL XXI.

Im Interesse des Schutzes der Weinproduktion und des Verkehres mit Wein wird vereinbart :

1. In den Ländern der heiligen ungarischen Krone ist spätestens innerhalb Jahresfrist nach Inslebentreten dieses Vertrages ein neues Weingesetz zu schaffen, welches in Bezug auf den Schutz des Naturweines, die Beschränkung der Erzeugung von weinhältigen und weinähnlichen Getränken sowie den Verkehr mit Wein und mit den andern vorhin bezeichneten Getränken mindestens ebenso strenge Bestimmungen enthalten wird wie das österreichische Gesetz vom 12. April 1907, R. G. Bl. Nr. 210.

2. In den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern wird während der Dauer dieses Vertrages kein neues Gesetz geschaffen werden, welches in Bezug auf den Verkehr mit Wein, Weinmost und Weinmaische minder strenge Bestimmungen enthielte, als das Gesetz vom 12. April 1907, R. G. Bl. Nr. 210.

In den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern haben beim Verkehr mit Wein über den Gebrauch von Bezeichnungen, die auf den Ursprung aus dem Tokajer Weingebiete hinweisen, folgende Bestimmungen zu gelten :

a) als falsche Bezeichnung im Sinne der §§ 11 und 12 des Lebensmittelgesetzes vom 16. Jänner 1896, R. G. Bl. Nr. 89 ex 1897, ist es anzusehen, wenn Wein, der nicht aus dem Tokajer Weingebiete stammt, als Tokajer Wein, Tokajer Ausbruch, Hegyaljaer, Maslas, Szamorodner (Szamorodni) oder mit einer sonstigen auf den Ursprung aus dem Tokajer Weingebiete hinweisenden Angabe bezeichnet wird ;

b) dasselbe gilt für den Gebrauch einer der sub a) angeführten Bezeichnungen für Süss(Dessert)-wein, der unter Verwendung von Rosinen oder Korinthen hergestellt wurde.

---

(1) V. l'Ordonnance autrichienne du 31 décembre 1907 (Reichsgesetzbl. p. 1297).

c) Das Tokajer Weingebiet umfasst :

α) Aus dem Gebiete des Komitates Zemplén : das Gebiet der Gemeinde Bekecs, Bodroghalasz (früher Petraho), Bodrogkeresztur, Bodrogolaszi, Bodrogzsadany, Erdőbénye, Erdőhorvati, Golop, Józseffalva, Karolyfalva, Kisfalud, Kistoronya, Legyesbénye, Mad, Mezőzombor, Monok, Olaszliszka, Ond, Ratka, Sarospatak, Satoraljaujhely, Szegilong, Szerencs, Szőlöske, Tallya, Tarzal, Tokaj, Tolcsva, Vamosujfalu, Végardo ;

β) aus dem Komitate Abauj-Torna : das Gebiet der Gemeinde Abaujszanto.

Die beiden Regierungen werden im Interesse der Landwirtschaft die geeigneten Vorkehrungen treffen, damit in beiden vertragschliessenden Staaten zur Hintanhaltung der Fälschung auch von anderen wichtigeren landwirtschaftlichen Produkten und von solchen Artikeln, welche der landwirtschaftlichen Produktion dienen, möglichst übereinstimmende Grundsätze in Geltung treten.

Die königlich ungarische Regierung verpflichtet sich, einen Gesetzentwurf, betreffend die Reform des Geschäftsverkehrs an der Budapestener Börse, der Gesetzgebung ehestens vorzulegen.

#### ARTIKEL XXII.

Zur Vorbereitung und Vermittlung gleichartiger Grundlagen für die in den Artikeln II und III erwähnten internationalen Verträge, für die Gesetzgebung und Verwaltung der Zölle, der indirekten Abgaben und der sonstigen Angelegenheiten, auf welche sich dieser Vertrag bezieht, wird eine Zoll- und Handelskonferenz zusammentreten, welche die beiderseitigen Minister des Handels, der Finanzen und des Ackerbaues, oder je nach dem Gegenstand auch die anderen Ressortminister und, insoweit der Gegenstand der Verhandlung die Verhältnisse zu fremden Staaten berührt, der gemeinsame Minister des Aussern oder deren Vertreter bilden und zu welcher, so oft es der Gegenstand erfordert, Fachmänner aus beiden Staaten, insbesondere Mitglieder der Handels- und Gewerbekammern und der landwirtschaftlichen Korporationen zu berufen sind. Die Ressortminister der beiden Staaten sowie der gemeinsame Minister des Aussern haben das Recht, so oft sie dies für nötig halten, die Einberufung der Zoll- und Handelskonferenz zu verlangen, deren Beschickung nicht abgelehnt werden kann.

Abgesehen von den Fällen einer besonderen Einberufung wird die Konferenz behufs Behandlung laufender Geschäfte, insbesondere in Angelegenheiten der Zollverwaltung, regelmässig, und zwar gewöhnlich in jedem Monate einmal und womöglich abwechselnd in Wien und Budapest zusammentreten.

#### ARTIKEL XXIII.

An Stelle der in dem Gesetze vom 20. Dezember 1879, R. G. Bl. Nr. 136 (ungarischer Gesetzartikel LII vom Jahre 1879), bezogenen



Bestimmungen des Zoll- und Handelsbündnisses vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 62 (ungarischer Gesetzartikel XX vom Jahre 1878), haben die entsprechenden Bestimmungen dieses Vertrages auf Bosnien und die Hercegovina Anwendung zu finden.

Auf dem Gebiete der mit der industriellen Produktion in enger Verbindung stehenden indirekten Abgaben sind in Bosnien und der Hercegovina im Sinne des vorbezo genen Gesetzes die von den Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile einvernehmlich als notwendig erkannten Bestimmungen zu erlassen.

#### ARTIKEL XXIV.

Wenn zwischen den Regierungen der beiden Staaten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages und der ihm beigeschlossenen Bestimmungen etwa eine solche Meinungsverschiedenheit entsteht, welche die beiden Regierungen im Wege unmittelbarer Verhandlungen beizulegen nicht in der Lage wären, so wird sie auf Verlangen des einen oder anderen Staates durch Schiedsspruch erledigt.

Das Schiedsgericht wird derart gebildet, dass jeder der vertragschliessenden Teile innerhalb des ersten Halbjahres nach Inkrafttreten dieses Vertrages aus den eigenen Angehörigen vier ständige Schiedsrichter ernennt, von denen er in jedem einzelnen Streitfalle zwei bezeichnet, die in diesem Fall als Schiedsrichter zu fungieren haben. Scheidet einer der ständigen Schiedsrichter, sei es durch Tod, Abberufung oder Zurücklegung seiner Stelle aus, so hat die Ergänzung auf die volle Zahl binnen vier Wochen stattzufinden.

Der Obmann des Schiedsgerichtes wird einer im vorhinein festgestellten Liste entnommen. Diese Liste kommt in der Weise zu stande, dass die österreichische Regierung aus den obersten richterlichen Kreisen der Länder der heiligen ungarischen Krone, die ungarische Regierung aus den obersten richterlichen Kreisen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder je fünf Persönlichkeiten bezeichnet.

Die österreichische Regierung wählt aus den von der ungarischen Regierung vorgeschlagenen Persönlichkeiten, die ungarische Regierung aus den von der österreichischen Regierung vorgeschlagenen Persönlichkeiten je zwei aus. Diese vier Persönlichkeiten bilden die ständige Liste, aus welcher der Obmann für jeden einzelnen Fall durch das Los bestimmt wird.

Diese ständige Liste ist innerhalb des ersten Halbjahres nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages fertigzustellen. Die etwa notwendig werdende Ergänzung der Liste erfolgt binnen sechs Wochen in derselben Weise wie die Neubildung, auch wenn es sich bloss um eine Persönlichkeit handelt.

Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Beim ersten Streitfalle hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete

des beklagten vertragschliessenden Teiles, beim zweiten im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles und so abwechselnd im Gebiete des einen oder des andern vertragschliessenden Teiles, in einem Orte, der von der betreffenden Regierung bestimmt wird. Diese hat für die Beistellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein- für allemal über das Verfahren vor dem Schiedsgerichte verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren vom Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der beiden vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Die Behörden jedes der beiden Staaten werden auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen wegen Ladung und Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen in der gleichen Weise Rechtshilfe leisten wie auf das Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Dem in diesem Artikel vorgesehenen Schiedsspruch sind die in den Artikeln IV, XI, XX und XXII berührten Fragen und Gegenstände nicht unterworfen.

Dasselbe gilt von den in den Artikeln II und III erwähnten Fragen und Gegenständen, insofern es sich um die Form des Abschlusses und nicht um den Inhalt der dort erwähnten Verträge handelt.

Über die Frage, ob für die Erledigung einer zwischen den beiden Regierungen bestehenden Meinungsverschiedenheit im Sinne der vorliegenden Bestimmungen das Schiedsgericht zuständig sei, entscheidet dieses selbst.

Die in der Anlage B angeschlossene Geschäftsordnung für das Schiedsgericht bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrages.

#### ARTIKEL XXV.

Dieser Vertrag tritt am 1. Jänner 1908 in Kraft und hat bis zum 31. Dezember 1917 wirksam zu bleiben.

Spätestens zu Beginn des Jahres 1915 sind Verhandlungen über die Regelung der Zoll- und Handelsbeziehungen zwischen den beiden Staaten für die Zeit vom 1. Jänner 1918 an einzuleiten.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

BECK m. p.

KORYTOWSKI m. p.

AUERSPERG m. p.

FORT m. p.

DERSCHATTA m. p.

WEKERLE m. p.

KOSSUTH m. p.

DARANYI m. p.

**Anlage A des Vertrages.***Vertrags-Zolltarif  
der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie.***ARTIKEL I.**

Die nachfolgenden Bestimmungen gelten für die von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebiete der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und der Länder der heiligen ungarischen Krone, sowie für die mit denselben zollgeeeinten Länder und Landesteile. In den Freigeieten und in den Zollausschlüssen finden sie keine Anwendung.

**ARTIKEL II.**

In der Einfuhr ist jede Ware zollpflichtig, soweit sie nicht ausdrücklich als zollfrei bezeichnet ist, und unterliegt jenen Zolle, welcher im beiliegenden Einfuhrzolltarife (1) für die Tarifnummer, zu welcher die Ware gehört, vorgezeichnet ist.

Wo im Tarife nicht ausdrücklich anderes bestimmt ist, sind bei verzehrungssteuerpflichtigen Gegenständen nach Massgabe der bezüglich gesetzlichen Bestimmungen noch die inneren Staats- oder sonstigen öffentlichen Verbrauchsabgaben und Zuschläge zu entrichten.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Staaten sind ermächtigt, im gegenseitigen Einvernehmen bei der Einfuhr von Waren, die einer inneren Verbrauchsabgabe unterliegende Zusätze enthalten oder zu deren Herstellung einer inneren Verbrauchsabgabe unterliegende Artikel verwendet werden und für deren Similäre in den beiden Staatsgebieten der abgabenfreie Bezug nicht gestattet ist, ausser dem Zolle einen der Höhe der inneren Verbrauchsabgabe entsprechenden Zollzuschlag einzuheben.

Für die Warendurchfuhr ist ein Zoll nicht zu entrichten.

In der Ausfuhr unterliegen nur die im beiliegenden Ausfuhrzolltarife (1) angeführten Gegenstände dem daselbst vorgezeichneten Zolle.

**ARTIKEL III.**

Für die nachgenannten Getreidearten sollen die Zollsätze des Einfuhrzolltarifes durch vertragsmässige Abmachungen nicht unter die folgenden Sätze ermässigt werden.

---

(1) V. Reichsgesetzblatt, p. 1196-1281.

		Kronen pro 100 Kilogramm
Nr. 23.	Weisen, Halbfrucht, Spelz . . .	6'30
» 24.	Roggen . . . . .	5'80
» 25.	Gerste . . . . .	2'80
» 26.	Hafer . . . . .	4'80
» 27.	Mais . . . . .	2'80

## ARTIKEL IV.

Waren, welche aus Staaten kommen, die österreichische oder ungarische Schiffe oder Waren österreichischer oder ungarischer Provenienz in irgendeiner Weise ungünstiger behandeln als jene anderer Staaten, können bei der Einfuhr ausser dem im Tarife enthaltenen Zolle einem Zuschlage bis zu 200 Prozent desselben oder bis zur Höhe des vollen Handelswertes der Ware und, wenn sie in dem Tarife als zollfrei bezeichnet sind, einem spezifischen Zolle bis zu 100 Prozent des Handelswertes der Ware unterworfen werden.

Die beiden Regierungen sind ermächtigt, diese Verfügungen im gegenseitigen Einverständnisse im Verordnungswege zu treffen.

## ARTIKEL V.

Im Verordnungswege zu erlassende Erläuterungen, die im Bedarfsfalle ergänzt und abgeändert werden können, haben im Sinne und nach dem Wortlaute des Zolltarifes die einzelnen Waren ihrer Beschaffenheit und ihrem Verwendungszwecke gemäss in die einzelnen Tarifnummern einzureihen.

Neu in den Verkehr kommende Waren sind jenen Tarifnummern zuzuweisen, in denen die ihnen nach Beschaffenheit und Verwendungszweck am nächsten stehenden Waren angeführt sind.

## ARTIKEL VI.

Für die tarifmässige Beurteilung einer Ware kommt in der Regel der Zustand in Betracht, in dem die Ware zur Einfuhr gelangt; die tarifmässige Einreihung der Ware erfolgt zunächst nach dem Material, das der betreffenden Ware ihren Charakter verleiht.

Aus verschiedenen Stoffen zusammengesetzte Waren, die nicht im Tarife besonders belegt oder im Verordnungswege einer besonderen Tarifnummer zugewiesen sind und deren Bestandteile unter verschiedene Tarifnummern gehören, sind nach ihrem Hauptbestandteile und, wenn derselbe zweifelhaft ist, nach demjenigen Bestandteile zu verzollen, welcher im Tarife höher belegt ist.

Mechanische Gemenge aus verschiedenen tarifierten Gemengteilen sind, wenn dergleichen Gemenge als solche im Tarife nicht besonders belegt oder im Verordnungswege einer besonderen Tarifnummer zugewiesen



sind, nach demjenigen Gemengteile zu verzollen, welcher im Tarife hoher belegt ist, sofern dieser nicht in einer für unerheblich zu erachtenden Menge vorhanden ist.

#### ARTIKEL VII.

Die Ein- und Durchfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole beider Staaten ist, soferne der Tarif nicht besondere Bestimmungen enthält, nur gegen besondere Bewilligung gestattet.

Die beiden Regierungen sind ermächtigt, im Verordnungswege den Verkehr mit bestimmten Waren aus öffentlichen Rücksichten und insbesondere aus Gründen der Sanitäts- und Sicherheitspflege zu beschränken. Soweit es sich um die Erlassung von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten handelt, werden die beiden Regierungen im gegenseitigen Einvernehmen die erforderlichen Verfügungen inhaltlich gleichlautend erlassen. Bis auf weiteres bleiben die hierauf bezüglichen Vorschriften in Geltung.

#### ARTIKEL VIII.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Staaten sind ermächtigt, im gegenseitigen Einverständnisse die Zölle für Getreide und Hulsenfruchte in Fällen schlechten Ausfalles der heimischen Ernten für alle oder einzelne Fruchtgattungen zeitweilig an allen oder einzelnen Grenzen unter den gegen Missbrauch schützenden Kontrollen und Beschränkungen ausser Kraft zu setzen oder zu ermässigen.

#### ARTIKEL IX.

Von der Entrichtung des Einfuhrzolles sind befreit :

1. die für den unmittelbaren Gebrauch Seiner k. und k. Apostolischen Majestät bestimmten Gegenstände ;
2. die für den unmittelbaren Gebrauch souveräner Fürsten auswärtiger Staaten während eines vorübergehenden Aufenthaltes innerhalb der einheitlichen Zollgrenze eingehenden Gegenstände ;
3. Gegenstände, welche zum unmittelbaren Gebrauche der am k. und k. Hofe akkreditierten diplomatischen Personen bestimmt sind, nach Massgabe der besonderen Vorschriften ;
4. Amtserfordernisse der in den beiden Staatsgebieten befindlichen Konsularamter fremder Staaten, und zwar : Amtsschilder, Flaggen, Embleme, Amtsstampiglien, Amtsdrucksorten, insoweit der betreffende fremde Staat in dieser Hinsicht Reziprozität gewährt ;
5. Artikel der Staatsmonopole für Staatsfabriken und Staatsniederlagen (mit Berücksichtigung der in Artikel XIII, C, Absatz 2 des Vertrages enthaltenen Bestimmung) oder von Bewohnern der Umgebungen der Freigebiete, beziehungsweise Zollausschlüsse aus Verschleisstätten der Freigebiete, beziehungsweise Zollausschlüsse erkauft ;

6. Militäreffekten, als : Monturen, Rustungsstücke, Waffen, Munition, Heeresgeräte (wozu auch Betterfordernisse, ärztliche und Spitalrequisiten gehören), dann Pferde, im Verkehr zwischen Truppenkörpern oder Kriegsmarineetablissemments innerhalb und ausserhalb der einheitlichen Zollgrenze ; Sprengmittel und Explosivstoffe zu militärtechnischen Versuchen der Heeresverwaltung ;

7. Amtserfordernisse, welche von Staatsanstalten aus fremden Staaten, den Freigeieten und den Zollausschlüssen in eines der beiden Staatsgebiete versendet werden ;

8. Übersiedlungseffekten der Einwanderer sowie auch Maschinen und Maschinenbestandteile, Fabriksgerätschaften und Handwerkszeug derselben, insofern diese Gegenstände in fremden Staaten, in den Freigeieten oder in den Zollausschlüssen bereits in deren Benutzung gestanden, zu deren eigenem Gebrauche bestimmt, ihren Verhältnissen angemessen sind und Spuren fortgesetzten Gebrauches an sich tragen.

Den Einwanderern sind auch Angehörige der beiden Staaten gleichzuhalten, die nach längerem Aufenthalte ausserhalb der einheitlichen Zollgrenze zurückkehren ;

9. Ausstattungsgegenstände und Hochzeitsgeschenke für Angehörige fremder Staaten oder länger als zwei Jahre in fremden Staaten wohnhaft gewesene Angehörige eines der beiden Staaten, die infolge ihrer Verheirathung mit einer in einem der beiden Staatsgebiete wohnhaften Person dorthin übersiedeln, insofern sie deren Verhältnissen angemessen sind ;

10. Erbschaftseffekten, als : Einrichtungsstücke, Haus-, Tisch- und Kuchengeräte, Kleidungen, Bett-, Leib- und Tischwäsche, gebrauchte Fabriksgerätschaften, gebrauchtes Handwerkszeug usw., insofern sie zum eigenen Gebrauche des Erben dienen und seinen Verhältnissen angemessen sind.

Von der Zollfreiheit der Nummern 8, 9 und 10 sind jedoch ausgeschlossen : Valde erzeuungssteuergegenstände und Verbrauchsartikel, Vieh, unverarbeitete Zeuge und Halbfabrikate, dann rohe Stoffe.

Die im den Nummern 8, 9 und 10 enthaltenen Begünstigungen können in Verordnungswege für Angehörige eines Staates, der nicht Reziprozität gewährt, ganz oder teilweise aufgehoben werden ;

11. anatomische Präparate, Skelette ; Leichen nebst den Sargen, Urnen mit der Asche verbrannter Leichen, samt den zur Verzierung der Sarge und Urnen oder zur Beförderung derselben dienenden Gegenständen.

12. Gegenstände gerichtlicher Verhandlungen.

13. verliehene Ordenszeichen und Ausstellungsmedaillen ; Geschenke fremder Souverane.

#### ARTIKEL X.

Ferner sind zollfrei zu behandeln :

1. Effekten der Reisenden, als :

Wasche, Kleidungsstücke, Bett-, Reise-, Gold- und Silbergerate und andere Kostbarkeiten; Werkzeuge der Handwerker und Monteure sowie Gerate und Instrumente der Künstler, Gelehrten, Ärzte und anderer Personen, welche diese Gegenstände zur Ausübung ihrer Kunst oder ihres Berufes benötigen; photographische Apparate, kleine Schreibmaschinen, Reiseuhren, Fahrstühle, Kinderwagen etc.; Patronen der Jäger und Schützen in einer 200 Stück nicht übersteigenden Menge; Bücher; Nahrungsmittel und Arzneien zum Verbräuche während der Reise; Tabak in einer Menge von nicht mehr als 10 Stück Zigarren, 25 Stück Zigaretten oder 35 Gramm Tabak — insofern diese Gegenstände nur zum eigenen Gebrauche des Reiseinden bestimmt und hinsichtlich der Beschaffenheit und Menge dem Bedarfe, dem Stande und den sonstigen Verhältnissen desselben angemessen sind.

Fuhrleute und Schiffer werden den Reisenden gleichgehalten.

Auch kann der zollfreie Bezug von gebrauchten Hausgeräten und Einrichtungsstücken Reisenden und im öffentlichen Dienste stehenden Personen bewilligt werden, welche sich durch längere Zeit in einem der beiden Staatsgebiete aufzuhalten gedenken und diese Absicht glaubwürdig dartun.

2. Zum vorübergehenden Gebrauche eingeführte Transportmittel, als: Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge mit Einschluss der darauf befindlichen Inventarstücke, die beim Eingange über die einheitliche Zollgrenze zum Personen- oder Warentransporte dienen und nur aus dieser Veranlassung eingehen; ferner leer zurückkommende Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge einheimischer Eisenbahnverwaltungen und Schiffahrtsunternehmungen sowie die bereits in den Fahrdienst eingestellten Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge fremdlandischer Eisenbahnverwaltungen und Schiffahrtsunternehmungen; dann sonstige zum Personen- oder Warentransporte dienende Wagen, Schlitten, Schiebkarren, Saumkorbe, Butten und ähnliche Gerate zum Lasttragen; die betreffenden Zug- und Lasttiere selbst, ihre Geschirre und Decken sowie das mitgeführte Futter — unter der Bedingung, dass die Transportmittel deutliche Spuren des Gebrauchs an sich tragen und im übrigen aus den transportierten Personen und Waren, dem Orte der Bestimmung, der Richtung, den Transportmitteln, der Beschaffenheit des Transportes hervorgeht, dass es sich wirklich um eine Personen- oder Warenbeförderung und nicht um eine zum Zwecke der gebührenfreien Einbringung des Transportmittels unternommene Fahrt handelt.

Retourkommende leere gebrauchte Koffer, Reisekorbe etc., in denen Gebrauchsgegenstände von Reisenden ausgeführt wurden.

3. Der Proviant der ein- und auslaufenden Schiffe, unter den im Verordnungswege festgesetzten Bedingungen.

4. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, welche nur zum Gebrauche als solche geeignet sind, jedoch unter Ausschluss aller Proben von Monopolsgegenständen und Konsumgegenständen.

5. Die Umschliessungen und Behaltnisse, in denen die zu verzollende Ware verpackt ist, mit Ausnahme der Fälle:

a) wenn dieselben nach den Bestimmungen über die Tara zur Ware selbst gerechnet werden ;

b) wenn eine Ware in Umschliessungen und Behaltnissen vorkommt, in welchen sie der Form und Beschaffenheit nach nicht verpackt zu werden pflegt und welche hoher belegt sind als die Ware selbst.

In Betreff der Zollbehandlung von leeren gebrauchten holzernen Petroleumfassern bleiben die Bestimmungen des Gesetzes vom 25. April 1888, R. G. Bl. Nr. 54 (ungarischer Gesetzartikel XIII vom Jahre 1888), in Wirksamkeit.

6. Mit Ausnahme von Monopolsgegenständen alle Waren, welche weniger als 25 Gramm wiegen oder für welche eine Zollgebühr von weniger als 10 Heller zu entrichten wäre. Im Falle von Missbräuchen kann diese Erleichterung rücksichtlich einzelner Personen oder gewisser Grenzstrecken zeitweilig aufgehoben werden.

Für die mit der Post eingehenden Proben von Konsumgegenständen kann eine weitergehende als die durch die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes festgesetzte Zollbefreiung im Verordnungswege gewahrt werden.

#### ARTIKEL XI.

Von der Entrichtung des Einfuhrzolles werden weiter befreit :

1. Gegenstände der Kunst, Wissenschaft und des Gewerbefleißes, welche für öffentliche Sammlungen wissenschaftlicher, artistischer und gemeinnütziger Anstalten bestimmt sind ; Lehrmittel für öffentliche Schulen, mit Ausnahme von Verbrauchsgegenständen ; Präzisionsinstrumente für wissenschaftliche Zwecke ; Werke der in fremden Staaten sich aufhaltenden österreichischen oder ungarischen Künstler ;

2. altertümliche Gegenstände (Antiken, Antiquitäten), wenn ihre Beschaffenheit darüber keinen Zweifel lässt, dass ihr Wert hauptsächlich nur in ihrem Alter liegt und sie sich zu keinem anderen Zwecke und Gebrauche als dem des Sammelns eignen ;

3. Waren, welche auf dem Transporte unter Zollkontrolle oder in amtlichen Niederlagen ganzlich verdorben sind. Insoferne die Ware nur dergestalt verdorben ist, dass sie für ihre ursprüngliche Bestimmung nicht mehr geeignet ist, zum Beispiel Wein, welcher noch als Essig verwendbar erscheint, kann für dieselbe der ihrer Beschaffenheit entsprechende Zollsatz bewilligt werden. Die Zollbefreiung, beziehungsweise Zollerlassung kann auch für Waren zugestanden werden, die unter Zollkontrolle vertilgt wurden, beziehungsweise eine derartige Umgestaltung erlitten haben, dass sie in ihrer geänderten Beschaffenheit einer anderen Tarifnummer entsprechen, als in ihrem ursprünglichen Zustande, ferner für die durch die Postverwaltungen bereits verzollten Waren, welche noch vor der Ausfolgung an den Adressaten verdorben sind. Die näheren Bestimmungen werden im Verordnungswege erlassen.



## ARTIKEL XII.

Bei Vorhandensein rucksichtswürdiger Umstände kann ferner der Bezug folgender Gegenstände zollfrei oder gegen ermässigten Eingangszoll bewilligt werden :

1. der zum Kultus für arme Kirchen und Gotteshäuser der verschiedenen Religionen bestimmten Gegenstände (exklusive der Orgeln), dann der Materialien zum Baue oder zur Herstellung und Einrichtung solcher Kirchen und Gotteshäuser ;

2. der Lebensmittel, Kleidungsstücke und anderen Gegenstände, die den durch Feuer oder andere Elementarereignisse verunglückten Bewohnern der beiden Staatsgebiete als Geschenk zu ihrem Lebensunterhalt oder zum Aufbau oder zur Einrichtung ihrer Baulichkeiten und für ihren Wirtschaftsbetrieb zukommen ;

3. der alten, Merkmale des Gebrauches an sich tragenden Gegenstände, welche mittellose Personen als Geschenke zum eigenen Gebrauche aus fremden Staaten erhalten, sofern sie ihren Verhältnissen angemessen sind.

## ARTIKEL XIII.

Die zeitweilig zollfreie Einfuhr von Rohstoffen (mit Ausnahme von Getreide), Halbfabrikaten und Industrieerzeugnissen zur Weiterveredlung kann bewilligt werden :

1. in allen Fällen, in denen die Identität der zur Weiterveredlung eingefuhrten Ware mit der zur Wiederausfuhr gelangenden veredelten Ware festgehalten werden kann ; •

2. in jenen Fällen, in denen durch die Sicherstellung der Identität sich bei einzelnen aus wirtschaftlichen oder industriellen Interessen wünschenswerten Veredlungs- oder Bearbeitungsverfahren solche Schwierigkeiten ergeben sollten, welche die Vorteile der zu gewährenden Begünstigung gefährden, sind die beiden Regierungen ermächtigt, bei Feststellung von entsprechenden Kontrollmassregeln vom strengen Nachweise der Identität ausnahmsweise abzusehen.

Die hienach zulässigen einzelnen Veredlungsarten sowie die denselben angepassten Vorschriften über die Kontrolle sind im gegenseitigen Einvernehmen beider Regierungen im Verordnungswege zu bestimmen.

Die Vornahme der Veredlung einer innerhalb der einheitlichen Zollgrenze erzeugten Ware im Auslande gegen zollbegünstigte Ruckeinfuhr ist, soweit der Tarif diesfalls keine besondere Bestimmung enthält, nur ausnahmsweise in jenen Fällen zulässig, in welchen es sich um bereits eingelebte derartige Erleichterungen des kleinen Grenzverkehrs handelt.

## ARTIKEL XIV.

Von den Eingangsabgaben befreit sind ferner :

1. Waren und Gegenstände, welche zur Reparatur eingeführt

werden, unter der Bedingung, dass die Wiederausfuhr der reparierten Waren und Gegenstände binnen einer gewissen, im vorhinein festgesetzten Frist geschieht und die Identität der ein- und wiederausgeführten Waren sichergestellt werden kann.

Waren und Gegenstände, welche zur Reparatur ausgeführt wurden, bei ihrem Wiedereintritte in repariertem Zustande, sofern deren Identität sichergestellt werden kann; die fremdlandischen Zutaten aber müssen tarifmassig verzollt werden. Diese Begünstigung kann im Verordnungswege für den Verkehr mit einem Staate, der nicht Reziprozität gewährt, aufgehoben werden.

2. Waren und Gegenstände, welche in die Freigebiete oder Zollausschlüsse ausgeführt werden, um daselbst veredelt, repariert oder bearbeitet zu werden, und aus dem betreffenden Freigebiete oder Zollausschlüssen veredelt, repariert oder bearbeitet wiedereingeführt werden.

3. Waren, welche unter Zollkontrolle (Vormerkverfahren) ausgeführt und unverändert zurückgebracht werden.

Waren, welche in fremde Staaten, in die Freigebiete oder in die Zollausschlüsse ohne Anwendung des Vormerkverfahrens gesendet wurden ohne dort in den freien Verkehr gesetzt worden zu sein. Sofern indes aus anhaftenden Fabrikszeichen, Marken u. dgl. oder in Ermangelung dessen aus der äusseren Beschaffenheit der Ware zweifellos hervorgeht, dass die Ware ein zurückgelangtes Erzeugnis eines der beiden Staatsgebiete ist und durch beigebrachte Behelfe die Identität der aus- und eingeführten Ware glaubwürdig dargetan erscheint, findet der zollfreie Wiedereintritt auch dann statt, wenn diese Ware ausserhalb der einheitlichen Zollgrenze in den freien Verkehr getreten ist. Durch Verzollung nationalisierte Waren sind von dieser Behandlung nicht ausgeschlossen.

4. Für Waren, welche der Eingangsverzollung bereits unterzogen wurden, jedoch nachträglich die Bestimmung zur Wiederausfuhr erhalten, kann in rücksichtswürdigen, im Verordnungswege näher zu bezeichnenden Fällen die Rückgabe der bereits entrichteten Zollgebühr in dem Falle bewilligt werden, wenn hinsichtlich der Identität der verzollten und sodann wieder zur Ausfuhr gelangenden Gegenstände ein Zweifel nicht besteht.

Für die zu Schaustellungen, Rennen und Konkurrenzen, ferner für die zur Erprobung, zu Versuchszwecken oder zu vorübergehender Benutzung eingehenden Gegenstände kann gegen Wiederausfuhr derselben die temporäre Zollfreiheit bewilligt werden.

5. Waren, welche zum Behufe ihrer Nachbildung bezogen werden und deren Bestimmung hiezu glaubwürdig dargetan wird.

6. Weide- und Arbeitsvieh, das ist Vieh, welches zur vorübergehenden Weide (Winterfütterung) oder zu zeitweiligen Verrichtungen der Landwirtschaft ein- oder ausgeführt wird. Auch die Erzeugnisse,

die von dem auf fremdlandische Weiden getriebenen einheimischen Vieh gewonnen werden (Milch, Butter, Kase), dann das in der Zwischenzeit zugewachsene junge Vieh dürfen zollfrei über die Zollgrenze eingebracht werden.

Von Fischern der beiden Staatsgebiete in den Küsten- und Grenzgewässern der im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder oder der Länder der heiligen ungarischen Krone gefangene Fische und andere Wassertiere sowie die davon gewonnenen Erzeugnisse sind gleichfalls zollfrei zu behandeln.

7. Die zum Bau und zur Ausrüstung von Schiffen erforderlichen Gegenstände im Sinne des Gesetzes vom 30. März 1873, R. G. Bl. Nr. 51 (ungarischer Gesetzartikel XXV vom Jahre 1872).

#### ARTIKEL XV.

Im Grenzbezirke sind in Bezug auf den landwirtschaftlichen Verkehr auf Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze durchschnitten sind, das dazu gehörige Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgeräte sowie die Aussaat zum Feldbau, dann die auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht zollfrei zu behandeln.

#### ARTIKEL XVI.

Die beiden Regierungen sind ermächtigt, anlässlich internationaler Abmachungen, durch welche behufs Sicherstellung von Eisenbahnverbindungen vereinbart wird, dass die Anlage einer gemeinsamen Grenz- und Betriebswechselstation innerhalb der Zollgrenze stattfinden hat, die zollfreie Einfuhr zuzusichern :

a) für alle zur Ausführung des Baues und der Betriebseinrichtung der Wechselstation sowie der zwischen dieser und der Zollgrenze gelegenen Anschlussstrecke erforderlichen Materialien, Einrichtungsstücke und sonstigen Gegenstände, insoweit die Beistellung dieser Erfordernisse fremdlandischen Behörden oder der fremdlandischen Bahnunternehmung infolge vertragsmassiger Übernahme der einschlagigen Herstellungen obliegt ;

b) für alle von der fremdlandischen Bahnunternehmung zur Besorgung des von ihr übernommenen Betriebsdienstes, einschliesslich der Instandhaltung, dann von den fremdlandischen Grenzämtern zu Dienstzwecken benötigten Betriebsmittel, Gerätschaften und Verbrauchsmaterialien in den für diesen Zweck nachweislich erforderlichen Mengen ;

c) für die Übersiedlungseffekten sowie die Dienstutensilien der innerhalb der einheitlichen Zollgrenze stationierten Beamten und Bediensteten der fremdlandischen Eisenbahnverwaltung und der ausserdem beteiligten Dienstzweige der Verwaltung des Nachbarstaates.

## ARTIKEL XVII.

Die im Zolltarife angegebenen Zollsätze, einschliesslich der Zollzuschläge und des Waggeldes, sind in Goldmunze zu entrichten.

Zollbeträge unter 10 K, beziehungsweise Restbeträge unter dieser Grenze können in Guldenstücken österreichischer Währung = 2 K und in Teilmunzen der Kronenwährung entrichtet werden.

Die Festsetzung des Wertes der fremdlandischen Goldmunzen, welche bei Zollzahlungen zur Verwendung gelangen dürfen, in Kronenwährung erfolgt im Verordnungswege.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Staaten können in dem ihnen geeignet erscheinenden Zeitpunkte nach gesetzlicher Feststellung der Aufnahme der Barzahlungen im gegenseitigen Einvernehmen bestimmen, dass an Stelle der Entrichtung der Zolle in Goldmunze jene in Zahlungsmitteln der Kronenwährung zu treten habe.

## ARTIKEL XVIII.

Über Ansuchen der Parteien und gegen entsprechende Sicherstellung können die Zoll- und Nebengebühren mit Einschluss der Verzehrssteuern, Lizenzgebühren, Zoll- und Verzehrungssteuernzuschläge unter den im Verordnungswege zu bestimmenden Modalitäten gegen eine jeweilig von dem k. k. und dem kgl. ung. Finanzminister einvernehmlich festzustellende Verzinsung bis auf sechs Monate kreditiert werden.

Als Zollkredite sind nicht anzusehen: die öffentlichen Transportanstalten und Lagerhausunternehmungen fallweise aus besonderen Rücksichten erteilte Gestattung der wochentlichen oder monatlichen Nachhineinzahlung der während dieser Zeit aufgelaufenen Eingangsbeträge; ferner die den Kontierungsmagazinen gewährleistete Nachhineinzahlung der innerhalb der Abrechnungsperiode in den freien Verkehr abgesetzten Waren.

Eine Verpflichtung zur Zahlung von funfprozentigen Verzugszinsen tritt ein:

a) wenn die kreditierte Gebühr am Verfallstage nicht eingezahlt wird, von dem auf den Verfalltag nachstfolgenden Tage angefangen;

b) im Falle der Begleitscheinabfertigung ohne Stellungspflicht, wenn die Gebührenentrichtung nicht innerhalb der im Begleitschein ausgedruckten Zahlungsfrist erfolgt, von dem auf den Ablauf dieser Frist nachstfolgenden Tage angefangen;

c) wenn eine im Vormerkverfahren abgefertigte Ware nicht innerhalb der festgesetzten Frist zur Ruckausfuhr gebracht wird, von dem auf den Ablauf dieser Frist nachstfolgenden Tage angefangen, unbeschadet der Entrichtung der im Absatze 1 erwähnten Verzinsung für die von den während der Vormerkfrist nicht ausgeführten Waren aushaftenden Gebühren.



Die Verpflichtung zur Entrichtung von Zinsen tritt jedoch in allen Fällen dann nicht ein, wenn die entfallenden Gebühren in barem vollständig sichergestellt sind.

Von der Forderung der Verzugszinsen in dem sub c) angeführten Falle kann abgesehen werden, wenn das Fristversäumnis ohne eigene Schuld des Inhabers des Vormerkscheines durch Unfall oder höhere Gewalt verursacht war.

#### ARTIKEL XIX.

Ausser den im Tarife bei jeder einzelnen Tarifnummer bezeichneten Gebühren (Zollen, Lizenzgebühren, Konsumabgaben) und den Zollzuschlägen sind im Zollverfahren folgende Nebengebühren zu entrichten :

1. Das Waggeld mit 10 Heller von 100 Kilogramm des Rohgewichtes jener Waren, deren Abwage von amtswegen oder auf Verlangen der Partei geschieht, nach Massgabe des tatsächlich gewogenen Quantums.

Für die Ermittlung des Gewichtes durch Berechnung und für Verwiegungen mittels Privatwage, wie beispielsweise bei der Zollabfertigung in Eisenbahnhöfen, dann in allen Fällen, in denen keine Zollgebühr zu erheben ist, entfällt die Berechnung eines Waggeldes.

Bei Berechnung der Waggebuhr werden Gewichtsteile unter 50 Kilogramm unbeachtet gelassen, Gewichtsteile von 50 Kilogramm und darüber für 100 Kilogramm gerechnet.

Wenn das Gesamtgewicht der Ware weniger als 50 Kilogramm beträgt, sind 5 Heller als Waggeld zu entrichten.

2. Das Lagergeld für Waren, die in amtliche Niederlagene eingelagert werden, in dem durch besondere Anordnung mit Berücksichtigung der örtlichen und sonstigen Verhältnisse festzusetzenden Ausmasse, jedoch in der Regel nicht über 3 Heller für 100 Kilogramm des Rohgewichtes und den Tag der Einlagerung. Die Partei hat auf mindestens 3 lagerzinsfreie Tage Anspruch ; die lagerzinsfreie Zeit kann im Verordnungswege beliebig erweitert werden.

In Fällen ausserordentlichen Warenandranges kann der Lagerzins bis auf 5 Heller für 100 Kilogramm und Tag erhöht oder die Lagerfrist entsprechend beschränkt werden.

Hinsichtlich der Kostenvergütungen für Amtshandlungen, welche ausser dem Amtsplatze vorgenommen werden, und der Gebühren für amtliche Warenbegleitungen bleiben die bisherigen Bestimmungen aufrecht.

#### ARTIKEL XX.

Wenn bei der Berechnung der Zoll- und Nebengebühren sich Beträge unter 5 Heller ergeben, so sind jene, welche weniger als 3 Heller betragen, unbeachtet zu lassen und jene, welche 3 Heller und mehr betragen, mit 5 Heller einzuheben.

## ARTIKEL XXI.

Die Festsetzung und Änderung der Tara wird mit Berücksichtigung der im Verkehre üblichen Verpackungsarten und deren Gewichtsverhältnisse im gegenseitigen Einvernehmen im Verordnungswege geregelt. Bei Waren, deren Zoll 7 K 50 h für 100 Kilogramm nicht überschreitet, und für die unmittelbaren Umschliessungen von Flüssigkeiten findet, sofern der Tarif nicht eine abweichende Bestimmung enthält, ein Taraabzug nicht statt. Wenn aber Flüssigkeiten, welche nach dem Bruttogewichte zu verzollen sind, in zum Transporte derselben eigens eingerichteten Land- oder Wasserfahrzeugen ohne anderweitige Umschliessung eingeführt werden, so ist dem ermittelten Nettogewichte eine der gewöhnlichen Verpackungsart angemessene, im Verordnungswege festzustellende Tara zuzuschlagen.

---

**Anlage B des Vertrages.***Geschäftsordnung für das Schiedsgericht.*

## § 1.

Vor Beginn des Verfahrens hat eine Verständigung beider Teile über die schriftliche Feststellung des Streitgegenstandes zu erfolgen. Diese Feststellung wird von jedem Teile den von ihm bestellten Schiedsrichtern und von beiden gemeinschaftlich dem Obmanne mitgeteilt.

## § 2.

Der Verständigung beider Teile bleibt es vorbehalten, ob noch vor dem Zusammentritte des Schiedsgerichtes auf schriftlichen Weg eine vorbereitende Mitteilung von auf den Tatbestand oder die Rechtsfrage bezüglichen Ausführungen oder von Aktenstücken, Beweisurkunden und sonstigen Behelfen an die Schiedsrichter und den anderen Teil erfolgen soll.

## § 3.

Jeder Teil veranlasst, dass die von ihm bestellten Schiedsrichter sich zu der Verhandlung des Schiedsgerichtes rechtzeitig einfinden; die Einladung des Obmannes erfolgt gemeinschaftlich durch die Schiedsrichter.

## § 4.

Beide Teile können beim Schiedsgerichte besondere Vertreter als Vermittler zwischen ihnen und dem Schiedsgerichte und zur Wahrnehmung ihrer Rechte und Interessen bestellen.

Die Mitglieder des Schiedsgerichtes können Fragen an sie richten und Aufklarungen von ihnen verlangen.

Die Vertreter haben das Recht, Anträge zu stellen, Einwendungen vorzubringen und Zwischenfragen aufzuwerfen. Die über den Umfang dieser Berechtigung vom Schiedsgericht getroffenen Entscheidungen sind endgültig und können zu keiner weiteren Diskussion Anlass bieten.

#### § 5.

Das Schiedsgericht entscheidet über die Sprache, deren es sich bedienen wird.

#### § 6.

Auf Antrag eines Teiles oder auf Beschluss des Schiedsgerichts geht der mündlichen Verhandlung ein Vorverfahren voraus.

Das Vorverfahren ist dazu bestimmt, dass die beabsichtigten auf den Tatbestand oder die Rechtsfrage bezüglichen Ausführungen, sowie die zum Beweise vorzulegenden Aktenstücke, Beweisurkunden und sonstigen Behelfe den Schiedsrichtern und der Gegenpartei auf schriftlichem Wege mitgeteilt werden, soweit es nicht schon vorher auf Grund des § 2 geschehen ist.

Diese Mitteilung erfolgt in der erforderlichen Zahl von Exemplaren oder Abschriften an den Obmann. Bei Aktenstücken und Urkunden genügt Abschrift der massgebenden Stellen. Der Obmann stellt je ein Stück den Schiedsrichtern und dem anderen Teile zu.

Für die Mitteilung bestimmt das Schiedsgericht angemessene, den Zeitraum von vier Wochen regelmässig nicht überschreitende Fristen.

#### § 7.

Die mündliche Verhandlung dient der Erörterung der Beweisgründe der Parteien und ist nicht öffentlich. Sie wird vom Obmann geleitet. Dieser lässt durch einen oder mehrere Schriftführer, die er aus den dem Schiedsgerichte beigestellten Schreibkräften oder erforderlichenfalls aus anderen geeigneten Personen bestimmt, ein Protokoll aufnehmen, welches den wesentlichen Inhalt der Verhandlung wiederzugeben hat und von ihm sowie von den Schriftführern zu unterzeichnen ist. Vor Unterzeichnung soll den Schiedsrichtern sowie den Vertretern, die an der Verhandlung teilgenommen haben, Gelegenheit geboten werden, Abänderungen des Protokolls oder Zusätze zu beantragen, worüber — wenn keine Einigung erzielt werden kann — das Schiedsgericht entscheidet.

#### § 8.

Die Vertreter sind befugt, in der mündlichen Verhandlung alle Rechtsbehelfe vorzubringen, die sie zur Verteidigung ihrer Sache für nützlich halten.

Hat jedoch ein Vorverfahren stattgefunden, so ist das Schiedsgericht befugt, die in diesem nicht vorgebrachten Aktenstücke, Beweisurkun-

den oder sonstigen Behelfe, welche ihm etwa ein Teil ohne Einwilligung des anderen nachtraglich vorlegen will, von der Verhandlung auszuschliessen.

### § 9.

Das Schiedsgericht kann von beiden Teilen die Vorlegung aller notigen Aktenstücke, Beweisurkunden und sonstigen Behelfe verlangen und alle notigen Aufklarungen fordern. Es ist befugt, Beweisaufnahmen aller Art vorzunehmen, insbesondere Zeugen und Sachverständige selbst zu vernehmen oder durch einen ersuchten Richter des betreffenden Staates vernehmen oder laden zu lassen.

### § 10.

Der nach Schluss der mündlichen Verhandlung nach geheimer Beratung ergehende Schiedsspruch ist schriftlich abzufassen und mit Gründen zu versehen.

Er soll von den Mitgliedern des Schiedsgerichtes unterzeichnet werden. Ein in der Minderheit gebliebenes Mitglied darf bei der Unterzeichnung die Verweigerung seiner Zustimmung feststellen.

Lehnt ein Mitglied die Unterzeichnung ab oder ist es daran verhindert, so ist dieser Umstand von den anderen Mitgliedern unter dem Schiedsspruche zu beurkunden.

### § 11.

Der gefällte Schiedsspruch ist als solcher in der letzten Sitzung des Schiedsgerichtes durch dessen Obmann zu verkünden. Der Verkündung können die Vertreter der beiden Teile beiwohnen.

Der Schiedsspruch ist jedenfalls in schriftlicher Ausfertigung zuzustellen. Die Zustellung erfolgt an die Vertreter beider Teile oder in deren Ermangelung an die letzteren selbst.

Gleichzeitig soll eine schriftliche Ausfertigung oder eine von dem Obmanne zu beglaubigende Abschrift der Protokolle zugestellt werden.

### § 12.

Das gehorig zugestellte schiedsgerichtliche Urteil entscheidet den Streitfall endgultig und inappellabel.

### § 13.

Die Akten des Schiedsgerichtes sind demjenigen Teile, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammengetreten ist, zur Verwahrung zu ubergeben. Abschriften davon sind dem anderen Teile zu ubersenden.

### § 14.

Beide Teile behalten sich vor, im einzelnen Falle die vorausgehenden



Bestimmungen im gegenseitigen Einverständnis abzuändern oder zu ergänzen.

### § 15.

Dem Schiedsgerichte bleibt es vorbehalten, im Rahmen des Artikels XXIV des Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, zu den vorstehenden Bestimmungen und den etwaigen besonderen Vereinbarungen beider Teile ergänzende Bestimmungen über das Verfahren im konkreten Falle selbst zu treffen.

### § 16.

Nach Vorschrift des Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, hat derjenige vertragsschliessende Teil, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammentritt, für die Beistellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf.

Abgesehen hiervon hat jeder Teil seine eigenen Kosten und die Hälfte der gemeinschaftlichen Kosten zu tragen.

Als eigene Kosten gelten unter anderem die Entschädigungen, die den Schiedsrichtern und den Vertretern jedes Teiles beim Schiedsgerichte, sowie den auf seinen Antrag vernommenen Zeugen und Sachverständigen für Reisen, Aufenthalt usw. zu gewahren sind.

---

### *Schlussprotokoll.*

Anlässlich der Unterzeichnung des Vertrages betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone wurden die folgenden Vereinbarungen in dieses Schlussprotokoll aufgenommen :

#### ZU ARTIKEL I.

1. Die vertragschliessenden Teile sind dahin übereingekommen, während der Dauer dieses Vertrages bei Handhabung der Bestimmungen des in der Anlage A enthaltenen Vertrags-Zolltarifes (Vertrags-Zolltarif der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie) im gegenseitigen Einvernehmen vorzugehen.

2. Der Ausdruck « Österreichisch-ungarisches Zollgebiet », der in den bisher abgeschlossenen Handelsverträgen Anwendung fand, sowie der Ausdruck « Vertrags-Zollgebiet » (« Vertrags-Zollgebiet der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie »), welcher in den mit der Geltungsdauer bis 1917 abzuschliessenden Handelsver-

tragen Anwendung finden soll, bedeutet die von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebiete der beiden vertragschliessenden Teile.

Ebenso ist der den abgeschlossenen Verträgen zu Grunde liegende « österreichisch-ungarische Zolltarif », sowie der « Vertrags-Zolltarif » (« Vertrags-Zolltarif der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie »), welcher den mit der Geltungsdauer bis 1917 abzuschliessenden Handelsverträgen zugrunde zu legen sein wird, mit dem für die im Reichsrat vertretenen Königreiche und Länder und mit dem für die Länder der heiligen ungarischen Krone geltenden autonomen Tarife identisch.

#### ZU ARTIKEL III.

Die Verträge des Artikels III werden durch den gemeinsamen Minister des Aussern oder durch einen gemeinsamen Vertreter und durch je einen Vertreter der beiden Regierungen unterfertigt werden.

#### ZU ARTIKEL IV.

Die beiden vertragschliessenden Teile kommen überein, von dem in den Handelsverträgen mit dem Deutschen Reiche, Belgien, Italien, Russland und der Schweiz vorgesehenen Rechte der Kündigung dieser Verträge auf den 31. Dezember 1915 einseitig keinen Gebrauch zu machen.

Sollte einer dieser Verträge von Seite des betreffenden fremden Staates auf den 31. Dezember 1915 gekündigt werden, so sollen die Handels- und Verkehrsbeziehungen mit diesem Staate, jedoch nur für die Zeit bis zum 31. Dezember 1917 geregelt werden.

Es wird ferner übereinstimmend festgestellt, dass die Kündigung von Verträgen ohne festen Ablauftermin für einen Zeitpunkt vor dem Ablauftermin dieses Vertrages auf Grund des im dritten Absätze des Artikels IV vorgesehenen Rechtes der einseitigen Kündigung von keinem der beiden Teile gefordert wird.

#### ZU ARTIKEL VI.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass jedem der beiden vertragschliessenden Teile die volle Freiheit zusteht, Streckenzugsverkehre zwischen Einbruchsstellen des eigenen Verwaltungsgebietes nach eigenem Ermessen zu bewilligen oder derlei bestehende Verkehre aufzuheben.

Dagegen ist die Bewilligung oder Aufhebung von Streckenzugsverkehren zwischen Grenzzollämtern der beiden vertragschliessenden Staaten an das vorhergehende Einverständnis der beiden Regierungen gebunden.

#### ZU ARTIKEL VII.

Die beiden vertragschliessenden Teile kommen überein, dass in Beziehung auf die laut Absatz 1 des Artikels VII nach gleichen Normen oder in möglichst übereinstimmender Weise zu verwaltenden Angele-

genheiten bei Nichterzielung eines Einverständnisses in folgenden Gegenständen von der gleichartigen Regelung abgesehen werden kann :

a) in Betreff der Hafenpolizeiordnungen,

b) in Betreff der Seemannsordnung, insoweit sich diese auf das Dienstverhältnis der gesamten Schiffsbesatzungen bezieht.

#### ZU ARTIKEL VIII.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass die beiden Regierungen hinsichtlich der subventionierten Schifffahrtsunternehmungen nach erfolgtem Einvernehmen zwischen diesen ein besonderes Übereinkommen auf paritatischer Grundlage schliessen werden.

Die Flussschiffe des einen vertragschliessenden Teiles, welche in dem Gebiete des anderen Lokalverkehre gegen staatliche Subvention betreiben, werden für die Dauer eines solchen Subventionsverhältnisses und in Ausübung dieses Dienstes neben ihrer nationalen Flagge auf Mast die Flagge des subventionierenden Staates am Heck führen.

#### ZU ARTIKEL XIII.

I. Es besteht Einverständnis darüber, dass jedem Vertragsteile das Recht zusteht, mit Zustimmung der Regierung des anderen Vertragsteiles Vihsalz unter Wahrung des Grundsatzes zu verabfolgen, dass jedem Monopolsgebiete die Abgabe von dem in demselben zum Verbräuche gelangenden Salze gesichert wird.

II. Im Hinblick auf die durch die Brüsseler Zuckerkonvention geschaffene Sachlage wird behufs Regelung des Verkehrs mit versteuertem Zucker folgendes vereinbart :

Für die im Verkehre zwischen den beiden Staatsgebieten sowie mit Bosnien und der Hercegovina vorkommenden, dem Überweisungsverfahren unterliegenden Zuckersendungen wird vom 1. Jänner 1908 angefangen auf die Dauer der Wirksamkeit der Brüsseler Zuckerkonvention vom 5. März 1902, R. G. Bl. Nr. 25 vom Jahre 1903 (ungarischer Gesetzartikel II vom Jahre 1903), eine Gebühr im Ausmasse von 3 K 50 h pro 100 Kilogramm Reingewicht Konsumzucker und von 3 K 20 h pro 100 Kilogramm Reingewicht Rohzucker eingehoben.

Die einzuehebende Gebühr ist von dem Versender zu entrichten, bevor die Sendung von dem Versendungsamte abgefertigt wird, und ist der Finanzverwaltung des Bestimmungsgebietes der Sendung auf Grund jährlicher Abrechnung zu erfolgen.

Die Gewichtsgrenze der dem Überweisungsverfahren nicht unterliegenden Zuckersendungen wird mit 5 Kilogramm festgesetzt.

Unter den von den beiden Finanzministern einvernehmlich festzusetzenden Modalitäten bleiben von der Entrichtung der Gebühr frei :

1. Die dem Überweisungsverfahren unterliegenden Transitosendungen;

2. Ausserdem für je ein Kalenderjahr :

a) im Verkehr aus den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern nach den Ländern der heiligen ungarischen Krone 225.000 Meterzentner Zucker,

b) im Verkehre aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone nach den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern 50.000 Meterzentner Zucker.

3. Die im Überweisungsverfahren nach Bosnien und der Herzegovina abgefertigten Zuckersendungen bis zu der von den beiden Finanzministern einvernehmlich für je ein Kalenderjahr festzusetzenden Maximalmenge. Von dieser jeweilig festgesetzten Maximalmenge dürfen aus den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern ein Drittel, aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone zwei Drittel abgefertigt werden.

#### ZU ARTIKEL XV.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels XV über den Gewerbebetrieb auf das Apothekergeschäft und das Handelsmakler-(Sensalen)geschäft keine Anwendung zu finden haben.

#### ZU ARTIKEL XVII.

Zu Punkt 2. Die beiden Regierungen werden Vorsorge treffen, damit zur Hintanhaltung unlauteren Wettbewerbes in beiden Staaten dem Wesen nach übereinstimmende Grundsätze in Geltung treten.

Zu Punkt 3 Alinea 1 wird festgestellt, dass unter einheimischen Marken im Sinne dieses Punktes auch Marken von Unternehmungen verstanden werden, welche von österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen in einem Konsularjurisdiktionsgebiete betrieben werden.

Das im Sinne des Punktes 3 Absatz 3 an die Zentralstelle des anderen Staates zu übersendende Musterexemplar wird hinsichtlich der für die Hinterlegung vorgeschriebenen Form keinen anderen als den für die Hinterlegung im eigenen Staate zur Anwendung gelangenden Vorschriften unterliegen.

Unter der im Punkte 3 Absatz 5 lit. b) angeführten Klage auf Löschung einer Marke wegen Vorgebrauchs wird eine an die in § 4 der Markenschutznovelle vom 30. Juli 1895, R. G. Bl. Nr. 108 (ungarischer Gesetzartikel XLI vom Jahre 1895) gekennzeichneten Voraussetzungen gebundene Klage verstanden.

Zu Punkt 5. Hinsichtlich des Gebrauches des kaiserlichen Adlers und des Wappens der Länder der heiligen ungarischen Krone seitens der k. und k. Hoflieferanten besteht Einverständnis, dass der gleichzeitige Gebrauch dieser Zeichen, wenn er in einer der Parität entsprechenden Weise erfolgt, weder zur Verweigerung der Registrierung einer Marke noch zur Beanstandung einer Warenausstattung oder geschäftlichen Kundgebung im Verkehr Anlass bieten wird. Waren und



geschäftliche Kundgebungen, welche mit einer dem Erfordernisse der paritätischen Anbringung der gedachten Zeichen nicht entsprechenden Ausstattung versehen sind, können noch binnen zwei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages in Verkehr gebracht werden.

Durch vorstehende Bestimmungen wird der Gebrauch des kaiserlichen Adlers für sich allein durch k. und k. Hoflieferanten und sonstige hiezu berechnigte Unternehmer österreichischer Staatsangehörigkeit sowie andererseits der Gebrauch des Wappens der Länder der heiligen ungarischen Krone für sich allein durch k. und k. Hoflieferanten und sonstige hiezu berechnigte Unternehmer ungarischer Staatsangehörigkeit nicht berührt.

Die im Punkt 6 Alinea 2 und 3 dieses Artikels erwähnten Rechtsmittel gelten, unbeschadet ihrer sonstigen Erfordernisse, auch dann als rechtzeitig eingebracht, wenn sie binnen der Rechtsmittelfrist bei der die Zustellung vermittelnden Behörde eingereicht werden. Diese Behörde hat die betreffende Eingabe binnen acht Tagen nach dem Einlangen der zuständigen Behörde des anderen Staates zu übersenden.

Das zwischen beiden Teilen bestehende Urheberrechtsübereinkommen vom Jahre 1887, das sich nach der übereinstimmenden Auffassung beider Teile auch auf die Urheber von Werken der Photographie und deren Rechtsnachfolger, die Verleger inbegriffen, erstreckt, kann während der Dauer dieses Vertrages nur dann gekündigt werden, wenn die Bestimmungen der Berner Konvention zum Schutze des Urheberrechtes im Verhältnisse zwischen beiden Teilen Wirksamkeit erlangen sollten.

#### ZU ARTIKEL XVIII.

Es wird übereinstimmend festgestellt, dass den in Absatz 3 des Artikels XVIII dieses Vertrages bezeichneten internationalen Übereinkommen auch die in Artikel 19 des Welpostvertrages vorgesehenen Spezialübereinkommen über den Austausch von Briefen und Schachteln mit Wertangabe, von Postanweisungen, von Postpaketen, über den Postauftragsdienst sowie über die Vermittlung von Abonnements auf Zeitungen und periodische Druckschriften durch die Post gleichzuhalten sind.

#### ZU ARTIKEL XIX.

Die Versicherungsgesellschaften sind bei Ausdehnung ihres Geschäftsbetriebes auf das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles auf die dort nach den gegenwärtig bestehenden oder in Hinkunft zu erlassenden Vorschriften gesetzlich zulässigen Geschäfte beschränkt.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass der Zulässigkeit eines Geschäftsbetriebes in beiden Gebieten durch die Vorschriften der betreffenden Staaten insofern Grenzen gesetzt sind, als in einem Gebiete verbotene Geschäfte in diesem durch Gesellschaften des anderen Gebietes nicht betrieben werden dürfen, mag auch in ihrem Heimatstaat ein solches Verbot nicht bestehen.

## ZU ARTIKEL XXI.

Um den im Artikel XXI des Vertrages gewährleisteten Schutz des Tokajer Weines wirksam zu gestalten, verpflichtet sich die Regierung der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder, die in den §§ 4 und 7 des Gesetzes vom 12. April 1907 R. G. Bl. Nr. 210 vorgesehene Beschränkung in Betreff des Verkehres mit Suss(Dessert)weinen strengstens zu handhaben und in der Durchführung dieser Bestimmung keinerlei Erleichterung Platz greifen zu lassen.

Bei der Reform des Geschäftsverkehrs der Budapester Warenbörse wird sich die königlich ungarische Regierung von dem Gesichtspunkte leiten lassen, dass Börsengeschäfte, welche einen unreellen Charakter, insbesondere einen solchen von Spielgeschäften an sich tragen, hinfanzuhalten sind, und dass das Betreiben von Börsengeschäften, jedoch ohne die Einführung eines Registrierungszwanges, auf den Kreis der hiezu Berufenen beschränkt werde.

*Spezialbestimmungen.*

## I

Erfolgt die Verlängerung des Privilegiums der Österreichisch-ungarischen Bank nicht, und erlischt daher der Münz- und Währungsvertrag vom Jahre 1892, so sind die wechselseitigen staatsfinanziellen Leistungen und Verbindlichkeiten derart zu erfüllen, beziehungsweise abzurechnen, dass die in den Währungsgesetzen vom 2. August 1892, R. G. Bl. Nr. 126, (ungarischer Gesetzartikel XVII vom Jahre 1892) festgesetzte Münzeinheit, das ist die Goldkrone per 0.304878 Gramm fein als Massstab zugrunde zu legen ist.

Derselbe Grundsatz hat auch auf jene staatlichen Gefälle und sonstigen Leistungen an den Staat Anwendung zu finden, in Beziehung auf welche eine vertragsmassige Regelung zwischen den beiden Staaten besteht.

## II

Beide Regierungen kommen überein, dass die an einer österreichischen Börse kotierten ungarischen Staatsschuldverschreibungen, sowie die an der Budapester Börse kotierten österreichischen Staatsschuldverschreibungen, mit Ausnahme jedoch der künftig etwa zu emittierenden Prämienanleihen, gegenseitig auch im Gebiete des anderen vertragsschliessenden Staates zur Anlage von Geldern der Sparkassen und der Versicherungsanstalten aller Art. soweit es sich nicht um an Mundelsicherheit gebundene Anlagen handelt, sowie zur Verwendung für Geschäftskautionen in allen Zweigen der Staatsverwaltung und zur Kautionsleistung im gerichtlichen Verfahren als geeignet behandelt werden sollen.

Diese Bestimmung hat nur für den Fall der Verlängerung des Privilegiums der Österreichisch-ungarischen Bank und zwar vom Zeitpunkte der Allerhöchsten Sanktion der betreffenden Gesetze bis zum Ablaufe dieses Vertrages zu gelten.

Das vorstehende Schlussprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrages, zu welchem es gehört und tritt gleichzeitig mit diesem in Kraft.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

BECK m. p.

KORYTOWSKI m. p.

AUERSPERG m. p.

FORT m. p.

DERSCHATTA m. p.

WEKERLE m. p.

KOSSUTH m. p.

DARANYI m. p.

## II

### Übereinkommen, welches

*über die Vermeidung von Doppelbesteuerungen solcher Unternehmungen, die ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen, sowie über einige andere Angelegenheiten der direkten Besteuerung zwischen dem Finanzminister der im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder einerseits und dem Finanzminister der Länder der heiligen ungarischen Krone anderseits abgeschlossen worden ist.*

Vorbehaltlich der nach den beiderseitigen Gesetzgebungen erforderlichen Genehmigung durch die gesetzgebenden Faktoren wird hiemit folgendes festgesetzt :

#### Erster Abschnitt.

*In Betreff der Ersten k. k. privilegierten Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft und der Ungarischen Fluss- und Seeschiffahrts-Aktiengesellschaft, dann anderer Dampfschiffahrtsunternehmungen auf der Donau.*

#### § 1.

Die Ermittlung der Besteuerungsgrundlage für die Erste k. k. privilegierte Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft hat nach den Steuergesetzen der im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder, die Ermittlung der Besteuerungsgrundlage für die Ungarische Fluss- und Seeschiffahrts-Aktiengesellschaft nach den in den Ländern der heiligen ungarischen Krone geltenden Steuergesetzen durch die Steuerbehörden am Sitze der betreffenden Gesellschaften zu erfolgen.

## § 2.

Behufs Teilung der so ermittelten Besteuerungsgrundlage werden drei Strecken unterschieden, und zwar:

- a) die österreichische von Passau bis Dévény (Theben),
- b) die ungarische von Dévény (Theben) bis Orsova (mit Einschluss der ungarischen Nebenflüsse der Donau) und
- c) die ausländische.

## § 3.

Als Massstab, nach welchem die ermittelte Besteuerungsgrundlage auf diese drei Strecken aufzuteilen ist, haben die auf jeder dieser Strecken erzielten Bruttoeinnahmen zu dienen, welche daher von den Gesellschaften für jede dieser Strecken abgesondert an die Steuerbehörde ihres Sitzes nachzuweisen sind.

Als Bruttoeinnahmen gelten die aus dem Verkehre zwischen Plätzen der betreffenden Strecke erzielten Einnahmen und die nach dem Längenverhältnisse auf die betreffende Strecke entfallende Quote der aus dem Transitoverkehre erzielten Einnahmen.

## § 4.

Die dieser Art ermittelte Besteuerungsgrundlage für die Strecke sub b) der Ersten k. k. privilegierten Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft wird sohin behufs Vorschreibung der Steuer nach den Steuergesetzen der Länder der heiligen ungarischen Krone an den königlich ungarischen Finanzminister, die Besteuerungsgrundlage für die Strecke sub a) der Ungarischen Fluss- und Seeschiffahrts-Aktiengesellschaft aber behufs Vorschreibung der Steuer nach den Steuergesetzen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder an den Finanzminister der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder mitgeteilt werden.

Insoweit die nach dieser Besteuerungsgrundlage in den im Reichsrate vertretenen Königreiche und Ländern entfallende Steuer geringer sein sollte, als die gemäss § 100, Absatz 2 ff., des Gesetzes vom 25. Oktober 1896, R. G. Bl. Nr. 220, vorzuschreibende Minimalsteuer, ist diese letztere Steuer vorzuschreiben; für die Ermittlung des Anlagekapitals im Sinne des § 100, Absatz 4, des zitierten Gesetzes hat der im vorstehenden § 3 festgesetzte Teilungsmassstab zu gelten.

## § 5.

Im ubrigen haben die Bestimmungen des § 12, Absatz 5, 6, 7, sowie die §§ 14, 15 und 16 des nachfolgenden Abschnittes dieses Ubereinkommens auch auf die Besteuerung der genannten beiden Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaften Anwendung zu finden.



## § 6.

Die in den vorstehenden §§ 1 bis 5 enthaltenen Bestimmungen sollen auch auf etwa neu entstehende österreichische oder ungarische Dampfschiffahrtsunternehmungen auf der Donau, welche ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen, sinnngemasse Anwendung finden.

Ausländische Dampfschiffahrtsunternehmungen auf der Donau, welche einen Geschäftsverkehr zwischen Orten der in § 2, lit. a) und b) bezeichneten Strecke ausüben, werden in jedem der beiden Staaten selbständig zur Besteuerung herangezogen werden, wobei behufs Ermittlung der Besteuerungsgrundlage der im § 3 bezeichnete Massstab zur Anwendung zu gelangen hat.

## Zweiter Abschnitt.

*In Betreff anderer Erwerbsunternehmungen, welche ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen.*

## § 7.

Wird der Betrieb einer Unternehmung von den in dem einen Staatsgebiete gelegenen Betriebsstätten aus auf das andere Staatsgebiet ausgedehnt, ohne dass dortselbst Betriebsstätten errichtet werden, so hat die Besteuerung lediglich dort stattzufinden, wo sich die Betriebsstätten befinden.

## § 8.

Halten Unternehmungen in beiden Staatsgebieten Betriebsstätten, so sind dieselben im allgemeinen selbständig nach den Steuergesetzen des Betriebsortes und daher unter gleichen Verhältnissen niemals höher als einheimische zu besteuern; zu diesem Behufe sind auch die Betriebsmerkmale, beziehungsweise die Einnahmen und Ausgaben dieser Betriebsstätten soweit als möglich getrennt nachzuweisen.

## § 9.

Soweit jedoch Einnahmen oder Ausgaben vorkommen, welche den Betriebsstätten in beiden Staatsgebieten gemeinsam sind, werden dieselben nach einem angemessenen Schlüssel aufzuteilen sein.

Als solcher hat bei Unternehmungen, die auf gewerbliche Produktion gerichtet sind, rucksichtlich gemeinsamer Einnahmen in der Regel das in den einzelnen Betriebsstätten verwendete Anlage- und Betriebskapital zu dienen, während die Verteilung gemeinsamer Ausgaben regelmässig nach Verhältnis der in den einzelnen Betriebsstätten erzielten und der auf dieselben nach vorstehender Bestimmung aufgeteilten Einnahmen zu erfolgen hat. Doch steht es den beiderseitigen Finanzministern frei, sich erforderlichenfalls auf einen anderen Verteilungsmaßstab zu einigen.

Diese Bestimmungen finden auch auf Handelsunternehmungen mit der Massgabe Anwendung, dass Einnahmen, welche aus dem Verkaufe der von einer in dem anderen Staatsgebiete gelegenen Betriebsstätte angekauften Waren erzielt werden, sowie die diesen Einnahmen entsprechenden Ausgaben auf die beteiligten Betriebsstätten regelmässig zu gleichen Teilen aufzuteilen sind.

### § 10.

Als Betriebsstätten sind insbesondere Verkaufskontore und Fabriksniederlagen anzusehen, welche von dem durch sie erzielten Handelsgewinn nach demselben Verhältnisse zu besteuern sind, welches für die gleiche Erzeugnisse verschleissenden steuerpflichtigen Parteien im eigenen Staatsgebiete zur Anwendung gelangt.

Als Verkaufskontor ist das Halten eines Bureaus, beziehungsweise auch nur eines stabilen Angestellten des Unternehmens zum Behufe der Vermittlung von Verkäufen der eigenen Erzeugnisse, als Niederlage das Halten eines Warenlagers in eigenen Lokalitäten zum Behufe des Verkaufes dieser Waren durch Bedienstete des Unternehmens anzusehen.

Hingegen ist das Halten eines Lagers seitens eines selbständigen Agenten in von ihm gemieteten Lokalitäten sowie das Übergeben von Waren in Kommission an einen als Kommissionar oder Eigenhandler etablierten Kaufmann, endlich der Verkauf aus in den Lageräumen der Transportanstalten und Spediteure unterhaltenen Lagern — soweit dieser Verkauf nicht durch ein eigenes Verkaufskontor vermittelt wird — dem Halten einer Betriebsstätte nicht gleichzuhalten; ebenso wenig wird das Suchen von Bestellungen im Umherreisen durch den Geschäftsinhaber oder in seinen Diensten stehende Handelsreisende nur unter Mitführung von Mustern, sowie die Lieferung von Waren auf Grund solcher Bestellungen in jenem Staatsgebiete, in welchem die Erwerbsunternehmung eine Betriebsstätte nicht besitzt, eine Besteuerung dieser Erwerbsunternehmung zur Folge haben; dasselbe gilt für Warenlieferungen auf Grund von Bestellungen, welche durch selbständige Agenten — auch wenn sie mit Mustern oder einem dem vorstehende entsprechenden Lager versehen sind — vermittelt oder ohne eine solche Vermittlung vom Käufer unmittelbar beim Verkäufer durchgeführt wurden.

### § 11.

Die Besteuerung der im vorstehenden Paragraphen erwähnten Agenten, Kommissionare und Eigenhandler wird durch die Bestimmungen des vorliegenden Ubereinkommens nicht berührt, erfolgt vielmehr nach den Steuergesetzen ihres Betriebsortes von dem Gewinne, der sich für sie aus diesem Warenumsatz ergibt.

### § 12.

1. Bezüglich der Creditinstitute und Assekuranzgesellschaften — mit

Ausnahme der auf dem Principe der Wechselseitigkeit beruhenden Versicherungsgesellschaften —, welche in einem der beiden Staatsgebiete bestehen und ausser ihren statutemässigen Stammsitze handelsgerichtlich zu protokollierende Filialen oder Zweigniederlassungen in dem andern Staatsgebiete haben, wird das Ubereinkommen getroffen, dass diese Filialen in ihrem Standorte auf Grund der im Sinne der nachfolgenden Bestimmungen ermittelten steuerbaren Reinertragnisse abgesehen besteuert werden sollen.

2. Die Ermittlung und Feststellung der steuerbaren Reinertragnisse der vorerwähnten Unternehmungen sowie ihrer Filialen und Zweiganstalten im andern Staatsgebiete wird von den Steuerbehörden desjenigen Staates, in welchem sich der Sitz der Unternehmung befindet, nach den Gesetzen eben dieses Staates vorgenommen.

3. Insofern bei der zum Behufe der Erhebung der steuerbaren Reinertragnisse der Filialen vorzunehmenden Teilung der Auslagen für die Filialen und für die Mutteranstalt solche Auslagen vorkommen, welche für die Filialen und die Mutteranstalt gemeinsam gemacht und speziell für jede derselben nicht nachgewiesen werden können, sind diese Auslagen im Verhältnisse der Bruttoeinnahmen zu teilen. In jenen Fällen aber, wo die Feststellung der steuerbaren Reinertragnisse der Filialen oder Zweiganstalten besondere Schwierigkeiten darbieten wurde, ist das gesamte steuerbare Reinertragnis der Unternehmung auf die Hauptunternehmung und die Filialen in demselben Verhältnisse aufzuteilen, in welchem das besonders nachzuweisende Bruttoertragnis der Filialen zu dem Bruttoertragnisse der Hauptunternehmung selbst steht.

4. Die Operate dieser Ermittlung werden sich die beiden Finanzminister gegenseitig mitteilen.

5. Von der auf diese Art für die Zweiganstalt ermittelten Besteuerungsgrundlage — eventuell dem gesetzlich vorgeschriebenen Durchschnitte solcher Besteuerungsgrundlagen — ist sodann die Steuer samt allen Zuschlägen in jenem Ausmasse zu bemessen, welches sich nach den Steuergesetzen im Staatsgebiete der Zweiganstalt ergibt. Insoweit jedoch die nach dieser Besteuerungsgrundlage in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern entfallende Steuer geringer sein sollte als die gemäss § 100, Absatz 2 ff. des Gesetzes vom 25. Oktober 1896. R. G. Bl. Nr. 220, vorzuschreibende Minimalsteuer ist diese letztere Steuer vorzuschreiben; für die Ermittlung des Anlagekapitals im Sinne des § 100, Absatz 4, des zitierten Gesetzes hat der im vorstehenden Absatz 3 festgesetzte Teilungsmaassstab zu gelten.

6. Allfällige Einwendungen gegen die Feststellung der Besteuerungsgrundlage sind von dem betreffenden Finanzminister dem Finanzminister des andern Staates mitzuteilen; vor Austragung dieser Verhandlung darf eine Steuerbemessung auf Grund eines von dem ubermittelten Teilungsentwurfe abweichenden Maassstabes nicht stattfinden.

den.\* Die Verständigung des Steuerpflichtigen durch die Steuerbehörde, dass solche Einwendungen erhoben worden sind, unterbricht die Verjährung des Bemessungsrechtes.

7. Gegen die Besteuerungsgrundlage kann ein Rechtsmittel nur in dem Staate, in welchem die Besteuerungsgrundlage ermittelt wird, nach den dort geltenden gesetzlichen Bestimmungen ergriffen werden.

Anderungen der Besteuerungsgrundlage in dem sie ermittelnden Staate haben entsprechend Rückwirkung auf die Besteuerung im anderen Staatsgebiete.

8. Speziell für wechselseitige Versicherungsgesellschaften werden die Steuerbehörden der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder jene Momente, welche den Steuerbehörden in den Ländern der heiligen ungarischen Krone die Ermittlung des Reinertrages ermöglichen, feststellen, wohingegen letztere Steuerbehörden die Jahresnettopramien (abzüglich des Bonus) für die einzelnen Betriebsstätten in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern erheben werden.

### § 13.

Hinsichtlich der übrigen Unternehmungen findet die Verfassung von Teilungsentwürfen nicht statt, vielmehr hat die Veranlagung von den Steuerbehörden des Staates, in welchem sich die Betriebsstätten befinden, nach den in §§ 8, 9, 10 ausgesprochenen Grundsätzen selbständig zu geschehen. Soweit hiebei jedoch Umstände in Frage kommen, welche für die Steuerpflicht der Betriebsstätte von besonderem Belange sind oder auf die Festsetzung, beziehungsweise Aufteilung eines das Gesamtunternehmen, beziehungsweise die Betriebsstätten im anderen Staatsgebiete betreffenden Faktors Bezug haben, wird über Verlangen des Steuerpflichtigen zwecks Feststellung dieser Umstände die Mitwirkung der anderseitigen Finanzverwaltung in Anspruch genommen, beziehungsweise deren Ausserung eingeholt werden.

Die beiderseitigen Finanzverwaltungen sind auch berechtigt, derartige Erhebungen und Ausserungen von Amts wegen zu veranlassen; sie werden sich in dieser Beziehung bereitwillig Rechtshilfe leisten.

### § 14.

Über Aufforderung der Steuerbehörde ist ein im Inlande wohnender Machthaber zu bestellen, welcher sohin die zur Besteuerung der inländischen Betriebsstätte nach den Gesetzen des betreffenden Staates erforderlichen Steuererklärungen abzugeben, innerhalb der bestehenden gesetzlichen Vorschriften abverlangte nähere Aufklarungen über die Betriebsverhältnisse der inländischen Betriebsstätte zu liefern und Zustellungen rechtswirksam entgegenzunehmen hat.

### § 15.

Alle auf Grund dieses Ubereinkommens zu führenden Korrespondenzen sind durch die beiderseitigen Finanzminister zu vermitteln.



## § 16.

Alle auf Grund dieses Ubereinkommens zu pflegenden Erhebungen zur Feststellung der Besteuerungsgrundlage für Betriebsstätten im anderen Staatsgebiete sind in jeder Beziehung den Erhebungen zur Feststellung der Besteuerungsgrundlage inlandischer Betriebsstätten gleichzuhalten.

## Dritter Abschnitt.

*In Betreff der Vermeidung einiger Fälle von Doppelbesteuerungen.*

## § 17.

Ungarische Staatsangehörige, welche in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern am Allerhöchsten Hofe, in den gemeinsamen Ministerien und dem gemeinsamen Obersten Rechnungshofe oder bei dem kgl. ungarischen Ministerium am Allerhöchsten Hoflager in Wien angestellt sind, oder im gemeinsamen Heere oder in der Kriegsmarine dienen, sind rücksichtlich ihres aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone fließenden Einkommens der Rentensteuer und der Personaleinkommensteuer nicht zu unterziehen.

Hingegen werden auch Staatsangehörige der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder, welche sich in den Ländern der heiligen ungarischen Krone in analogen Stellungen befinden, rücksichtlich des ihnen aus den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern zufließenden Einkommens zur Kapitalzinsen- und Rentensteuer und dem allgemeinen Einkommensteuerzuschlage in den Ländern der heiligen ungarischen Krone nicht herangezogen werden.

Desgleichen unterliegen auch der Ehegatte und minderjährige Kinder dieser Personen, welche im gemeinsamen Haushalte mit ihnen leben, hinsichtlich der ihnen aus dem anderen Staatsgebiete zufließenden Rentenbezüge nicht der Renten-, beziehungsweise Kapitalzinsen- und Rentensteuer.

## § 18.

Dienstbezüge, einschliesslich der Pensionen, welche aus Staats-, Hof-, Lander-, Komitats-, Stadt-, Bezirks- oder Gemeindekassen zur Auszahlung gelangen, werden nur zu Gunsten und nach den Steuergesetzen jenes Staates der Besteuerung unterzogen, aus welchem die Zahlung erfolgt.

Anderweitige Dienstbezüge unterliegen der Besteuerung am Wohnsitze der Empfänger.

## § 19.

Zinsen von Kapitalien, welche seitens einer der öffentlichen Rechnungslegung unterworfenen Unternehmung in dem anderen Staatsgebiete als jenem ihres Sitzes eloziert wurden, werden in diesem anderen Staatsgebiete der Kapitalzinsen- und Rentensteuer beziehungsweise

der Rentensteuer nicht unterzogen und lediglich durch die für die Unternehmung am Sitze derselben zu bemessende Steuer getroffen werden.

#### Vierter Abschnitt.

#### *Schlussbestimmungen.*

##### § 20.

Mit dem Beginne der Wirksamkeit des gegenwärtigen Ubereinkommens treten rucksichtlich der unter dieses Ubereinkommen fallenden Steuerpflichtigen alle mit diesem Ubereinkommen im Widerspruche stehenden steuergesetzlichen Bestimmungen ausser Wirksamkeit; dies gilt insbesondere auch von dem durch das Gesetz vom 28. Juli 1871, R. G. Bl. Nr. 89 (Gesetzartikel XVII vom Jahre 1870), genehmigten Ubereinkommen d. d. Buda, 18. Dezember 1869 (Wien, 7. Jänner 1870) sowie von dem durch das Gesetz vom 11. April 1873, R. G. Bl. Nr. 54 (Gesetzartikel XIII vom Jahre 1873), genehmigten Ubereinkommen d. d. 28. März 1871.

##### § 21.

Dieses Ubereinkommen ist vom 1. Jänner 1908 an wirksam.

Die beiden Finanzminister sind jedoch ermächtigt, Steuern, welche die in diesem Ubereinkommen geregelten Falle betreffen, auch für frühere Jahre zur Abschreibung zu bringen, sofern diese Steuern bei Anwendung der Grundsätze des vorliegenden Ubereinkommens nicht vorzuschreiben gewesen waren.

##### § 22.

Jedem der beiden Finanzminister bleibt die Kündigung dieses Ubereinkommens, und zwar in der Weise vorbehalten, dass sich dieselbe entweder auf den gesamten Inhalt oder aber auch nur auf einzelne Abschnitte dieses Ubereinkommens erstrecken kann.

Falls die Kündigung dieses Ubereinkommens vor dem 1. September eines Jahres erfolgt, verliert dasselbe bereits für das dem Kalenderjahre der Kündigung nachstfolgende Jahr seine bindende Kraft.

Findet die Kündigung nach dem genannten Zeitpunkte statt, so soll das Ubereinkommen erst vom zweitfolgenden Kalenderjahre angefangen als aufgelöst gelten.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

BECK m. p.

KORYTOWSKI m. p.

AUERSPERG m. p.

FORT m. p.

DERSCHATTA m. p.

WEKERLE m. p.

KOSSUTH m. p.

DARANYI m. p.

## III

*Additional-Übereinkommen*

zu dem

*Übereinkommen in Betreff der Beitragsleistung der Lander der heiligen ungarischen Krone zu den Lasten der allgemeinen Staatsschuld.*

Das zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Lander und dem Ministerium der Lander der heiligen ungarischen Krone abgeschlossene Übereinkommen in Betreff der Beitragsleistung der letzteren zu den Lasten der allgemeinen Staatsschuld vom 24. Dezember 1867 (Gesetz vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868, und ungarischer Gesetzartikel XV vom Jahre 1867) wird durch folgende Bestimmungen abgeändert und ergänzt.

## ARTIKEL I

a) Der bis zur planmassigen Tilgung oder fruheren Zuruckzahlung des ganzen Domanenanlehens auf die Lander der heiligen ungarischen Krone entfallende jährliche Anteil an der Verzinsung dieses Anlehens wird im Vergleichswege mit 990.000 fl. in klingender Munze gleich 1.980.000 K festgestellt;

b) die in den ungarischen Kassen noch angelegten Kautionen und Depositen (§ 2, Absatz 4, des Gesetzes vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868, und des Gesetzartikels XV vom Jahre 1867) werden von der k. ungarischen Finanzverwaltung für eigene Rechnung zur Verzinsung und Ruckzahlung übernommen; zuzuglich der Zinsen von den seitens der k. ungarischen Finanzverwaltung bereits zuruckgezählten Kautionen und Depositen beziffern sich die im Sinne des vorbezeichneten § 2, Absatz 4, in Abzug zu bringenden Zinsen auf 28.330 fl. 24 kr. gleich 56.660 K 48 h;

c) nach Abzug der sub a) und b) bezifferten Beträge von 990.000 fl. in klingender Munze gleich 1.980.000 K und 28.330 fl. 24 kr. gleich 56.660 K 48 h beträgt der einer weiteren Änderung nicht unterliegende Jahresbeitrag der Lander der heiligen ungarischen Krone zu den Zinsen der allgemeinen Staatsschuld 29,169.669 fl. 76 kr. gleich 58,339.339 K 52 h, darunter in klingender Munze 10,786.00 fl. gleich 21,572.000 K.

## ARTIKEL II

Die Lander der heiligen ungarischen Krone verpflichten sich, diesen Zinsenbeitrag von 58,339.339 K 52 h durch Kapitalszahlung in Barem langstens binnen 22 Jahren nach Aufrufung der noch aushaftenden Obligationen der durch das Gesetz vom 20. Juni 1868, R. G. Bl. Nr. 66, geschaffenen, in Noten und in klingender Munze mit 4.2

Prozent verzinslichen einheitlichen Rentenschuld zur Umwandlung in Obligationen mit geringerer Verzinsung zu tilgen.

Die seitens der Lander der heiligen ungarischen Krone abzustattende Kapitalszahlung beträgt, wenn sie langstens innerhalb der ersten zehn Jahre der im vorstehenden Absatze bezeichneten Frist geleistet wird, 1.348,886.462 K 89 h, darunter in klingender Munze 498,774.569 K 47 h; bei späterer Leistung erhöht sich die Kapitalszahlung vom elften Jahre bis zum zweiundzwanzigsten Jahre jährlich um 3,345.456 K 53 h, darunter in klingender Munze 1,237.040 K 10 h, bis zum Betrage von 1.389,031.893 K 33 h, darunter in klingender Munze 513,619.047 K 62 h.

Werden die Zahlungen in Raten geleistet, so ist zur Feststellung des restlichen Ablosungskapitals die geleistete Ratenzahlung von jenem Kapitale, welches nach vorstehendem Absatze auf das Jahr der Ratenzahlung entfällt, abzuziehen, der sohin verbleibende Rest aber im 11. bis 22. Jahre obiger Frist in demselben Verhältniss zu erhöhen, in welchem das gesamte Ablosungskapital in diesen Jahren steigen wurde; der Jahresbeitrag der Lander heiligen ungarischen Krone zu den Zinsen verringert sich in demselben Verhältniss, in welchem sich im Jahre der Ratenzahlung das Ablosungskapital verringert.

### ARTIKEL III

Die Regierung der im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Lander wird, wenn die Kapitalsabstattung in vollem Ausmasse auf einmal erfolgt, den gleichen Betrag einheitlicher Rente der Verzinsungstermine Februar—August und April—Oktober, soweit diese noch aussteht, zur Rückzahlung kundigen; ein gleichartiger Vorgang wird eingehalten werden, wenn die Kapitalsabstattung auf einmal in jenem Betrage voll geleistet wird, welcher gemäss Artikel II dem auf die einheitliche Rente der Verzinsungstermine Februar—August oder dem auf die einheitliche Rente der Verzinsungstermine April—Oktober, und zwar bezüglich letzterer Kategorie in klingender Munze entfallenden Zinsenbeiträge Ungarns entspricht.

Die Obligationen der ungarischen Staatsrentenschuld der zum Zwecke der Kapitalsabstattung auszugebenden besonderen, als solche deutlich erkennbaren Kategorie, sowie die Zinsen beziehungsweise Kupons dieser Obligationen sind in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern in steuer- und gebührenrechtlicher Beziehung den Obligationen der österreichischen Staatsrentenschuld und deren Zinsen beziehungsweise Kupons gleich zu behandeln und können in den im Reichsrathe vertretenen Königreichen und Ländern zur Anlage von Pupillarvermögen sowie zu gesetzlich gleichgehaltene Vermögensanlagen und zu Dienst- und Geschäftskautionen verwendet werden. Bis zur Höhe des Nominalbetrages dieser Obligationen haben die erwähnten Begünstigungen auch auf jene Obligationen der ungarischen Staatsrentenschuld Anwendung zu finden, die etwa später im Wege der Konversion an Stelle der ersteren treten.



## ARTIKEL IV

Die Regierung der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder ist berechtigt, jederzeit und ohne weiteres Einvernehmen mit der Regierung der Länder der heiligen ungarischen Krone die derzeit 4.2 prozentige einheitliche Rente in eine niedriger verzinsliche Schuld zu konvertieren oder zurückzuzahlen.

Eine Änderung in der Höhe des Jahresbeitrages der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Zinsen der allgemeinen Staatsschuld hat infolge einer derartigen Konvertierung nicht einzutreten und hat die ganze hieraus resultierende Zinsenersparnis den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern zu gute zu kommen.

## ARTIKEL V

Wenn zwischen dem beiden Regierungen über die Auslegung oder Anwendung dieses Additional-Übereinkommens oder des zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der heiligen ungarischen Krone abgeschlossenen Übereinkommens vom 24. Dezember 1867 (Gesetz vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868, und ungarischer Gesetzartikel XV vom Jahre 1867) eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen der einen oder anderen Regierung durch Schiedsspruch erledigt werden.

Hinsichtlich der Zusammensetzung des Schiedsgerichtes und des Verfahrens vor demselben haben die Bestimmungen des Artikels XXIV des Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, und zwar auch nach Ablauf des bezeichneten Vertrages zu gelten.

## ARTIKEL VI

Jene Bestimmungen des zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der heiligen ungarischen Krone abgeschlossenen Übereinkommens vom 24. Dezember 1867 (Gesetz vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868, ungarischer Gesetzartikel XV vom Jahre 1867), welche mit diesem Additionnal-Übereinkommen nicht übereinstimmen, haben mit dem Zeitpunkte des Inkrafttretens des Additional-Übereinkommens ausser Geltung zu treten.

## ARTIKEL VII

Dieses Additional-Übereinkommen tritt gleichzeitig mit dem Vertrage, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, in Kraft,

Budapest, den 8. Oktober 1907.

BECK m. p.

KORYTOWSKI m. p.

AUERSPERG m. p.

FORT m. p.

DERSCHATTA m. p.

WEKERLE m. p.

KOSSUTH m. p.

DARANYI m. p.

## AUTRICHE — HONGRIE

**Convention additionnelle au Traité du 8 octobre 1907,  
concernant les relations commerciales réciproques.**

(Signée à Vienne, le 30 novembre 1908.)

*Ergänzence Bestimmungen zu den Artikeln XVI und XVII des Vertrages d. d. Budapest, 8. Oktober 1907, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone (Gesetz vom 30. Dezember 1907, R. G. Bl. Nr. 278).*

Im Hinblick auf den Beitritt der im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder, sowie der Länder der heiligen ungarischen Krone zur Internationalen Union zum Schutze des gewerblichen Eigentums und zu dem Madrider Abkommen vom 14. April 1891, betreffend die internationale Registrierung der Fabriks- oder Handelsmarken, wurde in Ergänzung der Artikel XVI und XVII des Vertrages d. d. Budapest, 8. Oktober 1907, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrath vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone (Gesetz vom 30. Dezember 1907, R. G. Bl. Nr. 278; Gesetzartikel XII vom Jahre 1908), folgende Vereinbarung getroffen :

## ARTIKEL I.

Insolange sowohl die im Reichsrath vertretenen Königreiche und Länder als auch die Länder der heiligen ungarischen Krone der Internationalen Union zum Schutze des gewerblichen Eigentums angehören, finden im wechselseitigen Verkehre der beiden Staaten während der Dauer des Vertrages d. d. Budapest, 8. Oktober 1907, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, hinsichtlich der Berechnung der Frist für die Geltendmachung von Prioritätsrechten für Patentanmeldungen entweder die Bestimmungen des Punktes 3 des Artikels XVI des zitierten Vertrages oder die des Artikels 4 des internationalen Unionsvertrages d. d. Paris, 20. März 1883, in der Fassung der Brüsseler Zusatzakte vom 14. Dezember 1900 Anwendung, je nachdem die eine oder die andere Berechnungsart dieser Frist dem Anmelder günstiger ist.

Das Prioritätsrecht muss jedoch ausnahmslos bei sonstigem Verluste schon bei der Anmeldung der Erfindung ausdrücklich in Anspruch genommen werden.

## ARTIKEL II.

Insolange sowohl die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder als auch die Länder der heiligen ungarischen Krone der Internationalen Union zum Schutze des gewerblichen Eigentums angehören, findet im wechselseitigen Verkehre der beiden Staaten der Punkt 4 des Artikels XVI des Vertrages d. d. Budapest, 8. Oktober 1907, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, keine Anwendung.

Demgemäss werden Patente und Privilegien, welche auf Grund der in beiden Staaten vor Inkrafttreten dieser Vereinbarung in Geltung gestandenen Bestimmungen in dem einen Staate mit Beschränkung auf die Dauer des auf dieselbe Erfindung in dem anderen Staate gewährten Erfindungsschutzrechtes erteilt worden sind und welche an dem Tage noch aufrecht bestehen, an welchem der Beitritt der beiden Staaten zur Internationalen Union zum Schutze des gewerblichen Eigentums wirksam wird, von dieser Beschränkung ihrer Dauer befreit, und es sind solche Patente und Privilegien hinsichtlich ihrer Dauer ausschliesslich nach dem Rechte des Staates, in welchem sie erteilt worden sind, zu beurteilen.

## ARTIKEL III.

Dem Artikel XVII des obzitierten Vertrages wird nachstehender Zusatz als Punkt 9 angefügt:

9. Insolange die beiden Staaten dem Abkommen, betreffend die internationale Registrierung der Fabriks- oder Handelsmarken, d. d. Madrid, 14. April 1891, angehören, sind Marken, welche in dem Gebiete des einen Staates gleichzeitig mit der Hinterlegung zur Registrierung im Heimatsstaate auch zur internationalen Registrierung nach diesem Abkommen hinterlegt werden, dem zuständigen Minister oder der etwa künftighin an seine Stelle tretenden Zentralbehörde des anderen Staates nicht unmittelbar zu übersenden. Infolgedessen ist die einjährige Frist, binnen welcher von der Befugnis, den Schutz für solche Marken zu verweigern, Gebrauch zu machen ist, vom Zeitpunkte der gemäss Artikel 3 des Madrider Abkommens erfolgten Anzeige zu berechnen und die Erklärung, dass einer solchen Marke der Schutz verweigert wird, an das internationale Bureau in Bern zu richten.

Der Schutz dieser Marken in dem anderen Staatsgebiete beginnt mit dem Zeitpunkte der Eintragung im internationalen Bureau in Bern (Artikel 4 des Madrider Abkommens). Die Dauer dieses Schutzes wird durch Artikel 6 des Madrider Abkommens bestimmt. Für diese Marken entfällt die durch Punkt 7 vorgesehene Vergütung von 25 Prozent der Registrierungsgebühr an den anderen Staat.

Im übrigen gelten auch für die international registrierten Marken die in den Punkten 1 bis 7 dieses Artikels enthaltenen Bestimmungen.

Insbesondere bleibt daher die Befugnis der zuständigen Zentralbehörde jedes der beiden Staaten, einer im Gebiete des anderen Staates

hinterlegten Marke den Schutz aus den im Punkt 5 dieses Artikels angeführten Gründen zu verweigern, unberührt.

#### ARTIREL IV.

Diese Vereinbarung tritt an dem Tage in Kraft, an welchem der Beitritt beider Staaten zur Internationalem Union zum Schutze des gewerblichen Eigentums und zu dem Madrider Abkommen vom 14. April 1891, betreffend die internationale Registrierung der Fabriks- oder Handelsmarken, wirksam wird (1).

Wien, den 30. November 1908.

BIENERTH m. p.

MATAJA m. p.

WICKENBURG m. p.

WEKERLE m. p.

KOSSUTH m. p.

---

### CHINE — JAPON

#### **Arrangement de Pékin concernant les matières d'intérêt commun en Mandchourie.**

(4 septembre 1909.)

Le gouvernement du Japon et le gouvernement de Chine, animés du désir de consolider les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux Empires par le règlement définitif des matières d'intérêt commun en Mandchourie, et en écartant pour l'avenir toute cause de malentendu, sont convenus des stipulations suivantes :

#### ARTICLE PREMIER.

Le gouvernement de Chine s'engage à ce que, dans le cas où il entreprendra la construction du chemin de fer entre Hsin-Min-Tin et Fa-Ku-Men, il réglera préalablement la matière avec le gouvernement du Japon.

#### ART. 2.

Le gouvernement de Chine reconnaît que le chemin de fer entre Ta-Shi-Chao et Inkou est un embranchement du chemin de fer Sud-Mandchourien ; et il est entendu que le dit embranchement sera remis à la Chine, en même temps que le chemin de fer Sud-Manchourien, à l'expiration du terme de la concession relative à la ligne principale.

---

(1) C'était le 1<sup>er</sup> janvier 1909. V. Reichsgesetzblatt 1908, p. 929.



Le gouvernement chinois consent en outre à l'extension du dit embranchement au port d'In-Kou.

ART. 3.

En ce qui concerne les mines de charbon de Fushun et de Yentaï les deux gouvernements sont tombés d'accord comme suit :

1° Le gouvernement chinois reconnaît le droit du gouvernement du Japon sur l'exploitation des dites mines ;

2° Le gouvernement du Japon, eu égard à la pleine souveraineté de la Chine, s'engage à payer au gouvernement de Chine une taxe sur le charbon produit de ces mines. Le taux de cette taxe sera séparément réglé, sur la base de la taxe la plus basse sur le charbon produit dans tout autre lieu en Chine ;

3° Le gouvernement de Chine consent à ce que le tarif le plus bas du droit d'exportation du charbon produit à tout autre lieu en Chine soit appliqué au charbon de ces mines ;

4° L'étendue de ces mines ainsi que tous les autres règlements de détail seront séparément arrêtés par les commissaires spécialement nommés à cet effet.

ART. 4.

Toutes les mines situées le long du chemin de fer Antung-Moukden et de la ligne principale Sud-Mandchourienne, à l'exception de celles de Fushun et de Yentaï, seront exploitées comme entreprises collectives des sujets japonais et chinois, sur la base des principes généraux qui ont été arrêtés en 1907 entre le vice-roi des trois provinces orientales, le gouverneur de Moukden et le consul général du Japon à Moukden.

Le règlement des détails à l'égard de ces mines sera, en temps voulu, arrêté par le vice-roi et le consul général du Japon.

ART. 5.

Le gouvernement du Japon déclare qu'il n'a aucune objection à faire à l'extension du chemin de fer Pékin-Moukden à la muraille de la ville de Moukden. Les mesures pratiques relatives à cette extension seront déterminées par les autorités locales japonaises et chinoises, ainsi que par les experts techniques.

En foi de quoi, etc., etc.

---

**Arrangement de Pékin concernant Chien-Tao.**

(4 septembre 1909.)

Le gouvernement du Japon et le gouvernement de Chine, désireux d'assurer aux habitants chinois et coréens dans la région frontière les bienfaits de la paix permanente et de la tranquillité, et estimant qu'il est essentiel pour atteindre ce but que les deux gouvernements, ayant en vue leurs relations de cordiale amitié et de bon voisinage, reconnaissent le fleuve Toumen comme frontière entre la Chine et la Corée et règlent, dans un esprit de concession mutuelle, toutes les matières qui s'y réfèrent, sont convenus des stipulations suivantes :

**ARTICLE PREMIER.**

Les gouvernements du Japon et de Chine déclarent que le fleuve Toumen est reconnu comme frontière entre la Chine et la Corée, et que, dans la région de la source de ce fleuve, la ligne de frontière partira du monument de la frontière pour suivre le cours du ruisseau Shihyish-Wei.

**ART. 2.**

Le plus tôt possible après la signature du présent arrangement, le gouvernement de Chine ouvrira les places ci-dessous mentionnées à la résidence et au commerce des étrangers ; et le gouvernement du Japon pourra y établir des consulats ou des succursales de consulat. La date de leur ouverture sera séparément déterminée :

Lung-Ching-Teun ; Chuntza-Chie ; Toutaokou et Paitsaokou.

**ART. 3.**

Le gouvernement de Chine reconnaît comme auparavant la résidence des sujets coréens dans les terrains d'agriculture au nord du fleuve Toumen. Les limites en sont indiquées dans les cartes ci-annexées.

**ART. 4.**

Les sujets coréens résidant sur les terrains d'agriculture dans les limites de résidence mixte au nord du fleuve Toumen seront soumis à la loi de Chine et à la juridiction des autorités d'une manière égale aux sujets chinois eux-mêmes, en matière de taxes et de toute autre mesure administrative.

Toutes les affaires civiles et criminelles relatives à ces Coréens seront examinées et décidées par les autorités chinoises conformément aux lois chinoises, et d'une manière juste et équitable. Un fonctionnaire consulaire ou un fonctionnaire dûment autorisé par lui sera autorisé à assister librement au tribunal : et, toutes les fois qu'il s'agira d'une

audience d'une affaire importante relative à la vie, un préavis sera donné aux fonctionnaires consulaires japonais. Quand ceux-ci jugeront que la décision a été donnée en méconnaissance des lois, ils auront le droit de demander aux autorités chinoises la revision de l'affaire qui sera dirigée par les fonctionnaires spécialement choisis en vue d'assurer la justice de la décision.

## ART. 5.

Le gouvernement de Chine s'engage à ce que les terres et les constructions possédées par les sujets coréens dans les limites de résidence mixte au nord du fleuve Toumen seront pleinement protégées de la même manière que les propriétés des sujets chinois. Des bateaux de passage seront établis sur le fleuve Toumen dans les endroits convenablement choisis ; et les habitants des deux côtés seront libres de traverser le fleuve. Il est toutefois entendu que les personnes portant les armes ne seront pas autorisées à traverser la frontière, sans préavis officiel à ce sujet, ou si elles ne sont pas en possession de passeports.

Au sujet des céréales d'origine des limites de résidence mixte, les sujets coréens seront autorisés à les exporter, si ce n'est en temps de disette. En cas de disette, l'exportation en pourra être prohibée. Les bois et herbes combustibles seront traités en conformité des pratiques jusqu'ici observées.

## ART. 6.

Le gouvernement de Chine s'engage à prolonger le chemin de fer Chang-Chun-Kirine à la frontière méridionale de Yenching, et à le raccorder à Hoiryong avec le chemin de fer coréen. La date du commencement des travaux de ce prolongement sera déterminée par le gouvernement de Chine, ayant en vue les nécessités réelles de la situation et après avoir consulté le gouvernement du Japon.

## ART. 7.

Le présent arrangement sera mis en vigueur aussitôt après sa signature. Le bureau à Chien-Tao, ressortissant de la résidence générale, et les fonctionnaires civils et militaires qui y sont attachés seront retirés le plus tôt possible — dans deux mois — à partir de la signature.

Le gouvernement du Japon établira, dans deux mois de la même date, ses consulats dans les endroits mentionnés dans l'article 2.

En foi de quoi, etc., etc...

---

## COLOMBIE — PÉROU

**Traité d'amitié et d'arbitrage.**

(20 avril 1909.)

*Texte original.*

El gobierno de la republica del Peru y el de la republica de Colombia, deseando poner termino en forma cordial a los desacuerdos que han surgido entre ellos y evitar en lo sucesivo toda posibilidad de conflictos en la region de la frontera, estableciendo al mismo tiempo sus relaciones de amistad en pie de perfecta inteligencia y armonia, han resuelto celebrar un convenio que traduzca fielmente esos propositos, para cuyo efecto han autorizado debidamente a sus plenipotenciarios à saber :

El presidente de la republica del Peru al señor doctor don Meliton F. Porras, ministro de relaciones exteriores ; y

El presidente de la republica de Colombia al señor don Luis Tanco Argaez, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario de dicha republica en el Peru, quienes han acordado lo siguiente :

## I

Los gobiernos del Peru y Colombia expresan sus sentimientos de vivo pesar por los sucesos ocurridos en la region del Putumayo el ano ultimo y, en senal de mutua satisfaccion, convienen en constituir por medio de una convencion especial, suscrita dentro del termino de tres meses contados desde la fecha en que se ponga en vigencia el presente acuerdo, una comision internacional que averigue y esclarezca los hechos ocurridos en dicha region, dando cuenta del resultado de sus investigaciones por medio de un informe. Si despues de rendido este informe, no logran ponerse de acuerdo ambos gobiernos sobre las responsabilidades que de tales hechos se deriven, se sometera el asunto a una decision arbitral. Determinada la responsabilidad de los que resulten culpables, sufriran estos las penas que la ley respectiva senale, siguiendose previamente el procedimiento que corresponda. Se indemnizara ademas en forma equitativa a los que hayan sufrido danos materiales, y a las familias de las victimas por razon de hechos declarados punibles.

## II

Los gobiernos del Peru y Colombia convienen en reanudar sus negociaciones sobre delimitacion de fronteras in mediatamente despues



que se pronuncie el laudo en el juicio arbitral que se sigue en Madrid a merito del tratado celebrado entre el Peru y el Ecuador en 1887, y acuerdan recurrir al arbitraje si no lograsen obtener la solucion de sus divergencias en forma directa.

## III

Si trascurrieran tres meses a partir de la vigencia de este convenio, sin que su majestad el rey de Espana haya pronunciado el laudo en el juicio arbitral peru-ecuatoriano, los dos gobiernos se comprometen a celebrar un pacto de *modus vivendi* referente a los territorios en litigio en forma que impida en ellos la posibilidad de luchas o el choque de intereses entre ciudadanos de uno y otro pais.

## IV

Con el proposito de fomentar el comercio que existe entre el Peru y Colombia, tanto en la region oriental como en las costas del Pacifico, los dos gobiernos convienen en celebrar un tratado de comercio y navegacion sobre bases de reciproca conveniencia.

En fe de lo cual, firman el presente acuerdo en doble ejemplar, poniendole sus respectivos sellos, en Lima, a los veintin dias del mes de abril de mil novecientos nueve.

(L. S.) M. F. FORRAS.

(L. S.) LUIS TANCO ARGAEZ.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — FRANCE

**Arrangement commercial signé à Washington  
le 28 janvier 1908.**

(Publication officielle des Etats-Unis d'Amérique.)

The Government of the United States of America and the Government of the French Republic, considering it appropriate to supplement by a new additional Agreement signed between the two countries, at Washington, on May 28, 1898, and August 20, 1902, respectively, have appointed as

Le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République Française, estimant qu'il y a lieu de compléter par un nouvel arrangement additionnel les arrangements commerciaux signés entre les deux pays, à Washington, le 28 Mai 1898 et 20 Août 1902 ont nommé

their Plenipotentiaries, to wit :

The President of the United States of America, the Honorable Elihu Root, Secretary of State of the United States ; and.

The President of the French Republic, His Excellency J. J. Jusserand, Ambassador of the French Republic to the United States of America,

Who, after an exchange of their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles :

#### ART. I.

It is agreed, on the part of the French Government, that the application of the duties of the general tariff to coffee, cacao, chocolate, vanilla and other food products known in the French tariff law as « *denrées coloniales de consommation* », except sugar and its by-products and tobacco, products of the United States, including Porto Rico, shall be conditionally suspended and that the said products shall be admitted into France and Algeria at the rates of the minimum tariff or at the lowest rates applied to the like products of any other foreign origin.

In addition, mineral oils from the United States and coming under the decree of July 7, 1893, shall upon entry into France and Algeria enjoy the benefits of the lowest rates of duty.

But it is expressly understood that these concessions may be withdrawn in the discretion of the President of the French Republic whenever additional duties

comme leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président des Etats Unis d'Amérique, l'honorable Elihu Root, Secrétaire d'Etat des Etats Unis ; et

Le Président de la République Française, Son Excellence J. J. Jusserand, Ambassadeur de la République Française aux Etats Unis d'Amérique,

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, se sont unis d'accord sur les articles suivants :

#### ARTICLE I.

Il est convenu, de la part du Gouvernement Français, que l'application des droits du tarif général aux denrées coloniales de consommation, autres que les sucres et leurs dérivés et que les tabacs, c'est-à-dire le café, le chocolat, le cacao, la vanille etc., originaires des Etats Unis (île de Porto Rico comprise), sera conditionnellement suspendue et que ces produits seront admis en France et en Algérie aux droits du tarif minimum ou aux droits les plus réduits applicables aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

En outre, les huiles minérales originaires des Etats Unis et visées par le décret du 7 juillet 1893, bénéficieront à leur entrée en France et en Algérie des droits les plus réduits.

Mais il est expressément entendu que ces concessions pourront être révoquées à la discrétion du Président de la République Française si, par des droits additionnels qu'il

beyond those now existing and which may be deemed by him unjust to the commerce of France shall be imposed by the United States on products of France.

## ART. II.

It is reciprocally agreed on the part of the United States, in accordance with the provisions of Section 3 of the United States Tariff Act of 1897, that the rates of duty heretofore imposed and collected, under the said Act, on Champagne and all other French sparkling wines upon entering the United States and the Island of Porto Rico shall be conditionally suspended and, instead, the following duties shall be imposed and collected, to wit :

On Champagne and all other sparkling wines, in bottles containing not more than one quart and more than one pint, six dollars per dozen ; containing not more than one pint, each and more than one-half pint three dollars per dozen ; containing one-half pint each or less, one dollar and fifty cents per dozen ; in bottles or other vessels containing more than one quart each, in addition to six dollars per dozen bottles on the quantities in excess of one quart, at the rate of one dollar and ninety cents per gallon.

But it is expressly understood that this concession may be withdrawn in the discretion of the President of the United States whenever additional duties beyond those now existing and which may be deemed by him unjust to the commerce of the United States shall be imposed by France on products of the United States.

jugerait injustes à l'égard du commerce français, les Etats Unis surélevaient les droits auxquels sont actuellement soumis les produits français.

## ART. II.

Il est réciproquement entendu, de la part des Etats-Unis, en vertu des dispositions de la section III de la loi douanière américaine approuvée le 24 Juillet 1897, que les droits imposés et perçus jusqu'ici en vertu de ladite loi à l'entrée aux Etats Unis et dans l'île de Porto Rico sur les vins de Champagne et tous autres vins mousseux français seront conditionnellement suspendus et à leur place les droits suivants seront imposés et perçus, savoir :

Sur le champagne et tous autres vins mousseux en bouteilles ne contenant pas plus d'un quart et contenant plus d'une pinte, six dollars par douzaine ; ne contenant pas plus d'une pinte chaque et contenant plus d'une demi-pinte, trois dollars par douzaine ; contenant une demi-pinte chaque ou moins, un dollar et cinquante cents par douzaine ; en bouteilles ou autres récipients contenant plus d'un quart chacun, en plus de six dollars par douzaine de bouteilles, un droit de un dollar et quatre-vingt-dix cents par gallon sur les quantités surpassant un quart.

Mais il est expressément entendu que cette concession pourra être révoquée à la discrétion du Président des Etats Unis si, par des droits additionnels qu'il jugerait injustes pour le commerce des Etats Unis, la France surélevait les droits auxquels sont actuellement soumis les droits américains.

## ART. III.

It is further agreed that, inasmuch as complaints have arisen in both countries regarding the effect of the regulations in force in the respective countries affecting the admission of each other's products, and to the end that if there be in the regulations of either country any provisions which unnecessarily restrict trade, such provisions may be modified, and the cause of complaint removed, a commission of three experts shall be appointed by the Government of the United States and a like commission of three experts shall be appointed by the Government of France. Such Commissions shall in conference each with the other inquire into and ascertain fully the existing conditions in each country as bearing upon the necessity of the regulations affecting the trade of the other country and as bearing upon the practicability of reciprocal tariff concessions. Each commission shall report to its own Government thereon.

It is further agreed that upon the basis of the report so made the two Governments shall enter upon an exchange of views to the end that if possible all cause of complaint in their respective regulations regarding the admission of any of the products of either country to the other may be removed.

## ART. IV.

This additional Agreement shall take effect and be in force on and after the first day of February, one thousand nine hundred and eight,

## ART. III.

Il est convenu en outre, en raison des réclamations qui ont été formulées dans les deux pays au sujet de l'effet des règlements respectivement en vigueur pour l'admission des produits français et américains, qu'une commission de trois spécialistes sera nommée par le Gouvernement américain et une semblable par le Gouvernement français, à l'effet de rechercher, dans le cas où il existerait dans les règlements de l'un ou l'autre des deux pays des dispositions entravant sans nécessité le commerce, les moyens de modifier les dites dispositions et supprimer les causes de réclamations. Ces commissions s'abouchant ensemble examineront et vérifieront avec soin si le régime en vigueur dans chacun des deux pays soumet le commerce de l'autre à des règlements justifiés par la nécessité et si des concessions réciproques en matière de tarif seraient possibles. Chaque commission adressera à ce sujet un rapport à son Gouvernement.

Il est entendu, de plus, que, prenant pour base les rapports ainsi déposés, les deux gouvernements procéderont à un échange de vues afin que, s'il est possible, toute cause de réclamation dans leurs règlements respectifs concernant l'admission de tout produit de l'un des deux pays dans l'autre soit supprimée.

## ART. IV.

Le présent arrangement additionnel entrera en vigueur à la date de 1<sup>er</sup> Février 1908 et restera exécutoire pendant tout le temps que



and shall continue in force so long as the Agreements signed on May 28, 1898, and August 20, 1902, shall remain in force.

Done in duplicate in English and French texts at Washington, this twenty-eighth day of January, one thousand nine hundred and eight.

demeureront en vigueur les arrangements signés les 28 Mai 1898 et 20 Août 1902.

Fait en double exemplaire, en langues anglaise et française, à Washington, le vingt-huit Janvier mil neuf cent huit.

ELIHU ROOT.

(Seal.)

JUSSERAND.

(Seal.)

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — ITALIE

### Convention d'arbitrage signée à Washington le 28 mars 1908. (1)

The Government of His Majesty the King of Italy and the Government of the United States of America, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;

Taking into consideration that by article XIX of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have authorized the Undersigned to conclude the following Convention :

Sua Maestà il Re d'Italia e gli Stati Uniti d'America, firmatari della convenzione pel componimento pacifico delle controversie internazionali, conclusa all'Aja il 29 luglio 1899;

considerando che in virtù dell'articolo XIX della convenzione medesima le Alte Parti contraenti si sono riservate il diritto di stipulare accordi allo scopo di sottoporre ad arbitrato tutte le questioni che esse ritengano di potere sottomettere a siffatto trattamento,

hanno autorizzato i sottoscritti a concludere la seguente convenzione :

(1) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 22 janvier 1909.

## ART. I.

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of treaties existing between the two Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honor of either of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

## ART. II.

In each individual case the High Contracting Parties before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure. It is understood that on the part of the United States such special agreements will be made by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

## ART. III.

The present Convention is concluded for a period of five years, dating from the day of the exchange of its ratifications.

## ART. IV.

The present Convention shall be ratified by the government of

## ART. I.

Le eventuali controversie di natura giuridica o che si riferiscano alla interpretazione dei trattati esistenti fra le due Parti Contraenti e che non possano essere sistemate in via diplomatica, saranno deferite alla corte permanente di arbitrato stabilita all'Aja con la convenzione del 29 luglio 1899, purchè esse controversie non implichino gli interessi vitali, l'indipendenza o l'onore dei due Stati contraenti e non tocchino gli interessi di terze potenze.

## ART. II.

In ogni singolo caso le Alte Parti contraenti prima di ricorrere alla corte permanente di arbitrato stipuleranno uno speciale compromesso che determini nettamente l'oggetto del litigio, l'estensione dei poteri degli arbitri e le dilazioni da osservarsi in quanto concerne la costituzione del tribunale arbitrale e la procedura. E convenuto che da parte degli Stati Uniti i compromessi speciali saranno fatti dal presidente degli Stati Uniti con l'avviso e con il consenso del Senato.

## ART. III.

La presente convenzione è conclusa per un periodo di cinque anni a decorrere dalla data dello scambio delle ratifiche.

## ART. IV.

La presente convenzione sarà ratificata dal Governo di Sua

His Majesty the King of Italy in accordance with its constitution and laws; and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof. The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the Convention shall take effect on the date of the exchange of its ratifications.

Done in duplicate at the City of Washington in the Italian and English languages this twenty-eighth day of March in the year 1908.

Maestà il Re d'Italia in conformità alla sua costituzione ed alle sue leggi e dal Presidente degli Stati Uniti di America con l'avviso ed il consenso del Senato. Le ratifiche dovranno essere scambiate in Washington quanto più presto possibile e la convenzione andrà in vigore dalla data dello scambio delle ratifiche.

Fatto in doppio nella città di Washington, rispettivamente nelle lingue italiana ed inglese addì ventotto marzo dell'anno millenovecento ed otto.

(L. S.) ELIHU ROOT.

(L. S.) MAYOR.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — SUISSE

### Convention d'arbitrage signée à Washington le 29 février 1908. (1)

*(Publication officielle des Etats-Unis d'Amérique.)*

The Government of the United States of America and the Government of the Swiss Confederation, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;

Taking into consideration that by Article XIX of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbi-

Le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à la Haye le 29 juillet 1899;

Considérant que, par l'article XIX de cette Convention, les Hautes Parties contractantes se sont réservé le droit de conclure des Accords en vue du recours à l'arbitrage dans tous les cas qu'elles

(1) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 23 décembre 1908.

tration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment ;

Have authorized the Undersigned to conclude the following arrangement :

#### ART. I.

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of treaties existing between the two Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honor of the two Contracting States, and do not concern the interests of third parties.

#### ART. II.

In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure. It is understood that such special agreements on the part of the United States will be made by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of Switzerland, by the Federal Council of the Swiss Confederation, with the advice and consent of the Federal Assembly.

jugeront possible de lui soumettre ;

Ont autorisé les soussignés à conclure l'arrangement suivant :

#### ART. I.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des Traités existant entre les deux Parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899 à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

#### ART. II.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et les différentes phases de la procédure. Il est entendu que de tels compromis spéciaux seront, de la part de la Suisse, conclus par le Conseil fédéral de la Confédération suisse, avec l'avis et le consentement de l'Assemblée fédérale, et, de la part des Etats-Unis, par le Président des Etats-Unis, avec l'avis et le consentement du Sénat.



## ART. III.

The present Convention is concluded for a period of five years, dating from the day of the exchange of the ratifications.

## ART. III.

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq ans, à partir du jour de l'échange des ratifications.

## ART. IV.

The present Convention shall be ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and by the Government of the Swiss Confederation in accordance with its constitution and laws.

The ratifications of this Convention shall be exchanged at Washington as soon as possible, and it shall take effect on the date of the exchange of its ratifications.

Done in duplicate in the English and French languages, at Washington, this twenty-ninth day of February, in the year 1908.

ELIHU ROOT. [seal.]

L. VOGEL. [seal.]

## ART. IV.

La présente Convention sera ratifiée par le Gouvernement de la Confédération suisse conformément aux prescriptions de la constitution et des lois suisses, et par le Président des Etats-Unis, après y avoir été autorisé par le Sénat américain.

Les ratifications de cette Convention seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra, et elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Ainsi fait à Washington, en double expédition, en langues française et anglaise, le vingt-neuf février de l'an 1908.

(L. S.) L. VOGEL.

(L. S.) ELIHU ROOT.

## ESPAGNE — PORTUGAL

**Convention d'arbitrage signée à Lisbonne  
le 31 mai 1904. (1)**

(*Gaceta de Madrid*, 1909.)

El Gobierno de S. M. Católica y el Gobierno de S. M. Fidelísima, signatarios del Convenio para la solución pacífica de los conflictos internacionales, celebrado en El Haya el 29 de Julio de 1899 ;

(1) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne, le 27 février 1909.

Considerando que por el artículo 19 de ese Convenio, las altas partes contratantes se reservan la facultad de celebrar entre si acuerdos con el objeto de solventar por arbitraje todos los casos que por arbitraje puedan ser resueltos :

Considerando que a la cordialidad de sentimientos y propósitos que mutuamente animan a las dos naciones peninsulares, muy particularmente afecta cuanto eficazmente contribuya a estrechar y robustecer los lazos de amistad íntima, confirmar y dilatar cada vez mas las buenas relaciones políticas y económicas entre ellas existentes :

Considerando que, para la mas cabal realizacion de fin tan provechoso, deben concurrir poderosamente en la solucion de los desacuerdos y conflictos locales que en razon de la propia vecindad se produzcan, la mayor facilidad y presteza aconsejadas de modo casi excepcional, por la comunidad de intereses de las regiones limítrofes ;

Han autorizado a los infrascritos a firmar las siguientes disposiciones :

ARTICULO 1º. Las cuestiones de caracter jurídico o relativas a la interpretacion de los tratados o convenios vigentes que existan o lleguen a existir entre España y Portugal, naciones amigas y limítrofes, y que no puedan, desde luego resolverse por la via diplomática, serán sometidas a una Comision nombrada expresamente para ese fin por acuerdo previo ; y caso de no llegar a este acuerdo en tiempo que no exceda de un mes, después de haberse propuesto el nombramiento de esta Comision por una de las Altas Partes Contratantes, al Tribunal Permanente de Arbitraje constituido en El Haya en virtud del Convenio de 29 de Julio de 1899 ; con tal que dichas cuestiones no envuelvan nada que afecte a los intereses vitales, a la independencia o a la honra de los Estados contratantes o a los intereses de otro Estado.

ART. 2º. Cuando sea preciso nombrar arbitro dirimente, por no llegar a un acuerdo los miembros de la Comision prevista en el artículo anterior, debiera ser escogido por los Gobiernos interesados entre los Vocales del Tribunal Permanente de El Haya.

ART. 3º. En cada caso particular, antes de recurrir a la Comision designada en los artículos anteriores, o al Tribunal Permanente de Arbitraje, firmaran las altas partes contratantes un compromiso especial que claramente determine el punto en discusion, la extension de las facultades atribuidas al arbitro o arbitros y las condiciones que hayan de observarse en lo que se refiere a la constitucion del Tribunal, y a las varias fases del proceso arbitral.

ART. 4º. El presente Convenio durara cinco años; contados desde el dia del canje de las ratificaciones, y de no denunciarse por alguna de las partes con un año de antelacion a la fecha en que deben expirar sus efectos, quedara prorrogado por otros cinco años, y así sucesivamente.

Hecho, por duplicado, en Lisboa a 31 del mes de Mayo de 1904.

(L. S.) WENCESLAU DE SOUSA PEREIRA LIMA.

(L. S.) LUIS POLO DE BERNABÉ.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — NORVÈGE

**Déclaration relative au Traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes unis de Suède et de Norvège, faite à Christiania. le 2 novembre 1907. (1)**

<sup>140</sup>  
<sup>151</sup> (Overenskomst med fremmede stater 1908, n° 2.)

*Déclaration.*

Les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, déclarent qu'en conséquence de la dissolution de l'Union entre la Norvège et la Suède le traité conclu par la Norvège et la Suède avec la France et la Grande-Bretagne concernant l'intégrité des Royaumes Unis de Norvège et Suède, et signé à Stockholm le 21 Novembre 1855, a cessé de sortir ses effets en ce qui concerne leurs trois Gouvernements depuis la date de la susdite dissolution.

Fait en triple exemplaire.

Kristiana, le deuxième jour du mois de Novembre mil-neuf-cent-sept.

(L. S.) (s.) J. LOVLAND.

(L. S.) (s.) DELAUD.

(L. S.) (s.) W. G. MAX MÜLLER.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — SUÈDE

**Déclaration relative au Traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes unis de Suède et de Norvège, faite à Stockholm, le 23 avril 1908. (2)**

(Svensk Forfattnings-Samling 1908, n° 83.)

*Déclaration.*

Les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, déclarent que le traité conclu par la Suède et la Norvège avec la France

(1) Cf. le traité signé à Christiania le 2 novembre 1907, entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Norvège et la Russie, concernant la garantie de l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Norvège, dans *Archives diplomatiques*, 1908 (tome 107), n° 8, p. 179 et suiv.

(2) Cf. les Accords signés le 23 avril 1908, entre l'Allemagne, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède, dans *Arch. diplomatiques*, 1908, tome 107, n° 8, p. 181 et suiv.

et la Grande-Bretagne concernant l'intégrité de la Suède et de la Norvège et signé à Stockholm le 21 novembre 1855, a cessé de sortir ses effets en ce qui concerne leurs trois Gouvernements.

Fait en trois exemplaires.

Stockholm, le 23 avril 1908.

(L. S.) Eric TROLLE.

(L. S.) Rennel RODD.

(L. S.) Roger CLAUSSE.

## PAYS-BAS — PORTUGAL

### **Convention en vue de délimiter les frontières des possessions respectives des deux Etats dans l'île de Timor, signée à la Haye, le 1<sup>er</sup> octobre 1904. (1)**

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., reconnaissant la communauté d'intérêts qui existe entre leurs possessions dans l'Archipel de Timor et de Solor, et désirant arriver à une démarcation claire et exacte de ces possessions dans l'île de Timor, après avoir pris connaissance du résultat des travaux de la Commission mixte pour la régularisation des frontières néerlandaises et portugaises dans l'île de Timor, instituée par les Gouvernements respectifs en vertu de l'article II de la Convention conclue entre les Hautes Parties à Lisbonne le 10 juin 1893, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

MM. le Baron R. Melvil de Lynden, Son Ministre des Affaires étrangères et A. W. F. Idenburg, Son Ministre des Colonies,

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

M. le Comte de Sélir, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE I.

Les Pays-Bas cèdent le Maucatar au Portugal.

(1) Les ratifications ont été échangées à la Haye, le 29 octobre 1908.



## ART. 2.

Le Portugal cède aux Pays-Bas le Noimuti, le Tahakay et le Tamiru Ailala.

## ART. 3.

La limite entre O'Kussi-Ambenu, appartenant au Portugal et les possessions néerlandaises dans l'île de Timor est formée par une ligne :  
1° partant du point à l'embouchure de la Noël (rivière) Besi d'où le point culminant de Pulu-(île) Batek se voit sous un azimut astronomique de trente degrés quarante sept-minutes Nord-Ouest, suivant le thalweg de la Noël Besi, celui de la Noël Niema et celui de la Bidjael Sunan jusqu'à sa source ;

2° montant de là jusqu'au sommet Bidjael Sunan, et descendant par le thalweg de la Noël Miu Mavo jusqu'au point situé au Sud-Ouest du village Oben ;

3° de là passant à l'ouest de ce village par les sommets Banat et Kita jusqu'au sommet Nivo Nun Po ; de là suivant le thalweg des rivières la Nono Boni et la Noël Pasab jusqu'à son affluent le Nono Susu, et montant le Nono Susu jusqu'à sa source ;

4° passant le Klus (Crus) jusqu'au point où la frontière entre Abani et Nai Bobbo croise la rivière la Fatu Basin, et de là au point nommé Subina ;

5° descendant ensuite par le thalweg de la Fatu Basin jusqu'à la Kè An ; de là jusqu'au Nai Nao ;

6° passant le Nai Nao et descendant dans la Tut Nonie, par le thalweg de la Tut Nonie jusqu'à la Noël Ekan ;

7° suivant le thalweg de la Noël Ekan jusqu'à l'affluent le Sonau, par le thalweg de cet affluent jusqu'à sa source et de là à la rivière Nivo Nono ;

8° montant par le thalweg de cette rivière jusqu'à sa source, pour aboutir, en passant le point nommé Ohoè Baki, à la source de la Nono Balena ;

9° suivant le thalweg de cette rivière, celui de la Nono Nisé et celui de la Noël Bilomi jusqu'à l'affluent de celle-ci le Oè Sunan ;

10° à partir de ce point la limite suit le thalweg de l'Oè Sunan traverse autant que possible Nipani et Kelali (Keli), gagne la source de la Noël Meto et suit le thalweg de cette rivière jusqu'à son embouchure.

## ART. 4.

La partie de la limite entre O'Kussi-Ambenu et les possessions néerlandaises, visée à l'article 3 10°, sera arpentée et indiquée sur le terrain dans le plus court délai possible.

L'arpentage de cette partie et l'indication sur le terrain seront certifiés par un procès-verbal avec une carte à dresser en deux exemplaires qui

seront soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes; après leur approbation, ces documents seront signés au nom des gouvernements respectifs.

Ce n'est qu'après la signature de ces documents que les Hautes Parties contractantes acquièrent la souveraineté des régions mentionnées aux articles 1 et 2.

#### ART. 5.

La limite entre les possessions des Pays-Bas dans la partie occidentale et du Portugal dans la partie orientale de l'île de Timor suivra du Nord au Sud une ligne :

1° partant de l'embouchure de la Mota Biku (Silaba) par le thalweg de cette rivière jusqu'à son affluent le We Bedain, par le thalweg du We Bedain jusqu'à la Mota Asudaat (Assudat), par le thalweg de cette rivière jusqu'à sa source, et suivant de là dans la direction du Nord au Sud les coteaux du Kleek Teruïn (Klin Teruïn) et du Berénis (Birénis) Kakotun ;

2° puis jusqu'à la rivière Muda Sorun, suivant le thalweg de cette rivière et celui de la Tuah Naruk jusqu'à la rivière la Telau (Talaú) ;

3° suivant le thalweg de la Telau jusqu'à la rivière la Malibaka, par le thalweg de cette rivière, celui de la Mautilu, et celui de la Pepies jusqu'à la montagne Bulu Hulu (Bulu Bulu) ;

4° de là jusqu'au Karawa Kotun, du Karawa Kotun par le thalweg de la rivière la Marees (Lolu) jusqu'à la rivière la Tafara, par le thalweg de cette rivière jusqu'à sa source appelée la Mota Tiborok (Tibor), et montant de là au sommet Dato Miet et descendant à la Mota Alun ;

5° par le thalweg de la Mota Alun, celui de la Mota Sukaer (Sukar), et celui de la Mota Baukama, jusqu'à l'affluent de celle-ci, appelé Kalan-Féhan ;

6° passant les montagnes Tahi Fehu, Fatu Suta, Fatu Rusa, le grand arbre nommé Halifea, le sommet Uas Lulik. puis traversant la rivière la We Merak où elle reçoit son affluent We Nu, puis passant la grande pierre nommée Fatu Rokon, les sommets Fitun Monu, Debu Kasabauk, Ainin Matan et Lak Fuin ;

7° du Lak Fuin jusqu'au point où la Hali Sobuk se jette dans la Mota Haliboï et par le thalweg de cette rivière jusqu'à sa source ;

8° de cette source jusqu'à celle de la Mota Bebulu, par le thalweg de cette rivière jusqu'à la We Diek, montant aux sommets Ai Kakar et Takis, descendant dans la Mota Masin et suivant le thalweg de la Mota Masin et de son embouchure nommée Mota Talas.

#### ART. 6.

Sauf les dispositions de l'article 4, les limites décrites aux articles 3

et 5 sont tracées sur les cartes annexées à la présente Convention (1) et signées par les plénipotentiaires respectifs.

ART. 7.

Les territoires respectivement cédés seront évacués et l'administration en sera remise aux autorités compétentes dans les six mois après l'approbation du procès-verbal visé à l'article 4.

ART. 8.

Les archives, cartes et autres documents relatifs aux territoires cédés, seront remis aux nouvelles autorités en même temps que les territoires mêmes.

ART. 9.

La navigation sur les rivières formant limite sera libre aux sujets des deux Hautes Parties contractantes à l'exception du transport d'armes et de munitions.

ART. 10.

Lors de la remise des territoires cédés, des bornes en pierre indiquant l'année de la présente convention, d'une forme et d'une dimension convenables au but qu'elles sont destinées à remplir, seront plantées avec solennité à un endroit convenable de la côte près de l'embouchure des rivières nommées ci-après. Les bornes néerlandaises seront plantées sur les rives occidentales de la Mota Biku et de la Mota Masin et les bornes portugaises sur les rives orientales de ces rivières. Les quatre bornes en pierre seront fournies par le Gouvernement Néerlandais aux frais des deux gouvernements et le Gouvernement Néerlandais mettra un bâtiment de la marine royale à la disposition des autorités respectives pour la remise solennelle des territoires cédés et la plantation des bornes.

En outre la frontière, où elle n'est pas formée par des limites naturelles, sera d'un commun accord démarquée sur le terrain par les autorités locales.

ART. 11.

Sauf les dispositions de l'article 4 il sera dressé procès-verbal en langue française constatant la cession des territoires et la plantation des bornes.

Les procès-verbaux seront dressés en doubles exemplaires et signés par les autorités respectives des deux pays.

ART. 12.

La liberté des cultes est garantie de part et d'autre aux habitants des territoires échangés par la présente Convention.

---

(1) Non reproduites.

**ART. 13.**

Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement, en cas de cession soit en partie soit en totalité de leurs territoires ou de leurs droits de souveraineté dans l'Archipel de Timor et Solor, le droit de préférence à des conditions similaires ou équivalentes à celles qui auraient été offertes.

**ART. 14.**

Toutes questions ou tous différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, s'ils ne peuvent être réglés à l'amiable, seront soumis à la Cour Permanente d'Arbitrage conformément aux dispositions prévues au chapitre II de la Convention internationale du 29 juillet 1899 pour la solution pacifique des conflits internationaux.

**ART. 15.**

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible après l'approbation de la législature des deux Pays.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à La Haye, le 1<sup>er</sup> octobre 1904.

(L. S.)	BN. MELVIL DE LYNDEN.
(L. S.)	IDENBURG.
(L. S.)	CONDE DE SELIR.

**PAYS-BAS — PÉROU****Convention consulaire.**

(25 septembre 1907.) (1)

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

Des Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires du Pérou seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

---

(1) Echange des ratifications à Lima, le 23 septembre 1908.



## ART. 2.

Les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires du Pérou seront considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port de la colonie indiqué dans leur commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de cette colonie sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

## ART. 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouverneur de la Colonie, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la Colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

## ART. 4.

Les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur pays, avec la légende : « Consulat-général, Consulat, Vice-consulat ou Agence consulaire du Pérou ».

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

## ART. 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

## ART. 6.

Les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement Néerlandais que par l'entremise de l'Agent diplomatique accrédité à La Haye.

A défaut d'un tel agent, le Consul-général, Consul, Vice-consul ou

Agent consulaire peut en prouvant l'urgence faire lui-même la demande au Gouverneur de la Colonie, en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes ; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

ART. 7.

Le passeport délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les colonies et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la Colonie d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

ART. 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires péruviens naufragés sur les côtes d'une des colonies néerlandaises seront dirigées par les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents consulaires du Pérou.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

ART. 9.

Les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires péruviens, marchands ou de guerre, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires, et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou

d'un autre navire de la même nation. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal colonial ou métropolitain, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

#### ART. 10.

Lorsqu'un citoyen péruvien vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises, chargées d'après les lois de la Colonie de l'Administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

#### ART. 11.

Les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents consulaires du Pérou seront à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux, ou les autres autorités de la Colonie, ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que les personnes étrangères à l'équipage ne s'y trouvent mêlées.

#### ART. 12.

Pour autant qu'au Pérou les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires des Pays-Bas, les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires péruviens, qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction consulaire, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

#### ART. 13.

Les Consuls-généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires péruviens jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immu-

nités dans les colonies néerlandaises qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

#### ART. 14.

La présente Convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90<sup>e</sup> jour après l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de douze mois ou plus tôt si faire se peut.

A moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.

Faite en double exemplaire, français et espagnol, à Lima, le vingt-cinq septembre mil neuf cent sept.

### PÉROU — ÉTATS-UNIS

#### Convention d'arbitrage.

(5 décembre 1908.)

Por cuanto :

El cinco de diciembre de mil novecientos ocho se suscribio, en la ciudad de Washington, por el enviado extraordinario y ministro plenipotenciario del Peru en los Estados Unidos de America y el excelentísimo señor secretario de estado de dicha republica, la siguiente convencion de arbitraje entre ambos paises :

El gobierno de la republica del Peru, adherente al convenio de julio 29 de 1899, y signatario del de octubre 18 de 1907, ajustados en El Haya para el arreglo pacifico de conflictos internacionales, y el gobierno de los Estados Unidos de América, signatario de ambos convenios ;

Tomando en consideracion que con arreglo a los articulos XIX del convenio de 29 de julio de 1899, y XL del convenio de octubre 18 de 1907, las Altas Partes Contractantes se han reservado el derecho de ajustar acuerdos, con el objeto de acudir al arbitraje en todas las cuestiones que consideren posible someter a este procedimiento ;

Han autorizado a los infrascritos para concluir el siguiente convenio :

#### ARTICULO I.

Las diferencias de caracter legal o relativas a la interpretacion de tratados existentes entre las dos Partes Contratantes, que puedan sus-



citarse entre ambas y que no haya sido posible arreglar por la via diplomatica, seran sometidas al tribunal permanente de arbitraje establecido en El Haya por el convenio de 29 de julio de 1899, para el arreglo pacifico de conflictos internacionales y mantenido por el convenio de El Haya de 18 de octubre de 1907, siempre que y con tal que no afecten los intereses vitales, la independencia, o la honra de los Estados Contratantes y no atanan a los intereses de Terceras Partes.

## ARTICULO II.

En cada caso particular las Altas Partes Contratantes, antes de apelar al tribunal permanente de arbitraje, firmaran un compromiso especial que determine claramente la materia del litigioel alcance de los poderes de los arbitros, y los plazos que se fijen para la constitucion del tribunal arbitral y para sus procedimientos. Queda entendido que dichos acuerdos especiales, en lo que concierne al Peru, seran sometidos a las formalidades requeridas por su constitucion y leyes, y por lo que toca a los Estados Unidos, los llevara a cabo el presidente de los Estados Unidos con el consejo y consentimiento del senado.

## ARTICULO III.

Se concluye el presente acuerdo por un periodo de cinco anos y permanecera en vigor hasta un ano después de que cualquiera de las Partes haya notificado a la otra su terminacion.

## ARTICULO IV.

El presente convenio sera ratificado por el presidente del Peru, conforme a la constitucion y leyes del pais y por el presidente de los Estados Unidos de América de acuerdo y con el consentimiento del senado. Las ratificaciones de este convenio seran canjeadas en Washington tan pronto como sea posible, y sera efectivo desde la fecha del canje de sus ratificaciones.

Fecho, por duplicado, en lengua espanola e inglesa, en Washington, el dia 5 de diciembre del ano mil novecientos ocho.

ELIHU ROOT.

FELIPE PARDO.

---

Por tanto :

Y habiendo el congreso nacional aprobado, por resolucion numero mil setenta y tres, la preinserta convencion; en uso de las facultades que la constitucion me confiere, he venido en aceptarla, aprobarla y ratificarla, teniendola como ley del estado y comprometiendo para su observancia el honor nacional.

En fé de lo cual, afirmo la presente ratificacion, sellada con las

armas de la republica y refrendada por el ministro de estado en el despacho de relaciones exteriores, en Lima, el tres de mayo de mil novecientos nueve.

A. B. LEGUIA.

M. F. PORRAS.

---

Resolucion legislativa N° 1073.

*Lima, 11 de marzo de 1909.*

EXCMO. SENOR,

El congreso, en ejercicio de la atribucion 16 del articulo 59 de la constitucion, ha aprobado el tratado de arbitraje, firmado en Washington el 5 de diciembre de 1908, entre el enviado extraordinario y ministro plenipotenciario senor Felipe Pardo y el secretario de estado de Estados Unidos de America senor Root.

Lo comunicamos a VE para su conocimiento y demas fines.

Dios guarde a VE.

JUAN PARDO,  
*Presidente del congreso.*

D. MATTO,  
*Secretario del congreso.*

LIZAR LO FRANCO,  
*Prosecretario del congreso*

Al excelentisimo senor presidente de la republica.

---

*Lima, 11 de marzo de 1909.*

N° 137.

Cumplase, registrese, comuniquese y publíquese.

Rubrica de SE.

PORRAS.

---

## SUÈDE -- PORTUGAL

### **Convention d'arbitrage, signée à Lisbonne, le 6 mai 1905. (1)**

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à la Haye le 29 juillet 1899;

---

(1) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 23 octobre 1908.

Considérant que, par l'article 19 de cette Convention, les Hautes Parties Contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage dans tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre ;

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, pour arrêter les dispositions suivantes :

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

Monsieur Frédéric Hartvig Herman, Baron de Wedel Jarlsberg, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très Fidèle, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Olaf, Commandeur de Première Classe de l'Ordre de l'Etoile Polaire. Grand-Croix de l'Ordre du Christ et de Notre-Dame de la Conception de Villa Viçosa, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

Monsieur Antonio Eduardo Villaça, Pair du Royaume, Son Ministre et Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Grand-Croix des Ordres de Saint-Jacques, de la Couronne d'Italie, de Victoria de la Grande-Bretagne et Irlande, de la Légion d'Honneur, du Mérite Naval et de Isabel la Catholique d'Espagne, de l'Aigle Rouge de Prusse et de Saint-Sauveur de Grèce, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont Convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE I.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des Traités existant entre les Hautes Parties Contractantes, qui viendraient à se produire entre Elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour Permanente d'Arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à la Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

#### ART. II.

Dans chaque cas particulier les Hautes Parties Contractantes, avant de s'adresser à la Cour Permanente d'Arbitrage, signeront un Compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des Arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du Tribunal Arbitral et la procédure.

#### ART. III.

La présente Convention, qui sera ratifiée, est conclue pour une durée de cinq années à partir de l'échange des ratifications qui aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Fait à Lisbonne, en double exemplaire, le six mai mil neuf cent cinq.

(L. S.) F. WEDEL JARLSBERG.

(L. S.) ANTONIO EDUARDO VILLAÇA.

*Protocole de signature.*

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'Arbitrage conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés déclarent qu'il est entendu qu'il appartient à chacune des Hautes Parties Contractantes d'apprécier si un différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux ou son indépendance et par conséquent est de nature à être excepté de l'arbitrage obligatoire, et qu'il est en outre entendu que la Convention n'abroge pas les dispositions du premier alinéa de l'Article 16 du Traité de Commerce entre la Norvège et le Portugal, conclu à Lisbonne le 31 décembre 1895.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole de signature qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait à Lisbonne, en double exemplaire, le six mai mil neuf cent.

(L. S.)      F. WEDEL JARLSBERG.

(L. S.)      ANTONIO EDUARDO VILLAÇA.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### CHINE — JAPON

#### Le chemin de fer d'Antoung à Moukden.

##### I

*Note remise par l'Ambassadeur du Japon à Paris, le 6 août 1909,  
au Ministère des Affaires étrangères.*

Le gouvernement impérial du Japon construisit, au cours de la dernière guerre, un chemin de fer léger entre Moukden et Antoung, en Mandchourie. Ce chemin de fer construit à la hâte, dans un but exclusivement militaire et d'une manière inévitablement imparfaite, ne convenait pas au but ordinaire du commerce. Lorsque la ligne du chemin de fer du sud-mandchourien fut remise entre les mains du gouvernement du Japon, en vertu du traité de Portsmouth, la nécessité d'établir un trait d'union entre ladite ligne et le chemin de fer coréen se fit immédiatement sentir.

C'est pourquoi l'accord complémentaire du traité de Pékin de 1905 stipule dans son article 6 que le Japon a non seulement le droit de maintenir la ligne militaire dont il s'agit, mais aussi de l'améliorer pour la rendre apte au transport des marchandises, en un mot de transformer ce chemin de fer purement militaire en un chemin de fer commercial.

L'opposition de la Chine à remplir ses obligations contractuelles sur les bases que l'on doit considérer comme frivoles et déraisonnables, d'une part, et la nécessité dans laquelle se trouve le Japon de procéder en toute circonstance à l'amélioration de la ligne en question, d'autre part, ont amené le gouvernement japonais à penser qu'il n'est pas inutile d'expliquer la situation qui a dû entraîner la solution dont il sera parlé ci-après.

Le chemin de fer militaire qui existe entre Moukden et Antoung a une longueur de 188 milles et une largeur de 2 pieds et 6 pouces.

Etant donné l'impossibilité où l'armée japonaise se trouvait de

construire, faute de temps, des tunnels et des ponts, ce chemin de fer est plein de détours énormes, de pentes escarpées et de courbes très courtes et presque aiguës. Il s'ensuit naturellement de grands dangers, notamment de fréquents déraillements.

De là aussi l'extrême faiblesse de la capacité du tirage des locomotives ; trois ou quatre petites voitures pour voyageurs ou marchandises constituent le plus grand train. Et même un train si insignifiant doit être divisé en deux ou plusieurs fractions dans les endroits où les pentes sont quelque peu rapides. La vitesse en est inévitablement très petite, sans parler de l'impossibilité de mettre le train en marche la nuit. Cela nécessite deux jours entiers entre Moukden et Antoung, qui se trouvent à une si petite distance l'une de l'autre.

Ce fut en vue de faire disparaître de pareils défauts et dans le but d'adapter la voie aux conditions requises du commerce auquel elle est destinée quand elle aura cessé d'être nécessaire à l'usage militaire, que la clause de l'amélioration (art. 6) a été insérée dans ledit accord complémentaire du traité de Pékin. Quand la ligne de Moukden-Antoung et Fusan (port coréen en face du Japon) sera faite, une nouvelle route intercontinentale sera créée entre l'Europe d'un côté et le Japon et l'Extrême-Orient en général de l'autre côté.

Cette route aura le grand avantage de réduire le voyage en mer à dix heures seulement. Pour que cette route soit utile et efficace, il faut toutefois qu'elle possède partout la même largeur de voie dans les réseaux sud-mandchourien et coréen, dont le chemin de fer de Moukden-Antoung devra servir de trait d'union. Les améliorations absolument nécessaires comprennent le percement de tunnels, le changement de voies d'après le type en usage, la construction de ponts et le redressement de la ligne. Quand ce plan nécessaire sera exécuté, la durée du voyage entre Moukden et Antoung, qui est de deux jours pleins, sera de huit à neuf heures. C'est dans ces conditions seulement que l'efficacité de la ligne sera obtenue. Sinon, la ligne restera toujours sans aucune valeur commerciale.

En conséquence, le gouvernement du Japon a, avec le gouvernement de Chine, ouvert, il y a bien longtemps, des négociations privées, en vue de faire le plus tôt possible le chemin de fer Moukden-Antoung, utile comme trait d'union entre les systèmes sud-mandchourien et coréen dans la grande route intercontinentale sus-mentionnée.

Toutefois, vu l'insuccès complet de ce procédé, le gouvernement du Japon a officiellement proposé en janvier dernier au gouvernement chinois d'envoyer sur les lieux les commissaires chargés d'examiner la ligne comme il est d'ailleurs stipulé dans le traité de Pékin. Le dernier gouvernement ayant accepté cette proposition, les commissaires des deux pays se sont rendus sur place et sont tombés d'accord au commencement d'avril dernier, et ont dressé en commun un arpentage de la voie projetée à l'exception d'une petite section d'une vingtaine de milles de longueur entre Moukden et Chen-Haiang-Tung. Le résultat

de ces travaux a été immédiatement transmis au gouvernement de Chine.

En vue de l'étude complémentaire nécessaire pour la section entre Moukden et Chen-Haiang-Tung, le gouvernement du Japon, désireux d'éviter un retard inutile, a proposé de commencer les travaux de la ligne se trouvant à l'est de ladite section qui sera laissée, comme l'objet d'un règlement futur, et a annoncé son intention d'acheter les terrains nécessaires.

Cependant, le gouvernement de Chine, recourant à sa politique bien connue de temporisation et d'obstruction, éludait la juste demande du Japon, tout en soulevant les questions connexes au sujet de la police dans la zone de chemin de fer, et le retrait des gardes de chemin de fer. Le gouvernement du Japon, basé sur le principe de la justice et de la saine raison, a plusieurs fois engagé le gouvernement de Chine à accepter ses demandes. Enfin ce dernier gouvernement lui a envoyé le 24 juin dernier une réponse. Si le gouvernement du Japon acceptait cette réponse, les stipulations de l'article 6 du traité complémentaire de Pékin se trouveraient entièrement annulées, la valeur du chemin de fer Moukden-Antoung, détruite de fond en comble.

Cette réponse reconnaît non seulement le résultat de l'examen collectif des commissaires des deux gouvernements, mais elle soulève de nouveau les questions de police et des gardes, sans parler d'autres questions secondaires se prêtant très bien à des négociations indépendantes et séparées. Elle déclare que les travaux d'amélioration doivent être limités à la voie existante et qu'aucune extension de voie n'est permise.

Le gouvernement impérial du Japon, ayant une profonde répugnance à prendre des mesures de nature à nuire aux bonnes relations des deux pays, s'est borné jusqu'ici à faire tout son possible pour amener la Chine à reconnaître une fois de plus l'injustice de son opposition et à prendre les dispositions conformes à l'intention évidente des deux parties signataires de l'accord de 1905. Plus d'un mois s'est déjà écoulé depuis la réception de ladite note du 24 juin ; mais le gouvernement chinois s'obstine toujours à maintenir son attitude foncièrement intransigeante qui ne promet rien, si ce n'est qu'une négociation vaine et inutile.

Dans ces conditions, le gouvernement impérial du Japon se voit, à contre-cœur, dans l'obligation d'agir personnellement. Il va donc procéder, sans plus attendre la collaboration des autorités chinoises, à des travaux de reconstruction et d'amélioration du chemin de fer en question, conformément à ses droits basés sur les traités, et suivant le plan collectif dressé par les commissaires des deux gouvernements.

## II

*Note reçue par le Ministre du Japon à Pékin, le 7 août,  
à 5 h. 1/2 de l'après-midi.*

(Résumé)

1° Comme la question des chemins de fer mandchouriens intéresse également la Chine, le gouvernement de Pékin a éprouvé le besoin d'envoyer ses commissaires sur les lieux, afin d'examiner les modifications nécessaires au chemin de fer Antoung-Moukden. De plus, il a donné des instructions péremptoires au vice-roi de Moukden, à l'effet de négocier cette question avec le consul général du Japon. Mais les réponses de ce dernier n'ont pas été faites assez vite, toutes les fois qu'il y avait des questions à examiner. Il ne serait pas juste de faire incomber à la Chine seule la responsabilité du retard.

2° Le gouvernement chinois consent très volontiers à ce que le chemin de fer en question soit rendu parfaitement apte aux nécessités commerciales de toutes les nations et à ce que les moyens de communications entre l'Orient et l'Occident soient assurés.

La seule question est de savoir jusqu'à quel degré le chemin de fer doit être amélioré. Mais le gouvernement chinois ne s'oppose pas à l'élargissement de la voie et à la rectification de la ligne, si la nécessité technique de cette modification est démontrée. C'était d'ailleurs l'intention du gouvernement chinois, dès le commencement de l'affaire. Le Japon aurait ainsi pu éviter d'agir personnellement.

3° Le gouvernement chinois désire que la voie soit élargie de manière à avoir le même écartement que la ligne Pékin-Moukden, et que la rectification de la ligne soit déterminée d'un commun accord par les commissaires des deux pays.

4° Ces deux points importants ayant été déterminés, les détails en seront facilement réglés à la satisfaction de votre gouvernement, que nous prions de vouloir bien donner à votre consul général à Moukden des instructions à l'effet de reprendre immédiatement les négociations avec notre vice-roi, conformément à l'esprit du traité et aux principes ci-dessus énoncés, afin d'arriver dans le plus bref délai à un résultat définitif.

5° Quant à la question des gardes du chemin de fer, et à la police dans la zone de ce chemin de fer, la Chine ne peut consentir à ce que le Japon s'en occupe exclusivement.



## III

*Note du Ministre du Japon à Pékin, adressée au Wai-Wou-Pou,  
en date du 8 août 1909.*

## (Résumé)

1° Le gouvernement japonais est pleinement satisfait des déclarations contenues dans la première et la deuxième parties de la note chinoise.

2° Comme le gouvernement japonais a toujours eu l'intention d'élargir le chemin de fer Antoung-Moukden de manière à lui donner l'écartement du chemin de fer sud-mandchourien, écartement identique à celui du chemin de fer Pékin-Moukden, il est parfaitement satisfait de la proposition formulée à ce sujet par le gouvernement chinois.

3° Comme les commissaires des deux pays sont déjà tombés d'accord, dans le courant d'avril dernier, il ne serait plus nécessaire de procéder de nouveau au même travail ; étant donné, d'autre part, l'urgence absolue de commencer les travaux de reconstruction à cause de l'hiver rigoureux, qui se présente de très bonne heure dans ces régions, le gouvernement japonais demande instamment au gouvernement chinois de sanctionner sans retard le tracé établi par les commissaires sino-japonais.

4° Le gouvernement japonais donnera immédiatement à son consul général à Moukden les instructions nécessaires, pour l'achat des terrains et pour d'autres questions de détail concernant l'amélioration de la voie ferrée Antoung-Moukden.

\*  
\* \*

Le ministère des affaires étrangères de Chine a communiqué à l'agence d'Extrême-Orient à Bruxelles la note suivante sur le conflit sino-japonais :

Pékin, 11 août.

En décembre 1905, la Chine et le Japon ont conclu un traité, consécutif au traité de Portsmouth. Un point de ce traité stipule que la Chine accepte que le Japon améliore le chemin de fer léger Antoung-Moukden de manière à le rendre apte aux transports commerciaux, avec droit pour la Chine de racheter ce chemin de fer quinze ans après. Le traité déclare en outre que le Japon devra commencer les travaux d'amélioration dans un délai de deux ans. Des délégués seront nommés de part et d'autre afin d'étudier de commun accord les transformations nécessaires. Enfin, la Chine aura le droit, quand les travaux seront commencés, de faire surveiller ces travaux pour s'assurer s'ils sont exécutés conformément aux plans acceptés par

elle, et quand les travaux seront terminés, la Chine aura le droit de surveiller l'administration du chemin de fer.

Or, le gouvernement japonais a laissé passer le délai de deux ans. C'est seulement au printemps de 1909 qu'il a ouvert des négociations avec le gouvernement chinois. La Chine pouvait considérer le Japon déchu de son droit de transformation, mais par esprit de conciliation et de courtoisie, elle n'en a rien fait, et a accepté de discuter la question sur la base du traité. Le ministre des communications a délégué un fonctionnaire, qui de concert avec un délégué japonais devait, sur le terrain, déterminer la nature des transformations. De plus, le gouvernement chargeait le vice-roi de Moukden d'étudier, avec le consul japonais de cette ville, toutes les questions connexes.

Le consul japonais évita toujours de s'expliquer exactement sur deux points essentiels :

1° La Chine disait que le Japon ne pourrait placer des troupes le long de la ligne.

2° La police de la zone du chemin de fer serait faite exclusivement par le gouvernement chinois.

Les tergiversations et réticences des fonctionnaires japonais provoquèrent la longueur, puis la suspension des négociations.

Tout à coup, le 6 août, le gouvernement japonais remettait une note au waï-wou-pou, où l'on s'efforçait de rejeter sur la Chine la responsabilité du retard. La Chine, disait cette note, veut suivre une politique de temporisation que le Japon ne peut accepter. Le gouvernement japonais ne peut attendre davantage le règlement de la question en litige. En conséquence, il décide de commencer immédiatement les travaux... Aussitôt le waï-wou-pou a protesté dans les termes suivants :

« Le traité de 1905 dit que le chemin de fer peut être amélioré en vue de buts commerciaux. Le gouvernement chinois considère que la situation économique de la contrée desservie n'exige en rien l'élargissement de la voie. Le Japon demande en outre des changements dans le tracé, ce qui n'est pas prévu au traité. Néanmoins, la Chine accepte l'élargissement de la voie et la modification du parcours par esprit de conciliation. Depuis plusieurs mois, elle était disposée à accepter ces points après l'étude du terrain faite par deux délégués des deux pays.

« Mais la Chine met une condition à cet accord : la largeur de la voie nouvelle sera la même que celle du chemin de fer de Pékin à Moukden, afin de permettre à la Chine d'y faire rouler ses trains après le rachat. Quant à la modification du parcours, on ne fera que ce qui est absolument nécessaire. Il ne peut s'agir de créer une ligne nouvelle.

« Sur la question des troupes, la Chine rappelle qu'elle a accepté que des gardes japonaises soient placées sur la ligne de Chang-Choun à Port-Arthur. Mais il ne peut en être de même sur la ligne Antoung-

Moukden, ni sur aucune autre ligne. De plus, la police de la zone doit être faite par la Chine.

« La Chine n'apporte donc aucun mauvais vouloir dans l'examen de cette question. Elle a toujours clairement indiqué et maintenu ses intentions. Elle n'a aucune responsabilité dans le retard dont se plaint le gouvernement japonais. »

Donc, le Japon a laissé passer le délai stipulé au traité. Néanmoins la Chine a consenti à ne point se prévaloir de ce fait. En outre, il n'y a nulle nécessité économique à élargir la voie. Néanmoins, la Chine a accepté cette transformation essentielle. Enfin, le Japon a voulu la modification du tracé. La Chine a encore accepté sans que le traité l'y oblige. Elle a montré tout l'esprit de conciliation dont elle est animée dans le présent débat.

Le Japon a-t-il montré le même esprit de conciliation ? N'a-t-il pas agi en dehors de l'esprit et de la lettre du traité de 1905 ? L'intérêt qu'il a dans cette affaire n'est-il pas un intérêt purement stratégique et non économique ?

A quiconque juge avec équité, il apparaîtra que le Japon a tenté une agression injustifiée. Déjà, dans la question du Sud-Mandchourien, le Japon a menacé plusieurs fois les droits territoriaux de la Chine. Il a essayé de prendre peu à peu des droits nouveaux non spécifiés dans les traités. Dans le cas actuel, l'atteinte aux droits de la Chine est flagrante.

Le Japon a adressé une note aux puissances. La Chine s'adresse aux puissances à son tour. Elle a conscience d'avoir défendu son droit légitime. Elle a conscience d'avoir défendu aussi le véritable intérêt des puissances contre les prétentions du Japon. L'intérêt des puissances est qu'aucune d'entre elles ne prenne une situation privilégiée en Mandchourie. La Chine continuera dans la voie qu'elle a suivie jusqu'ici, inspirée par la conscience de son droit, et en esprit d'entière fidélité aux traités. Elle refuse de reconnaître au Japon le droit de placer de nouvelles troupes en Chine et d'y exercer la police. Mais elle apportera dans les négociations en cours patience et longanimité.

---

## MAROC

### **La note de protestation chérifienne.**

Le 22 septembre 1909 les interprètes du corps diplomatique ont terminé la traduction officielle de la note chérifienne relative à l'action espagnole dans le Rif. En voici le résumé :

Moulaï Hafid récapitule tous les événements qui ont précédé la rupture des hostilités avec les Rifains. A son avis l'occupation du Cap-de-l'Eau qu'il considère injustifiée en raison de la distance qui le sépare de Melilla, serait la première cause de l'insurrection du Rif. L'exaspération des indigènes s'aggrava du fait de la prise des mines de Beni-Bou-Ifrou, de la sortie des troupes espagnoles, de l'attaque des Kbdana et des incursions des troupes de Ceuta dans le territoire des Andjera.

Interrogé sur ces événements, le ministre d'Espagne avait déclaré au sultan qu'il se proposait de les régler au cours de son ambassade à Fez. « Ces questions, poursuit la note chérifienne, furent en effet examinées à Fez. Le sultan demanda le retrait des troupes de Mar-Chica et du Cap-de-l'Eau. Le ministre espagnol ayant répondu qu'il manquait d'instruction sur ce point, Moulaï Hafid estima que dans ces conditions il convenait de les laisser en suspens jusqu'à ce qu'une ambassade marocaine se rendit à Madrid. Le ministre d'Espagne avait demandé à cette occasion le privilège de l'exploitation des mines. Cette demande fut ajournée en attendant l'élaboration du règlement minier prévu par l'acte d'Algésiras. »

Le makhzen déclara qu'il était sûr que des troubles se produiraient si l'on entreprenait hâtivement l'exploitation minière. Immédiatement après le voyage à Fez du ministre d'Espagne, des travaux de routes furent entrepris entre Ceuta et Tétouan. Le makhzen demanda des explications. Le chargé d'affaires d'Espagne répondit que les routes en question étaient faites par les indigènes. Le gouverneur de Ceuta leur prêtait simplement son appui.

Le makhzen devant cette réponse, fit des réserves tendant à dégager sa responsabilité. Après ce fait, le gouverneur de Melilla convoqua les notables du Rif et les informa qu'il avait autorisé la reprise des travaux miniers. Ces notables firent inutilement des objections. Ils en référèrent au sultan, qui leur répondit de rester tranquilles et de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre l'Espagne.

Le makhzen appela immédiatement l'attention du chargé d'affaires d'Espagne sur les conséquences éventuelles de cette plainte des Rifains et de la présence de troupes espagnoles dans leur pays. Cette démarche n'eut aucun résultat.

Tous les efforts du makhzen tendaient d'ailleurs à obtenir la suspension des travaux d'exploitation minière jusqu'à ce que la mission marocaine à Madrid s'entendît à ce sujet avec le gouvernement espagnol. Malgré ces précautions, des événements râcheux pour les deux gouvernements se produisirent et on a dû déplorer l'effusion du sang des deux côtés.

Le chargé d'affaires espagnol se plaignit des procédés des Rifains. Le makhzen lui rappela qu'en ce qui le concernait il n'avait rien négligé pour éviter ces faits regrettables. Il écrivit en même temps aux notables du Rif, les exhortant au calme en attendant l'arrivée chez eux des envoyés chérifiens porteurs d'instructions verbales du sultan.



Enfin, après ce long exposé, la note dit que la conduite du makhzen s'est constamment inspirée au cours de ces événements du souci de renforcer et d'améliorer ses relations d'amitié avec le gouvernement espagnol. Il a voulu en même temps assurer le respect des droits de tous établis par les traités et les conventions. Rien ne justifierait dès lors la concentration si considérable de troupes à Melilla.

---

### **Conférence internationale concernant la réglementation de la circulation des automobiles. — Protocole de clôture.**

(11 octobre 1909.)

La Conférence internationale concernant la réglementation des automobiles a clôturé ses travaux le 11 octobre 1909 19 États y étaient représentés. Les délégués de l'Allemagne, de la Bulgarie, de la France, de l'Italie, de la principauté de Monaco, du Montenegro, Roumanie et Serbie ont signé la convention contenue dans le protocole de clôture, dont ci-dessous nous donnons le texte. Les délégués de l'Autriche et Hongrie, de l'Espagne, de la Hollande, de la Grande-Bretagne, du Luxembourg, de la Suède, de la Suisse, de la Russie et de la Grèce, référeront à leurs gouvernements respectifs.

Voici le texte du projet de convention ci-dessus mentionnée :

#### **TEXTE DU PROJET DE CONVENTION**

##### **I. — Conditions à remplir par les automobiles pour être admises à circuler sur la voie publique.**

Toute automobile, pour être admise internationalement à circuler sur la voie publique, doit, ou bien avoir été reconnue apte à être mise en circulation, après examen devant l'autorité compétente ou devant une association habilitée par celle-ci, ou bien appartenir à un type agréé de la même manière.

L'examen doit porter notamment sur les points suivants :

1° Les appareils doivent être d'un fonctionnement sûr et disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger d'incendie ou d'explosion ; à ne pas effrayer par le bruit les bêtes de selle ou de trait ; à ne constituer aucune autre cause de danger pour la circulation et à ne pas incommoder sérieusement les passants par la fumée ou la vapeur.

2° L'automobile doit être pourvue des appareils suivants :

a) d'un robuste appareil de direction qui permette d'effectuer facilement et sûrement les virages ;

b) de deux systèmes de freinage, indépendants l'un de l'autre et suffisamment efficaces. L'un au moins de ces systèmes doit être à action rapide, agir directement sur les roues ou sur des couronnes immédiatement solidaires de celles-ci ;

c) d'un mécanisme qui puisse empêcher, même sur les côtes raides, tout mouvement en arrière, si l'un des systèmes de freins ne remplit pas cette condition.

Toute automobile dont le poids à vide excède 350 kilogrammes doit être munie d'un dispositif tel que l'on puisse du siège du conducteur, lui imprimer un mouvement de recul au moyen du moteur.

3° Les organes de manœuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner d'une manière sûre sans cesser de surveiller la route.

4° Toute automobile doit être pourvue de plaques indiquant la maison qui a construit la voiture et le numéro de fabrication du châssis, la puissance en chevaux-vapeur du moteur ou le nombre et l'alésage des cylindres et le poids à vide de la voiture.

## II. — *Conditions à remplir pour les conducteurs d'automobiles.*

Le conducteur d'une automobile doit avoir les qualités qui donnent une garantie satisfaisante pour la sécurité publique.

En ce qui concerne la circulation internationale, nul ne peut conduire une automobile sans avoir reçu à cet effet une autorisation délivrée par une autorité compétente ou par une association habilitée par celle-ci, après qu'il aura fait la preuve de son aptitude.

L'autorisation ne peut être accordée à des personnes âgées de moins de dix-huit ans.

## III. — *Délivrance et reconnaissance des certificats internationaux de route.*

En vue de certifier, pour la circulation internationale que les conditions prévues dans les articles I et II sont remplies, des certificats internationaux de route seront délivrés d'après le modèle et les indications joints en annexe à la présente convention.

Ces certificats seront valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance. Les indications manuscrites qu'ils contiendront seront toujours écrites en caractères latins ou cursives anglaises.

Les certificats internationaux de route délivrés par les autorités d'un des Etats contractants ou par une association habilitée par celles-ci avec le contre-seing de l'autorité, donneront libre accès à la circulation dans tous les autres Etats contractants et y seront reconnus comme valables sans nouvel examen.

La reconnaissance des certificats internationaux de route pourra être refusée ;

1° S'il est évident que les conditions dans lesquelles ils ont été délinquants d'après les principes des articles I et II ne sont pas remplies ;

2° Si le possesseur ou le conducteur d'automobile n'a pas la nationalité d'un des Etats contractants.

#### IV. — *Disposition des numéros d'immatriculation sur les automobiles.*

Aucune automobile ne sera admise à passer d'un pays dans un autre si elle ne porte en évidence, à l'arrière, outre une plaque nationale numérotée, une plaque distinctive munie de lettres établissant sa nationalité. Les dimensions de cette plaque, les lettres, ainsi que leurs dimensions, sont fixées dans un tableau annexé à la présente convention.

#### V. — *Appareils avertisseurs.*

Toute automobile doit être munie d'une trompe à son gré pour produire un signal d'avertissement. En dehors des agglomérations il est permis de recourir en outre à l'emploi d'autres avertisseurs, conformes aux règlements et aux usages du pays.

Toute automobile devra être munie, dès la chute du jour, de deux lanternes à l'avant et d'un feu à l'arrière, ce dernier capable de rendre lisibles les signes des plaques. La route doit être éclairée à l'avant sur une distance suffisante, mais l'emploi de lumières aveuglantes est toujours interdit dans les agglomérations urbaines.

#### VI. — *Dispositions particulières aux motocycles et aux motocyclettes.*

Les stipulations de la présente convention sont applicables aux motocycles à trois roues et aux motocyclettes, sous réserve des modifications suivantes :

1° Le mécanisme destiné à empêcher la dérive en arrière, visé au 2° de l'article I, sous la lettre c) n'est pas exigé non plus que le mécanisme de marche en arrière.

2° L'éclairage pourra être réduit à une seule lanterne, placée à l'avant du motocycle ou de la motocyclette.

3° En ce qui touche les motocycles et les motocyclettes, la plaque distinctive de la nationalité mesurera seulement 18 centimètres dans le sens horizontal et 12 centimètres dans le sens vertical ; les lettres mesureront 8 centimètres de hauteur, la largeur de leurs traits étant de 10 millimètres.

4° La trompe des motocycles et des motocyclettes sera à son gré.

#### VII. — *Croisement et dépassement des véhicules.*

Pour croiser ou dépasser d'autres véhicules, les conducteurs d'automobiles doivent se conformer rigoureusement aux usages des localités où ils se trouvent.

VIII. — *Pose de plaques indicatrices sur la voie publique.*

Chacun des Etats contractants s'engage à veiller, dans la mesure de son autorité, à ce que le long des routes, il ne soit posé pour signaler des passages dangereux que les signaux dont le tableau est joint en annexe à la présente convention.

Toutefois, des modifications pourront être apportées à ce système, d'un commun accord par les gouvernements des Etats contractants.

A ce système de signaux, il y a lieu d'ajouter un signal avertisseur de bureau de douane et commandant l'arrêt, ainsi qu'un autre signal avertisseur de bureau de péage et d'octroi.

Les gouvernements veilleront également à l'observation des principes suivants :

1° Il n'y a pas lieu, en général, de signaler par des plaques indicatrices les obstacles situés dans les agglomérations ;

2° Les plaques doivent être posées à 250 mètres environ du passage à signaler à moins que la disposition des lieux ne s'y oppose. Lorsque la distance du signal à l'obstacle diffère très notablement de 250 mètres, des dispositions spéciales seront prises ;

3° Les plaques indicatrices doivent être posées perpendiculairement à la route.

IX. — *Dispositions générales.*

Le conducteur d'une automobile circulant dans un pays est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs à la circulation sur les voies publiques, en vigueur dans ledit pays.

Un extrait de ces lois et règlements pourra être remis à l'automobiliste, à l'entrée dans un pays, par le bureau où sont accomplies les formalités douanières.

. . . . .

## ANNEXE C.

La marque distinctive du pays d'origine est constituée par une plaque ovale de 0,30 cent. de largeur sur 0,18 cent. de hauteur, portant une ou deux lettres peintes en noir sur fond blanc.

Les lettres sont formées de caractères latins majuscules. Elles ont au minimum 10 cent. de hauteur ; leurs traits ont 15 m/m d'épaisseur.

Les lettres distinctives pour les différents pays sont les suivantes :

Allemagne, *D.* — Autriche, *A.* — Belgique, *B.* — Espagne, *E.* — Etats-Unis, *U S.* — France, *F.* — Grande-Bretagne, *G B.* — Grèce,



G R. — Hongrie, H. — Italie, I. — Montenegro, M N. — Monaco,  
M C. — Pays-Bas, N L. — Portugal, P. — Russie, R. — Roumanie,  
R M. — Serbie, S B. — Suède, S. — Suisse, C H.

---

ALLEMAGNE — BELGIQUE — ESPAGNE — ÉTAT INDÉPEN-  
DANT DU CONGO — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE —  
ITALIE — PAYS-BAS — PORTUGAL — RUSSIE — SUÈDE.

**Actes de la Conférence pour la révision du régime des  
spiritueux en Afrique; réunie à Bruxelles du 16 octobre  
au 3 novembre 1906.**

*Protocole n° I.*

Séance du 16 octobre 1906.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Etat Indépendant du Congo, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie et de la Suède, ayant résolu de procéder à la révision du régime des spiritueux prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention du 8 juin 1899, leurs Plénipotentiaires se sont réunis en conférence à Bruxelles, le mardi 16 octobre 1906, à 3 heures.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Gohring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrso, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

Les Gouvernements avaient désigné en outre comme délégués :

M. Schmidt, Conseiller aulique à Berlin.

M. Duchêne, Sous-Directeur à la Direction des Affaires d'Afrique, au Ministère des Colonies à Paris.

M. Macchia, Directeur des Douanes et des Ports de la Colonie Erythrée.

M. H. Damsté, Inspecteur général, Chef de la Division des droits d'entrée et des accises, au Ministère des Finances à La Haye.

M. le Lieutenant-colonel d'Etat-major de l'armée portugaise, Garcia Rosado.

Avant la séance, M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères, a souhaité la bienvenue aux Plénipotentiaires et Délégués en ces termes :

MESSIEURS,

Je me félicite d'avoir pour la seconde fois l'honneur de souhaiter la bienvenue aux représentants des Puissances qui, dans une pensée humanitaire et désintéressée, se préoccupent d'améliorer le sort des populations de l'Afrique centrale.

Comme vous le savez, Messieurs, la présente Conférence a un programme bien défini. Elle se réunit en exécution de l'article I<sup>er</sup> de l'Acte du 8 juin 1899. Le délai de six années prévu dans ce texte étant expiré, le Gouvernement Royal vous a invités à examiner, d'après les résultats obtenus, quelles sont les mesures qu'il y aurait lieu de prendre en vue d'atteindre plus complètement le but poursuivi par les Etats signataires de cette Convention internationale.

Une noble tâche vous est dévolue, Messieurs. Je me bornerai pour la préciser à rappeler les paroles de l'homme éminent qui présida les travaux de la première conférence pour la révision du régime des spiritueux :

« L'intérêt attaché à notre mission, disait le Baron Lambermont, « ne saurait se mesurer sur la simple comparaison entre tel ou tel droit « de douane. Envisagé à un point de vue plus élevé, il est l'un des « éléments ou des facteurs de cette grande croisade qui honorera l'époque « contemporaine et qui poursuit la rédemption et la civilisation des « races malheureuses de l'Afrique. »

Esclaves de leurs instincts, les populations primitives, ignorantes et barbares, sont trop faibles pour résister à des passions qui restent un danger pour les nations les plus avancées dans la voie du progrès.

Il ne faut pas que la civilisation, à côté des bienfaits qu'elle apporte, paraisse engendrer des maux qui en soient inséparables. Il ne faut pas que sa marche soit ralentie par le terrible fléau de l'alcoolisme, qui abaisse l'être humain qu'elle doit relever, flétrissant son intelligence, énervant sa volonté et ruinant son corps.

Je forme des vœux, Messieurs, pour le succès de vos travaux. Le pays, qui s'honore de vous offrir l'hospitalité, ne négligera rien pour faciliter votre tâche.

*M. de Giers*, Ministre de Russie, répond :

MONSIEUR LE MINISTRE,

En ma qualité de doyen des Ministres plénipotentiaires présents accrédités près S. M. le Roi des Belges, j'ai l'honneur de remercier Votre Excellence, de la part de tous mes Collègues de la Conférence, des paroles si gracieuses de bienvenue qu'Elle a bien voulu nous adresser.

Notre Conférence forme suite à celles tenues en 1889 et 1899. Son but d'améliorer la condition de la race indigène en Afrique est profondément humanitaire. Un nom glorieux s'y attache, c'est celui de feu le

Baron Lambermont, qui a présidé, avec une si rare distinction, aux précédentes réunions. J'ai eu l'honneur, ainsi que mon Collègue de France, de faire partie de la Conférence de 1889, présidée par M. le Baron Lambermont.

Personne ne saurait mieux le suppléer, éclairer nos travaux par sa haute compétence, que M. Capelle ; aussi, nous le prions de vouloir bien accepter la présidence de nos réunions.

M. le Ministre des Affaires Etrangères s'étant retiré, la Conférence entre dans la salle réservée à ses délibérations.

*M. le Président s'exprime en ces termes :*

Je remercie infiniment M. le Ministre de Russie, à l'égard de qui j'ai déjà contracté tant d'obligations, d'avoir bien voulu proposer de me confier les fonctions de Président de la Conférence et MM. les Plénipotentiaires de s'être unanimement ralliés à cette proposition.

Il ne m'est pas permis de décliner un honneur qui s'adresse à mon Pays.

Je ne sais que trop, Messieurs, que je n'ai à vous apporter que ma bonne volonté, mais je sais aussi, par expérience, que votre bienveillant concours et votre indulgence suppléeront à tout ce qui me manque.

Il entrera sans doute dans vos vues, Messieurs, de compléter le Bureau et de maintenir en fonctions les anciens secrétaires de la Conférence : MM. Ch. Seeger et le comte A. de Robiano, directeurs au Ministère des Affaires Etrangères. Je crois également aller au-devant de vos désirs en demandant à M. F. Percy Charles Wyndham, premier secrétaire de la Légation Britannique, de vouloir bien remplir les mêmes fonctions en remplacement de M. Raikes. M. Heptia, chef de bureau au Ministère des Affaires Etrangères, pourrait, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, être nommé secrétaire adjoint.

En inaugurant la Conférence de 1899, le Baron Lambermont, après avoir souhaité la bienvenue à MM. les Plénipotentiaires présents, reportait avec émotion sa pensée et ses regrets vers ceux qui avaient pris part aux premiers travaux et qui n'étaient plus là.

Au moment où s'ouvre cette deuxième session, c'est la mémoire du Baron Lanbermont que j'ai à saluer respectueusement ; et comment pourrais-je ici mieux parler de lui qu'en rappelant l'éloge que faisait, du regretté défunt, Sir Fr. Plunkett lorsque, dans la séance du 20 avril 1899, il le classait au premier rang des civilisateurs de l'Afrique.

Le Baron Lambermont unissait aux facultés intellectuelles les plus remarquables et les plus solides cette passion du travail qui en assurait le complet épanouissement. Il était l'homme intègre et droit dont les affirmations n'étaient pas discutées et dont les avis, mûrement réfléchis et toujours conciliants, étaient écoutés avec déférence.

La Belgique a ressenti profondément sa perte, et les sympathies una-



nimes dont le Baron Lambermont jouissait parmi les membres du Corps diplomatique, si brillamment représenté ici, nous autorisent à croire, Messieurs, que vous partagez nos sentiments et nos regrets.

M. le Ministre des Affaires Etrangères offrait tantôt à MM. les Plénipotentiaires et délégués qui ont bien voulu répondre à l'invitation de la Belgique ses souhaits de bienvenue ; permettez-moi, Messieurs, de m'associer au vœu qu'il a formé de voir nos travaux couronnés d'un plein succès.

Comme le rappelait M. le Baron de Favereau, la Convention signée à Bruxelles, le 8 juin 1899, a déterminé le droit d'entrée minimum qui serait perçu sur les spiritueux dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition.

Il a été stipulé que ce droit serait appliqué pendant six ans à partir de la mise en vigueur de la Convention et que, à l'expiration de ce terme, il serait soumis à révision, en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Le terme dont il s'agit a été atteint le 8 juillet dernier, mais le régime conventionnel a continué depuis lors à être appliqué par tacite reconduction.

Au surplus, dès le mois de mars 1906, à la demande du Gouvernement britannique, le Gouvernement du Roi avait invité les Puissances signataires de la Convention du 8 juin 1899 à se faire représenter à une Conférence qui aurait pour mission de procéder à la révision prévue. Il les avait priées en même temps de vouloir bien réunir les indications statistiques qui devaient servir de base à cette révision.

Quant aux Etats qui ont participé à l'Acte général de Bruxelles de 1890 mais qui s'étaient abstenus d'envoyer des représentants à la Conférence de 1899, à raison du peu d'intérêt que présente pour eux la revision du régime des spiritueux en Afrique, on crut devoir se borner à leur annoncer la réunion projetée de la deuxième session. Ils ont, on le sait, la faculté d'adhérer aux résolutions qui seraient prises.

Ces Etats sont l'Autriche-Hongrie, le Danemark, les Etats-Unis, la Perse et la République de Libéria.

Les documents statistiques n'ayant pu être transmis aussitôt qu'on l'avait espéré, ce n'est que le 29 août qu'il a été possible de fixer la date de la réunion actuelle.

Sauf la Norvège et la Turquie, qui ont fait savoir qu'elles se réservent d'adhérer aux décisions à intervenir, tous les pays signataires de la Convention de 1899 se trouvent ici représentés, et dans des conditions qui nous permettent d'augurer favorablement de la marche et de l'issue des délibérations.

En stipulant, dans son article I, que l'on procéderait à la revision du droit d'entrée perçu actuellement, d'après les résultats produits par la tarification précédente, la Convention de 1899 a tracé elle-même l'ordre de nos travaux.

Vous avez sous les yeux, Messieurs, les données statistiques que nous ont fournies les différents Etats en vue de la présente discussion. Comme vous le remarquerez, le tableau général primitivement distribué vient d'être réimprimé, après avoir été complété dans la mesure du possible par des indications extraites des publications du Bureau de Bruxelles. Il reste encore quelques lacunes, peut-être même certaines inexactitudes, que nous serions heureux de voir combler et rectifier, à l'intervention des délégations intéressées. Nous vous serions d'ailleurs très obligés de vouloir bien communiquer au Secrétariat de la Conférence tous les renseignements pratiques de nature à éclairer les débats, qu'il vous paraîtrait opportun de faire imprimer.

Enfin, il vous appartient, Messieurs, de décider si les discussions se poursuivront en séance plénière ou s'il y a lieu de constituer, comme en 1899, une Commission au sein de laquelle siègeraient tous les délégués ainsi que les Plénipotentiaires qui voudraient bien assister à ses travaux. L'avantage de la combinaison antérieurement adoptée consiste en ce que les échanges de vues ont le caractère de simples entretiens non reproduits dans un procès-verbal, ce qui — l'expérience le prouve — ne nuit pas à leur intérêt. Un rapport général sur les travaux de la Commission serait, le cas échéant, rédigé de commun accord pour servir de base aux délibérations de la Conférence.

Si la procédure suivie en 1899 était admise, nous pourrions fixer à demain, à 10 heures du matin, la deuxième séance plénière de la Conférence.

M. le Ministre d'Angleterre voudrait bien, au cours de cette réunion, exposer les vues de son Gouvernement sur la question qui vous est soumise. Nous entendrions ensuite les déclarations que d'autres Plénipotentiaires jugeraient à propos de nous faire sur le même objet. Puis la Conférence pourrait se constituer en Commission.

M. Gérard signale une rectification à faire au tableau qui vient d'être distribué.

M. le Président dit qu'il sera tenu compte de l'observation et que l'on pourra présenter dans la prochaine séance les autres observations auxquelles pourraient donner lieu les documents statistiques. Ceux-ci devant servir de base aux délibérations, il est désirable que la révision en soit faite sans retard.

Sur la proposition du Président, la Conférence décide de se réunir en séance plénière le lendemain à 10 heures pour entendre les propositions dont les Plénipotentiaires britanniques ont annoncé la communication et, le cas échéant, les contre-propositions que d'autres Plénipotentiaires auraient à présenter, l'examen approfondi de ces propositions étant réservé pour une réunion ultérieure.

Avant de lever la séance, le Président annonce qu'il a reçu du Gouvernement des Etats-Unis une déclaration dont il donnera l'analyse

dans la séance du lendemain. Il en sera de même des pétitions qui lui ont été adressées à l'occasion de la réunion de la Conférence.

La séance est levée à 4 heures.

WALLWITZ.

GOHRING.

CAPELLE.

KEBERS.

DE BAGUER.

H. DROOGMANS.

A. MECHELYNCK.

A. GÉRARD.

ARTHUR HARDINGE.

A. W. CLARKE.

H. J. READ.

BONIN.

V. DER STAAL VAN PIERSHIL.

SANTO THYRSO.

N. DE GIER.

FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires :*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

---

*Protocole n° II.*

Séance du 17 octobre 1906.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires étrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrsio, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

*M. le Président* annonce à la Conférence qu'il a reçu du Ministre des Etats-Unis à Bruxelles, une lettre, datée du 16 octobre, dont il se fait un devoir de donner communication aux membres de la Haute Assemblée. Voici la traduction de cette lettre dont le texte original sera déposé sur le bureau de la Conférence :



MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Bien que mon Gouvernement ne soit pas représenté officiellement à la Conférence que vous avez été appelé à présider, il s'intéresse vivement aux problèmes qui lui sont soumis et suivra avec une vive sympathie ses délibérations, espérant qu'elles permettront de prendre les mesures nécessaires pour la protection des races indigènes de l'Afrique contre la liberté illimitée du trafic des boissons spiritueuses. Il donnera volontiers son approbation et son appui moral à un mouvement organisé par les nations chrétiennes et civilisées du monde en vue d'atteindre ce but humanitaire.

L'opinion publique aux Etats-Unis a eu l'occasion de s'exprimer fréquemment au sujet de cette question, tant par la voix de ses organes officiels que non officiels, et il ne sera pas superflu d'appeler l'attention sur la résolution suivante adoptée par le Sénat le 4 janvier 1901.

« Le Sénat estime qu'il convient désormais d'étendre, à tous les  
« peuples non civilisés, le principe, affirmé par deux fois dans des  
« traités internationaux relatifs à l'Afrique centrale, que les races  
« indigènes doivent être protégées contre le trafic néfaste des spiritueux,  
« en édictant telles lois et en signant tels traités qui empêcheront  
« avec efficacité la vente, par les Puissances signataires, de l'opium et  
« des boissons alcooliques aux tribus indigènes et aux races non civilisées. »

A la suite de cette résolution, l'honorable John Hay, Secrétaire d'Etat, en réponse à une lettre émanant du Président du Comité pour les races indigènes, s'exprimait dans les termes suivants :

« J'acquiesce entièrement à votre proposition d'attirer l'attention  
« des pays intéressés sur la résolution du Sénat, adoptée le 4 janvier  
« 1901, comme étant de nature à exercer une influence sur ces pays,  
« en montrant que les deux pouvoirs compétents pour la conclusion  
« des traités, le Sénat et l'Exécutif, sont d'accord à cet égard. Attendu  
« que les communications antérieures adressées aux autres Puissances  
« émanaient du Gouvernement britannique ainsi que du nôtre, je  
« ferai de nouvelles ouvertures dans le sens proposé. Je transmettrai,  
« en conséquence, la résolution du Sénat au Gouvernement britannique,  
« en lui suggérant d'en faire la base de nouvelles délibérations des  
« Puissances exerçant une action sur le commerce dans le Pacifique  
« occidental ou dans toute autre partie non civilisée du monde, où le  
« principe salulaire de la prohibition des spiritueux pourrait être pratiqué  
« quement appliqué, soit par le vote de loi analogues par les différentes  
« Puissances, soit par la conclusion d'une convention internationale  
« entre elles. »

L'action du Sénat, en adoptant cette résolution, a été renforcée et rendue plus solennelle par les déclarations publiques des Présidents Harrison, Cleveland, Mac Kinley et Roosevelt et par un grand nombre de pétitions émanant des Législatures des Etats et des corps organisés,

à tel point que je puis affirmer à la Conférence que le peuple et le Gouvernement américains sympathisent entièrement avec ses travaux et reconnaissent que l'œuvre entreprise est une manifestation du sentiment de la responsabilité et du devoir dans son expression la plus haute parmi les nations chrétiennes.

Pour donner une nouvelle preuve de l'intérêt dont j'ai parlé plus haut, j'ai l'honneur de joindre à la présente une copie d'un télégramme que je viens de recevoir du Président des Etats-Unis et qu'il me charge de vous transmettre.

Je joins également un exemplaire du « Mémoire sur le projet de prohibition internationale du trafic des spiritueux et de l'opium parmi les races indigènes » par M. Wilbur-F. Crafts, Chef du Bureau international des réformes, Secrétaire du Comité pour les races indigènes.

Ce mémoire a été préparé par les Sociétés précitées pour être soumis à la Conférence, et j'espère que vous voudrez bien le prendre en considération, non seulement à cause de ses mérites, mais encore des mobiles désintéressés qui ont guidé ses auteurs dans l'élaboration de ce travail.

Veuillez agréer, etc.

(s.) HENRY LANE WILSON,  
*Ministre des Etats-Unis.*

*Télégramme du Président Roosevelt.*

« En exprimant les vœux les plus sincères du peuple américain, manifestés en diverses circonstances, pour l'adoption de mesures destinées à protéger les races sauvages et non civilisées en Afrique et dans toutes les parties du monde contre les boissons spiritueuses et nocives, j'adresse mes souhaits à la Conférence qui va se réunir, et exprime l'espoir et la conviction que ses travaux ouvriront encore davantage les voies à la protection de toutes les tribus et races non civilisées contre le trafic des spiritueux et de l'opium. »

M. le Président dit que les deux documents dont il vient de donner lecture seront insérés au protocole de la séance. Quant au mémoire de M. Wilbur-F. Crafts et aux documents qui l'accompagnent, ils seront déposés sur le bureau de la Conférence et resteront à la disposition de MM. les Plénipotentiaires.

Sir Arthur Hardinge demande à pouvoir, de son côté, mettre à la disposition de ses collègues un certain nombre d'exemplaires d'une pétition émanant du Comité de la Société anglaise pour la protection des indigènes. Son Excellence croit pouvoir se dispenser de faire l'éloge de cette Société, dont les efforts ont largement contribué à réprimer les ravages de l'alcoolisme et de la traite parmi les populations africaines.

Abordant l'objet principal de la communication qu'il est chargé de faire, *M. le Ministre d'Angleterre* dit que la Conférence connaît déjà le point de vue auquel se place le Gouvernement britannique dans la question des spiritueux. Fidèle au principe inscrit dans l'acte général du 2 juillet 1890, l'Angleterre avait, lors de la revision, en 1899, du régime établi par cet Acte, proposé de fixer le droit sur les spiritueux à un taux supérieur au minimum actuel. Le chiffre qu'elle avait suggéré alors lui paraissait concilier dans une juste mesure les divers intérêts en cause. L'expérience a prouvé la justesse de ces prévisions, la plupart des Puissances ayant, de leur propre initiative, établi un tarif plus élevé que la taxe maxima. Le Gouvernement britannique croit en conséquence pouvoir compter qu'une nouvelle augmentation du droit sera envisagée par la Conférence comme se conciliant avec certains intérêts dont il ne méconnaît d'ailleurs pas l'importance. C'est, ajoute Son Excellence, dans cet ordre d'idées qu'est conçu le memorandum dont Elle se propose de donner lecture et qui tient lieu d'exposé des motifs des propositions anglaises.

« Les Plénipotentiaires britanniques ont proposé à la Conférence de 1899 un droit de 100 francs par hectolitre à 50° et, selon eux, un tel droit non seulement ne nuirait ni au commerce ni aux revenus des pays intéressés, mais aurait même pour résultat de diminuer le trafic des spiritueux et, par conséquent, de donner un essor nouveau à un commerce plus normal et plus avantageux.

La Conférence n'a pas partagé cette manière de voir, et dans la suite le Gouvernement britannique a dû se ranger à l'adoption d'un droit réduit, c'est-à-dire de 60 francs pour le Togoland et le Dahomey et de 70 francs pour les autres pays. Depuis lors, ce gouvernement a suivi le chemin qu'il a indiqué en 1899 et il lui semble que, pour ce qui concerne les colonies britanniques, ses prédictions ont été réalisées.

Ainsi le droit sur les spiritueux a été augmenté, dans les colonies ci-dessous mentionnées, de la façon qu'indique le tableau suivant :

1. Dans la Gambie, le droit a été porté de 66 francs en 1898 à 110 francs en 1903.
2. Dans le Sierra Leone, de 80 francs en 1898 à 110 francs en 1904.
3. Dans les territoires de la Côte d'Or à l'est du Volta, de 27 francs en 1898 à 60 francs en 1900, et à 80 francs en 1904.
4. Dans le Lagos et dans la Nigérie du Sud, de 55 francs en 1898 à 96 francs, qui est le droit actuel.
5. Dans les territoires de la Côte d'Or à l'ouest du Volta, le droit a été maintenu au chiffre de 124 francs.

Nous allons, Messieurs, vous fournir quelques données statistiques qui vous permettront d'apprécier l'effet de l'augmentation sur le revenu, sur le trafic des spiritueux et sur l'ensemble du commerce d'importation.

D'abord en ce qui concerne le revenu :

I. *Dans la Gambie* : le total réalisé par le droit sur les spiritueux en 1898 a été de 76,500 francs, en 1904 de 91,800 francs.

II. *Dans le Sierra Leone* : de 614,000 francs en 1898, et de 1,250,000 francs en 1904.

III. *Dans la Côte d'Or* : de 3,680,000 francs en 1898, et de 6,260,000 francs en 1904.

*Dans le Lagos et dans la Nigérie du Sud*, qui ne forment aujourd'hui qu'une seule administration, le revenu a été de 6,640,00 francs en 1898 et de 11,000,000 de francs en 1904.

Ces chiffres démontrent suffisamment que l'augmentation du droit n'a pas diminué le revenu sous ce rapport.

Quant au commerce des spiritueux, la valeur des importations dans la Gambie est tombée, il est vrai, de 89,000 francs en 1898 à 78,000 francs en 1904 ; mais, d'autre part, la valeur des importations dans le Sierra Leone a augmenté de 382,000 francs en 1898 à 764,000 francs en 1904 ; dans la Côte d'Or, de 2,470,000 francs en 1898 à 3,080,000 francs en 1904 ; dans le Lagos et dans la Nigérie du Sud, de 4,290,000 francs en 1898 à 6,290,000 francs en 1904.

De ce qui précède, il est évident que les droits élevés n'ont pas diminué la valeur des importations des spiritueux et qu'on pourrait même les grever d'un impôt plus lourd.

Quant au commerce d'importation en général, nous croyons que les statistiques suivantes ne seront pas dépourvues d'intérêt.

A. *Dans la Gambie*, la proportion de la valeur des spiritueux importés, comparée à celle de la totalité des importations, a été en 1898 de 1 1/2 %, en 1904 de 1 %.

B. *Dans le Sierra Leone*, de 2 1/2 % en 1898 et de 4 % en 1904.

C. *Dans la Côte d'Or*, de 9 % en 1898 et de 6 % en 1904.

D. *Dans le Lagos et dans la Nigérie du Sud*, de 11 % en 1898 et de 9 % en 1904.

Cette diminution dans la proportion des importations des spiritueux a été accompagnée d'une augmentation très notable des importations totales ; celles-ci sont montées dans les quatre colonies de 86 millions et demi de francs en 1898 à 143 millions et demi de francs en 1904.

L'expérience des colonies britanniques démontre donc, conformément à notre avis, qu'une diminution de l'importation des spiritueux n'entraîne pas nécessairement une diminution des autres importations.

Mais il est un autre côté de la question qu'il faut envisager et sur lequel nous croyons devoir insister. Nous sommes tous d'accord, Messieurs, pour conclure que toute restriction du commerce des spiritueux est bienfaisante au point de vue de l'intérêt moral et physique des indigènes, et c'est autant pour ces raisons d'un ordre humanitaire que pour celles qui ont rapport aux questions purement commerciales



que nous avons l'honneur de proposer à la Conférence d'imposer sur les spiritueux un droit minimum de 124 francs par hectolitre à 50° centigrades. »

M. le vicomte de Santo Thyrso a écouté avec grand intérêt la communication qui vient d'être faite. Bien qu'il ne s'agisse pas encore d'aborder le fond de la discussion, Son Excellence est en mesure de faire connaître, dès à présent, les vues de son Gouvernement ; elles se trouvent précisées dans le document suivant :

« Considérant que, selon l'article 2 de la Convention de 1899, le droit d'accise sur les boissons distillées fabriquées dans les régions visées par l'article 92 de l'Acte général de Bruxelles ne doit pas être inférieur au droit d'entrée qu'on aura fixé, le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle ne saurait accéder à l'élévation du minimum actuel. En fait, il serait plutôt incliné à en demander la réduction.

Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle ne perd pas de vue le but humanitaire de la Conférence, et dans la pratique il a même été plus loin que les engagements qu'il avait pris. Mais en même temps, il ne peut pas méconnaître des intérêts d'un autre ordre.

Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle ne prétend pas obtenir des recettes provenant de la fabrication ou de l'importation des spiritueux. Il est à remarquer que, dans le but d'encourager la transformation de la fabrication des boissons alcooliques — dans celles de ses colonies où cette fabrication est parvenue à s'établir — en fabrication du sucre, le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle a publié deux décrets royaux à la date des 17 août 1899 et 2 septembre 1901, par lesquels il accorde au sucre produit dans ces colonies et importé dans le Royaume une forte réduction de droits ; et le résultat en est une importante diminution dans les recettes, laquelle ne manquera pas de s'aggraver avec le développement de cette industrie.

La publication de ces décrets montre le désir du Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle d'obtenir la diminution de la fabrication de l'alcool.

Dans la province de Moçambique, l'importation et la production de boissons alcooliques distillées sont défendues dans les districts de Lourenço-Marques, Gaza et Inhambane. On ne fabrique pas l'alcool dans le district de Moçambique ni dans le territoire du cap Delgado (sous l'administration de la Compagnie de Nyassa), où la consommation de spiritueux est pratiquement nulle pour des motifs de religion, et où elle ne tend pas à augmenter, comme le prouvent les données statistiques, par rapport à l'importation.

Ce n'est que dans la région du Zambèze et dans les territoires de Manica et Sofala (sous l'administration de la Compagnie de Moçambique), où l'industrie sucrière existe ou cherche à s'établir, qu'on pourra trouver une certaine production d'alcool pour l'utilisation entière de la matière première de cette industrie. Mais là, le régime spécial de l'administration — qui est celui des *prazos* de la Couronne, en vigueur

dans le Zambèze ainsi que dans la région de Buzi, la seule dans les territoires de la Compagnie de Moçambique où l'on pratique la culture de la canne à sucre — oblige le producteur à protéger la population indigène contre l'abus de l'alcool, car son propre intérêt consiste à éviter le décroissement ou la dégénération morale ou physique de la population des *prazos*, qui amèneraient un manque de bras nécessaires à la culture et au travail industriel.

Le but humanitaire qu'on a en vue est donc assuré d'avance, et il n'y a pas de raisons plausibles pour qu'on augmente dans la province de Moçambique les droits qui grèvent la production de l'alcool.

Dans la province d'Angola, la transformation de la fabrication de l'alcool en celle du sucre est en voie de réalisation, et elle serait inévitablement empêchée si on allait ruiner par une élévation de droits les agriculteurs adonnés à la culture de la canne à sucre, qui ont déjà de la peine à supporter les droits actuels et, depuis longtemps, protestent auprès du Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle contre les charges dont ils sont grevés.

Du reste, les données relatives à la production dans les dernières années prouvent que celle-ci tend à diminuer.

Le fait que, dans les districts méridionaux de la province, l'importation a augmenté (dans des proportions d'ailleurs inférieures à la diminution de la fabrication) démontre d'une façon indirecte que la production de l'industrie locale tend à diminuer.

Aussi le but de la Conférence, qui est la suppression graduelle (la seule qu'on puisse réaliser d'une façon pratique) de la consommation de l'alcool par la population indigène, paraît assurée dès à présent, et le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, ayant en considération les intérêts privés très importants et tout à fait légitimes qui se trouvent engagés, ne saurait accéder à une élévation de droits qui représenterait pour ces intérêts la ruine inévitable et immédiate, et qui n'aurait d'autre conséquence que de substituer l'alcool produit par les indigènes eux-mêmes à celui qui sort des distilleries européennes. »

*M. Gohring* fait remarquer qu'il serait difficile de répliquer, sur une simple lecture, aux développements qui accompagnent les propositions anglaises, mais il serait peut-être intéressant pour la Conférence, afin d'accélérer la marche de ses travaux, de connaître dès aujourd'hui le point de vue auquel se place le Gouvernement allemand.

La révision est un examen rétrospectif prévu par la Convention de 1899. Cet examen doit porter sur différents points. Il faut d'abord demander si le but que l'on avait en vue et qui était d'engager les Gouvernements à élever spontanément les droits sur les spiritueux, a abouti au résultat désiré. Ce but a été atteint dans les Colonies allemandes. Le Gouvernement allemand a élevé, de son propre gré, les droits au Togo et au Cameroun bien au delà du minimum fixé par la Convention. Quant aux Colonies de la Côte orientale et de l'Afrique du Sud, elles sont hors de cause, attendu que c'est plus ou moins un régime de prohibition qui y est appliqué.

Un second point touché par M. le Ministre d'Angleterre se rattache aux plaintes formulées par les sociétés pour la protection des aborigènes.

M. Gohring ne veut pas prétendre que dans les Colonies allemandes tout soit parfait. Les missionnaires allemands, animés d'intentions très louables, ont, en effet, élevé la voix et préconisé des mesures de préservation. Mais, on ne saurait parler d'une manière générale de « ravages » produits dans les Colonies allemandes par l'abus de boissons alcooliques. J'ai, ajoute le second Plénipotentiaire d'Allemagne, pris connaissance du livre de l'Américain Wilbur-Crafts, qui a parcouru le monde pour se rendre compte des effets produits par la consommation des spiritueux et de l'opium, et je n'ai pas eu à constater que l'Afrique fût plus contaminée que d'autres continents. D'autres hommes compétents soutiennent même que, comparée à l'Europe, la consommation de l'alcool en Afrique est minime par tête d'habitant.

Un autre point visé par M. le Ministre d'Angleterre est relatif à la quantité absolue des spiritueux importés. M. Gohring constate que dans les Colonies allemandes la quantité des spiritueux importés a également diminué comme conséquence de l'augmentation du droit. Quant à la proportion entre l'importation des spiritueux et l'importation en général, elle est plus favorable aujourd'hui que par le passé. En effet, d'après le calcul fait pour ces dernières années en ce qui concerne le Cameroun et le Togo, la proportion est descendue au-dessous de 4 o/o.

Enfin, on a cherché à réduire encore les importations d'alcools dans ces deux colonies en établissant des droits de licence, et, à côté de ces mesures fiscales, on a eu recours, pour réduire la consommation, à l'action morale exercée par les écoles et les missions, par l'éducation de l'indigène dirigée vers le travail, etc.

Quant à la question fiscale, qui a aussi son importance — M. le Ministre d'Angleterre le reconnaît — il s'agit de rechercher si les besoins financiers trouvent leur satisfaction dans les taxes actuelles. Sous ce rapport, la situation qui existe dans les Colonies allemandes peut paraître suffisante.

Il convient aussi d'examiner si le taux fixé par la Convention de 1899 n'est pas pour certains Etats un maximum qu'ils voudraient peut-être bien dépasser, mais qu'ils sont obligés de respecter en vertu des traités internationaux qui les lient. Si l'Allemagne s'est ralliée, en 1899, au droit de 70 francs, une des raisons en était, comme les Plénipotentiaires allemands l'ont dit à cette époque, qu'elle désirait assurer à l'Etat du Congo une source de revenus qui lui faisait défaut. Cette raison ne paraît pas exister aujourd'hui. L'Allemagne pourrait donc se contenter en général du maintien de la situation actuelle. Mais le terme prévu par la Convention de 1899 est échu, la revision est là, et elle est obligatoire pour les Puissances signataires. Si l'on désire s'engager dans cette voie, l'Allemagne suivra volontiers, d'autant plus qu'elle sera probablement dans le cas d'élever elle-même encore les droits, aussi bien au Cameroun

qu'au Togo. Pour la Colonie du Togo, elle n'a pas encore fixé le chiffre à un taux supérieur à 80 francs; la raison en est que la France se trouvait empêchée d'aller aussi loin.

Les Plénipotentiaires allemands croient en conséquence pouvoir interpréter les instructions de leur Gouvernement comme les autorisant à se rallier dès à présent, en principe, au chiffre indiqué dans les propositions anglaises, bien que l'écart soit grand. Il resterait au surplus entendu que le droit d'accise suivrait le droit d'entrée. Mais si les Représentants de l'Allemagne espèrent voir le Gouvernement Impérial donner son assentiment aux propositions dont il s'agit, ils sont d'autre part convaincus que celui-ci, sans revenir, quant à présent, sur la question du régime différentiel qui reste en suspens, mettra à son adhésion une condition qu'il considère comme essentielle. Elle se rattache à une question déjà envisagée en 1899. Il s'agit de la Colonie du Togo. Le Gouvernement Impérial ne pourrait consentir pour le Togo au droit de 124 francs, en raison de la situation spéciale dans laquelle se trouve cette Colonie. Les droits d'entrée sur les spiritueux y ont été notablement augmentés, et tout ce que le Gouvernement Impérial pourrait faire aujourd'hui serait de les porter à 100 francs, taux proposé dans les négociations avec le Gouvernement britannique. Il ne pourrait aller au delà, l'augmentation du droit établie en 1904 ayant déjà affecté sensiblement les revenus de la Colonie.

Or, si l'on pose la question sur ce terrain : faut-il, pour empêcher l'introduction de quelques litres d'alcool de plus, risquer de compromettre l'action salutaire du Gouvernement de la Colonie, la réponse ne saurait être douteuse.

Pour exercer son action bienfaisante, d'une manière forte et stable, pour parer à tous les besoins moraux, économiques, hygiéniques, etc., le Gouvernement local doit pouvoir disposer de ressources suffisantes, surtout lorsqu'il s'agit d'une colonie naissante. Les Plénipotentiaires allemands sont convaincus que leur manière de voir sera partagée par la Conférence; elle concorde d'ailleurs avec celle d'autres personnes compétentes.

Pour résumer, les Plénipotentiaires allemands espèrent que leur Gouvernement se ralliera au droit proposé de 124 francs, à condition qu'on tienne compte des intérêts particuliers du Togo et que rien de nouveau ne vienne compliquer la question.

M. Gérard dit qu'après avoir entendu les déclarations faites par les Plénipotentiaires britanniques et les Plénipotentiaires allemands, il croit pouvoir indiquer, approximativement au moins, quel est le point de vue du Gouvernement français.

L'expérience a démontré que le droit de 70 francs n'avait pas donné partout les résultats complets qu'on pouvait en attendre en Afrique occidentale. La preuve en est que le Gouvernement français a été amené à élever les droits au delà du minimum fixé de 70 francs. Les statistiques établissent en effet que dans le bassin conventionnel du



Congo, le droit a été porté à 90 francs, au Dahomey, à 80 francs et dans les autres Colonies françaises de l'Afrique occidentale à 80 francs, plus une surtaxe de 30 francs. Ce seul fait prouve que dans son désir de réaliser les intentions humanitaires qui avaient inspiré les Puissances en 1899, le Gouvernement français n'a pas attendu, pour élever le droit, que le délai de révision prévu par la Convention fût expiré. C'est dire qu'en principe la France est disposée à élever le taux minimum actuel de 70 francs et à le porter, sinon au chiffre de 124 francs proposé par les Plénipotentiaires britanniques, au moins à un chiffre qui marque une étape suffisante dans les efforts qui sont faits pour réduire les abus résultant du trafic des spiritueux.

Le droit de 90 francs qui a été fixé pour le bassin conventionnel du Congo paraît répondre à ce but ; il semble que c'est à ce droit qu'on pourrait s'arrêter ; toutefois, le Gouvernement français ne se refuserait peut-être pas à dépasser ce chiffre.

M. Gérard se réserve cependant, si un droit spécial était établi pour le Togo, de réclamer le bénéfice de la même exception pour le Dahomey, à raison de la contiguïté qui existe entre ces deux colonies.

Il reste bien entendu, ajoute Son Excellence, que le droit d'accise sur les produits de la fabrication intérieure resterait égal au droit d'entrée.

M. le Comte Bonin Longare expose que le droit de 70 francs prévu par la Convention de 1899 a été appliqué dans les possessions italiennes de la mer Rouge et a donné, d'après les statistiques, des résultats satisfaisants au point de vue de la diminution des importations de spiritueux, qui ont été réduites des deux tiers. Dans ces conditions, il ne pense pas qu'il y ait lieu, en ce qui concerne le trafic des alcools dans ces colonies, d'augmenter le droit existant. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les populations indigènes de la Côte orientale se trouvent dans une situation très différente de celles de la côte opposée. Ces populations, en effet, sont, en très grande partie, d'origine musulmane et leur religion les met à l'abri des abus résultant de la consommation de l'alcool.

Son Excellence déclare en terminant qu'Elle s'est placée, dans cet exposé, à un point de vue général, mais que pour le moment elle ne pourrait donner son adhésion à une augmentation du droit actuel sans avoir demandé les instructions de son Gouvernement.

M. Droogmans rappelle que l'Etat Indépendant du Congo a de bonne heure compris la nécessité d'enrayer les ravages produits par le trafic de l'alcool. La première manifestation législative de ce souci remonte aux débuts de l'organisation de l'Etat : un décret de 1887 établissait déjà des mesures prohibitives dont l'application a eu pour résultat de créer une situation de fait qui s'est trouvée d'accord avec les résolutions intervenues par la suite. Aussi les conférences de 1889 et 1899 ont-elles rencontré une adhésion empressée de la part de l'Etat Indépendant, et il n'a pas manqué de donner à leurs décisions et à leurs vœux un maximum d'exécution, quelque désavantageuses qu'en aient pu être les

conséquences budgétaires, faisant fléchir les intérêts fiscaux devant la nécessité d'enrayer les ravages terribles de l'alcool et de briser l'obstacle si souvent constaté qu'il oppose au développement de la civilisation en Afrique.

C'est dans le même esprit que ses Plénipotentiaires apportent leur concours à la Conférence actuelle, persuadés qu'ils sont que les ententes à intervenir sauvegarderont tous les intérêts et c'est, dans ces conditions, qu'ils se déclarent disposés à se rallier à une élévation du droit actuel à 90 francs ou 100 francs et même au delà.

*M. le Président* dit que la Conférence a entendu avec intérêt les déclarations qui viennent d'être faites ; il demande si d'autres Délégués ont de leur côté quelque communication analogue à présenter. Les déclarations lues par MM. les Ministres d'Angleterre et de Portugal seront imprimées et distribuées dès ce soir. Les autres seront actées au protocole de la séance, qui sera envoyé le plus tôt possible.

Personne ne demandant la parole, l'Assemblée passe à l'examen des documents statistiques. Quelques rectifications y sont apportées par différents membres.

*M. le Comte Bonin Longare* informe la Conférence que le délégué italien, M. Macchia, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, ne pourra arriver que dans quelques jours.

La Conférence décide de se réunir le surlendemain à 10 heures du matin.

La séance est levée à 11 h. 3/4.

WALLWITZ.  
GOHRING.  
CAPELLE.  
KEBERS.  
DE BAGUER.  
H. DROOGMANS.  
A. MECHELYNCK.  
A. GÉRARD.  
ARTHUR HARDINGE.  
A. W. CLARKE.  
H. J. READ.  
BONIN.  
V. DER STAAL VAN PIERSHIL.  
SANTO THYRSO.  
N. DE GIERS.  
FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires :*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

*Protocole n° III.*

Séance du 19 octobre 1906.

*Etaient présents :**Pour l'Allemagne :*

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Gohring, Conseiller intime actuel de Légation.

*Pour la Belgique :*

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

*Pour l'Espagne :*

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

*Pour l'Etat Indépendant du Congo :*

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

*Pour la France :*

M. Duchêne, Sous-Directeur à la Direction des Affaires d'Afrique au Ministère des Colonies, remplaçant S. E. M. Gérard, empêché.

*Pour la Grande-Bretagne :*

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

*Pour l'Italie :*

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

*Pour les Pays-Bas :*

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrso, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

*M. le Président* donne lecture d'une lettre par laquelle *M. le Ministre de France* lui fait savoir que, appelé à Paris, il ne pourra assister à la séance. Son Excellence le prie de l'excuser auprès de la Conférence et de considérer *M. Duchêne*, délégué technique français, comme représentant le Gouvernement de la République en son absence. *M. Gérard*, d'ordre de son Gouvernement, lui a en outre fait parvenir une lettre adressée au Président de la Conférence par MM. les Présidents du Comité de protection et de défense des indigènes, de la Commission coloniale de la Ligue nationale contre l'alcoolisme et du Comité d'action républicaine aux colonies françaises.

Cette lettre sera, conformément au désir exprimé par *M. le Ministre de France*, déposée sur le Bureau de la Conférence, qui se chargera d'en accuser la réception.

*Sir Arthur Hardinge* présume que la Conférence tiendra à répondre elle-même au télégramme du président Roosevelt.

*M. le Président* fait remarquer que ce télégramme n'est pas parvenu directement, mais par l'entremise de *M. le Ministre des États-Unis* à Bruxelles. Il comptait, pour y répondre, suivre la même voie. Si la Conférence le désire, le texte de la réponse pourrait lui être soumis en projet.

*Sir Arthur Hardinge* dit que son observation avait pour objet de s'assurer que la réponse émanerait du Président et non du Bureau. Son Excellence croit être l'interprète de ses Collègues en proposant de s'en rapporter, quant au texte, à celui que *M. le Président* arrêtera et de s'y rallier d'avance.

*M. le Président* constate l'accord sur ce point. Il appelle ensuite l'attention de l'Assemblée sur la question des communiqués faits à la presse ; ceux-ci n'ont pas toujours été reproduits exactement. Certains journaux ont inséré des indications inexactes dont le Bureau doit décliner la responsabilité. La Conférence pourra s'assurer de la nature des communications faites à la presse si elle veut bien prendre connaissance des textes distribués, lesquels sont déposés sur le Bureau.

La Conférence aurait-elle quelque moyen à suggérer pour prévenir la publication de renseignements erronés ?

*Sir Arthur Hardinge* demande s'il est nécessaire d'adresser des communiqués à la presse.

*M. le Président* répond que la remise des communiqués est conforme aux précédents.



*Sir Arthur Hardinge* reconnaît que, dans ces conditions, il serait difficile de tenir la presse tout à fait à l'écart ; il est juste d'avoir pour elle certains ménagements, mais il convient en même temps d'éviter ce qui pourrait donner l'éveil au commerce et favoriser la spéculation.

Après un court échange d'observations, auquel prennent part divers membres, il est entendu, sur la proposition de M. le Ministre d'Allemagne, qu'on se bornera dorénavant à donner à la presse un aperçu général très sommaire, sans mentionner le nom des Plénipotentiaires ayant pris part aux discussions.

*M. le Président* pense qu'il entre dans les intentions de la Conférence de procéder à un premier examen des questions que soulèvent les communications faites à la séance précédente. La Conférence pourrait, dans ce cas, clore la réunion plénière et poursuivre ses travaux en commission.

*Sir Arthur Hardinge* demande à pouvoir au préalable, conformément à ses instructions, donner communication d'une pétition adressée au Président de la Conférence par le Comité de la « Native Races and the Liquor Traffic », société très importante qui se trouve placée sous le patronage du Duc de Westminster, de l'évêque de Londres et de Sir John Kennaway, membre influent du Parlement britannique. Son Excellence voudrait que ce document restât déposé dans les archives de la Conférence.

*M. le Président* dit qu'il sera fait droit au désir exprimé par M. le Ministre d'Angleterre.

La séance est levée.

WALLWITZ.

GOHRING.

CAPELLE.

KEBERS.

DE BAGUER.

H. DROOGMANS.

A. MECHELYNCK.

A. DUCHÊNE.

ARTHUR HARDINGE.

A. W. CLARKE.

H. J. READ.

BONIN.

VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

SANTO THYRSO.

N. DE GIERS.

FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires :*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

*Protocole n° IV.*

Séance du 22 octobre 1906.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staall de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrso, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

M. le Président donne lecture de la lettre par laquelle, conformément à ce qui avait été décidé dans la séance précédente, il a accusé réception de la communication que lui a adressée M. le Ministre des Etats-Unis. Cette lettre, qui, si la Conférence n'y voit pas d'objection, sera insérée au protocole, est ainsi conçue :

« Bruxelles, le 20 octobre 1906.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, sous la date du 16 de ce mois, au sujet des mesures de nature à protéger les races indigènes de l'Afrique contre le trafic illimité des boissons spiritueuses.

« Je me suis empressé d'en donner connaissance à la Conférence internationale, réunie en ce moment à Bruxelles.

« Il m'est très agréable, Monsieur le Ministre, de m'acquitter du mandat que m'a confié cette Assemblée, en remerciant le Gouvernement américain pour l'intérêt qu'il veut bien porter à ses travaux et au but qu'elle poursuit.

« Je me permets d'avoir également recours à votre obligeante intervention, en vous priant de faire parvenir à S. E. M. le Président des Etats-Unis d'Amérique l'expression de notre profonde gratitude pour les souhaits qu'il a personnellement adressés à la Conférence et pour la pensée hautement humanitaire qui a dicté sa démarche.

« Veuillez agréer, etc.

« *Le Président de la Conférence internationale,*

(s.) CAPELLE.

M. le Président invite ensuite M. le Ministre de Portugal à donner connaissance à l'Assemblée de la communication qu'il a annoncée.

M. le Vicomte de Santo Thyrso dit que ses instructions ne l'autorisent pas à se départir du point de vue qu'il a déjà exposé. Toutefois ses instructions lui laissent assez de latitude pour lui permettre de se rallier à l'une ou l'autre proposition transactionnelle qui viendrait à être suggérée au cours des débats. Le Portugal est animé des intentions les plus conciliantes et les relations amicales qu'il a de longue date entretenues avec l'Angleterre lui font espérer qu'il lui sera possible d'arriver à une entente avec Elle.

Son Excellence rappelle en terminant que l'intérêt du Portugal dans la question se porte principalement sur le droit d'accise, attendu que les droits d'importation qu'il a établis sur les spiritueux sont de beaucoup supérieurs au minimum établi par la dernière Convention.

*M. le Président* demande s'il ne reste pas encore des points auxquels MM. les Délégués portugais n'ont pas répondu dans leur dernière note; il rappelle notamment la question posée en commission par le Délégué français, en ce qui concerne l'établissement éventuel d'un chiffre forfaitaire de production.

*M. le Vicomte Santo Thyrso* répond qu'il ne peut prendre d'engagement à cet égard. Si une proposition était faite en ce sens, il demanderait l'avis de son gouvernement.

*M. le Président* pense qu'il serait peut-être plus facile d'ordonner les idées si, comme la proposition en a d'ailleurs été faite, on reprenait le texte de l'ancienne Convention. On s'assurerait des intentions des différentes délégations en passant en revue les articles qui la composent.

En ce qui concerne le § 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> dont il donne lecture, sauf le chiffre du droit et la durée de son application qui seraient réservés, il ne semble pas qu'il y ait lieu de le modifier.

*M. Gohring* rappelle à ce propos que le Gouvernement allemand, lors de la dernière Conférence, avait trouvé qu'une période de six ans était un délai trop court. Le nouveau terme à adopter dépendra d'ailleurs du taux du droit qui sera adopté.

*M. le Président* dit qu'il est entendu que ce point reste réservé. Il en sera de même du § 2, qui prévoit l'exception pour le Dahomey et le Togo.

En ce qui concerne le § 3 relatif à l'augmentation et à la diminution proportionnelles, *M. le Président* croit savoir que *M. le Ministre d'Espagne* aurait une observation à présenter.

*M. de Baguer* déclare qu'il ne peut encore se prononcer en ce moment.

Les §§ 4 et 5, ainsi que les articles 2, 3, 4 et 5 dont il est successivement donné lecture, ne soulèvent aucune objection.

*M. le Président*, passant à un autre ordre d'idées, dit que le Secrétariat a pris des notes sur les travaux de la Commission; ces notes ne seront pas imprimées mais serviront à la rédaction du rapport. Le moment semble venu de désigner les membres du Comité de rédaction. Ceux-ci auront sans doute intérêt à prendre de leur côté quelques notes, qui pourront compléter celles du Secrétariat. Il prie en conséquence les délégations de vouloir se prononcer sur le choix des rapporteurs.

La Conférence désigne pour faire partie du Comité de rédaction, MM. Gohring, Kebers, Mechelynck, Duchêne, Clarke, Macchia, Damsté et le lieutenant-colonel Rosado.



*M. le Président* rappelle que *M. le Ministre d'Espagne* avait fait dans la dernière séance de la Commission une déclaration exposant le point de vue de son Gouvernement. Il entrera sans doute dans ses intentions de reproduire cette déclaration dans la prochaine séance, afin qu'elle puisse figurer au protocole.

*M. de Baguer* répond affirmativement, d'autant plus que sa déclaration sera plus en harmonie avec les instructions qu'il attend de son Gouvernement.

*M. le Comte Bonin Longare* croit devoir appeler de nouveau l'attention de la Conférence sur la situation tout à fait particulière dans laquelle se trouve l'Erythrée. Tandis que dans la plupart des autres Colonies, l'expérience a prouvé que le minimum de 70 francs était insuffisant pour enrayer l'importation des spiritueux, il en a été tout autrement en Erythrée, où l'application du droit de 70 francs a réduit cette importation de plus des deux tiers.

L'importation des spiritueux purs, qui était en 1899 de 1,535 quintaux d'une valeur de 62,388 liras, est descendue, en 1905, à 1,296 quintaux d'une valeur de 13,857 liras. Les spiritueux édulcorés sont tombés, pendant la même période, de 1,020 quintaux d'une valeur de 204,114 liras en 1899, à 342 quintaux d'une valeur de 88,428 liras en 1905. La consommation individuelle, en supposant consommée dans la Colonie toute la quantité importée, est donc représentée par une moyenne de 0.33 c. par an et par habitant.

Il est permis d'en conclure que l'importation a déjà été réduite au minimum possible, et comme le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de 1899 stipule expressément que la revision à laquelle la Conférence se livre en ce moment doit se faire en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente, on ne saurait contester que les résultats précités justifient, en ce qui concerne l'Erythrée, le maintien du minimum adopté en 1899.

Il est une autre circonstance encore qui fait que la situation de l'Erythrée diffère de celle des autres possessions européennes en Afrique. Cette colonie, en effet, ne touche pas par son hinterland à des régions habitées par des populations plus ou moins sauvages et d'une condition sociale rudimentaire, mais à des contrées relevant d'Etats policés et qui ont adhéré à l'Acte général de Bruxelles.

Quant aux populations de l'Erythrée, très différentes à ce point de vue de celles de l'Afrique Centrale, l'esclavage y est supprimé non seulement en droit, mais encore en fait; elles sont très sobres, les cas d'ivresse y sont fort rares et les marchés ainsi que les grands centres de population y sont dotés d'une police locale organisée et connaissant les habitudes de chaque individu. Il est impossible par conséquent que l'hygiène sociale de ces populations soit compromise par l'abus des boissons spiritueuses.

Il convient, d'ailleurs, de remarquer que les spiritueux importés en Erythrée doivent acquitter, en dehors du droit conventionnel de

70 livres, un droit d'entrée général de 15 o/o *ad valorem*. L'importation étant déjà réduite au minimum possible, il est à craindre qu'une nouvelle augmentation du droit existant n'ait pour conséquence finale d'encourager la contrebande, de constituer pour ainsi dire une prime à l'importation frauduleuse des spiritueux et de pousser les importateurs à recourir, pour rentrer dans leurs frais, à des manipulations de nature à rendre ces boissons plus dangereuses encore pour les consommateurs.

Le Gouvernement italien, pour les motifs qui viennent d'être exposés, et en présence de l'augmentation considérable du droit qui a été proposée, se croit en conséquence fondé à demander un traitement spécial pour l'Erythrée, demande qui est, d'ailleurs, en harmonie avec l'esprit et la lettre même de la Convention de 1899. Au surplus, cette demande n'est pas sans précédents, puisqu'un régime spécial a été établi à cette époque pour le Dahomey et le Togoland. Elle ne saurait compromettre ni le but hautement humanitaire que se propose la Conférence, ni les intérêts des autres Etats possessionnés en Afrique, attendu qu'à raison de sa contiguïté avec des territoires appartenant à des Puissances qui ont adhéré à l'Acte général de Bruxelles et de sa situation géographique, il n'est pas à supposer que l'Erythrée puisse jamais livrer passage aux spiritueux destinés aux régions qu'il s'agit de protéger contre le fléau de l'alcoolisme.

*Sir A. Hardinge*, quoique étant sans instructions à cet égard, croit qu'il ne sera pas inutile que les Plénipotentiaires britanniques fassent connaître leur point de vue personnel sur la déclaration que vient de faire M. le Ministre d'Italie. Son Excellence a constaté avec satisfaction les résultats satisfaisants que la tarification actuelle a donnés en Erythrée. Elle admet la situation spéciale dans laquelle se trouve cette colonie et les différences qui la distinguent des régions de la côte occidentale. Toutefois, Elle regretterait cette multiplication éventuelle de régimes d'exception. Etant données les relations qui existent entre l'Erythrée et les provinces anglo-égyptiennes du Soudan, les Plénipotentiaires anglais devront en référer à leur Gouvernement, avant de pouvoir exprimer une opinion définitive sur la proposition d'exempter l'Erythrée du régime général qu'ils ont en vue.

M. le Ministre d'Angleterre tient à déclarer à ce propos que ses instructions ne lui permettent pas de se départir des propositions qu'il a soumises à la Conférence au nom des Plénipotentiaires britanniques. Il attache une grande importance à ce que l'augmentation proposée soit adoptée, et il espère qu'on parviendra à trouver un terrain d'entente avec le Portugal. Quelque conciliantes que soient les dispositions du Gouvernement anglais et quelque grand que soit son désir d'entente, il considère cependant qu'il lui serait fort difficile d'admettre un régime spécial pour la province d'Angola.

*M. le Président* dit que les déclarations qui viennent d'être faites par MM. les Ministres d'Italie et d'Angleterre seront actées au protocole.

Il propose à la Conférence de se constituer en Commission, afin de rendre plus facile la recherche d'une solution transactionnelle.

*M. Gérard* déclare de son côté qu'il adopte le même point de vue que les Plénipotentiaires anglais en ce qui concerne la déclaration de *M. le Ministre d'Italie*. Il n'a aucune objection à admettre les considérations présentées par ce dernier, si la Conférence s'y rallie, mais il pourrait être amené dans ce cas à réclamer, pour les possessions françaises de la mer Rouge, le même régime de faveur que celui qui aurait été adopté pour l'Erythrée. Il demande à ce que cette déclaration soit également insérée au protocole.

*Sir A. Hardinge* désirerait savoir si, dans la pensée de *M. le Ministre d'Italie*, le régime proposé par les Plénipotentiaires britanniques serait accepté par son Gouvernement en ce qui concerne la Somalie italienne, notamment les territoires des Benadir.

*M. le Comte Bonin Longare* déclare que sa déclaration ne vise que l'Erythrée. Les autres possessions italiennes de la côte orientale resteraient placées sous le régime de la prohibition.

Sur la proposition de *M. le Président*, la Conférence se constitue ensuite en Commission.

La séance est levée.

WALWITZ.

GOHRING.

CAPELLE.

KEBERS.

DE BAGUER.

H. DROOGMANS.

A. MECHELYNCK.

A. GÉRARD.

ARTHUR HARDINGE.

A. W. CLARKE.

H. J. READ.

BONIN.

VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

SANTO THYRSO.

FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires,*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

*Protocole n° V.*

Séance du 24 octobre 1906.

*Etaient présents :**Pour l'Allemagne :*

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

*Pour la Belgique :*

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires étrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

*Pour l'Espagne :*

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

*Pour l'Etat Indépendant du Congo :*

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

*Pour la France :*

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

*Pour la Grande-Bretagne :*

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

*Pour l'Italie :*

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

*Pour les Pays-Bas :*

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.



Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrso, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

M. le Lieutenant-Colonel Garcia Rosado.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

\* Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

M. le Président annonce à la Conférence qu'il a reçu une lettre de M. Wilbur Crafts, demandant que le Protocole fasse mention de la grande pétition américaine concernant le trafic des spiritueux parmi les populations non civilisées. La Conférence jugera sans doute que rien ne s'oppose à ce qu'il soit donné satisfaction à la demande dont il s'agit.

M. le Président pense qu'il serait utile que le Comité de rédaction se réunît à bref délai pour désigner celui de ses membres qui sera chargé de la rédaction du rapport sur les travaux de la Commission. Le rapporteur nommé pourrait prendre des notes au cours des séances et les rapprocher de celles des secrétaires, ce qui serait de nature à faciliter et à accélérer son travail.

M. le Président demande à MM. les Plénipotentiaires s'ils sont en mesure de faire connaître les vues de leurs Gouvernements au sujet de la double combinaison qui avait été suggérée en Commission comme pouvant servir de base à un accord.

M. le Vicomte de Santo Thyrso dit qu'il a reçu des instructions qui lui prescrivent de soumettre à la Conférence une troisième combinaison ; elle se trouve justifiée dans un memorandum dont il se propose de donner communication. Mais Son Excellence demande à pouvoir, au préalable, porter à la connaissance de l'Assemblée que le Gouvernement portugais a envoyé à M. le Lieutenant-Colonel Rosado, dont la Conférence n'aura pas manqué d'apprécier les qualités et le concours éclairé, des pleins pouvoirs royaux qui le désignent comme plénipotentiaire.

M. le Président ne doute pas que la Conférence ne fasse le meilleur accueil à M. le Lieutenant-Colonel Rosado. Il est personnellement très heureux de lui souhaiter la bienvenue.

M. le Vicomte de Santo Thyrso donne ensuite lecture du memorandum suivant :

« Au cours de la Conférence réunie à la fin de 1889 dans le but de rechercher les moyens pratiques d'empêcher la traite des esclaves à l'intérieur de l'Afrique, l'utilité de l'adoption de mesures destinées à réprimer le trafic des spiritueux et à empêcher que l'usage s'en répande

parmi les indigènes a été soulevée. Le rapport entre cette question et la mission précise de la Conférence et même la compétence de celle-ci pour s'en occuper ont été, à ce moment, mis en doute par les représentants de différentes Puissances, et, notamment, par les délégués portugais et allemands.

« Comme moyen d'éviter l'abus des spiritueux, la Conférence a adopté l'impôt aussi bien sur les boissons importées que sur celles fabriquées dans la zone délimitée par l'article 90 de l'Acte général.

« Cependant, ce même Acte général établit qu'un effet identique peut être produit par d'autres causes, puisque l'article 91 reconnaît que l'abus des boissons distillées ne s'est pas développé en certaines régions, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs. Parmi ces motifs, il faut faire entrer ceux qui ont décidé la Conférence à ne pas appliquer les dispositions adoptées aux colonies au delà du 22° degré de latitude sud, à propos desquelles Lord Vivian a remarqué que les colonies autonomes auxquelles on faisait allusion défendaient, sous les peines les plus sévères, la vente des alcools aux indigènes et que les alcools ne se transportent pas à grande distance.

« On peut conclure de ce qui précède que l'impôt sur l'alcool ne paraît pas devoir être le seul moyen de réprimer l'abus des spiritueux parmi les indigènes.

« Le Gouvernement portugais a cherché à obtenir ce résultat graduellement. Il a défendu l'importation et la fabrication des boissons distillées et leur vente aux indigènes dans quelques régions où l'Acte général ne l'obligeait pas à le faire. Ailleurs, il a adopté des dispositions en vue de remplacer, par une autre, l'industrie de l'alcool, en assurant ainsi la protection d'intérêts bien légitimes.

« L'allusion à ces intérêts ne saurait être considérée comme déplacée ou peu opportune. En fait, bien que la première Conférence eût décidé que la revision périodique qu'on ferait à l'avenir aurait pour objet l'appréciation des effets du nouveau régime sur le développement moral et économique des populations africaines, il ne semble pas qu'au point de vue du développement moral, on ait fourni des renseignements bien intéressants à la deuxième Conférence ou même à celle-ci. On y a même mis en doute la réalité des tableaux effrayants des ravages de l'alcool et l'on a pu y remarquer une tendance à ne pas insister sur de tels ravages et à faire la juste part des intérêts commerciaux. Dans la deuxième séance de la présente Conférence, M. le docteur Göhring, avec son incontestable autorité, a prononcé ces paroles auxquelles je me rallie pour ce qui concerne les colonies portugaises : « On ne saurait « parler d'une manière générale de ravages produits dans les colonies « allemandes par l'abus des boissons alcooliques. J'ai pris connaissance « du livre de l'Américain Wilbur Crafts et je n'ai pas eu à constater « que l'Afrique fût plus contaminée que d'autres continents. »

« Il est évident que le revenu fiscal des colonies portugaises augmenterait par l'élévation de l'impôt. Mais le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait considérer la question sous ce point de vue et son attitude

n'a d'autre but que de protéger certains intérêts commerciaux qu'il estime aussi légitimes que considérables.

« La preuve en est que la protection accordée par le décret du 2 septembre 1901 au sucre des colonies entraînera dans les recettes douanières de la métropole une diminution de près de 1,600 contos (9 millions de francs), ce qui n'arriverait pas si l'on empêchait cette substitution industrielle de se produire en ruinant brusquement les cultivateurs de canne à sucre.

« Il faut espérer que cet abaissement des recettes sera, en partie, contrebalancé par l'essor d'une industrie nouvelle, mais il n'est pas moins vrai que le Gouvernement portugais n'est pas guidé par un intérêt fiscal et qu'il envisage un sacrifice assez important, par rapport à la somme totale des recettes de l'Etat. De même, ce n'est que le devoir impérieux de défendre les intérêts considérables de quelques-uns de ses nationaux qui pourrait empêcher le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle d'adopter les propositions présentées par MM. les Plénipotentiaires britanniques.

« Quelles sont les objections soulevées contre le régime que nous désirons voir adopter pour quelques colonies et particulièrement pour Angola ?

« On a d'abord prétendu qu'un tel régime encouragerait la contrebande dans les colonies voisines. Mais à la première Conférence, le Plénipotentiaire britannique avait déjà fait ressortir, dans les paroles que j'ai citées, que les alcools ne se transportent pas à de longues distances par terre, et, à la deuxième Conférence, quand cette question fut discutée, le Délégué portugais N. de Castilho a donné des informations qu'il n'y a qu'à rappeler ici.

« La deuxième objection soulevée a trait à la longue période qui serait nécessaire pour la substitution d'une industrie à une autre.

« Mais pourrait-on affirmer que la suppression de l'alcool serait obtenue plus rapidement par l'élévation des droits dans les colonies ? J'ajouterai que, d'après des renseignements que je viens de recevoir, plusieurs fabriques à Angola sont déjà outillées pour la production du sucre.

« Il faut remarquer que la dernière Conférence a adopté, pour des raisons purement fiscales et pour certaines colonies, un régime d'exception dont cette troisième session de la Conférence a, en principe, reconnu la raison d'être. Et, le principe admis, l'équité et la justice nous forcent à conclure que la valeur de l'exception à établir doit être en proportion des intérêts qu'on veut sauvegarder. La colonie portugaise d'Angola, se trouvant dans une situation tout à fait spéciale, comme aucune autre colonie de n'importe quelle nation, a par conséquent le droit de réclamer un traitement absolument exceptionnel.

« Je soumets donc à la Conférence qui reconnaîtra, sans doute, le bien fondé des raisons que je viens de faire valoir, la proposition suivante :

« Le droit d'importation minimum sera élevé à 100 francs. Il pourra exceptionnellement n'être que de 70 francs pour la partie de la province d'Angola qui n'est pas comprise dans le bassin conventionnel du Congo. En considération de ce régime d'exception, le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle s'engagerait à ne pas permettre l'établissement de nouvelles distilleries dans l'Angola pendant toute la durée de la Convention. »

M. le Vicomte de Santo Thyrso ajoute que si le Gouvernement portugais propose le chiffre de 100 francs, c'est qu'il pense que ce chiffre est celui qui a le plus de chance de rallier les suffrages. S'il n'insiste pas sur la question du minimum général, c'est qu'il espère que la Conférence, tenant compte des dispositions conciliantes du Portugal et de l'engagement qu'il prend de ne pas augmenter le nombre des distilleries indigènes dans l'Angola, se montrera disposée, de son côté, à accepter qu'une exception soit faite pour cette colonie et que le droit y soit maintenu au chiffre de 70 francs.

*M. de Baguer* fait la déclaration suivante :

« Au cours des débats de la première séance de la Commission, j'ai eu l'honneur d'exprimer les sentiments de conciliation dont est pénétré le Gouvernement espagnol, qui, guidé par ces sentiments, est heureux de pouvoir contribuer au succès des travaux de la Conférence. Je dois ajouter que, d'après les dernières instructions que j'ai reçues, je suis autorisé à accepter une augmentation de droit sur les boissons spiritueuses au-dessus de 50°. Or, il me semble que les deux combinaisons suggérées, la première par les Plénipotentiaires britanniques et la seconde par les Plénipotentiaires du Congo, pourraient s'harmoniser avec ce que je viens de dire, sans que je puisse toutefois préciser davantage, par suite du manque d'instructions au sujet des deux combinaisons dont il s'agit. »

*Sir Arthur Hardinge* annonce qu'il vient de recevoir une dépêche de son Gouvernement, indiquant que celui-ci serait disposé, d'une manière générale, à prêter un droit uniforme de 100 francs sans exceptions à un droit de 124 francs comportant des exceptions.

*M. le Jonkheer van der Staal de Piershil* dit que les préférences du Gouvernement néerlandais sont pour un droit uniforme ; ce droit, si c'est possible, ne devrait pas dépasser le chiffre de 100 francs.

*M. le Président*, après avoir constaté qu'aucun autre Plénipotentiaire n'a de déclaration à faire, propose à la Conférence de se constituer en commission pour procéder à l'échange de vues que les communications qui viennent d'être faites pourraient provoquer.

La séance est levée.

WALLWITZ.

GÖHRING.

CAPELLE.

KEBERS.

DE BAGUER.

H. DROOGMANS.



A. MECHELYNCK.

VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

A. GÉRARD.

SANTO THYRSO.

ARTHUR HARDINGE.

GARCIA ROSADO.

A. W. CLARKE.

N. DE GIERS.

H. J. READ.

FALKENBERG.

BONIN.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires,*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

---

*Protocole n° VI.*

Séance du 26 octobre 1906.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrso, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

M. le Lieutenant-Colonel Garcia Rosado.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

M. le *Président*, en ouvrant la séance, rappelle qu'un Comité de rédaction avait été chargé par les Plénipotentiaires de rédiger la formule déterminant le régime spécial qu'il s'agirait d'accorder à l'Erythrée et à l'Angola. Ce Comité s'est réuni hier et a élaboré le projet de rédaction qui se trouve sous les yeux des membres de l'Assemblée.

On a fait observer à cette occasion qu'il serait préférable de ne conserver dans l'article premier de la Convention que le paragraphe de ce projet qui se rapporte à l'Erythrée et qui est ainsi conçu :

« En ce qui concerne l'Erythrée, ce droit spécifique pourra n'être que de 70 francs par hectolitre, le surplus étant représenté par les autres droits existant dans cette colonie, qui équivalent à 15 % *ad valorem*. »

On reporterait à l'article 2, qui concerne le droit d'accise, le paragraphe relatif à l'Angola, qui a reçu la rédaction suivante :

« En ce qui concerne l'Angola, le Gouvernement portugais pourra prélever sur le produit du droit d'entrée de 100 francs une somme de 30 francs, qui sera attribuée aux producteurs, à charge pour eux, et sous son contrôle, de transformer leurs distilleries en fabriques de sucre.

« S'il faisait usage de cette faculté, le Gouvernement portugais s'engagerait à assurer la dite transformation d'une façon graduelle et com-

plète, dans un délai qui ne pourrait excéder la durée de la Convention.

« Dans ce cas également, le nombre des distilleries en activité et la capacité de production de chacune d'elles ne pourraient dépasser le nombre et la capacité constatés à la date de la signature de la présente Convention. »

Le Comité de rédaction n'ayant reçu d'autre mission que de rédiger la formule qui avait été suggérée par la Commission, on a jugé qu'il convenait de laisser à la Conférence le soin de décider s'il y avait lieu de faire droit à cette suggestion.

*M. le Comte Bonin* déclare qu'il ne peut donner son avis sur la rédaction proposée pour l'Erythrée avant d'en avoir référé à son Gouvernement.

*M. le Président* estime qu'il serait utile de mentionner, comme cela se fait généralement quand on conclut une nouvelle convention, que celle-ci abroge la précédente.

Cette mention pourrait figurer à l'article 1<sup>er</sup> ou faire l'objet d'un article final.

La Conférence se prononce pour cette dernière solution et décide également de reporter à l'article 2 la disposition concernant le régime de l'Angola.

*M. le Comte de Wallwitz* fait la déclaration suivante :

« Au cours de la séance du 17 octobre dernier, M. le Ministre d'Italie nous a entretenus des résultats satisfaisants, au point de vue de la diminution de l'importation des spiritueux, obtenus par l'application de la Convention de 1899, dans les possessions italiennes de la mer Rouge et émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'augmenter le droit existant.

« M. le Comte Bonin a développé cette thèse dans la séance du 22 octobre suivant. Il a conclu que l'importation dans les régions dont il s'agit avait déjà été réduite au minimum possible et que les résultats obtenus justifiaient pleinement, pour l'Erythrée, le maintien du minimum adopté en 1899. Il a fait valoir, dans cet ordre d'idées, que les boissons spiritueuses importées en Erythrée étaient, en dehors du droit conventionnel de 70 francs, grevées encore d'un droit d'entrée général de 15 % *ad valorem*.

« La Délégation d'Allemagne n'a pas manqué de demander à ce sujet les instructions nécessaires à son Gouvernement. Je suis en mesure de déclarer dès aujourd'hui — et je m'en félicite — que notre Délégation reconnaît le bien fondé des explications, basées sur des chiffres, qui ont été fournies par M. le Comte Bonin sur la situation tout à fait particulière dans laquelle se trouve l'Erythrée et que, si la Conférence s'y rallie, nous sommes autorisés à déférer à la demande formulée par M. le Plénipotentiaire d'Italie, en ce qui concerne cette colonie. »

*M. Gérard* renouvelle, de son côté, la déclaration que le Gouverne-

ment de la République n'a pas non plus d'objections à l'adoption du régime proposé pour l'Erythrée, sauf entente sur la formule relative à ce régime.

*Sir Arthur Hardinge* dit qu'il a été informé que le Gouvernement britannique ne faisait pas d'objections, en principe, au régime exceptionnel que l'on propose pour l'Erythrée.

Quant à la durée de la Convention, Son Excellence déclare que les Plénipotentiaires britanniques ont été chargés de demander une nouvelle revision de la Convention dans cinq ans. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a renoncé au chiffre minimum de 124 francs qu'il avait d'abord proposé et s'est rallié, dans un but de conciliation et pour assurer un système uniforme de droits, à celui de 100 francs, mais il nourrit l'espoir que dans cinq ou six ans les résultats du nouveau régime à établir permettront aux Puissances d'accomplir une nouvelle étape dans la voie de la répression de l'alcoolisme parmi les populations indigènes de l'Afrique.

L'opinion publique anglaise et les puissantes associations religieuses et philanthropiques qui ont déjà saisi la Conférence de leurs vœux, verraient dans la perspective d'une revision relativement prochaine, comportant peut-être une nouvelle augmentation, même insignifiante, une compensation pour l'établissement, par la présente Convention, d'un droit inférieur à celui que le Gouvernement britannique avait en premier lieu proposé.

On doit d'ailleurs ne point perdre de vue que des transformations rapides se réalisent de nos jours en Afrique, que d'ici à cinq ans, pour n'en citer qu'un seul exemple, l'exploitation de la ligne de Benguela au Katanga, dont il a été déjà parlé au cours des délibérations de la Conférence, aura peut-être sensiblement modifié la situation économique de ces régions, que dans d'autres parties de l'Afrique tropicale de nouvelles voies auront été ouvertes au commerce, et qu'une revision peut s'imposer à une date moins lointaine que celle de douze ans proposée par M. le Ministre de France.

Les Plénipotentiaires britanniques reconnaissent, pour le surplus, que la transformation des distilleries de l'Angola en fabriques de sucre pourrait difficilement s'effectuer d'une façon complète en cinq ans et qu'il serait nécessaire de substituer une autre formule dans l'article relatif à cette province à l'expression « durée de la Convention ».

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* demande qu'on fixe un droit d'importation inférieur au droit général pour les alcools destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques, ainsi que pour les alcools dénaturés destinés à l'industrie.

Quelques Plénipotentiaires ayant fait remarquer que les précédentes conventions n'avaient pas fait mention des produits pharmaceutiques et que les alcools dénaturés, n'étant pas des boissons, restaient en dehors de la Convention, la Conférence a été d'avis qu'elle n'avait pas compétence pour s'occuper de la question dont il s'agit.



M. le Ministre d'Angleterre dépose sur le bureau de la Conférence le texte d'une résolution adoptée dans une réunion religieuse tenue récemment en Ecosse, ainsi qu'une pétition émanant du Comité central de la jeunesse chrétienne d'Angleterre (Young Men's Christian Association) pour la protection des races indigènes contre le trafic de l'alcool.

M. le Président propose ensuite à l'Assemblée de se réunir en Commission à l'effet de discuter le paragraphe qui remplacerait le § 2 de l'article premier et celui qui serait destiné à s'ajouter à l'article 2 de la Convention de 1899.

La séance est levée.

WALLWITZ.	A. W. CLARKE.
GOHRING.	H. J. READ.
CAPELLE.	BONIN.
KEBERS.	VAN DER STAAL DE PIERSHIL.
DE BAGUER.	SANTO THYRSO.
H. DROOGMANS.	GARCIA ROSADO.
A. MECHELYNCK.	N. DE GIER.
A. GÉRARD.	FALKENBERG.
ARTHUR HARDINGE.	

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires,*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

### *Protocole N° VII.*

Séance du 29 octobre 1906.

*Étaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consuls au Ministère des Affaires Étrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrsos, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

M. le Lieutenant-Colonel Garcia Rosado.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

MM. les Ministres d'Italie et de Portugal n'étant pas encore en mesure de communiquer à la Conférence les instructions qu'ils attendent de leurs Gouvernements, *M. le Président* propose d'examiner le projet de convention dont le texte vient d'être distribué à MM. les Plénipotentiaires. (Annexe.)

A l'article I, *Sir Arthur Hardinge* dit qu'il n'a pas encore les instructions qu'il a demandées en ce qui concerne la durée de la Convention. Il est possible que le Gouvernement britannique propose sur ce point une formule transactionnelle.

*M. Gérard* fait observer que l'article I reprend la formule de la Convention de 1899 en disant : « le droit d'entrée sur les spiritueux tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles ». D'autre part, l'article 5 déclare que « la Convention de 1899 cessera ses effets ». Ne faudrait-il pas mentionner la Convention de 1899 dans l'article I, puisque toutes les dispositions que la Conférence revise en ce moment sont celles de cette Convention.

*Sir Arthur Hardinge* se demande s'il est bien nécessaire de viser à l'article I l'Acte général de Bruxelles. La Convention de 1899 résultant du dit Acte général, il suffirait de s'en référer à la Convention.

*M. le Président* est d'avis que, le préambule se référant à l'Acte général de Bruxelles et à la Convention de 1899, on pourrait se dispenser d'en faire mention à l'article I.

La Conférence se rallie à cette manière de voir.

Le § 1<sup>er</sup> de l'article I se trouverait en conséquence rédigé comme suit :

« A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 91 de l'Acte général de Bruxelles, au taux de 100 francs par hectolitre à 50° centésimaux, pendant une période de..... ans. »

Sur la proposition de *M. le Vicomte de Santo Thyrso*, on remplace dans le préambule les mots : *sera soumis à revision*, par *devait être soumis à revision*, et sur la proposition de *M. Gérard*, les mots : *en prenant pour base les résultats*, par *sur la base des résultats*.

*M. le Président* prie MM. les Plénipotentiaires de vouloir bien se charger de mentionner dans le préambule les titres et qualifications sous lesquels ils désirent s'y voir figurer. Il donne ensuite la parole à *M. le Ministre de Portugal* pour faire connaître les instructions qu'il vient de recevoir.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* annonce que le Gouvernement portugais accepte la formule proposée pour l'Angola, sauf en ce qui concerne le paragraphe 2, impliquant l'engagement de transformer les distilleries en fabriques de sucre dans un délai ne pouvant pas excéder la durée de la Convention. Ses instructions, ajoute *M. le Ministre de Portugal*, ne lui laissent aucune latitude sur ce point.

*M. le Président*, après avoir constaté que le Gouvernement portugais serait disposé à accepter les §§ 1 et 3 de la formule proposée, moyennant suppression du § 2, suggère une formule qui reprendrait dans ce dernier paragraphe un passage qui avait son importance, en ce qu'il constatait

que le Gouvernement portugais assurerait la transformation graduelle et complète de ses distilleries en fabriques de sucre. On pourrait, en conséquence, rédiger le § 1<sup>er</sup> comme suit :

« Quant à l'Angola, le Gouvernement portugais pourra, en vue d'assurer la transformation graduelle et complète de ses distilleries en fabriques de sucre, prélever sur le produit de ce droit de 100 francs une somme de 30 francs, qui sera attribuée aux producteurs, à charge par eux et sous son contrôle, de réaliser cette transformation. »

Le § 3 de la formule deviendrait donc le § 2.

*M. Gérard* fait observer que la « date de la Convention » dont il est parlé à la fin du § 3 ne constitue pas une date au point de vue de la constatation dont il s'agit. Il serait préférable de dire : « à la fin d'octobre 1906. »

*M. le Président* propose d'écrire : « au 31 octobre 1906 ».

Cette rédaction est adoptée d'accord avec *M. le Ministre de Portugal*, sous réserve de l'approbation de son Gouvernement.

Le dernier § de l'article II serait dans ces conditions rédigé comme suit :

« Si le Gouvernement portugais faisait usage de cette faculté, le nombre des distilleries en activité et la capacité de production de chacune d'elles ne pourraient dépasser le nombre et la capacité constatés à la date du 31 octobre 1906. »

*M. le Président* soumet ensuite la formule telle qu'elle vient d'être arrêtée aux différentes délégations, qui l'admettent en principe, sauf à en référer à leurs Gouvernements.

*Sir Arthur Hardinge* fait observer que du moment que l'on renonce au § 2 de la formule qui prévoyait la transformation des distilleries de l'Angola dans un délai déterminé, le Gouvernement anglais devra examiner à nouveau la question de la durée à assigner à la Convention. La Délégation anglaise a reconnu que la Conférence ne pouvait légiférer pour le Portugal en l'obligeant à accepter un délai excédant celui de la Convention. Cette considération l'aurait engagée à consentir à la prolongation du terme assigné à cette dernière. Mais en présence de la situation nouvelle résultant de la suppression du § 2, Son Excellence se demande si les autres délégations ne pourraient faire à l'Angleterre une concession sur ce point.

*M. le Président* estime de son côté qu'il ne faudrait pas infirmer la portée de la disposition qui vient d'être adoptée en principe en réduisant la durée de la Convention, de manière à laisser supposer que la Conférence se désintéresse de la transformation graduelle et complète de ses distilleries assurée par le Portugal.

Les Puissances conservent l'espoir que cette transformation pourra se faire avant l'expiration de la Convention, ce qui ne sera possible qu'à la condition que le terme qui lui sera assigné ne soit pas trop court.



M. *Droogmans* déclare que les Plénipotentiaires du Congo attachent une grande importance aux paroles que vient de prononcer M. le Président.

Si on n'avait pas ajouté au § 1<sup>er</sup> les mots : « en vue d'assurer la transformation graduelle et complète », ils n'auraient pas pu se rallier à l'amendement proposé par le Ministre de Portugal.

M. le Président propose de réserver jusqu'à la prochaine séance la question de la durée de la Convention.

*Sir Arthur Hardinge* renouvelle l'espoir que la Conférence prendra en considération les motifs que les Plénipotentiaires britanniques ont fait valoir à la dernière séance et qu'Elle acceptera un terme inférieur à celui de dix ans.

M. le *Jonkheer van der Staal de Piershil* tient à constater l'esprit de conciliation dont le Gouvernement néerlandais a fait preuve pendant toute la durée des débats. Il espère que la Conférence, de son côté, reconnaissant cet esprit de conciliation, assignera à la Convention un terme suffisant pour assurer, dans l'intérêt du commerce, une stabilité suffisante au régime nouveau qu'il s'agit d'établir.

M. *Gérard* s'associe de son côté aux paroles prononcées par M. le Président. Les considérations qu'il a exposées sont, en effet, d'un grand poids. Il est de l'intérêt de toutes les Puissances que toutes facilités soient prêtées à la transformation des distilleries de l'Angola en fabriques de sucre. La meilleure garantie que cette transformation se fera d'une manière graduelle et complète, c'est d'assigner à la Convention une durée suffisamment longue. M. le Ministre de France estime qu'il y aurait, en conséquence, avantage à ce que cette durée fût fixée à dix ans.

M. le *Vicomte de Santo Thyrso* fait remarquer que la loi portugaise prévoit un terme de quinze ans.

La loi étant de 1901, l'époque prévue pour la transformation expirera en 1916. Il lui semble donc qu'il serait plus logique de fixer la durée de la Convention à dix ans, puisque alors les Puissances auront probablement à considérer les nouvelles conditions qui résulteront de l'article II de la dite Convention.

*Sir Arthur Hardinge* répète que si le Gouvernement britannique devait renoncer au terme qu'il voudrait voir adopter pour la Convention, il lui serait difficile d'accepter la proposition du Portugal.

M. le Président espère que les Plénipotentiaires voudront bien solliciter sans retard les instructions de leurs Gouvernements sur cette proposition.

La séance est levée.

WALLWITZ.

GÖHRING.

CAPELLE.  
 KEBERS.  
 DE BAGUER.  
 H. DROOGMANS.  
 A. MECHELYNCK.  
 A. GÉRARD.  
 ARTHUR HARDINGE.  
 A. W. CLARKE.  
 H. J. READ.  
 BONIN.  
 VAN DER STAAL DE PIERSHIL.  
 SANTO THYRSO.  
 GARCIA ROSADO.  
 N. DE GIERS.  
 FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires,*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

*Annexe au protocole n° VII.*

AVANT-PROJET DE CONVENTION.

29 octobre 1906.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; sa Majesté le Roi des Belges ; sa Majesté le Roi d'Espagne ; sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo ; le Président de la République Française ; sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes ; sa Majesté le Roi d'Italie ; sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. ; sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ; et sa Majesté le Roi de Suède ;

Voulant pourvoir à l'exécution de la clause de l'article I de la Convention du 8 juin 1899, prise elle-même en exécution de l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles, et en vertu de laquelle le droit d'entrée des spiritueux dans certaines régions de l'Afrique sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente,

Ont résolu de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand,

Sa Majesté le Roi des Belges,

Sa Majesté le Roi d'Espagne,

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

Le Président de la République Française,

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes,

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies,

Sa Majesté le Roi de Suède,

Lesquels, munis de pouvoirs en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :

#### ARTICLE I.

A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte général de Bruxelles, au taux de 100 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux, pendant une période de ..... ans.

Toutefois il est entendu, en ce qui concerne l'Erythrée, que ce droit spécifique pourra n'être que de 70 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux, le surplus . . . . .

Le droit d'entrée sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux ; il pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

A l'expiration de la période de ..... ans mentionnée ci-dessus, le droit d'entrée sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au-delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

#### ARTICLE II.

Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à

l'article XCII dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article I de la présente Convention.

Toutefois il est entendu, en ce qui concerne l'Angola, que le Gouvernement portugais pourra prélever sur le produit de ce droit de 100 francs une somme de 30 francs . . . . .

. . . . .  
 . . . . .  
 . . . . .  
 . . . . .

### ARTICLE III.

Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

### ARTICLE IV.

La présente Convention sera ratifiée dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires de la présente Convention. Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature de la présente Convention, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

### ARTICLE V.

La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes situées dans la zone déterminée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles, le trentième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

A partir de cette date, la Convention sur le régime des spiritueux en Afrique signée à Bruxelles le 8 juin 1899 cessera ses effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le .....



*Protocole n° VIII.*

Séance du 30 octobre 1906.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le Dr Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires étrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrsso, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

M. le Lieutenant-Colonel Garcia Rosado.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

*M. le Président*, abordant l'examen du projet de convention qui a été distribué aux Plénipotentiaires, propose une rédaction nouvelle pour l'article IV, qui a trait aux ratifications.

Suivant la procédure adoptée en 1899, chaque Puissance transmettait au Gouvernement belge l'instrument de sa ratification, et lorsque toutes les ratifications étaient arrivées, on en prenait acte dans un protocole de dépôt qui était signé par les Représentants de toutes les Puissances.

Depuis lors, on a simplifié ce mode de procéder, en ce sens qu'au fur et à mesure que les ratifications arrivent, on en constate le dépôt dans un protocole qui reste ouvert jusqu'à ce que la dernière ratification soit arrivée. Un exemplaire de ce protocole, certifié conforme, est envoyé ensuite à chacun des pays signataires. On pourrait procéder de même cette fois-ci. Il suffirait, à cet effet, de modifier l'article IV, qui serait rédigé ainsi :

« La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an. »

Le § 2 disparaîtrait complètement ainsi que le § 3, et l'on substituerait au dernier paragraphe la rédaction suivante :

« Une copie certifiée du procès-verbal de dépôt sera adressée par les soins du Gouvernement belge à toutes les Puissances intéressées. »

L'article V, § 1<sup>er</sup>, d'autre part devrait être modifié comme suit :

« La présente Convention entrera en vigueur le 30<sup>e</sup> jour à partir de celui où aura été clos le procès-verbal de dépôt. »

Enfin, on ajouterait au § final : fait à Bruxelles *en un seul exemplaire*.

Cette modification implique la signature par les Plénipotentiaires d'un seul acte diplomatique dont une copie conforme serait adressée à chaque Gouvernement intéressé.

Ces différentes propositions sont adoptées.

*M. le Président* demande ensuite à MM. les Plénipotentiaires de vouloir bien signaler à leurs Gouvernements respectifs l'intérêt que pré-

sentent les communications, qu'aux termes de l'article 81 de l'Acte général de Bruxelles les Puissances sont tenues de faire au Bureau spécial institué au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

En ce qui concerne notamment l'éventualité de la réunion d'une nouvelle Conférence, si le Bureau disposait de tous les documents relatifs à l'application de la Convention, les délais entre la convocation et la réunion pourraient être notablement abrégés.

M. le Président demande ensuite à M. le Ministre de Portugal s'il espère recevoir bientôt les instructions de son Gouvernement en ce qui concerne la formule proposée pour l'Angola.

M. le Vicomte de Santo Thyrso répond qu'il a reçu aujourd'hui même du Ministre des Affaires Etrangères un télégramme lui faisant part des dispositions favorables, mais non définitives, de son Gouvernement.

M. le Jonkbeer van der Staal de Piershil informe la Conférence que M. Damsté a été obligé, à raison de l'état de sa santé, de retourner à La Haye.

M. le Président, se faisant l'interprète de la Conférence, forme des vœux pour la prompte guérison de M. le Délégué néerlandais.

Sir Arthur Hardinge croit devoir informer ses collègues que, tout en étant très désireux de pouvoir signer demain la Convention, il ne peut prendre d'engagement à cet égard. Il serait possible, en effet, qu'il eût à faire, en ce qui concerne la question de la durée de la Convention, une proposition transactionnelle. M. le Ministre d'Angleterre ajoute qu'il n'avait pas manqué de faire part à son Gouvernement des considérations qui avaient été mises en avant dans la séance d'avant-hier pour faire adopter de préférence un délai de dix ans, mais la modification nouvelle qu'on serait disposé à apporter au texte de l'article II serait de nature à infirmer les considérations qu'il a fait valoir à cet égard.

M. le Président croit qu'il conviendrait de mentionner au protocole de la séance que si un nouvel accord n'intervenait pas à l'échéance du terme de la Convention, il resterait entendu que cette dernière continuerait de plein droit. Il rappelle qu'une mention semblable a été faite au protocole de la séance du 7 juin 1899 de la dernière conférence.

Cette suggestion ne rencontre aucune objection.

M. le Président propose ensuite à la Conférence de se constituer en Commission.

La séance est levée.

WALLWITZ.

GOHRING.

CAPELLE,

KEBESR.

DE BAGUER.

H. DROOGMANS,

A. MECHELYNCK.	VAN DER STAAL DE PIERSHIL.
A. GÉRARD.	SANTO THYRSO.
ARTHUR HARDINGE.	GARCIA ROSADO.
A. W. CLARKE.	N. DE GIERS.
H. J. READ	FALKENBERG.
BONIN.	

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires,*

PERCY-C. WYNDHAM.

CH. SEEGER.

C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

---

*Protocole n° IX.*

Séance du 31 octobre 1906.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le D<sup>r</sup> Gohring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.



Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrsos, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

M. le Lieutenant-Colonel Garcia Rosado.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

M. le Président donne lecture à la Conférence d'une lettre de M. le Ministre de Portugal lui annonçant que le Gouvernement portugais accepte l'article 2 de la Convention tel qu'il a été rédigé dans le projet de Convention présenté à la Conférence dans la séance d'hier. Il ajoute qu'il croit être l'interprète des sentiments de l'Assemblée en remerciant et en félicitant M. le Vicomte de Santo Thyrsos du résultat heureux de son intervention.

Il reste encore deux points qui n'ont pas reçu jusqu'à présent une solution définitive. Le premier concerne l'Erythrée, le second la durée de la Convention.

M. le Comte Bonin Longare regrette de ne pas avoir reçu encore ses instructions en ce qui concerne la formule relative à l'Erythrée. Il espère que l'entente pourra se faire, mais il ne peut donner dès à présent une adhésion définitive.

Sur le désir exprimé par M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, M. le Ministre d'Italie fait connaître le texte de la formule élaborée de concert avec son collègue en France. Elle est conçue comme suit :

« Toutefois il est entendu, en ce qui concerne l'Erythrée, que ce droit spécifique pourra n'être que de 70 francs par hectolitre à 50<sup>e</sup> centésimaux, le surplus étant représenté d'une manière générale

et constante par l'ensemble des autres droits existant dans cette Colonie. »

*Sir Arthur Hardinge* exprime également le regret de ne pas être en mesure de signer aujourd'hui.

Son Excellence annonce qu'Elle a reçu un télégramme qui l'autorise à accepter la formule proposée pour l'Angola, mais étant donnée la suppression, dans cette formule, de toute disposition prévoyant le délai dans lequel devrait s'effectuer la transformation des distilleries en fabriques de sucre, il doit déclarer à nouveau que le terme de dix ans qu'on propose d'assigner à la Convention lui paraît trop long. Le Gouvernement britannique consent à aller au delà du délai stipulé par la Convention de 1899, mais il ne pourrait que difficilement se résoudre à dépasser un terme de sept ans. M. le Ministre d'Angleterre croit devoir faire remarquer à ce propos que les statistiques produites à la Conférence ne prouvent nullement que les intérêts du commerce aient eu à souffrir d'une révision à courte échéance. D'ailleurs la différence entre le terme de sept et celui de dix ans n'est pas suffisante pour en compromettre la stabilité.

M. le Président rappelle que lors de la première consultation à laquelle a donné lieu la question de la durée de la Convention, la grande majorité des délégations s'était montrée favorable au terme de dix ans. La Conférence est évidemment disposée à prendre en sérieuse considération les observations que vient de présenter M. le Ministre d'Angleterre ; toutefois, l'écart entre le terme de dix ans et celui qu'il propose n'est pas si considérable pour qu'on ne puisse espérer trouver un terrain d'entente.

*Sir Arthur Hardinge* répète que, d'après les ordres de son Gouvernement, il doit s'en tenir au terme de sept ans.

M. Gohring désire exposer sur cette question le point de vue de son Gouvernement.

Les Plénipotentiaires allemands se sont ralliés au droit minimum de 100 francs ; mais comme compensation à cette grande différence entre le chiffre du droit ancien et celui du droit nouveau, il leur a paru que la durée de la Convention ne devait pas être trop courte et ils ont admis le terme de dix ans.

Cependant, leurs instructions leur laissant à cet égard une certaine latitude, ils croient pouvoir proposer de fixer le terme à huit ans, terme qui leur semble pouvoir être accepté par le Gouvernement britannique.

M. Gohring fait remarquer d'abord que les intérêts du commerce exigent une certaine stabilité du régime.

Il fait observer ensuite que du moment que le commerce a en perspective une révision du droit, il cherchera naturellement à écouler avant cette révision le plus de marchandises qu'il pourra.

Il en résulte que l'éventualité d'un rehaussement du droit sur les

spiritueux aura pour effet d'augmenter les quantités importées. Comme il s'agit de marchandises à introduire dans des pays où elles sont exposées à s'altérer rapidement, les commerçants seront naturellement poussés à s'en défaire le plus promptement possible. D'où augmentation notable de la consommation.

A ces divers points de vue, il importe de ne pas diminuer outre mesure la durée de la Convention. D'autre part, comme l'a fait observer M. le Ministre d'Angleterre, les Puissances resteront toujours libres, pendant la durée de la Convention, d'élever le cas échéant le droit au delà du minimum fixé et de conclure des accords entre colonies voisines en vue d'augmenter uniformément le droit et d'atteindre plus sûrement ainsi le but que s'est proposé la Conférence.

Tout en conservant donc ses préférences pour le terme de dix ans, la Délégation allemande croit néanmoins pouvoir équitablement suggérer, comme solution transactionnelle, celui de huit ans.

*Sir Arthur Hardinge* prend acte de la proposition que viennent de faire MM. les Plénipotentiaires allemands. Il la recommandera à son Gouvernement, qui ne manquera pas d'examiner sérieusement les considérations que vient de faire valoir M. Gohring, notamment en ce qui concerne les conséquences que peuvent avoir des révisions à échéance trop rapprochée au point de vue de l'augmentation de l'importation et de la consommation des marchandises atteintes par l'augmentation du droit.

*M. le Président* demande à connaître l'avis des différentes délégations sur la proposition de MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne.

*M. de Baguer* déclare se rallier entièrement aux raisons exposées par M. Gohring en faveur de l'adoption d'un chiffre supérieur à huit ans.

*M. Droogmans* croit que le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo ne fera pas d'objection à la proposition, mais il ne peut se prononcer définitivement sans lui en avoir référé.

*M. Gérard* dit qu'il a été très frappé par les considérations qu'a fait valoir M. le Président dans la séance d'hier, ainsi que par les observations de M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne quant aux dangers pouvant résulter de périodes de révision de trop courte durée. Tant au point de vue de la connexité qu'il convient d'établir entre le terme de la Convention et le terme prévu par la loi portugaise pour la transformation des distilleries de l'Angola qu'à celui de la stabilité qu'il importe d'assurer au commerce, il serait désirable de maintenir le terme de dix ans. Il convient d'observer, d'ailleurs, qu'aucun des autres chiffres proposés ne paraît correspondre à ceux qui ont été antérieurement envisagés.

Si toutefois on veut s'écarter de ce terme de dix ans, qui paraît le seul rationnel, il croit qu'il serait préférable de s'arrêter à celui de neuf ans.

La Conférence, ajoute M. le Ministre de France, a pu se rendre compte que toutes les questions que soulève la révision du droit ont été exami-

nées et que la discussion est actuellement épuisée. Il ne voit donc pas d'intérêt à multiplier les réunions internationales à ce sujet. Chaque Puissance restant libre de conclure des ententes avec ses voisins pour l'augmentation du droit, il semble que toutes sont également intéressées à ne pas faire des révisions trop fréquentes et par conséquent à adopter le terme de dix ans.

*Sir Arthur Hardinge* déclare qu'il ne peut, pour le moment, accepter aucune transaction entre les termes de sept et de dix ans.

*M. le Comte Bonin Longare* fait remarquer que la tarification établie par la Convention a surtout un caractère d'expérience, puisque c'est sur les résultats produits par cette tarification que doit se faire la révision. A ce point de vue, l'expérience sera d'autant plus complète qu'elle aura été faite pendant un temps plus long. Il se ralliera pour ces raisons au terme le plus long qui sera proposé.

*M. le Jonkheer van der Staal de Piershil* se prononce également en faveur du terme le plus long possible. Il donne par conséquent ses préférences à celui de dix ans.

*M. le Vicomte de Santo Thyryo* se prononce également pour le terme de dix ans.

*M. de Giers* dit que son Gouvernement est désintéressé dans la question. Il se ralliera à la proposition qui rencontrera l'adhésion de la majorité.

*M. le Baron Falkenberg* se prononce dans le même sens que son collègue de Russie.

*M. le Président* dit que le Gouvernement belge examinera avec bienveillance la solution transactionnelle proposée ; en tout cas, il ne sera pas un obstacle à l'entente.

Il croit devoir faire remarquer ensuite que l'on se trouve actuellement en présence de différentes propositions. A défaut d'une proposition ferme, au sujet de laquelle les délégations pourraient demander immédiatement les instructions de leur Gouvernement, on risque de se retrouver à la prochaine séance dans la même situation qu'en ce moment. Il lui semble qu'il serait possible de profiter des dispositions conciliantes de chacun pour chercher à se mettre d'accord sur une proposition de cette nature.

*M. Gérard* rappelle que la même question s'était posée lors de la Conférence de 1899 ; le Gouvernement anglais s'était rallié au dernier moment au terme le plus long. Ne pourrait-il pas faire de même cette fois-ci, d'autant plus qu'il existe actuellement une raison qui n'existait pas en 1899, à savoir l'intérêt qu'il y a à faire coïncider la durée de la Convention avec le terme prévu par la législation portugaise pour permettre au Portugal d'opérer la transformation de ses distilleries ?

Il est certain qu'en marquant par le terme assigné à la Convention qu'on a tenu compte du délai dans lequel doit s'achever, aux termes de



la loi portugaise, cette transformation, on donne à celle-ci un caractère d'obligation plus accentué.

*Sir Arthur Hardinge* répète que le terme de neuf ans comme celui de dix ans rencontrera difficilement l'approbation de son Gouvernement.

*M. Gérard* constate que la Conférence a fait un pas important dans la voie de la restriction du trafic des spiritueux.

Elle a augmenté notablement le droit existant ; elle a fait disparaître les exceptions qu'on y avait apportées ; ne conviendrait-il pas, dans ces conditions, de consacrer d'une manière durable les résultats obtenus, en acceptant le terme de dix ans ?

*Sir Arthur Hardinge* rappelle l'importance que le Gouvernement britannique attache à cette question de la durée de la Convention. Il doute qu'elle présente la même importance pour les autres Gouvernements qui demandent une durée plus longue.

*M. Gohring* se demande si l'on ne pourrait fixer le terme à neuf ans, sauf à réserver à chacune des Puissances le droit de provoquer la révision au bout de huit ans.

Lors de la Conférence de 1899, le Gouvernement britannique avait proposé une solution semblable en demandant que la révision pût être réclamée avant l'expiration du délai de six ans.

*M. Gérard* rappelle que le Gouvernement français avait à cette époque soulevé des objections à la proposition, mais, vu la durée du terme suggéré, il ne semble pas que ces objections aient à être maintenues aujourd'hui. Toutes les Délégations pourraient dans ces conditions se rallier au terme de dix ans.

*M. le Président* est d'avis que la proposition suggérée par *M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne* serait de nature à donner satisfaction au Gouvernement britannique.

Il fait remarquer qu'elle tient compte à la fois du désir du Gouvernement britannique de pouvoir provoquer la révision de la Convention après huit ans, si cette révision est jugée opportune, et des préférences marquées par un grand nombre de délégations en faveur de l'inscription dans la Convention du terme de dix ans.

Si cette solution était acceptée, on pourrait en faire l'objet d'un article VI, qui serait formulé à peu près en ces termes :

« Il est entendu que chacune des Puissances contractantes se réserve la faculté de provoquer la révision de la présente Convention huit ans après son entrée en vigueur. »

*M. Mechelynck* conclut de cette rédaction que la faculté de révision après huit ans porterait sur la Convention entière.

*Sir Arthur Hardinge* dit que c'est ainsi que l'entendra le Gouvernement britannique.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* croit, au contraire, que la révision devra

se faire dans les mêmes conditions que les révisions précédentes, qui ne portaient exclusivement que sur le droit d'entrée. S'il doit en être autrement, il aura à demander les instructions de son Gouvernement.

*Sir Arthur Hardinge* fait observer qu'en disant que la révision ne portera que sur le taux du droit, on en limiterait la portée, puisqu'il y a d'autres points encore qui se rattachent au droit d'entrée et qui peuvent être soumis à révision.

*M. le Vicomte de Santo Thyrsio* estime que, le cas échéant, on pourrait mentionner la faculté de réviser après huit ans dans l'article I<sup>er</sup>, qui seul s'occupe de la révision.

*Sir Arthur Hardinge* est d'avis qu'au point de vue de l'impression à produire sur l'opinion publique en Angleterre, où l'on se prononce très nettement en faveur d'une révision après un court délai, il serait préférable de faire de cette révision exceptionnelle l'objet d'un article spécial.

*M. le Vicomte de Santo Thyrsio* propose dans ce cas de remplacer dans la formule suggérée par *M. le Président* les mots : *de la présente Convention* par : *prévus par l'article I<sup>er</sup>*. Si cette modification était admise, il n'y aurait pas d'objection à l'article séparé demandé par *M. le Ministre d'Angleterre*.

*M. le Président* donne lecture de l'article ainsi modifié, qui serait rédigé comme suit et qui figurerait sous le n° VI :

« Chacune des Puissances contractantes se réserve la faculté de provoquer la révision prévue à l'article I, huit ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention. »

Sur l'observation de *M. le Ministre d'Italie*, que cet article serait mieux à sa place avant celui qui prévoit les ratifications, la Conférence en décide ainsi. La nouvelle disposition deviendra donc l'article IV de la Convention.

*Sir Arthur Hardinge* dit qu'il doit être bien entendu que dans le cas où la révision exceptionnelle serait demandée, elle devra se faire avant l'expiration de la huitième année.

*M. le Président* constate qu'il n'y aurait aucun motif pour qu'il en fût autrement ; toutes les Puissances, sachant qu'une révision après huit ans est possible, devront se mettre en mesure de fournir leurs documents de manière à permettre à la Conférence de se réunir en temps utile.

Il prie ensuite les délégations qui n'ont pas les instructions suffisantes pour accepter la nouvelle formule proposée de vouloir bien en référer à leur Gouvernement. Si la Conférence n'y voit pas d'objection, il la fera insérer dès à présent, ainsi que la formule concernant l'Erythrée, dans le projet de la Convention. De cette manière, si les Gouvernements y donnent leur adhésion, on pourra procéder à la signature dans la prochaine séance.

La séance est levée.

WALLWITZ.  
GÖHRING.  
CAPELLE.  
KEBERS.  
DE BAGUER.  
H. DROOGMANS.  
A. MECHELYNCK.  
A. GÉRARD.  
ARTHUR HARDINGE.  
A. W. CLARKE.  
H. J. READ.  
BONIN.  
VAN DER STAAL DE PIERSHIL.  
SANTO THYRSO.  
GARCIA ROSADO.  
N. DE GIER.  
FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires :*

PERCY-C. WYNDHAM.  
CH. SEEGER.  
C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

---

*Protocole n° X.*

Séance du 3 novembre 1906.

*Etaient présents :*

Pour l'Allemagne :

S. E. M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Bruxelles.

M. le D<sup>r</sup> Göhring, Conseiller intime actuel de Légation.

Pour la Belgique :

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consuls au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics.

Pour l'Espagne :

S. E. M. Arturo de Baguer y Corsi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo :

M. H. Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo.

M. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants.

Pour la France :

S. E. M. Gérard, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne :

S. E. Sir Arthur Hardinge, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Bruxelles.

M. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office.

M. H. J. Read, du Colonial Office.

Pour l'Italie :

S. E. M. le Comte Bonin Longare, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas :

S. E. M. le Jonkheer van der Staal de Piershil, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles.

Pour le Portugal :

S. E. M. le Vicomte de Santo Thyrsio, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Bruxelles.

M. le Lieutenant-Colonel Garcia Rosado.

Pour la Russie :

S. E. M. de Giers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Russie à Bruxelles.

Pour la Suède :

S. E. M. le Baron Falkenberg, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Bruxelles.

*M. le Président* annonce à la Conférence que les Délégations d'Angleterre et d'Italie, qui attendaient encore des instructions, ont reçu des réponses favorables.

La Conférence pourra donc sans doute terminer ses travaux aujourd'hui et procéder à la signature de la Convention. Il reste toutefois à en arrêter le texte définitif.

MM. les Plénipotentiaires qui auraient des modifications de forme à suggérer voudront bien les faire connaître.



*Sir Arthur Hardinge* rappelle les raisons qui avaient engagé la Délégation anglaise à proposer dans la séance précédente de faire de la clause relative à la revision facultative l'objet d'un article séparé. Ces considérations n'ont rien perdu de leur valeur, seulement Son Excellence, après un nouvel examen, s'est demandé s'il ne serait pas plus logique de rattacher la clause dont il s'agit à l'article I et de grouper ainsi les diverses exceptions faites au double principe posé dans le premier paragraphe dudit article, en ce qui concerne le taux du droit et la durée de la Convention.

Dans le cas où l'on se rangerait à cette manière de voir, l'article IV disparaîtrait et l'on intercalerait à l'article I, entre les §§ 1 et 2, un paragraphe ainsi conçu : « Toutefois, chacune des Puissances contractantes aura la faculté de provoquer la revision de ce droit à l'expiration de la huitième année après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Elle devra, dans ce cas, notifier son intention six mois avant cette échéance aux autres Puissances par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargera de convoquer la Conférence dans le délai de six mois ci-dessus indiqué. »

La clause de la revision facultative n'existait pas dans la Convention précédente ; c'est une clause nouvelle. Il convenait donc de préciser la procédure à suivre. Si aucun délai n'avait été prévu tant pour la notification de la revision que pour la convocation de la future Conférence, des retards auraient pu se produire qui eussent empêché la revision de se faire à l'échéance des huit ans et rendu ainsi illusoire la faculté laissée aux Puissances à cet égard.

*M. Gérard* estime que le paragraphe à intercaler serait mieux à sa place après le § 4. Il serait, en effet, plus logique de mettre la règle avant l'exception.

*Sir Arthur Hardinge* fait observer que le terme de dix ans, qui est la règle, se trouve mentionné déjà au paragraphe premier. Son Excellence ne verrait pas d'inconvénient à se rallier à la proposition de son Collègue si la mention des dix ans était supprimée au paragraphe premier.

*M. le Vicomte Santo Thyrsos* est d'avis qu'il faut d'abord établir comme règle que la Convention aura une durée de dix ans ; puis fixer ce qu'on fera à l'expiration de ce terme, en vue de bien marquer que l'engagement pris par les Puissances n'a pas une durée illimitée ; enfin, prévoir la faculté de la revision anticipée. De cette manière, tous les intérêts sont sauvegardés. La double mention des dix ans a donc ici sa raison d'être.

*Sir Arthur Hardinge* demande que dans le cas où cette double mention serait maintenue, on mentionne également deux fois la faculté de reviser au bout de huit ans.

*M. Gérard* fait observer que ce serait peut-être insister d'une façon exagérée sur la revision facultative. Mais on pourrait, semble-t-il, concilier les divers points de vue en ne parlant à l'article I que de ce

qui a trait au taux du droit, et en réservant pour un article spécial ce qui concerne la durée de la Convention et l'exception admise sous ce rapport.

*M. Mechelynck* appuie cette motion. Son admission entraînerait deux modifications au texte de l'article I : la suppression au § 1 des mots : « pendant une période de dix ans » et la disparition du § 4. L'article spécial deviendrait l'article III.

*M. Gérard* se demande s'il ne serait pas, en somme, préférable de rejeter le tout à l'article VI, parce qu'en général on place à la fin d'une convention ce qui concerne sa durée.

*Sir Arthur Hardinge* est disposé à se rallier à cette suggestion. Ce qu'il désirait, c'est que le terme et la faculté de l'abréger figurassent en même temps dans le même article.

*M. Mechelynck* fait observer que la clause relative à la durée doit précéder la disposition qui concerne les adhésions, attendu que celles-ci portent aussi bien sur la durée que sur le droit. Il convient donc de s'en tenir à un article spécial, qui serait l'article III.

*M. le Président* constate l'accord sur ce point.

Après un échange d'observations auquel prennent part divers membres, la rédaction du nouvel article est arrêtée de la manière suivante :

« Les dispositions de la présente Convention sont établies pour une période de dix ans.

« A l'expiration de cette période, le droit d'entrée fixé à l'article I sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

« Toutefois, chacune des Puissances contractantes aura la faculté de provoquer la revision de ce droit à l'expiration de la huitième année.

« Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention, six mois avant cette échéance, aux autres Puissances par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la Conférence dans le délai de six mois ci-dessus indiqué. »

Cette rédaction est adoptée.

L'article IV est supprimé et l'ancien article III devient l'article IV.

Les articles V et VI sont maintenus sans observations.

*M. le Comte Bonin Longare* dit qu'il est autorisé à accepter la formule concernant l'Erythrée telle qu'elle figure au projet de convention. En faisant cette déclaration, il croit utile d'ajouter, bien que cela puisse être sous-entendu, que le Gouvernement italien se réserve, le cas échéant, de renoncer au régime exceptionnel pour rentrer dans le régime général.

*M. le Président* croit être l'interprète de la Conférence en constatant qu'il est toujours loisible aux bénéficiaires d'une exception d'y renoncer.

*M. le Comte Bonin Longare* ajoute que l'accord étant réalisé, quant au fond, il n'a plus qu'à réclamer une légère modification de forme : la suppression dans le texte du mot « spécifique », qui n'a plus de raison d'être depuis la disparition des mots *ad valorem*, avec lesquels il était en corrélation.

Cette modification ne rencontre aucune opposition.

Sur l'invitation de *M. le Président*, *M. Mechelynck*, chargé par le Comité des Rapporteurs de la rédaction du rapport sur les travaux de la Commission, donne communication de son travail et termine par quelques mots de remerciement aux secrétaires pour le concours qu'ils lui ont prêté.

*M. le Président* dit que le rapport restera annexé au procès-verbal de la séance.

*M. de Giers* prononce les paroles suivantes :

« MESSIEURS,

« Sous la présidence éclairée de *M. Capelle*, nous avons abouti à une heureuse entente.

« N'est-ce pas exprimer la fidèle pensée de toutes les délégations que de rendre hommage à l'esprit de conciliation et d'entente de notre Président en l'assurant de notre gratitude et sincère sympathie.

« Nous remercions également le distingué Secrétariat de la Conférence pour l'empressement qu'il a mis à nous être utile et sa charmante courtoisie. »

*M. le Président* répond :

« Je ne puis attribuer qu'à l'excessive bienveillance de *M. le Ministre de Russie* les paroles élogieuses qu'il vient de m'adresser.

« C'est pour cette bienveillance, à laquelle j'attache tant de prix, que je remercie Son Excellence, comme je remercie tous les Plénipotentiaires et Délégués qui ont su rendre si facile la tâche du Président.

« La Conférence qui vient de terminer ses travaux prouvera, si cette démonstration était à faire, que les Gouvernements, pour défendre avec sollicitude et conviction les intérêts matériels des peuples, ne perdent aucunement de vue les devoirs supérieurs que leur imposent les préceptes d'humanité.

« Nous avons pressenti que les discussions ne sortiraient pas de l'atmosphère de conciliation qui s'était révélée dès les premiers jours de nos réunions.

« C'est grâce à vous tous, Messieurs, qu'il en a été ainsi.

« Permettez-moi de vous en féliciter au nom des populations et des grands principes dont vous aviez assumé la défense.

« Il nous reste à exprimer l'espoir que nos Gouvernements ratifieront

unanimement les résolutions sur lesquelles nous nous sommes heureusement mis d'accord.

« Trois dispositions caractérisent l'arrangement que nous allons signer :

« Le rehaussement du droit sur les spiritueux, par lequel les Gouvernements ont entendu marquer qu'ils restent fidèles aux sentiments humanitaires qui ont inspiré les conventions antérieures ;

« L'uniformité de régime, réalisée grâce à l'esprit conciliant des Etats qui ont subordonné à l'intérêt général leurs préférences particulières ;

« Enfin, l'extension du terme assigné à l'accord : ce qui témoigne d'une confiance réciproque, parfaitement justifiée d'ailleurs, dans l'application que chacun donnera aux stipulations contractuelles :

« Sentiments humanitaires, esprit de conciliation, confiance réciproque : avec ces trois facteurs, dans l'avenir aussi bien qu'aujourd'hui, on ne peut manquer de solutionner heureusement les problèmes internationaux. »

La séance est levée.

Il est procédé à 10 heures du soir à la signature de la Convention.

WALLWITZ.  
GOHRING.  
CAPELLE.  
KEBERS.  
DE BAGUER.  
H. DROOGMANS.  
A. MECHLYNCK.  
A. GÉRARD.  
ARTHUR HARDINGE.

A. W. CLARKE.  
H. J. READ.  
BONIN.  
VAN DER STAAL DE PIERSHIL.  
SANTO THYRSO.  
GARCIA ROSADO.  
N. DE GIER.  
FALKENBERG.

Certifié conforme à l'original :

*Les Secrétaires,*

PERCY-C. WYNDHAM.  
CH. SEEGER.  
C<sup>te</sup> ANDRÉ DE ROBIANO.

#### ANNEXE.

#### *Rapport de la Commission.*

MESSIEURS,

La Conférence a décidé, dès sa première séance, de se réunir en commission pour procéder à l'examen préalable des questions soule-



vées au cours de ses délibérations ; elle nous a, dans sa séance du 22 octobre, confié la mission de faire rapport sur ces travaux.

L'Acte Général de Bruxelles du 2 juillet 1890 a formulé un ensemble de mesures restrictives du commerce des spiritueux ; après avoir établi le principe de zones de prohibition pour l'usage et pour la fabrication des boissons distillées (Article XCI), il a fixé un droit minimum d'importation dans les régions qui n'étaient pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux étaient importés librement ou soumis à un droit d'entrée inférieur à 15 francs (Article XCII) ; il a prescrit en outre la perception d'un droit d'accise qui ne peut pas être inférieur au minimum du droit d'importation.

L'établissement de zones de prohibition, un minimum égal pour le droit d'entrée et pour le droit d'accise constituaient des principes définitifs ; le chiffre du droit pouvait n'être que temporaire, les Puissances signataires de l'Acte Général de 1890 se sont engagées, par une stipulation spéciale, à le soumettre à révision dans un délai déterminé « pour arrêter, alors si faire se peut, dit l'article XCII, une taxe minima uniforme dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition. »

Ce dernier résultat a presque été atteint en 1899 ; la Convention du 8 juin 1899 a porté le droit minimum à 70 francs, n'admettant d'exception que pour le Togo et le Dahomey, où le droit pouvait n'être que de 60 francs.

La Convention de 1899, à l'exemple de celle de 1890, a prescrit, par son article premier, la révision, à l'expiration d'un délai de six ans, du droit d'entrée sur la base des résultats produits par la tarification précédente.

Cette disposition définit le programme de la Conférence actuelle ; elle a pour mission de soumettre à révision le taux du droit d'importation.

En vue de ses travaux, M. le Président a fait résumer en un tableau les données statistiques fournies par les divers Gouvernements et relatives au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs ; le tableau résumé a été distribué aux membres de la Conférence ; il est annexé au rapport.

Votre Commission a été amenée à examiner successivement trois questions :

Le taux du droit ;

La situation spéciale de l'Erythrée et de l'Angola ;

La durée de la nouvelle convention.

Les débats ont établi entre les diverses questions une telle connexité qu'il est nécessaire de les exposer dans l'ordre où elles se sont succédé.

Avant d'en aborder l'examen, vos Rapporteurs croient devoir rappeler, ainsi que M. le Président l'a fait à diverses reprises, que les observations échangées en commission n'ont été produites qu'en vue d'éclairer la discussion et sans engager aucune responsabilité.

Votre Commission, Messieurs, a commencé ses travaux le 19 octobre par l'examen des notes, dont MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre et de Portugal ont donné lecture dans la séance plénière du 17 octobre.

La première proposait à la Conférence d'imposer sur les spiritueux un droit minimum de 124 francs par hectolitre à 50° centigrades.

Par la seconde, S. E. M. le Ministre du Portugal déclarait que le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle ne saurait accéder à une élévation des droits sans provoquer la ruine des distilleries indigènes, ni entraver par le fait même leur transformation en fabriques de sucre.

Les observations échangées ont eu principalement pour but d'éclairer la Commission sur le régime des spiritueux dans les colonies portugaises.

*Sir Aribur Hardinge* demanda à M. le Vicomte de Santo Thyrso s'il pouvait indiquer en combien d'années approximativement s'opérerait la transformation de la fabrication intérieure des alcools en fabrication de sucre. Si cette transformation pouvait se faire dans un délai rapproché, il serait peut-être possible d'y trouver un moyen de transaction. Son Excellence demanda également pourquoi le droit d'accise sur ces alcools nuirait à la fabrication du sucre.

M. le Ministre de Portugal répondit, en ce qui concerne la première question, qu'il ne pouvait pas préciser le terme de la transformation. Les décrets royaux de 1899 et de 1901, qui la préparent, prévoient une période de quinze ans. Mais il s'agit seulement là d'une prévision ; cette période, par conséquent, pourrait être dépassée ; en fait, la production a déjà diminué.

Quant à la deuxième question, il fit remarquer qu'il faudrait remplacer la culture actuelle de la canne à sucre employée à la fabrication de l'alcool par une autre espèce plus appropriée à la fabrication du sucre ; or cette transformation ne peut être effectuée du jour au lendemain, et pour qu'elle puisse s'opérer, il faut ménager les transitions.

M. *Duchêne* demanda ensuite s'il serait possible de limiter à un chiffre forfaitaire la quantité d'alcool produite, en admettant, par hypothèse, l'établissement d'un régime particulier dans certaines régions dépendant du Portugal ; il exprima le désir de connaître le mode de contrôle au point de vue de la perception du droit d'accise dans les colonies portugaises ; le nombre des distilleries dans l'Angola et les chiffres de leur production.

M. le Ministre de Portugal déclara qu'il ne pouvait pas répondre à la première question, qui était nouvelle, mais qu'il demanderait des renseignements.

M. le Lieutenant-Colonel *Rosado* répondit sur les autres points. Il cita, quant à la perception du droit d'accise, les règlements publiés dans le *Recueil du Bureau de Bruxelles*, en date des 23 décembre 1901 et 10 octobre 1902.

Quant au nombre des distilleries existant dans l'Angola, M. le Délégué portugais indiqua sinon le nombre des distilleries, du moins les principaux centres de production, qui sont : Ambriz, Golungo Alto, Cazengo, Calumbo, Dondo, Malenge, Novo Redondo, Egito, Dombe et Mossamèdes.

En ce qui concerne les chiffres de la production, il ne pouvait les donner d'une façon précise pour chaque centre de production, parce que, la perception se faisant dans différents districts, il ne possédait pas de statistiques précises par rapport à chacun d'eux ; mais on obtiendrait des données sensiblement les mêmes d'une façon indirecte, en déduisant du montant total de l'impôt perçu sur l'alcool importé ainsi que sur l'alcool produit, la part afférente à l'importation. On dégagerait ainsi le chiffre des droits perçus sur la production, et comme on connaît le taux du droit établi, on pourrait évaluer aisément l'importance de cette dernière.

D'après ce qui précède, on peut établir le tableau suivant :

La totalité des droits perçus sur l'importation et la production a été, pour les années 1901 à 1905 :

1901 . . . . .	228.214 \$ 797
1902 . . . . .	180,898 \$ 949
1903 . . . . .	190,747 \$ 887
1904 . . . . .	191,065 \$ 766
1905 . . . . .	151,181 \$ 000

Les droits perçus sur l'importation seulement ont été :

1901 . . . . .	4,166 \$ 766
1902 . . . . .	4,643 \$ 685
1903 . . . . .	4,995 \$ 099
1904 . . . . .	5,120 \$ 604
1905 . . . . .	8,735 \$ 148

En déduisant ces derniers chiffres des premiers, on obtient les résultats suivants :

1901 . . . . .	224,048 \$ 031 équivalent à 17,781 hect.
1902 . . . . .	176,255 \$ 264 » 13,988 »
1903 . . . . .	185,752 \$ 788 » 14,742 »
1904 . . . . .	185,945 \$ 160 équivalent à 14,757 hect.
1905 . . . . .	142,445 \$ 852 » 11,305 »

En comparant les années 1901 et 1905, on constate pour cette dernière année, par rapport à la première, en ce qui concerne la production, une diminution de 36 1/2 %.

En ce qui concerne la consommation, la diminution a été de 35 %.

Sur une question de MM. les Délégués de l'Etat Indépendant du Congo, M. le Lieutenant-Colonel Rosado ajouta qu'il ne croyait pas que la consommation de l'alcool était répandue dans toute l'étendue de la province d'Angola ; mais qu'il n'y existait pas de zone de prohibition.

A la suite de cet échange d'observations, M. le Président fit distribuer à la Conférence des exemplaires du *Recueil du Bureau de Bruxelles* contenant le texte des deux décrets mentionnés par M. le Lieutenant-Colonel Rosado.

La Commission tint *une deuxième séance* le 22 octobre ; elle examina les déclarations que MM. les Ministres d'Italie et de Portugal venaient de faire en séance plénière et qui sont reproduites au Protocole n° IV.

*M. le Comte Bonin Longare* avait signalé, dans sa déclaration, que les spiritueux importés en Erythrée y sont assujettis, en dehors du droit conventionnel de 70 liras, à un droit d'entrée général de 15 % *ad valorem*.

*Sir Arthur Hardinge*, ayant demandé à quel chiffre en francs correspondait la surtaxe de 15 %, *M. le Comte Bonin* répondit que, d'après les calculs, il obtenait approximativement 6 francs de surtaxe par hectolitre d'alcool pur et 30 francs pour l'alcool édulcoré.

*Sir Arthur Hardinge* constata que, d'après cette réponse, le chiffre réel du droit pour les alcools édulcorés dépassait le droit minimum, de sorte que la surtaxe produisait d'une manière générale un droit qui ne s'éloignait pas de celui que les Plénipotentiaires britanniques proposaient d'établir.

Sur l'observation de *M. Gohring* qu'il s'agissait de connaître le degré des alcools édulcorés, *M. le Comte Bonin* répondit que ceux importés en Erythrée sont généralement à 70 % ; le droit d'entrée se monterait donc à peu près à 130 francs.

De son côté, *M. le Ministre de Portugal* avait fait ressortir dans sa déclaration que l'intérêt du Portugal se portait principalement sur le droit d'accise et que, par conséquent, il pourrait se désintéresser du droit d'entrée.

Un court échange de vues permit de constater d'abord, et les membres de la Commission furent unanimes à le reconnaître, que la Conférence était incompétente pour apporter un changement au principe fondamental de l'Acte de Bruxelles, consacré à nouveau par l'article 2 de la Convention de 1899, et suivant lequel le droit d'accise doit être au moins égal au minimum du droit d'entrée.

*M. Droogmans*, premier Plénipotentiaire de l'Etat Indépendant du Congo, prit ensuite la parole ; après avoir déclaré que, pour ce qui concerne le taux du droit, les Plénipotentiaires du Congo seraient plutôt favorables à l'adoption d'un chiffre uniforme, il exposa la situation au Congo :

La zone de prohibition est énorme ; elle enveloppe un territoire dont la superficie dépasse 2 millions de kilomètres carrés, tandis que la zone de tolérance ne s'applique qu'à une superficie de 12,500 kilomètres carrés. L'Etat Indépendant défend cette zone de prohibition avec un soin jaloux contre les ravages de l'alcoolisme. L'étendue de ses fron-



tières intérieures l'expose particulièrement aux dangers des infiltrations qu'un système différentiel appliqué dans les colonies voisines ne manquerait pas de favoriser. La contrebande, sous un régime différentiel, se pratiquerait sur une vaste échelle et l'Etat se trouverait pour ainsi dire à la merci de ses voisins.

Dans l'Angola, le droit d'accise sur les spiritueux est inférieur au droit d'entrée, ce qui constitue pour les distilleries une mesure de protection qui est de nature à favoriser le commerce de contrebande par les frontières intérieures. Le décret royal de 1901, inséré au *Recueil du Bureau de Bruxelles*, permet d'obtenir à la sortie la ristourne du droit d'accise, ce qui est également de nature à favoriser la contrebande.

M. Droogmans rappela que, d'après les indications fournies par M. le Ministre de Portugal, la transformation de la fabrication de l'alcool en celle du sucre serait probablement accomplie dans quinze ans ; mais quelle sera alors la situation économique de l'Angola ? Un chemin de fer allant de Benguela au Katanga est projeté ; il pénétrera dans la zone de prohibition de l'Etat du Congo ; des entreprises de tous genres, agricoles, minières, etc., s'établiront le long de ce chemin de fer ; elles attireront beaucoup d'ouvriers noirs, et l'on peut s'attendre à voir, avant l'expiration des quinze années prévues, l'industrie indigène des spiritueux devenir florissante dans ces parages. Dès ce moment, l'Etat du Congo se trouvera menacé de voir les aléools pénétrer dans le Katanga.

M. le Vicomte de Santo Thyrso répondit que le Portugal, en signant la Convention de 1899, s'était engagé à établir un droit d'entrée minimum de 70 francs et qu'il n'avait pas hésité à le porter à un taux suffisamment élevé pour que l'indigène ne puisse pas se procurer des alcools en trop grandes quantités. Le Gouvernement s'attache à le protéger aussi bien contre l'alcool fabriqué à l'intérieur que contre l'alcool importé de l'étranger ; les chiffres donnés dans la séance précédente démontrent les progrès réalisés sous ce rapport, mais le Gouvernement doit se préoccuper également des intérêts de l'industrie indigène ; c'est le motif de ses propositions. Les infiltrations par contrebande dans le Congo Indépendant ne semblent pas à redouter, puisque les droits d'entrée au Congo sont les mêmes que les droits d'accise dans l'Angola. D'ailleurs les alcools étrangers peuvent aussi bien être introduits en contrebande au Congo que ceux fabriqués dans l'Angola, et les producteurs portugais, de leur côté, se plaignent de la contrebande qui se fait du Congo dans l'Angola.

Quant au chemin de fer, il aidera à hâter la transformation de l'industrie des alcools en celle du sucre, car il diminuera les frais de transport aujourd'hui trop élevés pour permettre l'essor de cette dernière industrie.

M. Droogmans précisa la portée de ses observations en faisant remarquer qu'il avait voulu faire ressortir les difficultés pouvant résulter de l'essor que provoquera l'établissement du chemin de fer ; l'accumulation

de travailleurs noirs dans les nouveaux centres d'industries aura pour conséquence un développement correspondant de l'industrie des alcools ; l'Etat du Congo se préoccupe très sérieusement du danger de contamination qui menacera les territoires placés par lui sous le régime de la prohibition ; s'il avait la conviction que la situation resterait dans l'Angola ce qu'elle est aujourd'hui, l'Etat Indépendant n'aurait aucune crainte ; mais cette situation peut changer, et elle deviendrait alors menaçante, si dans la colonie voisine le droit d'accise sur les spiritueux n'était pas égal au droit d'entrée.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* prit acte de cette déclaration en ce qui concerne la situation actuelle de l'Angola ; il y vit une pensée de conciliation et une tendance à entrer dans la voie des propositions transactionnelles.

Ces paroles amenèrent *M. Gérard* à demander à *M. le Ministre de Portugal* s'il accueillerait l'une ou l'autre suggestion de nature à tourner la difficulté ? Ne serait-il pas possible de limiter la production ?

*Sir Arthur Hardinge* de son côté demanda s'il y aurait moyen de fixer un terme pour la transformation des distilleries en fabriques de sucre.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* répondit qu'il examinerait volontiers toute combinaison qui permettrait de sauvegarder les intérêts de l'Angola, et qu'il avait pris d'ailleurs l'initiative de proposer à son Gouvernement, comme moyen de conciliation, de ne plus accorder de licence à de nouvelles distilleries, mais qu'il n'avait pas encore reçu de réponse.

*M. Droogmans* exprima le désir de savoir si le Portugal ne pourrait établir une zone de prohibition du côté de la frontière de l'Etat Indépendant du Congo, s'il était constaté que les populations ne font pas usage d'alcool dans ces régions.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* manifesta la crainte que cette zone ne suscitât des difficultés pratiques au point de vue du contrôle douanier.

*M. Droogmans* fit observer que ces difficultés n'ont pas empêché l'Etat du Congo d'établir chez lui une zone de prohibition très étendue et de la faire respecter.

*M. Duchêne* signala le mode de perception du droit d'accise qui, d'après les documents insérés dans le *Recueil du Bureau de Bruxelles*, peut être perçu soit directement, soit par voie de compromis. Le compromis constitue une sorte de forfait payé par les fabricants au début de l'année ; forfait plus ou moins élevé, mais jamais adéquat aux quantités entrées ou fabriquées. Le compromis paraît être le mode de perception que le Gouvernement portugais favorise le plus dans ses possessions, comme l'indique l'article 124 du règlement de 1902 ; il paraît avoir également les préférences des fabricants. Dès lors, on peut se demander si

l'on n'arrive pas ainsi à atténuer le droit d'accise et à encourager la fabrication des alcools.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* répondit que la loi punit les fausses déclarations de pénalités très sévères et que l'on trouve, en outre, une garantie dans le fait que les recouvrements s'opèrent par les soins d'une commission composée de fonctionnaires désintéressés, dont l'honorabilité est au-dessus de tout soupçon.

A ce moment, *M. le Président* fit remarquer que les observations échangées paraissaient avoir déjà suffisamment débarrassé le terrain pour permettre à l'un ou l'autre des Plénipotentiaires de formuler des propositions plus précises.

*M. Droogmans* se déclara en mesure d'annoncer que les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo seraient prêts à admettre un droit uniforme de 100 francs ; ils seraient même disposés à aller au delà de ce chiffre ; resterait à examiner ce qui pourrait être fait pour la province d'Angola.

Cette dernière question est à réserver, les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo n'ayant pas d'instructions à ce sujet. Mais si le Portugal pouvait établir dans l'Angola une zone de prohibition et y élever le droit d'accise ; si l'Etat du Congo pouvait avoir l'assurance que la production des spiritueux n'augmenterait pas dans cette colonie et que les distilleries seraient transformées, une combinaison spéciale en ce qui concerne l'Angola pourrait être examinée.

*M. le Dr Gohring* fit observer que l'Etat du Congo n'était pas seul intéressé dans la question ; la colonie allemande de l'Afrique du Sud l'était également. Le gouvernement impérial voudrait voir élever le droit d'accise dans l'Angola autant que possible.

L'élévation des droits d'entrée et d'accise serait une garantie contre la situation de fait produite par la grande quantité d'alcools fabriqués dans l'Angola à des prix qui favorisent un trafic intense. Ce trafic se traduit dans la Colonie allemande de l'Afrique du Sud par une contrebande très active ; il cause au Gouvernement local de grandes difficultés, qui subsisteront aussi longtemps que le commerce des alcools dans l'Angola ne sera pas soumis à des droits plus élevés. En principe, le Gouvernement allemand devrait donc s'opposer à ce que le droit d'accise fût fixé à un chiffre inférieur au minimum général que l'on établira.

Mais comme il a réclamé pour lui-même une exception en ce qui concerne le Togo, il serait mal venu en refusant à d'autres un régime de faveur.

Les Plénipotentiaires allemands sont en conséquence autorisés à concéder au Portugal le chiffre de 100 francs pour l'Angola, si le chiffre général de 124 francs proposé par la délégation anglaise est adopté. Toutefois le Gouvernement Impérial ne pourrait aller au-dessous de ce chiffre de 100 francs, le principe d'une élévation sensible du droit actuel devant être maintenu.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* répondit qu'il ne connaissait pas les éléments sur lesquels reposaient les affirmations de *M. Göhring*, au sujet des infiltrations frauduleuses d'alcools; toutefois, le Gouvernement portugais, animé des intentions les plus conciliantes, sera prêt à donner toutes les garanties de nature à empêcher la contrebande. Mais son Excellence doute qu'il puisse consentir à l'élévation du droit d'accise au-dessus du taux actuel.

*Sir Arthur Hardinge* fit observer de son côté que la Grande-Bretagne, si elle n'a pas dans la question des intérêts aussi considérables que l'Etat du Congo ou l'Allemagne, ne peut cependant s'en désintéresser, car le chemin de fer projeté mettra l'Angola en rapports plus intimes avec l'Afrique Anglaise du Sud.

Les Plénipotentiaires anglais sont sans instructions quant au régime de faveur qu'il s'agirait d'accorder à l'Angola; ils engageront leur Gouvernement à se rallier à la combinaison projetée dans les limites indiquées par *M. Göhring*. Il semble, en effet, équitable de faire pour l'Angola ce qui a été fait pour le Dahomey et le Togo.

*M. le Ministre d'Angleterre* ajouta qu'il serait éventuellement dans le cas de réclamer la même faveur pour certaines régions de la Côte d'Or.

*M. le Président* résuma l'échange de vues qui venait d'avoir lieu en en dégagant la double combinaison suivante :

La première combinaison consisterait à maintenir le paragraphe de l'article I de la Convention dans son texte actuel, sauf à substituer le chiffre de 124 francs à celui de 70 francs, de maintenir le § 2, sauf à substituer 100 francs à 60 francs, mais sans spécifier pour le moment quelles seraient les colonies qui bénéficieraient de cette faveur. Il serait entendu toutefois que l'Angola y figurerait.

La question de l'Erythrée serait également réservée jusqu'au moment où l'on examinerait quels seraient les territoires pour lesquels un régime d'exception serait réclamé.

La seconde combinaison consisterait à supprimer complètement le régime exceptionnel prévu au § 2 et à fixer uniformément à 100 francs le droit par hectolitre à 50 degrés.

La troisième séance de la Commission eut lieu le 24 octobre 1906.

*M. le Président* proposa de procéder à un échange de vues sur la double combinaison présentée à la séance précédente, et notamment d'examiner quelles colonies pourraient éventuellement bénéficier d'un régime d'exception.

Il fit observer que si les exceptions devaient trop se multiplier, la première combinaison tomberait pour ainsi dire d'elle-même pour faire place à la seconde.

*Sir Arthur Hardinge* cita comme devant être placés, le cas échéant, sous un régime exceptionnel, le Togo, le Dahomey, le Congo Indépendant et l'Angola.



*M. Gérard* fit observer que si toutes ces exceptions étaient admises, il ne resterait guère que le Congo français qui serait soumis au droit général nouveau ; la Colonie française serait dès lors menacée d'être envahie par les alcools.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* constata que l'observation de son Collègue venait à l'appui de sa proposition, faite dans une pensée de conciliation, de fixer le minimum général à 100 francs, les droits actuellement perçus dans les différentes colonies étant en général supérieurs à 100 francs, et de ne prévoir qu'une seule exception, celle qui concerne l'Angola.

*M. Droogmans* dit que l'Etat Indépendant serait prêt à se rallier à un droit uniforme de 100 francs, si le droit d'accise était fixé au même chiffre ; il ne pourrait en effet admettre dans une colonie voisine un régime différentiel qui maintiendrait l'accise à 70 francs seulement. L'Etat du Congo a établi une zone de prohibition qu'il veut protéger ; cette protection serait rendue impossible si un régime différentiel était maintenu à ses frontières. En proposant 100 francs, les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant avaient espéré que le Portugal consentirait à élever le droit d'accise au même niveau.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* répondit que le Gouvernement portugais avait pensé que, en échange de sa promesse de limiter le nombre des distilleries indigènes, la Conférence ne ferait pas de difficultés de lui concéder pour l'Angola le droit minimum de 70 francs.

*M. le Comte Bonin Longare* signala que dans son énumération Sir Arthur Hardinge n'a parlé que de la côte occidentale : il rappela la réserve faite pour l'Erythrée, où les droits actuels devraient être maintenus.

*Sir Arthur Hardinge* n'a parlé que de la côte occidentale, parce que cette partie de l'Afrique intéresse surtout la Conférence ; mais il n'a pas entendu faire abstraction des réserves en ce qui concerne la côte orientale.

Ces observations amenèrent *M. le Président* à constater la difficulté de limiter les exceptions ; il fit remarquer que les Délégations étaient en général portées pour un droit uniforme ; si cette dernière solution était admise en principe, il ne resterait plus qu'à rechercher ce qu'on pourrait faire pour sauvegarder certains intérêts.

*M. Droogmans* constata qu'actuellement un droit de 90 francs était appliqué dans beaucoup de colonies ; le Portugal ne pourrait-il pas porter son droit d'accise à ce taux ?

*M. le Lieutenant-Colonel Rosado* déclara que ce serait la ruine de toutes les distilleries ; il demanda le maintien du droit actuel pour l'Angola, puisque le droit d'accise doit être égal au droit d'entrée. La production des spiritueux dans l'Angola a diminué ; elle correspond aux besoins de la consommation intérieure, et il ne semble pas, dès lors,

que l'Etat du Congo ait à craindre la pénétration des alcools portugais dans son territoire, d'autant moins que les distilleries sont assez éloignées de sa frontière.

A ce moment, M. le *D<sup>r</sup> Gohring* fit observer que M. le Lieutenant-Colonel Rosado avait parlé de la nécessité de maintenir temporairement la production de l'alcool dans l'Angola et, par conséquent, de l'impossibilité où se trouverait le Portugal d'élever le droit d'accise actuellement existant. Il signala un moyen très simple de résoudre la difficulté : le droit sur les alcools serait porté à 100 francs ; il en serait déduit 30 francs par hectolitre à 50 degrés. Ces 30 francs seraient restitués aux producteurs à la condition qu'ils transformeraient l'outillage employé à la fabrication de l'alcool en outillage pour la fabrication du sucre. On obtiendrait ainsi un double résultat : transformation des distilleries et élévation du prix de l'alcool à un niveau qui protégerait les pays voisins contre une invasion des alcools à bas prix.

Un échange de vues eut lieu entre les membres de la Commission à l'effet de dégager une formule des suggestions présentées.

Au cours de cet échange de vues, *Sir Arthur Hardinge* annonça qu'il venait de recevoir une dépêche de son Gouvernement, indiquant que celui-ci serait disposé, d'une manière générale, à préférer un droit uniforme de 100 francs sans exceptions à un droit de 124 francs comportant des exceptions.

*M. le Jonkheer van der Staal de Piershil* déclara de son côté que les préférences du Gouvernement néerlandais étaient un droit uniforme de 100 francs.

*M. le Président*, comme conclusion, proposa à la Commission d'examiner la proposition suivante :

- 1° Fixer à 100 francs le droit sur les alcools ;
- 2° Rechercher ensuite pour le Portugal une combinaison qui permettrait au Gouvernement portugais, tout en acceptant le chiffre de 100 francs, d'accorder aux producteurs de l'Angola une ristourne destinée à assurer, pendant la durée de la Convention, la transformation des distilleries en fabriques de sucre.

Il y aurait lieu de limiter le nombre des distilleries en activité et en même temps la quantité maxima d'alcool à produire en se basant sur la production de l'année 1905.

- 3° Pour l'Erythrée, chercher une combinaison qui ferait entrer en ligne de compte dans le calcul du droit minimum les autres droits dont sont grevées indistinctement toutes les marchandises.

Sur la proposition de *M. Gérard*, la rédaction définitive de cette proposition fut renvoyée au Comité chargé de la rédaction du rapport.

Le Comité, réuni le 25 octobre, proposa le texte suivant pour remplacer les deux premiers paragraphes de l'article I de la Convention de 1899 :

« ART. 1<sup>er</sup>. — A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles, sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 91 dudit Acte général, au taux de 100 francs par hectolitre à 50° centésimaux pendant une période de.....

« Toutefois, il est entendu :

« a) En ce qui concerne l'Erythrée, que ce droit spécifique pourra n'être que de 70 francs par hectolitre, le surplus étant représenté par les autres droits existant dans cette colonie, qui équivalent à 15 % *ad valorem*.

« b) En ce qui concerne l'Angola, que le Gouvernement portugais pourra prélever sur le produit du droit d'entrée de 100 francs une somme de 30 francs qui sera attribuée aux producteurs, à charge pour eux, et sous son contrôle, de transformer leurs distilleries en fabriques de sucre.

« S'il faisait usage de cette faculté, le Gouvernement portugais s'engagerait à assurer ladite transformation d'une façon graduelle et complète, dans un délai qui ne pourra excéder la durée de la Convention.

« Dans ce cas également, le nombre des distilleries en activité et la capacité de production de chacune d'elles ne pourraient dépasser le nombre et la capacité constatés à la date de la signature de la présente Convention. »

L'examen des deux dispositions relatives à l'Erythrée et à l'Angola fut repris dans la séance de la Commission du 26 octobre.

La première, pour l'Erythrée, ne donna lieu à aucune discussion de principe ; les observations ne portèrent que sur la rédaction.

Sir A. Hardinge demanda de préciser dans le texte l'équivalent en francs du droit de 15 % *ad valorem* et de dire, par exemple : qui équivalent à 30 francs.

M. le Président fit remarquer que ce droit représente parfois plus, parfois moins que 30 francs ; c'est un chiffre forfaitaire qui donne pleine garantie ; la rédaction a été adoptée dans un but de simplification et après un sérieux examen de la situation.

M. le Comte Bonin Longare rappela que le droit spécifique sur les alcools en Erythrée est de 70 francs. On perçoit en outre sur les alcools étrangers une surtaxe de 15 % *ad valorem*, et sur les alcools italiens, qui sont importés en très petite quantité, un droit de statistique de 1 % *ad valorem*, puis un autre droit spécifique de 10 francs par hectolitre jusqu'à 50 degrés centigrades et 15 centimes par degré en plus. L'ensemble de ces droits dépasse parfois 100 francs et parfois reste en dessous de ce chiffre. Le Comité de rédaction avait pensé qu'en conservant le *statu quo* on se ralliait à un chiffre forfaitaire. L'Italie ne pourrait accepter une formule qui impliquerait pour elle l'obligation de

changer sa législation douanière ou qui l'empêcherait d'introduire des modifications qui ne porteraient pas sur le taux du droit. Le *statu quo* en Erythrée est tel que le résultat qu'on a en vue est pleinement atteint ; la rédaction adoptée par le Comité de rédaction comporte l'engagement, pour le Gouvernement italien, de ne pas diminuer dans leur ensemble les droits existants ; elle doit donc donner toute satisfaction.

*Sir Arthur Hardinge* estima qu'il conviendrait que la rédaction adoptée précisât cette idée d'engagement.

*M. Gérard* déclara que si le texte ne faisait pas ressortir avec un caractère suffisant de netteté que le total de 100 francs sera sûrement réalisé, il devrait faire des réserves pour la colonie voisine de Djibouti.

*Sir Arthur Hardinge* se rallia à cette manière de voir et déclara également qu'il ne pourrait accepter qu'avec des réserves une rédaction qui ne ferait pas suffisamment ressortir les intentions du Gouvernement italien. Il ajouta qu'il était au surplus tout disposé à accepter la formule sur laquelle MM. les Ministres de France et d'Italie se seraient mis d'accord.

*M. le Président*, persuadé que dans ce cas les autres membres de la Commission s'y rallieraient également, proposa d'ajourner la discussion.

Cette question ne revint plus devant la Commission.

Dans la séance plénière du 31 octobre (Protocole IX), *M. le Ministre d'Italie* fit connaître le texte de la formule élaborée de concert avec son collègue de France et conçue comme suit : « Toutefois, il est entendu, en ce qui concerne l'Erythrée, que ce droit spécifique pourra n'être que de 70 francs par hectolitre à 50° centésimaux, le surplus étant représenté d'une manière générale et constante par l'ensemble des autres droits existant dans cette colonie. » Elle vient d'être adoptée.

La formule proposée pour l'Angola souleva un débat plus long.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* déclara qu'il n'avait pas encore reçu les instructions qu'il avait demandées, mais qu'il lui était parvenu un télégramme du Ministre des Affaires étrangères, annonçant que la proposition était soumise au Conseil des Ministres, qui l'examinerait avec l'attention la plus sérieuse et dans les vues les plus conciliantes.

Il ajouta qu'en relisant le texte, un doute lui était venu ; il demanda à pouvoir le soumettre à la Commission, sans vouloir toutefois entamer de discussion à ce sujet, parce que ce point n'était pas touché dans les instructions de son Gouvernement.

Aux termes du § 2, le Gouvernement portugais s'engagerait à assurer la transformation des distilleries dans un délai qui ne pourrait excéder la durée de la Convention. Or les distilleries, comme telles, ne sont pas prohibées par la Convention, et, dès lors, le Portugal serait le seul pays qui s'engagerait à ne pas en avoir, au moins dans l'Angola. Mais avant l'échéance du terme pendant lequel le nouvel accord restera en



vigueur, les circonstances peuvent changer, les facilités plus grandes résultant notamment de l'établissement de nouvelles voies de communication pourraient amener la création de distilleries d'alcools destinées à l'exportation. Dès lors, il semble difficile d'imposer au Portugal l'engagement de transformer toutes les distilleries. Qui dit qu'au Congo ou dans la Colonie allemande du sud-ouest africain, on ne jugera pas, à un moment donné, avantageux d'établir des distilleries. On ne demande pas au Gouvernement de ces colonies de se lier par un engagement à cet égard ; pourquoi l'exiger du Portugal ? Il n'est pas possible que le Gouvernement portugais ait les mains liées quand les autres Gouvernements conservent leur liberté d'action. Le texte devrait donc se borner à indiquer que la ristourne sera accordée aux distilleries actuelles qui se transforment ou se transformeront en fabriques de sucre, et que les autres seront placées sous le régime du droit de 100 francs.

*Sir Arthur Hardinge* fit observer que la Conférence accorde à l'Angola un régime de faveur ; il est donc naturel qu'elle y mette des conditions et place toutes les distilleries sous un régime exceptionnel.

*M. Gerard* remarqua que l'engagement que le Gouvernement portugais prendrait ici est conforme aux mesures annoncées dans le memorandum dont ses Plénipotentiaires ont donné lecture à la séance plénière du 24 octobre, dans le passage suivant : « Ailleurs il a adopté des dispositions en vue de remplacer par une autre, l'industrie de l'alcool... » La Conférence n'impose donc au Portugal aucune obligation nouvelle.

*M. le Vicomte de Santo Thyrsio* répondit qu'il n'y avait pas là un engagement international, et *M. le Lieutenant-Colonel Rosado* ajouta qu'en échange d'une exception transitoire, on voudrait imposer au Portugal l'engagement perpétuel de ne jamais établir des distilleries, alors qu'on pourra en créer à ses frontières.

*Sir Arthur Hardinge* dit que l'engagement est limité à la durée de la Convention ; par conséquent, il n'est que temporaire ; à l'expiration du terme, rien n'empêchera le Gouvernement portugais de laisser de nouvelles distilleries s'établir dans l'Angola.

*M. Mechelynck* déclara qu'en acceptant l'exception pour l'Angola, les Plénipotentiaires du Congo avaient principalement en vue la suppression complète des distilleries. Elle paraissait assurée par l'engagement du Portugal d'opérer la transformation des distilleries en fabriques de sucre ; si cet engagement disparaît, les conditions de la proposition sont complètement modifiées ; et, sur la demande de *M. le Vicomte de Santo Thyrsio*, si l'Etat du Congo serait disposé à prendre le même engagement que le Portugal, il fit remarquer que l'Etat du Congo n'avait pas d'engagement à prendre, puisqu'il ne réclamait pas, comme le Portugal, un régime d'exception.

*M. le Vicomte de Santo Thyrsio* releva cette remarque : l'Etat du Congo ne prend pas d'engagement en ce qui concerne l'établissement de distilleries sur son territoire, alors qu'au Portugal, son voisin, il serait

interdit d'en établir sur le sien. Cette situation ne serait pas soutenable ; on produit de l'alcool au Cap et au Natal ; rien ne dit qu'on n'en produira pas demain au Congo. Le Gouvernement portugais a pris ou s'engage à prendre toutes les mesures destinées à amener la suppression de la fabrication de l'alcool, on ne peut lui demander davantage ; il y a là une question d'équité.

La transaction, d'ailleurs, n'est pas gratuite, puisque le Gouvernement portugais consent à accepter le droit de 100 francs et à limiter le nombre des distilleries, et qu'on lui accorde uniquement la ristourne des 30 francs, destinée à assurer la transformation de ces distilleries en fabriques de sucre.

*M. Duchêne* signala que la modification de la formule proposée semblait permettre deux catégories de distilleries.

*M. Gérard* ajouta que les membres de la Conférence avaient toujours considéré la ristourne comme obligatoire et qu'elle ne pourrait être admise avec un caractère facultatif. Si la transformation n'était pas universelle et complète à l'échéance de la Convention, l'œuvre de la Conférence serait menacée dans son principe.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* renouvela son observation précédente : Que deviendra l'œuvre de la Conférence si des distilleries sont créées dans d'autres colonies. « Je suppose, dit-il, que, dans cinq ans, on établisse des distilleries dans le territoire voisin ; le Gouvernement portugais serait-il obligé, dans ce cas, de continuer à poursuivre la transformation ? Toute la question est là. »

*M. Mechelynck* dit que l'article II de la Convention prévoit le régime applicable à toutes les distilleries qui pourraient s'établir ; elles seront soumises à un droit d'accise égal au minimum du droit d'entrée. Un régime exceptionnel a été demandé pour l'Angola ; il a paru qu'il ne pouvait être accordé qu'à la condition que les distilleries y soient transformées en fabriques de sucre ; sans cette condition, la disposition proposée est inconciliable avec le principe général de la Convention qui établit pour tous l'égalité du droit d'entrée et du droit d'accise.

*M. Droogmans* ajouta qu'il y aurait un danger à voir s'établir dans l'Angola un double système ; certaines distilleries paieraient 100 francs et d'autres 70 francs. Il suffirait de produire un peu de sucre pour obtenir la ristourne et la confusion ne tarderait pas à s'établir entre les distilleries qui produisent de l'alcool en masse et les autres.

La Commission fut amenée, au cours de cet échange de vues, à porter son examen sur la question de la durée de la Convention.

Cette question avait donné lieu à quelques courtes observations dans la séance du 22 octobre.

*M. Gohring* avait déclaré qu'il conviendrait, à son avis, d'adopter une période plus longue que la précédente.

*M. Gérard* avait proposé d'adopter le même terme que celui prévu

par l'Acte de Bruxelles pour les armes, c'est-à-dire douze ans, ou, si l'on préfère, dix ans.

Pour *Sir Arthur Hardinge*, c'était remettre à une échéance trop lointaine la prochaine revision ; le terme de douze ans serait exactement le double de celui primitivement fixé.

La Conférence actuelle ne s'est pas réunie à l'échéance prévue ; en fait, le régime actuel aura duré plus de sept ans. On pourrait donc prendre comme terme moyen huit ans, pourvu que la Conférence se réunisse cette fois à la date prévue pour la revision et qu'on prenne en temps utile les dispositions nécessaires à cet effet.

En Angleterre, l'opinion attache une grande importance à la répression du trafic des spiritueux. Il ne faudrait pas écarter pour une trop longue période la possibilité d'augmenter les droits si l'expérience en démontre la nécessité, surtout dans le cas où, en raison des objections du Portugal, le chiffre proposé par l'Angleterre devrait subir une réduction.

*M. le Président* avait résumé ces observations en constatant que le terme de dix ans paraissait répondre aux vœux de la grande majorité des Plénipotentiaires, mais qu'il était entendu toutefois qu'on prendrait connaissance avec une très sérieuse attention des objections éventuelles du Gouvernement britannique.

Lorsque la question fut reprise dans la séance du 26 octobre, *Sir Arthur Hardinge* fit connaître que le Gouvernement anglais désirerait voir fixer l'échéance de la Convention à cinq ans. Son Excellence présume que c'est en raison de la réduction apportée au chiffre suggéré par lui, que le Gouvernement britannique demande, en compensation, que la durée de la Convention soit plus courte. Il espère que dans cet intervalle de cinq ans, les progrès réalisés en Afrique permettront aux Puissances de franchir une nouvelle étape et d'élever de nouveau le droit à 110 francs.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* dit que le Portugal ne pourrait opérer la transformation dans un délai aussi rapproché. Son Excellence croyait que, sauf la Délégation anglaise, toutes les autres s'étaient ralliées au terme de dix ans.

*M. le Président* consulta à nouveau les Délégations à ce sujet. Celles de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Etat du Congo se prononcèrent pour le terme de dix ans.

*M. Gérard* demanda à réserver son vote.

*M. le Comte Bonin Longare* déclara qu'il n'avait pas d'instructions, mais qu'il croyait que son Gouvernement accepterait les dix ans.

*M. le Jonkheer van der Staal de Piershil* s'exprima dans le même sens.

*Sir Arthur Hardinge* exposa les raisons qui militent en faveur d'une échéance plus courte. En Afrique, la situation change rapidement ; de

nouvelles routes, de nouveaux chemins de fer s'y construisent ; le commerce tend à y prendre un grand essor ; d'autre part, les sociétés philanthropiques anglaises ne se montreront probablement pas très satisfaites du droit de 100 francs. Le Gouvernement britannique désirerait en conséquence ne pas remettre à une époque trop lointaine la revision qui doit marquer un nouveau pas vers l'idéal poursuivi.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* demanda, si l'on maintenait la connexité entre le délai assigné à la transformation et celui de la Convention, que le terme pour cette dernière soit reporté à l'échéance la plus longue possible.

*M. le Président* constata que, sauf les réserves de l'Angleterre et de la France, toutes les Délégations, y compris celle de la Belgique, étaient favorables au terme de dix ans.

Vous vous appellerez, Messieurs, que dans la séance plénière du 27 octobre, *M. le Vicomte de Santo Thyrso* annonça que son Gouvernement acceptait la formule proposée pour l'Angola, sauf le § 2, impliquant l'engagement de transformer les distilleries en fabriques de sucre dans un délai qui ne pouvait excéder la durée de la Convention. Dans cette même séance, une nouvelle rédaction fut proposée ; elle fut adoptée dans la séance plénière du 31 octobre.

Mais la rédaction nouvelle amena *Sir Arthur Hardinge* à revenir sur la durée à assigner à la Convention.

Le Protocole VII reproduit les observations que provoqua immédiatement sa déclaration ; depuis lors, quelques explications furent encore échangées dans la dernière séance de la Commission, celle du 30 octobre.

*M. Gérard*, pour justifier le terme de dix ans, rappela que, d'après les déclarations de *M. le Ministre de Portugal*, le délai prévu par le Portugal pour la transformation de ses distilleries est de quinze ans ; comme cinq ans se sont déjà écoulés depuis la promulgation de la loi, le terme fixé pour cette transformation expirera en 1917, ce qui coïncide avec la durée proposée pour la Convention.

*Sir Arthur Hardinge* fit observer que rien n'empêche le Portugal de prolonger par une nouvelle loi le terme prévu pour la transformation.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* répondit que dans dix ans les conditions actuelles seront probablement modifiées ; la solution la plus logique est celle qui donne à la Convention une durée de dix ans.

*M. Kebers* ajouta que le Portugal ne devra pas songer à prolonger le délai fixé par la loi ; longtemps avant l'expiration de ce terme, tous les distillateurs auront pu transformer leurs établissements en fabriques de sucre. En effet, d'après les renseignements fournis par la Délégation portugaise, il existe dix centres de production dans l'Angola ; en supposant dans chaque centre dix distilleries, on arrive à un total de cent. La production totale de l'alcool dans l'Angola en 1905 est évaluée approximativement à 11,300 hectolitres, soit environ 113 hectolitres



par an et par distillerie. Pour cette production, il suffit d'un appareil qui, d'après les documents que M. Kebers a entre les mains, coûte 65 francs ; si on ajoute à ces 65 francs la valeur d'un petit matériel accessoire, on arrive au maximum de 1,000 francs comme valeur de l'outillage de chacune des 100 distilleries existantes. Or la ristourne de 30 francs donnera 300,000 francs par an, ce qui permettrait de rembourser trois fois en une année tous les appareils employés à la fabrication.

*Sir Arthur Hardinge* fit observer qu'on pourrait conclure également de ce qui précède que la transformation pourrait se faire en moins de dix ans.

*M. le Vicomte de Santo Thyrso* lui répondit qu'il n'y avait pas seulement à envisager la question de la transformation des distilleries, mais qu'il y avait encore d'autres intérêts en cause, notamment la transformation des cultures et, comme l'avait dit M. van der Staal de Piershil, la stabilité nécessaire au commerce. D'ailleurs, tous les Délégués ont fait connaître leurs vues à ce sujet, et il ne restait plus, dans l'opinion de Son Excellence, qu'à faire appel à l'esprit de conciliation dont la Grande-Bretagne a fait preuve pendant le cours des débats, dans l'espoir qu'Elle se rallierait au terme de dix ans qui a rencontré la presque unanimité des suffrages.

Cet échange de vues fut le dernier ; l'esprit de conciliation qui ne cessa de régner dans la Commission, comme dans la Conférence, fit rapidement trouver une formule respectant les deux tendances qui s'étaient manifestées ; tout en assurant aux dispositions de la Convention une durée de dix ans, elle accorde aux Puissances la faculté de provoquer la révision du droit d'entrée dès l'expiration de la huitième année ; vous venez, Messieurs, de l'adopter.

Messieurs, les Rapporteurs que vous avez chargés de vous rendre compte des travaux de la Commission ont cherché à vous en donner un résumé complet et fidèle ; s'ils ont pu accomplir leur tâche, c'est grâce au concours précieux qu'ils ont reçu de Messieurs les Secrétaires ; ils tiennent à vous le déclarer en terminant leur rapport.

*Le Président,*

CAPELLE.

*Les Rapporteurs,*

GOHRING,	A.-W. CLARKE,
KEBERS,	MACCHIA,
A. MECHELYNCK,	DAMSTÉ,
DUCHÊNE,	GARCIA ROSADO.

---

**RÉGIME ET**

**des spiritueux importés dans la zone du continent d'Afrique définie  
des Puissances signataires**

TERRITOIRES DE LA ZONE	MONTANT DU DROIT par hectolitre à 50° centigrades	
	en 1898	en 1905
<b>Allemagne.</b>		
1. Togo . . . . .	22 marcs (fr. 27.50)	64 marcs (80 francs). (Ordonnance du 4 nov. 1904 mise en vigueur le 1 <sup>er</sup> déc. 1904.) (1)
2. Cameroun . . . . .	40 marcs (50 francs)	75 marcs (fr. 93.75). (Ordonnance du 25 oct. 1903 mise en vigueur le 1 <sup>er</sup> fév. 1904.) (2)
3. Afrique allemande du Sud- Ouest jusqu'au 22° degré lati- tude sud . . . . .	200 marcs (250 fr.)	200 marcs (250 francs).
4. Afrique orientale allemande. .	20 ‰	100 roupies (fr. 166.25).
<b>Espagne.</b>		
1. Fernando Po . . . . .	70 francs.	70 francs.
2. Elobey et Rio Muni. . . . .	70 francs.	70 francs.
<b>Etat Indépendant du Congo.</b>	15 francs.	70 francs. (Décret du 12 juin 1900 mis en vigueur le 8 juillet 1900.)
<b>France.</b>		
<i>Gouvernement général de l'Afrique occidentale française :</i>		
1. Sénégal . . . . .	30 francs.	80 francs plus une surtaxe de 30 francs. (Décret du 14 avril 1905 mis en vigueur le 22 avril 1905.) (3)
2. Haut-Sénégal et Niger . . . .	30 francs.	
3. Mauritanie . . . . .	(Non organisé.)	
4. Guinée française . . . . .	45 francs.	

(1) Depuis le 8 juillet 1900 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1904, le droit avait été de 48 marcs (60 francs).

(2) L'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1900 avait fixé le droit à 56 marcs (70 francs).

(3) L'arrêté du 26 juin 1899 avait porté le droit à 70 francs dans la Guinée française.

*Annexe au Rapport de la Commission.***STATISTIQUE**

par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles et placée sous l'autorité ou adhérentes à cet Acte.

PROHIBITION Partielle ou Totale	QUANTITÉS IMPORTÉES : Eaux-de-vie, Genièvre, Rhum, etc., en hectolitres à 50° centigrades					
	en 1898	en 1901	en 1902	en 1903	en 1904	en 1905
»	7.613	8 001	11.753	10.412	16.299	4.286
Partielle.	19 695	10.626	16.311	14.081	9.220	11.009
Totale.	763	1.278	1.162	919	Les statistiques manquent.	Les statistiques manquent.
Totale.	1.140	1.133	1.276	1.813	1 815	215 Les statistiques manquent.
Les chiffres pour l'Afrique orientale indiquent les quantités par 100 kilogrammes.						
»	626,35	699,90	756,20	912,90	1.515,20	4.073,46
»	239,00	268,00	251,20	288,80	401,00	1.123,50
Prohibition totale au delà de la M <sup>o</sup> Pozzo.	15 246,01	2 944,58	6.834,17	7.450,11	6 309,45	6.631,93
»	10.834	15.611,89	11.883,56	16 661,14	15.297	10.638
Le Haut-Sénégal et Niger et la Mauritanie n'ayant pas de frontières maritimes, les importations s'effectuent par le Sénégal.						
»	285.384 fr. Quantité in- diquée excep- tionnellement en francs.	2.362	2.479	4.159	3.461	3 200

TERRITOIRES DE LA ZONE	MONTANT DU DROIT par hectolitre à 50° centigrades	
	en 1898	en 1905
5. Côte d'Ivoire . . . . .	100 francs.	80 francs. (Décret du 14 avril 1905 mis en vigueur le 22 avril 1905.) (1)
6. Dahomey . . . . .	15 francs.	80 francs. (Décret du 14 avril 1905 mis en vigueur le 22 avril 1905.) (2)
<i>Congo français et dépendances :</i>		
1. Gabon . . . . .	60 francs.	90 francs. (Arrêté du 20 avril 1901 mis en vigueur le 1 <sup>er</sup> mai 1901.) (3)
2. Moyen Congo (Bassin conven- tionnel) . . . . .	25 francs.	90 francs. (Arrêté du 20 avril 1901 mis en vigueur le 1 <sup>er</sup> mai 1901.) (4)
3. Territoire de l'Oubangi-Chari.	(Non organisé.)	90 francs. (Arrêté du 20 février 1904 mis en vigueur le jour de sa promulgation.)
4. Territoire du Tchad . . . .	(Non organisé.)	90 francs. (Arrêté du 20 février 1904 mis en vigueur le jour de sa promulgation.)
<i>Protectorat de la Côte française des Somalis et dépendances.</i> . . .	70 francs.	70 francs.
<b>Grande-Bretagne.</b>		
1. Gambie . . . . .	66 francs; 80 francs sur le brandy.	110 francs. (Ordonnance du 25 avril 1905.)
2. Sierra-Leone . . . . .	80 francs.	110 francs. (Ordonnance du 23 mai 1905.)
3. Côte d'Or . . . . .	80 francs à l'Ouest du Volta. 27 francs à l'Est du Volta.	124 francs à l'Ouest du Volta. 80 francs à l'Est du Volta. (Ordonnance du 24 avril 1905.)
4. Lagos . . . . .	55 francs.	96 francs.
5. Protectorat de la Nigérie méri- dionale. . . . .	55 francs.	96 francs.
6. Protectorat de la Nigérie septen- trionale. . . . .	»	»
7. Rhodésie . . . . .	»	»
(1) L'arrêté du 30 juin 1900 avait fixé le droit à 70 francs.		
(2) L'arrêté du 8 juillet 1900 avait fixé le droit à 60 francs.		
(3) L'arrêté du 7 juillet 1900 avait porté le droit à 70 francs.		
(4) Même observation.		



PROHIBITION Partielle ou Totale	QUANTITÉS IMPORTÉES : Eaux-de-vie, Genièvre, Rhum, etc., en hectolitres à 50° centigrades					
	en 1898	en 1901	en 1902	en 1903	en 1904	en 1905
"	19.981	16.150	10.717	11.715	15.143	14.382
"	29.926	46.646	54.195	43.963	49.600	41.912
"	2.577	815	1.402	1.754	2.200	1.800
"	5.723	2.785	1.798	1.746	2.467	3.126
"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
"	"	7.861	8.438	10.896	7.338	10.066
Partielle.	1.813	1.589	1.252	1.235	994	Les statistiques manquent.
	9.094	13.560	14.408	14.786	15.570	12.709
	42.226	55.437	47.396	51.722	50.525	45.948
	62.127	43.303	56.685	48.559	47.769	Les statistiques manquent.
	52.914	69.363	79.166	76.397	98.015	Les statistiques manquent.
Totale.	"	"	"	"	"	"

TERRITOIRES DE LA ZONE	MONTANT DU DROIT par hectolitre à 50° centigrades													
	en 1898	en 1905												
8. Protectorat de l'Afrique centrale . . . . .		»												
9. Protectorat de l'Ouganda. .		»												
10. Protectorat de la Côte anglaise des Somalis. . . . .	Il n'existe aucun trafic de spiritueux dans ces protectorats.	»												
11. Protectorat de l'Afrique orientale anglaise. . . . .		»												
12. Protectorat de Zanzibar. . .		»												
<b>Italie.</b>														
1. Erythrée . . . . .	15 francs.	70 francs. (Décret du 8 septembre 1900.)												
2. Somalie italienne. . . . .	»	15 % <i>ad valorem</i> . Plus une surtaxe de 100 francs pour les spiritueux alcool pur (cognac, absinthe, mastica) de fabrication italienne et 200 fr. pour ceux de fabrication étrangère												
<b>Portugal.</b>														
1. Guinée portugaise . . . . .	2 \$ 700 (15 francs)	12 \$ 600 (70 francs.) (Décret du 7 juillet 1900.)												
2. Angola {	a) Congo portugais jusqu'à la Loge. . . . .	12 \$ 600 (70 francs.) (Décret du 7 juillet 1900.)												
	b) Ambriz . . . . .	12 \$ 600 (70 francs.) (Décret du 7 juillet 1900.)												
	c) Loanda, Benguela, Mossamédès . . . . .	12 \$ 000 (67 francs).												
3. Mozambique . . . . .	12 \$ 000 (67 francs).	<table> <tr> <th>Importation étrangère.</th><th>Réexportat. nationale.</th><th>Exportation nationale.</th></tr> <tr> <td>25 \$ 101 (140 frs.)</td><td>23 \$ 232 (130 frs.)</td><td>21 \$ 362 (120 frs.)</td></tr> </table> <table> <tr> <th>Importation étrangère.</th><th>Réexportat. nationale.</th><th>Exportation nationale.</th></tr> <tr> <td>20 \$ 700 (115 frs.)</td><td>18 \$ 300 (102 frs.)</td><td>15 \$ 900 (88 frs.)</td></tr> </table> (Décret du 7 juillet 1900.)	Importation étrangère.	Réexportat. nationale.	Exportation nationale.	25 \$ 101 (140 frs.)	23 \$ 232 (130 frs.)	21 \$ 362 (120 frs.)	Importation étrangère.	Réexportat. nationale.	Exportation nationale.	20 \$ 700 (115 frs.)	18 \$ 300 (102 frs.)	15 \$ 900 (88 frs.)
Importation étrangère.	Réexportat. nationale.	Exportation nationale.												
25 \$ 101 (140 frs.)	23 \$ 232 (130 frs.)	21 \$ 362 (120 frs.)												
Importation étrangère.	Réexportat. nationale.	Exportation nationale.												
20 \$ 700 (115 frs.)	18 \$ 300 (102 frs.)	15 \$ 900 (88 frs.)												

PROHIBITION Partielle ou Totale	QUANTITÉS IMPORTÉES : Eaux-de-vie, Genièvre, Rhum, etc., en hectolitres à 50° centigrades					
	en 1898	en 1901	en 1902	en 1903	en 1904	en 1905
»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»
Spiritueux purs, en litres :						
	74.382	32.000	16.870	14.464	11.506	13.857
Spiritueux édulcorés, en litres :						
»	278.295	113.217	71.645	59.384	82.365	88.428
Totale.	»	»	»	»	»	431 litres du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre.
Partielle.	5.642,88	3.030,93	3.626,86	3.723,30	3.855,03	4.270,30
»	12.293	2.051	3.150	3.578	4.132	4.656
»	1.590	195	5	17	24	14
»	458	166	185	199	204	348
Partielle.	138,1	133,3	134,1	84,4	112,8	100,8

ALLEMAGNE — BELGIQUE — ESPAGNE — ETAT INDÉPENDANT DU CONGO — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — ITALIE — PAYS-BAS — PORTUGAL — RUSSIE — SUÈDE

**Convention internationale relative à la revision du droit d'entrée sur les spiritueux en Afrique.**

(Signée à Bruxelles, le 3 novembre 1906.)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne; Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; et Sa Majesté le Roi de Suède;

Voulant pourvoir à l'exécution de la clause de l'article I de la Convention du 8 juin 1899, prise elle-même en exécution de l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles, et en vertu de laquelle le droit d'entrée des spiritueux dans certaines régions de l'Afrique devait être soumis à révision sur la base des résultats produits par la tarification précédente,

Ont résolu de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand,

le Sieur Nicolas, Comte de Wallwitz, Son Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

et le Sieur Guillaume Gohring, Son Conseiller intime actuel de Légation;

Sa Majesté le Roi des Belges,

le Sieur Léon Capelle, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consuls au Ministère des Affaires étrangères,

et le Sieur J. Kebers, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux publics;

Sa Majesté le Roi d'Espagne,

le Sieur Arturo de Baguer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;



Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,  
le Sieur Hubert Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'Etat Indépendant du Congo,  
et le Sieur A. Mechelynck, Avocat à la Cour d'appel de Gand, Membre de la Chambre des Représentants de Belgique ;

Le Président de la République Française,  
le Sieur A. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes,

Sir Arthur Hardinge, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

et le Sieur A. Walrond Clarke, Chef du Département d'Afrique au Foreign Office,

le Sieur H. J. Read, Chef du Département de l'Afrique orientale au Colonial Office ;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

le Sieur Lelio, Comte Bonin Longare, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

le Jonkheer O. D. van der Staal de Piershil, Son Chambellan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

le Sieur Carlos-Cyrrillo Machado, Vicomte de Santo Thyrso, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

et le Sieur Thomaz-Antonio Garcia Rosado, Lieutenant-Colonel d'Etat-Major, Membre de Son Conseil et Son Officier d'ordonnance honoraire ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

le Sieur N. de Giers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi de Suède,

le Sieur Gustave M. M. Baron Falkenberg, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, munis de pouvoirs en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :

#### ARTICLE I.

A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux sera porté, dans toute l'étendue de la zone

où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI de l'Acte général de Bruxelles, au taux de 100 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux.

Toutefois il est entendu, en ce qui concerne l'Erythrée, que ce droit pourra n'être que de 70 francs l'hectolitre à 50 degrés centésimaux, le surplus étant représenté d'une manière générale et constante par l'ensemble des autres droits existant dans cette colonie.

Le droit d'entrée sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux ; il pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

#### ARTICLE II.

Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Bruxelles, les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée fixé par l'article I de la présente Convention.

Toutefois, il est entendu, en ce qui concerne l'Angola, que le Gouvernement portugais pourra, en vue d'assurer la transformation graduelle et complète des distilleries en fabriques de sucre, prélever sur le produit de ce droit de 100 francs une somme de 30 francs, qui sera attribuée aux producteurs, à charge pour eux, et sous son contrôle, de réaliser cette transformation.

Si le Gouvernement portugais faisait usage de cette faculté, le nombre des distilleries en activité et la capacité de production de chacune d'elles ne pourraient dépasser le nombre et la capacité constatés à la date du 31 octobre 1906.

#### ARTICLE III.

Les dispositions de la présente Convention sont établies pour une période de dix ans.

A l'expiration de cette période, le droit d'entrée fixé à l'article I<sup>er</sup> sera soumis à revision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Toutefois, chacune des Puissances contractantes aura la faculté de provoquer la revision de ce droit à l'expiration de la huitième année.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention, six mois avant cette échéance, aux autres Puissances par l'intermédiaire du Gouvernement belge qui se chargerait de convoquer la Conférence dans le délai de six mois ci-dessus indiqué.

## ARTICLE IV.

Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré, et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle, conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

## ARTICLE V.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Une copie certifiée du procès-verbal de dépôt sera adressée par les soins du Gouvernement belge à toutes les Puissances intéressées.

## ARTICLE VI.

La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes situées dans la zone déterminée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles, le trentième jour à partir de celui où aura été clos le procès-verbal de dépôt prévu à l'article précédent.

A partir de cette date, la Convention sur le régime des spiritueux en Afrique signée à Bruxelles le 8 juin 1899 cessera ses effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait, en un seul exemplaire, à Bruxelles, le troisième jour du mois de novembre mil neuf cent six.

(L. S.) GRAF VON WALWITZ.  
(L. S.) GOHRING.  
(L. S.) CAPELLE.  
(L. S.) KEBERS.  
(L. S.) ARTURO DE BAGUER.  
(L. S.) H. DROOGMANS.  
(L. S.) A. MECHELYNCK.  
(L. S.) A. GÉRARD.  
(L. S.) ARTHUR H. HARDINGE.  
(L. S.) A. W. CLARKE.  
(L. S.) H. J. READ.  
(L. S.) BONIN.  
(L. S.) VAN DER STAAL DE PIERSHIL.  
(L. S.) SANTO THLRSO.  
(L. S.) GARCIA ROSADO.  
(L. S.) N. DE GIERS.  
(L. S.) FALKENBERG.

**Condition juridique internationale des étrangers au service des belligérants. — Torpilles et mines sous-marines. — Occupation de territoires; annexions, protectorats, etc.**

*Session à Florence de l'Institut du droit international.*

(Septembre-octobre 1908.)

**I. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES**

**CONDITION JURIDIQUE INTERNATIONALE DES ÉTRANGERS CIVILS OU MILITAIRES, AU SERVICE DES BELLIGÉRANTS.**

Rapport de M. Edouard ROLIN.

*§ 1. Questionnaire annexé à la communication du Rapporteur aux membres de la 5<sup>e</sup> commission, en date du 5 avril 1908.*

1. — S'agissant de la condition juridique internationale des étrangers, civils ou militaires, au service des belligérants, êtes-vous d'accord pour laisser en dehors de l'examen de cette question tout ce qui concerne la condition juridique de ces personnes à l'égard de leur pays d'origine ou à l'égard de l'Etat belligérant au service duquel elles seraient engagées ?

2. — Estimeriez-vous cependant qu'il y aurait lieu de développer ce sujet au-delà des limites de la question, telle qu'elle est posée, et de rechercher par exemple :

*a)* Quelle est, en thèse générale, la condition juridique internationale de personnes au service d'Etats étrangers même non belligérants, ou,

*b)* Si, en cas de guerre tout au moins, le droit des gens n'impose pas, en ce qui concerne les étrangers au service d'un Etat, certains devoirs, dérivant notamment de la neutralité, soit à l'Etat qui emploie ces étrangers, soit à l'Etat dont ils sont les sujets ?

3. — En dehors des questions soulevées ci-dessus, que pensez-vous de la situation juridique, en cas de guerre, des personnes n'appartenant par leur nationalité à aucun des pays belligérants, et engagées au service de l'un d'eux, et ce :

*a)* A l'égard des autres belligérants ?

*b)* A l'égard des neutres (sauf éventuellement à l'égard de leur propre pays) ?

Ces personnes seront-elles traitées soit suivant leur nationalité propre, soit comme les sujets de l'Etat belligérant au service duquel elles se trouvent, soit de toute autre manière ?



Faut-il distinguer à ce propos entre ce qui touche au droit de la guerre et ce qui n'en relève pas ?

Faut-il éventuellement distinguer entre les étrangers qui sont entrés au service civil, et ceux qui sont entrés au service militaire ?

Ou entre ceux qui seraient entrés au service de l'Etat avant le début des hostilités ou au cours de celles-ci ?

4. — Y a-t-il lieu de formuler des règles spéciales concernant le cas de guerre civile ?

5. — Y a-t-il lieu de formuler des règles spéciales en ce qui concerne la protection que l'Etat d'origine pourrait continuer à exercer sur ses nationaux ?

## § 2. Rapport.

MESSIEURS,

Vous avez bien voulu, sur ma proposition, porter à votre ordre du jour la question « de la condition juridique internationale des étrangers, civils et militaires, au service de belligérants. »

Un rapport préliminaire sur cette question vous a été communiqué par le soussigné au cours de la session de l'Institut qui a eu lieu à Edimbourg en 1904 (*Annuaire*, vol. XX, p. 71) et une Commission spéciale a été formée.

Cette Commission composée de MM. le baron Descamps, Dupuis, Fauchille, Matzen, lord Reay, Olivi, Vesnitch et Westlake a été saisie des conclusions du rapport préliminaire ci-dessus mentionné et c'est à présent, au nom de cette Commission, que j'ai l'honneur, en qualité de Rapporteur, de soumettre à votre approbation les mêmes conclusions consistant en une résolution dont le texte suit :

« La condition juridique internationale des étrangers, civils ou militaires, n'appartenant par leur nationalité à aucun des Etats belligérants et engagés au service de l'un d'eux, sera absolument identique en ce qui concerne l'application des lois de la guerre, à celle des nationaux de l'Etat au service duquel ils se trouvent. »

La Commission s'est montrée unanimement favorable à l'adoption de cette résolution ainsi rédigée.

Toutefois mon honorable collègue M. Fauchille propose une petite addition qui pourrait faire l'objet d'un amendement et qui consisterait à ajouter, après le mot « nationalité », les deux mots « bien établie ».

L'intention de M. Fauchille serait, selon la communication qu'il a bien voulu me faire, de viser par cette addition et d'exclure du bénéfice du principe juridique ci-dessus, les individus à double nationalité qu'un belligérant pourrait revendiquer comme ses nationaux, ce qui permettrait de soulever la question de *trahison*.

J'avoue ne pas sentir, même à ce point de vue, la nécessité de l'addition suggérée par M. Fauchille, car il résulte du texte qui vous est pro-

posé, sans y faire aucune addition, que le principe affirmé ne vise pas les personnes qui appartiennent par leur nationalité à un des Etats belligérants. Peu importe que cette nationalité soit coexistante avec une autre nationalité ; il suffit qu'il y en ait une, qui rattache l'intéressé au belligérant, pour que le principe cesse d'être applicable. Quant à savoir si cette nationalité doit être *bien établie*, il ne nous semble pas que ces deux mots disent rien de plus, étant bien entendu que des nationalités multiples peuvent du reste être également bien établies.

Je ne puis donc recommander à votre approbation l'addition proposée par M. Fauchille.

Quant au fond de la résolution de principe soumise à votre examen, je ne crois pas devoir revenir ici sur les considérations indiquées dans le rapport préliminaire en vue de la justifier (cette justification paraissant presque superflue), ni sur les considérations en vertu desquelles il ne paraît pas non plus superflu de proclamer un principe qui réponde exactement à la conscience juridique universelle. Nous nous bornerons à dire que ce n'est pas la certitude d'un principe juridique qui doit en aucun cas s'opposer à ce qu'il soit proclamé et qu'il ne sera pas inutile d'affirmer hautement, ainsi que je l'écrivais dans le rapport préliminaire, que les étrangers, engagés au service tant militaire que civil de belligérants, « bénéficient de la protection des lois de la guerre dans toute leur étendue, et ne pourront jamais, en temps qu'étrangers, être considérés comme des traîtres, des espions ou des pirates. »

Je ne puis omettre de mentionner ici que, depuis la dernière réunion de l'Institut à Gand en 1906, la Conférence de La Haye en 1907 a inscrit dans la « Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre » une disposition conçue comme suit (article 16) :

« Un neutre ne peut se prévaloir de sa neutralité :

a) s'il commet des actes hostiles contre un belligérant ;

b) s'il commet des actes en faveur d'un belligérant, notamment s'il prend volontairement du service dans les rangs de la force armée de l'une des parties.

« En pareil cas le neutre ne sera pas traité plus rigoureusement par le belligérant contre lequel il s'est départi de la neutralité, que ne pourrait l'être, à raison du même fait, un national de l'autre Etat belligérant. »

Vous remarquerez que cette disposition adoptée par la dernière Conférence de La Haye est en harmonie presque absolue avec les conclusions qui vous sont soumises. Mais le fait que la Conférence de La Haye s'est maintenant prononcée dans ce sens ne doit pas empêcher notre Institut de se prononcer à son tour, fût-ce pour affirmer le même principe dans les mêmes termes, alors surtout que la question se trouvait déjà précédemment à l'ordre du jour de l'Institut. Au surplus le texte de la Conférence de La Haye me semble d'une portée moins précise que celui qui vous est soumis, en ce qu'il vise tous actes en général soit hostiles soit

favorables à un belligérant commis par un neutre et non pas le fait de l'engagement du *sujet neutre* au service d'un belligérant.

Nous nous bornerons donc à invoquer la disposition votée par la Conférence de La Haye comme un argument de plus à l'appui des conclusions qui vous sont présentées.

Il me reste à vous faire observer :

Que, dans le projet de la résolution qui vous est soumis, il est fait abstraction complète des relations juridiques particulières des personnes étrangères engagées au service des belligérants à l'égard soit de leur propre pays, soit de l'Etat au service duquel elles se trouvent, ces relations paraissant rentrer dans le domaine du droit privé (statut personnel, contrats);

Que le texte proposé ne vise d'autre part que le cas de guerre, la question ayant été ainsi posée devant l'Institut;

Enfin que ce texte n'envisage que l'application des lois de la guerre, et cela parce que rien ne permet de supposer qu'en dehors de l'application des lois de la guerre il puisse survenir une modification quelconque dans l'état juridique des personnes en question, sauf, comme nous l'avons dit, par rapport à leur pays d'origine ou à leur pays d'adoption.

Votre rapporteur a néanmoins cru convenable de soumettre à ses Collègues de la Commission une série de questions précises, reproduites en annexe ci-contre, sur la limitation de la question posée et, en premier lieu, sur le point de savoir s'il fallait, ou non, laisser en dehors de l'examen de la question, telle qu'elle est posée devant vous : tout ce qui se rattache aux personnes engagées au service de belligérants en ce qui concerne leur condition juridique, par rapport soit à leur pays d'origine, soit à l'Etat belligérant au service duquel elles seraient engagées.

Sur cette question primordiale, tous nos honorables collègues de la cinquième Commission, à l'exception de M. Matzen, ont bien voulu me répondre affirmativement, c'est-à-dire qu'ils estiment que la conclusion proposée est restée dans les limites de la question posée.

Quant à M. Matzen, je me permettrai de dire que son objection est plutôt apparente, car il ne combat nullement les termes des conclusions soumises à votre approbation; il ne dit même pas que la question posée doive être considérée absolument comme englobant la condition juridique des personnes engagées au service de belligérants, à l'égard de leurs pays d'origine ou à l'égard de l'Etat belligérant au service duquel elles seraient engagées; mais il exprime l'avis formel que les questions suivantes (2, 3, 4, 5) indiquées par le rapporteur comme développement éventuel de la question posée, font partie *intégrante* de l'examen de celle-ci.

Sans paraître partager l'avis formel de M. Matzen, plusieurs membres de la Commission ont bien voulu admettre qu'il pourrait être intéressant de développer la question, d'accord avec l'Institut.

Telle est notamment l'opinion de M. Dupuis qui émet l'avis qu'il

serait intéressant de donner au sujet toutes les extensions prévues, si ce sujet ne devait pas être discuté à Florence.

Tel est aussi l'avis de M. Westlake qui voudrait voir traiter la question N° 2 (A), à savoir « quelle est, en thèse générale, la condition juridique internationale des personnes engagées au service d'Etats étrangers, *même non belligérants* ? »

M. Olivi est d'accord avec M. Westlake. De plus il pense, contrairement à l'avis de M. Westlake, que la question N° 2 (B) mérite une attention particulière et doit être résolue. Cette question est celle de savoir si, en cas de guerre tout au moins, le droit des gens n'impose pas, en ce qui concerne les étrangers au service d'un Etat, certains devoirs, dérivant notamment de la neutralité, soit à l'Etat qui emploie les étrangers, soit à l'Etat dont ils sont les sujets ?

Qu'il me soit permis d'ajouter que, d'autre part, M. Westlake paraît plutôt opposé à cette extension de la question, et qu'en tous cas aucune opinion unanime ne s'est fait jour dans la Commission au sujet des solutions à donner.

Dans ces conditions, votre Rapporteur croit pouvoir insister pour que l'Institut ne diffère en aucun cas son vote sur le projet de conclusion rappelé au début de ce rapport, et au sujet duquel les membres de la 5<sup>e</sup> Commission ont émis unanimement un avis favorable, sous la seule réserve de l'amendement de M. Fauchille.

En dehors de cette résolution, s'il convient à l'Institut de développer le mandat de la 5<sup>e</sup> Commission, il paraît à votre rapporteur qu'en tous cas l'examen des autres questions indiquées ci-dessus se fera plus facilement à la lumière du principe fondamental, dont il a l'honneur de vous proposer l'adoption préalable.

## TORPILLES ET MINES SOUS-MARINES.

### QUATRIÈME COMMISSION

Rapporteur M. Edouard ROLIN.

*Avant-projet de résolution amendé en harmonie avec les délibérations de la Conférence de La Haye, sous réserve d'examen du fond.*

ART. 1. — Il est interdit de *placer en pleine mer des mines automatiques de contact amarrées ou non.*

*(Texte de Gand amendé d'après La Haye).*

ART. 2. — Les belligérants peuvent *pour des raisons stratégiques* (1) placer des mines *dans leurs eaux territoriales* ou dans celles de l'ennemi (2).

(1) Amendement de M. Holland accepté à Gand.

(2) Texte de Gand jusqu'ici, la suite étant empruntée au texte de La Haye.



Mais il leur est interdit :

1° De placer des mines automatiques de contact non amarrées, à moins qu'elles ne soient construites de manière à devenir inoffensives une heure au maximum après que celui qui les a placées en aura perdu le contrôle;

2° De placer des mines automatiques de contact amarrées, qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles auront rompu leurs amarres.

ART. 3. — Il est toujours interdit, tant en pleine mer que dans les eaux territoriales, d'employer des *torpilles* qui ne deviennent pas inoffensives lorsqu'elles auront manqué leur but.

(*Art. 1, al. 3 de La Haye*).

ART. 4. — Il est interdit de placer des mines automatiques de contact devant les côtes et les ports de l'adversaire, dans le seul but d'intercepter la navigation de Commerce.

(*Art. 2 de la Convention de La Haye*).

ART. 5. — Lorsque les mines automatiques de contact amarrées sont employées, toutes les précautions doivent être prises pour la sécurité de la navigation pacifique.

(*Art. 3 de la Convention de La Haye*).

ART. 6. — Toute puissance neutre qui place des mines automatiques de contact devant ses côtes, doit observer les mêmes règles et prendre les mêmes précautions que celles qui sont imposées aux belligérants.

(*Art 4, al. 1 de la Convention de La Haye*).

ART. 7. — L'obligation de notification incombe à l'Etat belligérant aussi bien qu'à l'Etat neutre.

(*Art. IV des résolutions prises à Gand*).

ART. 8. — A la fin de la guerre, les Puissances contractantes s'engagent à faire tout ce qui dépend d'elles pour enlever, chacune de son côté, les mines qu'elles ont placées.

Quant aux mines automatiques de contact amarrées que l'un des belligérants aurait posées le long des côtes de l'autre, l'emplacement en sera notifié à l'autre Partie par la Puissance qui les a posées et chaque Puissance devra procéder dans le plus bref délai à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux.

(*Art. 5 de la Convention de La Haye*).

ART. 9. — Les Puissances contractantes, qui ne disposent pas encore de mines perfectionnées telles qu'elles sont prévues dans la présente Convention, et qui, par conséquent, ne sauraient actuellement se conformer aux règles établies dans les art. 1 et 3, s'engagent à transformer, aussitôt que possible, leur matériel de mines, afin qu'il réponde aux prescriptions susmentionnées.

(*Art. 6 de la Convention de La Haye*).

ART. 10. — La violation de l'une des règles qui précèdent entraîne la responsabilité de l'Etat fautif.

(*Art. V des résolutions prises par l'Institut de Dr. Int. à Gand*).

OCCUPATIONS DE TERRITOIRES, ANNEXIONS, PROTECTORATS, SPHÈRES D'INTÉRÊT, HINTERLAND, BAUX ENTRE ÉTATS, ETC.

DEUXIÈME COMMISSION (1)

§ 1. *Rapport de Sir Thomas Barclay.*

La question de l'occupation de territoire a déjà été traitée par l'Institut à propos des dispositions contenues dans le chapitre VI de l'Acte de la Conférence africaine de Berlin. Ce chapitre est ainsi conçu :

Déclaration relative aux conditions essentielles à remplir pour que des occupations nouvelles sur les côtes du Continent africain soient considérées comme effectives.

ART. 34. — La puissance qui, dorénavant, prendra possession d'un territoire sur les côtes du Continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles, ou qui, n'en ayant pas eu jusque-là, viendrait à en acquérir, et de même la puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres puissances signataires du présent acte, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations.

ART. 35. — Les puissances signataires du présent acte reconnaissent l'obligation d'assurer, dans les territoires occupés par elles, sur les côtes du Continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis, et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée.

L'Institut a mis la question à l'ordre du jour à la session de Bruxelles de 1885 sur la proposition de M. de Martitz qui, à la session de Heidelberg en 1887, déposa un rapport suivi de conclusions (Voir *Annuaire*, tome VIII, p. 346, tome IX, p. 244 et suiv.) Un autre projet de déclaration internationale en vue de déterminer les règles à suivre dans les occupations de territoires, dont M. Engelhardt fut l'auteur, a été discutée à la session de Lausanne en 1888 (Voir tome X, p. 176 et 201).

Le règlement qui a été adopté à Lausanne n'a pas pu prendre en considération divers côtés de la question qui se sont développés dans le courant des vingt dernières années, tels que les sphères d'intérêt, les baux concédés à des Etats étrangers et même la théorie du *Hinter-*

(1) Les membres de cette Commission sont MM. Descamps, Dupuis, Edouard Rolin, Kaufmann, Westlake, Mandelstam, Lord Reay, Politis et Nys.

*land* qui a menacé de créer des difficultés internationales assez graves. D'ailleurs, toute la matière de l'occupation a besoin d'être étudiée de nouveau à raison de circonstances plus ou moins récentes. Il va de soi que je prends pour base le règlement adopté en 1888. Je sou mets à la Commission des observations sur les articles qui ont besoin d'être modifiés, et un certain nombre de nouveaux articles que je crois utile d'y ajouter.

Une conséquence du principe de l'occupation effective, adopté par la Conférence de Berlin en 1885 pour mettre fin aux occupations fictives, a été de faire imaginer un moyen d'échapper aux obligations qui en résultent : notamment, la revendication de *sphères d'influence*. La reconnaissance d'une sphère d'influence assurait au revendiquant l'exclusion de tout autre Etat, jusqu'au moment où l'Etat revendiquant se sentirait en mesure de procéder à une occupation réelle. Depuis lors, l'idée d'une sphère d'influence s'est débarrassée de cette notion d'une quasi-occupation préparatoire ; et des Etats ont conclu des conventions fixant la sphère de leur influence dans des territoires qu'ils n'ont aucune intention d'occuper, dont ils ont même convenu de respecter l'intégrité.

Il y aurait même utilité de distinguer entre les deux sortes de « sphères », de réserver la qualification de *sphère d'influence* aux sphères sans idée d'occupation, et de se servir d'une autre expression qui est employée également dans la pratique, celle de *sphère d'intérêt* pour les quasi-occupations préliminaires. Cette expression, d'ailleurs, s'harmonise mieux avec l'esprit du projet actuel, qui prend plutôt pour base la réalité de l'intérêt, que l'idée plus ou moins vague d'une *influence*.

Les sphères d'influence, ainsi distinguées des sphères d'intérêt, restent en dehors du cadre du présent rapport.

En ce qui concerne les détails de mon projet, je sou mets à l'Institut les considérations qui suivent.

Il serait contraire à l'esprit moderne qu'un Etat eût le droit d'exclure les autres Etats de ses sphères d'intérêt pour un temps illimité. Le territoire à la disposition des mortels étant limité, l'égalisation de droits des Etats et de leurs ressortissants dans la mesure possible, idéal reconnu de la civilisation actuelle, exige qu'une limite de temps soit imposée aux Etats revendiquants. A l'expiration du délai qui sera fixé, cet Etat doit renouveler sa revendication, ou y renoncer, ou procéder à une occupation en règle. Je propose de fixer le délai à 30 ans, c'est-à-dire une génération humaine.

L'idée de la sphère d'intérêt suppose un intérêt. Je le fais constater. Il serait dangereux de laisser renaître, sous forme de sphères d'intérêt, les abus qui résulteraient des occupations fictives.

Dans le même ordre d'idées, il y aurait lieu d'examiner si la présence de missions religieuses ou moralisatrices devrait être considérée comme un intérêt matériel.

Des conflits surgissent généralement par suite de rivalités ayant

rapport à l'expansion territoriale et commerciale, et surtout de ce qu'au profit de certains Etats, les ressortissants d'autres Etats peuvent se trouver exclus de la faculté d'étendre leur commerce, de faire des entreprises, et d'accès à des marchés actuels ou futurs (1).

J'ai inséré, par conséquent, dans mon projet une clause pour assurer, ainsi qu'il a déjà été établi en Chine, dans l'Afrique centrale et au Maroc, le principe d'égalité de traitement, sans distinction de nationalités. Ce principe a été définitivement adopté comme condition fondamentale, en ce qui concerne l'expansion économique dans les régions précitées, et la plupart des Puissances aujourd'hui s'empressent d'affirmer leur attachement à ce principe d'égalité (2).

J'ai essayé de donner quelque précision à la doctrine du *Hinterland* et de déduire les conséquences qui résultent de la nouvelle institution des *baux entre Etats*.

Enfin, puisqu'il y a actuellement moyen de le faire, il serait utile de suivre des précédents qui sont aujourd'hui nombreux, et de se mettre d'accord par la centralisation de tout ce qui concerne des Conventions d'ordre général. On pourrait se servir à cette fin du Bureau du *Conseil administratif permanent* (3) de la Cour de La Haye, qui aurait le devoir d'adresser toutes communications aux autres Etats. De cette manière, tout avis adressé à son Président (le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas) pourrait être considéré comme ayant été donné à toutes les H. P. C. à l'expiration de tel délai qui sera fixé après accusé de réception par lui du dit avis.

Après ces explications préliminaires je sou mets mon projet à l'Institut, en marge de celui de 1888.

(1) Comp. Barclay, *Problems of International Practice and Diplomacy*, pages 133 et suiv.

(2) V. *Op. Cit.*, pp. 17, 134 et suiv.

(3) L'article XXVIII de la Convention de 1899 dispose comme suit au sujet de ce Conseil :

ART. XXVIII. — Un Conseil administratif permanent composé des Représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à La Haye, et du Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville, le plus tôt possible après la ratification du présent acte par neuf puissances au moins. Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle. Il notifiera aux puissances la constitution de la Cour, et pourvoira à l'installation de celle-ci. Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires. Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour. Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau. Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale. La présence de cinq membres, dans les réunions dûment convoquées, suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Le Conseil communique sans délai aux puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un Rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs, sur les dépenses.



*Projet de déclaration internationale relative aux occupations de territoires adopté par l'institut à Lausanne le 7 septembre 1888.*

ART. I. — L'occupation d'un territoire à titre de souveraineté ne pourra être reconnue comme effective que si elle réunit les conditions suivantes :

1° La prise de possession d'un territoire enfermé dans certaines limites, faite au nom du gouvernement ;

2° La notification officielle de la prise de possession.

La prise de possession s'accomplit par l'établissement d'un pouvoir local responsable, pourvu de moyens suffisants pour maintenir l'ordre et pour assurer l'exercice régulier de son autorité dans les limites du territoire occupé. Ces moyens pourront être empruntés à des institutions existantes dans le pays occupé.

La notification de la prise de possession se fait soit par la publication dans la forme qui, dans chaque Etat, est en usage pour la notification des actes officiels, soit par la voie diplomatique. Elle contiendra la détermination approximative des limites du territoire occupé.

ART. II. — Les règles énoncées dans l'article ci-dessus sont applicables au cas où une puissance, sans assumer l'entière souveraineté d'un territoire et tout en maintenant avec ou sans restrictions, l'autonomie administrative indigène, placerait ce territoire sous son protectorat.

*Nouveau projet soumis par le rapporteur.*

I. L'annexion, c'est-à-dire l'occupation d'un territoire à titre de souveraineté, ne pourra être reconnue comme effective que si elle réunit les conditions suivantes :

1° Que la prise de possession soit faite au nom d'un gouvernement ;

2° Que le gouvernement qui a pris possession en donne avis officiel aux autres gouvernements ;

3° Que le dit avis ait déterminé les limites du territoire annexé.

La prise de possession s'accomplit par l'établissement d'un pouvoir local pourvu de moyens suffisants pour maintenir l'ordre et pour assurer l'exercice régulier de son autorité dans les limites du territoire annexé. Ces moyens pourront être empruntés à des institutions existant dans le pays occupé.

L'avis de la prise de possession se fait par sa publication, dans la forme qui, dans chaque Etat, est en usage pour la notification des actes officiels, et par la voie diplomatique.

Les limites du territoire occupé seront indiquées avec autant de précision que le permet l'état des connaissances géographiques, en ce qui concerne ce territoire.

*Protectorats.*

II. — Les règles énoncées dans l'article ci-dessus sont également applicables au cas où un Etat, sans assumer l'entière souveraineté

ART. III. — Si la prise de possession donnait lieu à des réclamations fondées sur des titres antérieurs, et si la procédure diplomatique ordinaire n'amenait pas une entente entre les parties intéressées, celles-ci feraient appel, soit aux bons offices, soit à la médiation, soit à l'arbitrage d'une ou plusieurs tierces puissances.

ART. IV. — Sont proscrites toutes guerres d'extermination des tribus indigènes, toutes rigueurs inutiles, toutes tortures, même à titre de représailles.

ART. V. — Dans les territoires visés par la présente déclaration l'autorité respectera ou fera respecter tous les droits, notamment la propriété privée, tant indigène qu'étrangère, tant individuelle que collective.

ART. VI. — La dite autorité a le devoir de veiller à la conservation des populations indigènes, à leur éducation et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles.

Elle favorisera et protégera, sans distinction de nationalité, toutes les institutions et entreprises particulières créées et organisées à ces fins, sous la réserve que des intérêts politiques de l'Etat occupant ou protecteur ne seront point compromis ou menacés par l'action ou par les tendances de ces institutions ou entreprises.

ART. VII. — La liberté de conscience est garantie aux indigènes,

d'un territoire, et même sans supprimer l'autonomie administrative indigène, placerait ce territoire sous son protectorat.

III. — Dans les territoires visés par les articles ci-dessus, l'autorité respectera ou fera respecter tous les droits existants tant indigènes qu'étrangers, tant individuels que collectifs, qui ne seraient pas contraires aux usages universellement reconnus par la civilisation européenne (1).

IV. — Elle aura, en outre, le devoir de veiller à la conservation des populations indigènes, à leur instruction et à l'amélioration de leur condition morale et matérielle.

Elle favorisera et protégera, sans distinction de nationalité, toutes les institutions et entreprises particulières créées et organisées à ces fins, sous la réserve que les intérêts politiques de l'Etat occupant ou protecteur ne seront point compromis ou menacés par l'action ou par les tendances de ces institutions et entreprises (2).

V. — La liberté de conscience est garantie aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers.

L'exercice de tous les cultes sera permis sans aucune restriction ni entrave ; seules les pratiques contraires à la morale et à l'humanité peuvent être interdites (3).

VI. — L'achat ou l'emploi des esclaves pour le service domes-

---

(1) Voir article V ci-contre.

(2) V. Art. VI, ci-contre.

(3) V. Art. VII, ci-contre.

comme aux nationaux et aux étrangers.

L'exercice de tous les cultes ne sera soumis à aucune restriction ni entrave.

On proscrira, toutefois, les pratiques contraires aux lois de la morale et de l'humanité.

ART. VIII. — L'autorité préparera l'abolition de l'esclavage.

L'achat ou l'emploi des esclaves pour le service domestique par d'autres que par des indigènes seront immédiatement interdits.

ART. IX. — La traite sera interdite dans toute l'étendue des territoires visés par la présente déclaration.

Ces territoires ne pourront servir ni de marchés, ni de voie de transit pour la vente des esclaves, et les mesures les plus rigoureuses seront prises contre ceux qui se livreraient ou qui seraient intéressés à ce trafic.

On empêchera l'introduction et le commerce intérieur des cangues et autres instruments de supplice à l'usage des propriétaires d'esclaves.

ART. X. — Le débit des boissons fortes sera réglementé et contrôlé de façon à préserver les populations indigènes des maux résultant de leur abus.

tique, par d'autres que par des indigènes, seront interdits (1).

VII. — La traite sera interdite dans toute l'étendue des territoires visés par la présente déclaration.

Ces territoires ne pourront servir ni de marchés ni de voie de transit pour la vente des esclaves, et les mesures les plus rigoureuses seront prises contre ceux qui se livreraient ou qui seraient intéressés à ce trafic.

On empêchera l'introduction et le commerce intérieur des cangues et autres instruments de supplice à l'usage des propriétaires d'esclaves (2).

#### *Sphères d'intérêt.*

VIII. — Dans le cas où un Etat ne se trouverait capable d'assumer ni une annexion ni un protectorat, il aura le droit de s'attribuer sur un territoire non-occupé une sphère d'intérêt dans les conditions suivantes :

a) Qu'un avis officiel en soit donné aux gouvernements limitrophes ;

b) Que les limites de la sphère d'intérêt soient déterminées avec autant de précision que les connaissances géographiques le permettront.

IX. — Les Etats limitrophes auront le droit, pendant un an à partir de la réception dudit avis, de faire valoir toute réclamation par un contre-avis officiel. Passé

(1) V. Art. VIII, ci-contre.

(2) La traite et la vente des boissons sont régies maintenant par la Convention de Bruxelles qui pourrait être généralisée. Le rapporteur propose de laisser de côté les deux articles à ce sujet comme insuffisants et rentrant plutôt dans le cadre d'un règlement spécial.

ce délai, la sphère d'intérêt pourra être considérée par l'Etat qui l'aura revendiquée comme définitivement acquise.

X. — Les droits d'un Etat dans le territoire compris dans sa sphère d'intérêt auront une durée de trente ans. A l'expiration de ce délai il sera obligé de donner un nouvel avis officiel aux gouvernements limitrophes.

Ce délai de trente ans ayant pour objet de donner à l'Etat revendiquant le temps nécessaire pour préparer une annexion ou un protectorat, il y aura lieu pour l'Etat revendiquant soit d'assumer les obligations dérivant de l'un ou de l'autre de ces actes, soit de revendiquer de nouveau l'exercice de ses droits dans la sphère en question.

XI. — Dans aucun cas il ne sera loisible à un Etat de revendiquer une sphère d'intérêt dans un pays dont il n'est pas limitrophe, ou lorsqu'il n'aurait dans le territoire en question aucun établissement soit officiel, soit dépendant de ses ressortissants.

*Une mission religieuse ou se disant moralisatrice ne peut servir de justification pour la revendication d'une sphère d'intérêt (1).*

#### *Hinterland.*

XII. — Tout Etat exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat sur la côte maritime d'un territoire non-occupé aura un droit de priorité, dans la revendication d'une sphère d'intérêt, jusqu'à la limite navigable des rivières

---

(1) Cet alinéa est inséré pour servir de base à la discussion. Le rapporteur n'a pas pu s'arrêter à un texte qui lui donne personnellement satisfaction.



débouchant sur la côte en question. Ce droit de priorité s'étendra jusqu'à une ligne parallèle à la côte qui comprendra latéralement les parties navigables desdites rivières et de leurs tributaires navigables.

Tout autre Etat peut mettre le dit Etat occupant de la côte en demeure de procéder à la délimitation de la susdite sphère d'intérêt s'il en revendique. La mise en demeure aura la forme d'un avis officiel. Si, dans le courant d'une année à partir de la dite mise en demeure, la délimitation n'était pas notifiée à l'Etat qui l'aurait mis en demeure, ce dernier aurait le droit de revendiquer une sphère d'intérêt sur tout le territoire non-occupé, sauf la partie sur laquelle lesdits droits de souveraineté ou de protectorat sont déjà exercés.

#### *Baux.*

XIII. — Tout bail de territoire consenti par un Etat à un autre Etat sera notifié à tous les Etats limitrophes de l'Etat bailleur.

Il ne peut être consenti pour une durée excédant 99 ans.

L'Etat bailleur restera responsable de tous les faits qui se produiront sur le territoire loué, vis-à-vis des Etats tiers et de leurs ressortissants. Ainsi, en cas de guerre entre l'Etat bailleur et un Etat tiers, il sera soumis aux lois et usages de la guerre comme territoire ennemi et, en cas de guerre entre l'Etat preneur et un Etat tiers, l'Etat bailleur sera tenu de veiller à l'observation des lois et usages qui incombent aux Etats neutres.

XIV. — Il est entendu que, dans tous les cas où un Etat viendrait à étendre son domaine ou une influence dominante sur un territoire en dehors de l'Europe, soit sous forme d'annexion, protectorat, bail, sphère d'intérêt, soit autrement, il le fera sous la condition expresse qu'un traitement d'égalité absolue, en ce qui concerne les droits d'importation ou d'exportation, les concessions, les privilèges, et toutes autres stipulations d'ordre économique, sera accordé, maintenu ou reconnu, selon le cas, aux sujets et citoyens de tous les Etats sans distinction.

## § 2. *Observations de M. Westlake.*

Comme membre de la Deuxième Commission je crois de mon devoir de faire part à l'Institut du Droit International de mon opinion sur les sujets que notre éminent confrère Sir Thomas Barclay a traités dans son rapport. Il nous soumet un *Nouveau projet de déclaration internationale relative aux occupations de territoire* qui, quant aux occupations à titre de souveraineté et aux protectorats, ne diffère pas substantiellement du projet adopté par l'Institut en 1888. Ce qu'il présente de neuf se trouve dans les paragraphes sur les Sphères d'intérêt, le Hinterland et les Baux, ajoutés à ce projet.

### *Sphères d'Intérêt.*

En abordant toute matière nouvelle il faut bien préciser la question dont il s'agit. L'auteur d'un projet sur les Sphères d'Intérêt a le choix de répondre à cette question ou, 1° en définissant la Sphère d'Intérêt objectivement, c'est-à-dire en énonçant les faits desquels il entend faire dépendre son existence, d'où l'on procéderait à la considération des droits qui pourraient découler de ces faits ; ou, 2° en proposant la Sphère d'Intérêt comme un complexe de droits, d'où l'on procéderait à la question des faits auxquels il serait juste ou opportun de rattacher ces droits. Malheureusement le projet du rapporteur ne m'éclaire suffisamment ni de l'une ni de l'autre de ces façons. Comme définition objective, ou conditions d'existence, tout ce que j'y trouve est que la Sphère d'Intérêt ne peut exister que dans un territoire limitrophe de l'Etat qui la revendique ; que cet Etat y aura un établissement, soit officiel, soit dépendant de ses ressortissants (Art. xi) ; et que le même

Etat se trouvera incapable d'y assumer une annexion ou un protectorat (Art. VIII), ce qui paraît dire qu'il n'est pas dans le cas de pouvoir satisfaire à l'Art. 35 de Berlin. Assurément notre honorable confrère n'a pas voulu permettre la revendication d'une Sphère d'Intérêt là où quelques ressortissants ont posé un établissement de commerce, sans que leur Etat y ait jamais mis le pied. Comme énumération des droits constituant une Sphère d'Intérêt, je ne trouve dans le projet que la limitation de leur durée à trente ans (Art. X), nullement ce qu'ils sont. Evidemment, soit qu'on prenne l'un ou l'autre point de départ, si l'on veut légiférer sur la Sphère d'Intérêt il faudra se rappeler qu'elle n'est pas, comme les mots : *souveraineté* ou *protectorat*, un terme de droit reconnu qu'on peut se dispenser d'expliquer.

Ce n'est pas à dire que la pensée du rapporteur ne se laisse pas entrevoir, spécialement à l'aide de son introduction. Il y dit que les sphères d'influence et d'intérêt, qu'on les distingue ou non, ont été imaginées par les gouvernements comme moyens d'échapper aux obligations résultant de la Conférence de Berlin. Il caractérise la Sphère d'Intérêt qu'il veut faire adopter par la science comme une quasi-occupation préliminaire. Et quand il nous dit qu'« il serait contraire à l'esprit moderne qu'un Etat eût le droit d'exclure les autres Etats de ses sphères d'intérêt pour un temps illimité », il trahit l'idée qu'elles ne comporteront, non plus que la souveraineté ou le protectorat, aucune immixtion étrangère dans le territoire. C'est renverser, par le simple emploi d'un terme nouveau, les barrières qui ont été élevées contre les occupations fictives. On peut être bien sûr que pour que l'honorable rapporteur nous invitât à abandonner le terrain gagné à la Conférence de Berlin et par le progrès de la pensée, il lui a fallu croire qu'il subissait la pression d'une nécessité, si non de la science, au moins de la pratique.

Je suis d'accord que dans notre matière il faut que la science tienne compte de la pratique, toujours, bien entendu, en maintenant ce qui est vrai *de lege ferenda*, en face des empiètements qui empêchent que telle doctrine ne soit la loi actuelle. Mais en réalité rien ne s'est produit de nature à réhabiliter comme titre international les occupations fictives, ou non complétées par l'établissement d'un pouvoir local responsable et suffisamment muni de moyens. Premièrement il faut écarter les faits qui ne concernaient que des territoires assujettis à des souverainetés reconnues, et par conséquent fermés à des occupations ou quasi-occupations quelconques. La Deuxième Commission n'est chargée par l'Institut que ce qui a trait à l'occupation de territoires et aux protectorats coloniaux. Dans le propre domaine de la Commission, des gouvernements ont émis des déclarations unilatérales dans des formes variées, et ils ont conclu entre eux des conventions ou des accords. Mais je ne crois pas qu'il soit possible de citer un cas dans lequel ces déclarations ou conventions, quoique notifiées à des tierces parties, aient été reconnues par ces parties comme liant leurs mains. Elles ont pu obtenir l'adhésion de quelques tierces parties, et elles ont pu être

suivies d'une occupation effective. En attendant que leur œuvre soit ainsi couronnée, je ne trouve pas qu'aucun Etat ait admis que de pareilles manifestations d'une volonté étrangère lui rendaient moins loisible une occupation effective éventuelle. Sans doute la manifestation de la volonté d'un ou de plusieurs grands Etats doit avoir une influence importante. C'est un fait de l'ordre politique dont l'Institut n'a pas à s'occuper. Sa portée pratique est marquée par le terme populaire, *Sphère d'Intérêt*, appliqué à la situation que la volonté manifestée tend à créer. Elever le terme et la situation au niveau d'une institution du droit international, ce serait fournir aux plus forts une arme de plus, et violer le droit, qui exige que nulle portion du globe ne soit appropriée, même pendant trente ans, sans une occupation effective.

### *Hinterland.*

La définition du *hinterland*, proposée dans l'Art. XII, fait dépendre le sort d'un endroit de la seule facilité d'accès présentée en suivant en amont une rivière navigable ; mais une plus grande facilité d'accès est souvent présentée à travers le versant qui se trouve à la source de la rivière, spécialement quand celle-ci est longue et l'endroit loin de son embouchure. Ni les limites du Canada, ni celles des Etats-Unis, du Brésil ou de l'Argentine ne se conforment à la définition proposée ; et une règle à laquelle les faits de la colonisation ont donné tort en tant de cas ne se recommande pas pour être adoptée dans les cas à venir. Je crois qu'il faut s'en tenir au principe de l'occupation effective, et dire : 1° que l'occupation effective de l'embouchure d'une rivière ne la fait pas présumer pour tout son bassin ; mais, 2° que l'Etat qui possède la partie inférieure d'un bassin, peut justement refuser à tout autre Etat l'usage de ses rivières ou autres voies de communication pour coloniser ou occuper la partie supérieure du bassin.

### *Baux.*

Les baux à long terme consentis par des Etats à d'autres Etats ont été regardés dans la pratique comme aliénations temporaires de la souveraineté, permettant à l'Etat preneur de faire tout acte de souverain sur le territoire loué, et dégageant la responsabilité de l'Etat bailleur, vis-à-vis des Etats tiers et leurs ressortissants, des faits qui se produiront sur ce territoire. Les auteurs qui ont traité la matière sont généralement du même avis. Il peut aussi résulter de la nature du cas qu'il en soit ainsi, puisqu'ordinairement l'Etat preneur a été le plus fort, et a exigé la concession du bail comme aliénation déguisée, et l'Etat bailleur n'aurait pas voulu rester chargé de la responsabilité pour un territoire dont il a abandonné le profit et dont il n'est plus le maître. L'honorable rapporteur propose (Art. XIII) une règle diamétralement opposée, qui ne pourrait pas être appliquée aux baux déjà consentis, et sous laquelle ni l'expérience ni, selon moi, la raison ne portent à croire que des baux d'Etat à Etat seront consentis.



## II. — SÉANCES PLÉNIÈRES

### DÉLIBÉRATIONS EN SÉANCES PLÉNIÈRES SUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES PORTÉES A L'ORDRE DU JOUR.

---

#### 1. Règlement international de l'usage des torpilles automatiques dans la pleine mer.

---

*Extraits des procès-verbaux du mardi matin 29 septembre et du  
mercredi matin 30 septembre.*

PRÉSIDENCE DE M. GABBA, PRÉSIDENT.

Séance du mardi 29 septembre.

La séance est ouverte à 9 h. 1/2.

L'ordre du jour appelle l'examen de la *Réglementation internationale de l'usage des mines sous-marines et des torpilles automatiques*.

M. KEBEDGY, rapporteur, expose que ce délicat problème a reçu, à la session de Gand, un commencement de solution, sous réserve d'une deuxième délibération. Depuis nos travaux de 1906, deux faits se sont produits dont il convient de tenir compte. D'une part, en octobre 1906, l'International Law Association, réunie à Berlin, a examiné la matière sur un rapport de notre distingué collègue M. von Martitz. D'autre part, en 1907, la deuxième conférence de la Paix a élaboré une importante convention.

Nous pourrions nous contenter des résultats obtenus. Et l'on pourrait comprendre que l'Institut de droit international se dessaisît de la question, puisqu'aussi bien la diplomatie s'en est occupée.

Cependant M. Kebedgy n'a pas cru devoir se dégager de la mission qui lui avait été confiée. Répondant à l'invitation de M. le Secrétaire Général de préparer un nouveau rapport, il avait à la fin de 1907 sollicité un délai pour prendre préalablement connaissance des procès-verbaux de la Conférence de La Haye. Puis, lorsqu'en février dernier, il dut quitter l'Europe pour rejoindre son nouveau poste en Egypte, il avait prié M. Edouard Rolin de se charger à sa place du nouveau rapport. M. Ed. Rolin accepta, mais fit savoir qu'à son avis, comme à celui de M. le Secrétaire Général, l'examen de la question ne présentait plus un caractère d'urgence.

Dans ces conditions, M. Kebedgy ne s'est pas préoccupé de la rédaction du nouveau rapport.

A son avis, l'Institut a désormais le choix entre les trois solutions suivantes : 1° écarter la question de son ordre du jour ; 2° l'y maintenir, en vue de combiner ses résolutions de 1906 avec celles de la Conférence de La Haye ; 3° en renvoyer l'examen à la session prochaine, après un échange de vues avec ceux de nos collègues qui ont participé aux travaux de la Conférence de 1907.

M. EDOUARD ROLIN estime que le travail de l'Institut serait facilité par la préparation préalable, en Commission, d'un texte qui tiendrait compte à la fois de nos résolutions de 1906 et de celles de la Conférence de La Haye. Ce texte n'aurait aucun caractère définitif, il ne préjugerait pas des solutions ultérieures et n'engagerait nullement ceux qui concourraient à son élaboration. Il constituerait simplement une base pour le rapport dont le rapporteur aurait la charge. Pour la révision du texte de nos résolutions de 1906, un échange de vues est indispensable.

La proposition de M. Ed. Rolin de demander à la Commission un nouveau texte est adoptée.

#### Séance du mercredi matin.

M. le rapporteur EDOUARD ROLIN : la quatrième Commission s'est réunie hier et elle a élaboré un texte qui tient compte, à la fois du projet de Gand et des articles adoptés par la Conférence de La Haye de 1907. Je vais lire ce texte ; je vous demande, non pas de le voter, mais d'admettre qu'il puisse servir à l'examen de la commission, à la place de celui de Gand.

Le texte de Gand faisait une distinction entre la pleine mer et la mer territoriale (v. p. 344, t. XXI de l'Annuaire de l'Institut) qui n'a pas été reprise dans la convention de La Haye. Nous l'avons maintenue dans le texte que nous vous soumettons, mais en adoptant la terminologie de La Haye.

ART. 1. — *Il est interdit de placer en pleine mer des mines automatiques de contact, amarrées ou non.*

Le second article contient l'amendement Holland accepté à Gand ; le texte de La Haye est allé plus loin que nous et nous vous proposons de combiner les deux textes. La rédaction serait par conséquent la suivante :

ART. 2. — *Les belligérants peuvent, pour des raisons stratégiques, placer des mines dans leurs eaux territoriales et dans celles de l'ennemi.*

*Mais il leur est interdit :*

1° *de placer des mines automatiques de contact non amarrées, à moins qu'elles ne soient construites de manière à devenir inoffensives, une heure au maximum après que celui qui les a placées en aura perdu le contrôle ;*

2° *de placer des mines automatiques de contact amarrées, qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles auront rompu leurs amarres.*

ART. 3. — *Il est toujours interdit, tant en pleine mer que dans les eaux territoriales, d'employer des torpilles qui ne deviennent pas inoffensives lorsqu'elles auront manqué leur but.*

Pour les articles suivants, nous avons trouvé utile d'y insérer certaines dispositions de la Convention de La Haye.

M. E. Rolin donne lecture de ces articles :

ART. 4. — *Il est interdit de placer des mines automatiques de contact devant les côtes et les ports de l'adversaire dans le seul but d'intercepter la navigation de commerce.*

ART. 5. — *Lorsque des mines automatiques de contact amarrées sont employées, toutes les précautions doivent être prises pour la sécurité de la navigation pacifique.*

ART. 6. — *Toute Puissance neutre qui place des mines automatiques de contact devant ses côtes, doit observer les mêmes règles et prendre les mêmes précautions que celles qui sont imposées aux belligérants.*

M. E. Rolin propose d'ajouter l'alinéa 2 de l'Art. III de Gand, ainsi conçu :

« *Mais les Etats neutres ne peuvent placer de telles mines dans le passage des détroits qui conduisent dans une mer ouverte.* »

Comme second alinéa de l'Art. VI.

ART. 7 — *L'obligation de la notification incombe à l'Etat belligérant aussi bien qu'à l'Etat neutre.*

ART. 8. — *A la fin de la guerre, les Puissances contractantes s'engagent à faire tout ce qui dépend d'elles pour enlever, chacune de son côté, les mines qu'elles ont placées.*

*Quant aux mines automatiques de contact amarrées que l'un des belligérants aurait posées le long des côtes de l'autre, l'emplacement en sera notifié à l'autre Partie par la Puissance qui les a posées et chaque Puissance devra procéder dans le plus bref délai à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux.*

ART. 9. — *Les Puissances contractantes, qui ne disposent pas encore de mines perfectionnées telles qu'elles sont prévues dans la présente Convention, et qui, par conséquent, ne sauraient actuellement se conformer aux règles établies dans les art. 1 et 3, s'engagent à transformer, aussitôt que possible, leur matériel de mines, afin qu'il réponde aux prescriptions susmentionnées.*

ART. 10. — *La violation d'une des règles qui précèdent entraîne la responsabilité de l'Etat fautif.*

Le Président fait observer que l'Institut n'a pas à se prononcer sur le fond de la question, mais sur l'avant-projet auquel MM. Kebedgy et E. Rolin ont travaillé, afin que le texte en puisse être examiné par la commission, à la place de celui de Gand.

M. KAUFMANN dit que la commission a été improvisée, qu'elle n'a

délibéré que quelques minutes et qu'elle a fait une rédaction de forme avant d'élaborer une rédaction de fond. L'Institut doit donc souligner son attitude très expressément en se réservant l'examen du fond. La résolution de Gand était déjà provisoire. Beaucoup de membres ont alors déclaré, avant le vote sur l'ensemble du projet, qu'ils ne pourraient pas l'accepter comme rédaction définitive ; « et », dit M. Kaufmann, « je voudrais préciser pourquoi. J'ai proposé le 1<sup>er</sup> Art. à Gand, mais je voulais en proposer un autre, étendant la zone des eaux territoriales où le belligérant pourrait poser des mines. A La Haye cette question a pris une grande importance et l'on n'est pas arrivé à s'entendre. Les divergences de vues ont été très considérables. La liberté des mers peut être menacée si les mines peuvent être placées un peu partout. La question doit rester ouverte. La Convention de La Haye contient, d'ailleurs, beaucoup de lacunes ; je me bornerai à mentionner l'Art. V, elle n'a en réalité rien fait pour nous. Il faudrait nettement définir les circonstances pour bien établir les responsabilités ; car il est difficile de savoir qui a posé les mines dans un cas déterminé.

M. Holland regrette que M. Kaufmann ait abordé la question de fond qui est réservée. Ce qui a été arrêté à Gand n'était qu'une première lecture. C'est la même chose aujourd'hui et il suffisait de réserver l'examen du fond de la question.

Le Président appuie les paroles de M. Holland.

M. PIERANTONI : Pourquoi renvoyer aux commissions des projets sur lesquels l'Institut ne peut se mettre d'accord ? Il n'y a qu'à déclarer simplement que le projet n'est pas prêt. M. Pierantoni demande à faire partie de la commission.

M. E. Rolin : M. Pierantoni a raison, mais il est impossible d'agir autrement. Un texte a été voté et la commission s'est dessaisie ; mais, entretemps, la Conférence de La Haye s'est prononcée ; il fallait revoir le projet, or, comment le faire sans passer entre les mailles du règlement ?

La séance est levée à 11 h. 50.

## **2. De la condition juridique internationale des étrangers civils ou militaires, au service des belligérants.**

*Extrait du procès-verbal de la séance de Mardi soir, 29 septembre.*

PRÉSIDENCE DE M. GABBA, PRÉSIDENT.

M. Gabba donne la parole à M. Edouard Rolin, rapporteur, qui résume l'esprit et les motifs du projet soumis à l'Institut, ainsi que les phases qu'il a traversées en commission.

M. ED. ROLIN avait communiqué un rapport préliminaire sur cette



question à la session d'Edimbourg en 1904. Une commission composée de MM. le baron Descamps, Dupuis, Fauchille, Matzen, lord Reay, Olivi, Vesnitch et Westlake ayant été formée fut saisie des conclusions du rapport préliminaire. C'est au nom de cette commission que M. le rapporteur présente à l'Institut la résolution suivante :

« *La condition juridique internationale des étrangers, civils ou militaires, n'appartenant par leur nationalité à aucun des Etats belligérants et engagés au service de l'un d'eux, sera absolument identique, en ce qui concerne l'application des lois de la guerre, à celle des nationaux de l'Etat au service duquel ils se trouvent.* »

M. Fauchille a proposé d'ajouter après le mot « *nationalité* » les deux mots « *bien établie* ». L'intention de M. Fauchille est d'exclure du bénéfice du principe que nous venons de formuler les individus à *double nationalité*, qu'un belligérant pourrait revendiquer comme ses nationaux, ce qui permettrait de soulever la question de trahison.

M. le rapporteur ne sent pas la nécessité de l'addition suggérée par M. Fauchille, car il résulte déjà du texte que le principe proposé ne vise pas les personnes qui *appartiennent par leur nationalité à un des belligérants*. Les deux mots « *bien établie* » ne disent, d'ailleurs, rien de plus, puisque les nationalités multiples peuvent être également bien établies.

Le principe affirmé paraît naturel et certain. Il n'est cependant pas inutile de le proclamer. Ce n'est pas la certitude d'un principe juridique qui doit s'opposer à ce qu'il soit expressément affirmé.

Le rapporteur fait remarquer que : 1° dans la résolution qu'il propose il est fait abstraction complète des relations juridiques particulières, des personnes étrangères engagées au service des belligérants, à l'égard soit de leur propre pays, soit de l'Etat au service duquel elles se trouvent, ces relations rentrant dans le domaine des droits privés (statut personnel, contrats) ;

2° le texte proposé ne vise que le cas de guerre ;

3° il n'envisage que l'application des lois de la guerre, rien ne permettant de supposer qu'en dehors de cette application il puisse survenir une modification quelconque dans l'état juridique des personnes en question, sauf par rapport à leur pays d'origine ou à leur pays d'adoption.

Enfin, ajoute M. le rapporteur, depuis la session de Gand, en 1906, la Conférence de La Haye de 1907 s'est également occupée de la question.

L'art. 26 de la *convention concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre* est en harmonie presque complète avec les conclusions soumises à l'Institut.

Mais ce fait doit d'autant moins empêcher l'Institut de se prononcer à son tour que : 1° la question se trouvait antérieurement à l'ordre du jour de ses travaux, 2° le texte de La Haye est moins précis que celui du rapporteur.

M. Ed. Rolin demande à l'Institut de voter la résolution qui lui est soumise. Celle-ci une fois votée, l'Institut pourra décider *l'examen* d'un certain nombre de propositions formulées par MM. Dupuis, Westlake et Olivi, membres de la commission. Cet examen se fera plus facilement à la lumière du principe fondamental arrêté par l'Institut.

M. le Président dit qu'il réserve pour le moment les questions supplémentaires et il ouvre la discussion sur la résolution proposée par M. le rapporteur.

M. PIERANTONI se déclare d'accord avec les conclusions du rapporteur, mais il fait observer que les règles traditionnelles sur la matière sont déjà acquises dans la pratique, dans les lois des Etats et dans le droit codifié. Il faut séparer les militaires des étrangers qui prêtent leurs services techniques, politiques et administratifs. En ce qui concerne les premiers, les conditions requises pour avoir la qualité de belligérant sont arrêtées déjà dans la convention concernant les lois et les coutumes de la guerre; pour ce qui regarde les étrangers qui ne sont pas belligérants, leurs engagements sont inviolables. C'est une question de droit intérieur qui se rattache aux services du citoyen envers sa patrie.

Il n'y a donc rien à dire qui ne soit déjà établi et fixé. M. Pierantoni votera cependant la proposition recommandée par le rapporteur.

M. RENAULT déclare, qu'au fond, il est de l'avis de M. Pierantoni. La résolution soumise à l'Institut ne peut donner lieu à aucune discussion sérieuse, mais il faut la voter parce que les choses consacrées par la tradition prennent plus de valeur quand elles sont expressément constatées dans un texte. La Convention de La Haye de 1899 en est le meilleur exemple.

En ce qui concerne la proposition de M. le rapporteur, elle-même, M. Renault pense que tous les belligérants qui ont véritablement ce caractère, doivent être traités de la même façon. Mais il y aura des belligérants qui seront particulièrement hostiles aux sujets des neutres qui auront combattu contre eux. Ils auront, vis-à-vis de ceux-ci, une animosité spéciale, parce que leur participation à la guerre implique un blâme. Et voilà pourquoi il est nécessaire de poser la question de droit : il faut nettement établir que les sujets des Etats neutres qui auront pris part aux hostilités ne devront pas être *traités autrement* que les sujets des belligérants eux-mêmes.

M. le rapporteur constate que M. Renault a répondu à M. Pierantoni dans le sens où il l'aurait fait lui-même. Il n'a pas la prétention d'avoir formulé une règle inédite, d'avoir innové en quoi que ce soit, mais lorsque l'on fait des règlements on doit les faire aussi complets que possible, et ce serait laisser une lacune que de passer sous silence les choses mêmes qui semblent les plus simples.

M. BRUSA a un scrupule qui provient de la législation italienne. L'art. 12 du Code civil et l'art. 104 du Code pénal établissent que le sujet italien qui a perdu sa nationalité italienne, en prenant du service à l'étranger, demeure néanmoins sous le coup de la loi pénale italienne.

Cette pénalité qui est d'ordre interne paraît être en contradiction avec la proposition de M. Ed. Rolin.

M. le Rapporteur demande que l'objection de M. Brusa figure au procès-verbal, mais il fait remarquer que les questions de nationalité, de rapports avec le pays d'origine, étant de droit privé, sont en dehors de la résolution proposée.

M. BRUSA : J'ai parlé de la législation italienne, mais il me semble que la législation allemande, si elle ne punit pas son ancien citoyen, exige qu'il ait reçu un certificat d'expatriation. Qu'arrivera-t-il s'il n'a pas reçu ce certificat ? On double ainsi les obligations : d'abord la punition prévue par la loi italienne, ensuite le traitement d'un prisonnier de guerre ; sans faire de proposition, M. Brusa prie donc le rapporteur de vouloir bien examiner s'il n'y a pas lieu de tenir compte de ses scrupules.

M. PIERANTONI prie M. Brusa de ne pas persister dans l'objection qu'il a soulevée. Il est vrai que certaines lois pénales punissent les ressortissants qui ont combattu contre la patrie d'origine, mais il ne faut pas empiéter sur le terrain du droit interne.

Pour donner satisfaction à M. Brusa, M. Lardy propose l'amendement suivant :

La condition juridique internationale des étrangers, civils ou militaires, *dégagés de tout lien de nationalité ou connexe à la nationalité envers les Etats belligérants...*

M. ALBÉRIC ROLIN suggère :

*Dégagés de tout lien de nationalité actuel ou antérieur.*

M. POLITIS propose à son tour :

*Dégagés de tout lien de nationalité et de toute obligation survivant à une nationalité antérieure, vis-à-vis de l'un quelconque des belligérants...*

M. DE HAMMARSKJÖLD demande si les mots « engagés au service » signifient que l'engagement est volontaire ou contraint.

M. le rapporteur déclare que c'est une question de droit interne et ajoute que si l'on n'avait pas quitté le terrain du droit international, il n'y aurait pas de difficulté. L'observation soulevée par M. Hammarskjöld ne rentre pas dans la question.

M. HAMMARSKJÖLD : votre résolution semble cependant comprendre ces deux choses.

M. RENAULT : l'hypothèse est contraire à la convention de La Haye.

M. PIERANTONI : Si nous confondons le droit intérieur avec le droit de la guerre, nous allons tout embrouiller.

M. ALBÉRIC ROLIN demande la clôture.

M. LYON-CAEN : Plusieurs de nos collègues sont d'avis qu'il est inutile de s'occuper de ces cas spéciaux. Que le Président consulte l'Institut pour savoir s'il entend s'en occuper. En cas d'affirmative il y aura à discuter la rédaction de la résolution et les amendements proposés.

M. BRUSA : c'est étrangler le débat.

L'amendement proposé par M. Politis est mis aux voix :

Pour : 8 voix.

Contre : 21 voix.

Abstentions : 3 voix.

L'Institut n'a pas adopté.

La Résolution proposée par M. le Rapporteur est mise aux voix. La question étant d'ordre scientifique le vote a lieu par appel nominal.

Ont voté pour : MM. Anzilotti, Beauchet, Brusa, Buzatti, Corsi, Dupuis, Diena, Errera, Fusinato, Gabba, de Hammarskjöld, Holland, Kaufmann, Kebedgy, Lardy, Lehr, Lyon-Caen, Manzato, de Martitz, Missir, Olivart, de Peralta, Pierantoni, Politis, Renault, A. Rolin, E. Rolin, Rostworowski, Strisower, Ullmann, Vesnitch, Weiss.

Soit 32 oui sur 32 votants.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

M. le Rapporteur : Le principe a été posé ; reste à demander à l'Institut s'il veut renvoyer à deux commissions — dont l'une serait la même au nom de laquelle la résolution a été présentée — les propositions de MM. Westlake et Olivi, savoir :

1° Quelle est, en thèse générale, la condition juridique internationale des personnes engagées au service d'Etats étrangers, *même non belligérants* (Westlake).

2° En cas de guerre, le droit des gens n'impose-t-il pas, en ce qui concerne les étrangers au service d'un Etat, certains devoirs, dérivant notamment de la neutralité, soit à l'Etat qui emploie des étrangers, soit à l'Etat dont ils sont les sujets ?

M. Gabba passe la présidence à M. Lyon-Caen, vice-président.

M. RENAULT dit qu'un certain nombre de questions, connexes à celles qui occupent l'Institut, ont été soulevées à la Conférence de La Haye. En voici une à titre d'exemple : quelle situation doit-on faire aux sujets neutres sur le territoire de chacun des belligérants ? L'Etat peut-il prendre des mesures (impôts, réquisitions) aussi bien à l'égard des neutres établis sur son territoire, qu'à l'égard de ses propres sujets ?

Si l'un des belligérants envahit le territoire de l'autre, comment traitera-t-il les sujets neutres qu'il y trouve ? A La Haye, les délégués Allemands entendaient traiter les neutres plus favorablement.

M. Renavle est d'un avis contraire. Il ne faut pas accorder de prime à la neutralité. D'une part s'il s'agit des rapports de l'Etat avec les neutres établis sur son territoire, il y a là une question de souveraineté intérieure et non une question de droit international. D'autre part si le territoire est envahi, les dispositions de La Haye doivent s'appliquer sans distinction. En effet, dans certains cas — celui des réquisitions par exemple — la troupe ne peut s'occuper pratiquement de faire des différences et, en outre, si l'on favorise les neutres, on pourra en conclure que tout est permis à l'égard de l'ennemi.



La question est intéressante, elle rentre dans les attributions de l'Institut, il faudrait voir si on peut la préparer. En conséquence M. Renault propose de la mettre à l'étude.

M. Kebedgy appuie la proposition Olivi qui est posée fort à propos.

M. Kaufmann constate que la question soulevée par M. de Hammar skjöld rentre dans celle que propose M. Renault, elle serait aussi à étudier.

L'Institut décide de renvoyer toutes ces questions à la cinquième commission.

La séance est levée à 5 h. 45.

---

### **Conférence diplomatique de la Haye sur l'unification du droit relatif à la lettre de change.**

(Septembre 1909.)

Sur l'invitation des gouvernements d'Allemagne et d'Italie, le gouvernement des Pays-Bas a pris l'initiative d'une Conférence diplomatique qui se réunira à La Haye pour préparer un projet de loi uniforme sur la lettre de change.

La Commission royale des Pays-Bas pour le droit international privé a rédigé un questionnaire, qui est destiné à servir de base aux travaux et qui a été adressé par le gouvernement des Pays-Bas à tous les gouvernements invités à se faire représenter à la Conférence.

Voici le texte de ce document :

#### **QUESTIONNAIRE.**

1° La Conférence doit-elle s'occuper exclusivement de la lettre de change et du billet à ordre, en réservant à l'examen d'une Conférence ultérieure le droit concernant le chèque ?

2° La loi uniforme doit-elle régler d'une manière complète tout le droit de la lettre de change (à l'exception de quelques matières qui, comme la forme des protêts, sont par leur nature même plutôt de la compétence de la loi nationale) ou doit-elle se borner à poser les principes, en laissant à la loi nationale le soin de régler les détails ?

3° La loi uniforme doit-elle contenir aussi des règles complémentaires pour la solution des conflits de droit par rapport à la lettre de change ?

## A. — DE LA LETTRE DE CHANGE.

I. — *Création. Formes.*

4° La loi doit-elle exiger :

- a) la dénomination de lettre de change ?
- b) l'indication de la valeur fournie ?
- c) qu'il y ait remise de place en place ?

5° Doit-on permettre :

- a) la création d'une lettre de change au porteur ?
- b) la création d'une lettre de change à l'ordre du tireur ?
- c) la création d'une lettre de change pour le compte d'autrui ?
- d) l'indication d'un besoin ?

et dans le cas d'une réponse affirmative à la question d) :

e) cette indication doit-elle avoir les mêmes effets qu'elle émane du tireur ou d'un endosseur ?

f) la clause retour sans frais ?

g) la clause sans garantie ?

h) la clause qui exclut la faculté d'endossement (Rektawechsel).

6° Exemplaires. Copies.

Quelles doivent être les dispositions de la loi par rapport :

a) à l'obligation du tireur de fournir plus d'un exemplaire de la lettre de change ?

b) à la forme et la rédaction des exemplaires ?

c) aux droits du porteur d'un exemplaire ?

d) aux copies ?

7° La loi doit-elle régler la traite documentaire ? (connaissance, police, etc.)

II. — *Endossement.*

8° Que doit-on prescrire par rapport à :

a) la forme de l'endossement en général ?

La loi doit-elle reconnaître plusieurs formes d'endossement avec des effets différents quant à

la transmission ?

la garantie ?

b) l'endossement en blanc ?

c) l'endossement à titre de procuration ?

d) l'endossement postérieur à l'échéance ?

III. — *Provision.*

9° La loi doit-elle contenir des dispositions relatives à l'obligation du tireur de faire provision et aux conséquences résultant de l'accomplissement et du défaut d'accomplissement de cette obligation ?

IV. — *Acceptation.*

10° Le porteur doit-il, en principe, être libre de requérir ou de ne pas requérir l'endossement ?

Doit-on pouvoir stipuler dans la lettre de change soit que la présentation à l'acceptation est prohibée, soit que la présentation à l'acceptation est obligatoire ?

Obligation du porteur de présenter la lettre de change au tiré :

a) quand elle est payable dans un autre endroit que le domicile du tiré ;

(indication de domicile)

b) quand elle est tirée à vue ou à un certain délai de vue.

11° Quelles doivent être les dispositions de la loi à l'égard de :

a) la forme de l'acceptation (acceptation par acte séparé) ?

b) son caractère et ses effets ?

c) le tiré doit-il avoir le droit de biffer son acceptation tant qu'il n'est pas dessaisi de la lettre de change ou n'a pas donné connaissance de son acceptation au porteur ?

12° Refus d'acceptation et ses conséquences :

a) Dans quels cas y a-t-il refus d'acceptation ?

b) Contre qui le porteur peut-il exercer le recours ?

c) Ceux contre qui le recours est exercé doivent-ils avoir le choix entre la caution et le remboursement ?

ou bien : le porteur doit-il avoir le droit de demander le remboursement ?

13° La loi doit-elle accorder des droits spéciaux au porteur d'une lettre de change en cas de faillite de l'accepteur ? (ou du tiré ?)

14° Acceptation par intervention :

Quand peut-elle être faite ?

Par qui ?

Dans quelle forme ?

Avec quels effets ?

V. — *Aval.*

- 15° a) La loi doit-elle reconnaître l'aval ?  
b) En ce cas, que doit-elle prescrire quant à la forme ?  
l'effet de l'aval ?

VI. — *Echéance.*

- 16° a) Quelles doivent être les dispositions de la loi par rapport à l'exigibilité des lettres de change payables :  
à jour fixe (en foire) ?  
à un certain délai de date (usances) ?  
à vue ?  
à un certain délai de vue ?

VII. — *Paiement.*

- 17° a) quand le paiement doit-il être demandé et effectué ?  
b) Le porteur peut-il être contraint à recevoir le paiement avant l'échéance ?  
c) Quelles règles doivent être posées par la loi à l'égard de la validité du paiement avant l'échéance ?  
à l'échéance ?  
d) Doit-on admettre qu'à moins d'une stipulation contraire dans la lettre de change, le paiement doit se faire en monnaie ou en billets ayant cours légal au lieu du paiement ?  
La loi doit-elle statuer à quel cours (à défaut d'une stipulation spéciale dans la lettre de change) la valeur de la lettre de change sera calculée, si elle contient l'indication du montant dans une autre monnaie que celle du lieu du paiement ?  
e) La loi doit-elle s'occuper du paiement partiel de la lettre de change, soit en le permettant, soit en le défendant ?

VIII. — *Paiement par intervention.*

- 18° a) Par qui et pour qui le paiement par intervention peut-il être fait ?  
b) Forme du paiement par intervention.  
c) Effets du paiement par intervention.



IX. — *Recours du porteur.*

19° a) Quelles formalités doivent être remplies par le porteur comme condition du droit de recours ?

b) Le défaut de paiement doit-il être notifié aux obligés (endosseurs, tireurs) et dans quel délai ?

20° Quel est l'objet du recours ?

21° Le porteur, qui veut exercer le recours, est-il obligé d'observer l'ordre dans lequel les divers obligés solidaires ont signé la lettre de change, en commençant par le dernier endosseur, etc.

22° Quelles sont les règles à poser par rapport aux déchéances

a) vis-à-vis du tireur ?

b) vis-à-vis des endosseurs ?

X. — *Perte d'une lettre de change.*

23° Suffit-il que la loi contienne des dispositions à l'effet d'accorder à celui qui a perdu une lettre de change (acceptée, non acceptée), le droit :

soit de réclamer le paiement, en donnant caution,

soit de réclamer un autre exemplaire ?

ou bien

24° Doit-on introduire la procédure d'amortissement (Amortisations-Verfahren) ?

25° Quelle doit être, dans chacun de ces cas, la situation du porteur de la lettre de change, qui justifie de sa propriété par une série d'endossements descendant jusqu'à lui ?

XI. — *Vices de forme. Supposition.*

26° Quelles dispositions la loi doit-elle contenir par rapport aux omissions et autres vices de forme ?

27° Y a-t-il lieu de régler l'effet de suppositions, même si la condition de la « remise de place en place » est supprimée ?

XII. — *Faux.*

28° Quels doivent être les effets du faux quand il s'agit :

a) de la signature du tireur, d'un endosseur ou de l'accepteur ?

b) de l'altération matérielle du contenu de la lettre de change ?

XIII. — *Protêts.*

29° La loi doit-elle régler la forme des protêts y compris :  
le jour (force majeure) } où ils doivent être dressés  
le lieu

et, en ce cas,

Doit-elle admettre ou non les protêts par l'intermédiaire de la poste ?

XIV. — *Prescription.*

30° Quel doit être le délai de prescription des actions

a) contre l'accepteur ?

b) contre le tireur et les endosseurs ?

31° Quel doit être le point de départ de ces délais ?

32° Doit-on accorder à celui à qui la prescription est opposée la faculté de déférer aux prétendus débiteurs le serment qu'ils ne doivent plus la somme réclamée ?

## B. — DU BILLET A ORDRE.

33° En quoi la forme à prescrire pour les billets à ordre doit-elle être différente de celle qui est prescrite pour les lettres de change ?

34° Quelles sont les dispositions relatives aux lettres de change qui doivent être également applicables aux billets à ordre ?

35° Quelles sont les dispositions spéciales que la loi doit contenir par rapport aux billets à ordre ?

## C. — DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

36° Quelles sont les règles de droit international privé applicables :

a) à la capacité des signataires d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ?

b) à la forme des obligations contractées par la signature d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ?

c) aux formalités à remplir par rapport à une lettre de change ou un billet à ordre pour conserver les droits qui en résultent ?

d) à la sanction des prescriptions fiscales ?

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### ALLEMAGNE

#### **Ordonnance douanière sur les vins, du 17 juillet 1909, applicable à dater du 1<sup>er</sup> septembre 1909.**

Le Bundesrat a approuvé dans sa séance du 15 juillet l'ordonnance ci-dessous, *avec effet du 1<sup>er</sup> septembre 1909* ; à partir de cette date, l'ordonnance douanière sur les vins de coupage et les dispositions concernant la surveillance du vin destiné à la préparation du *kognak* (Instructions pour l'expédition en douane, 3<sup>e</sup> partie, n<sup>os</sup> 26 et 27) sont abrogées.

#### SECTION I

*Prescriptions touchant la coopération des autorités douanières à l'analyse des vins, moûts et marcs de raisin à l'importation.*

ART. 1<sup>er</sup>. — L'importation de vins, moûts de raisin, marcs de raisin, ne peut avoir lieu que par les bureaux de douane des localités désignées par le Bundesrat. Si dans une localité se trouvent plusieurs bureaux de douane, l'autorité supérieure financière de la province déterminera lequel doit bénéficier de l'autorisation.

La restriction d'importation du paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux cas de l'art. 4, § 1<sup>er</sup>, art. 14 et 16.

ART. 2. — Les vins, moûts et marcs de raisin importés à l'intérieur de la ligne douanière, seront soumis à une analyse officielle servant à voir s'ils peuvent être importés ; les autorités douanières compétentes (art. 1, § 1<sup>er</sup>) y coopéreront.

L'analyse sera faite par les établissements techniques officiels ou par les experts spécialement assermentés établis à cet effet par l'autorité provinciale.

ART. 3. — Les frais de l'analyse, y compris ceux de l'envoi des échantillons, sont à la charge de celui qui peut disposer de la marchandise.

ART. 4. — Sont exempts de l'analyse :

- 1° Les colis d'un poids brut ne dépassant pas 5 kilog.
- 2° Les quantités d'un poids brut non supérieur à 10 kilog. qui entrent dans le petit trafic frontière.
- 3° Les produits sortant d'entrepôts douaniers quand il est prouvé qu'on les y a déclarés officiellement susceptibles d'être importés.
- 4° Les provisions des voyageurs, charretiers et bateliers servant en voyage.
- 5° Les produits faisant partie d'un déménagement et non destinés au commerce.
- 6° Les envois en transit direct.

Le transit direct, qui doit être requis expressément sur la feuille douanière, se fera, au cas où l'art. 54 de la loi d'union douanière et l'art. 18 de l'ordonnance douanière postale ne s'appliqueraient pas suivant le passavant I ou feuille de route sous fermeture douanière (autant que possible local fermé). La conduite douanière peut remplacer la fermeture. Les passavants ou feuilles de route délivrées pour ces envois seront marqués au bord, en haut de la première page au crayon de couleur ou avec un cachet des mots : *Analyse des vins*. La même mention sera portée à la place voulue sur les registres tenus pour ces passavants ou feuilles de route.

Pour les vins de grande valeur en bouteilles, l'autorité administrative compétente pourra dispenser de l'analyse, même en dehors du cas de l'art. 8.

ART. 5. — Lors de l'importation de produits soumis à l'analyse, celui qui peut disposer de la marchandise a le droit de choisir pour effectuer l'analyse, soit le bureau d'entrée, s'il est compétent, soit un autre bureau compétent.

Il doit annoncer à la douane par écrit, au moment de l'entrée, à quel bureau il désire confier l'analyse. S'il y a lieu, d'après les prescriptions douanières en vigueur, à une déclaration écrite des marchandises, il portera sur cette déclaration la mention précitée.

Si, l'annonce n'ayant pas été faite dans un délai à fixer une fois pour toutes par le bureau d'entrée, on ne requiert pas la réexportation de la marchandise ou sa mise en entrepôt (public ou privé sous fermeture douanière), l'analyse sera faite de plein droit par le bureau d'entrée, ou, s'il n'est pas compétent, par un bureau voisin compétent et désigné par le premier.

ART. 6. — Si l'analyse a lieu au bureau d'entrée, l'intéressé déclarera, en annonçant son choix (art. 5, § 2), le pays d'origine des produits. Le bureau examinera les envois au point de vue du nombre et du contenu des citernes ou récipients (bouteilles, fûts, caisses, etc.). Il établira spécialement jusqu'à quel point le contenu des citernes ou récipients faisant partie de l'envoi correspond à ce qui est dit sur les



papiers présentés (factures, lettres de voiture, connaissements, bulletins de chargement, etc...) d'après sa couleur, son odeur, son goût, etc.

On prélèvera sur chaque citerne ou espèce de colis de contenu égal au moins *un* échantillon qui sera envoyé au bureau d'analyse (art. 2, § 2). On se conformera aux prescriptions suivantes :

1° On prélèvera comme échantillons au moins 1 1/2 litre ou 2 bouteilles. S'il s'agit de wagons-citernes ou de fûts, on fera attention à prendre aussi des échantillons dans les couches les plus profondes des liquides.

2° Les bouteilles et bouchons dont on se servira pour les échantillons provenant de fûts ou de citernes doivent être d'une propreté parfaite. On ne se servira pas de cruches ou de bouteilles non transparentes qui ne permettent pas de voir les malpropretés qui peuvent s'y trouver.

3° Les marcs et moûts de raisin seront passés à travers un linge sec et propre avant d'être introduits dans les bouteilles et filtrés ensuite à travers un double papier-filtre plissé. On ajoutera aux bouteilles remplies, avant de les boucher, 6 gouttes d'huile de moutarde éthérée ou 10 gouttes de formaldéhyde (solution à 40 %) par litre de moût (si la fermentation est déjà commencée on mettra les doses doubles), ou on stérilisera les bouteilles après le bouchage, en les laissant pendant 1/2 heure immergées dans un bain d'eau chaude à 90 degrés centigrades.

4° Les bouteilles seront fermées par le bureau ; on leur collera une étiquette sur laquelle on inscrira les observations nécessaires pour établir l'identité. On indiquera spécialement : le pays de production, la nature des emballages immédiats ; en outre, pour les fûts et citernes, le degré de remplissage ; jusqu'à quel point il s'est formé de la moisissure, si les échantillons, le cas échéant, ont été prélevés sur les couches les plus profondes des liquides, et pour les moûts et marcs de raisin, s'ils se trouvent en état de fermentation alcoolique ou si, la fermentation ne se produisant pas, ils apparaissent suspects d'addition de substances empêchant la fermentation.

5° Dès qu'ils seront prélevés, les échantillons seront envoyés de suite au bureau d'analyse. Si on ne peut les envoyer de suite, on gardera les bouteilles dans un endroit frais et à l'abri du soleil. On prendra soin d'envoyer spécialement vite le vin jeune, le moût et le marc de raisin, à cause de leur transformation facile.

L'examen de l'envoi et le prélèvement des échantillons se feront au bureau même. Sur demande, et avec la permission du chef de bureau, ils pourront avoir lieu dans d'autres endroits que le bureau même, à condition qu'il y ait des locaux où l'envoi pourra être gardé jusqu'à la fin de l'analyse, de la façon prescrite au § 4.

Jusqu'à ce que l'analyse soit terminée, on gardera l'envoi sous surveillance ou fermeture officielle, de façon à empêcher toute substi-

tution ou modification du contenu des diverses citernes ou des divers colis.

ART. 7. — L'analyse du vin sera faite suivant l'instruction du Bundesrat relative à l'analyse chimique du vin ; on agira dans le sens de cette même instruction pour l'analyse des moûts et marcs de raisin. L'étendue de l'analyse, ainsi que le choix, en cas de besoin, du procédé d'analyse pour les substances non prévues dans l'instruction, sont laissées à la discrétion de l'expert chargé de l'analyse.

Le résultat de l'analyse sera aussitôt communiqué par écrit à la douane. L'opposition éventuelle à importation résultant de l'analyse sera motivée tout au long.

Si l'analyse des échantillons n'a amené aucune opposition de ce genre, l'envoi entier sera admis à l'importation. Au cas, au contraire, où une opposition de ce genre se produirait, l'envoi devra être traité suivant les prescriptions des art. 10 et 11, sans préjudice des mesures plus fortes à prendre, en vertu des dispositions pénales de la loi d'union douanière.

Sur demande de la douane, le vin rouge et le moût de raisin de vin rouge seront aussi analysés à l'effet de savoir s'ils n'ont pas reçu une addition de sucre, (art. 22, § 1).

ART. 8. — Les vins, moûts de raisin et marcs de raisin de production italienne ou austro-hongroise seront admis régulièrement à l'importation sans analyse, lorsque l'envoi sera accompagné d'un certificat témoignant que le produit peut être importé ; ce certificat devra être délivré par un des établissements scientifiques désignés à cet effet, du pays de production ; il devra établir que l'analyse a été faite en observant les prescriptions édictées dans ledit pays, de concert avec l'administration de l'Empire ; de plus, il faudra qu'il ne s'élève pas de doute sur l'authenticité du certificat, par suite de la nature du produit (couleur, odeur, goût, etc.), ou d'autres circonstances extraordinaires.

Le certificat doit indiquer :

- a) Les poids, marques et numéros de chaque citerne ou colis.
- b) La nature (vin, moût de raisin, marc de raisin) et la couleur du produit.
- c) L'origine du produit (crû, année, etc.), et son appellation.
- d) Pour le vin rouge et moûts et marcs de raisin de vin rouge, s'il y a eu coupage avec du vin blanc, moût ou marc de raisin blancs.
- e) Si le produit a été additionné de sucre.

Le résultat de l'analyse doit montrer :

- a) Que le produit est conforme aux prescriptions légales en vigueur sur la circulation dans le pays d'origine.
- b) Qu'il n'est pas exclu du commerce de par les mesures d'exécution

éditées par le Bundesrat ad. art. 13 de la loi sur les vins du 7 avril 1909 (Bulletin des Lois, p. 393).

c) Qu'on a analysé des échantillons pris dans chaque citerne ou colis, soit séparément, soit en formant un échantillon moyen (mêlé). Dans ce dernier cas, il doit, de plus, être certifié que tous les colis d'où l'on a prélevé les quantités ayant servi à faire l'échantillon moyen, contenaient un produit de même nature.

Enfin, le certificat doit porter une note disant que chaque citerne ou colis, immédiatement après prélèvement des échantillons, a été fermé d'une façon excluant toute substitution ou modification subséquente du contenu.

En règle générale, le certificat, ainsi que la traduction en allemand à joindre ou à imprimer en regard, s'il est rédigé en langue étrangère, seront visés par le consul impérial compétent. Toutefois, pour les certificats délivrés sur formule imprimée dans les deux langues, concertée spécialement avec le gouvernement du pays d'origine, une législation particulière de l'authenticité de la traduction ne sera pas nécessaire. En outre, pour les certificats munis, en plus de la signature, du sceau officiel de l'autorité ou de l'établissement qui les a délivrés, on pourra se passer de la légalisation consulaire de la signature, si le bureau de douane a le pouvoir de contrôler la signature au moyen d'un fac-similé officiel en dépôt dans ce bureau et si la comparaison, faite par un employé supérieur, ne laisse place à aucun doute.

S'il y a des motifs particuliers de douter de l'authenticité du certificat, la douane fera procéder à une nouvelle analyse de la partie de l'envoi suspecte, par l'un des établissements ou personnes désignés à l'art. 2, § 2. Les frais de cette analyse, y compris ceux d'envoi des échantillons, seront à la charge de l'intéressé, si l'analyse lui est défavorable.

Si la fermeture officielle des citernes ou colis présentés a été brisée, on pourra se dispenser d'une nouvelle analyse si la douane, d'après les circonstances de fait, estime que le bris provient d'une cause fortuite et que le contenu n'a pas été modifié.

Les prescriptions précédentes seront applicables aux produits des autres pays dans la mesure où les bureaux de douane auront reçu à cet effet un pouvoir exprès, contenant indication des établissements autorisés à délivrer les certificats d'origine.

ART. 9. — Les envois admis à l'importation après analyse en Allemagne, ou en vertu de certificats étrangers, peuvent continuer d'être dédouanés.

Les rapports sur le résultat des analyses, ainsi que les certificats étrangers devront, le cas échéant, sous forme de copies ou extraits officiellement visés, être estampillés et joints aux papiers douaniers concernant l'envoi, ou gardés comme pièces annexes des registres de douane.

ART. 10. — Si l'analyse est défavorable à l'envoi, la douane en refusera l'importation. L'intéressé, averti de suite du refus avec indication du motif, aura le droit, dans le délai de 3 jours après réception de l'avertissement, près de la douane qui aura refusé l'entrée, de porter la décision devant l'autorité supérieure administrative désignée par l'autorité centrale de la province. La décision de ladite autorité sera définitive.

En cas d'analyse défavorable d'un échantillon provenant de colis qui ont le même contenu, on refusera aussi l'importation des parties de l'envoi non analysées, à moins que l'intéressé n'en demande l'analyse dans le même délai qu'au § 1<sup>er</sup>. Cette analyse sera faite sur chaque colis, mais l'expert pourra la limiter à la cause qui a provoqué le refus d'importer.

ART. 11. — Les produits refusés à l'importation ou retirés volontairement seront ramenés sur le territoire douanier étranger sous surveillance douanière. La destruction sous surveillance douanière remplacera la réexportation, si l'intéressé y consent ou s'il refuse de réexporter.

ART. 12. — Les droits de douane ne seront pas prélevés sur les échantillons pour l'analyse et par ce fait détruits ou rendus inutilisables.

ART. 13. — Si l'analyse n'a pas lieu au bureau d'entrée, on transmettra l'envoi au bureau où doit se faire l'analysé, sous fermeture douanière (autant que possible local fermé), ou sous conduite douanière avec le passavant I ou la feuille de route.

Les passavants ou feuilles de route délivrés pour ces envois seront marqués au bord, en haut de la première page, avec un crayon de couleur ou un cachet, des mots : *Analyse des vins*. La même mention sera portée, à la place voulue, sur les registres tenus pour ces passavants ou feuilles de route.

Lorsque l'envoi sera parvenu au bureau où doit se faire l'analyse, on procédera de la même façon qu'il est dit aux art. 5 à 12. L'examen douanier (art. 6, § 1), devra constater en outre si le conducteur des marchandises a bien rempli ses obligations d'après le passavant ou la feuille de route. Les produits refusés ou volontairement retirés seront désignés comme tels sur le passavant ou feuille de route en cas de réexportation.

ART. 14. — Les envois postaux soumis à l'analyse seront marqués par l'administration des Postes de la mention : *Analyse des vins*, et envoyés à un bureau douanier de la frontière ou de l'intérieur ayant qualité pour faire l'analyse. Ces prescriptions s'appliquent même lorsque l'envoi n'est reconnu comme passible de l'analyse qu'au moment du dédouanement (Ordonnance douanière postale, art. 9 et 11), et que le bureau de douane n'a pas qualité pour analyser. Le



dédouanement dans ce cas doit être laissé au bureau compétent pour l'analyse et l'envoi rendu aux Postes contre reçu. Si l'intéressé le demande l'envoi peut être gardé et détruit sous surveillance douanière.

Pour le reste, les prescriptions des art. 5 à 12 s'appliquent aux envois postaux (§ 1<sup>er</sup>), sauf que lors de la réexportation d'envois refusés ou retirés volontairement il n'est pas nécessaire de délivrer des passavants ni d'opérer la fermeture ou la conduite douanière.

ART. 15. — Si un envoi est destiné au transit direct (art. 4, § 1<sup>er</sup>, n° 6) et qu'on change d'avis après coup, on fera à ce moment l'analyse. Cela s'applique aussi aux envois introduits par des bureaux frontières qui n'ont pas qualité, d'une autre façon que par la poste, et qui ne sont reconnus passibles de l'analyse qu'au lieu de destination. Dans ces deux cas s'appliqueront les prescriptions voulues des art. 5 à 14.

ART. 16. — Les vins, moûts et marcs de raisin envoyés du pays à l'étranger pour rentrer dans le pays (règlement sur le traitement douanier des marchandises qui traversent une portion de territoire étranger pour rentrer dans le pays) seront expédiées sous fermeture ou conduite douanière.

Au bureau de rentrée, l'expédition finale se fera toujours conformément à l'art. 11 du dit règlement. Si aucun doute ne s'élève sur l'identité des marchandises exportées et réimportées, les art. 2, § 1<sup>er</sup>, 5 à 15 ne s'appliqueront pas.

Les dispositions indiquées ne s'appliqueront pas non plus aux envois qui vont d'un point du territoire douanier à un autre point du même territoire en passant par le territoire extra-douanier, conformément à l'art. 19 de l'ordonnance douanière postale.

ART. 17. — Le vin destiné à la préparation du *kognak* sera admis à l'importation sans analyse préalable, après avoir été dénaturé officiellement avec du sel de cuisine pilé fin dans la proportion de 2 % du poids net, ou après qu'on a pourvu à son emploi pour la fabrication du *kognak*, sous surveillance officielle, conformément aux art. 40 à 46.

ART. 18. — Pour le reste seront applicables à l'importation des vins, moûts et marcs de raisin les dispositions de la loi d'union douanière et les règlements d'exécution qui s'y réfèrent.

## Section II.

*Prescriptions touchant le traitement douanier des vins et moûts visés au n° 180 du Tarif.*

### A. Vins de coupage et moûts de coupage.

ART. 19. — Suivant les conventions en vigueur, sont considérés :

a) Comme vins de coupage les vins rouges naturels provenant de raisins, qui contiennent au moins 9,5 % et au plus 20 % en poids d'esprit-de-vin et au moins 28 grammes d'extrait solide par litre de liquide à 100° C.

b) Comme moûts de coupage les moûts frais de raisins à vin rouge, qui contiennent une quantité de sucre de fruits correspondante à la moindre teneur en esprit de vin des vins de coupage, et 28 grammes au moins d'extrait solide par litre de liquide 100° C.

Les vins de coupage et moûts de coupage produits indubitablement dans les Etats jouissant du tarif conventionnel ou du traitement de la nation la plus favorisée, sont soumis au droit réduit de 15 marks par 100 kilog., à condition que leur importation en fûts ou wagons-citernes ait eu lieu directement du pays de production, que l'on demande à ce qu'ils soient employés au coupage du vin moyennant exécution des conditions ci-après énoncées, et qu'il soit procédé à l'opération sous surveillance douanière.

#### A. *Vins de coupage.*

ART. 20. — La condition d'importer directement le vin du pays d'origine est remplie, lorsqu'il n'a pas été entre temps en dépôt dans un tiers pays. Un séjour nécessité uniquement par le transbordement ou l'attente d'une occasion de transport favorable ne sera pas considéré comme dépôt.

Le dépôt intermédiaire dans le territoire d'un port franc allemand n'excluera pas du droit réduit si un contrôle officiel a été exercé sur le vin durant le dépôt et qu'un certificat le constatant soit produit au moment de l'importation sur le territoire douanier.

Pour prouver l'importation directe du pays d'origine, l'intéressé devra communiquer l'original des lettres de voiture ou connaissements, et, si on le demande, de la correspondance d'affaires relative à la marchandise. La douane pourra réclamer qu'on lui procure une traduction en allemand de la correspondance.

ART. 21. — L'examen des vins de coupage à l'effet de savoir s'ils remplissent les conditions de l'art. 19 ne peut avoir lieu qu'aux bureaux compétents pour l'analyse en vue de l'importation (art. 2, § 1<sup>er</sup>). La douane compétente sera dans chaque cas celle qui doit faire cette analyse.

L'intention d'employer le vin au coupage doit être déclarée au plus tard avant que ne commence l'examen douanier prescrit à l'art. 6.

ART. 22. — La douane fera analyser les échantillons prélevés (art. 6) par les personnes et établissements désignés (art. 2, § 2), à l'effet de savoir, outre la possibilité d'importer, s'il n'y a pas eu addition de sucre.

Si l'analyse est favorable, elle est valable aussi pour les récipients de l'envoi non analysés. Si à l'analyse on trouve que le vin est susceptible d'être importé, mais a été sucré, la douane fera faire l'analyse de tous les récipients de l'envoi pour voir s'il y a eu addition de sucre, à moins qu'on ne renonce à importer le vin comme vin de coupage.

On pourra se dispenser de l'analyse au point de vue du sucrage (mesures prescrites à l'art. 8), lorsque le certificat étranger présenté pour prouver que le vin peut être importé déclare qu'il n'y a pas eu de sucrage.

ART. 23. — L'analyse au point de vue de la teneur en alcool et en extrait sec des vins déclarés comme vins de coupage, au cas où le bureau d'analyse (art. 2, § 2) ne l'aurait pas déjà opérée, sera faite par la douane suivant l'instruction annexée à l'ordonnance et sur des échantillons prélevés sur chaque wagon-citerne et sur la moitié au moins des fûts composant l'envoi.

Si l'analyse douanière établit que dans tout l'envoi ou dans une partie seulement des fûts la teneur en alcool ne se maintient pas dans les limites convenues, ou que l'extrait n'atteint pas la limite inférieure, la douane fera faire de plein droit, à moins qu'on ne renonce à importer le vin comme vin de coupage, l'analyse de l'envoi par les établissements ou personnes désignés à l'art. 2, § 2. A cet effet, on prélèvera encore, en se conformant aux prescriptions du § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la susdite instruction, des échantillons que l'on enverra au bureau d'analyse sous fermeture officielle. Celui-ci analysera chaque échantillon à part et procédera suivant l'instruction pour l'analyse chimique des vins (voir art. 7) de façon à indiquer en pour 100 du poids la teneur alcoolique. On ne referra pas plusieurs fois l'analyse.

Si l'analyse est favorable, elle est valable pour les récipients non analysés du même envoi. Si elle oblige à refuser un seul récipient comme vin de coupage, tous les récipients seront analysés au point de vue de la teneur en alcool et en extrait.

Au sujet de l'omission de l'analyse au point de vue de la teneur en alcool et extrait, l'art. 22, § 3, recevra l'application convenable.

ART. 24. — Le résultat de l'analyse ci-dessus sera consigné par le bureau d'analyse sur un certificat indiquant la teneur en alcool et extrait de chaque récipient analysé. Pour le certificat, voir art. 9, § 2.

On mentionnera sur la feuille de dédouanement ce qu'il en est de l'importation directe du pays d'origine.

ART. 25. — Les frais des analyses prescrites aux art. 22 et 23, y compris envoi des échantillons, sont à la charge des intéressés.

Les droits de douane ne seront pas perçus sur les échantillons prélevés pour les analyses et anéantis ou rendus impropres à la consommation.

ART. 26. — Les vins de coupage qui ne seront pas de suite après l'analyse employés au coupage ou envoyés plus loin seront gardés sous surveillance officielle ou fermeture douanière séparément des autres vins.

Si pour une raison quelconque on est obligé d'acquitter les droits de douane avant que le coupage ne soit effectué, on ne paiera pas le droit conventionnel pour vins de coupage, mais le droit s'appliquant aux autres vins de même teneur alcoolique d'après le n° 180 du tarif des douanes.

#### B. *Moûts de coupage.*

ART. 27. — Les moûts frais de raisin de vin rouge, déclarés comme moûts de coupage, seront analysés suivant l'instruction annexée à l'ordonnance, au point de vue de leur teneur en glucose et extrait sec. Pour le reste, seront applicables aux moûts de coupage les prescriptions précédentes relatives aux vins de coupage.

#### C. *Du coupage.*

ART. 28. — Le coupage consiste dans le mélange des vins de coupage et moûts de coupage avec du vin blanc ou du vin rouge en quantités déterminées et a lieu sous surveillance officielle après avertissement. Le mélange avec du moût ne donne pas lieu à l'application du droit conventionnel de 15 marks par 100 kilog.

ART. 29. — Le coupage peut être effectué sur demande aux bureaux de douane autorisés à faire l'examen des vins de coupage et moûts de coupage (art. 21), de plus à tous les bureaux douaniers ayant la permission de dépôt et en outre également à d'autres bureaux autorisés à cet effet par l'autorité financière supérieure de la province. Le coupage peut aussi sur demande être surveillé officiellement hors du bureau compétent. L'intéressé aura à payer pour ce fait les taxes prévues par l'ordonnance sur les taxes douanières.

ART. 30. — L'annonce du coupage indiquera, outre les mentions exigées pour le dédouanement :

- a) la quantité en litres du vin ou moût de coupage à employer ;
- b) l'espèce (vin rouge ou blanc); l'origine (indigène ou étranger), et la quantité (nombre et nature des récipients, quantité de litres) du vin à couper.

Si du vin rouge provenant de la libre circulation sur le territoire douanier est présenté au coupage, il devra être déclaré en outre que ce vin n'a pas été déjà coupé sous surveillance officielle.

ART. 31. — La quantité minima de vin ou moût de coupage à annoncer en une fois est de 100 litres.



ART. 32. — Le vin rouge ou blanc à couper doit répondre aux exigences de la loi sur les vins du 7 avril 1909 (*Bulletin des Lois*, p. 393). Les boissons qui d'après l'art. 13 de la dite loi ne peuvent être mises dans le commerce ne seront pas coupées avec des vins de coupage ou moûts de coupage bénéficiant du droit de douane réduit. La douane vérifiera si les vins présentés au coupage sont conformes aux prescriptions, et en cas de doute demandera aux frais de l'intéressé un certificat le constatant à l'un des établissements ou personnes désignés à l'art. 2, § 2. Les certificats présentés par l'intéressé ne seront une preuve suffisante que s'ils ont été délivrés par un chimiste spécial pour vivres après analyse faite par lui d'échantillons des vins présentés au coupage, conformément à l'instruction pour l'analyse chimique des vins mentionnée à l'art. 7, et s'ils certifient que les récipients de suite après le prélèvement des échantillons ont été fermés, par une autorité communale ou par celui qui a délivré le certificat, de telle sorte que toute modification du contenu a été impossible jusqu'au coupage.

ART. 33. — Le mélange de vin de coupage à du vin rouge semblable ou de même nature ne comptera pas comme coupage au sens des conventions intervenues. A cet égard, la douane devra comparer les vins amenés au coupage, d'après leurs caractères généraux (couleur, goût, densité, âge, etc.) avec les vins destinés à les couper, et en cas de doute, les faire analyser aux frais de l'intéressé par l'un des établissements ou personnes désignés à l'art. 2, § 2. Le vin rouge dont la teneur en alcool ou extrait sec atteint la limite inférieure prescrite pour le vin de coupage, sera toujours considérée comme de même nature que le vin de coupage.

Les vins rouges fabriqués au moyen du coupage de vins rouges ou blancs avec des vins ou moûts de coupage admis aux droits conventionnels ne seront pas réadmis, après entrée dans la libre circulation sur le territoire douanier, à un nouveau coupage avec des vins ou moûts de coupage admis aux droits conventionnels. Si la douane le demande, l'intéressé devra établir, en présentant les livres tenus conformément à l'art. 19 de la loi sur les vins du 7 avril 1909 (*Bulletin des Lois*, p. 393), ou d'une autre façon, qu'un tel coupage préalable n'a pas eu lieu.

ART. 34. — L'addition de vin ou moût de coupage ne devra pas se monter, pour le coupage de vin blanc, à plus de 1 1/2 fois le volume du vin à couper (60 % du mélange total), et pour le coupage du vin rouge à plus de la moitié du volume du vin à couper (33 1/2 % du mélange total). Aucune limite inférieure n'est fixée pour l'addition, en dehors de l'art. 31.

Quand l'addition de vin ou moût de coupage n'atteint pas la limite supérieure fixée, on pourra la compléter après coup jusqu'à cette limite, après annonce, avec le bénéfice des droits réduits mais avant que le mélange ne soit entré dans la libre circulation sur le territoire douanier.

ART. 35. — La détermination officielle de la quantité en litres du vin ou moût de coupage et du vin à couper se fera d'ordinaire au moyen de récipients étalonnés. Si le liquide est contenu dans des fûts pleins, de l'espèce habituellement employée pour l'expédition du vin, la quantité de litres peut être calculée d'après le poids d'un fût plein, en comptant 0 lit. 8547 par kilog. Si les fûts ne sont pas pleins, on peut calculer en se servant du poids spécifique du vin (règlement sur le dépôt de vins, art. 4 A 2 b).

Si la quantité de vin ou moût de coupage ajoutée au vin à couper est très inférieure à la quantité maxima permise, et que le mélange doive entrer de suite dans la libre circulation, on pourra s'abstenir de déterminer la quantité en litres du vin à couper.

ART. 36. — Les vins indigènes mis en vue du coupage en entrepôt public, ou privé sous fermeture officielle, conservent leur qualité de marchandise en libre circulation, mais seront entreposés séparément.

On peut entreposer dans le même entrepôt partiel des vins de coupage et d'autres vins en fût, sans que le droit de douane plus élevé touchant ces derniers s'applique pour cela à tout le stock entreposé, à condition que les vins de coupage soient tenus séparés des autres vins en fûts, localement ou d'une autre façon appropriée au gré de la douane.

#### D. *Traitement des vins coupés.*

ART. 37. — Le mélange obtenu par coupage avec du vin étranger non dédouané, s'il n'entre pas de suite dans la libre circulation, sera gardé jusqu'à ce moment-là dans un espace circonscrit d'un entrepôt public, ou d'un entrepôt privé sous fermeture officielle, ou à défaut dans un autre local approprié, sous fermeture officielle, aux frais de l'intéressé ; qu'il soit envoyé avec le passavant I ou qu'il reste en entrepôt public ou privé sous fermeture officielle, il demeure soumis aux droits de douane pour la portion contenue de vins de coupage ou moûts de coupage étrangers et autres vins en fûts étrangers. Le mélange sera maintenu sur les registres d'entrepôt comme *vin coupé* avec indication du montant des droits afférents au mélange d'après les proportions contenues.

On procédera d'une façon analogue en cas de vins amenés de la libre circulation sur le territoire douanier pour être coupés, après coupage partiel (art. 34, § 2), et laissés en entrepôt public ou privé sous fermeture officielle ou envoyés avec le passavant I afin de réserver un complément de coupage ultérieur avec du vin ou moût de coupage jusqu'à la limite permise.

L'autorité financière supérieure de la province pourra prescrire des mesures de détail nécessaires à la sûreté fiscale concernant le traitement douanier des vins coupés dans les entrepôts publics ou privés sous

fermeture officielle, ainsi que des additions nécessaires touchant la tenue de livres, etc.

E. *Facilitations spéciales.*

ART. 38. — L'autorité financière supérieure de la province est autorisée à accorder aux vigneronns ne possédant pas plus d'un hectare de vignoble, ne coupant que le vin de leur vignoble, et n'étant pas marchands de vins, des allègements touchant la surveillance de l'emploi de vins de coupage. Toutefois le coupage ne s'effectuera que sous surveillance douanière.

ART. 39. — L'autorité financière supérieure de la province est autorisée à concéder l'application des droits conventionnels, par exception, à des vins ou moûts de coupage après utilisation au coupage de vin dans les cas où par erreur on ne s'est pas tout à fait conformé aux dispositions précédentes. Les faveurs ainsi accordées seront comprises sur la liste des remises communes de droits de douane pour raisons d'équité, liste à communiquer tous les ans par l'autorité sus-mentionnée au chancelier en vue d'être présentée au Bundesrat.

B. *Vins pour la préparation du « kognak ».*

ART. 40. — Les vins en fûts ou citernes destinés à la préparation du *kognak*, n'ayant pas une teneur alcoolique supérieure à 20 % en poids, s'ils ne contiennent pas d'autre addition que de l'alcool de vin et s'il est évident qu'ils ont été produits dans les Etats bénéficiant du tarif conventionnel ou du traitement de la nation la plus favorisée, seront soumis aux droits réduits de 10 marks par 100 kilog., s'ils sont dénaturés officiellement avec du sel de cuisine pilé fin dans la proportion de 2 % du poids net, ou si leur utilisation à la préparation du *kognak* a lieu aux conditions prescrites aux art. 41 à 45.

L'intéressé devra prouver par certificat des fournisseurs étrangers ou d'une autre façon (présentation de factures, correspondance commerciale, etc.) que le vin ne renferme d'autre addition que l'alcool de vin.

L'analyse des vins pour la préparation du *kognak* au point de vue de leur teneur en alcool sera faite par la douane suivant l'instruction annexée à l'ordonnance.

ART. 41. — Quiconque veut employer du vin à la préparation du *kognak* en bénéficiant du droit réduit de 10 marks devra, sans préjudice des exceptions permises aux art. 40 (dénaturation) et 45, demander concession d'un entrepôt partiel pour vins en fûts, sous fermeture officielle (règlement sur l'entrepôt des vins, art. 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>).

Cet entrepôt partiel pour vins pourra être accordé également en dehors d'un siège de bureau douanier ou fiscal (règlement sur les

entrepôts privés, art. 2, § 1<sup>er</sup>). On pourra se dispenser de la condition (prescrite par l'art. 2, § 2, du règlement sur l'entrepôt des vins) d'un entrepôt régulier, etc.

ART. 42. — On n'admettra dans l'entrepôt partiel que les vins importés en fûts ou citernes d'une teneur alcoolique non supérieure à 20 % en poids, ne contenant pas d'autre addition que de l'alcool de vin, et dont la production dans un état jouissant du tarif conventionnel ou du traitement de la nation la plus favorisée est hors de doute.

Ces vins mis en entrepôt partiel devront être employés uniquement à la fabrication du *kognak* dans les locaux du propriétaire de l'entrepôt. Tout autre emploi nécessitera une autorisation, accordée exceptionnellement, de la part du bureau principal compétent.

ART. 43. — La manipulation du vin déclaré pour la fabrication de *kognak* sera contrôlée officiellement. Le contrôle peut se borner à la mise du vin en alambic, lorsqu'il est possible de s'assurer d'une bonne fermeture de l'alambic, et qu'on est certain que l'opération de distillation a lieu en vue d'obtenir du *kognak*.

Le certificat officiel mentionnera le contrôle de la mise des vins en alambic (quantité), de la fabrication du *kognak* ou de la fermeture de l'alambic.

ART. 44. — Le *kognak* obtenu est désormais traité suivant les prescriptions légales d'impôt sur l'alcool et mesures d'exécution qui en dérivent.

ART. 45. — Lorsque le vin est conduit directement de la douane à la distillerie sous surveillance officielle, et doit y être travaillé de suite sous surveillance officielle, il n'y a pas besoin d'organiser un entrepôt partiel.

ART. 46. — Des taxes seront acquittées, d'après l'ordonnance sur les taxes douanières, pour les expéditions douanières et le contrôle de l'emploi du vin.

### C. Autres vins et moûts.

ART. 47. — L'analyse de la teneur alcoolique des vins et moûts du n° 180 du tarif autres que vins de coupage, moûts de coupage et vins pour la fabrication de *kognak*, sera faite par la douane suivant l'instruction annexée à l'ordonnance, si elle n'a pas été faite par le bureau d'analyse (art. 2, § 2).

---



## CANADA.

**Taxe sur les voyageurs de commerce.**

*Colombie britannique.* — La législation de la Colombie britannique dispose que les voyageurs de commerce non-résidents sont tenus d'obtenir une licence les autorisant à vendre ou à prendre des ordres pour la vente de liqueurs ou de cigares à importer.

La taxe de patente est de 100 dollars pour six mois et de 200 dollars pour un an.

Quiconque recherche ou prend des ordres sans licence est passible d'une amende pouvant s'élever à 200 dollars en plus du montant de la taxe de patente, et à défaut, d'un emprisonnement de trois mois au maximum.

*Province de Québec.* — Dans la province de Québec, il n'est actuellement exigé de licence que pour la vente des liqueurs.

Pour la vente des liqueurs alcooliques en gros, la patente est de 500 dollars dans la cité de Montréal ; de 450 dollars dans la cité de Québec ; de 350 dollars dans tout autre cité ; de 250 dollars dans toutes les villes, et de 200 dollars dans toutes les autres parties de la province.

Le même droit est imposé pour la délivrance d'une patente dite d'échantillons ou de commission, donnant droit de vendre sur échantillon ou par commission, en quantités non inférieures, chaque fois, à deux gallons ou à une douzaine de bouteilles, d'une pinte au moins chacune (mesure impériale). Mais quand la patente ne porte mention d'aucun stock, en entrepôts ou autrement, la taxe est, dans les villes, de 250 dollars ; dans les cités, de 350 dollars, et de 200 dollars dans les autres parties de la province. La licence expire le 1<sup>er</sup> mai et elle s'applique indifféremment, que le négociant réside, ou non, au Canada.

*Autres provinces.* — Dans l'Ontario et dans le Nouveau-Brunswick il n'est pas exigé de taxes sur les voyageurs de commerce. En Nouvelle-Ecosse et dans les provinces du nord-ouest, aucune taxe n'est imposée par la Province, mais les municipalités ont le pouvoir d'édicter des règlements instituant des taxes sur les voyageurs de commerce. Il est rare cependant qu'elles usent de cette prérogative, et les taxes perçues sont insignifiantes.

Dans l'île du prince Edouard, le gouvernement provincial impose une taxe sur les voyageurs de commerce n'ayant pas leur résidence permanente dans la province. La taxe est de 20 dollars pour les marchandises autres que les liqueurs, et de 200 dollars pour les liqueurs.

La licence est valable pendant une année à partir du paiement de la taxe. Quiconque vend ou tente de vendre sans licence est puni d'une amende de 200 dollars par délit.

(Extrait du *Commercial Handbook of Canada*, 1908.)

---

## ESPAGNE

### Formalités à l'importation de l'argent.

*Ordre Royal du 17 août 1908.*

#### I

L'importation de l'argent pur ou avec alliage en lingots ne pourra avoir lieu que par les Douanes établies dans les chefs-lieux de province et par celles d'Irun, Port-Bou, Valence, Alcantara, Carthagène, Vigon et Gigon, où l'on en déterminera le titre par l'analyse préalable.

#### II

Les quantités d'argent importées devront circuler accompagnées d'un passavant, délivré par la douane d'expédition qui inscrira sur un registre *ad hoc* les quantités expédiées. Ces passavants seront à souche et composés d'une matrice, de la pièce principale ou d'un duplicata. La matrice sera classée à la Douane, la pièce principale remise à l'importateur et le duplicata envoyé à la direction générale du Trésor pour être visé et classé.

#### III

Les destinataires de l'argent importé avec alliage au titre de 825 à 910 millièmes, devront tenir un compte-courant de la remise, et leurs établissements, usines ou ateliers seront soumis à la surveillance déterminée par la direction générale du Trésor.

#### IV

Le consignataire de l'argent importé devra être inscrit sur la matricule industrielle sous l'une des rubriques autorisant la transformation ou la vente de ce métal.

#### V

L'argent originaire du pays demeurera soumis aux mêmes formalités de circulation, réception et surveillance que celui importé de l'étranger.

Les passavants seront délivrés par le chef de l'établissement qui devra, sous sa propre responsabilité, déterminer le titre, se soumettre au visa de la Douane, ou à son défaut, au bureau de Finances le plus proche qui les inscrira sur le registre correspondant. L'administration fournira aux fabricant le registre à souche de passavants.

## VI

Les passavants devront accompagner les expéditions dans les transports par les voies ordinaires, ou être présentés et inscrits sur le talon au moment de la remise des lettres de voiture pour le transport par chemin de fer. Sur ces mêmes passavants, on mentionnera le numéro du talon de la lettre de voiture ; à la gare d'arrivée, on mentionnera aussi la présentation du passavant et le nom de la personne qui aura reçu la marchandise.

---

## ETATS-UNIS

### **Application du nouveau tarif douanier américain.**

Le nouveau tarif douanier définitivement adopté par les deux Chambres américaines et signé par le Président des États-Unis est entré en vigueur le 6 août courant.

Toutefois, la loi douanière dispose que les pays dont les arrangements commerciaux ne contiennent pas de clause de préavis relative à leur dénonciation continueront à bénéficier des droits inscrits dans ces arrangements jusqu'au 31 octobre 1909 ; et que les pays qui ont conclu des conventions contenant une clause de préavis avec un délai d'une durée déterminée jouiront des droits insérés dans ces actes diplomatiques jusqu'à l'expiration dudit délai.

En conséquence, et par application de ces dispositions de la loi américaine, les États-Unis n'ayant pas inséré de délai de préavis dans leurs arrangements avec certains pays, dont la France et la Suisse, les marchandises françaises visées dans ces dites conventions cesseront de bénéficier, à l'entrée aux États-Unis, des droits qui y sont prévus, à dater du 1<sup>er</sup> novembre prochain.

Et réciproquement, à partir de la même date, les produits américains visés dans ces conventions cesseront de bénéficier des tarifs réduits qui leur sont applicables à l'entrée en France en vertu des dits arrangements.

Les États-Unis ayant stipulé un délai de six mois de préavis dans leurs accords avec l'Angleterre et l'Allemagne et un délai d'une année

dans leurs traités avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Hollande, les produits de provenances anglaise et allemande soumis actuellement aux droits réduits du tarif Dingley conserveront le même régime douanier pendant six mois à compter de la mise en vigueur du nouveau tarif, et ceux de provenances italienne, espagnole, portugaise et hollandaise pendant une année à partir de la même date.

---

### Loi douanière du 5 août 1909.

*Instructions à l'usage des fonctionnaires des douanes étendant aux articles importés sous le régime de la loi du 5 août 1909, dans toutes ses applications, les règlements existant prescrits conformément à la loi douanière du 24 juillet 1897 et autres lois.*

Le Département du Trésor a adressé la circulaire suivante aux receveurs et autres fonctionnaires des douanes :

Washington, le 6 août 1909.

Les règlements déjà existant de ce Département auxquels il est référé ci-après, continuent à avoir pleine force et sont étendus aux importations effectuées sous le régime de la loi douanière du 5 août 1909, ainsi qu'il suit :

Les articles 555 et 556 des règlements douaniers de 1908 s'appliquant aux importations de minerais et de mattes contenant de l'antimoine comprises dans le paragraphe 173 de la nouvelle loi, aux minerais de toutes sortes contenant du plomb (par. 181), aux minerais de toutes sortes contenant du zinc, y compris la calamine (par. 193).

La décision de la Trésorerie n° 26792 du 18 octobre 1905 s'applique aux importations de tabac en feuilles (par. 221).

La décision 22680 du 19 décembre 1900, indiquant le modèle de crible qui doit servir à la classification du riz en vue de la fixation de droits, s'applique aux importations de riz (par. 240).

Les articles 684 à 693 inclus des règlements douaniers de 1908 s'appliquent au sel d'importation servant à la salaison des poissons (par. 295).

Les articles 1207 et 1215 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent au sel d'importation servant à la salaison de viandes salées aux Etats-Unis et exportées (par. 295).

L'article 1509 des règlements douaniers de 1908, relatifs à la détermination de la preuve des spiritueux, s'applique à la détermination de la preuve du cognac et autres spiritueux et liqueurs (par. 301).

La décision 1573 du 14 mars 1895 indiquant les règles pour déter



miner le pourcentage de l'alcool dans les vins importés et les jus de fruits s'applique au par. 307.

La décision 22681 du 20 décembre 1900, prescrivant certains échantillons étalons pour l'estimation et la classification des laines, s'applique au par. 364.

La décision 22702 du 3 janvier 1901, indiquant la méthode pour déterminer le poids de la laine sur peau, s'applique au par. 371.

Les articles 1216 à 1220 des règlements douaniers de 1908 et la décision 28899 du 27 mars 1908 s'appliquent au drawback sur le charbon (par. 428).

Les articles 648 à 654 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux importations d'animaux en vue de l'élève (par. 492).

Les articles 655 à 658 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux animaux s'égarant ou menés au-delà des frontières pour pâturer (par. 492).

Les articles 661 à 668 des règlements douaniers de 1908 et la décision 29863 du 22 juin 1909 s'appliquent avec les amendements nécessaires aux animaux importés temporairement aux Etats-Unis pour une période maximum de six mois en vue de l'élève, pour des expositions ou des concours en vue de gagner des prix offerts par des sociétés de polo (par. 493).

Les articles 669 à 670 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux attelages, etc., de personnes émigrant aux Etats-Unis (par. 493).

Les articles 568 à 588 des règlements douaniers de 1908, relatifs aux articles d'usage domestique exportés et réimportés, sont modifiés de manière à exclure les animaux et à comprendre les caisses de fonte ou d'acier servant à l'envoi des acides, de fabrication indigène ou étrangère, qui auraient été réellement exportés des Etats-Unis, les plaques photographiques sèches et pellicules en exceptant les pellicules pour photographies animées (par. 500).

Les articles 706 et 709 à 712 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux livres, cartes, etc., destinés à des établissements (par. 519).

Les articles 589 à 594 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux effets d'un usage domestique (par. 520).

La décision 23799 du 13 juin 1902, ainsi que les règlements du Département de l'Agriculture qu'elle renferme et qui sont adoptés autant qu'ils sont applicables, régiront l'importation d'œufs d'oiseaux de chasse en vue de leur propagation (par. 560).

Le règlement n° 34, modifié le 12 mai 1908, des règlements pour la mise en vigueur de la loi du 30 juin 1906 sur la nourriture et les drogues s'appliquera à l'huile d'olive spécifiée dans le par. 639, avec cette exception que l'huile ne sera pas libérée avant dénaturation.

Les articles 707 à 712 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent

à l'entrée en franchise d'attirail philosophique et scientifique pour certains établissements (par. 650).

Les articles 677 et 678 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux accessoires de théâtre (par. 656).

Les articles 706 et 708-713 des règlements douaniers de 1908 sont modifiés de manière à comprendre l'entrée en franchise de statues et de modèles de sculpture devant servir de modèles ou à des usages pédagogiques, et pour exclure l'entrée en franchise desdits objets s'ils sont importés par des sociétés ou des institutions établies pour un but religieux, philosophique, pédagogique, scientifique ou littéraire, ou par tout collège, académie, etc., etc., à moins que cesdits objets ne soient importés par cesdites institutions pour servir de modèles ou dans un but d'enseignement artistique. Les articles susmentionnés sont également modifiés de manière à comprendre l'entrée en franchise des insignes (regalia) et pierres précieuses importées par ordre ou pour l'usage d'un asile d'orphelins ou d'un hôpital public aux Etats-Unis (par. 661).

Les articles 603 à 630 inclus des règlements douaniers de 1908 s'appliquent à l'entrée de garde-robe, d'objets d'ornement personnel, d'objets de toilette et d'effets personnels similaires de personnes débarquant aux Etats-Unis (par. 709).

Les articles 715 et 719 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent à l'entrée d'œuvres d'art, de dessins, de gravures, de photographies, d'attirail philosophique et scientifique apporté aux Etats-Unis par des artistes professionnels, des conférenciers ou des savants arrivant de l'étranger (714).

Les articles 716 à 719 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent à l'entrée d'œuvres d'art, de collections pour faire constater le progrès des arts, des sciences ou de l'industrie, de photographies, d'ouvrages en terre cuite, porcelaine, poterie ou porcelaine importés conformément aux dispositions du paragraphe 715.

Les articles 720 à 722 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent à l'entrée d'œuvres d'art d'artistes américains résidant temporairement à l'étranger ou d'autres œuvres d'art, y compris les peintures sur verres importées expressément pour être données à une institution nationale, corporation municipale, société religieuse reconnue, collège ou toute autre institution publique (par. 716). Les susdits articles sont pourtant modifiés de manière à exclure l'entrée de tout article moulé, fondu ou travaillé en métal par un procédé mécanique, en tout ou en partie, dans les vingt ans qui précèdent l'importation.

Conformément à l'article 5, et jusqu'à avis postérieur, tous les produits à l'exception du riz, et sans limitation de quantité, venant des Iles Philippines aux Etats-Unis, directement, ou en transit par le Canada ou Mexico, seront admis en franchise, à la condition d'être accompagnés de certificats d'origine, signés et scellés par des receveurs de douanes aux Iles Philippines. Les susdits certificats feront foi, *prima facie*, de droit à

ladite franchise et tiendront lieu de la facture et du certificat requis dans la décision 29.026 du 26 mai 1908.

En l'absence de ces certificats, ces importations peuvent être admises en franchise, sous caution de fournir lesdits certificats dans un délai de 120 jours.

Le riz n'étant pas admis en franchise, il n'y aura pas lieu de réclamer de certificat d'origine au moment des importations dudit produit.

Les receveurs rendront compte avec promptitude au secrétaire de la Trésorerie des entrées en franchise de sucre, tabac et cigares, ce qui, avec les rapports des fonctionnaires des douanes des Iles Philippines relatifs au nombre de certificats d'origine émis, et aux quantités de sucre, de tabac et de cigares y figurant, permettra au Secrétaire de la Trésorerie de contrôler les envois de ces produits importés des Iles Philippines aux Etats-Unis et d'en prévenir l'entrée en franchise en sus des quantités maxima spécifiées dans ledit article.

Les articles 312 à 314 des règlements douaniers de 1908 sont étendus par les présentes au marquage des marchandises importées et aux colis les contenant (art. 7).

L'article 1234 des règlements douaniers de 1908 s'applique aux dispositions sur les produits manufacturés par des condamnés.

L'article 647 des règlements douaniers de 1908 s'applique aux machines importées pour réparations (art. 18).

Les articles 723 à 742 des règlements douaniers de 1908, modifiés par la substitution des mots « six mois » aux mots « deux mois » dans les articles 723 et 731, s'appliquent à la sortie des matériaux nécessaires à la construction des navires (art. 19).

Les articles 723 à 742 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent à la sortie des matériaux nécessaires à la réparation de navires américains (art. 20).

L'article 748 des règlements douaniers de 1908 est étendu de manière à comprendre le privilège d'acheter des marchandises d'entrepôts franches de droits ou de taxes intérieures (art. 21).

Les articles 506 à 538 s'appliquent dans toute l'étendue de leur application aux entrepôts compris dans l'art. 23.

Les articles 539 à 554, inclus, des règlements douaniers de 1908 s'appliquent à la fonte et au raffinage de minerais ou de métaux importés dans les fonderies constituées en entrepôts (art. 24), dans toute l'étendue de leur application.

Les articles 303, 304 et 583 des règlements douaniers de 1908 et la décision 29529 du 5 février 1909, s'appliquent dans la mesure du possible, à la preuve de l'identité des articles réimportés soumis à un droit équivalent aux taxes inférieures (art. 26).

Les articles 694 à 704 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux produits des forêts de l'Etat du Maine, l'attention étant attirée sur le délai de deux années prescrit dans cet article.

L'article 714 des règlements douaniers de 1908 s'applique à l'entrée de périodiques (subdivision 4 de l'article 28).

L'article 201 des règlements douaniers de 1908 s'applique à la désignation de notaires de douanes pour recevoir les déclarations d'importation (subdivision 5 de la section 28).

Les articles 213 et 1040 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent, dans la mesure du possible, à l'abandon de marchandises (subdivision 22 de l'art. 28).

Les articles 625 et 626 des règlements douaniers de 1908 s'appliquent aux bagages ou aux effets personnels en transit à travers un pays étranger (subdivision 27 de l'art. 28).

Sauf dispositions contraires expressément prévues par les présentes, toutes les dispositions des règlements douaniers de 1908 et tous les autres règlements de ce Département actuellement en vigueur, relatifs à l'importation et à l'entrée de marchandises sous le régime de la loi douanière du 24 juillet 1897 et tous autres actes, sont étendus par les présentes à l'importation et à l'entrée des marchandises sous le régime de ladite loi du 5 août 1909, jusqu'à abrogations ou modifications postérieures publiées par ce Département.

Seront promulgués postérieurement tous autres règlements qui pourront être jugés nécessaires.

---

### **Instructions relatives à la marque des marchandises importées.**

#### *Circulaire n° 44 du Département du Trésor.*

Washington, 27 août 1909.

Aux fonctionnaires des douanes et autres personnes intéressées :

D'après l'article 7 de la loi douanière du 5 août 1909 :

Tous les articles de fabrique ou de production étrangère qui seront susceptibles d'être, sans dommage, marqués ou étiquetés devront être marqués et étiquetés lisiblement, en langue anglaise, à une place bien visible et qui ne devra pas être couverte ou oblitérée par des marques ou des indications, subséquentes, de manière à indiquer le pays d'origine.

Ces marques ou ces étiquettes devront être aussi indélébiles et aussi stables que le permettra la nature de l'article.

Tous colis contenant des articles importés devront être marqués ou étiquetés de manière à indiquer, en langue anglaise, lisiblement et visiblement, le pays d'origine et les quantités qu'ils contiennent ; les articles



ou paquets non conformes aux dispositions ici prescrites ne seront pas délivrés aux importateurs.

Si un article ou un colis contenant des articles importés n'était pas marqué ou étiqueté exactement au point de vue de la quantité, du nombre ou de la mesure qu'il contient, délivrance n'en sera pas faite à l'importateur avant que la marque ou l'étiquette n'ait été rétablie correctement.

Le secrétaire de la Trésorerie prescrira les règlements nécessaires à l'observation de cette disposition.

L'article précité est relatif à la marque de toute marchandise importée susceptible d'être marquée, mais en ce qui concerne la coutellerie, les cadrans de montres et d'horloges, les mouvements et boîtiers de montres et d'horloges, des dispositions spéciales sont prévues par les nos 152, 154 et 192 du tarif :

Conformément à l'article 152, tous canifs, couteaux de poche, serpettes et grattoirs de tout genre, canifs à ongles et couteaux de toute dénomination qui ont des lames pliantes ou des lames qui ne sont pas fixées, finis ou non, les rasoirs, finis ou non, et les lames de rasoir, les ciseaux et les tondeuses, ainsi que les lames pour ces mêmes articles, finis ou non, devront porter, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1909, le nom du fabricant ou de l'acheteur et au-dessous le nom du pays d'origine gravé lisiblement et indélébilement sur chacune des lames si possible ou tout au moins sur l'une d'entre elles.

Conformément à l'article 154, tous couteaux, fourchettes et affiloirs de table; couteaux de boucher, de chasse, de cuisine, à pain, à beurre, à légumes, à fruits, à fromage, de corroyeur, à dessin, de maréchal, à écharner, à couper le foin, de tanneur, de plombier, de peintre, à palette, d'artistes, tranchets de cordonnier, finis ou non, importés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1909, devront porter le nom du fabricant ou de l'acheteur, et au-dessous le nom du pays d'origine gravés lisiblement et indélébilement, à un endroit qui ne sera pas couvert postérieurement.

Conformément à l'article 192, les cadrans de montres et de pendules, qu'ils soient ou non joints à des mouvements, devront porter peints ou imprimés, d'une façon indélébile, le nom du pays d'origine; les mouvements des montres, mouvements à levier pour pendules avec échappement à rubis et boîtiers de fabrication étrangère devront porter gravés ou peints en creux (*die-sunk*), le nom du fabricant et du pays où ils ont été fabriqués, d'une façon claire et indélébile, respectivement sur la plaque du mouvement ou à l'intérieur du boîtier, et les mouvements porteront aussi, marqué de la même façon, le nombre de rubis en lettres et en chiffres arabes.

D'après l'article 8 du tarif : S'il est établi qu'une personne a frauduleusement contrevenu aux dispositions de la présente loi relatives aux marques ou étiquettes des articles ou colis importés; a frauduleusement détruit, changé, altéré ou oblitéré d'une manière quelconque lesdites

marques et étiquettes dans le but de céler leurs indications, cette personne sera passible d'une amende qui ne pourra dépasser 5,000 dollars ou d'un emprisonnement qui ne pourra dépasser un an ou de ces deux peines cumulées.

Les experts procéderont à un examen minutieux de toute marchandise qui leur aura été soumise pour expertise, afin de déterminer si elle a été bien marquée conformément aux dispositions de la loi.

Si ce n'est pas le cas, les experts feront leur rapport au receveur ; la marchandise sera envoyée aux magasins généraux et considérée comme non réclamée, il n'en sera pas fait délivrance (à moins que ce ne soit pour l'exportation, ce dont on devra témoigner par déclaration expresse) avant qu'elle n'ait été correctement marquée par les importateurs sous le contrôle du receveur.

Le mot *acheteur* dans les paragraphes 152 et 154 doit s'entendre soit de l'acheteur nommé dans la facture consulaire, soit du dernier consignataire nommé dans la déclaration faite au moment de l'exportation. Dans le cas de coutellerie importée pour la vente en consignation, cet article doit porter le nom du fabricant puisqu'il n'y a pas d'acheteur.

La loi n'envisage pas le marquage des enveloppes de matières brutes, telles que peaux, blocs de bois, laine, caoutchouc brut, ou d'autres matières d'une nature humide ou déliquescente telles que certaines espèces de sucres emballées dans des nattes, etc., ce marquage étant impraticable.

Lorsque des articles ordinairement importés en vrac sont assemblés pour en faciliter le maniement, ces articles ne seront pas considérés comme des colis soumis à l'obligation d'être marqués.

Les marchandises importées pour être immédiatement réexportées, et les marchandises en transit ne sont pas soumises à l'obligation d'être marquées.

Les articles fabriqués dans un pays avec des produits provenant d'un autre pays devront porter, comme indication du pays d'origine, le nom du premier pays.

Les articles 312 à 314 inclus des Règlements douaniers de 1908 sont modifiés conformément à ces instructions.

---

## FRANCE

### Office international d'hygiène.

(Décret du 23 juin 1909.)

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la lettre en date du 30 janvier 1909, par laquelle le président du comité de l'office international d'hygiène publique demande au gouvernement français la reconnaissance d'utilité publique pour l'office international d'hygiène publique ;

Vu l'arrangement international signé à Rome, le 9 décembre 1907, portant création à Paris d'un office international d'hygiène publique ;

Vu les statuts organiques annexés audit acte, et notamment l'article 3, ainsi conçu :

« Le Gouvernement de la République française prendra, sur la demande du comité international visé à l'article 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'office comme établissement d'utilité publique » ;

Vu la loi du 21 mars 1908, autorisant le Président de la République à ratifier l'arrangement ci-dessus visé ;

Vu le décret du 10 décembre 1908, portant promulgation de l'arrangement précité et constatant que les ratifications dudit accord ont été déposées à Rome, le 15 novembre 1908, par les gouvernements des Etats signataires, sauf ceux des Pays-Bas, du Portugal et d'Egypte ;

Le conseil d'Etat entendu,

#### Décète :

ART. 1<sup>er</sup>. — Est reconnu comme établissement d'utilité publique l'office international d'hygiène publique établi à Paris, en vertu de l'arrangement signé à Rome, le 9 décembre 1907, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suisse et le gouvernement de S. A. le kédive d'Egypte, auquel ont adhéré le Pérou, la Serbie, l'Inde britannique et la Tunisie, et conformément aux statuts organiques annexés au susdit arrangement.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 juin 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

S. PICHON.

---

## **Arrêté relatif à l'organisation du contrôle des semences fourragères importées de l'étranger.**

(10 mars 1908.)

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'article 82 de la loi du 21 juin 1898 sur le Code rural ;

Vu le décret du 21 février 1908 relatif à l'interdiction de l'importation en France de la cuscute et des semences fourragères qui, après contrôle, seront reconnues contenir ce parasite ;

Vu l'avis de la Commission technique chargée de l'étude et de l'examen des procédés de destruction des insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture ;

Vu l'article 14 de la loi de finances du 31 décembre 1907 relatif à l'organisation d'un contrôle sur les graines de semences fourragères importées ;

Sur le rapport du Directeur de l'Agriculture,

Arrête :

### **ARTICLE PREMIER**

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi des finances du 31 décembre 1907, les graines de semences visées par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 21 février 1908 et déclarées pour l'importation en France, seront soumises, préalablement à leur enlèvement, et aux frais des importateurs, à un contrôle destiné à vérifier qu'elles ne contiennent aucune graine de cuscute.

Les déclarants devront énoncer dans leurs déclarations l'espèce botanique exacte des semences déclarées.

### **ART. 2.**

Après vérification de l'espèce et du poids déclarés, le service des Douanes établira la redevance exigible suivant le tarif ci-après fixé et le montant devra en être immédiatement versé par le déclarant dans la Caisse du receveur des Douanes.

### **ART. 3.**

Au vu de la quittance délivrée par le receveur, le service des Douanes prélèvera sur chacun des sacs, préalablement numérotés par les soins de l'intéressé suivant une suite ininterrompue de numéros, une quantité correspondant à 100 grammes environ par quintal de marchandises. Les prises opérées sur 500 kilogrammes seront mélangées et formeront un échantillon commun d'analyse. Il sera ainsi constitué autant d'échantillons que le lot pèsera de fois 500 kilogrammes.



Si le poids du lot est inférieur à 500 kilogrammes et cependant supérieur à 100 kilogrammes, l'échantillon d'analyse sera formé à raison de 100 grammes environ par quintal ou fraction de quintal.

Lorsque le contrôle devra porter sur une expédition de 100 kilogrammes ou moins, les prélèvements seront de 100 grammes environ, quelle que soit l'importance de l'expédition.

#### ART. 4.

Les prélèvements se feront à la main, ou par tout autre moyen, sur chacun des sacs préalablement ouverts par les soins du déclarant. Les prises devant servir à constituer un même échantillon seront effectuées à différentes hauteurs des sacs, sauf dans le cas de mélange de graminées et de légumineuses où les prélèvements devront être effectués de préférence à la base des sacs.

#### ART. 5.

Le service des Douanes dressera, conformément au modèle ci-annexé, un état récapitulatif des échantillons prélevés, dans lequel les numéros d'ordre donnés aux échantillons iront en se suivant, sans aucune interruption. Les sacs contenant les échantillons seront revêtus du numéro d'ordre porté sur l'état récapitulatif.

#### ART. 6.

Les divers échantillons d'analyse prélevés sur une même expédition seront renfermés chacun dans une enveloppe particulière, groupés sous un emballage commun et expédiés sous plomb de douane à la station d'essais de semences désignée pour effectuer le contrôle.

#### ART. 7.

Dès la réception des échantillons d'analyse, le directeur de la station d'essais de semences procédera au contrôle et adressera dans le plus bref délai, au bureau de douane expéditeur, un bulletin du modèle ci-annexé constatant que la libre pratique peut être accordée à la marchandise.

#### ART. 8.

Dans le cas où il le jugera nécessaire, le directeur de la station d'essais de semences mentionnera sur le bulletin d'analyse la nécessité d'opérer de nouveaux prélèvements sur les sacs ayant servi à constituer l'échantillon désigné par lui.

Le service des Douanes effectuera alors de nouveaux prélèvements sur chacun des sacs, ainsi qu'il est prévu aux articles précédents, mais à raison de 200 grammes environ par 100 kilogrammes de marchandises. Chacune de ces prises, effectuée par 100 kilogrammes de marchandises, devra constituer un échantillon distinct et leur ensemble sera adressé, conformément aux dispositions de l'art. 6 du présent arrêté, à la station d'essais de semences qui en aura fait la demande.

Aucune redevance ne devra être réclamée dans ce cas au déclarant pour ce nouveau prélèvement.

ART. 9.

Dès la réception de la réponse du directeur de la station d'essais de semences, le service des Douanes fera connaître au déclarant le résultat de l'analyse, et, selon le cas, lui accordera la libre pratique ou lui fixera un délai pour la réexpédition, hors du territoire français, des graines de semences renfermant de la cuscute.

ART. 10.

Lorsque la présence de la cuscute aura été constatée dans un envoi et qu'en conséquence la libre pratique lui aura été refusée, le déclarant, après un nouveau versement de la redevance fixée par l'article suivant, pourra demander une contre-analyse. Dans ce cas, le service des Douanes devra à nouveau opérer des prélèvements, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'art. 8 du présent arrêté.

ART. 11.

Les frais de contrôle, comprenant les frais de prélèvement, d'emballage, de plombage, d'expédition et d'analyse des échantillons prévus aux articles 3 et 8 du présent arrêté seront fixés à 1 fr. 50 par 100 kilogrammes de marchandises, avec minimum de perception de 5 francs.

ART. 12.

Le service des Douanes fera l'avance des frais de prélèvement, d'emballage, de plombage et des frais d'envoi. Il en sera tenu un compte spécial.

ART. 13.

Tous les mois, le service des Douanes adressera le relevé du compte mensuel en recettes et en dépenses au Ministre de l'Agriculture qui ordonnancera, sur les fonds de l'article 2 du chapitre 20 du budget du Ministère de l'Agriculture : *Frais de contrôle à l'importation des semences fourragères*, les crédits correspondant aux dépenses du service des Douanes et de la station d'essais de semences.

ART. 14.

Le Directeur de l'Agriculture et le Directeur général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 mars 1908.

Signé : RUAU.

**Décret relatif à l'interdiction de l'importation en France de la cuscute et des semences fourragères qui, après contrôle, seront reconnues contenir ce parasite.**

(21 février 1908.)

Le Président de la République française,

Vu l'article 81 de la loi du 21 juin 1898 sur le Code rural ;

Vu l'avis de la Commission technique chargée de l'étude et de l'examen des procédés de destruction des insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture ;

Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture,

Décrète :

**ARTICLE PREMIER.**

Est interdite l'importation en France de la cuscute.

Cette prohibition est également applicable aux semences fourragères qui, après contrôle, seront reconnues contenir de la cuscute et notamment aux graines de luzerne, de minette, de trèfle des prés, de trèfle blanc, de trèfle hybride, d'anhyllide (trèfle jaune des sables), de lotier corniculé, de lotier velu, de fléole des prés, ainsi qu'à tout mélange de graines dans lequel figure l'une quelconque des espèces ci-dessus indiquées.

**ART. 2.**

Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 février 1908.

Signé : A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des finances,*  
J. CAILLAUX.

*Le ministre de l'agriculture,*  
J. RUAU.

---

## Règlement concernant l'admission en France des cigarettes étrangères destinées à la vente au public.

(17 mars 1908.)

### ARTICLE PREMIER.

#### *Demandes d'admission.*

Toute demande d'admission en France de cigarettes étrangères destinées à la vente au public devra être présentée par le fabricant même de ce produit ou un représentant dûment accrédité.

L'admission ne sera accordée à un même fabricant que pour deux modules de cigarettes et pour deux paquetages de chacun de ces modules.

Toute demande d'admission devra être adressée à M. le Directeur général des manufactures de l'Etat, au ministère des Finances, et devra être accompagnée :

1° D'une pièce officielle attestant que le demandeur est effectivement fabricant de produits de l'espèce, qu'il possède des ateliers dans les localités par lui désignées et qu'il est à même de fournir à la régie les quantités annuelles minima correspondant aux fixations de l'article 10 ;

2° D'un bordereau signé du demandeur et fixant pour chacun des deux modules proposés :

- a) La dénomination ;
- b) Les dimensions : longueur, diamètre de la cigarette ;
- c) Les particularités : bout doré, liège, etc. ;
- d) Le poids réel des 1.000 cigarettes non paquetées ;
- e) Les deux modes de paquetage proposés ;
- f) Le prix de vente des 1.000 cigarettes à la Régie (1). (Ce prix s'entendant des produits paquetés, groupés par 500 cigarettes, emballés, rendus franco dans les cours de la manufacture des tabacs de Paris-Reuilly, les emballages devenant la propriété de la Régie) ;

3° De trois échantillons de 20 cigarettes de chacun des modules proposés et de trois échantillons de chacun des paquetages envoyés franco de port et de tous droits. (Ces échantillons devant servir à l'examen des produits par le service de l'Expertise des Manufactures de l'Etat et à la constitution d'un type en vue des achats éventuels.)

---

(1) Les tabacs étrangers fabriqués pour la Régie sont exempts du droit de douane. (Loi du 11 janvier 1892).



Toute demande qui ne sera pas accompagnée de ces pièces ne sera pas examinée. Il en sera de même de toute demande proposant, pour un module, plus de deux modes de paquetage.

## ART. 2.

### *Prix de vente aux consommateurs.*

Le prix de vente des 1.000 cigarettes au consommateur se déduira du poids (en kilogrammes) de ces 1.000 cigarettes non paquetées (P) et de leur prix (en francs) de vente à la Régie (p) par l'application de la formule suivante :

$$50 \sqrt{\frac{P \cdot p}{12}}$$

le résultat du calcul étant arrondi au prix le plus voisin de la nomenclature suivante :

180 francs ; 170 francs ; 160 francs ; 150 francs ; 140 francs ; 130 francs ; 120 francs ; 100 francs ; 90 francs ; 80 francs ; 75 francs ; 70 francs ; 65 francs ; 60 francs.

Dans la formule qui précède, le chiffre 50 correspond au montant du droit de douane fixé par la loi du 31 mars 1902.

La Régie se réserve de modifier sa formule si le droit de douane sur les tabacs importés en France venait à être changé.

## ART. 3.

### *Produits recevables.*

Tout produit pour lequel l'application brute de la formule conduirait à un chiffre non compris dans les limites de la nomenclature précédente sera refusé.

Tout produit dont la dénomination, le mode de paquetage, les vignettes ou les inscriptions seraient susceptibles soit de créer une confusion avec quelque autre produit déjà admis, soit de tromper le public sur la nature de la marchandise mise en vente, sera refusé. Il en sera de même si le produit contient quelque substance nuisible à la santé publique ou bien encore si ses vignettes ou ses inscriptions sont entachées d'immoralité ou d'inconvenance.

La Régie conservera le droit d'ajouter toute nouvelle admission si les conditions de marche de ses services ou la capacité de ses locaux ne lui permettaient pas de recevoir de nouveaux produits.

## ART. 4.

### *Mise en vente des nouveaux produits.*

L'admission étant prononcée en principe, le fabricant devra, pour qu'il lui soit adressé une première demande d'expédition, justifier auprès

de la Direction générale des Manufactures de l'Etat qu'il a versé à la Caisse des dépôts et consignations, en numéraire ou en rentes sur l'Etat, un dépôt de garantie de 20.000 francs.

Cette somme restera acquise à l'Etat dans le cas où la marque viendrait à être supprimée dans les trois premières années, soit par le fait même du fabricant, soit par application de l'article 10 ci-après.

Dans le cas contraire, elle sera restituée après trois années accomplies.

Les expéditions de nouveaux produits aux entrepôts et aux débits ne commenceront jamais qu'aux dates fixes du 1<sup>er</sup> juillet ou du 1<sup>er</sup> janvier.

#### ART. 5.

##### *Demandes d'expédition de produits.*

Les demandes d'expédition seront adressées directement au fabricant par le Directeur du service de l'Expertise (Manufacture des tabacs de Paris-Reuilly, rue de Charenton, n° 319), et l'importance de ces demandes sera réglée, par ce dernier, d'après les probabilités ou les résultats de la vente au public.

#### ART. 6.

##### *Emmagasinage des produits.*

Dès la réception des commandes, les produits devront être expédiés franco et sans retard à la Manufacture des tabacs de Paris-Reuilly, à l'adresse de M. le Directeur du service de l'Expertise. A l'arrivée, ils seront reconnus, seulement au point de vue des quantités, par les soins du service, puis placés dans ses magasins où ils resteront en dépôt, aux risques et périls du fabricant, jusqu'au moment de leur achat par la Régie.

#### ART. 7.

##### *Achat des produits par la Régie.*

L'achat des produits par la Régie n'aura lieu qu'au fur et à mesure des besoins de la consommation.

#### ART. 8.

##### *Contrôle et rejet des produits.*

Les quantités prélevées sur le stock du fabricant, pour alimenter ainsi la consommation, seront examinées par le Service de l'Expertise

qui rebutera les produits non conformes au type proposé par le fabricant et accepté par l'Administration.

Les produits achetés pourront d'ailleurs toujours être soumis à de nouvelles vérifications tant qu'ils resteront dans les magasins de l'Expertise. Le Service rebutera les produits que ces vérifications auraient fait apparaître comme tachés ou avariés par suite d'un vice propre de la marchandise et les remplacera par un prélèvement gratuit sur les quantités de même espèce appartenant au fabricant.

Le Service pourra également renouveler le type-échantillon primitif par prélèvement sur le stock appartenant au fabricant, chaque fois que cet échantillon paraîtra s'altérer d'une façon quelconque.

Les produits rebutés seront mis à la disposition du fabricant pour être réexportés par ses soins et à ses frais ; ceux qui ne seraient pas réexportés quarante jours après la date de la notification de leur rebut pourront être détruits par les soins du Service de l'Expertise.

#### ART. 9.

##### *Payement des produits.*

Les produits achetés par la Régie, comme il est dit à l'article 7, feront l'objet d'un bordereau adressé par l'Administration au fabricant. D'après les indications de ce bordereau, le fabricant établira sa facture et celle-ci sera payée, à Paris, dans les quarante jours qui suivront sa présentation.

#### ART. 10.

##### *Suppression des autorisations de vente.*

##### *1° Des marques.*

Dans le cas où, pendant les trois premières années de mise en vente d'une marque, les ventes ne procureraient pas à la Régie pour l'ensemble de la marque un bénéfice brut moyen (1) annuel de 40.000 francs, la marque serait supprimée et le dépôt de garantie resterait acquis à l'Etat.

Dans le cas où, après la première période triennale, ce bénéfice brut annuel ne serait pas atteint pour la moyenne de trois années consécutives, compris, le cas échéant, une ou deux années de la première période, la marque serait supprimée.

---

(1) Le bénéfice brut sera calculé en multipliant les quantités demandées par les Entrepôts par la différence entre le prix de vente aux consommateurs et le prix d'achat au fabricant.

### 2° *Des modules.*

L'autorisation de vente d'un module sera retirée si, pendant trois années quelconques, la moyenne du bénéfice brut annuel correspondant à ce module reste inférieure au quart du minimum exigé pour la marque.

### 3° *Des paquetages.*

L'autorisation de vente d'un module de paquetage sera retirée si, pendant trois années consécutives quelconques, la moyenne du bénéfice brut annuel correspondant à ce paquetage reste inférieure au huitième du minimum exigé pour la marque.

Quand le chiffre moyen triennal du bénéfice brut d'une marque, d'un module ou d'un mode de paquetage n'aura pas atteint le minimum fixé dans les paragraphes précédents, le directeur de l'Expertise informera le fabricant que l'autorisation de vente du produit est retirée et l'invitera à reprendre et à réexporter à ses frais les quantités lui appartenant qui existeront encore dans les magasins de l'Expertise.

Les quantités qui ne seraient pas réexportées dans les quarante jours seront détruites par les soins du Service.

## ART. II.

### *Admission de nouveaux produits.*

Une marque dont l'autorisation de vente aura été retirée ne pourra être réadmise qu'après accomplissement des formalités propres aux nouvelles marques et versement d'un nouveau dépôt de garantie.

Un module ne pourra être remplacé par un autre qu'une seule fois, à moins que les conditions fixées au paragraphe 4 du présent article ne soient remplies pour la marque.

Un mode de paquetage ne pourra être remplacé par un autre qu'une seule fois pour le même module.

Si une marque procure à la Régie pour une période triennale trois fois le bénéfice brut minimum fixé à l'article 10, le fabricant pourra être autorisé à présenter un troisième module en deux paquetages.

Si la vente de l'ensemble de ces trois modules conduit à un bénéfice brut égal à six fois le bénéfice minimum, la Régie admettra un quatrième module en deux paquetages, et ainsi de suite.

## ART. 12.

### *Marchés à passer annuellement.*

La Régie se réserve la faculté de passer des marchés annuels avec les fabricants pour la fourniture des produits dont la vente aura particulièrement réussi.



## ART. 13.

*Représentation à Paris du fabricant.*

Les fabricants pourront avoir à Paris un représentant dûment accrédité auquel seront valablement faites toutes les demandes d'expédition, notifications et communications de toute espèce.

## ART. 14.

*Régies étrangères.*

Les dispositions du présent Règlement ne seront pas applicables aux Régies étrangères. L'Administration se réserve d'examiner leurs demandes et de traiter spécialement avec elles dans chaque cas particulier.

## ART. 15.

*Mesures transitoires.*

Toutes les marques, tous les modules et tous les modes de paquetage admis antérieurement à la date de mise en vigueur du présent Règlement continueront à jouir de cette autorisation, dans les conditions actuelles, jusqu'au moment où les chiffres de leur vente moyenne triennale deviendraient inférieurs aux minima fixés à l'article 10.

Toutefois, dès la mise en vigueur du présent Règlement, l'autorisation sera retirée pour les produits dont les ventes au cours des trois années précédentes auront été inférieures de moitié aux quantités minima fixées aux articles 10 ou 15 du Règlement.

Proposé par le directeur général des Manufactures de l'Etat.

Paris, le 17 mars 1908.

OULMONT.

VU ET APPROUVÉ :

Paris, le 15 avril 1908.

*Le ministre des Finances par interim,*

Gaston DOUMERGUE.

## TURQUIE

**Nouveau règlement douanier.**

La direction générale des contributions indirectes a publié l'avis suivant :

## DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

*Avis.* — La direction générale des contributions indirectes porte à la connaissance des intéressés qu'à partir du 1/14 août 1909, les dispositions suivantes du règlement y relatif seront mises en vigueur dans toutes les douanes de l'empire ottoman.

*a) Déchargement des navires.*

1° Dans un délai de trente-six heures après l'arrivée d'un navire dans un port ottoman et avant de débarquer les marchandises chargées à bord, le capitaine ou l'agent des armateurs doit adresser à la douane le manifeste original de la cargaison et deux copies de celui-ci certifiées conformes à l'original ;

2° Aussitôt parvenus à la douane, le manifeste original et les copies doivent être remis au bureau des manifestes afin de confronter les copies avec l'original. Cette confrontation finie, le bureau des manifestes retournera le manifeste original à la compagnie de transport, conservera une des copies pour les besoins du contrôle local de la douane et enverra la deuxième à la direction générale.

*b) Dédouanement.*

3° Toute opération douanière doit être précédée d'une déclaration signée par le consignataire ou propriétaire de la marchandise ou par un représentant autorisé. A cet effet chaque maison de commerce doit envoyer à la douane un spécimen des signatures des propriétaires et de leurs représentants autorisés à signer la raison sociale.

On n'accepte pas les déclarations signées par un dédouaneur de profession.

4° Cette déclaration doit être présentée, avec l'ordre de livraison, dans les huit jours qui suivent le débarquement de la cargaison. Elle doit être écrite sur des formules prescrites dont les exemplaires imprimés pourront être obtenus dans les diverses douanes ;

5° Sur la demande du propriétaire d'une marchandise, celui-ci serait autorisé à vérifier le contenu des colis arrivant pour son compte, avant d'en dresser la déclaration écrite ;

6° La déclaration une fois présentée ne doit pas être modifiée par le déclarant quant aux quantités ou valeurs ; mais, avant qu'elle soit référée à un vérificateur, il pourrait dresser une autre déclaration avec l'autorisation écrite du nazir, mudir ou contrôleur qui doit dans ce cas contresigner les modifications y contenues et surveiller lui-même la visite qui se ferait sur toutes les marchandises mentionnées dans la nouvelle déclaration. Il ne doit être fait, sous quelque prétexte que ce soit, aucun changement aux déclarations par les employés de la douane ;

7° Sur la demande du nazir, mudir ou contrôleur, le déclarant doit présenter la facture originale, signée par la maison ou fabrique de vente, et des spécifications, lettres ou autres documents valables pour vérifier la déclaration ;

8° Si la douane constate une différence entre la déclaration et la marchandise visitée, le nazir, mudir ou contrôleur doit en avertir le déclarant et en demander explication. Si la différence excède 10 %, ou s'il y a répétition de différence de moins de 10 mais de plus de 5 %, il pourrait y avoir lieu d'imposer une amende qui ne dépasserait pas le droit de douane.

### c) *Exportation (Manifeste).*

9° Avant qu'un navire quitte un port ottoman, le capitaine ou l'agent des armateurs doit adresser à la douane une copie du manifeste de marchandises chargées à bord dans ce port (1).

Voici le modèle de la déclaration. Elle est rédigée en turc et en français :

N°.....

*Déclaration.*

Douane de.....

Date et heure de réception.

*Importation.*

Marchandises arrivées le.....

Par le chemin de fer.....

Par la douane frontière.....

Par le bateau.....

De nationalité.....

Port d'embarquement.....

Pays de provenance des marchandises.....

Nom du consignataire.....

Nom du dédouaneur.....

---

(1) Cet article ne s'applique pas aux cas où l'agence affirme que le manifeste n'a pas pu être préparé avant le départ du bateau. Dans ces cas, un délai maximum de six jours est accordé.

Je déclare que les détails ci-dessous écrits quant à la quantité, désignation et valeur des marchandises sont exacts.

Signature du déclarant.....

Date.....

NUMÉRO du connaissance	COLIS		DÉSIGNATION des marchandises	POIDS quantité. mesures.	VALEUR déclarée (1)
	Marque et numéro	Nombre et genre.			

Enfin nous donnons ci-dessous les taux — qui sont équitables — d'après lesquels les monnaies étrangères seront ramenées en monnaie turque, avec la piastre pour unité, le medjidié à 19 piastres.

Piastres

Livre turque . . . . .	102 75
Medjidié d'argent. . . . .	19 »
Livre sterling . . . . .	113 »
Shilling . . . . .	5 65
Franc . . . . .	5 52
Couronne autrichienne . . . . .	4 75
Mark. . . . .	4 65
Rouble . . . . .	12 10
Dollar . . . . .	24 14

(Bulletin du 31 juillet 1909 de la chambre de commerce française de Constantinople).

(1) Les frais de transport, d'assurance, d'emballage, de déchargement, etc., jusqu'au moment où la marchandise est présentée à la douane, doivent être déclarés séparément dans cette colonne, s'ils ne sont pas déjà compris dans la valeur déclarée de la marchandise.



**Loi relative à l'interdiction de l'emploi des alcools dans la production des boissons spiritueuses et à la prohibition de la consommation des boissons spiritueuses falsifiées, au vin et à la bière (1).**

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Les alcools obtenus de matières autres que le raisin et ses produits ne sont employés que dans l'industrie. On ne fabriquera pas de boissons avec ces alcools.

**ART. 2.** — Est prohibée l'introduction dans l'empire ottoman des boissons spiritueuses contenant de l'alcool fabriqué avec des matières autres que le raisin et ses produits et nuisibles à la santé.

**ART. 3.** — Les importateurs d'alcool et de boissons spiritueuses sont tenus de remettre à l'administration douanière, lors de l'introduction de leurs marchandises, une déclaration indiquant si leurs alcools sont fabriqués ou non avec du raisin et des produits de raisin et si les boissons spiritueuses contiennent ou non de l'alcool fabriqué avec des matières autres que le raisin et ses produits et nuisibles à la santé.

**ART. 4.** — On autorise l'introduction tels quels des alcools et boissons spiritueuses fabriqués avec du raisin en les soumettant aux taxes prévues par les règlements spéciaux actuellement en vigueur. Les alcools fabriqués avec des matières autres que le raisin et ses produits ne sont soumis qu'aux droits de douane. On ajoute à ces alcools un mélange de méthylène et acétone (de 6 à 15 %) en vue d'empêcher leur emploi dans la fabrication des boissons. Le prix du mélange à ajouter est payé par ceux qui veulent importer les alcools de cette nature. S'ils n'y consentent pas, on n'autorise pas l'introduction de leurs marchandises qui sont retournées par la douane.

**ART. 5.** — Les alcools et boissons spiritueuses qui ont été déclarés comme étant obtenus du raisin et de ses produits sont analysés dans les douanes. S'il est établi que la déclaration mentionnée à l'article 3 est contraire à la vérité, on perçoit des destinataires une amende de dix piastres par litre d'alcool à 100 degrés — c'est-à-dire 4 paras par litre et degré — avant que la marchandise sorte de la douane. On saisit les marchandises appartenant aux négociants qui ne payent pas cette amende dans un délai de quinze jours.

**ART. 6.** — Les taxes relatives aux alcools à importer sont perçues non pas au poids mais au volume. Le degré des alcools est établi avec un alcoomètre centigrade.

---

(1) Promulguée au *Journal officiel ottoman*, du 17/30 août 1909.

ART. 7. — L'introduction des vins et bières falsifiés est interdite. Lors de l'introduction de ces produits, les destinataires doivent remettre une déclaration portant que leurs marchandises ne sont pas falsifiées avec de l'alcool ou d'autres matières chimiques.

ART. 8. — Les vins dont la contenance en alcool paraît trop forte en comparaison des matières sèches et de la glycérine ainsi que ceux falsifiés avec des produits chimiques ne sont pas acceptés par les douanes qui les retournent. On applique aux propriétaires de ces vins les prescriptions de l'article 5 pour remise de fausse déclaration en tenant compte de la contenance en alcool de leurs marchandises. Les vins doux connus font exception à la règle à condition, toutefois, que leur contenance en alcool ne dépasse pas le maximum admis pour chaque espèce. Si leur richesse alcoolique dépasse le maximum, on appliquera le premier paragraphe du présent article.

ART. 9. — Les bières falsifiées qui contiennent plus de 7 degrés d'alcool au maximum ne sont pas acceptées par les douanes. On agit à l'égard de leurs propriétaires conformément à l'article précédent.

ART. 10. — Les alcools et boissons spiritueuses à retourner doivent être retirés par leurs propriétaires dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle on leur aura signifié le refus d'introduction. Ce retrait sera opéré à condition que les articles retirés ne soient transportés et introduits à aucun autre point de l'empire ottoman. Les marchandises non retirées dans le délai précité seront confisquées par la douane et leurs propriétaires n'auront le droit de formuler aucune réclamation de ce chef.

ART. 11. — Les boissons spiritueuses connues arrivant dans des bouteilles étiquetées sont admises à condition que leur composition soit conforme à leur étiquette. La douane applique des banderoles sur toutes ces bouteilles lors de leur introduction.

ART. 12. — Les alcools et boissons spiritueuses fabriqués avec des matières autres que le raisin et ses produits sont, par exception, introduits, comme par le passé, sans être analysés s'il résulte des feuilles de chargement qu'ils ont été expédiés avant la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 13. — On autorisera l'emploi des alcools fabriqués avec des matières autres que le raisin et ses produits jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour de la promulgation de la présente loi. Si, à la fin de ce délai, il se trouve encore des personnes ayant entre les mains des alcools de cette nature qui n'auraient pu être consommés ou décomposés, elles devront en aviser l'administration de la dette publique pour les faire mélanger. Faute de ce faire, on leur appliquera la pénalité prévue par l'article 5.

ART. 14. — Les personnes qui possèdent des boissons spiritueuses

fabriquées avec des alcools obtenus de matières autres que le raisin et ses produits sont autorisées à employer ces boissons pendant un délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi. A l'expiration de ce délai, elles devront aviser la dette publique de la quantité des boissons de cette nature qu'elles auraient encore en leur possession et les faire mélanger. Si on découvre des boissons de cette nature qui n'auraient pas été déclarées à l'expiration du délai précité, ces boissons seront confisquées et leurs propriétaires seront, en outre, tenus de déclarer et prouver où ils se les sont procurées. En cas contraire, la marchandise sera saisie et on appliquera à son propriétaire la pénalité prévue par l'article 5.

ART. 15. — Les boissons spiritueuses confisquées conformément à la présente loi seront détruites en présence d'une commission. Les alcools saisis seront mélangés et vendus par le Gouvernement pour être employés exclusivement dans l'industrie. Le prix de ces alcools sera passé en recette et leurs propriétaires n'auront le droit de formuler aucune réclamation de ce chef.

ART. 16. — Ceux qui, six mois après la promulgation de la présente loi, fabriqueront des boissons avec les alcools précités seront punis d'une amende de 50 ltq. En outre, on confisquera leur appareil de distillation ainsi que les boissons qu'ils auront fabriquées. En cas de récidive, l'amende est doublée et le fraudeur est aussi puni d'un emprisonnement d'un à trois mois.

ART. 17. — Les alcools fabriqués en Turquie avec des matières autres que le raisin et ses produits seront mélangés comme ceux venant de l'étranger pour n'être employés que dans l'industrie et ne pas pouvoir servir à la préparation des boissons. Les fabricants des alcools de cette nature sont obligés de les déclarer à la dette publique. Les contrevenants sont punis conformément à la présente loi.

ART. 18. — Les endroits où l'on fabrique des boissons spiritueuses se trouveront sous le contrôle permanent de l'administration des revenus concédés à la dette publique ottomane. Les propriétaires de ces distilleries seront tenus de prouver que les matières premières employées correspondent à la quantité de boissons produites.

ART. 19. — Les alcools arrivant de l'étranger seront introduits par les douanes de Constantinople, Djessr Moustapha Pacha, Dédéagatch, Salonique, Prévéza, Smyrne, Mersine, Beyrouth, Samsoum, Trébizonde, Tripoli de Barbarie et Bassorah. Le gouvernement pourra, s'il en voit la nécessité, autoriser ultérieurement l'introduction de ces alcools par d'autres ports aussi.

ART. 20. — Les ministères de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent règlement.

### **Projet d'organisation du Yémen.**

*Texte adopté par la Commission de la Chambre des Députés.*

ART. I. — Le Yemen sera divisé en deux districts qui s'appelleront respectivement le district de montagne et le district maritime.

ART. II. — La direction du district de montagne sera confiée à l'iman Yahya ; le gouverneur du district maritime sera nommé par le gouvernement.

ART. III. — Les deux gouverneurs de district désigneront eux-mêmes les kadis et les autres fonctionnaires à la tête des arrondissements du district ; la formation et l'organisation du corps de gendarmerie incombera aux gouverneurs.

Ces prérogatives ne devront pas faire obstacle à l'autorité du gouvernement central.

ART. IV. — Les districts auront une complète autonomie financière, les gouverneurs établiront leur budget et emploieront au bien-être et au développement de leur district les excédents annuels.

ART. V. — Un corps d'armée ottoman résidera à Sana, en vue d'assurer la sécurité de la province et des troupes résideront dans les villes suivant les besoins de la sécurité publique. Il n'y aura toutefois pas de troupes dans le lieu de résidence de l'iman.

ART. VI. — Le budget des recettes et des dépenses établi chaque année par les gouverneurs devra être communiqué à la sublime Porte.

---

### VÉNÉZUÉLA

#### **Décisions douanières concernant le tabac, les allumettes, l'amer de Siégert et les plaques revêtues de goudron et de sable pour toitures.**

En vertu d'un décret du 20 mars 1908 sont prohibées à l'importation les hachures de tabac destinées à la fabrication des cigarettes ; en conséquence, ce produit importé sera confisqué, sans préjudice des autres dispositions du Code des Finances applicables aux produits prohibés.



Est également prohibée la fabrication dans le pays des hachures de tabac ; lorsque ce produit sera trouvé en la possession d'un particulier, on lui appliquera les dispositions prévues pour l'avenir à l'article précédent.

Le présent décret entrera en vigueur dans un délai de 20 jours à partir de sa date, pour permettre aux particuliers ayant en leur possession ce produit, de s'en défaire.

Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables à la manufacture nationale des tabacs, en vertu de son contrat avec l'Etat.

Un décret du 8 avril 1908 dispose qu'à partir de cette date les allumettes et l'*Amer de Siegert* importés des colonies étrangères par les douanes de la République ne seront plus soumis à la surtaxe de 30 o/o visée à l'article 1, loi XIX du Code des finances.

En vertu d'une ordonnance en date du 8 avril 1908, les plaques bitumées et sablées pour toitures suivront le régime de la 2<sup>e</sup> classe du tarif (0 fr. 10 par kilog.) (1).

## ZANZIBAR

### Décret concernant l'esclavage.

(9 juin 1909.)

DECREE BY HIS HIGHNESS SEYYID ALIN-BIN-HAMOUD,  
SULTAN OF ZANBIBAR.

### *Slavery.*

In the name of the most merciful God !

Whereas by a decree of our predecessor, Seyyid Hamoud-bin-Mahomed, dated the 1st Zilkada, 1314 (7th April, 1897), the legal status of slavery was abolished in our dominions, in that it was ordained by such decree that our courts should decline to enforce any alleged rights over the body, service, or property of any person on the ground that such person was a slave ;

---

(1) A cette taxe viennent s'ajouter le droit de transit de 25 o/o et le droit de guerre de 30 o/o. A ce propos, on croit devoir signaler que les surtaxes de 5, 10, 20 o/o par exemple, qui frappent en plus des droits du tarif douanier, certaines marchandises à l'entrée au Venezuela, n'éliminent pas, comme on serait peut-être tenté de le croire, les droits de transit et de guerre précités. Au contraire, ces surtaxes s'ajoutent aux droits de transit et aux droits de guerre et les droits portés au tarif sont dès lors augmentés en conséquence.

And whereas we are desirous of amending and extending the said decree and of completing the final abolition of slavery in our dominions :

It is hereby decreed as follows :

1. This decree may be cited as " The Slavery Decree, 1909 ".

2. From and after the commencement of this decree our courts shall not in any case recognise the status of slavery in our islands of Zanzibar and Pemba.

3. The rights and powers conferred upon our district courts by the decree of 1897 above referred to, shall be and are hereby transferred to such commissioner or commissioners for slavery as may be from time to time appointed by our First Minister, who shall make such regulations as he may consider necessary for their guidance and for giving due effect to the provisions of this decree.

4. — (1). Whenever any person shall complain to a commissioner for slavery that he is unable by reason of age, ill-health, or other infirmity to earn a living, and that his previous master has refused to give him such support as he would have been entitled to demand of him but for the provisions of this decree, and has suffered loss thereby, such commissioner for slavery, if satisfied that such complaint is well founded, may award and pay to the complainant, with the approval of our First Minister, such pecuniary compensation as may be a just and reasonable equivalent for the value of the right of which he has been deprived by this decree.

(2). The compensation thus awarded may be in the nature of a lump sum or a monthly payment.

5. A master shall not be entitled to any compensation for the loss of any right over the body or service of any slave to whom any compensation shall have been awarded under this decree.

6. No claims for compensation under the provisions of the aforesaid decree of 1897, or of this decree, shall be entertained after the 31st December, 1911.

7. Article 5 of the afore-mentioned decree of our predecessor, Seyyid Hamoud-bin-Mahomed, dated the 1st Zilkada (7th April, 1897), is hereby repealed, provided that all concubines lawfully held at the commencement of this decree, although free, shall, together with their children, continue to be entitled to all the rights and privileges which they have previously enjoyed under the Mahommedan law, except that any concubine who shall leave her master without his consent shall sacrifice all such rights and privileges, including her right to the custody of her children by him. For the purpose of this article the word " concubine " shall mean a female member of the household who is an inmate of the harem.

8. This decree shall come into force on the 6th day of July, 1909.

Given at Zanzibar, this 9th day of June, 1909.

ALI-BIN-HAMOUD,

## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### **Conférence internationale maritime.**

Le 28 septembre s'est ouvert à Bruxelles la III<sup>e</sup> session de la Conférence internationale de la marine.

25 pays s'y sont fait représenter. M. Bernaeut, Ministre d'Etat belge, a été élu président.

Le but de la Conférence est d'examiner définitivement les deux conventions élaborées à Bruxelles, sur l'abordage et l'assistance maritime, ainsi que les projets, en première lecture, sur les privilèges et hypothèques et la responsabilité des propriétaires des navires.

Presque tous les pays sont disposés à accepter les projets sans modifications, l'infime minorité proposera vraisemblablement quelques modifications de détail.

---

### **Affaires américaines.**

(Septembre 1909.)

On annonce, à Washington, le règlement définitif de l'affaire Emory, pendante depuis deux ans entre les États-Unis et le Nicaragua, et qui avait motivé l'envoi de navires américains sur les côtes du Nicaragua.

Ce dernier consent à verser une somme de six cent mille dollars à la compagnie concessionnaire d'exploitations forestières, qui de son côté abandonne toutes ses revendications à l'égard du Nicaragua.

---

### **Affaires de Crète.**

Les quatre puissances ont décidé d'évacuer la Crète dès le 24 juillet, sans attendre la date du 27 qui avait été d'abord fixée.

Dans sa réponse à la dernière note turque, l'Angleterre déclare que la suzeraineté de la Turquie n'est nullement menacée et qu'elle est disposée à discuter dans quelque temps avec la Turquie les conditions d'autonomie de la Crète.

La Porte a informé quelques ambassades des préparatifs considérables auxquels des bandes se livraient en Grèce et leur a déclaré que si ces bandes franchissaient la frontière, elles seraient poursuivies par les troupes turques jusqu'au delà de celle-ci.

D'après les informations consulaires, le calme règne en Crète.

(*Temps*, 2 juillet.)

Les représentants des puissances à la Canée ayant été avisés de la prochaine évacuation de l'île par les troupes internationales, je suis allé demander à M. Vénizélos, membre du gouvernement provisoire et un des hommes politiques les plus influents du pays, son sentiment sur la situation et ses prévisions quant à l'attitude future du peuple crétois. M. Vénizélos a fait les déclarations suivantes au représentant du *Temps* :

« Vous avez pu constater par vous-même que le calme le plus absolu règne parmi nous. L'ordre et la tranquillité sont définitivement assurés, les droits de la population musulmane complètement garantis. En rappelant leurs contingents, les puissances protectrices reconnaissent qu'ont été totalement remplies les deux conditions auxquelles elles avaient subordonné le retrait de leurs troupes. Cette marque de confiance, nous l'avons méritée. Elle n'en constitue pas moins un témoignage de bienveillance de la part de l'Europe et un encouragement pour l'avenir.

« Nous avons tout lieu d'espérer que les puissances examinent actuellement la question crétoise avec ce même esprit d'équité dont elles se sont jusqu'ici inspirées à notre égard, en tenant compte à la fois des aspirations nationales du pays et de la situation qui lui a été faite au point de vue international. Cette situation, certains organes de la presse européenne l'ont récemment méconnue. Il n'est peut-être pas inopportun de la préciser sommairement.

« Vous savez que douze ans se sont écoulés depuis que par suite de l'opposition de la Porte à l'exécution de l'arrangement de 1896, de l'avortement des réformes décrétées par l'Europe et de l'insurrection de 1897, les six grandes puissances occupaient militairement l'île et notifiaient à la Turquie, alors que d'autre part elles proclamaient en Crète, qu'elles avaient résolu de « doter l'île d'un régime d'autonomie effective abolissant toute immixtion de la Turquie dans les affaires intérieures du pays ». Et il y aura bientôt onze ans depuis qu'au lendemain des massacres de Candie, les quatre puissances protectrices exécutèrent leur décision en obligeant par ultimatum la Turquie à retirer de l'île ses forces militaires et navales ; elles effacèrent toute trace de domination ottomane, et d'autre part, elles donnèrent partiellement satisfaction au vœu national des Crétois, en confiant à un des fils du roi de Grèce le mandat de gouverner le pays.



« Quatre mois plus tard était proclamée la Constitution crétoise dont l'article 1<sup>er</sup> porte que « la Crète avec les îlots adjacents constitue un Etat jouissant d'une autonomie complète, dans les conditions établies par les quatre grandes puissances. Ces conditions étaient le maintien de la suzeraineté nominale du sultan, symbolisée par le drapeau ottoman qui flotte sur un îlot de la Sude, et l'établissement d'un régime garantissant une protection égale à tous les éléments de la population. La Constitution crétoise, qui a reçu l'approbation des puissances, a ainsi nettement précisé la situation internationale de l'île.

« Dès lors sa vie politique a été celle de tout Etat autonome et a évolué indépendamment de toute ingérence de la Porte soit dans les affaires intérieures, soit dans les rapports extérieurs du pays, et sans que jamais la Turquie ait même songé à élever une prétention quelconque à y intervenir. Dès la première année d'autonomie, le gouvernement crétois a entretenu des relations directes avec tous les pays et a eu de plus le droit de passer des traités : c'est ainsi par exemple qu'il a conclu en 1900 avec les représentants des six grandes puissances une convention réglant l'application des capitulations quant au régime judiciaire en Crète.

« D'ailleurs la Turquie elle-même a reconnu la situation créée à la Crète, puisque dès 1900 elle a assimilé l'île au point de vue douanier aux autres pays, en appliquant aux provenances crétoises le même tarif qu'à toutes les importations étrangères.

« La situation de l'Etat crétois est à certains égards plus indépendante que ne fut celle de plus d'une principauté balkanique, de la principauté de Bulgarie par exemple. La Crète n'a point été tributaire de la Turquie, comme c'était le cas, de par le traité de Berlin et au moins *de jure*, pour la principauté de Bulgarie. D'autre part, l'élection par l'Assemblée nationale bulgare du prince de Bulgarie devait être ratifiée par le sultan, alors que la nomination du chef de l'Etat crétois était simplement notifiée.

« Le lien rattachant l'Etat crétois à l'empire ottoman était déjà très mince, lorsqu'en 1906, les puissances protectrices, par suite du mouvement de Thérissio et de l'enquête internationale qui l'a suivi, décrétèrent des réformes qui créèrent des liens politiques très forts entre la Crète et la Grèce. S'inspirant en effet, ainsi qu'elles le disaient dans leur note du 10/23 juillet 1906, des propositions de leurs délégués, elles jugèrent « possible d'élargir dans un sens *plus national* l'autonomie de l'île ». Désignation d'officiers hellènes pour prendre le commandement de la gendarmerie et de la milice, promesse de rappeler les troupes européennes aussitôt l'ordre établi, les nouvelles réformes constituaient une étape importante vers la solution finale. La note des puissances ajoutait encore que « tout pas en avant dans la réalisation des aspirations nationales des Crétois était subordonné au maintien de l'ordre ».

« Un peu plus tard, le 14 septembre 1906, il était porté à la connaissance du peuple crétois que « les puissances protectrices, afin de manifester leur désir de tenir compte, dans la mesure du possible, des aspira-

tions du peuple crétois et de reconnaître d'une manière pratique l'intérêt que S. M. le roi des Hellènes doit toujours prendre à la prospérité de la Crète, se sont mises d'accord pour proposer à Sa Majesté que désormais, toutes les fois que le poste de haut commissaire de la Crète deviendra vacant, Sa Majesté, à la suite de consultations confidentielles avec les représentants des puissances protectrices à Athènes, désignera un candidat capable d'exécuter le mandat de ces puissances dans cette île et portera son choix officiellement à leur connaissance ».

« Il est à noter que les puissances protectrices prenaient ces décisions sans consulter la Turquie, ce qui démontre une fois de plus combien faible était dans leur esprit le principe de la suzeraineté ottomane.

« Mais ce qui caractérise mieux encore la situation internationale de la Crète, c'est qu'aux termes de leur note collective du 3 avril 1905, elles ont promis « de ne pas annexer l'île elles-mêmes et de ne pas permettre l'annexion par une autre puissance contre le gré des habitants ».

« Tel était le régime politique de notre pays, lorsque le 7 octobre dernier, aussitôt la nouvelle de la déclaration de l'indépendance bulgare connue, la Crète proclama son union à la Grèce et qu'une commission exécutive fut nommée pour la gouverner au nom du roi des Hellènes, conformément aux lois du royaume. En réponse à la notification qui leur avait été faite de la décision du peuple et de la requête qui l'accompagnait de bien vouloir la ratifier, les puissances protectrices, par leur note du 28 octobre 1908, faisaient savoir au gouvernement provisoire qu'elles « considèrent l'union de la Crète avec la Grèce comme dépendant de l'assentiment des puissances qui ont contracté des obligations avec la Turquie ; elles ne seraient pas éloignées néanmoins d'envisager avec bienveillance la discussion de cette question avec la Turquie si l'ordre est maintenu dans l'île et si d'autre part la sécurité de la population musulmane est assurée ».

« Les Crétois ont, je le répète, entièrement rempli les conditions et ils attendent avec confiance la décision de l'Europe, puisque, en effet, depuis onze ans, la Turquie, dépourvue définitivement de toute autorité sur l'île, ne conserve qu'un droit de suzeraineté nominale, puisque, d'autre part, les puissances, d'accord avec le gouvernement crétois et en dehors de toute immixtion ottomane, n'ont cessé de régler et de compléter le statut politique du pays, en créant à la Crète des liens de plus en plus étroits avec la Grèce, elles pourraient parfaitement aujourd'hui, sans outrepasser les limites qu'elles ont assignées depuis onze ans à leur propre autorité, décider que la Crète sera gouvernée comme province du royaume hellénique, en envoyant ses représentants siéger à la Chambre grecque. Seule la suppression du drapeau flottant sur l'îlot de la Sude porterait atteinte à la suzeraineté nominale du sultan. Mais ce ne serait pas méconnaître ce droit fictif de suzeraineté que d'effectuer cette suppression moyennant une compensation pécuniaire.

« Aussi longtemps qu'à Constantinople on parle de la Crète comme d'une province autonome de l'empire ottoman et soumise à la *souveraineté* ottomane, il est évidemment difficile d'aboutir à un accord. Mais du

jour où l'on y aura compris que la Crète, bien avant de proclamer en octobre dernier son union à la Grèce, a pendant dix ans constitué un Etat totalement autonome, placé seulement sous la *suzeraineté* du sultan et rattaché d'autre part par des liens politiques multiples au royaume hellénique, la négociation deviendra facile et aboutira certainement. »

La démarche des quatre puissances protectrices auprès de la Porte a produit l'impression qu'on en pouvait attendre ; d'autre part les déclarations de la note grecque et le ton général de ce document diplomatique sont généralement bien accueillis.

On mande de Candie au *Times*, le 19 août :

Ce matin, un capitaine de gendarmerie et quatre gendarmes ont enlevé le mât et le drapeau grec arboré sur le fort à l'entrée du port ; puis cinquante miliciens sont venus occuper le port pour empêcher qu'on hissât de nouveau le drapeau.

Avant midi une compagnie de miliciens s'est mutinée, a couru en armes jusqu'au fort avec la population sur ses talons, a hissé de nouveau le drapeau et a menacé de tirer sur les officiers.

Dans l'après-midi, l'archevêque et le commandant de la milice ont réussi à taire rentrer les miliciens dans leurs casernes. Le drapeau restait gardé par des civils, qui s'opposaient à ce qu'on y touchât.

Dans la soirée, sur les exhortations de la commission exécutive crétoise, le gouverneur de Candie s'est rendu à neuf heures au fort et a fait enlever le drapeau grec et le mât.

A la Canée, la population, quoique mécontente de l'intervention des marins des puissances, a gardé le calme jusqu'à présent.

Ce fut d'abord avec peine que les autorités parvinrent à convaincre la population de la futilité de toute opposition à l'ultimatum des quatre puissances, qui était l'expression de leur irrévocable décision. Sur toutes les figures se peignait la mortification d'avoir à se soumettre à l'inévitable, et plusieurs habitants quittèrent la ville plutôt que d'assister à l'enlèvement du drapeau.

L'officier commandant les marins anglais prit toutes les précautions voulues pour prévenir toute agitation des Crétois, qui pendant la nuit avaient allumé des feux sur les hauteurs environnantes. Des postes signalétiques furent installés au fort et au consulat britannique.

D'après une information de source officielle, les consuls des puissances à la Canée ont réclamé du comité exécutif crétois l'engagement écrit que désormais le drapeau grec ne sera plus arboré sur la forteresse. Le comité a promis de faire droit à cette demande. Tout danger de troubles est écarté.

### *La note grecque.*

Nous sommes en mesure de donner le texte à peu près littéral de la note que le gouvernement grec vient d'adresser à la Porte, et qui nous permet de rectifier les résumés de la première heure :

Le gouvernement grec voit avec le plus vif regret, que même après la réponse à la communication qui lui a été faite au nom du gouvernement impérial, la Turquie insiste sur ses plaintes au sujet de l'attitude du gouvernement royal, tant en Roumélie qu'en Crète.

Certes, l'anarchie, qui pendant si longtemps a désolé particulièrement une des provinces de la Roumélie, pouvait donner lieu à maint malentendu, et personne n'a déploré plus que la Grèce l'agitation qui a décimé et ruiné les populations sans distinction de race et de religion.

Aussi, dès qu'un état de choses nouveau a permis d'espérer le rétablissement de l'ordre nous sommes-nous efforcés, dit la note, de faciliter autant que cela dépendait de nous la tâche qui incombait au gouvernement impérial.

Les mesures prises par le gouvernement royal prouvent sa ferme décision de ne pas se départir tant soit peu de cette ligne de conduite.

Quant à la Crète, le gouvernement impérial voudra convenir que dans ses déclarations précédentes, loin de considérer l'attitude antérieure de la Grèce comme n'ayant pas été à l'abri de tout reproche, il en a maintes fois proclamé la parfaite correction. Néanmoins le gouvernement royal saisit l'occasion qui lui est offerte par la nouvelle communication du gouvernement impérial, pour déclarer de nouveau que le gouvernement royal se conformera en tous points aux décisions des puissances protectrices, s'abstenant d'encourager toute agitation éventuelle dans l'île.

La note termine en exprimant l'espoir qu'après ces explications, le gouvernement impérial reconnaîtra la loyauté de la Grèce envers l'empire et qu'il n'y a pas de raison pour perpétuer des malentendus si funestes aux intérêts des deux pays.

Il y a lieu de croire qu'après ces explications nettes et loyales du gouvernement hellénique, le gouvernement ottoman comprendra qu'il n'est pas de son intérêt de poursuivre une politique agressive et de récriminer vis-à-vis de la Grèce, et que se déclarant satisfait des explications qui lui ont été données, il s'efforcera de maintenir des relations amicales et normales avec le pays voisin, en commençant par réagir contre le boycottage exercé depuis quelques jours sur les navires et les marchandises grecs, qui ne peut que nuire aux intérêts des deux pays.

#### *La note des puissances à la Turquie.*

La note collective des puissances protectrices, remise à la Porte, exprime le regret que la Turquie se soit adressée directement à la Grèce au sujet de la Crète.

En ce qui touche la partie de la communication turque à la Grèce relative à la Macédoine, la note rappelle que les affaires de Macédoine sont d'intérêt européen ; elle insiste donc pour que le gouvernement ottoman n'en tire pas un prétexte de guerre sans en avoir rendu possible un règlement diplomatique.



## La Turquie, la Grèce et les puissances.

Voici quelques détails sur les notes diplomatiques :

Le grand-vizir Hilmi pacha et ses collègues des affaires étrangères et de l'intérieur, Rifaat bey et Talaat bey, ont rédigé une note aux puissances demandant le règlement immédiat et définitif du statut de la Crète.

Cette note aux puissances et la note à la Grèce prenant acte de ses assurances ont été expédiées cette nuit.

La note aux puissances les remercie pour la prompte solution à l'incident de Crète et la sauvegarde des droits souverains du sultan sur l'île ; le gouvernement ottoman prie les puissances d'entrer en négociation pour la fixation du régime politique futur de la Crète et expose que, tant que la situation en sera pas nettement définie, la Turquie pourrait appréhender des troubles intérieurs, que dans l'intérêt du développement futur de l'île il est nécessaire d'éviter.

Les ambassadeurs ont rendu visite hier à Hilmi pacha et Rifaat bey et les ont félicités de l'acceptation de la réponse de la Grèce.

Au cours de l'entretien des ambassadeurs des puissances protectrices avec le ministre des affaires étrangères, on a échangé des réflexions sur la situation de la Crète. Rifaat bey en a pris texte pour dire de vive voix aux ambassadeurs ce que formule la note aux quatre puissances, à savoir que la question crétoise ne peut rester ouverte, et que la forme de l'autonomie doit être réglée.

L'impression des diplomates est cependant que la Porte ne veut rien presser à propos de la Crète. De l'avis de certains milieux turcs, la Porte laissera reposer quelque temps l'affaire crétoise, afin de calmer l'opinion publique surexcitée.

---

## AFFAIRES DU MAROC

### Déclarations du gouvernement espagnol.

(Octobre 1909.)

M. Allendesalazar, ministre des affaires étrangères d'Espagne, a fait les déclarations suivantes :

Pendant le séjour du général d'Amade à Casablanca, ses relations avec les chefs des troupes espagnoles s'inspirèrent toujours des principes de cordialité qui animent les cabinets de Paris et de Madrid. De ces senti-

ments, il se montra personnellement pénétré au cours de sa visite à Madrid lorsqu'il revint de sa mission au Maroc.

Au sujet de l'exactitude et de l'opportunité des déclarations qu'on lui attribue maintenant relativement à l'action espagnole dans le Rif, je ne puis rien dire.

Le ministre des affaires étrangères français a annoncé spontanément hier soir à notre ambassadeur, que d'accord avec M. Briand, le ministre de la guerre français demanderait des explications au général d'Amade.

La conduite du gouvernement espagnol est et a été trop claire pour qu'il soit besoin aujourd'hui de rien ajouter à son sujet. Elle est connue des cabinets, car dès le commencement des opérations et depuis, chaque fois que les circonstances l'ont indiqué, nous avons eu soin de bien faire ressortir que l'objectif des armes espagnoles dans le Rif avait trait au châtimement des excès commis par les indigènes, à l'établissement de garanties qui évitassent le retour de pareils faits, et en un mot à la tranquillité et à la pacification du territoire voisin du nôtre.

Ces déclarations ont été si catégoriques qu'on ne saurait nous rendre responsables des bruits arbitraires mis en circulation.

Un jour, des imaginations mal informées affirment que nous finirons par marcher sur Taza ; un autre jour, se basant sur le fait que l'Espagne est investie, à Tétouan et à Larache, d'un mandat à elle confié par l'Europe, mandat analogue à celui que la France reçut pour Mazagan, Safi, Rabat et Mogador, et à celui que ces deux puissances ont reçu en commun pour Casablanca et Tanger, un autre jour, dis-je, on affirme que faisant traverser le Rif et le Djebala par les 40.000 hommes qui évoluent aux environs de Melilla, nous allons occuper les villes de Tétouan et de Larache, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas à cela les puissants motifs qui seraient nécessaires pour justifier une telle façon de protéger les intérêts dont nous avons été chargés et d'assurer la tranquillité.

Quant aux dommages que notre action pourrait causer aux marchés de la frontière algérienne, s'il est vrai qu'il s'est exprimé comme on dit, le général d'Amade est allé bien loin dans ses déductions. C'est avec des plaintes analogues que le commerce de Melilla a accueilli l'établissement de la France à Oujda et sur la rive droite de la Moulouya, et cependant le gouvernement espagnol, fidèle aux pactes, s'abstint de susciter aucune difficulté.

Le cabinet de Paris, comme d'ailleurs l'opinion sensée de tous les pays, a pleine confiance dans la droiture des desseins du gouvernement espagnol et sait que celui-ci, pour soutenir ses droits, n'a assurément pas besoin d'empiéter sur ceux des autres.

---

### Déclarations de M. Pichon.

(Octobre 1909.)

Le *New-York Herald* publie les déclarations suivantes que M. Pichon a faites à un de ses collaborateurs au sujet de l'interview du général d'Amade :

Le général Brun, ministre de la guerre, a demandé immédiatement au général d'Amade, qui est en congé à Montauban, si les paroles qui lui sont attribuées sont exactes. Dans l'affirmative, il sera puni sévèrement. Il est inadmissible qu'un général, quels que soient sa valeur et ses services, puisse intervenir dans la politique par des déclarations ou des articles dans la presse. A cet égard, le gouvernement est unanime ; mais je préfère encore espérer un démenti ou au moins une rectification de ces déclarations, qui d'ailleurs ne sont pas conformes à la réalité des faits.

L'Espagne poursuit au Maroc — et ce n'est pas la première fois que depuis des siècles elle y a rencontré de sérieuses difficultés — une action qu'elle a entreprise à ses risques et périls dans une sphère définie par les traités et dont elle n'est nullement sortie, au cours des opérations engagées jusqu'à présent.

Elle nous a donné, comme aux autres puissances, des assurances formelles concernant son intention de respecter toutes les clauses du traité d'Algésiras et l'ambassadeur d'Espagne me les a renouvelées aujourd'hui. Nous n'avons aucune raison de douter de la loyauté de sa parole. Elle a envoyé dans le Rif des forces beaucoup plus considérables que nous n'avons eu à en employer dans la Châouïa, mais les opérations dans cette vaste région montagneuse sont d'une nature très différente de celles que nous avons à poursuivre ailleurs. A d'autres époques déjà, l'Espagne a été obligée de débarquer des forces tout aussi nombreuses sur la côte du Maroc pour assurer sa défense. Pendant sa campagne marocaine de 1859, elle y envoya plus de 40.000 hommes. Je le répète : c'est son affaire et nous n'avons pas à nous mêler de la façon dont il lui convient d'imposer et de défendre ses droits dans les parties du pays où ils sont exercés.

Quant à nos propres droits, ils sont déterminés par des traités très précis, notamment par les accords franco-espagnols de 1904 et 1905 qui assurent précisément à notre sphère d'influence des débouchés vers l'Atlantique à l'égard desquels les alarmes manifestées me semblent sans objet.

L'Espagne n'ira pas à Taza, car nous n'avons aucune raison de croire que, contrairement à ses déclarations, elle nourrit des projets de conquêtes, dans la réalisation desquels elle se heurterait, à l'intérieur comme au dehors, à de multiples obstacles.

Ceci suffit pour vous dire quelle importance il convient d'attacher aux insinuations de certains journaux, — car que n'imprime-t-on pas aujourd'hui ? — d'après lesquelles l'Espagne recevrait, dit-on, des encouragements de l'étranger dans le sens d'une action plus agressive. On peut dire que c'est le contraire qui est vrai, si tant est qu'elle ait besoin de conseils. Mais je crois sincèrement qu'elle n'en aura pas besoin.

---

## ALLEMAGNE — AUTRICHE

### L'anniversaire de l'alliance austro-allemande.

(Octobre 1909.)

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* célèbre dans un éloge officiel le trentième anniversaire de la conclusion de l'alliance austro-allemande :

« L'alliance, écrit l'organe de la chancellerie, a durant trente ans, témoigné de son efficacité, et pendant ces trente ans, élargie en Triple par l'entrée de l'Italie dans la combinaison, elle a rendu des services inappréciables à la cause de la paix européenne. Lorsqu'une alliance si étroite entre des grandes puissances dure plus d'un âge d'homme, elle consacre par là même la justesse des prévisions des hommes d'Etat qui en ont été les promoteurs. L'efficacité inaltérée de l'alliance trente ans après sa conclusion est une preuve éloquente qu'elle répond pleinement aux besoins vitaux des peuples qu'elle unit. Malgré les insinuations de nos adversaires, l'alliance à aucune époque n'a servi de manteau à une politique d'agression, portant atteinte aux droits des tierces puissances ; elle est restée au contraire le rempart de paix derrière lequel les puissances coalisées ont pu se consacrer sans être dérangées au développement de leurs intérêts propres. Fidèle à son caractère pacifique, l'alliance n'a pas seulement aidé à l'établissement de relations amicales avec les autres puissances ; elle est devenue le terrain fertile sur lequel se sont nourries les idées pacifiques. C'est ainsi que l'alliance, devenue la Triple après l'entrée de l'Italie dans l'entente, a exercé une influence bien au delà des limites du champ d'action qui lui avait été assigné, et elle a prouvé à plusieurs reprises, pendant les trente années écoulées depuis sa conclusion, sa stabilité et sa grande valeur pour l'Europe. »

Le journal officiel d'Autriche, la *Wiener Abendpost*, consacrait au trentième anniversaire de la Triple-Alliance le passage suivant :

« L'histoire de cette alliance prouve qu'elle est restée fidèle aux intentions qui présidèrent à sa fondation. Son but fut toujours exclusivement défensif, et elle a toujours atteint ce but. L'union de la monarchie autrichienne et de l'empire allemand, complétée plus tard par



l'accès de l'Italie dans l'alliance, a été pendant presque un âge d'homme le ferme soutien de la paix européenne, et en ce sens, un bienfait, non point seulement pour les Etats alliés, mais pour toute l'Europe. Cette alliance ne vit point seulement dans le texte du traité, mais dans l'amitié indestructible des souverains et dans la conscience politique de la population des deux empires. Cette alliance, ainsi que la Triple-Alliance formée avec l'aide de l'Italie, compte aujourd'hui comme autrefois parmi les plus vivants, les plus efficaces, les plus prospères facteurs de la politique européenne. »

## BULGARIE

### Lettres de créance des ministres de Turquie et de France, à Sofia.

(Septembre 1909.)

Le ministre de Turquie à Sofia, Azim bey, et M. Paléologue, ministre de France, ont remis le 22 septembre leurs lettres de créance. Voici les passages saillants des discours prononcés à cette occasion.

Azim bey a dit :

« Les intérêts politiques et économiques de l'empire ottoman et du royaume concordent sur bien des points. Mes instructions me prescrivent de vouer tous mes efforts au développement constant de ces intérêts et j'ai pour guide le désir manifesté tant par S. M. l'empereur des Ottomans que par son gouvernement, qui ont à cœur d'asseoir les relations des deux pays sur une base de mutuelle confiance et de parfaite concorde. »

Le roi a répondu :

« Il m'est agréable de vous entendre constater l'identité des intérêts politiques et économiques de l'empire ottoman et du royaume de Bulgarie. Je suis convaincu moi-même que nos deux pays n'auront qu'à gagner si leurs relations sont toujours basées sur une mutuelle confiance et une parfaite concorde. Je verrai, ainsi que mon gouvernement, avec le plus vif désir, se resserrer les multiples liens qui unissent la Bulgarie à la Turquie. »

Le ministre de France, M. Paléologue, a dit :

« Votre Majesté sait avec quelle sympathie le gouvernement de la République a accueilli l'acte mémorable par lequel Votre Majesté, réalisant les plus chers vœux de son peuple, a renoué, à travers les siècles, les traditions glorieuses des anciens tsars bulgares. Il y a vu, en effet, le couronnement de l'œuvre auguste entre toutes à laquelle Votre

Majesté a consacré sa vie, œuvre de civilisation, de relèvement et de progrès et qui se résume dans la plus belle renaissance nationale qu'ait enregistrée l'Histoire. Je peux témoigner à Votre Majesté que la France entière s'associe à ces sentiments et qu'elle professe autant d'admiration pour la vaillance du peuple bulgare que pour le génie politique de son souverain. »

Le roi a répondu :

« Je suis profondément touché des aimables paroles avec lesquelles, vous faisant l'interprète du gouvernement de la République, vous appréciez les événements à jamais mémorables accomplis il y a un an. Je vous prie de transmettre au Président de la République et au gouvernement français l'expression de ma chaleureuse gratitude pour la sympathie que la France entière a témoignée dans ces journées historiques au jeune royaume indépendant. Nos cœurs en garderont un souvenir reconnaissant. »

---

## GRÈCE

### L'ouverture de la Chambre hellène.

(11 octobre 1909.)

La Chambre grecque a repris ses séances ; M. Mavromichalis, le nouveau président du conseil, a fait une courte déclaration dont voici le résumé :

« Jamais le gouvernement n'a assumé le pouvoir dans des conditions plus difficiles. A un moment donné, nous avons été menacés par les maux les plus grands et un vent d'anarchie a failli tout emporter. Nous sommes heureux d'avoir pu maintenir l'ordre et ramener le calme dans les esprits. Une gestion défectueuse des affaires publiques, des déceptions douloureuses, d'autres causes diverses ont blessé profondément l'âme populaire et ont créé une situation anormale, exceptionnelle. Mais tout cela appartient au passé. Les désirs et les vœux exprimés de toutes parts coïncident avec les principes que nous avons toujours fermement soutenus. Nous sommes tous inspirés du désir ardent du relèvement du pays par l'amélioration de toutes les branches de la vie publique. On ne s'attend pas certainement à voir des maux qui existent depuis trente ans être guéris dans une trentaine de jours. Nous pouvons faire cet aveu, que la responsabilité du mal dont le pays souffre nous incombe plus ou moins à nous tous, mais en ce moment il nous faut plutôt envisager l'avenir et je fais appel à tous en dehors de toute idée de personne ou de parti, en invoquant votre patriotisme éclairé pour nous aider à mener à bien l'œuvre de réformes que le pays

réclame. Donnons-nous tous la main pour travailler à rehausser le Parlement jusqu'au niveau des besoins, des exigences, des vœux du pays et en faire un organe efficace. C'est cette réforme qui constitue aujourd'hui l'idéal ardent de la Grèce. »

Cet appel à la concorde a été très applaudi.

Le ministre de l'intérieur a exposé ensuite une proposition de modification du règlement de la Chambre, qui a pour but d'éviter les discussions inutiles et de faciliter l'œuvre législative de la Chambre.

Le ministre de la guerre, M. Capathistis, a déclaré que la Grèce veut maintenir son armée en bon état d'organisation, mais ne pense à menacer personne. Le ministre se réserve de présenter ultérieurement des projets relatifs à cette organisation.

Il a déposé séance tenante : 1° le projet concernant le service des princes royaux dans l'armée ; 2° un projet supprimant le commandement général de l'armée ; 3° un projet supprimant le corps d'état-major tel qu'il est constitué actuellement et relatif à la formation d'un service d'état-major analogue à celui qui existe en France.

## Mouvement commercial et maritime du Pirée en 1907. Commerce avec la France.

### I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Le Pirée... Dans le cours de ces dernières années l'importance du port de Pirée a toujours été croissante et son développement a fait des progrès de plus en plus rapides. De quelque côté que l'on se tourne en effet on voit ce mouvement se dessiner, malgré les crises financières, commerciales ou autres, que la Grèce a eu à traverser à des époques diverses.

En 1852, la population du Pirée était de 5.500 habitants environ, elle est aujourd'hui de 75.000, après avoir franchi les étapes suivantes :

1861. . . . .	6.500
1870. . . . .	11.000
1879. . . . .	21.000
1889. . . . .	34.500
1896. . . . .	51.000

Pour ce qui est du mouvement commercial, à défaut de statistiques faisant ressortir d'une façon certaine le progrès des importations et des exportations, le relevé des recettes douanières nous donne des éléments suffisants pour affirmer qu'il est en accroissement à peu près constant.

Voici les chiffres qu'accusent ces recettes :

1900.	. . . . .	18.141.035	drachmes (1)
1901.	. . . . .	18.853.114	—
1902.	. . . . .	18.995.342	—
1903.	. . . . .	19.523.662	—
1904.	. . . . .	20.319.078	—
1905.	. . . . .	21.892.607	—
1906.	. . . . .	26.432.767	—
1907.	. . . . .	26.059.927	—

L'industrie est également des plus florissantes ; la ville du Pirée est pour ainsi dire le siège de la plupart des manufactures et fabriques de Grèce ; on y comptait l'année dernière près de 140 établissements industriels ; aujourd'hui si on en juge par les constructions d'usines nouvelles ce chiffre est certainement dépassé. Il va sans dire que le progrès de cette industrie n'est pas seulement frappant par le nombre toujours croissant de ses fabriques, mais aussi par les capitaux de plus en plus considérables qui y sont engagés et par les améliorations continues qui y sont apportées.

Mais c'est surtout dans la navigation que le Pirée a fait le plus grand pas en avant. Il suffira de jeter un coup d'œil sur les tableaux comparatifs suivants pour s'en convaincre. Ces chiffres ne se rapportent qu'aux navires allant à l'étranger et en venant.

*Nombre de vapeurs et voiliers entrés et sortis.*

1901	. . . . .	4.886
1902	. . . . .	3.931
1903	. . . . .	4.657
1904	. . . . .	4.648
1905	. . . . .	4.716
1906	. . . . .	4.996

*Tonnage des vapeurs et voiliers.*

1901	. . . . .	3.579.808	tonneaux
1902	. . . . .	4.060.303	—
1903	. . . . .	4.935.867	—
1904	. . . . .	4.822.111	—
1905	. . . . .	5.135.335	—
1906	. . . . .	6.432.748	—

Les statistiques relatives à l'année 1907 n'ont pas encore paru, mais

---

(1) La drachme vaut actuellement 0 fr. 95.



d'après les informations que j'ai pu recueillir, les chiffres sont légèrement supérieurs à ceux de 1906.

Le Pirée est, sinon le siège, tout au moins le port d'attache de la plupart des compagnies de navigation grecques. On y comptait l'année dernière une quinzaine de Compagnies de navigation et de 25 à 30 agences maritimes, tant grecques qu'étrangères.

Dix-huit nations sont représentées dans ce port par des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls.

Parmi les journaux locaux qui sont particulièrement bien renseignés sur ce qui concerne le commerce et la navigation du Pirée et auxquels j'emprunte la plupart des chiffres publiés dans ce rapport, à défaut de données officielles, la *Sphera* évaluait en 1907 la valeur des maisons du Pirée à 200,000,000 de francs; celle des usines à 69,000,000 de francs, celle des navires qui ont le Pirée pour port d'attache à 15,000,000 de fr., La *Sphera* ajoutait que les établissements de crédit avaient pour 17,000,000 de comptes courants avec la place du Pirée et pour 6,000,000 de prêts hypothécaires.

D'après les renseignements qui m'ont été fournis dans une des principales banques de la ville, cette situation est depuis lors restée stationnaire avec cependant une légère tendance à la hausse malgré la crise commerciale assez pénible que nous venons de traverser. Il y a lieu cependant de faire des réserves sur le montant de l'évaluation des vapeurs qui ont Le Pirée comme port d'attache. J'estime que le chiffre 15,000,000 donné par le journal précité doit être sensiblement augmenté pour se rapprocher de la réalité.

La suprématie du Pirée est déjà incontestable en Orient et dans le mouvement général des ports des mers méridionales de l'Europe; il vient comme importance aussi après Marseille, Naples et Gènes. Grâce à sa position géographique, non seulement il met en relations l'intérieur de la Grèce avec le reste de l'Europe, mais aussi il se trouve sur la route de tous les ports de la Mer Noire et du Levant; il est de plus en relations directes avec la côte d'Afrique. Grâce à sa proximité avec Athènes, c'est lui qui est le transitaire et le transporteur de tous les produits dont la capitale se fournit en dehors du pays, ou même dans les îles et sur presque tout le littoral grec. C'est au Pirée que la plupart des navires de commerce ou de guerre qui parcourent la mer Méditerranée et la mer Noire viennent se faire réparer et se ravitailler en vivres et en charbon. Ce port est également de plus en plus fréquenté par les navires de guerre étrangers, il est notamment une des stations préférées des escadres russes et anglaises. C'est enfin le port de relâche de tous les étrangers qui se rendent en si grand nombre en Grèce pour y visiter les antiquités.

Tout fait prévoir que la situation si prospère du Pirée dont je viens de donner un simple aperçu, loin de périlcliter, est au contraire appelée à faire ranger ce port en toute première ligne parmi les ports méditerranéens. Cette ascension sera d'autant plus sensible lorsque, dans un

avenir plus ou moins prochain le chemin de fer du Pirée à la frontière, aujourd'hui presque terminé, mettra en communication cette région avec les diverses contrées de l'Europe centrale et le reste du continent.

Le voisinage d'Athènes qui est en bien des points favorable au Pirée lui est aussi de certains côtés nuisibles ; c'est ainsi qu'un grand nombre d'affaires qui pourraient être traitées dans le port, le sont de préférence dans la capitale ; beaucoup de négociants qui auraient intérêt, semble-t-il, à s'installer au Pirée, se contentent d'y avoir un simple bureau ou un correspondant et préfèrent installer leurs magasins à Athènes même. Au point de vue judiciaire, administratif, militaire, etc. Le Pirée est déjà confondu avec sa voisine et il y a des raisons de croire que d'ici peu d'années l'une et l'autre ville n'en feront qu'une seule et que Le Pirée sera considéré comme un des principaux quartiers de la capitale.

Quoi qu'il en soit, grâce à son port, à sa population et à sa situation la ville du Pirée conservera toujours sa prépondérance dans la Méditerranée orientale et qu'elle soit liée ou non à Athènes, son rôle sera toujours de premier ordre dans les questions commerciales, industrielles et maritimes qui intéressent le pays.

Le budget de la ville du Pirée suit naturellement le mouvement de progrès dont je viens de parler. Cependant, malgré les grandes améliorations qui y ont été peu à peu apportées, tant au point de vue des recettes qu'à celui des dépenses, il est loin de répondre à tous les besoins ; il a néanmoins des tendances à s'adapter de plus en plus aux réformes et aux travaux qui sont projetés depuis longtemps par les diverses municipalités qui se sont succédées dans le port. Voici tel qu'il a été voté pour cette année le relevé des recettes et des dépenses municipales.

*Recettes :*

	Drachmes.
Impôts directs . . . . .	90.920
Impôts indirects. . . . .	1.134.800
Revenus des biens communaux . . . . .	281.940
Taxes, droits et amendes . . . . .	126.033
Arriérés . . . . .	134.000
Divers. . . . .	16.500
Emprunt pour le placement de créances antérieures de la commune. . . . .	600.000
TOTAL. . . . .	2.384.193

*Dépenses :*

Instruction élémentaire . . . . .	190.097 »
Personnel . . . . .	34.885 »
Administration . . . . .	30.600 »
Bureau . . . . .	7.820 »
Encaissement . . . . .	10.300 »

Hygiène . . . . .	24.470 »
Travaux publics . . . . .	959.000 50
Obligations légales . . . . .	138.000 »
Dettes et obligations. . . . .	108.488 20
Secours . . . . .	247.535 95
Dépenses des exercices clos. . . . .	610.750 12
Réserves . . . . .	23.246 23
TOTAL. . . . .	2.384.193 »

## II. — TRAVAUX PUBLICS.

L'examen du budget de la ville du Pirée m'amène tout naturellement à parler des travaux publics projetés ou étudiés par la municipalité et la commission du port. Les efforts respectifs de ces deux institutions dans le but d'améliorer la ville et le port sont appréciables et dignes d'être encouragés. Dans les prévisions budgétaires de l'année courante, sous le chapitre travaux publics, une somme de 959.000 drachmes doit être consacrée au pavage des rues, à la canalisation des eaux et à d'autres travaux qui ont tous pour objet l'amélioration et l'entretien des services communaux déjà existants. Malheureusement, la question des eaux, qui est toujours en suspens, mais qui ne tardera pas, je l'espère, à être résolue, est une de celles qui mettent le plus d'entraves à l'exécution des travaux publics projetés, l'entretien et le pavage des rues, le service de l'hygiène publique et privée, de la voirie, la construction d'égouts, l'alimentation des pompes à incendie dont le nombre sera vraisemblablement augmenté dans de notables proportions, tout dépend de la quantité d'eau dont pourra disposer la ville du Pirée dans le projet qui est depuis si longtemps à l'étude. Mais avant tout il y a lieu d'attendre le résultat de la mission confiée, sous les auspices de la Banque Nationale, à un ingénieur autrichien et de connaître les résolutions que prendront le gouvernement et le parlement.

La municipalité du Pirée se trouve donc, pour ainsi dire, dans une période d'attente ; malgré cela, elle n'a pas hésité à entreprendre le pavage des rues soit à l'asphalte, soit au granit et à agrandir le réseau de canalisation des eaux. Une loi votée récemment l'autorise également à construire de nouveaux abattoirs, projet qui n'est pas encore en voie d'exécution, mais qui se réalisera un jour ou l'autre.

Quant aux tramways, ils sont sur le point d'être transformés.

La traction électrique sera substituée à la traction animale et le réseau des communications par ce moyen de transport sera notablement agrandi.

La commission du port, de son côté, dont la mission est de s'occuper exclusivement des travaux d'agrandissement, d'amélioration et d'entretien du port, a entrepris des travaux de très longue haleine ; depuis quelques années elle a construit de nouveaux môles, de nouveaux quais et actuellement elle élargit et pave des quais qui ne suffisaient plus aux

besoins de la navigation. Bien d'autres travaux sont depuis longtemps mis à l'étude ou projetés par elle, et il sera trop long de les énumérer. Je renvoie sur ce point mes lecteurs à la brochure qui a été publiée l'année dernière ou il y a deux ans par M. Ghinis et dont j'ai transmis un exemplaire au Ministère du commerce le 27 février 1908.

Mais, à l'heure présente, l'entreprise la plus considérable qui soit exécutée sous le contrôle de la Commission du port est la construction des bassins de radoub. Ces travaux, commencés en 1889, ont été interrompus à plusieurs reprises et ce n'est que depuis dix-huit mois environ qu'ils ont pu être continués et on compte pouvoir les terminer dans une période de deux années. La construction de deux bassins, dont l'un aura 151 m. 75 de longueur et 8 m. 90 de profondeur et l'autre une longueur de 108 m. 20, une profondeur de 7 m. 90, coûtera environ 5,000,000 de drachmes, y compris le prix du matériel accessoire nécessaire pour la mise en exploitation. Cette entreprise, qui est menée avec grande compétence et une intelligence remarquable, a été confiée à des entrepreneurs étrangers, MM. Petitmermet et Raspini, et est dirigée en partie par un Français, M. Guidetti. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir dans le courant de cette année même sur ces travaux de si haute importance qui sont appelés à donner au Pirée un nouvel essor.

Nous venons de voir dans leurs grandes lignes les améliorations matérielles dont a été doté le port du Pirée et celles nombreuses qui doivent être mises tôt ou tard à exécution. J'ose espérer que l'ardeur des hommes éminents qui dirigent les institutions chargées des gros intérêts municipaux et maritimes du Pirée ne se relâchera pas et que l'année prochaine et les années suivantes nous aurons à constater les résultats favorables de leur intervention et à relever de nouveaux progrès.

### III. — MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES PROJETÉES DANS L'INTÉRÊT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA NAVIGATION.

Mais en dehors des améliorations matérielles dont il vient d'être question, il en est de morales qu'il est également intéressant de signaler dans cet exposé comme ayant été accomplies ou comme étant encore soumises à l'examen des institutions compétentes : Ministère de la marine et plus spécialement la capitainerie de port et la Chambre de commerce du Pirée.

Dès son arrivée au pouvoir, le ministre actuel de la marine, qui est un des représentants les plus autorisés de cette phalange remarquable d'armateurs grecs qui ont, en quelques années, su reconstituer et placer au premier rang la marine marchande hellénique, s'est empressé d'instituer auprès de lui une commission chargée tout spécialement d'étudier les perfectionnements à apporter à la marine marchande ; la commission s'est mise aussitôt à l'œuvre. En premier lieu elle s'est occupée et elle s'occupe encore d'ailleurs de la régularisation en quelque sorte



de la concurrence désastreuse que se font entre elles les diverses compagnies de navigation grecques sur le littoral de leur propre pays. Il sera intéressant de voir comment cette question, qui est des plus délicate à solutionner, sera résolue ; on parle beaucoup d'imposer à chacune des compagnies précitées un tarif légal et de les obliger même à suivre un itinéraire fixé d'avance pour une période déterminée ; mais ce projet rencontre de nombreux adversaires ; certains de ces derniers croient que la solution de cette question ne peut se trouver que dans l'entente spontanée et libre des divers intéressés comme cela s'est fait, sur un terrain beaucoup plus vaste dans d'autres pays ; ils préconisent dans cet ordre d'idées la transformation de plusieurs groupes de compagnies ou d'armateurs qui, d'un commun accord, se partageraient la navigation des côtes grecques et se reconnaîtraient pour ainsi dire mutuellement le monopole de cette navigation.

La commission aura sans doute également pour mission d'étudier les transformations à apporter aux lois de la marine marchande déjà existantes et qui sont trop anciennes, de proposer et de soumettre des projets de loi nouveaux intéressant le commerce maritime et la navigation. Nous aurons d'ailleurs occasion de revenir sur ses travaux.

En dehors de l'appui tout spécial que prête à la marine marchande le ministre de la marine, les armateurs et les capitaines se sont mis eux-mêmes en mesure de défendre en commun leurs propres intérêts. C'est ainsi qu'ils sont parvenus tout récemment à fonder une compagnie d'assurances mutuelles ; cette société vient à peine de naître et on ne peut encore se prononcer sur les résultats qu'elle donnera ; mais il n'en est pas moins vrai que sa création démontre de la part de ses auteurs un effort remarquable en vue de soustraire la marine hellénique aux exigences, parfois très lourdes, des compagnies étrangères auxquelles elle était jusqu'ici obligée de se soumettre.

Ce résultat a été obtenu grâce, en partie, au concours qu'a bien voulu prêter aux armateurs grecs la chambre de commerce du Pirée, institution dernièrement fondée et qui semble disposée à aller de l'avant et à faire prévaloir ses vues, aussi bien dans l'intérêt de la navigation que dans celui du commerce et de l'industrie. Si jusqu'à ce jour elle n'a pu donner des preuves palpables de son intervention, en raison même de son existence trop récente, il est à présumer que nous aurons dans le courant de l'année prochaine, à enregistrer bien des améliorations apportées par elle dans la législation commerciale et maritime du Royaume. C'est ainsi qu'elle s'occupe de la façon la plus active de la création d'un tribunal d'arbitrage maritime et commercial au Pirée ; un projet de loi dressé sous sa direction sera soumis à cet effet aux ministères compétents et il est à souhaiter qu'il soit approuvé par le Parlement. Cette innovation qui honore grandement la chambre de commerce, comblera une lacune regrettable qui existe dans les lois du pays et rendra les plus grands services au commerce et à la navigation.

Je crois qu'il est également dans les attributions de la chambre de commerce de s'occuper de la réglementation de la police du port ; dans

tous les cas si sa compétence ne s'étend pas jusque-là, il est probable que les avis qu'elle pourrait donner à ce sujet seront pris en très grande considération ; il serait en effet désirable à tous points de vue, que le port du Pirée, dont l'importance n'est plus à démontrer, soit doté d'une réglementation spéciale, comme cela se produit dans la plupart des grands ports du monde ; la collaboration du capitaine du port, de la chambre de commerce, du Ministère de la Marine et de personnalités compétentes en la matière en vue d'établir cette réglementation donnerait, je crois, les meilleurs résultats. La solution de cette question intéresse non seulement la marine hellénique, mais aussi à un très haut degré les compagnies de navigation étrangères qui envoient leurs navires au Pirée.

Enfin la chambre de commerce me paraît toute désignée pour établir les statistiques commerciales, maritimes et industrielles qui font totalement défaut et qui sont cependant indispensables pour se rendre un compte exact des mouvements divers qui peuvent se produire aussi bien dans le commerce et l'industrie que dans la navigation. Ces statistiques serviraient dans tous les cas à établir d'une façon indéniable les progrès réalisés par le port du Pirée et les résultats de plus en plus satisfaisants obtenus par ceux qui ont la mission de défendre ses intérêts.

#### IV. — COMMERCE.

##### *Importation.*

Ne pouvant obtenir de statistiques officielles du commerce du port du Pirée j'ai dû recourir, pour combler cette lacune, à celles établies par la Commission financière internationale qui a sous son contrôle les opérations effectuées par la douane.

Le tableau suivant indiquera les quantités et la valeur des produits, soumis à des droits de douane, importés pendant les années 1906 et 1907, ainsi que les pays de provenance de ces produits.

Il y a lieu de joindre à ce tableau les chiffres des entrées de houille qui n'y figurent pas.

##### *Année 1906.*

Angleterre . . . . .	304.737 tonnes.
Héraclée . . . . .	2.237 —
Allemagne . . . . .	28.220 —
TOTAL . . . . .	335.194 —

##### *Année 1907.*

Angleterre . . . . .	346.888 tonnes.
Héraclée . . . . .	1.570 —
Allemagne . . . . .	4.371 —
TOTAL . . . . .	352.829 —

Quant aux matières premières et aux articles nécessaires à l'industrie agricole et à l'agriculture qui ne sont pas davantage portées sur le tableau ci-dessus, en raison de l'exemption de droits dont elles profitent, et qui font l'objet d'une des principales importations du Pirée, il est difficile d'être exactement fixé sur la valeur de leurs entrées, mais en prenant pour base le chiffre total de leurs importations en Grèce pendant les années 1906 et 1907 et en évaluant à 50 o/o la part qui revient au port du Pirée, nous obtenons les chiffres suivants :

TABLEAU (PARTIEL) DES IMPORTATIONS DE LA DOUANE DU PIRÉE

Nomenclature des marchandises importées	Classe tarif	Provenances				
		Allemagne	Autriche	France	G <sup>de</sup> -Bretagne	Russie
1. Buffles, bœufs, va- ches . . . . .	b' d'	»	»	»	»	55 835
2. Moutons et chèvres de tout âge . . .	I	»	»	»	47	3 9.865
3. Morue . . . . .	I 3	31.951	»	891.903	401.675	»
4. Poissons salés ou en saumure . . . . .	II a'	»	1.706	39	514	5.235 1.556
5. Harengs . . . . .	II b'	933	»	3.820	367.526	»
6. Poissons dits d'Enos	12 a'	459	216	4.086	18.372	648 7
7. Froment et méteil en grains . . . . .	19	»	56.925	5.447	»	» 78.781.101
8. Autres céréales en grains . . . . .	20 a'	»	16.178	»	»	» 4.691.626
9. Légumineuses de toute sorte . . . .	26	1.477	329.100	536	2.776	1.445 252.115
10. Riz . . . . .	23 a'	246.623	376.013	31.565	97.352	1.133.021 »
11. Café . . . . .	33	5.750	421.462	217.898	28.158	53.585 »
12. Bois de construction.	50 a b	53 54	20.736 537	103 675	70 589	» 7.062 911
13. Sucre . . . . .	136-137	»	3.524.857	»	»	»
14. Peaux ouvrées . .	111-4	11.084	17.348	34.159	744	22 219
15. Fils de coton écus.	152-5	4.808	6.067	12	89.763	17.007 »
16. Fils à coudre. . .	156 a b'	3.330	2.391	4.499	75.179	1.155 »
17. Tissus écus non dé- nommés . . . . .	157	1.126	275	15	97.645	2.869 »



Nomenclature des marchandises importées	Classe tarif	Provenances				
		Allemagne	Autriche	France	G <sup>d</sup> e-Bretagne	Russie
18. Tissus blanchis non dénommés . . . .	158	3.532	4.588	2.701	152.134	8.820 »
19. Tissus composés de fils teints . . . .	159-162	76.030	41.588	39.404	298.212	39.273 28
20. Velours, jarretières, rubans de coton .	162 <i>ab</i>	21.456	14.934	12.997	33.912	18.273 49
21. Tissus de laine . .	184 <i>ad</i>	13.926	9.980	10.056	30.228	245 »
22. Tissus de laine sen- sibles à ceux de la classe 184 . .	185 <i>av</i>	65.788	21.156	18.126	168.645	623 »
23. Dentelles . . . .	190	88 285	72 390	664 235	79 370	8 300 »
24. Broderies . . . .	191	110 305	93 287	453 300	9 050	46 60 »
25. Velours et peluches.	193	78 315	44 395	137 255	2 155	4 150 »
26. Tissus de soie . .	194	78 240	132 173	552 170	40 280	30 165 »
27. Tissus de soie non dénommés . . . .	195	568 236	231	1.166 150	62 255	324 125 »
28. Porcelaines . . . .	227-8	12.244	2.842	1.917	590	68 28.375
29. Verreries en dehors de la classe 230. .	231-34	134.344	127.633	71.685	9.581	4.831 7
30. Machines et outils.	252-57	941.192	59.985	144.312	323.858	81.398 »
31. Ouvrages en fer simple . . . . .	241-51	1.721.730	89.011	303.720	594.370	8.271 16.968
32. Papier . . . . .	299-303	530.428	660.827	45.307	24.023	20.934 »
33. Carton . . . . .	304 <i>ab</i>	171.239	258.458	8.409	21.890	1.192 »
34. Soufre . . . . .	61 <i>a</i>	»	»	»	»	1.238.901 »

TABLEAU (PARTIEL) DES IMPORTATIONS DE LA DOUANE DU PIRÉE (Suite).

Nomenclature des marchandises importées	Classe tarif	Provenances				
		Turquie	Roumanie	Bulgarie	Belgique	Hollande
						Pays divers
1. Buffles, bœufs, vaches .	b' d'	1.475	»	341	»	176
2. Moutons et chèvres de tout âge. . . . .	1	49.057	»	38.695	»	80
3. Morue . . . . .	13	»	»	»	»	27.897
4. Poissons salés ou en saumure. . . . .	11 a'	293.095	»	742	»	315.768
5. Harengs . . . . .	11 b'	1.263	»	»	3.226	»
6. Poissons dits d'Enos . .	12 a'	103	»	»	268	401
						Amérique
7. Froment et méteil en grains . . . . .	19	611.676	37.053	11.920.284	»	16.945.731
8. Autres céréales en grains	20 a'	310.860	2.536	1.545.153	»	80.793
9. Légumineuses de toute sorte. . . . .	26	176.624	12.836	552.477	»	216.942
10. Riz. . . . .	23 a'	»	»	»	»	290
11. Café . . . . .	33	676	»	»	518.813	20.108
12. Bois de construction. .	50 a b	1.116 323	9.810 372	»	5.736	73.161
13. Sucre . . . . .	136-137	»	»	»	»	5.246 698
14. Peaux ouvrées. . . . .	111-4	45	»	»	»	1.142
15. Fils de coton écrus. . .	152-5	»	»	»	»	61
16. Fils à coudre. . . . .	156 a b	18	»	»	713	»
17. Tissus écrus non dé- nommés. . . . .	57	25	»	»	»	24
					542	

Nomenclature des marchandises importées	Classe tarif	Provenances				
		Allemagne	Autriche	France	G <sup>de</sup> -Bretagne	Italie      Russie
18. Tissus blanchis non dé- nommés. . . . .	158	28	»	»	»	135
19. Tissus composés de fils teints. . . . .	159-162	204	»	»	9.230	3.124
20. Velours, jarretières, ru- bans de coton . . . .	162 <i>a b'</i>	86	»	»	306	699
21. Tissus de laine . . . .	184 <i>a d</i>	207	»	»	520	77
22. Tissus de laine sembla- bles à ceux de la classe 184 . . . . .	185 <i>a v</i>	544	»	»	1.053	959
23. Dentelles. . . . .	190	53 300	»	»	»	16 120
24. Broderies. . . . .	191	0 225	»	»	»	160 235
25. Velours et peluches. . .	193	0 300	»	»	»	24 130
26. Tissus de soie . . . .	194	3 190	»	»	»	34 210
27. Tissus de soie non dé- nommés. . . . .	195	8 300	»	»	»	28 160
28. Porcelaines. . . . .	227-8	196	»	»	33	115
29. Verreries en dehors de la classe 230. . . . .	231-34	4.723	»	»	20	1.072
30. Machines et outils . . .	252-57	14.607	»	»	72.168	63.115
31. Ouvrages en fer simple.	241-51	2.527	»	»	87.586	30.870
32. Papier . . . . .	299-303	449	»	»	5.165	1.599
33. Carton . . . . .	303 <i>a b</i>	87	»	»	316	1.018
34. Soufre . . . . .	61 <i>a'</i>	»	»	7	»	»

TABLEAU (PARTIEL) DES IMPORTATIONS DE LA DOUANE DU PIRÉE (Suite).

Nomenclature des marchandises importées	Classe tarif	Total en 1907		Total en 1906	
		Pièces ou ocques	Évaluation	Pièces ou ocques	Évaluation
1. Buffles, bœufs, vaches. .	b' d'	2.282	596.458	2.175	590.490
2. Moutons et chèvres de tout âge . . . . .	1	97.667	1.050.044	105.700	1.111.128
3. Morue . . . . .	13	1.353.428	676.714	1.184.706	592.223
4. Poissons salés ou en sau- mure. . . . .	11 a'	618.388	1.545.970	»	»
5. Harengs. . . . .	11 b'	376.768	941.920	840.560	2.101.400
6. Poissons dits d'Enos . .	12 a'	28.306	98.071	»	»
7. Froment et métal en grains . . . . .	19	108.439.074	27.102.040	109.031.706	27.257.826 50
8. Autres céréales en grains	20 a'	6.783.318	1.153.164	8.645.461	1.469.728 40
9. Légumineuses de toute sorte. . . . .	26	1.332.219	399.665 70	1.200.983	360.294 90
10. Riz. . . . .	23 a'	2.423.495	1.100.572 75	2.385.677	1.073.554 65
11. Café. . . . .	33	806.426	1.774.137 20	795.947	1.651.093 40
12. Bois de construction . .	50 a b	44.200 847	3.934.599	40.696 199	3.662.657 90
13. Sucre . . . . .	136-137	3.524.857	1.586.185 65	3.271.146	1.472.005
14. Peaux ouvrées . . . . .	111-4	64.735	734.432	68.737	746.531
15. Fils de coton écrus. . .	152-5	117.718	240.665	166.849	340.024
16. Fils à coudre . . . . .	156 a b	87.285	231.305	77.135	204.407
17. Tissus écrus non dénom- més . . . . .	157	102.659	251.515	124.760	305.662



Nomenclature des marchandises importées	Classe tarif	Total en 1907		Total en 1906	
		Pièces ou ocques	Évaluation	Pièces ou ocques	Évaluation
18. Tissus blanchis non dénom- més . . . . .	158	172.440	771.153	188.258	852.809
19. Tissus composés de fils teints . . . . .	159-162	520.398	3.336.006	456.872	2.437.103
20. Velours, jarretières, rubans de coton. . . . .	162 <i>a b'</i> 184 <i>a d</i>	103.257 71.445	689.131 804.779	94.771 72.692	867.154 819.874
21. Tissus de laine. . . . .	185 <i>a v</i>	286.979	2.089.018	209.215	1.213.447
22. Tissus de laine semblables à ceux de la classe 184. . .	190	987	274.500	874 210	254.955
23. Dentelles. . . . .	191	875 472	132.650	739 215	112.200
24. Broderies. . . . .	193	294 660	19.045	616 393	40.185
25. Velours et peluches. . . .	194	870 150	43.545	1.310 172	65.500
26. Tissus de soie . . . . .					
27. Tissus de soie non dénom- més . . . . .	195	2.392 226	83.685	1.614 072	56.490
28. Porcelaines. . . . .	227-8	20.389	106.480	23.736	118.256
29. Verreries en dehors de la classe 230. . . . .	231-34	358.485	303.807 20	424.275	359.749
30. Machines et outils . . . .	252-57	1.715.992	1.590.264	1.995.713	1.580.762
31. Ouvrages en fer simple. . .	241-51	2.931.539	2.153.939	3.179.281	2.975.854
32. Papier . . . . .	299-303	1.860.240	1.719.438	1.902.879	1.720.180
33. Carton . . . . .	303 <i>a b</i>	511.138	529.545	544.713	552.646
34. Soufre . . . . .	61 <i>a'</i>	1.238.901	185.835	1.540.689	231.041
			58.249.418 50		51.433.150 85

	Année 1906		Année 1907	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Laines, poils et plumes (ocques) . . . . .	111.423	167.135	55.942	123.068
Œufs (pièces) . . . . .	2.396.851	47.987	4.153.475	122.851
Engrais (ocques) . . . . .	35.726	7.145	142.795	11.698
Œufs de vers à soie (dr.)	41.000	32.800	1.207	8.161
Éponges (ocques). . . . .	9.820	294.615	9.717	567.630
Coton non égrené (ocq.)	170.647	255.970	74.503	11.355
Lin brut et jute —	4.944	»	1.904	2.008
Paille blanche ou de couleur, roseaux en feuilles (pour la fabrication de) (ocq.).	4.004	4.004	19.227	19.227
Légumes verts, arbres fruitiers, houblon (oc.)	7.672	767	46.341	4.602
Cacao naturel ou en fèves (ocques) . . . . .	660	660	18.663	18.663
Graines oléagineuses (o.)	58.899	17.656	27.134	8.155
Graines de lin (ocques).	79.443	31.777	49.292	77.474
Noyaux d'olives et substances oléagineuses propres à l'extraction de l'huile (ocques). .	7.461.963	1.492.392	5.340.556	1.068.114
Bois à brûler (ocques) .	4.260.007	63.900	1.365.168	19.476
Bois de sapin et de pin (mètres cubes). . . .	3.494	300.355	1.554	101.009
Bois ronds en sapin ou pin, avec ou sans écorce (mèt. cubes).	4	260	78	4.290
Bois de chêne (m. c.).	2	240	433	52.020
— de vignobles (oc.)	5.797	3.478	8.994	5.416
— de campêche (oc.)	34.036	3.403	34.221	3.421
— de glands, écorces d'arbres et substances végétales propres à la tannerie (ocques). . .	187.478	217.495	805.023	161.009
Marbres et dalles (ocq.).	603.430	32.206	241.969	13.013
Pierres brutes, plaques d'imprimerie, pierres meulières (ocques). .	625.570	93.835	413.389	49.555
Terre à poterie, chromite, émeri, granit, matières propres à la fabrication du verre (ocques) . . . . .	101.990	15.299	8.893	1.334

	Année 1906		Année 1907	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Chaux (ocques). . . . .	58.474	2.424	267.049	13.324
Soufre brut ou en pou- dre (ocques). . . . .	3.947.538	591.981	4.082.206	612.305
Pierres précieuses, ma- gnésite, sables, chaux hydraulique (ocques)	11.176	782	11.700	819
Ocres (ocques). . . . .	51.005	12.751	21.511	5.771
Minerai de fer, fonte brute (ocques). . . . .	321.371	9.641	355.051	10.651
Fer en barres, plaques (ocques). . . . .	2.417.695	725.308	2.930.631	732.657
Fers en poutres, en cer- cles (ocques). . . . .	78.031	35.114	141.155	49.404
Fers en feuilles non éta- mées (ocques). . . . .	1.112.027	300.247	1.370.776	370.116
Fers en ressorts pour meubles (ocques). . . .	4.180	2.717	4.041	2.627
Fers en feuilles étamées, vernies ou peintes, fer-blanc (ocques). . .	212.704	9.784	58.497	27.138
Fer non ouvré (ocques). .	32.622	9.786	20.590	6.172
Acier en barres, laminé ou en pièces (ocques). .	102.797	82.198	134.954	112.923
Plomb en saumons, en barres, en plaques, en feuilles (ocques). . . .	387.722	207.837	436.092	283.559
Zinc en plaques (ocq.). .	2.768	2.076	4.706	3.528
Cuivre ou alliage de cui- vre en masses, en bar- res, en feuilles (ocq.). .	7.480	17.952	4.706	11.295
Cuivre en plaques ou en feuilles (ocques). . .	5.373	9.403	7.356	12.848
Bronze en feuilles (ocq.) .	20.918	62.755	5.854	17.512
Minerai d'argent (dr.). .	123	18	»	»
Argent en masses, en lingots (dramas). . . .	15	5	2.617	862
Fils télégraphiques en fer ou en acier (ocq.). .	357.696	107.307	546.132	131.531
Fils en cuivre (ocq.). . .	276.927	163.156	82.253	107.103
Fils de toute autre ma- tière métallique autres que fils d'argent et d'or (ocques). . . . .	30.541	13.325	5.611	3.365

	Année 1906		Année 1907	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Fils pour instruments de musique (ocques).	20	31	11	17
Limaille de fer (ocques).	310	77	428	102
Couleurs terreuses ou non, liquides (ocq.).	151.590	530.577	195.011	681.716
Minium (ocques). . . .	17.955	8.977	14.305	10.729
Céruse (ocques). . . .	47.228	25.975	31.212	31.212
Litharge (ocques). . . .	15.598	9.359	14.955	8.983
Sulfate de baryte (ocq.).	19.226	2.307	36.858	6.265
Baryte (ocques). . . . .	8.124	16.249	9.722	20.354
Savon à laver la laine (ocques). . . . .	992	249	15.781	2.494
Potasse (ocques). . . . .	91.757	45.878	77.974	28.985
Soude (ocques). . . . .	85.052	12.758	51.174	34.553
Soude caustique (ocq.).	845.475	208.865	809.090	258.890
Salpêtre (ocques). . . .	421.520	252.852	316.005	159.002
Chlorure de potasse (ocques). . . . .	2.079	414	14.540	3.769
Chlorure de chaux (oc.).	26.402	6.864	34.186	8.546
Sulfure de carbone — .	8.155	2.446	3.943	1.184
Sulfate de fer (ocques).	22	12	734	364
— — — — —	15.390	1.539	754	75
Sulfate de cuivre (oc.).	564.670	282.335	851.545	769.563
Acide nitrique — .	135	54	434	239
Acide phénique commercial (ocques). . .	1.424	997	1.881	868
Acide acétique (ocques).	4.377	1.838	531	271
Feux d'artifice — .	6	36	201	1.205
Courroies de transmission (ocques). . . . .	3.610	28.884	4.901	10.861
Cuirs pour l'intérieur des chapeaux (ocq.).	5.378	16.102	4.271	17.554
Fuseaux et rouets pour ateliers (ocques). . .	18.272	21.927	3.985	4.781
Mout (ocques). . . . .	12.515	3.128	64.228	12.307
Vins en fûts (ocques). .	105.544	63.446	481.590	169.003
Vins non mousseux en bouteilles (ocques). .	5.825	17.926	9.919	30.255
Vins mousseux en bouteilles (ocques). . . .	4.173	27.549	7.701	50.862
Coton égrené de Turquie (ocques). . . . .	442.794	509.098	411.332	473.248



	Année 1906		Année 1907	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Coton égrené d'Amériques (ocques). . . .	308.751	447.688	244.642	430.819
Coton égrené d'Egypte (ocques). . . . .	73.968	122.048	128.241	200.163
Courroies de transmission en coton (ocq.).	1.287	10.042	2.021	14.955
Fils écrus (ocques). . . .	69.932	300.707	82.324	354.042
Feutres (ocques). . . .	3.898	7.796	»	»
Feutres pour chapeaux en forme de cloche et couleur naturelle (ocques). . . . .	3.480	13.920	4.750	19.112
Soie crue ou cuite non ouvrée (ocques). . . .	152	7.800	451	22.600
Fils de chanvre pour cordes (ocques). . . .	102.511	41.004	95.339	42.843
Tissus demi-confectionnés (ocques). . . . .	10	105	70	736
Paniers et corbeilles en osier (ocques). . . .	15.488	9.592	31.923	9.152
Nattes pour bouteilles et conservation de meubles et de marchandises (ocques). . . .	980	392	2.277	908
Cordes de nerfs, filaments et objets (oc.).	2.343	93.740	602	24.080
Briques en terre réfractaire (ocques). . . .	441.985	331.489	146.560	110.919
Verre cassé, poudre de verre (ocques). . . .	83.261	12.489	60.088	9.013
Ardoises, crayons d'ardoises et tableaux noirs en tôle de fer (ocques). . . . .	25.573	20.458	22.261	17.759
Barres poutres (ocq.). .	1.081.109	324.332	47.163	10.375
Instruments et outils agricoles (ocques). . .	27.189	21.751	134.030	79.175
Objets en fer propres à la construction des navires (ocques). . . .	119.532	95.626	86.314	60.972
Pompes aspirantes ou foulantes à incendie (ocques). . . . .	257.136	205.707	89.746	80.909

	Année 1906		Année 1907	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Machines motrices, chaudières (ocques). . . .	450.482	270.289	882.800	706.239
Machines à coudre (p.) .	3.448	127.940	4.788	157.919
Machines de toute autre industrie domestique (pièces) . . . . .	127	10.200	1.924	71.720
Machine à pêcher les éponges et à plonger (pièces). . . . .	26	5.120	79	6.505
Rails et éclisses pour chemin de fer (ocques). .	3.067	1.840	219.889	55.122
Plombs pour stéréotypie, etc. (ocques). . . . .	5.923	17.720	1	3
Clous, pointes et vis en cuivre (ocques). . . .	3.604	9.011	2.774	6.692
Pièces de raccords de machines et tuyaux (ocques) . . . . .	1.611	6.444	87	260
Clous, pointes et vis en zinc (ocques). . . . .	1.842	5.527	1.760	4.839
Instruments de chirurgie (ocques). . . . .	12.391	619.550	1.152	57.675
Pâte de papier (ocq.). .	7.600	3.420	48.359	16.980
Papier d'émeri ou de verre et papier goudronné (ocques). . .	23.347	12.816	23.243	9.291
Caoutchouc et gutta-percha (ocques) . . .	25	262	24	127
Pièces, plaques, rouleaux de caoutchouc et gutta-percha (ocques) . . .	8.187	172.909	8.978	81.305
Vêtements de plongeur (ocques) . . . . .	805	12.075	173	2.670
TOTAUX. . . . .	10.892.867		9.853.092	

Enfin, pour compléter ce travail, nous donnons ci-dessous les chiffres relatifs aux entrées des produits faisant l'objet d'un monopole et ceux relatifs aux colis postaux importés en Grèce. Ces chiffres sont ceux du commerce total du Royaume diminués de 50 o/o et réduits en monnaie française :

Année 1907 Année 1906

(En francs)

Sel . . . . .	1.340.046	1.375.826
Pétrole . . . . .	2.378.021	2.755.356
Allumettes. . . . .	833.319	820.524
Cartes à jouer. . . . .	159.267	151.569
<b>TOTAUX. . . . .</b>	<b>4.700.653</b>	<b>5.103.275</b>

En ce qui concerne les colis postaux, je n'ai pu me procurer les chiffres relatifs à l'année 1907, mais ils seront, croit-on, sensiblement supérieurs à ceux de 1906.

En 1905, il est entré en Grèce, 46,345 colis valant 499,081 fr.

En 1906, — 54,402 — 504,286 fr.

La plus grande partie de ces colis postaux sont importés par le port du Pirée.

Il résulte de toutes ces données que les importations du Pirée se sont accrues d'une valeur approximative de trois millions de francs.

Cette augmentation a surtout porté sur les articles suivants :

Augmentation

			(En fr.)
Bœufs et vaches. . . . .	têtes	113	5.968
Morues . . . . .	ocques	168.722	84.491
Riz . . . . .	—	27.818	27.018
Bois de construction . . . . .	—	3.504.148	271.931
Café . . . . .	—	10.479	123.043
Sucre. . . . .	—	253.711	114.180
Fils à coudre . . . . .	—	10.150	26.998
Tissus composés de fils teints. . . . .	—	63.526	898.903
— de laine. . . . .	—	77.764	875.571
Dentelles. . . . .	—	112.790	19.545
Broderies. . . . .	—	136.257	20.450
Tissus de soie . . . . .	—	778.154	27.195
Machines et outils. . . . .	—	»	9.502
Charbons . . . . .	tonnes	17.635	577.525
Sulfate de cuivre . . . . .	ocques	286.875	487.228
Machines motrices et chaudières . . . . .	—	432.318	435.750
Couleurs terreuses ou non liquides. . . . .	—	43.421	151.139
Coton égrené d'Egypte. . . . .	—	54.273	78.115
Fils écrus . . . . .	—	12.392	53.335
Fils télégraphiques en fer ou en acier . . . . .	—	188.436	17.635
Plomb en saumons, en barres, etc. . . . .	—	48.370	75.722

Les importations du port du Pirée proprement dites, à l'exclusion de celles qui sont destinées à Athènes, consistent principalement en

céréales, charbons, denrées coloniales et alimentaires, bois de construction, matières premières de toutes sortes, machines agricoles, produits utiles à la construction des navires, etc.

*Matières premières et articles employés dans les industries agricoles et dans l'agriculture.*

Les engrais viennent de Turquie et de France.

La poix pour vignobles d'Autriche.

Les instruments et outils agricoles d'Allemagne, d'Angleterre, de France, d'Autriche.

Les machines agricoles d'Angleterre, d'Allemagne, de France, d'Autriche, d'Amérique.

EXPORTATION.

Les produits exportés de Grèce sont surtout des produits agricoles et comme le port du Pirée est assez éloigné des centres de production, le mouvement de ses exportations est loin d'égaliser en importance celui de ses importations. Malheureusement, pas plus que pour l'importation, nous n'avons de chiffres précis ni de statistiques nous permettant d'établir d'une façon exacte la situation qu'occupe actuellement le port du Pirée dans le mouvement des exportations. Nous nous contenterons donc de passer en revue les produits qui sortent de Grèce et nous nous efforcerons de combler cette lacune autant que possible en donnant des chiffres approximatifs ; leur énumération et la comparaison du chiffre d'affaires auxquels ils ont donné lieu cette année et les années précédentes permettront d'avoir au moins une idée du rôle que joue le port du Pirée dans ces opérations.

Nous tiendrons compte également dans cette appréciation de la situation des divers centres de production du Royaume et de la part que doivent prendre dans les exportations de leurs produits les ports les plus voisins de ces centres.

*Animaux vivants.* — Parmi les animaux vivants qui sont exportés de Grèce, on trouve au premier rang les porcs qui sont presque exclusivement dirigés en Angleterre et à Malte ; ils sont en grande partie embarqués au Pirée, soit qu'ils soient transbordés d'autres bateaux venant des îles, soient qu'ils soient transportés de l'intérieur du Péloponèse ou de la Grèce continentale par chemins de fer.

On peut évaluer à 3,880 têtes d'une valeur de 19,400 francs, le nombre de porcs exportés par le Pirée en 1907 ; en 1906, ce chiffre était de 4.780 valant 23,900 francs.



*Produits et dépouilles d'animaux.*

	Année 1907		Année 1906	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
	(Ocques)	(Francs)	(Ocques)	(Francs)
Fromage . . . . .	157.450	346.390	176.526	388.357
Cocons . . . . .	70.975	120.657	63.114	108.293
Soie dévidée . . . . .	9.517	61.860	8.184	53.196
Soies crues ou cuites non ouvrées . . . . .	11.226	39.291	1.005	3.517
Miel . . . . .	1.200	2.280	1.697	3.224
Peaux brutes fraîches ou sèches. . . . .	314.389	785.972	328.140	820.350
Laines . . . . .	52.152	130.380	28.584	71.460
Os d'animaux . . . . .	195.795	39.159	74.940	14.988
Autres produits et dépouilles	13.864	13.864	120.119	120.119

Les fromages sont surtout exportés dans les pays où émigrent les Grecs, aux Etats-Unis, en Turquie, en Egypte et en Italie.

Cet article est fabriqué un peu partout en Grèce, mais surtout en Thessalie et dans quelques îles d'où il est apporté au Pirée par les nombreux bateaux qui mettent Volo et les îles en communication avec Le Pirée.

Les cocons vont surtout en Italie et en France; quand ils ne sont pas exportés par Calamata, qui est le port le plus important de la région où cette culture se pratique, ils sont expédiés par Le Pirée. Il en est de même, d'ailleurs, pour les soies dévidées et les soies crues ou cuites non ouvrées.

Le miel, dont la meilleure qualité est récoltée dans la province de l'Attique, est exporté en Angleterre, en Turquie, en France et en Egypte.

Les peaux brutes fraîches ou séchées qui sont en grande partie vendues dans les environs du Pirée ou d'Athènes, sont très demandées par l'Autriche, l'Allemagne, très peu par la France et les autres pays.

Les laines vont surtout via Pirée en Italie et en France.

Les autres produits et dépouilles d'animaux sont principalement exportés en Italie.

*Produits de la pêche.*

	Année 1907		Année 1906	
	Ocques	Francs	Ocques	Francs
Eponges . . . . .	23.166	57.915	22.452	56.130
Poissons préparés . . . .	3.006	4.514	912	1.368

Les éponges sont expédiées, par ordre d'importance, en Angleterre, en Autriche, en Italie, en France, aux Etats-Unis, en Belgique, en Turquie.

Les poissons préparés sont surtout destinés aux colonies grecques de Turquie, de Trieste, d'Egypte et des Etats-Unis.

La plus grande partie de ces produits sont embarqués au Pirée.

*Produits agricoles et raisins de Corinthe.*

Une place à part doit être faite aux raisins de Corinthe ; ces derniers sont surtout expédiés en Angleterre, aux Etats-Unis, en Hollande, en Allemagne et en France, mais ils ne prennent pas la voie du Pirée ; Patras et dans de moindres proportions Calamata sont les principaux ports d'embarquement de ce produit ; les petits ports de la côte du Péloponèse en expédient également une certaine quantité.

Le Pirée exporte surtout les autres produits suivants :

PRODUITS	ANNÉE 1907.		ANNÉE 1906.		PAYS DE DESTINATION
	Quantité (Ocques)	Valeur (Francs)	Quantité (Ocques)	Valeur (Francs)	
Citrons . . . . .	1.367.804	273.560	3.215.749	643.149	Angleterre. Turquie. Allemagne.
Figues. . . . .	160.152	2.001.890	152.121	1.901.512	Egypte. Autriche. Turquie.
Tabacs en feuilles de Nauplie et d'Argos. . . . .	635.812	572.210	985.758	862.282	Hollande. Autriche. Egypte. France.
Tabacs en cigarettes . . . . .	2.539.489	4.571.080	2.802.543	5.044.577	Egypte. Autriche. Afrique.
Graines de coton. . . . .	551.727	110.345	192.720	38.544	Angleterre. Allemagne. Autriche, France et Italie.
Légumes en général . . . . .	78.802	19.401	737.159	368.579	Egypte. France. Angleterre.
Pommes de terre . . . . .	12.822	7.052	61.961	34.078	Turquie et Crète.
Blé. . . . .	29.220	8.181	5.838	1.634	Turquie.
Farines . . . . .	21.195	7.418	42.726	14.954	Turquie.
Savons . . . . .	416.167	33.293	342.297	27.383	Allemagne. Autriche. Egypte.

*Huiles et substances oléagineuses.*

Ces produits sont exportés par tous les ports du royaume, principalement par Calamata. Néanmoins le port du Pirée a sa part dans cette exportation dans des proportions que nous évaluons approximativement, comme nous l'avons fait pour les autres produits, à 60 % de l'exportation totale.

Produits	Année 1907		Année 1906		Pays d'exporta- tion
	Quantité (ocques)	Valeur (francs)	Quantité (ocques)	Valeur (francs)	
Huiles d'o- lives . .	3.555.213	3.910.734	7.449.109	8.194.019	{ Autriche. Etats-Unis. France. Angleterre. Egypte. Russie. Allemagne. Turquie. Espagne.
Olives. . .	2.554.074	2.043.259	2.250.917	1.792.733	
Huile de noyaux d'olives . .	1.326.876	530.750	1.101.090	440.436	

*Produits forestiers.*

Parmi les produits forestiers qui sont dirigés sur l'étranger par le port du Pirée, les plus importants sont les suivants :

Produits	Année 1907		Année 1906		Pays d'exporta- tion
	Quantité (ocques)	Valeur (francs)	Quantité (ocques)	Valeur (francs)	
Avélanèdes	82.080	142.819	66.690	118.240	{ Autriche. Allemagne. Italie.



Produits	Année 1907		Année 1906		Pays d'importation
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	
	(Ocques)	(Francs)	(Ocques)	(Francs)	
Poix et résine. . .	1.173.141	234.628	1.082.576	216.515	Autriche. Allemagne. Italie. Hollande. Roumanie.
Térébenthine	334.103	167.051	264.105	132.052	Autriche. Allemagne.
Bois à brûler.	73.200	2.928	13.800	552	Turquie. Malte.

### Minéraux et métaux bruts.

A part les marbres du Pentélique, les minéraux et métaux bruts sont directement exportés à l'étranger par le Laurium et les autres ports secondaires de la côte orientale de Grèce, de l'île d'Eubée et de quelques îles des Cyclades, qui sont les plus voisins des mines en exploitation.

En 1907, les marbres exportés par ce port ont atteint le chiffre de 3,000 mètres cubes environ, valant 435.000 francs ; en 1906, cette exportation n'avait été que de 600 mètres cubes environ, valant 87.000 francs. Ces marbres sont principalement exportés à Londres, New-York, Hambourg et Anvers.

*Produits chimiques.* — Les savons ordinaires sont à peu près les seuls produits chimiques qui donnent lieu à une certaine exportation.

Année 1907		Année 1906		Pays de destination
Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	
(Ocques)	(Francs)	(Ocques)	(Francs)	
134.886	121.397	91.915	82.723	Egypte, Turquie.

*Vins, liqueurs et boissons alcooliques.* — Le port du Pirée exporte peu de vins ; cette exportation ayant plutôt lieu par Patras, Calamata et quelques ports de Péloponnèse et des îles. Mais il en est autrement pour l'alcool et les cognacs, dont la fabrication se fait en grande partie dans les nombreuses distilleries qui avoisinent la capitale et le port.

Produits	Année 1907		Année 1906		Pays de destination
	Quantité — (Ocques)	Valeur — (Francs)	Quantité — (Ocques)	Valeur — (Francs)	
Alcool. . .	323.074	646.168	242.900	485.800	{ Egypte. Turquie.
Cognac . .	328.728	986.184	251.685	755.048	

*Tableau récapitulatif des principales exportations du Pirée.*

Produits	Année 1907	
	Quantité —	Valeur —
Animaux vivants . . . . . tête	3.800	19.400
Produits et dépouilles d'ani- maux . . . . . ocques	756.568	1.239.873
Produits de la pêche. . . . . —	26.173	62.429
Produits agricoles. . . . . —	20.196.666	10.601.115
Huiles et substances oléagi- neuses . . . . . —	7.436.163	6.484.743
Produits forestiers. . . . . —	1.662.524	547.426
Minerais et métaux bruts . . . m. c.	3.000	435.000
Produits chimiques. . . . . ocques	134.886	121.397
Vins et alcools. . . . . —	651.802	1.632.352
Total des valeurs . . . . .		21.143.735

Produits	Année 1906	
	Quantité —	Valeur —
Animaux vivants. . . . . tête	4.780	23.900
Produits et dépouilles d'ani- maux . . . . . ocques	802.309	1.583.504
Produits de la pêche . . . . . —	23.364	57.498
Produits agricoles. . . . . —	8.811.542	9.014.807
Huiles et substances oléagi- neuses . . . . . —	10.791.116	10.427.188
Produits forestiers. . . . . —	1.427.175	467.524
Minerais et métaux bruts . . . m. c.	600	87.000
Produits chimiques . . . . . ocques	91.915	82.723
Vins et alcools . . . . . —	494.586	1.240.858
Total des valeurs. . . . .		26.989.002

Il résulte de ces chiffres que les exportations ont subi en 1907 une baisse assez sensible, évaluée approximativement à un cinquième environ de l'exportation de l'année précédente. Cette diminution doit être surtout attribuée à l'état de certaines récoltes dont la production a été inférieure en 1907 par rapport à 1906 et aussi au fait que le port du Pirée, ainsi que je le disais plus haut, prend une part relativement faible au mouvement d'exportation des raisins de Corinthe et des vins en général.

### *Mouvement dans les Entrepôts.*

Au 31 décembre 1907 il existait dans les entrepôts du Pirée une valeur de 24.360.701 francs de marchandises. Les entrées totales dans ces entrepôts pendant l'année ont été de 50.870.996 francs.

Sur ce chiffre il a été retiré dans le courant de l'année :

Pour la consommation. . . . .	38.549.024	francs
— le pays. . . . .	2.395.873	—
— l'Extérieur. . . . .	8.123.552	—

### *Le Commerce de la France et de ses colonies avec le Pirée.*

Les relations de la France avec ce port ne sont plus actuellement ce qu'elles étaient autrefois et ne sont pas davantage ce qu'elles devraient être, en dépit des changements qui ont été apportés avec le progrès, la multiplication des voies de communication et l'ouverture de débouchés nouveaux à la forme des transactions commerciales et industrielles. Ceci tient surtout à la concurrence sérieuse qui est faite à notre pays par les marchés nouveaux et aussi, il faut bien le dire, aux difficultés que trop de nos compatriotes ont suscitées eux-mêmes jusqu'à ces dernières années, tout au moins, pour se faire écarter et aux sacrifices, parfois très durs, que leur imposent les exigences nouvelles auxquelles est soumise toute participation à la lutte si âpre et si active menée par leurs rivaux.

Les plaintes formulées à ce sujet par nos nationaux sont certainement justifiées en partie, mais si j'en juge par celles qui d'un autre côté me parviennent aussi bien de la part des anciens clients de nos maisons que de celle de nouveaux commerçants établis sur la place du Pirée, j'en conclus qu'il y a certainement moyen de trouver un terrain d'entente entre eux et de diminuer ainsi d'une façon notable les causes de leurs récriminations réciproques.

Pour avoir les éléments de ce problème, il est de toute nécessité de rappeler d'abord la participation prise par la France telle que nous l'avons donnée plus haut, dans les transactions commerciales du port du Pirée et de donner la liste de nos produits susceptibles d'y trouver un débouché nouveau ou plus grand.

## IMPORTATION

En chiffres ronds, sur une importation de 90.000.000 francs, les entrées de produits français au Pirée ont atteint une valeur de 6.600.000 francs environ en 1907.

En 1906, les estimations correspondantes étaient :

Importation générale. . . . .	86.000.000
— française. . . . .	6.200.000

En 1905 :

Importation générale. . . . .	85.000.000
— française. . . . .	6.000.000

La France vient ainsi au sixième rang après la Russie, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et l'Allemagne ; elle est suivie par l'Italie.

Elle exporte principalement en Grèce :

1° Des objets de luxe tels que les tissus de soie ou de laine, des articles de modes, des bibelots et articles de Paris, etc.

2° Des produits pharmaceutiques et chimiques et principalement des fleurs, mousses et feuilles, des racines, écorces, du camphre, des huiles volatiles et fixes, des spécialités pharmaceutiques, des vernis préparés à l'huile, du minium, de la litharge, de la parfumerie, des savons de toilette, des huiles empyreumatiques, les teintures pour les cheveux, etc...

3° Des produits et dépouilles d'animaux, tels que les laines, poils et plumes, le dégras, les œufs de vers à soie, les peaux non ouvrées, séchées ou humides.

4° Des minerais ou métaux ouvrés, tels que les objets d'ornement en fonte, les boulons de fer, les objets de fer galvanisés ou dorés, les coffres-forts, les toiles métalliques, les clous, vis et pointes de toutes sortes, les instruments agricoles, les pompes aspirantes ou foulantes, les machines motrices, les balances, les cadenas, les ressorts pour voitures, les caractères d'imprimerie, les balles et chevrotines, les jouets d'enfants, les objets d'art fin, les objets ciselés, dorés ou émaillés, les objets ornés de matières précieuses.

5° Des produits agricoles tels que l'orge torréfiée, les farines, des conserves alimentaires de légumes, des noix muscades, du thé, du café, du cacao en poudre, des cigares, du crin végétal, etc... ;

6° Des peaux ouvrées, telles que les cuirs pour souliers, les vachettes blanches, les peaux de veau teintées ou non, les peaux de mouton colorées ou non, les vachettes teintées ou vernies, les peaux de chevreaux, les souliers de cuir et pantoufles, les chaussures et pantoufles de laine, de feutre, en soie, les ceinturons d'épée, les objets de cuir divers, les gants de peau, etc... ;



7° Des minéraux et métaux bruts tels que le ciment, les terres de Marseille, les ocres de toute couleur, les eaux minérales, le talc, le plâtre, le minerai de plomb, le plomb en saumons, la limaille de fer, etc... ;

8° Des instruments de musique, de chirurgie et scientifiques ;

9° Des produits de la pêche, parmi lesquels la morue tient le premier rang ; il en est entré au Pirée dans les trois dernières années les quantités suivantes qui ont été transportées sur des paquebots français :

Année 1905. . . . .	582.040	kilog.
— 1906. . . . .	1.008.400	—
— 1907. . . . .	1.437.260	—

Comme on le voit, cette importation est en bonne voie d'augmentation, grâce à la bonne qualité de la marchandise et aussi à la prime accordée par le gouvernement français aux exportateurs.

En dehors de la morue, il est également importé de France une certaine quantité de harengs et de conserves de poissons (sardines et thons) ;

10° D'autres produits tels que les vins, les articles de verrerie et de poterie, des produits typographiques, des huiles, des ouvrages de sparterie et de chapellerie, etc...

Dans les chiffres que j'ai donnés plus haut ne figurent pas ceux qui se rapportent aux colis postaux. Il est néanmoins difficile de ne point parler de ce moyen d'expédition auquel les habitants du pays ont fréquemment recours pour faire venir leurs commandes de France. Ce genre de transport convient en effet très bien à l'envoi d'articles de luxe, généralement légers et peu encombrants et qui, sous un petit volume, représentent souvent une grande valeur ; il en est ainsi pour les articles de Paris, de modes, la lingerie, la mercerie, la parfumerie, etc... Il pourrait également être utilisé pour l'expédition de comestibles frais ou en conserves ; malheureusement, le temps que mettent les colis postaux pour arriver à destination est trop long et est un obstacle sérieux à la vulgarisation de ce mode d'envoi. Il n'est pas rare, en effet, de voir un colis postal mettre 35 jours et même davantage pour le trajet de France en Grèce. Ce retard provient uniquement du long séjour que font ces colis en douane du Pirée pour permettre au personnel trop peu nombreux de cette administration d'y effectuer ses opérations. Il est à souhaiter que des modifications soient apportées à ce service qui prend une extension de plus en plus considérable.

Je préconiserai le système du groupement des colis postaux qui pourraient être ainsi expédiés par connaissance par les maisons intéressées à des agents spéciaux établis dans le pays. Ces agents pourraient être chargés non seulement de répartir les articles envoyés, mais aussi de recueillir et de grouper les commandes effectuées au Pirée. Je suis persuadé que cette façon de procéder contribuerait à augmenter dans de notables proportions et à faciliter le placement d'un grand nombre de nos produits.

Comme nous l'avons vu dans les tableaux concernant le commerce général du port du Pirée, la France se trouve surtout en concurrence pour une foule d'articles dont elle avait autrefois le monopole de la fourniture ou qu'elle pouvait avec avantage écouler sur la place en quantité beaucoup plus considérable, avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Turquie, etc. Ces trois derniers pays ont pour eux l'avantage de leur proximité avec les côtes grecques et il est pour nous assez difficile de lutter contre eux avec un plein succès. Il y a néanmoins certains produits, comme par exemple les denrées coloniales, café, sucre, riz, etc., qui viennent des entrepôts de Trieste et qui pourraient aussi bien prendre la voie de Marseille, si les tarifs de nos chemins de fer et les frets de nos compagnies étaient suffisamment réduits. — Il n'en est pas de même pour l'Angleterre et l'Allemagne qui se trouvent à peu près sur le même pied que nous et qui cependant, grâce à leurs moyens de production, leur activité, leur façon de traiter les affaires et les facilités de transport ou autres qu'ils offrent tant à leurs exportateurs qu'à leurs clients de l'étranger, savent non seulement conserver leurs relations anciennes mais encore les développer et s'en créer de nouvelles.

La concurrence des prix est celle naturellement qui nous fait le plus de tort ; à prix égal ou légèrement supérieur, nos articles sont de beaucoup préférés, mais, si la différence des prix est par trop grande, la clientèle nous abandonne, nous oublie et lorsque nous revenons à elle, même avec des concessions, nous trouvons bien souvent la place occupée et il nous est bien difficile de reprendre notre situation antérieure. C'est ce qui s'est passé ici depuis quelques années et aujourd'hui où nos commerçants et nos industriels commencent à se ressaisir, ils ont beaucoup de peine à s'imposer ; il est à espérer cependant que peu à peu, grâce à leur persistance et à leur énergie, grâce aussi aux sympathies qui généralement existent entre les deux peuples, leurs efforts ne resteront pas sans résultats.

En dehors des prix, il y a lieu de tenir compte des goûts, des besoins et des coutumes des habitants du pays ; à ce point de vue les Allemands excellent et il n'est pas un article, quel qu'il soit, qui ne leur soit demandé sans qu'aussitôt ils s'empressent de donner satisfaction à leurs clients dans le délai le plus bref possible.

On n'ignore pas également que l'ouverture de crédits à longs termes est un des moyens employés par nos concurrents ; ce système offre certainement de grands aléas, mais c'est un des moyens les plus sûrs pour s'acquérir une clientèle nombreuse et fidèle ; à cet égard nos négociants et industriels sont peut-être par trop prudents vis-à-vis surtout des maisons de premier ordre et qui offrent le plus de sécurité. Mais à ce point de vue on ne saurait trop approuver leur prudence et la grande réserve sur laquelle ils se tiennent ; dans cet ordre d'idées il y a, d'ailleurs, des moyens de tout concilier qui sont employés sur la place du Pirée et généralement acceptés par les hommes d'affaires sérieux. Nous aurons occasion de les signaler quand nous parlerons des modes de paiement employés sur le marché du Pirée.

Pour pouvoir amener au Pirée à si bon compte des marchandises dont le prix de revient est, dans la plupart des cas, sensiblement le même dans les pays de fabrication ou de production que chez nous, étant données surtout les distances à parcourir qui sont moindres lorsqu'il s'agit du transport d'articles et de produits français, il est évident que les frais de transport, par voie ferrée et par mer, doivent être inférieurs à ceux que demandent nos compagnies de chemins de fer et de navigation ; il serait désirable que cette anomalie, qui a été signalée tant de fois et qu'on s'attache à faire disparaître, ne soit plus une cause de notre infériorité. — Il est indiscutable que des marchandises destinées au Pirée, même venant de France, et prenant la voie d'Hambourg ou d'Anvers, coûtent moins cher de transport que celles qui sont directement importées de France. Il y a là une réforme qu'il sera intéressant de voir introduire dans nos tarifs d'exportation.

Enfin pour faire valoir et connaître nos produits il y a d'autres moyens dont je vais parler et qui sont employés par nos rivaux avec le plus grand profit : une réclame bien comprise par la voie de la presse, par affiches, par prospectus, clairement rédigés, en grec s'il le faut, par l'envoi d'échantillons dans certains cas, est un des premiers sacrifices que doivent s'imposer de nos jours le commerce et l'industrie ; je pourrais en citer des exemples multiples ; qu'il me suffise de dire que les catalogues de nos grands magasins de Paris, tels que le Bon Marché, le Louvre, le Printemps, etc., sont tellement recherchés ici qu'on se les passe de mains en mains, même à prix d'argent. Cette façon de procéder pourrait être, me semble-il, suivie par un grand nombre de nos maisons dont l'existence n'est révélée que par le Bottin ou le hasard.

Des représentants ou des commis-voyageurs faisant une tournée dans dans le pays une ou deux fois par an, selon les saisons, munis d'échantillons bien choisis, connaissant, sinon la langue du pays, au moins les coutumes et les goûts de ses habitants, seront également les bienvenus et contribueront dans une large part au développement de nos affaires dans ces régions.

Enfin la désignation d'un bon agent capable de tenir au courant ses mandant de toutes les transactions qui se font, des besoins du marché, de la situation commerciale de leurs clients, etc., rendrait les plus grands services à notre commerce et à notre industrie. Je dois dire, d'ailleurs, qu'un grand nombre de nos compatriotes font appel au concours de ces agents et que beaucoup d'entre eux en ont obtenu de grandes satisfactions.

Les langues étrangères dont on se sert le plus dans le commerce au Pirée sont les langues française et anglaise ; leur enseignement est donné dans les nombreuses écoles du Pirée d'une façon très pratique. Pour ce qui concerne le français en particulier, la plus grande émulation règne entre ces divers établissements pour le rendre aussi parfait que possible.

Après trois ou quatre ans d'études, les élèves qui en sortent sont

capables de tenir une comptabilité en français et de rédiger convenablement la correspondance commerciale en notre langue. Cet enseignement est primaire et préparatoire à l'enseignement qui est donné dans nos écoles d'arts et métiers ou de commerce ; il y aurait intérêt à encourager les jeunes gens qui ont dirigé leurs études de ce côté à suivre les cours à Paris ou en province d'une de ces institutions et à leur en faciliter l'entrée ; l'envoi de programmes par l'intermédiaire de ce Vice-Consulat aux écoles qui s'intéressent à l'étude du français pourrait, notamment, faire connaître davantage le but théorique et pratique de notre enseignement dans ces écoles spéciales.

#### EXPORTATION.

Nous achetons en Grèce pour une somme de 7 à 8,000,000 de francs de produits divers, sur une exportation totale de 90,000,000 de francs environ ; nous occupons dans ce moment le quatrième ou cinquième rang, après l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Hollande. Ces transactions se font presque toutes, sauf pour les raisins de Corinthe, par le port du Pirée.

Le port de Calamata, qui a fait l'objet d'un rapport spécial, exporte également chez nous des huiles d'olive et des olives, des cocons, des vins.

Pour les autres articles, on peut évaluer aux chiffres suivants la valeur des exportations effectuées par ce port en France en 1907 :

			Francs
Soie dévidée . . . . .	ocques	9.268	604.420
Soie crue . . . . .	—	7.643	267.405
Œufs de vers à soie . . . .	drachmes	495	742
Peaux brutes . . . . .	ocques	6.450	14.125
Laines . . . . .	—	44.085	8.817
Eponges . . . . .	—	1.052	1.052
Tabac en feuilles de Nauplie .	—	20.093	18.083
Tabacs d'autres provenances .	—	25.342	48.149
Coton égréné . . . . .	—	1.950	8.910
Graines de coton . . . . .	—	24.537	4.907
Soies . . . . .	—	12.000	960
Légumes . . . . .	—	41.844	83.688
Anis . . . . .	—	18.773	37.546
Ouvrages de chanvre . . . .	—	3.942	1.577
Chiffons . . . . .	—	17.127	3.425

#### *Commerce avec nos colonies.*

Les importations de nos colonies d'Afrique consistent principalement en peaux non ouvrées sèches et humides, en poissons salés ou en saumure, en seiches et poulpes secs, en crin végétal. Depuis quelque temps le sel de Tunisie est demandé dans le pays.



## V. — INDUSTRIE.

D'après les renseignements que m'a fournis obligeamment le directeur du journal *Sphaira*, dont j'ai déjà eu occasion de parler, il existait à la fin de 1907 au Pirée les établissements industriels suivants :

13 moulins à vapeur ; 13 chantiers, ateliers de réparation de navires et fabriques de machines ; 7 tissages de laine ; 6 filatures ; 23 fabriques de cognac et de liqueurs ; 9 huileries et savonneries ; 7 distilleries et fabriques de vins ; 5 fabriques de produits chimiques ; 2 lithographies ; 1 Compagnie de Gaz ; 2 usines électriques ; 1 broserie ; 5 fabriques de clous ; 2 verreries ; 2 tanneries ; 2 fabriques de glace ; 4 fabriques de briques et de ciment ; 6 fabriques de pâtes alimentaires ; 1 imprimerie à laquelle il faut ajouter une autre imprimerie au moins, celle du « Chronographos » ; 1 fabrique de papier ; 4 fabriques de brosses ; 5 confiseries ; 1 fabrique de balais ; 3 fabriques de coffres-forts ; 2 poudreries ; 1 fabrique de plomb de chasse ; 1 fabrique d'allumettes ; 1 fabrique de flanelles ; 1 usine de dévidage de coton ; 1 tissage de soie ; 2 scieries mécaniques ; 1 fabrique de sacs ; 2 menuiseries à vapeur.

On doit ajouter à ce nombre, celui des petites industries, telles que cordonneries, fabriques de caisses pour emballage, charronneries, serrureries, fabriques de balais, etc., etc., dont quelques-unes sont prospères, mais dont il est impossible de faire valoir l'importance par des chiffres.

Comme je le disais au début de ce rapport, ces diverses industries ont des tendances à augmenter et à améliorer leurs moyens de fabrication ; c'est ainsi, par exemple, que les meuneries ont commencé, paraît-il, à utiliser les cylindres qui remplacent avec tant d'avantages les pierres meulières ; ce changement ne se produira pas en une seule année, mais progressivement, au fur et à mesure des ressources dont pourront disposer les fabriques.

J'attire particulièrement l'attention de nos industriels susceptibles de s'intéresser à ces transformations.

Les chantiers et ateliers de réparation de navires méritent une mention spéciale, étant données l'activité et l'intelligence avec lesquelles ils sont dirigés ; ils semblent de plus en plus devoir répondre aux besoins d'un port de l'importance de celui du Pirée et il est à présumer que les progrès réalisés journellement par quelques-uns d'entre eux, tout au moins, les mettront sous peu au rang des grands chantiers existant dans d'autres ports de la Méditerranée. C'est ainsi, par exemple, que les ateliers et chantiers helléniques « Basiliadès » ont pris l'initiative d'installer chez eux une cale de halage américaine (Railway dry dock) qui rend les plus grands services à la marine marchande et aussi à la marine de guerre ; des bâtiments déplaçant jusqu'à 3,500 tonnes peuvent être reçus sur ce dock et la question d'augmenter encore la capacité de

ce dernier. Les réparations les plus délicates peuvent être effectuées aussi bien par ces ateliers que par les chantiers John Mac Dowal et Barbour qui se disputent la première place dans ce genre de travail.

Il m'a été difficile jusqu'à ce jour de recueillir tous les documents me permettant de faire ressortir l'importance des principales industries du Pirée, mais j'espère pouvoir combler cette lacune dans un prochain rapport, peut-être avant la fin de cette année.

## VI. — BANQUES, MAGASINS GÉNÉRAUX, SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.

En raison de la proximité de ce port avec la capitale, les banques de Grèce, comme la Banque nationale, la Banque d'Athènes, la Banque ionienne, la Banque commerciale, se sont contentées d'entretenir au Pirée de simples succursales. En dehors d'elles, on peut citer comme banques particulières, les banques Aristide Papageorgacopoulos ; Franghiadi, Stringo et C<sup>ie</sup> et D. Bébi et fils.

Les principales opérations effectuées par ces banques sont les opérations de change, les avances sur marchandises et sur titres, l'acceptation de dépôts à vue ou à terme, les recouvrements d'effets simples ou documentaires, l'escompte. Il est fait très peu d'arbitrages dans les banques du Pirée, ce genre d'opérations étant plutôt réservé aux banques d'Athènes. Les prêts hypothécaires sont surtout consentis par la Banque nationale. Quant aux emprunts intéressant la marine marchande, en raison de l'absence d'une législation garantissant d'une façon certaine ce genre d'opérations, ils revêtent une forme spéciale ; tout emprunt de cette nature est en effet gagé par le navire même qui devient jusqu'au remboursement intégral de la somme empruntée la propriété de la banque créancière.

Le change, qui est établi d'après les cours fixés par la Bourse d'Athènes, a subi de très grandes fluctuations dans ces dernières années, ainsi qu'on pourra en juger par le tableau suivant ; il semble, néanmoins, depuis deux ans, se maintenir à un cours qui a des tendances à se rapprocher du pair :

Change moyen en 1903. . . .	154,25	pour 100 fr.
— 1904. . . .	137,25	—
— 1905. . . .	123,50	—
— 1906. . . .	109,25	—
— 1907. . . .	109,1/16	—

En exécution de l'article 21 de la convention en date du 8 juillet 1905 « sur la constitution d'une société privilégiée pour la protection de la production du raisin sec et sur la concession à accorder à cette Société du droit exclusif de créer et d'exploiter des Magasins généraux », convention ratifiée par la loi du 17 juillet 1905, il a été fondé une Société privilégiée des Magasins généraux en Grèce. Cette Société, qui existe depuis peu de temps, a installé au Pirée des Magasins généraux qui ont commencé à fonctionner, il y a quelques mois seulement. Jusqu'à ce

jour, cette institution toute nouvelle dans le pays n'a pas donné de grands résultats, mais on peut apprécier, d'ores et déjà, ce que seront les services qu'elle rendra dans l'avenir.

Les Sociétés d'assurances sur la vie, sur les transports ou contre l'incendie qui opèrent en Grèce ont des représentants au Pirée ; il est difficile d'en donner le nombre exact, mais les principales d'entre elles sont les suivantes :

La Nationale, d'Athènes — incendie.

Assicurazioni Generali, Trieste — incendie, vie, transports.

Riunione Adriatica di Sicurtà, Trieste — incendie, vie, transports.

Phénix autrichien, Vienne — incendie, vie.

Allianz, Berlin — incendie.

Le Phénix français, Paris — incendie, vie.

La Manheim, Manheim — transports.

La Providentia, Vienne — id.

La Dusseldorfer, Dusseldorf — transports.

Norwich Union, Norwich — vie, incendie.

Commercial Union, Londres — incendie.

Royal exchange, Londres — id.

Sun Fire office, Londres — id.

La Bâloise, Bâle — incendie.

La Continentale, Manheim — transports.

Dans ce nombre figure une seule compagnie française, « Le Phénix », qui est installée dans le pays depuis deux ou trois ans et qui y fait pas mal d'affaires.

Les incendies sont malheureusement fréquents au Pirée, ces derniers temps surtout, et les pouvoirs publics disposent de moyens insuffisants pour en atténuer le nombre et les dégâts ; la privation d'eau est sans doute une des principales raisons pour lesquelles il est difficile d'intervenir efficacement dans ce cas. Mais on doit aussi déplorer qu'il n'existe pas plus de pompes pour satisfaire à un service aussi chargé.

## VII. — USAGES COMMERCIAUX.

Les achats des produits du pays se font généralement au comptant.

Quant à ceux des produits importés, ils donnent lieu à diverses opérations, qui prennent les formes suivantes :

Achat au comptant, achat avec paiement, contre remise des connaissances, achats contre remise de traites acceptées, achats à terme, à trois, six ou douze mois de date, contre remise de simples traites ou d'engagements écrits.

Il arrive souvent même, pour des raisons diverses, que les échéances consenties soient reculées à une date ultérieure.

Les modes de paiement les plus usités et les plus sûrs sont ceux qui se font contre la remise des documents, au moyen de traites acceptées à trois, quatre ou six mois. Les valeurs commerciales sont soumises à un droit de timbre proportionnel, s'il s'agit de traites, et à un droit fixe de 0 dr. 50, s'il s'agit de chèques d'une valeur de 1,000 fr. au plus, et de 1 drachme pour les chèques supérieurs à cette somme.

Pour plus de facilité, il est préférable de vendre franco bord Pirée.

La plupart des transactions se font par l'intermédiaire de représentants ou de commissionnaires, rarement directement. Il existe au Pirée un nombre considérable de ces agents, mais il y en a une dizaine à peine qui y jouissent d'une véritable notoriété. Grand nombre d'entre eux sont, du reste, établis à Athènes, et ne se rendent au Pirée que pour y faire leurs offres, et retirer de la douane les marchandises qu'ils reçoivent de l'étranger.

La vente opérée directement par la fabrique ou la maison de commerce au client du Pirée et qui, comme je viens de le dire, est peu usitée, devrait, me semble-t-il, être plus généralisée. Cet usage pourrait surtout être introduit par les commis-voyageurs ou agents des maisons qui fréquenteraient régulièrement ces parages et qui auraient une connaissance approfondie des coutumes et des besoins du pays.

### VIII. — AGRICULTURE.

Le rapport de notre agent consulaire à Calamata, récemment publié, me dispense de m'étendre longuement dans ce travail sur l'agriculture des provinces dépendant de ce poste. Je crois devoir, néanmoins, reproduire quelques chiffres qui m'ont été obligeamment fournis par un de nos compatriotes, M. Roche, conseiller du commerce extérieur, qui ne se trouvent pas dans le rapport précité, et qui ont trait à certains produits agricoles, tels que les huiles et les vins.

Pour les huiles, la récolte a été, pour ces deux dernières années, la suivante :

	Année 1906	Année 1907
	(En ocques)	
Argolide . . . . .	247.000	1.419.000
Arcadie . . . . .	1.049.000	380.090
Corinthe . . . . .	345.000	1.025.000
Laconle . . . . .	821.000	2.666.000
Messénie . . . . .	1.214.000	1.927.000

L'huile produite est malheureusement de qualité inférieure, et sa fabrication est peu soignée. Néanmoins, depuis quelque temps, certains propriétaires ont tenté d'améliorer la qualité de leurs huiles, et leurs efforts ont obtenu un plein succès.

La récolte des olives est des plus primitives, et la culture de l'olivier aurait également grand besoin d'être améliorée.



Le rendement de l'olive en huile varie de 18 à 28 o/o. La plupart des moulins à huile qui existent dans le Péloponèse sont mus à bras ; il en existe très peu qui soient mus à la vapeur.

L'olive sert non seulement à la fabrication de l'huile, mais elle est également utilisée, à l'état frais ou en conserve, en grande quantité dans l'alimentation.

*Vins.* — On a récolté en 1907 :

En Argolide . . .	52.933	hectolitres de vin.
En Arcadie . . .	96.665	— — —
En Corinthie. . .	96.000	— — —
A Lacédémone . . .	74.209	— — —
En Laconie . . .	17.069	— — —
En Messénie . . .	109.414	— — —

Le raisin dit de Corinthe, qui est surtout récolté dans le Péloponèse sert, non seulement à la vinification et à des usages industriels, mais surtout à la préparation du raisin sec qui donne lieu, comme on le sait, à une exportation considérable. La production et l'exportation de ce produit ont, depuis 1906, une tendance à augmenter :

En 1906 la production était de	280,000,000	de livres vénitiennes
En 1907 — — —	325,000,000	— — —

tandis que l'exportation était :

En 1906 de	230,000,000	de livres vénitiennes
En 1907 de	265,000,000	— — —

On estime pour l'année 1908 la récolte à 350,000,000 livres vénitiennes.

Les vins grecs sont de qualité très diverses, selon leurs provenances. Ceux qui sont récoltés dans le Péloponèse sont connus sous les dénominations suivantes :

1° Vins résinés, généralement blancs, dans lesquels on a ajouté au début de la fermentation de la résine de pin ; ces vins sont consommés dans le pays.

2° Vins secs de table, rouges et blancs, qui sont produits par la Messénie et l'Arcadie, et qui sont en grande partie exportés.

3° Vins liquoreux qu'on récolte en Messénie et qui sont utilisés à l'étranger comme toniques et apéritifs ou pour les usages médicaux.

Il y a lieu de mentionner également les vins mousseux d'Arcadie.

## IX. — VOIES DE COMMUNICATION. MOYENS DE TRANSPORT.

Le Pirée est relié à l'intérieur de la Grèce par trois voies ferrées, celle de Pirée-Athènes, celle de Pirée-Athènes-Péloponèse et celle de Pirée-Athènes-Larissa, en attendant que cette dernière atteigne la frontière et rejoigne les lignes centrales de l'Europe.

Ces diverses lignes, sauf la première, transportent des voyageurs et des marchandises entre le Pirée et les localités situées au-delà d'Athènes.

Quant au transport des marchandises entre ce port et la capitale, il est pour ainsi dire réservé aux charretiers. On a bien essayé de substituer le transport par automobiles au transport par charrettes, mais cette tentative a complètement échoué devant l'opposition des charretiers intéressés. Cet état de choses subsistera sans doute tant que ces derniers ne prendront pas eux-mêmes l'initiative de transformer leurs moyens de locomotion. La moyenne du transport entre le Pirée et Athènes est de 5 à 6 drachmes par char et l'espace à parcourir est de sept kilomètres environ. Les prix par voies ferrées sont généralement très élevés, aussi bien pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs.

Il existe dans le Péloponèse d'assez bonnes routes, mais malheureusement elles sont encore en trop petit nombre, comme d'ailleurs dans le reste de la Grèce.

Par mer, le Pirée est relié au moyen de services de vapeurs presque quotidiens avec les Cyclades, l'Eubée, les îles Poros, Hydra, Spetsai, les ports de Péloponèse, de la Thessalie et les îles Ioniennes.

Le prix des voyages par mer entre les différents ports de la côte ou les îles grecques et le Pirée sont généralement très bas, en raison de la concurrence effrénée que se font entre eux les Compagnies et les armateurs hellènes.

Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, le Pirée est mis en relation avec les ports de la Méditerranée, des mers du Nord et de l'Amérique, par un certain nombre de Compagnies de navigation indigènes et étrangères.

## X. — NAVIGATION.

Il y a quelques années encore, la marine marchande grecque était représentée par des navires à voiles ; à cette marine s'est peu à peu substituée celle à vapeur et aujourd'hui, grâce à l'initiative et à la persévérance de quelques armateurs, elle occupe un bon rang parmi les marines étrangères. Tandis, en effet, que le nombre des voiliers est tombée de 2,000 à 500, celui des vapeurs a atteint dans l'espace de vingt à trente ans le nombre de 260 environ, d'un tonnage supérieur à 400,000 tonnes.

Ce succès est dû surtout aux grandes qualités que possèdent les équipages grecs, à leur sobriété, à l'endurance et aussi à l'économie avec laquelle ils sont recrutés et dirigés et à l'expérience des armements.

Les bénéfices qu'on retire de la navigation sont évalués à trente ou trente-cinq pour cent.

Certaines réformes propres à en favoriser encore davantage le déve-

loppement sont préconisées par la presse locale et par les personnes compétentes. Je relève dans ce nombre :

1° la fondation d'un syndicat maritime qui aurait pour mission d'augmenter et de consolider la marine marchande, d'étudier les questions maritimes intéressant aussi bien les rapports existant entre les compagnies de navigation nationales que ceux qui doivent s'établir entre la marine hellénique et les marines marchandes étrangères, de procéder à certaines transformations exigées par les progrès réalisés dans la marine mondiale.

2° la publication de statistiques concernant le mouvement des navires et en général la navigation de cabotage et au long cours.

3° la fondation d'écoles pour la formation de capitaines au long cours et mécaniciens.

4° l'exécution de travaux maritimes.

5° la fondation d'une banque maritime et d'une mutuelle d'assurances maritimes.

Ainsi que nous avons eu l'occasion de le voir plus haut, cette dernière réforme a été réalisée par la création de la compagnie d'assurances mutuelles maritimes « l'Ancre ».

Les salaires moyens des équipages grecs sont les suivants :

Capitaine de 1 <sup>re</sup> classe . . .	350 fr. par mois	
— 2 <sup>e</sup> — . . .	175	—
— 3 <sup>e</sup> — . . .	110	—
Maître d'équipage . . .	100	—
Marin . . .	80	—
Chauffeur . . .	90	—
Mécanicien de 1 <sup>re</sup> classe. . .	400	—
— 2 <sup>e</sup> — . . .	250	—
— 3 <sup>e</sup> — . . .	120	—
Chef chauffeur . . .	90	—
Cuisinier . . .	90	—
Maître d'hotel. . .	80	—
Charpentier . . .	80	—

Il arrive souvent dans les armements grecs que le capitaine soit lui-même propriétaire ou tout au moins co-propriétaire du navire qu'il commande.

En dehors des sociétés de navigation dont les membres sont très restreints par suite de la répartition des parts ou actions, généralement au nombre de 100, en un très petit nombre de mains, il existe en Grèce une quantité notable de vapeurs qui sont la propriété de simples particuliers ou d'armateurs.

C'est ainsi qu'on ne compte au Pirée pas moins de 14 compagnies ou maisons grecques dont les navires mettent en communication ce port avec le reste du pays ou avec l'extérieur.

La Société Panhellénique dispose à cet effet de dix vapeurs, la Com-

pagnie John Mac Dowall et Barbour de neuf, la Société Destouni et Yamoulato de neuf, la Compagnie Diakaki de cinq, la Compagnie Gandi de cinq, Papaléonardò de deux, Riginos Stamatiadis et Cie de deux, Cominos de deux, Léoussi d'un, Alhanassouli d'un, Portolos d'un, Catramadis d'un, Lembessi d'un, Castimandi d'un.

D'autres Compagnies grecques telles que le Néorion, l'Hermapolis, la Pantaléon, Mango fils et Cie, Muhahen et Cie, Stathatos frères, Compagnie d'Orient, Samiaki Moraitis, qui n'ont pas leur siège social au Pirée, y entretiennent néanmoins des agences.

La plupart des navires de ces compagnies desservent les ports des côtes et des îles grecques, d'autres naviguent dans la Méditerranée, la Mer Noire et la Manche, et enfin depuis deux ans environ la Compagnie Moraitis a entrepris les voyages d'Amérique. Malheureusement cette dernière entreprise n'a pas donné jusqu'ici les résultats qu'on en espérait et elle traverse actuellement une crise assez difficile.

Parmi les compagnies étrangères qui aient, en vertu des traités, le droit de faire le cabotage sur les côtes grecques, il en est une, la Compagnie Générale de Navigation italienne qui suit un itinéraire à peu près semblable à celui de quelques navires grecs; elle dessert les ports du Pirée, de Patras et de Corfou.

Quant aux autres compagnies de navigation étrangères, il en existe une quinzaine environ qui sont représentées au Pirée. On peut citer parmi elles les Messageries Maritimes, la Cie Fraissinet, la Cie Cyprien Fabre, le Lloyd Autrichien, la Cie Khédivieh, la Cie Russe, le Nord-deutscher Lloyd, la Levante Linie, la Johnston Linie, la Cie Franco-Belge, la Cie Hollandaise, la Cie Belge, la Cie Allemande Argo et une Cie Danoise.

Il y a enfin des compagnies telles que la Cie Transatlantique et la Veloce qui ont des agences au Pirée mais n'y envoient pas de bateaux.

Le mouvement de la navigation au Pirée a été dans le courant de l'année 1907 le suivant :

Nationalité	Nombre de vapeurs	Tonnage
Grecs. . . .	1.134	1.017.583
Autrichiens . . .	367	564.434
Anglais . . . .	262	418.127
Italiens . . . .	226	379.798
Allemands . . .	184	300.800
Russes . . . .	164	300.663
Français . . . .	159	292.333
Bulgares. . . .	56	42.023
Hollandais . . .	46	46.319
Turcs . . . .	19	9.148
Belges . . . .	14	17.951
Samiens. . . .	12	1.556



Nationalité	Nombre de vapeurs	Tonnage
Danois . . .	12	11.518
Norvégiens . .	5	8.612
Américains . .	2	536
Suédois . . .	1	1.056
	<u>2.663</u>	<u>3.412.755</u>
En 1905. . .	2.348	2.960.096
En 1906. . .	2.414	3.114.873

Le port du Pirée traverse actuellement une période difficile en raison de la crise générale qui sévit depuis plusieurs mois sur la marine marchande en général; un grand nombre de cargos est amarré dans le port sans emploi et en attendant des jours meilleurs, car on espère que cette crise ne sera plus de longue durée et qu'une réaction salulaire se produira bientôt.

#### ÉMIGRATION

Il sévit également une crise sérieuse dans le mouvement d'émigration qui était autrefois si intense dans les ports de Grèce et notamment au Pirée. L'exode des Hellènes vers l'Amérique où ils se dirigent volontiers en masse s'est ralenti sensiblement dans les derniers mois de 1907 et dans le cours de cette année. On attribue ce ralentissement à des causes diverses et entre autres aux difficultés de toute nature rencontrées par les émigrants qui ont surgi en Amérique à la suite de la période pénible qu'elle vient de traverser et aussi aux efforts faits par le gouvernement pour mettre une entrave au départ des habitants de certaines régions de ce pays. On ne peut que se féliciter de ces résultats, fortuits ou voulus, qui ont été obtenus jusqu'à ce jour: le sol de la Grèce est en effet assez riche et assez fécond pour nourrir la totalité de ses enfants et il serait grand dommage qu'en raison du dépeuplement causé par l'émigration on ne puisse pas tirer profit de toutes les ressources exploitées ou inexploitées qu'offre le royaume.

Le seul avantage qu'on retire dans le pays de cette émigration est l'envoi de fonds qui se chiffre par des millions de francs effectué par les émigrants dans leur patrie.

Pour donner une idée de l'importance qu'avait prise l'émigration au Pirée, il me suffira de dire qu'il existe dans ce port seulement une douzaine d'agences d'émigration tant grecques qu'étrangères; à ce nombre on doit ajouter la multitude des courtiers qui parcourent la ville et la campagne pour recruter les émigrants; la concurrence est des plus vives entre tous ces agents et il résulte de cette rivalité un abaissement notable dans les prix de passage exigés des émigrants. Malgré cela, ce genre de trafic procure des bénéfices parfois considérables et on peut s'imaginer la grande désillusion et les pertes qu'occa-

sionneront en cette sorte d'affaire la décroissance et surtout la disparition de l'émigration.

D'après les renseignements recueillis sur place, le nombre des émigrants a été au Pirée et à Calamata en 1907 de 20,000 et en 1906 de 26,500 en chiffres ronds. Les compagnies françaises ont embarqué soit directement, soit par transbordement en 1907, 4,600 et en 1906, 4,700 de ces émigrants.

### *Fret.*

Depuis que la crise dont j'ai parlé plus haut sévit sur la marine marchande, les frets ont considérablement baissé, mais on compte sur leur reprise prochaine.

### *Débarquement, embarquement, obligations imposées aux navires.*

Comme le signale la brochure de M. Ghinis, le port du Pirée est encore loin d'être parfaitement outillé pour que les opérations diverses effectuées par la navigation commerciale puissent y être pratiquées d'une façon commode et pratique ; on en est encore réduit en effet à se servir de moyens peu en rapport avec les besoins modernes ; les débarquements et embarquements ne se font qu'avec des chalands à main d'homme ou avec les appareils dont disposent les navires.

Les bateaux de moyen tonnage ou ceux qui font le cabotage, ont seuls la possibilité d'accoster à quai et d'y faire leurs opérations.

Les magasins de la douane, d'autre part, sont insuffisants ; il est depuis longtemps question de les agrandir et de les installer plus convenablement qu'ils ne le sont, mais ce projet est encore à l'étude.

On doit également déplorer le manque de remorqueurs, propres à faciliter l'entrée, la sortie et le mouillage des navires qui ne sont pas toujours aisés, surtout lorsqu'ils ont lieu de nuit.

Les obligations auxquelles sont soumis les navires de commerce et leur cargaison consistent dans le paiement des droits suivants :

Pilotage d'entrée et de sortie : 50 francs.

Droits consulaires : varient suivant la nationalité du navire.

Droits d'ancrage et de phares : d'après la loi du 30 décembre 1892 tous les bateaux embarquant et débarquant un chargement de plus de  $\frac{2}{5}$  de la jauge nette doivent payer 1 franc or par tonne ; de  $\frac{1}{5}$  à  $\frac{2}{5}$  0 fr. 50, de  $\frac{1}{5}$  et au-dessous 0 fr. 30. Ces droits sont évalués d'après la jauge contribuable du navire qui est calculée de la manière suivante :

Les 1,000 premières tonnes comptent pour 1,000 tonnes ; les 500 tonnes suivantes sont réduites de moitié, soit 250 ; les 500 autres sont réduites au tiers, soit 167 ; enfin les 500 dernières tonnes sont réduites au quart, soit 125 tonnes ; au-dessus de 2,500 tonnes il n'est plus perçu de droits.

Les paquebots qui ont une convention avec le gouvernement grec sont considérés comme paquebots postaux et jouissent d'une réduction de 30 o/o sur le tarif ci-dessus.

Autres droits : un franc par page de manifeste.

Frais de débarquement et d'embarquement par allèges : 2 fr. par tonne en moyenne.

Impôts : 0 fr. 50 par exemplaire de connaissement, 0 fr. 10 par connaissement.

5 1/2 o/o sur le montant des billets.

0 fr. 10 par passager.

Droits sanitaires : patentes de santé : navires jusqu'à 5 tonnes, 0 fr. 10 par tonne; navires de 6 tonnes et au-dessus, 0 fr. 20 par tonne. Visa de patentes de santé : navires de 6 tonnes et au-dessus 0 fr. 01 par tonne.

Taxe par passager non porté sur le rôle : 0 fr. 10.

Pour toute attestation, certificat ou copie de pièces délivrées par l'autorité sanitaire : 2 drachmes.

### *Navigaton française au Pirée.*

Depuis quelques années le mouvement des navires marchands se maintient au même niveau ou à peu près; il ne varie guère que sur la quantité des marchandises ou des passagers transportés.

Comme on le sait nos deux seules lignes de navigation qui fréquentent Le Pirée d'une façon régulière sont celles des Messageries Maritimes et de la Compagnie Fraissinet. La première entretient un service bi-mensuel de paquebots-postaux en vue principalement du transport des passagers et un service également bi-mensuel de cargo-boats pour le transport des marchandises. La seconde envoie deux fois par mois un de ses cargos. En dehors de ces deux compagnies, il existe aussi au Pirée des agents de la Compagnie Transatlantique et de la Compagnie Cyprien Fabre; elles s'occupent toutes deux de l'émigration; la première n'envoie jamais de ses navires dans ce port, elle opère de concert avec les Messageries Maritimes, et la seconde n'y en détache un que lorsque le besoin s'en fait sentir et que la raison est favorable pour le transport des émigrants.

Les deux lignes régulières françaises mettent en relation le port de Marseille avec Le Pirée et, par transbordement, la Compagnie des Messageries Maritimes assure également les communications de ce port avec Bordeaux, Le Havre et Londres.

Il semble au point de vue de nos rapports avec la Grèce que les communications entre le sud de la France et Le Pirée soient suffisantes, sous la réserve néanmoins de certaines modifications de détail à introduire dans les itinéraires. Mais il n'en est pas de même pour la part que pourrait prendre notre marine dans le transport très intense des

marchandises qui a lieu entre les ports du nord de l'Europe et ceux de ce royaume.

Il est certain qu'une compagnie de navigation qui entreprendrait un service régulier entre Le Pirée, Bordeaux, Le Havre, Anvers, Hambourg, etc... trouverait un frêt suffisant pour s'assurer de sérieux bénéfices. Il est à noter en effet qu'une quantité considérable de marchandises, même françaises, prennent cette voie de préférence à celle de l'intérieur ; c'est ainsi que tout le matériel de la construction et de l'exploitation des chemins de fer helléniques, construits et exploités par des Français, est transporté sur des navires étrangers de l'un de ces ports, ainsi que de celui de Marseille.

Depuis que les compagnies allemandes ont établi des services réguliers entre Le Pirée et Marseille, les Messageries Maritimes ont eu à subir de leur part une concurrence sérieuse et sur laquelle, il faut le reconnaître, leur attention s'est particulièrement portée ainsi que leurs efforts pour en atténuer les effets. Mais leur succès complet ne sera assuré que lorsqu'elles auront pris le parti de renouveler complètement leur matériel ou tout au moins de le transformer de telle façon qu'il réponde au point de vue du confort et de la vitesse aux exigences des passagers de jour en jour plus difficiles à contenter. Il y aurait également grand intérêt à ce que les itinéraires que suivent leurs paquebots soient établis de manière à permettre à ces derniers d'effectuer toutes leurs opérations de jour aussi bien à leur entrée dans le port qu'à leur sortie. Enfin un séjour plus long au Pirée pour ces grands courriers serait désirable. Les efforts et les sacrifices consentis jusqu'à ce jour aussi bien par l'administration centrale que par son agent ici, dont l'intelligence et l'activité sont au-dessus de tout éloge, nous permettent d'espérer que dans un avenir prochain toutes ces réformes seront réalisées.

En dépit de la lutte qu'a eue à soutenir la Compagnie des Messageries Maritimes contre ses concurrents, les opérations effectuées par ses bateaux ont atteint depuis 1905 des résultats de plus en plus satisfaisants comme on peut en juger par les chiffres suivants :

#### Année 1905 :

Passagers embarqués. . . . .	13.491	
Marchandises embarquées. . . . .	2.645.443	kilogrammes
— débarquées. . . . .	6.956.316	—

#### Année 1906 :

Passagers embarqués. . . . .	14.006	
Marchandises embarquées. . . . .	3.231.241	kilogrammes
— débarquées. . . . .	8.017.766	—

#### Année 1907 :

Passagers embarqués. . . . .	15.114	
Marchandises embarquées. . . . .	1.484.180	kilogrammes
— débarquées. . . . .	9.649.182	—



La Compagnie Fraissinet qui a conclu depuis quelque temps une convention avec les Messageries Maritimes pour le transport des marchandises en Grèce ou de Grèce prend également part à ce mouvement de progression.

Pour terminer, je donne ci-dessous le tableau du mouvement de la navigation française dans le port du Pirée pendant les deux dernières années :

	Année 1906.	Année 1907.
Nombre de vapeurs . . .	157	169 dont 1 voilier
Tonnage. . . . .	295.821	297.885

LEBÉ,  
*Vice-Consul de France.*

### Situation économique de la Grèce en 1907. Importation. — Exportation.

Athènes, le 10 septembre 1908

Le bilan de l'année 1907 accuse un nouveau progrès dans la marche ascendante des échanges commerciaux de la Grèce. Bien que le chiffre des exportations ait été inférieur à celui de l'année précédente de plus de deux millions de francs, à cause d'une diminution très sensible dans l'exportation des huiles et substances oléagineuses, le chiffre de l'importation n'en a pas moins été supérieur de près de cinq millions de francs, ainsi qu'il est indiqué dans le tableau suivant :

	Importation	Exportation
1906. . . . .	143.451.405	118.857.161
1907. . . . .	148.393.194	116.049.381

Il est malheureusement à craindre que cet essor commercial de la Grèce ne subisse un temps d'arrêt par suite de la crise économique qui sévit actuellement dans le monde entier et dont le commerce grec a déjà commencé à subir les conséquences vers la fin de l'année dernière.

#### IMPORTATION.

Les droits de douane à l'importation se sont élevés à :

1907. .	44.543.987	drachmes dont	4.813.774	drachmes or
1906. .	43.694.316	—	4.562.734	—

soit une augmentation de drachmes 848.671, dont 251.040 en or, en faveur du dernier exercice.

Les achats de la Grèce n'ont pas varié. Ce sont en tête les produits agricoles dont le total est indiqué comme suit :

1907		1906	
Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
—	—	—	—
191.881.558	47.660.108	192.498.401	48.206.938
en diminution sur l'exercice précédent de 616.843 ocques et de 546.830 francs.			

#### COMMERCE SPÉCIAL DE LA GRÈCE AVEC LA FRANCE.

##### *Exportation.*

De même que pour l'importation, à défaut du chiffre exact des achats de la France en Grèce en 1907, nous indiquons la valeur en francs de l'exportation en France en 1906, pour donner une idée approximative de l'importance de nos achats dans ce pays en faisant remarquer que l'exportation générale de la Grèce en 1907 a été inférieure à celle de 1906 de plus de deux millions.

Chiffre de l'exportation en France en 1906 : 8.029.714 francs.

Les produits achetés par la France en 1906 dont la valeur a été supérieure à 100.000 francs sont les suivants :

Produits et dépouilles d'animaux. . . . .	1.670.245
Produits de la pêche . . . . .	144.125
Fruits . . . . .	298.433
Plantes industrielles . . . . .	246.651
Blé, farines . . . . .	752.919
Huiles et substances oléagineuses . . . . .	1.138.268
Minéraux et métaux bruts. . . . .	3.219.242
Vins en général. . . . .	466.282

##### *Production et exportation des vins de Grèce.*

La récolte de 1906 a été de 2.254.000 hectolitres, celle de 1907 de 2.597.000 hectolitres.

Les exportations du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1906 ont atteint 275.627 hectolitres ; celles effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1907 de 264.800 hectolitres.

Les statistiques des exportations annuelles, dressées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année, ne coïncident pas avec l'année viticole et ne fournissent aucune indication sur la récolte dont proviennent les vins exportés dans ce laps de temps. C'est ainsi que les vins exportés du

1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1907 proviennent partie des vins récoltés en 1906 et partie de la récolte de 1907, sans qu'il soit permis de déterminer la proportion respective de chacune de ces récoltes.

L'état actuel du vignoble fait prévoir pour 1908 une production supérieure à celle de 1907. Les conditions climatiques ont été très favorables à la végétation et à la fructification, le temps plutôt sec n'a permis le développement d'aucune maladie cryptogamique, conditions fort heureuses car les traitements cupriques ont été opérés très imparfaitement. Aussi la maturité est-elle en avance de dix jours environ sur l'année dernière ; le titre saccharimétrique du moût sera sensiblement plus élevé.

La répartition par provinces (nomes) de la récolte de 1907 est la suivante :

Aitoloacarnanie . . . . .	66.752 hectolitres
Argolide. . . . .	52.935 —
Arcadie . . . . .	96.665 —
Arta . . . . .	384 —
Attique . . . . .	319.175 —
Achaïe . . . . .	192.000 —
Béotie . . . . .	159.242 —
Eubée . . . . .	217.126 —
Zante . . . . .	30.080 —
Elide . . . . .	448.000 —
Karditsa . . . . .	17.646 —
Corfou . . . . .	172.145 —
Céphalonie . . . . .	56.654 —
Corinthie . . . . .	96.000 —
Cyclades. . . . .	57.820 —
Lacédémone. . . . .	74.209 —
Laconie . . . . .	17.069 —
Larissa . . . . .	34.600 —
Leucas (Sainte-Maure) . . .	128.000 —
Magnésie . . . . .	46.016 —
Messénie . . . . .	109.414 —
Trikala . . . . .	28.121 —
Triphylie . . . . .	85.197 —
Phthiotide . . . . .	53.488 —
Phocide . . . . .	38.121 —
Total . . . . .	2.596.859 hectolitres

Les vendanges de la variété apyrène de Corinthe, essentiellement précoce d'ailleurs, battent leur plein dans le nord du Péloponèse et sont terminées dans la Messénie. Cette variété est de plus en plus employée à la vinification depuis quelques années. Le vin obtenu est d'une qualité bien supérieure à ce qu'il aurait été si ces mêmes raisins eussent subi la dessiccation préalable.

Le vignoble de la variété apyrène de Corinthe dont les fruits servent,

sauf les cas précités d'utilisation pour la vinification, à la préparation du raisin sec, s'étend sur une superficie de 75.000 hectares, presque exclusivement situés dans le Péloponèse, sauf quelques plantations à Céphalonie, Zante, Missolongui, Sainte-Maure, Eubée (environs de Chalcis), etc. Il est à remarquer que depuis la Convention (8 juillet 1905) survenue entre l'Etat et la Société privilégiée, toute nouvelle plantation du cépage de Corinthe est formellement interdite.

La production du raisin en 1906 a été de 280 millions de livres vénitiennes et l'exportation, pendant l'année viticole (août 1906-août 1907), a été de 230 millions de livres vénitiennes. La production de 1907 a été de 325 millions de livres vénitiennes et l'exportation (août 1907-août 1908) de 265 millions.

La Convention du 8 juillet 1905 a fixé à 20 %, le prélèvement en nature à effectuer à l'exportation du raisin de Corinthe. Ce prélèvement de 20 %, joint à la redevance de l'Etat de 15 % en nature ou en espèces (suivant les années et le taux de la production) constitue un excédent qui entre chaque année dans les magasins de la Société Privilégiée.

Le produit de cet excédent de raisins vendu, comme nous l'avons déjà dit, sous forme de bouillie, est employé à favoriser la production et le commerce du raisin de Corinthe.

Nombreuses sont les applications industrielles de ces excédents, notamment celles faites par la Société Hellénique des Vins et Spiritueux. De cette façon, chaque nouvelle récolte trouve le marché hellénique libéré de tout stock de la récolte précédente.

La récolte de 1908 du cépage de Corinthe s'annonce plus abondante que celle de 1907 et tout fait prévoir qu'elle dépassera 350 millions de livres vénitiennes. Le temps particulièrement favorable pendant le cours de la végétation et durant la période de dessiccation sur les aires, assurera une qualité exceptionnelle.

La Société Privilégiée a décidé que la retenue de 20 % et la redevance due à l'Etat seront, cette campagne, prélevées exclusivement en nature, les quantités restantes (260 millions environ) étant suffisantes au besoin du commerce d'exportation, la faculté du paiement en argent de la redevance due à l'Etat est réservée seulement aux cas où les quantités restantes (après la retenue de 20 %) seraient insuffisantes pour atteindre le chiffre de 260 millions, montant approximatif des exportations. Ces combinaisons, variables chaque année au prorata de la récolte présumée, permettent un équilibre constant entre l'offre et la demande, c'est-à-dire la stabilité des cours avec une limite de prix minima qui est celle où la « Privilégiée » est contrainte d'acheter suivant l'échelle de 115, 135, 145 drachmes par 1.000 livres vénitiennes, suivant les zones déterminées de qualités. Par l'application de toutes ces mesures, la crise du raisin sec qui sévissait avec une intensité lamentable, a été ainsi définitivement conjurée en Grèce.

(1.000 livres vénitiennes = 480 kilog.)



*Production de l'huile en Grèce.*

	1906	1907
	Ocques	Ocques
Aitoloacarnanie . . . . .	364.000	357.000
Argolide . . . . .	247.000	1.419.000
Arcadie . . . . .	1.040.000	380.000
Arta . . . . .	—	51.000
Attique . . . . .	1.988.000	739.000
Achaïa . . . . .	316.545	1.433.300
Béotie . . . . .	191.450	716.600
Eubée . . . . .	1.606.000	1.719.000
Zante . . . . .	30.000	2.522.500
Elide . . . . .	174.000	324.000
Corinthe . . . . .	345.000	1.015.000
Andros . . . . .	21.000	205.000
Santorin . . . . .	1.400	77.000
Milo . . . . .	18.500	145.000
Naxos . . . . .	73.500	171.600
Tinos . . . . .	22.000	67.800
Céphalonie . . . . .	178.952	3.222.100
Corfou . . . . .	7.384.000	11.973.000
Lacédémone . . . . .	2.308.000	5.000.000
Laconie . . . . .	821.000	2.666.000
Larisse . . . . .	1.250	1.750
Leucade Sainte-Maure . . . . .	623.000	3.249.500
Magnésie . . . . .	1.202.000	2.930.500
Messénie . . . . .	1.214.000	1.927.000
Trifylie . . . . .	92.000	1.880.000
Phocide . . . . .	79.500	767.000
Phthiotide . . . . .	173.500	243.000
Totaux . . . . .	20.516.097	45.186.610

Il existe en Grèce 5.193 moulins à huile dont 73 mus à la vapeur et 5.120 à bras.

L'huile est en général de qualité médiocre et quelquefois à peine mangeable. La culture, sauf de rares exceptions, est assez négligée et aucune taille n'est pratiquée. On ramasse les fruits tombés sous les arbres, sans aucune précaution pour les séparer de la terre qui les souille.

L'extraction au moulin se fait lorsque les olives sont déjà échauffées par un commencement de fermentation. Aussi au sortir du pressoir l'huile est-elle déjà en partie rancie et ce défaut ne peut que s'accroître avec le temps.

De grandes améliorations seraient cependant possibles, comme l'ont démontré des efforts isolés de quelques propriétaires qui, dans certaines régions et dans des conditions déterminées, sont arrivés à produire des huiles fines de très bonne qualité et très estimées des gourmets.

Les huiles de Grèce sont toutes très grasses par la grande proportion de palmitine qu'elles contiennent ; c'est cette particularité qui les rend essentiellement gélives. Des installations appropriées, comme celles établies en Tunisie par exemple, permettraient de diminuer dans une certaine mesure la proportion exagérée de ce principe.

Il serait possible dans la généralité des cas, par toutes les améliorations nécessaires, d'atteindre les prix obtenus par les Tunisiens sur les marchés étrangers, en France surtout, ce qui correspondrait à une augmentation de plus de 30 % sur les prix actuels. Il en résulterait, pour les exportations, une augmentation de 3 à 4 millions de drachmes par année, des débouchés assurés et faciles.

Le rendement de l'olive en huile est particulièrement abondant : il varie de 18 à 28 kilog. d'huile par 100 kilog. d'olives fraîchement récoltées.

La culture de l'olivier, si elle était pratiquée avec soin et suivie d'une extraction plus rationnelle, pourrait donc devenir des plus lucratives et avoir pour résultat une exportation considérable qui déjà dépasse de beaucoup en valeur celle du vin.

*Emeri.* — L'émeri provient de l'île de Naxos et est envoyé en dépôt à Syra d'où il est exporté à l'étranger. Il constitue un des monopoles de l'Etat dont le produit brut est affecté au service des emprunts en or contrôlés par la Commission Financière Hellénique. Ainsi qu'on l'a déjà vu, l'importation en France de ce produit est considérable. On se rendra compte par le tableau suivant du rendement progressif de l'émeri depuis l'année 1902 :

Rendement en 1902. . . . .	Francs	500.076 15
— 1903. . . . .	—	594.887 50
— 1904. . . . .	—	658.349 57
— 1905. . . . .	—	742.486 05
— 1906. . . . .	—	888.396 85
— 1907. . . . .	—	1.131.498 22
Moyenne des années 1905-1906 . . . . .	—	660.839 63

Le rendement en 1907 accuse les plus-values suivantes :

A) Sur le rendement de l'année précédente, 323.101 fr. 37.

B) Sur la moyenne annuelle des cinq dernières années, 470.658 fr. 59.

Les chiffres qui précèdent établissent que depuis 1902 la vente de l'émeri suit une courbe constamment ascendante pour aboutir en 1907 au plus fort de son rendement qui a été obtenu à la suite du développement de l'industrie métallurgique aux Etats-Unis d'Amérique et dans plusieurs pays d'Europe.

Le tableau ci-après indique les quantités et les destinations des chargements d'émeri faits à Syra, pendant l'année 1907 :

Etats	Ports	Quantités en tonnes
Etats-Unis . . . . .	New-York. .	2.886 680/1000
—	Philadelphie .	300 »
Hollande . . . . .	Rotterdam .	2.150 »
Grande-Bretagne . . .	Liverpool . .	1.289 375/1000
—	Newcastle. .	360 »
—	Londres . . .	150 »
France . . . . .	Hevre . . . .	1.206 500/1000
—	Dunkerque .	150 »
Allemagne . . . . .	Hambourg . .	560 »
—	Brême . . . .	300 »
Italie. . . . .	Venise. . . .	100 »
—	Naples. . . .	40 »
Autriche-Hongrie. . .	Trieste. . . .	10 »
—	Fiume. . . .	100 10/1000
Belgique . . . . .	Anvers . . . .	50 »
Total . .		10.652 565/1000

*Population de la Grèce.* — La population de la Grèce, sans compter les colonies établies à l'étranger, est de 2.631.952 habitants. Elle ne doit pas s'éloigner sensiblement de 3.000.000 en y comprenant les sujets grecs de Turquie, d'Egypte, des Etats-Unis et autres pays. Sur ce nombre on compte 1.122.942 hommes et 1.409.010 femmes.

Il y a, malgré l'émigration, une augmentation de 12 % sur le dernier recensement, qui lui-même accusait une augmentation sur le recensement précédent. Il est à remarquer, par rapport au dernier recensement, une augmentation sur le chiffre des femmes, ce qui s'explique par l'émigration dans laquelle les femmes n'entrent que pour une proportion de 3 ou 4 %.

La population urbaine s'est accrue au détriment de la population rurale. Voici la population des villes qui ont plus de 20.000 habitants:

Athènes . . . . .	176.430 habitants
Le Pirée . . . . .	74.580 —
Patras . . . . .	37.524 —
Corfou . . . . .	29.032 —
Volo. . . . .	25.563 —

La prospérité de la capitale de la Grèce va toujours croissant. Petite ville de vingt-cinq mille âmes environ, il y a quelque soixante ans, aujourd'hui capitale de près de 180.000 habitants, Athènes, siège du Gouvernement, centre de la Banque, de la finance, de l'enseignement supérieur et du mouvement intellectuel, est aussi celui des transactions avec les provinces et l'étranger. Ornée de fort beaux monuments et de

somptueuses résidences dont la ligne s'harmonise gracieusement avec le ciel remarquablement bleu de l'Hellade, inondée de lumière, Athènes manque malheureusement d'eau.

La Banque Nationale de Grèce, banque d'Etat, étudie actuellement le projet d'adduction à Athènes des eaux du lac Stymphe. Le coût des travaux en est évalué à 60 millions environ. Un ingénieur autrichien a été chargé par cette banque d'étudier la question et son rapport est actuellement à l'étude. On ne peut que souhaiter la réussite de cette entreprise qui donnerait à Athènes de l'eau potable et en rendrait le séjour aussi agréable que confortable.

### *Emigration.*

Sur une population qui n'atteint pas encore trois millions d'habitants, 36.404 sujets hellènes ont émigré aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, pendant la seule période du 30 juin 1906 au 30 juin 1907, emportant un pécule global de 967.972 dollars (chiffre officiel fourni par le Bureau de l'Emigration à New-York) et ayant payé chacun pour passage et nourriture 150 francs en moyenne, soit dix millions de drachmes dont ils ont appauvri momentanément leur pays.

Il est évident que les émigrés hellènes rendent à la mère-patrie, sous une forme ou sous une autre, une somme de beaucoup supérieure à celle dont ils l'ont privée momentanément, mais n'est-il point vrai aussi que le rendement de l'agriculture serait décuplé si tous ces bras restaient à son service? Et ceux-là qui traînent une vie de misère à l'étranger, contribueraient en restant au pays à en augmenter les richesses. Car, parmi les partants, combien de milliers de victimes contre dix gagnants arrivés à l'aisance, contre un parvenu à la fortune?

On ne semble pas se rendre compte, pour une population aussi peu considérable que celle de la Grèce, du danger d'une émigration qui va toujours croissant. Les autorités publiques n'ont toutefois rien fait jusqu'ici pour l'enrayer ou tout au moins pour en atténuer les progrès. Les agences d'émigration prospèrent et se multiplient. La plus petite ville de Grèce, entre son église et son marché, exhibe une enseigne où un transatlantique entouré de grands panaches de fumée grise, vole sur les vagues d'azur vers le pays de l'or. Des racoleurs parcourent les villages, racontant les histoires les plus merveilleuses entre deux pots de vin, et offrent le passage à crédit à ceux qui veulent hypothéquer leurs bénéfices futurs! Voici un aperçu de l'émigration aux Etats-Unis depuis 1885 :

1885 . . . . .	172 émigrants	
1893 . . . . .	1.072	—
1901 . . . . .	5.910	—
1903 . . . . .	14.090	—
1904 . . . . .	11.343	—
1905 . . . . .	10.515	—



1906 . . . . .	19.489 émigrants
1907 . . . . .	36.404 —

Soit, durant les cinq dernières années, 91.841 émigrants. L'année 1908 marque un temps d'arrêt dans cette marche ascendante de l'émigration par suite de la crise économique et financière qui sévit en Amérique depuis l'année dernière et qui a causé le retour en Grèce de milliers d'Hellènes qui y avaient émigré.

### *Les richesses minérales de la Grèce.*

Les minerais de fer helléniques qui, l'année dernière, n'étaient compris que pour 1.814 tonnes dans l'importation de ces produits en Allemagne, y figurent cette année pour 43.857 tonnes. On voit par ces chiffres que l'extraction du minerai de fer en Grèce est susceptible d'une extension considérable. De nombreux capitaux y sont déjà engagés, mais elle peut en employer et en rétribuer de bien plus nombreux encore. Certains promontoires, certaines îles de la Grèce, ne sont que de véritables blocs de métal. On peut en retirer des richesses minérales infinies. Si on les travaillait sur place, si l'on établissait des hauts-fourneaux et des laminoirs, on pourrait rapidement transformer la face du pays en augmentant la richesse d'une façon incalculable.

Peuple de marchands et de matelots, les Grecs deviendraient également un peuple industriel. Ils se rendraient également les maîtres des marchés environnants, Turquie, Asie-Mineure, Egypte, Syrie, sans compter une bonne partie du bassin de la Mer Noire. Au point de vue métallurgique, il ne dépend que de la Grèce de devenir une sorte de Belgique du Levant.

De sérieux obstacles se dressent, il est vrai, devant la réalisation de semblables projets. Ce sont surtout la pénurie des moyens de transport et l'inégalité des filons. Or, la solution de ces difficultés n'est guère qu'une question d'argent et de sondages. Il serait à désirer que les capitaux français s'orientent vers cette nouvelle source de revenus.

*Mines.* — La quantité de tonnes de minerais exportées en 1907 et leur valeur en francs sont données par le tableau suivant :

	Tonnes	Valeur
Exportés à l'étranger :	—	—
Minerai de fer . . . . .	768.863	5.724.128
— de fer manganésifère . . . . .	92.970	1.100.389
— de zinc . . . . .	30.346	2.991.842
— de manganèse . . . . .	11.139	238.805
— de chrome . . . . .	11.730	492.660
— de magnésie . . . . .	60.248	1.367.557
— d'émeri . . . . .	10.589	1.127.727
Plomb d'œuvre . . . . .	13.814	7.837.492

	Tonnes	Valeur
Consommés dans le pays :	—	—
Lignite . . . . .	11.719	160.910
Gypse . . . . .	70	4.900
Sel . . . . .	26.966	2.701.160
Pierres à moulins. . . pièces	14.200	14.176
En partie exportés :		
Marbre . . . . . m. c.	4.208	741.574

*Change.*

Depuis les dix dernières années, le taux du change n'a cessé de décroître. Son cours moyen est tombé de 1,67 1/2 en 1897 à 1,09 1/6 en 1907. Par rapport à 1906, l'écart est insignifiant :

Cours moyen en 1906 : 1,09 1/4 ; en 1907 : 1,09 1/6.

Sa limite maxima pendant l'année 1907 a été de 113,35 et sa limite minima 107.

Le tableau ci-dessous présente l'état comparatif des cours moyens annuels du change depuis les dix dernières années :

Années	Plus haut	Plus bas	Différence	Moyenne de l'année	Valeur en drachmes de 20 fr. or, c'est-à-dire que 20 fr. représentent
—	—	—	—	—	—
1898	1.56 1/2	1.40	0.16 1/2	1.47.410	29.48
1899	1.68 1/4	1.49	0.19 1/4	1.56.057	31.20
1900	1.73	1.49 1/2	0.23 1/2	1.64.302	32.86
1901	1.72	1.57	0.15	1.65.770	33.10
1902	1.67 1/2	1.57 1/2	0.10	1.62.560	32.50
1903	1.63 1/4	1.40 1/2	0.22 3/4	1.56.450	31.25
1904	1.49	1.29 1/2	0.19 1/2	1.37.930	27.60
1905	1.32 3/4	1.14 3/4	0.18	1.23.100	24.60
1906	1.16 3/4	1.06 3/4	0.10	1.10.030	22.00
1907	1.13 1/4	1.07	0.06 1/4	1.08.760	21.75

Ainsi que le fait remarquer la Commission Financière dans son rapport pour 1907, la baisse continue du change accusée par les chiffres ci-dessus est un symptôme de relèvement économique du pays. On constate, il est vrai, en novembre et décembre 1907, un cours supérieur à celui des autres mois de l'année et au cours relevé pour les mois correspondants de l'année 1906 ; mais il ne semble pas que cette hausse puisse être attribuée à un changement dans la situation économique de la Grèce ; il faudrait plutôt y voir un contre-coup de la crise économique qui a sévi dernièrement aux Etats-Unis et qui aurait tari momentanément l'afflux d'or expédié en Grèce par les émigrés hellènes instal-

lés en Amérique. Il n'est pas non plus impossible que la spéculation locale ait eu, à un moment donné, une part de responsabilité dans le mouvement ascensionnel du cours du change.

### *Circulation fiduciaire.*

La circulation des billets de banque pour le compte de la Banque Nationale de Grèce, dont le maximum est fixé à 65.000.000 de drachmes, était au 31 décembre restreinte à 63.216.340 drachmes et celle pour le compte de la Banque Ionienne, dont le maximum est fixé à 7.000.000 de drachmes, était, à la même date, restreinte à 6 millions 588.035 drachmes. Mais une partie de ces sommes se trouvait en caisse des deux Banques : 348.100 en billets de la Banque Ionienne et 1.882.388 en coupures de une et de deux drachmes existaient dans la caisse de la Banque Nationale et, dans la caisse de la Banque Ionienne, la somme de 1.756.528 drachmes en billets de la Banque Nationale et la somme de 11.499 drachmes en coupures.

Le total de la circulation des billets de banque pour le compte de la Banque Nationale et de la Banque Ionienne était donc, à la fin de l'année 1907, de 69.804.375 drachmes.

Les principales banques dont le siège est à Athènes, sont les suivantes :

*Banque Nationale de Grèce* qui est la Banque d'Etat. Capital : 20.000.000 de drachmes. Réserves : 13.500.000 drachmes. Emprunt à lots 3 % 44.841.390 drachmes. Emprunt à lots 2 1/2 % (foncier) 20.500.000 drachmes.

Son encaisse métallique, tant en Grèce qu'à l'étranger, s'est relevée d'année en année pour atteindre le chiffre de 32.861.422 francs. L'ensemble des disponibilités en or, dans lesquelles est naturellement comprise l'encaisse métallique, s'élève à 61.558.472 francs.

*Banque d'Athènes.* — Société anonyme. Capital : 20 millions de drachmes. Réserves : 1.270.00 drachmes. Obligations : 2 millions 500.000 drachmes.

Cette banque cherche à porter son capital à 50.000.000 de drachmes.

*Banque Ionienne Limited.* — Siège à Londres. Capital : 315.510 livres sterling. Réserves : 3.074 livres sterling

*Banque d'Orient.* — Fondée en 1904. Capital 15.000.000 de francs.

*Banque de Mételin.* — Siège à Mételin. Capital : 168.000 livres sterling. Réserves : 10.150 livres sterling.

*Banque Populaire.* — Fondée dernièrement. Capital : 1 million 500.000 drachmes.

*Banque Commerciale de Grèce.* — Société en commandite. Capital : 2.000.000 de drachmes. Réserves : 50.000 drachmes.

*Chemins de fer.*

Le réseau des chemins de fer helléniques appartient aux six Compagnies suivantes :

Compagnies des chemins de fer Helléniques, Pirée-Athènes-Péloponèse, Pirée-Athènes (électrique), de la Thessalie, de l'Attique, Pyrgos-Catacolo, Missolonghi-Agrinion.

La longueur kilométrique totale de ces différentes lignes est de kilomètres 1.439 et 957 mètres, se décomposant comme suit :

Cie des chemins de fer :

Helléniques . . . . .	293 kil. 957 mètres
Pirée-Athènes-Péloponèse . .	752 —
Pirée-Athènes. . . . .	10 —
Attique. . . . .	76 —
Pyrgos-Catacolo . . . . .	13 —
Thessalie . . . . .	231 —
Missolonghi-Agrinion . . . .	64 —

Le tableau suivant indique le nombre des voyageurs transportés par chaque Compagnie en 1906 et 1907, ainsi que le nombre de tonnes de marchandises transportées par chaque compagnie en 1906 et en 1907.

Compagnies de chemins de fer	Nombre de voyageurs transportés		Nombre de tonnes de marchandises transportées	
	En 1907	En 1906	En 1907	En 1906
Helléniques. .	288.240	280.917	35.520 155	32.805 100
Pirée-Athènes. .	4.661.757	4.836.484	46.321	41.724
Pirée-Athènes- Péloponèse . .	1.123.772	1.037.365	193.550 490	178.300 200
Attique . . . .	594.490	644.369	208.414 70	206.177 75
Thessalie . . .	881.839	837.090	20.930	11.700
Missolonghi- Agrinion. . . .	165.720	129.541	114.474	118.608

Les recettes d'exploitation pour toutes les Compagnies se sont élevées à 10.949.674 drachmes 20, en 1907, et à 10.426.840 drachmes 66, en 1906, soit, pour :

Compagnies	1907	1906
Helléniques . . . . .	794.020 90	801.032 90
Pirée-Athènes . . . . .	4.650.771 55	4.444.587 40
Pirée-Athènes-Péloponèse	2.408.705 53	2.171.776 65
Attique . . . . .	869.835 27	796.275 11
Thessalie . . . . .	2.025.941 15	2.031.599 30
Missolonghi-Agrinion . .	190.399 80	181.569 30



La Compagnie des Chemins de fer Helléniques vient de livrer (6 septembre) à l'exploitation publique, la section Bralo-Larisse, d'une longueur de 180 kilomètres environ. Dans quelques mois, la ligne touchera la frontière turque à Tsaghési et l'on n'attend que l'adhésion de la Turquie pour que le raccordement des chemins de fer helléniques avec les chemins de fer turcs se réalise. La Grèce se trouvera alors reliée avec l'Europe centrale par le Pirée-Salonique-Uskub-Belgrade et Vienne, les tracés tourmentés et accidentés des lignes de la Bosnie ne permettant jamais un trafic international.

Le but du raccordement gréco-ottoman est de rattacher la Grèce au reste de l'Europe, d'en permettre l'accès plus facile par des trains directs, sans transbordement, aux nombreux touristes qu'attirent les souvenirs d'un passé glorieux entre tous.

#### *Routes.*

La longueur kilométrique des routes du Royaume était en : 1902, de 4.436 kilom. 675 mètres ; 1906, de 5.269 kilom. 940 mètres ; 1907, de 5.350 kilom. 627 mètres.

Les routes communales entretenues par les communes ont une longueur d'environ 500 kilomètres.

#### *Colis postaux.*

Le tableau suivant donne le nombre des colis postaux venus de l'étranger par le Pirée et les droits de douane auxquels ils ont été assujettis.

Années.	Nombre	Droits de Douane
1900	23.568	275.768 drachmes
1901	26.268	295.014 —
1902	29.888	350.548 —
1903	35.335	436.621 —
1904	42.238	552.451 —
1905	46.345	499.081 —
1906	54.402	504.286 —

#### *Mandats postaux.*

Le tableau suivant indique le nombre et la valeur des mandats-poste sur l'étranger et des mandats-poste étrangers acquittés pendant les années 1906 et 1907 :

Mandats-poste émis		
	Nombre	Valeur
1907 . . . .	29.576	1.877.192
1906 . . . .	26.932	1.622.368

## Mandats-poste acquittés

	Nombre	Valeur
1907 . . . .	93.835	17.111.067
1906 . . . .	69.042	10.799.684

*Monopoles de l'Etat.*

Le tableau ci-dessous indique le produit des monopoles de l'Etat pendant les années 1905, 1906 et 1907.

	1907	1906	1905
	Drachmes	Drachmes	Drachmes
Sel . . . . .	2.977.883	3.057.393	3.059.372
Pétrole . . . . .	5.382.270	6.123.015	6.450.945
Allumettes . . . .	1.851.832	1.823.388	1.771.353
Cartes à jouer . . .	353.929	336.822	325.941

*Mouvement de la navigation dans les ports du Royaume.*

Ainsi qu'on le verra dans le tableau ci-dessous le nombre des navires entrés et sortis dans les ports du royaume a été, en 1907, inférieur de 7.262 à l'entrée et de 7.376 à la sortie à celui de l'année 1906; de même le chiffre du tonnage à l'entrée a été en 1907 inférieur de 5.481.295 tonnes et le tonnage à la sortie de 4.567.210 tonnes.

La navigation française est représentée par 233 navires à l'entrée et 188 à la sortie, donnant un tonnage de 305.925 tonnes à l'entrée et de 328.814 à la sortie.

Le pavillon français vient au cinquième rang dans presque tous les ports du royaume, après les pavillons helléniques, anglais, allemand et autrichien.

# MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION EN 1906, DANS LES PORTS DU ROYAUME

*Pirée, Syra, Corfou, Patras, Céphalonie, Zante, Volo, Calamata.*

Nombre de navires	ENTRÉES		SORTIES		
	Tonnage	Equipages	Nombre de navires	Tonnage	Equipages
19.808	14.964.259	417.149	19.865	14.200.961	388.582

# MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION ET RELEVÉ DU MOUVEMENT DES NAVIRES FRANÇAIS EN 1907, DANS LES PORTS DU ROYAUME

*Pirée, Syra, Corfou, Patras, Céphalonie, Zante, Volo, Calamata.*

	Nombre		Tonnage		Nombre des	
	total des navires	des navires français	général	des navires français	total des équipages	français
Entrées. . . . .	12.546	232	9.482.964	305.925	282.803	8.396
Sorties . . . . .	12.489	188	9.633.751	328.814	294.359	9.653

## MEXIQUE

**Commerce général du Mexique en 1906-1907.  
Débouchés pour l'industrie française.**

Vera-Cruz, le 30 septembre 1908.

Le port de Vera-Cruz étant le siège de la douane la plus importante de tout le Mexique, et celle par où passent presque toutes les importations françaises, il est utile, avant d'examiner le mouvement commercial qui lui est particulier, de jeter un coup d'œil sur l'ensemble du commerce extérieur de la République mexicaine.

Le bureau de statistique établi au ministère des finances à Mexico, fait paraître mensuellement, avec parfois beaucoup de retard, un tableau du mouvement commercial de la République, mais les statistiques annuelles sont établies sur l'année fiscale, qui comprend du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de l'année suivante ; de plus, bien que spécifiant la part de chaque port, elles ne décomposent pas cette part entre les différentes provenances ou destinations.

Il a donc fallu faire les relevés ci-après en compulsant séparément chaque fascicule mensuel, et les résultats totaux pourraient peut-être, par la suite, subir une très légère modification à l'établissement des statistiques annuelles.

La piastre mexicaine est restée à peu près de valeur fixe en 1907, et elle a été calculée à raison de 2 fr. 50 quoiqu'elle soit légèrement supérieure à ce taux.

Le mouvement commercial de la République mexicaine n'a subi que peu de changement dans son ensemble pendant l'année 1907, comparée avec l'année 1906, *en piastres mexicaines*.

	1907	1906	Augmen- tation
Importations. . .	247.742.580	240.255.922	7.486.658
Exportations. . .	257.920.584	257.158.238	762.326
Totaux. . .	505.663.164	497.414.160	8.248.974

Mais il faut observer que dans les chiffres de l'exportation est comprise la valeur nominale de l'or et de l'argent monnayés : il est vrai que ce dernier surtout peut être comparé à une véritable marchandise puisqu'il est exporté surtout en Chine où il sert encore de monnaie.

Voici les valeurs de cette exportation spéciale pour les deux dernières années :



	1907	1906
Or monnayé. . . .	5.023.303	37.741
Argent monnayé. . . .	23.852.253	42.390.337
Totaux. . . .	28.875.566	42.428.078

Ce qui réduirait les chiffres de l'exportation aux suivants :

piastres 229.045.018	214.520.180
----------------------	-------------

Le tarif des douanes mexicaines répartit les marchandises d'importation en 11 classes et celles d'exportation en 5 classes seulement.

#### IMPORTATION.

Classe 1. — *Matière animales*, comprenant animaux vivants, produits et dépouilles bruts et travaillés.

Classe 2. — *Matière végétales*, comprenant fibres, graines, essences, bois bruts et ouvrés.

Classe 3. — *Matières minérales*, métaux précieux monnayés, ouvrés, métaux bruts ou préparés, matériaux, pierres, terres et verreries.

Classe 4. — *Textiles et produits manufacturés*, comprenant les filés de coton, de laine, de soie, etc., les tissus, modes et confections.

Classe 5. — *Produits chimiques et pharmaceutiques*, comprenant les médicaments, couleurs, vernis.

Classe 6. — *Boissons spiritueuses*, fermentées ou naturelles.

Classe 7. — *Papier et ses applications*.

Classe 8. — *Machines et appareils*.

Classe 9. — *Véhicules*.

Classe 10. — *Armes et explosifs*.

Classe 11. — *Produits non spécifiés*.

#### EXPORTATION.

Classe 1. — *Produits minéraux*.

Classe 2. — *Produits végétaux*.

Classe 3. — *Produits animaux*.

Classe 4. — *Produits manufacturés*.

Classe 5. — *Divers*.

Voici, réparties en ces différentes classes, les entrées et sorties de marchandises pour les années 1906 et 1907 :

## IMPORTATION.

	1907	1906
	—	—
	piastres	
Matières animales. . . . .	18.423.113	18.432.362
Matières végétales. . . . .	35.142.688	31.866.049
Métaux précieux	1907	1906
	—	—
	piastres	
Matières minérales . . . . .	5.789.981	99.941.748
Textiles et manufacturés. . . .	29.240.308	24.240.358
Produits chimiques . . . . .	10.849.675	8.270.393
Boissons . . . . .	7.645.224	7.128.394
Papier et applications. . . . .	6.351.041	55.683.106
Machines . . . . .	29.878.523	24.823.696
Véhicules . . . . .	9.645.815	6.954.641
Armes et explosifs . . . . .	3.884.263	4.175.815
Divers . . . . .	891.930	8.838.947
Totaux. , . . .	247.742.580	280.255.922

## EXPORTATION.

Or monnayé . . . . .	5.025.303	37.741
Argent monnayé. . . . .	23.852.263	42.390.357
Or en barres ou en masses . . .	23.002.220	26.948.921
Argent en barres ou en masses	80.861.454	73.706.905
Autres métaux		
Cuivre . . . . .	29.765.105	26.908.316
Plomb et zinc . . . . .	7.930.106	6.634.989
Totaux, métaux. . . . .	171.034.451	176.627.109
Matières végétales. . . . .	71.349.985	65.289.779
Matières animales . . . . .	10.146.760	11.408.363
Objets manufacturés. . . . .	3.819.017	3.020.188
Divers . . . . .	1.570.371	812.799
Totaux . . . . .	257.920.584	257.158.238

Ce mouvement d'échange se présente donc avec un solde en faveur du Mexique de 10,178,004 piastres pour 1907, contre 16,902,316 piastres en 1906 : il est vrai que si l'on défalque les métaux précieux monnayés cette balance est, au contraire, devenue un déficit de 18,697,562 piastres pour 1907, contre 25,533,762 piastres en 1906.

C'est naturellement le voisin le plus proche, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique du Nord, qui expédie et reçoit le plus de marchandises parmi toutes les nations concurrentes : sa proximité lui donne, en effet, des avantages très sérieux augmentés encore par le fait que les très gros capitaux mis par les Américains du Nord dans les mines, l'industrie et même l'agriculture du Mexique, sont surveillés, mis en œuvre et dirigés par eux, qui forment ainsi une colonie très importante comportant une clientèle très sérieuse.

Voici le tableau du mouvement des échanges entre le Mexique et ses divers clients, faisant ressortir les différences entre les deux dernières années :

	Importations		Exportations	
	1907	1906	1907	1906
	piastres		piastres	
Etats-Unis . .	149.310.882	161.711.264	182.441.214	178.459.023
Grande-Bretagne . . .	28.335.475	20.674.550	33.133.456	39.751.744
Allemagne . . .	27.702.348	22.812.917	22.133.325	18.038.025
France . . .	19.336.944	16.728.769	8.903.733	8.149.999
Espagne . . .	7.984.648	7.759.185	2.467.356	2.742.047
Belgique . . .	3.775.836	2.727.825	4.935.540	5.725.421
Italie . . .	2.215.897	1.450.236	»	»
Antriche . . .	1.530.503	1.231.116	»	»
Indes anglaises . .	1.170.946	1.254.731	»	»
Japon . . .	978.907	143.303	»	»
Canada . . .	702.076	325.521	490.549	213.415
Hollande . . .	384.046	594.011	»	»
Amérique du Sud . . .	758.972	189.759	69.469	88.879
Amérique centrale . . .	93.847	38.149	753.660	874.564
Antilles . . .	114.439	229.124	2.503.035	2.975.579
Divers pays d'Europe . .	2.709.180	2.066.323	»	»
Divers pays . .	192.629	307.149	88.247	139.542
Totaux . .	247.742.580	240.255.922	257.920.584	257.158.238

#### *Année 1907.*

Les cinq principaux fournisseurs du Mexique sont donc les Etats-Unis (60 %), la Grande-Bretagne (11 %), l'Allemagne (11 %), la France (8 %), et la Belgique (1 %). Le reste ne fournit que 6 %.

A l'exportation, la même proportion est à peu près gardée, sauf que la Belgique vient avant l'Espagne, mais après les Antilles (c'est-à-dire

Cuba, qui a acheté du bétail mexicain). Les Etats-Unis achètent le 70 %, la Grande-Bretagne le 13 %, l'Allemagne le 8 %, la France le 3 1/2 %, la Belgique le 2 %, les Antilles le 1 % et l'Espagne le 1 %. Le reste 1 1/2 %.

Il y a lieu de noter que dans l'importation des Etats-Unis a été compris l'apport de monnaie d'or de ce pays, apport qui n'a pas été moindre de 40,000,000 de piastres en 1907 comme en 1906.

Le Mexique compte 38 bureaux de douane (sans compter celui de Mexico, la capitale, dont il n'a pas été tenu compte dans les statistiques bien qu'il commence à recevoir directement une assez grande quantité de marchandises).

Ces bureaux sont ainsi répartis : 10 sur le golfe du Mexique, 13 sur l'Océan Pacifique, 13 sur la frontière du Nord, entre les Etats-Unis et la République, et seulement 2 sur la frontière du Honduras britannique et du Guatemala.

Ce sont les douanes du Golfe, suivies de près par les douanes terrestres du Nord, qui produisent les plus fortes recettes. Celles du Pacifique sont très distancées, et quant à celles du Sud, leur chiffre de trafic est insignifiant.

Les 54 % de l'importation et les 74 % de l'exportation sont la part du golfe. Les 40 % et 25 % respectivement celles des douanes de terre et les 6 % et 1 % des ports du Pacifique. (Ces chiffres sont considérés pour l'année 1907 seulement).

Voici le relevé des échanges ayant passé par ces bureaux en 1906 et 1907 :

## IMPORTATIONS.

	1907	1906
	—	
	piastres	
Tampico (Tamaulipas). . . . .	44.835.178	33.181.004
Tuxpan (Vera Cruz) . . . . .	45.248	46.192
Vera Cruz — . . . . .	74.114.354	60.988.958
Coatsocoalcos (Vera Cruz). . . . .	4.086.080	2.763.199
Frontera (Tabasco). . . . .	1.202.590	1.138.675
Carmen (Campêche) . . . . .	390.083	185.225
Campêche — . . . . .	476.712	648.868
Progreso (Yucatan). . . . .	8.914.644	16.421.997
Ascension (Ter. Quintanaa Roo). . . . .	41.525	68.613
Chetunal — . . . . .	856.818	214.301
Totaux des douanes du Golfe. . . . .	134.963.312	115.657.032
Douanes du Nord . . . . .	99.976.463	115.882.857
Douanes du Pacifique . . . . .	12.398.407	9.399.373
Douanes du Sud . . . . .	404.498	316.670
Totaux. . . . .	247.742.580	240.255.922



## EXPORTATIONS.

	1907	1906
	—	
	piastres	
Tampico (Tamaulipas). . . . .	88.013.902	75.273.266
Tuxpan (Vera Cruz) . . . . .	467.939	358.156
Vera Cruz — . . . . .	48.419.894	58.775.324
Coatsocoalcos (Vera Cruz). . . . .	45.288	147.518
Frontera (Tabasco) . . . . .	286.296	364.003
Carmen (Campêche) . . . . .	1.995.681	1.617.536
Campêche — . . . . .	3.216.001	2.323.633
Progreso (Yucatan). . . . .	28.266.776	33.921.803
Ascension (Ter. Quintenaa Roo). . . . .	»	»
Chetunal — . . . . .	»	»
Totaux des douanes du Golfe. . . . .	170.711.777	172.781.239
Douanes du Nord . . . . .	66.668.918	68.518.531
Douanes du Pacifique . . . . .	17.750.439	14.660.587
Douanes du Sud . . . . .	2.789.450	2.197.981
Totaux. . . . .	257.920.584	257.158.238

*Etat de Vera Cruz.*

La circonscription du Consulat de France à Vera Cruz comprend tous les Etats de la République mexicaine baignés par le Golfe du Mexique, c'est-à-dire en descendant par le Nord; les Etats de Tamaulipas, Vera Cruz, Tabasco, Campêche et Yucatan, et la partie orientale de la presqu'île de Yutacan, primitivement faisant partie de l'Etat de ce nom, mais formant actuellement un territoire fédéral dénommé Quintanaa Roo.

L'Etat de Tamaulipas comprenant le port de *Tampico*, siège d'un Vice-Consulat, qui envoie des rapports séparés, son mouvement ne sera pas examiné dans la présente étude.

Cette vaste étendue de terre couvre une superficie de 325,630 kilomètres carrés, avec une population au recensement de 1900 de 1,756,000 habitants. (Un peu plus que la superficie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne).

L'étendue des côtes est de 2,400 kilomètres, dont 400 pour le Tamaulipas, 460 pour le Vera Cruz, 190 pour le Tabasco, 360 pour le Campêche et 990 pour la presqu'île du Yucatan.

Dix ports principaux existent sur cette côte : Tampico (Tamaulipas), Tuxpan, Vera Cruz et Coatsocoalcos (Vera Cruz), Frontera (Tabasco), Carmen et Campêche (Campêche), Progreso (Yucatan),

Ascension et Chetumal (ou Payo Obispo), (Territoire de Quintanaa Roo).

La capitale de l'Etat de Vera Cruz est toujours Jalapa, choisie à cet effet il y a plusieurs années à cause de sa position plus salubre que Vera Cruz, ville très malsaine anciennement mais qui, par suite des travaux entrepris et à peu près achevés, voit sa mortalité diminuer rapidement en tant que celle attribuable au climat et non à des causes inhérentes aux habitudes et à la manière de vivre des habitants.

Il avait été question de transférer la capitale à Orizaba, sur la ligne de chemin de fer reliant par la voie la plus courte Mexico à la côte, et qui offrait l'avantage d'être le centre industriel de l'Etat, mais différentes raisons ont fait retarder la mise à exécution de ce projet qui semble abandonné, tout au moins pour le présent.

L'Etat de Vera Cruz est au point de vue agricole un des plus riches de la République Mexicaine, et si ses ressources minérales paraissent, à part le pétrole, peu abondantes, par contre son sol se prête merveilleusement aux entreprises rurales.

En effet, la diversité de son climat et de son relief, jointe à la multiplicité des cours d'eau qui l'arrosent, le rend très propre à l'exploitation des forêts, de prairies pour l'élevage, et de grandes plantations.

Bien que très lentement, sa mise en valeur grandit chaque jour et lorsque toutes les voies de communication naturelle ou de main d'homme auront été complétées, il sera fructueux de venir créer de grandes entreprises industrielles et agronomes.

Des trois ports de l'Etat ouverts au commerce d'outre-mer, Tuxpan, Vera Cruz et Coatsacoalcos, celui de Vera Cruz est sans contredit le plus important et le plus ancien.

*Port de Vera Cruz.* — Les grands travaux entrepris pour aménager la rade et en faire un port de premier ordre sont presque entièrement achevés.

Dès l'année 1851, on avait projeté l'amélioration du port de Vera Cruz, formé par le bras de mer s'étendant entre la plage et le fort d'Uloa, exposé aux vents du nord qui empêchaient parfois le débarquement pendant des jours et même des semaines entières.

Les bâtiments devaient rester continuellement prêts à appareiller et nombre de naufrages étaient chaque année causés dans le port même par la violence des tempêtes et le manque absolu d'abri.

On avait mis en avant un projet de transporter le port à Rincon Antonio, puis de fermer le bras de mer nord par des barques chargées de pierres qui auraient été coulées en rade ; un ingénieur, M. Senties, proposa un plan qui reliant des récifs à 3 milles au large aurait abrité 103.000 hectares et exigé 24.000.000 de mètres cubes de maçonnerie et 2.750.000.000 de béton.

Un ingénieur américain, qui venait de faire la régularisation du

Mississippi, le capitaine James Eads consulté, établit un projet plus raisonnable que la municipalité de Vera Cruz, autorisée par le gouvernement fédéral en août 1882, voulut mettre à exécution par elle-même.

Mais elle dut reconnaître qu'elle ne pouvait y arriver et au commencement de 1883, grâce à la circonstance fortuite du passage d'un ingénieur français, M. Thiers, qui venait d'étudier la barre de Tampico, ce fut une société d'ingénieurs français, MM. Bouet, Caze et C<sup>ie</sup>, qui, de Paris, par décret présidentiel du 15 avril 1883, obtint la concession de la construction du port de Vera Cruz, sur un plan un peu différent de celui de l'ingénieur Eads, et un devis de 10.000.000 de piastres, soit au cours d'alors 47.000.000 de francs, devant être terminé en 12 ans.

Cette affaire avait un très bel avenir, car, en plus de son importance, elle devait mettre notre industrie à même de s'occuper de tous les travaux publics de la région : adduction d'eau, tramways, etc., etc.

Malheureusement la société Bouet, Caze et C<sup>ie</sup> n'était pas assez puissante, et elle ne put réussir.

Ce fut très fâcheux, car tous les avantages que l'on avait prévu sont bien découlé de l'entreprise en question mais au bénéfice d'une autre société, et tous les espoirs conçus se sont réalisés mais au bénéfice d'une compagnie étrangère.

En effet, la grande industrie française qui aurait dû pourtant s'occuper du Mexique à cette époque où elle a exécuté bien d'autres travaux du même genre dans le monde entier, paraît avoir complètement oublié ce pays et la concession déclarée caduque par le gouvernement fédéral, fut accordée à M. Antonio Cerdan, lequel reprenant le plan Eads, construisit le brise-lames nord, employant de la chaux hydraulique de Marseille et des masses madrépriques.

Cet entrepreneur ne pouvant continuer passa lui-même sa concession en 1895 à une puissante société anglaise, qui venait d'exécuter les travaux de dessèchement de la vallée de Mexico (travaux, paraît-il, offerts à des constructeurs français, lesquels se retirèrent au moment de conclure).

La maison S. Pearson et C<sup>o</sup> a terminé ce gigantesque travail et actuellement cette rade est un port de premier ordre.

Entre temps, la maison Pearson obtenait les monopoles de l'adduction d'eau à Vera Cruz, des tramways électriques, de la force et de l'éclairage et de l'exploitation du pétrole dans l'État.

Le port a coûté 30.000.000 de piastres.

Une gare maritime terminale qui coûtera 7.000.000 de piastres viendra augmenter les commodités offertes au commerce maritime, malheureusement au détriment de la ville elle-même de Vera Cruz, dont l'importance est appelée à diminuer grandement en tant que centre commercial pour devenir de plus en plus ville de simple transit.

*Population.* — La ville elle-même de Vera Cruz dont la population

s'élevait à 29.000 habitants en 1900, est actuellement peuplée d'environ 38.000, augmentation amenée par l'exécution des travaux dont il vient d'être parlé et par l'intensité du mouvement commercial de ces dernières années.

Ce mouvement ayant grandement diminué par suite des effets de la crise sévissant actuellement sur l'Amérique du Nord tout entière, il est à présumer que cette marche en avant ne se continuera pas, car l'immigration européenne ne forme qu'un très petit contingent formé absolument d'Américains et d'Espagnols.

Par suite du fait que les enfants nés sur le territoire mexicain sont mexicains eux-mêmes, les colonies étrangères ne font que diminuer tous les jours, les nouveaux arrivants n'étant pas assez nombreux pour compenser la disparition des anciens colons.

Actuellement voici quels sont à peu près les chiffres des étrangers résidant à Vera Cruz même :

Espagnols . . . . .	2.000
Cubains . . . . .	500
Allemands . . . . .	45
Américains du Nord . . . . .	76
Anglais . . . . .	35
Français . . . . .	14
Arabes . . . . .	80
Grecs . . . . .	17
Italiens . . . . .	9
Belges . . . . .	6
Autres pays . . . . .	35
Total . . . . .	2.817

*Chemins de fer.* — Vera Cruz est desservie par 4 lignes de chemins de fer :

Le *Ferrocarril Mexicano*, le plus ancien de tous, commencé en 1837 et inauguré en 1873, et qui aurait coûté, dit-on, 40.000.000 de piastres. Long de 424 kilomètres, c'est la voie la plus courte entre Mexico et la côte. Le trajet se fait en 11 heures et prochainement en 8 heures.

Il appartient à une compagnie anglaise dont le siège est à Londres.

Le *Ferrocarril Interocéanico* ou *Acapulco Vera Cruz* lequel relie également Vera Cruz à Mexico par Jalapa ; son parcours est de 474 kilomètres.

Cette ligne faisait partie de ce qu'on appelait *les chemins de fer nationaux* sur lesquels le gouvernement avait un droit de contrôle. Récemment, par suite de contrats intervenus, ces lignes se sont fusionnées avec celles dites *Central* et *International* et actuellement presque tout le réseau des voies ferrées du Mexique est la propriété d'une puissante compagnie anglo-mexicaine dont le gouvernement a la majeure partie des actions et le contrôle absolu.

Le *Ferrocarril Vera Cruz Pacifico*, actuellement *Vera Cruz al Istmo* lequel relie Vera Cruz au chemin de fer traversant l'isthme de Tehuan-



tepec, et par là aux ports de Coatsocoalcos et de Salina Cruz. Ce dernier sur le Pacifique.

Ce chemin de fer vient d'être acheté par le Gouvernement, et doté d'un conseil d'administration entièrement composé de fonctionnaires.

Enfin le chemin de fer *Vera Cruz Alvarado, limited*, compagnie anglaise, filiale de S. Pearson and Son.

Cette ligne est en quelque sorte complétée et prolongée par un service fluvial de bateaux à vapeur remontant le Papaloapam, fleuve qui arrose tout le sud de l'Etat et dont le cours qui vient d'être régularisé sert de voie d'écoulement aux produits de cette région très fertile et industrielle.

Ces quatre compagnies viennent de former une société qui va construire une *gare maritime terminale*, où toutes les voies seront réunies et où toutes les opérations de transit seront effectuées, rendant ainsi ce transit bien plus aisé, mais au détriment du commerce même de la ville de Vera Cruz, où les magasins qui servaient à l'approvisionnement des négociants de l'intérieur, perdront presque toute leur clientèle, desservie directement.

Vera Cruz est en outre parcourue par des tramways électriques d'une étendue de 10 kilomètres, appartenant ainsi que le service de l'éclairage, public et privé, la fourniture de l'énergie électrique et l'adduction d'eau, à la même compagnie S. Pearson and Son.

Il aurait été intéressant de relever le mouvement d'entrée et de sortie des marchandises et des passagers à Vera Cruz par les quatre lignes de chemin de fer ci-dessus énumérées, mais il n'a pas été possible de réunir ces chiffres.

Seul le chemin de fer mexicain a pu donner les totaux suivants :

Marchandises apportées à Vera Cruz	
par voie ferrée . . . . .	81.500 tonnes
Marchandises mises en wagon à Vera Cruz. . . . .	270.000 —
Passagers arrivés par voie ferrée à Vera Cruz . . . . .	67.500 passagers
Passagers partis de Vera Cruz en wagon . . . . .	86.000 —

Ces chiffres se rapportent à l'année 1907.

La douane de Vera Cruz a reçu en 1906, 26 0/0 et en 1907 30 0/0 de la totalité des marchandises importées dans tout le Mexique, et a exporté 23 0/0 en 1906, et seulement 18 0/0 en 1907 de la totalité des exportations.

#### IMPORTATION.

L'importation a augmenté de 12 0/0, passaut de 60.988.958 piastres (1906) à 74.114.334 piastres (1907) tandis que la sortie des exporta-

tions qui était de 58.773.324 piastres en 1906, est tombée à 48.410.894 piastres en 1907, soit une diminution de 17 o/o.

La répartition des introductions selon les 11 classes du tarif donne le tableau suivant :

Matières animales. . . . .	5.436.900 piastres
— végétales. . . . .	8.640.011 —
— minérales. . . . .	20.603.772 —
Textiles et tissus. . . . .	11.471.569 —
Produits chimiques. . . . .	4.070.947 —
Boissons. . . . .	5.257.011 —
Papier et applications. . . . .	4.308.564 —
Machines. . . . .	8.854.051 —
Véhicules. . . . .	1.565.517 —
Armes et explosifs. . . . .	644.992 —
Divers. . . . .	4.261.000 —
Total. . . . .	74.114.334 piastres

Quant à la part prise par chaque pays dans cette importation, en voici les chiffres approximatifs (les quantités n'ayant pas encore été vérifiées), pour les années 1906 et 1907 :

	1907	1906
	—	—
	piastres	
Etats-Unis. . . . .	19.114.000	15.240.555
Allemagne. . . . .	15.399.000	11.432.000
Grande-Bretagne. . . . .	12.978.000	12.117.000
France. . . . .	12.967.000	10.786.000
Espagne. . . . .	5.777.000	5.542.710
Belgique. . . . .	1.561.000	1.122.000
Italie. . . . .	1.413.000	848.000
Autriche. . . . .	853.000	715.000
Indes anglaises. . . . .	754.000	Sont compris
Suède. . . . .	664.000	sous
Suisse. . . . .	641.000	la rubrique
Cuba. . . . .	150.000	« Autres pays »
Autres pays. . . . .	1.843.334	3.186.958
Totaux. . . . .	74.114.334	60.988.956

Il résulte de l'examen de ces tableaux que, d'une part, ce sont les matières minérales qui ont formé la plus forte importation, de l'autre, que toutes les contrées étrangères ont vu s'augmenter leurs introductions.

Cette augmentation s'élève à 24 o/o pour les Etats-Unis, 33 o/o pour l'Allemagne, 7 o/o pour la Grande-Bretagne, alors que la France n'a progressé que de 20 o/o dans l'ensemble de ces introductions auxquelles, au reste, elle ne participe, en 1907, que pour 17 o/o contre 18 o/o l'année précédente.

En comparant ces chiffres avec les chiffres de l'importation étrangère totale au Mexique, on peut constater que si les 30 o/o de cette importation totale prennent la voie de Vera Cruz, cette proportion varie beaucoup, suivant la contrée introductrice, ce qui est très naturel.

Les pays d'Europe se servent de préférence de Vera Cruz : les 55 o/o des expéditions allemandes, 46 o/o des expéditions anglaises, 67 o/o françaises, 75 o/o espagnoles, 40 o/o belges et 64 o/o, 55 o/o et 90 o/o respectivement italiennes, autrichiennes et cubaines sont arrivées pendant l'année 1907 dans le port.

Pour les pays portés sous la rubrique « Autres pays » et qui comprennent l'Amérique du Sud et les petits producteurs d'Europe et d'Afrique, ils ont dirigé ici 80 o/o de leurs expéditions.

Il n'a pas été possible d'obtenir séparément les chiffres pour chaque pays, par espèce d'article importé, mais on peut, par l'examen des connaissances, se rendre compte de la part prise par les pays expéditeurs dans l'introduction des principaux produits achetés par le Mexique.

Il faut faire observer que Vera Cruz, recevant le tiers des importations, en réexpédie plus des 3/4 à l'intérieur, ce qui explique que l'examen des chiffres de ce port conduit à des données proportionnelles sur les introductions par les autres douanes.

Voici, en résumé, les principales ventes des principaux pays étrangers :

Les *Etats-Unis*, en dehors de l'entrée de la monnaie d'or, envoie principalement :

Animaux vivants, graisses et saindoux, articles de cuir et chaussures, conserves de viandes, conserves de légumes, fruits et légumes secs, verts, des meubles, des bois de construction, du cuivre en lingots et manufacturé, des tuyaux, des rails, de la quincaillerie, du charbon de terre, des cyanures, des couleurs en poudre ou préparées, du papier pour journaux et impressions, des registres, des imprimés, de la musique, presque toute la machinerie et les instruments pour l'industrie, l'agriculture, les mines et les arts, des lampes électriques, presque tous les wagons de chemins de fer, voitures de charroi, des automobiles, des voitures de luxe, la dynamite en totalité, des huiles pour machines, des articles en caoutchouc, gutta-percha et celluloïd, des chapeaux de toutes sortes, des instruments de musique.

L'*Allemagne* introduit surtout :

Des cuirs communs, articles en os, en corail, en baleine, en nacre, des meubles, de la bijouterie de toutes espèces, des rails pour voies portatives, des câbles aériens, de la chaux, du ciment, des charbons pour lumière électrique, de la porcelaine, de la faïence et de la verrerie, des dentelles et broderies de coton, des tissus de coton écru, imprimés, de couleur (très souvent vendus comme articles français), des bas et tricot, des couleurs et vernis, des produits pharmaceutiques et des drogues,

du papier commun en grande quantité, du carton et des enveloppes, des machines-outils, des pendules ordinaires, des instruments de musique, de la parfumerie.

*La Grande-Bretagne* envoie :

Des courroies, des laines lavées ou préparées, des fibres textiles, venant surtout de l'Inde, des nattes, du charbon de terre, des tôles ondulées, du fer-blanc, de la porcelaine, la majeure partie des fils et filés de coton, des toiles de coton, des tissus de laine et de lin, de la soude, de la potasse, des silicilates, du whisky, du genièvre, de la bière, des machines agricoles et autres.

*La France* fournit seulement :

Des laines en suint, des laines « régénérées », des peaux de lapins et de lièvres, des conserves de légumes, de viande, de gibier, de poisson, des fromages et de la stéarine, des confitures, des pâtes alimentaires, des semences, de la farine, du liège brut ou ouvré, de l'huile d'olive, des meubles fins, des ouvrages en paille, de la bijouterie, des articles en fer et en cuivre, des vis, de la clouterie, des ardoises pour toits, de la porcelaine, des faïences et verreries, des tissus de soie pure ou mélangée, des toiles de coton unies ou damassées, des bas et chaussettes, des vêtements (combien peu, alors qu'elle pourrait tout fournir), des rubans, jarretières, tapis, etc., la plupart des spécialités pharmaceutiques, des produits chimiques, couleurs et vernis, la plus grande partie des cognacs et eaux-de-vie, aussi bien en bouteilles qu'en barils, des liqueurs de toutes sortes, énormément de vins en barriques comme en bouteilles également, des vins mousseux et des eaux minérales, presque tout le papier à cigarettes, un peu de papeterie fine, des cartes géographiques murales et autres, des gravures et dessins, des imprimés, des livres, des instruments pour les sciences et les arts, des montres d'or et d'argent et métal, depuis peu des automobiles et des voitures de luxe, des armes à feu, parmi lesquelles sont compris les canons, les douilles et cartouches vendus au gouvernement mexicain, la plus forte partie de la parfumerie et des savons de toilette et ordinaires, des chapeaux de toutes sortes.

*L'Espagne* importe principalement :

Des conserves de viande, de la charcuterie, de la laine brute, des chaussures communes et des espadrilles, des amandes, des fruits secs et conservés, du safran, de l'huile d'olive et du liège taillé ou en planches, plus de la moitié du vin consommé au Mexique.

Il faut remarquer ici que, pour ces vins comme pour ceux envoyés par la France, on en consomme le double, si ce n'est plus, de la quantité totale introduite, par suite de l'emploi d'étiquettes, bouchons et capsules qui servent pour des bouteilles remplies ici, et paraissant dès lors venir de France ou d'Espagne et vendues comme telles.

La presque totalité des livres et brochures, du papier ordinaire et du papier à cigarettes, des armes à feu.



Parmi les autres pays nous ne voyons à signaler spécialement que les importations de peaux fines et de stéarine de la *Belgique*, qui envoie aussi du ciment, des rails, de la chaux hydraulique et de la verrerie. De fromages et de bougies de la *Hollande*, des poissons salés de la *Suède* et de la *Norvège*. De soie écrue des *Indes Anglaises* qui envoient aussi du riz et des nattes, de marbres, de tuiles, de pâtes alimentaires et de meubles d'*Italie*, de thé par la *Chine*, et de tabac par *Cuba*.

### EXPORTATION.

Au point de vue de l'exportation, Vera Cruz n'occupe pas dans la nomenclature des douanes mexicaines le rang qu'elle détient pour l'importation : elle est, en effet, distancée par Tampico, grâce à ce que ce dernier port importe surtout les minerais du centre du nord du Mexique, dont le sous-sol est bien plus productif, et que les tarifs du chemin « Central » qui le dessert sont plus réduits que ceux du « Mexicano » et de « l'Interocéanique », qui desservent Vera Cruz.

Ainsi qu'il a été démontré plus haut, l'année 1907 a été moins favorable pour les exportateurs et le chiffre d'affaires a diminué de 10.355.430 piastres.

Voici la répartition de ces exportations :

Matières animales. . . . .	3.205.350
— végétales. . . . .	18.464.782
— minérales. . . . .	23.985.010
Objets manufacturés . . . . .	2.024.650
Divers: . . . . .	740.102
Total. . . . .	48.419.894

Répartie entre les divers pays destinataires cette exportation se présente sous l'aspect suivant :

(Les chiffres de 1906 n'ont pu être obtenus.)

Grande-Bretagne . . . . .	16.033.180 piastres
Etats-Unis . . . . .	15.776.030 —
Allemagne . . . . .	6.938.385 —
France. . . . .	5.100.430 —
Cuba. . . . .	1.984.765 —
Espagne . . . . .	1.416.373 —
Belgique. . . . .	685.622 —
Canada . . . . .	328.958 —
Autres pays. . . . .	156.271 —
Total. . . . .	48.419.894 piastres

### NAVIGATION ET MOUVEMENT MARITIME.

Pendant l'année 1907, il est entré à Vera-Cruz 468 bâtiments à vapeur et 13 bâtiments à voiles étrangers, provenant de ports étrangers.

Dans ce nombre ne sont pas comptés les bâtiments à vapeur et à voiles mexicains, faisant le cabotage.

Ces 481 bâtiments jaugeaient un total de 1.577.100 tonnes, alors que les 425 bâtiments à vapeur et 17 à voiles entrés en 1906 jaugeaient 1.264.889 tonneaux bruts.

Au point de vue du pavillon, ces bâtiments se répartissent ainsi :

	1907	1906
Grande-Bretagne. . . . .	189	162
Allemagne. . . . .	81	70
Norvège. . . . .	71	67
Etats-Unis. . . . .	65	71
Espagne . . . . .	25	28
France . . . . .	24	22
Danemarck. . . . .	14	15
Cuba. . . . .	6	»
Suède . . . . .	3	1
Hollande . . . . .	2	1
Honduras . . . . .	1	»
Autriche . . . . .	»	4
	<hr/> 481	<hr/> 442

Il n'a pas été possible de noter séparément les tonnages de chaque nationalité non plus que les totaux des marchandises débarquées et embarquées.

Pendant l'année 1907, il est arrivé à Vera Cruz, par mer, venant de l'étranger 20,126 passagers, dont 2,825 Mexicains, et il est parti par la même voie 13,581 passagers, dont 3,266 Mexicains.

Répartis par nationalité, les 27,616 étrangers, entrés et sortis, forment le tableau suivant :

	Arrivés	Partis
Espagnols . . . . .	7.029	3.944
Syriens et Arabes. . . . .	2.279	630
Citoyens des Etats-Unis. . . . .	2.189	1.842
Français. . . . .	1.081	832
Allemands . . . . .	831	531
Anglais . . . . .	529	635
Cubains. . . . .	834	614
Chinois. . . . .	538	351
Japonais . . . . .	29	9
Autres nationalités . . . . .	1.952	937
Totaux . . . . .	<hr/> 17.291	<hr/> 10.325

*Droits de port.* — Les droits de port et de phare que les bâtiments doivent acquitter à l'entrée des ports mexicains ouverts au commerce

extérieur, sont les mêmes pour les bâtiments étrangers que pour les nationaux.

Il est de 10 centavos pour tout voilier venant directement de l'étranger et de 6 centavos pour tout vapeur par tonneau de jauge brute, chargé ou sur lest. Ce droit, réductible pour les bâtiments faisant le service postal sans subvention, n'est acquitté que dans le premier port touché.

Un droit additionnel pour « travaux de port » fixé pour chaque port est en outre exigé. Il est, à Vera Cruz, à Progreso et à Laguna del Carmen, de 3 centavos pour vapeur et 5 centavos pour voilier par tonne de jauge brute.

En outre, à Vera Cruz, la marchandise embarquée ou débarquée paye une taxe de 0,50 centavos par tonne.

Il faut ajouter à ces droits, pour frais de pilotage à Vera Cruz, 1 piastre 75 par pied (0,305 mil) de tirant d'eau, à l'entrée comme à la sortie, 4 piastres pour chaque changement de mouillage, un droit de patente de 5 piastres, et un droit de visite à l'entrée de 2 centavos par tonne de jauge nette. Enfin un bâtiment en quarantaine paye 3 centavos par jour sur le tonnage net.

*Compagnies de navigation.* — Il a été donné à plusieurs reprises et dernièrement dans le fascicule N° 706 du 23 avril 1908 listes des différentes compagnies de navigation faisant un service régulier entre les autres parties du monde et Vera Cruz. Il est donc inutile d'en donner une nouvelle énumération.

La *Compagnie Générale Transatlantique* est toujours la seule à représenter le pavillon français dans ce port par sa ligne régulière postale partant de Saint-Nazaire le 21 de chaque mois, et arrivant à Vera Cruz le 6 du mois suivant, et par sa ligne de Cargo partant du Havre vers la fin de chaque mois et remontant chercher à Anvers un fret quelquefois douteux pour l'apporter à Vera Cruz et à Tampico.

Il y a lieu de déplorer que les bâtiments de la Compagnie allemande « Hambourg America Linie » comme ceux de la ligne anglaise « Royal Mail », viennent régulièrement embarquer sur nos bateaux à cause de leur escale postérieure à Anvers qui leur fait perdre beaucoup de temps et, disent les consignataires, est cause de bien des inconvénients ; de plus, comme nos concurrents vont tous jusqu'à Tampico, où nos grands paquebots ne peuvent aller, par suite de leur tirant d'eau, il s'ensuit qu'ils prennent de France et pour la France bien des marchandises, et en prendront bien plus encore lorsque le chemin direct entre Tampico et Mexico sera construit et sera la voie préférée pour le Haut Plateau et le nord du Mexique.

La ligne de Cargo, de la Compagnie française, touche en quittant Vera Cruz, Tampico et bientôt, dit-on, Galveston. Bien des fois cette modification avait été proposée sans succès, comme celle qui consisterait à organiser, au retour, une ligne de la Nouvelle-Orléans sur Tam-

pico, Vera Cruz, la Havane et l'Espagne et finalement le Havre, avec des bâtiments plus rapides que ceux actuellement en service.

### *Le commerce français.*

C'est naturellement par Vera Cruz, que la plus grande partie des importations françaises se font, amenées par les vapeurs français et aussi, il faut le reconnaître, par les bâtiments allemands et anglais touchant le Havre, et même aussi par des vapeurs américains les ayant transbordées à New-York.

Quelques tonnes sont également débarquées à Tampico, destinées aux Etats du Nord du Mexique.

L'examen des chiffres de nos introductions à Vera Cruz conduit par conséquent aux mêmes résultats que celui de l'importation générale de toute la République.

Bien que nos ventes aient augmenté en 1907, nous n'occupons toujours que le quatrième rang, notre chiffre d'affaires n'étant que le 8 % du commerce total du Mexique.

Il ne me semble pas que notre commerce ou notre industrie occupe ici la place que devrait nous réserver la part énorme que nos capitaux ont prise au développement financier du pays, auquel tout dernièrement notre marché de Paris a apporté quelques centaines de millions.

Si nous nous devons borner à donner les moyens pécuniaires de se procurer chez nos concurrents l'outillage nécessaire, de subventionner et payer les concours, les conseils qu'on demande à d'autres qu'à nos commerçants, nos ingénieurs et nos industriels, je ne puis m'empêcher de trouver que la généralité de nos compatriotes ne prend aucune part à cet accroissement d'activité.

Malgré la stagnation des affaires amenée par la crise dont souffre encore actuellement toute l'Amérique du Nord, tous les pays, sauf les Etats-Unis, ont pu noter des augmentations dans le montant de leurs expéditions au Mexique.

L'Angleterre a enregistré le plus gros chiffre. 7.658.000 piastres alors que l'Allemagne a fait 4.890.000 et la France 2.608.000 piastres.

On ne peut donc prétexter le mauvais état des marchés pour ne faire aucun effort et attendre des temps meilleurs.

En effet, il faut noter que la clientèle locale augmente continuellement par suite de l'ouverture aux besoins de la civilisation actuelle de certaines contrées jusqu'ici peu visitées : des villages deviennent des villes, s'agrandissent, s'éclairent, s'assainissent ; les habitants des campagnes augmentent leurs achats, ceux des villes sentent leurs besoins grandir et il faut être là pour leur offrir ce que nos concurrents ne manquent pas déjà de leur présenter sous des dehors tentants.

Comme observations générales on ne peut que reproduire ici les conseils donnés par tous nos consuls dans tous leurs rapports, de quelque pays qu'ils soient envoyés.



Cependant, il y a lieu de remarquer qu'au Mexique, de très grands progrès ont été accomplis par nos compatriotes : ils paraissent savoir user de la réclame ; et bien que, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu d'examiner en ce moment, cette réclame ne soit pas entièrement ce qu'elle devrait être, il faut reconnaître que les produits français, comme il est fait dans tous les pays pour les produits étrangers, sont prônés et vantés comme ils ne le sont nulle part hors la France, tout au moins, à la connaissance du signataire du présent rapport, qui a déjà été dans plusieurs pays, où il a eu à signaler précisément ce défaut d'une réclame dont nos concurrents savent si bien se servir.

Nos fabricants et nos industriels paraissent généralement attendre que l'on vienne chez eux solliciter leurs produits ou leur concours, persuadés, semblerait-il, que leur renommée traverse les mers sans efforts de leur part, et que les qualités de leurs dits produits ou de leurs concours en rendent l'emploi ou l'utilisation obligatoire.

Il faut reconnaître aussi que la réclame dont il vient d'être parlé, profite surtout aux négociants et marchands déjà établis dans le pays, et que ce n'est qu'accessoirement que des indications sont données sur l'origine même des produits signalés et des possibilités qu'il y a de les faire venir des lieux de production.

Il semble qu'il y aurait à chercher à faire connaître plus explicitement aux consommateurs où ils pourraient s'adresser en France, ainsi qu'il est fait pour les produits anglais, allemands ou américains. Cela ne nuirait d'aucune manière aux maisons françaises déjà établies, ni aux affaires de la colonie française du Mexique si méritante et si digne d'intérêt, mais il y a de la place et des clients pour tous.

Le manque d'initiative de nos industriels et de nos ingénieurs leur fait dédaigner un champ d'action immense, qui est ouvert à tous, et dont profitent nos concurrents, sans que nos compatriotes tentent même un effort pour prendre part à la mise en œuvre des forces naturelles du pays.

Partout on rencontre la preuve de l'activité des Allemands, des Anglais, des Belges (sans parler naturellement des voisins du Nord), tandis qu'à part les usines de Saint-Chamond et le Creusot, je ne crois pas qu'aucune de nos grandes usines ou aucune de nos grandes sociétés de construction n'entretienne ici des agents spéciaux, envoyés spécialement.

Tous les jours ce sont de nouveaux contrats passés entre le Gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats, les municipalités, les particuliers même, pour des constructions de ponts, de voies ferrées, d'usines hydro-électriques, de réservoirs, de captation ou d'adduction d'eau, d'assainissement ou de pavage de villes, et il n'y a pas de semaines que l'on ne puisse noter une nouvelle affaire obtenue ainsi par des sociétés étrangères qui doivent certainement y trouver profit, puisqu'elles ne font qu'augmenter leur rayon d'action et leurs entreprises.

Tandis que nous, à part quelques fournitures d'armes ou de munitions pour le gouvernement mexicain, nous n'essayons même pas, nous retranchant derrière des prétextes peu fondés, de nous faire une place même modeste.

Il est vrai qu'il faudrait, ainsi que je l'ai indiqué dans un précédent travail, faire d'assez gros sacrifices surtout pour prendre pied et se faire connaître.

Je citerai comme exemple, un agent envoyé par une grande maison allemande de constructions de machines et appareils électriques, qui touche (pour tout le Mexique) 14.000 piastres d'appointements fixes et 15 % de commission. Un autre 12.000, d'autres 13.000 et des frais de tournée.

Ces agents ont, il est certain, de très gros frais eux-mêmes, et doivent dépenser ce qu'il faut quand il s'agit d'enlever une affaire et de persuader un client. Il faut qu'ils puissent parcourir les Etats à l'affût des affaires à faire, des entreprises à soumissionner, enfin saisir toutes les occasions et, au besoin, les faire naître.

La création d'un bureau central de renseignements serait très utile, mais seulement s'il est doté des ressources et du personnel adequat et suffisants.

Faute de trouver en France aide et secours, de réunir les capitaux nécessaires, bien de nos compatriotes ont dû abandonner des affaires qui auraient pu devenir excessivement prospères : sans rappeler la concession des travaux du port de Vera Cruz, dont il a été déjà fait mention et qui a permis à une puissante Compagnie étrangère d'accaparer en quelque sorte tous les travaux publics de cette partie du Mexique, il faut mentionner que des ingénieurs français avaient signalé les premiers l'existence de nappes de pétrole, là même où ces temps derniers, une source a jailli d'un forage avec tant d'impétuosité, qu'elle a tout emporté et ayant pris feu a brûlé pendant quatre mois, à raison de 30 à 40,000 barils par jour.

Des lignes de chemins de fer secondaires, mais très importantes, des entreprises d'adduction d'eau, de force motrice, de tramways électriques, de chemins de fer portatifs, de distilleries, de fabriques de sucre, de décortilage de fibres textiles, de toutes espèces de travaux publics, d'assainissements, d'améliorations de ville s'offrent de toutes parts, au seul bénéfice des maisons étrangères, qui entretiennent non seulement dans l'Etat de Vera Cruz, petite partie de ce territoire qui constitue la République mexicaine, mais encore dans tous les autres Etats de la fédération.

Nous n'avons pas à songer à y envoyer des colons, des travailleurs de la terre que l'on vouerait à des travaux que les gens du pays ne veulent pas faire, ce qui, pour un profit infime, décimerait les familles, mais nous devons envoyer des voyageurs non pas seulement pour les boissons comme on le fait maintenant, mais pour des articles d'industrie, des ingénieurs, des électriciens, des constructeurs, bien appuyés, bien payés,

ayant une grande latitude dans les contrats et marchés à passer, aptes à discuter, combattre, vaincre les concurrents.

En ces temps de production intense, de lutte acharnée, il faut autre chose qu'une propagande écrite quelque autorisée et bien faite qu'elle soit, pour s'imposer et se créer une clientèle si disputée.

Il faut donc que notre industrie et notre commerce ne se contentent pas d'expédier des catalogues, qui devraient tout au moins être rédigés en espagnol, mais qu'ils envoient des agents actifs, connaissant la langue du pays et l'anglais s'il est possible, bien munis d'échantillons, tarifs, prix courants, auxquels on recommandera la persévérance et la complaisance la plus absolue, de façon à faire la conquête du client et l'amener à se fournir directement.

Il faut aussi et surtout renoncer à cette idée que nos produits s'imposent au consommateur parce que, s'il est vrai qu'ils sont plus chers que les produits semblables, allemands, anglais ou américains, ils font un plus long usage et que par conséquent la différence du prix se trouve compensée par la durée de la marchandise. C'est incontestable, mais parfois la modicité des ressources des acheteurs ne leur permet pas de choisir et ne pouvant point déboursier ce qu'il faudrait pour acheter ces articles ils choisissent les articles similaires étrangers, moins bons, moins solides, mais moins chers, quelquefois plus parés et au surplus pouvant être plus fréquemment renouvelés, ce qui flatte quelquefois bien des clients qui aiment à refaire des achats et suivre la mode à leurs caprices.

Il faut donc à mon avis que nos producteurs, nos exportateurs, chacun dans sa partie, se réunissent en association pour envoyer à frais communs des représentants sur les points que nos consuls ne cessent de leur signaler. Il faut imiter les Américains du Nord qui envoient, à de fréquents intervalles, des missions d'ingénieurs comme de négociants, qui viennent étudier les différentes parties du Mexique, se rendent compte des besoins, des ressources, des demandes, et établissent ce que l'on peut appeler l'exploitation régulière du pays.

Notre activité peut s'exercer dans toutes les branches de l'industrie, comme dans tous les genres de commerce, à bien peu d'exception près.

Au reste, c'est déjà ce qu'elle fait, mais dans quelle infime proportion alors qu'elle devrait le faire sur un champ bien autrement vaste.

Nous pourrions, en effet, contribuer, comme il a été exposé dans le cours de ce rapide aperçu, dans une bien plus grande mesure à l'outillage industriel, minier et agricole de tout le Mexique. Chemins de fer, mines, usines sucrières, minotières, métallurgiques, etc., appelant des directeurs, des ingénieurs, des constructeurs. Bien des villes se décideraient à faire des travaux d'assainissement, d'adduction d'eau, de fourniture de force et de lumière électrique, si on venait leur en donner les moyens et leur en démontrer la nécessité et la possibilité.

Pour les districts commençant à se développer et à s'organiser, il faut des machines, des outils, des matières premières ou déjà manufacturées et à transformer. Ces populations nouvellement reliées aux centres civi-

lisés, demandent des produits que la civilisation leur peut procurer : mais c'est aux premiers arrivés, et surtout à ceux qui sauront les flatter, les solliciter, les entraîner, qu'iront tous les bénéfices qui découleront des efforts persévérants, quelquefois très coûteux, qu'il faut faire.

Comme exemple, je citerai les automobiles, que les Etats-Unis ont vendus en grande quantité jusqu'ici : ce n'est que depuis un an que les maisons de France s'en occupent ; certaines y commencent à faire d'importantes affaires, malgré la période de crise actuelle ; or, il y a déjà huit ans qu'on avait signalé en France ce marché à fournir.

Les constructeurs français n'ont fait qu'attendre les commandes, alors que leurs concurrents anglais, américains et même italiens ont envoyé des agents et machines, et n'ont pas cessé de faire une propagande effrénée, prêtant des machines, les faisant évoluer dans toutes les villes, les faisant enfin connaître et apprécier, avec des facilités étonnantes de paiement, ce qui a rapporté plusieurs millions aux audacieux pionniers. Et il a été et il en sera de même pour tout : instruments de musique, machines électriques, etc.

Nous pourrions chercher à imposer nos marques, même pour des machines agricoles, électriques, de raffinerie et de sucrerie, mais il faut pour cela non envoyer des catalogues (même en espagnol), mais bien des agents sérieux, compétents, actifs, et munis de pleins pouvoirs, comme les agents des maisons concurrentes étrangères.

On est forcé de le répéter, mais il n'y a pas d'autres conseils à donner à ceux qui veulent réellement se créer de nouveaux débouchés, au lieu d'assister impassibles à la diminution de nos affaires, se bornant à accuser ceux qui, au contraire, font leur possible pour leur indiquer le chemin à suivre.

CHAUSSON,

*Consul de France à Vera Cruz.*

## RUSSIE

### Budget pour 1910.

Le projet de budget comporte pour l'exercice 1910 :

Recettes ordinaires . . . .	2,535,800,000 roubles
Dépenses ordinaires . . . .	2,510,000,000 —
Excédent des recettes . . .	25,800,000 —
Recettes extraordinaires . . .	10 millions de roubles
Dépenses extraordinaires . .	120 —
Excédent des dépenses extraordinaires . . . .	110 millions de roubles



L'excédent des dépenses extraordinaires sera couvert par :

Excédent des dépenses ordinaires .	25,800,000	roubles
Opérations de crédit . . . . .	84,200,000	—
	<u>110,000,000</u>	—

Parmi les dépenses extraordinaires figurent certaines opérations d'intendance de l'administration militaire pour 50 millions de roubles, et des constructions de voies ferrées pour 64,800,000.

---

## TRANSVAAL

### Les mines d'or du Transvaal. — Le commerce sud-africain (1908-1909).

Johannesburg, 15 juin 1909.

L'année 1907 et l'année 1908 avaient vu continuer au Transvaal la crise économique déjà signalée par ce poste. L'année 1909 l'a vue finir. Cette crise s'était fait sentir principalement dans l'industrie et le commerce. L'agriculture fut moins éprouvée parce qu'elle échappait partiellement à la cause du mal. Quelle est, en effet, la situation actuelle des pays sud-africains ?

Presque toute la population blanche y vit directement ou indirectement du travail des mines d'or. Elles fournissent du travail aux ouvriers et employés du Rand, un marché d'écoulement aux produits de l'agriculture et, par conséquent, pourvoient au mouvement presque entier des affaires, dans le commerce sud-africain. Les deux tiers en valeur des importations d'outre-mer vont au Transvaal du sud.

Jusqu'en 1905-1906 l'industrie de l'or amenait dans le pays un flot presque continu de capital fourni par la vente des actions au public européen, absorbé par la mise en train des mines nouvelles, et refluant de là dans toute l'économie de la région. Sauf de courtes périodes où ce mouvement se ralentit, l'Afrique australe avait donc vécu jusqu'alors sur du capital étranger. Son existence économique s'était inconsciemment organisée comme si le capital européen ne devait pas cesser d'affluer.

Cet optimisme se manifesta particulièrement après la fin de la guerre. De grosses portions du Rand restaient à mettre en valeur. L'on avait, en perspective, une série d'opérations analogues à celles qui, de 1888 à 1898, avaient fait rouler vers le Rand des flots de capital étranger. Tout fut agencé comme si le succès n'en faisait aucun doute : budgets publics et privés, entreprises commerciales et industrielles. Des

affaires nouvelles s'établirent de toutes parts avec un luxe de dépenses qui paraît maintenant insensé. On se mit à bâtir avec frénésie, surtout à Johannesburg. Le prix des terrains monta considérablement. Ceux qui criaient casse-cou ne furent pas écoutés. Le capital englouti dans la plupart de ces entreprises nouvelles était lui-même emprunté, c'est-à-dire qu'en dernière analyse il venait de l'étranger. La fin de cette ère coïncide avec le début de l'année 1905 et le changement de régime qui se produisit alors.

Depuis ce temps jusqu'au milieu de 1908, des circonstances diverses rendirent impossible la réalisation des plans sur lesquels s'échafaudait l'espoir d'une prospérité renouvelée. Parmi ces circonstances, les unes résultèrent de fautes antérieures et les autres d'événements dont le Transvaal n'était pas responsable. Quoi qu'il en soit, les capitaux étrangers non seulement n'affluèrent plus sur le Rand mais eurent une tendance à s'en éloigner. Les mines qui devaient s'ouvrir restèrent closes. Les dépenses déjà engagées ne trouvèrent pas de contre-partie. Les budgets sud-africains perdirent les uns leur équilibre, les autres leur élasticité. La population qui devait augmenter diminua. Beaucoup des entreprises fondées à tant de frais périclitèrent. Le chômage et les liquidations forcées devinrent l'ordre du jour. Les valeurs minières et industrielles baissèrent dans des proportions jusqu'alors inconnues. Le pays ne produisant guère que de l'or, tout ce qui est nécessaire à l'existence n'en continua pas moins, vu la distance et les tarifs, d'être acheté fort cher et le coût de la vie ne put s'atténuer. La crise du diamant vint aggraver cette situation inquiétante.

Ainsi, depuis 1905 jusqu'au milieu de 1908, l'industrie et le commerce ne firent guère autre chose que de liquider péniblement, douloureusement, les positions prises après la guerre. C'est en quoi, précisément, a consisté la crise sud-africaine. Non que le pays offrit moins de richesses et de perspectives qu'il y a dix ou quinze ans. Au contraire, chaque jour en fait apparaît de nouvelles. Le sous-sol regorge de minéraux exploitables et à peine entrevus. Le sol, dont on médisait à tort, est en train de démontrer qu'il peut fournir tous les produits de la terre. Mais ces ressources avaient été escomptées trop vite et trop haut.

Un régime d'économies et de réduction fut inauguré pendant cette période d'épreuve, celui-là même que recommandait le rapport de ce poste pour 1906. L'industrie minière donna l'exemple. Peut-être aurait-elle pu le donner plus tôt. Il n'est pas prouvé que les réductions de coût opérées en 1907-1908 fussent impossibles avant cette date. Quoi qu'il en soit, le Rand a réussi au cours de 1908 à rétablir la confiance en diminuant ses frais d'exploitation et en augmentant les dividendes. En conséquence, les titres des mines d'or, productrices et non productrices, ont de nouveau trouvé un marché en Europe, c'est-à-dire qu'une fois de plus l'Europe commence à envoyer de l'argent au Transvaal.

Quel pourra bien être le résultat des changements apportés dans

l'industrie pendant les années 1907 et 1908 ? Sera-t-il d'inaugurer une ère de développement technique, aussi dégagé que possible des préoccupations de Bourse ? Verra-t-on le temps où l'industrie du Rand sera, dans son ensemble, plus exclusivement une industrie et moins abusivement un moyen de spéculation ?

Cela dépend en partie de ceux qui gouvernent les mines d'or, en partie du public européen lui-même.

Si les progrès recents de l'exploitation, habilement utilisés, se ralentissent après avoir servi pour allumer la hausse (1), tenter l'épargne et vendre de plus en plus cher l'ancien papier de compagnies dormantes ou le nouveau papier créé par des fusions savantes, c'est que les leçons du passé n'ont pas servi au Transvaal. L'Afrique australe recommencera, comme naguère, à vivre sur des capitaux empruntés, au lieu de vivre sur ses revenus. Un jour ou l'autre, il faudra de nouveau serrer la ceinture.

Si, dans l'espoir des gains que donne la spéculation, l'épargne européenne se remet à absorber sans discernement, à des taux de plus en plus élevés, tout le papier qu'on lui envoie du Rand, c'est que les leçons du passé n'ont pas plus servi à l'Europe. Les titres achetés trop cher, à des prix que nulle puissance ne saurait maintenir, retomberont un beau jour à leur niveau. Tôt ou tard, il faudra, s'il en va de la sorte, recommencer la douloureuse expérience d'entre 1906 et 1908, c'est-à-dire, en somme, subir une nouvelle liquidation.

### *L'exploitation des mines d'or.*

Le rapport de ce poste pour l'année 1906 (2) montrait sur quels points il était particulièrement souhaitable que des progrès fussent réalisés dans l'exploitation du Rand.

Depuis la guerre jusqu'à 1906, les dividendes avaient en somme augmenté. On en tirait argument pour démontrer la prospérité de l'industrie. C'était discutable. Les profits n'augmentaient, en effet, que parce que l'on extrayait et broyait plus de minerai. La valeur du minerai ne cessait de diminuer. Elle avait passé de 53 francs par tonne en 1899 à 43 francs en 1906, et cette diminution n'était pas alors avouée. On arrachait donc chaque année au Rand une proportion plus considérable de minerai payant. On diminuait ainsi la durée des mines sans augmenter leur tonnage disponible ni leur rendement moyen.

Si le coût d'exploitation eût baissé en même temps que s'élevaient

---

(1) Le premier semestre de 1909 n'a pas tenu les promesses faites en son nom. On attribue cette situation aux pluies exceptionnelles de janvier-mars 1909 et aux inondations de mines.

(2) Voir année 1906. Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires, n° 553.

les quantités extraites, non seulement le bénéfice eût été supérieur, mais une certaine quantité de minerai pauvre que contient chaque mine (dans le Main Reef par exemple) en fût devenue exploitable. La durée des mines aurait pu se maintenir.

Au contraire, sans abaissement du coût de production, l'augmentation constante des quantités extraites et la diminution du profit étaient, à notre point de vue *français* qui est celui de l'actionnaire *français*, un danger des plus sérieux.

Cette opinion, dictée par l'unique souci des intérêts de nos nationaux, se trouvait en contradiction avec une théorie jusqu'alors très en faveur sur le Rand, savoir qu'il est relativement peu grave d'augmenter les frais d'exploitation si l'on augmente encore davantage l'écart entre leur coût et la valeur de la production. En un mot, disait-on, c'est le profit qui importe, quel que soit le coût. Pourvu que ce profit se maintienne, les actionnaires n'ont point à se plaindre.

Pour les raisons dites plus haut, une telle politique minière, admissible et justifiable dans un certain nombre de mines, me paraissait, à la fin de 1906, en train de devenir ruineuse pour l'ensemble du Rand. Elle fut répudiée au commencement de 1907.

Les ingénieurs-conseils des Groupes et les directeurs de mines ont fait à cette époque une déclaration collective devant la Commission chargée par le nouveau gouvernement boer d'étudier les conditions de l'industrie.

Voici, dans les termes mêmes où ils l'ont exprimée, la thèse que développe leur travail : « 1° Les frais d'exploitation doivent être diminués, non pas augmentés. Toute politique minière qui consiste à augmenter le coût sans une augmentation de profits plus qu'équivalente est économiquement inadmissible. 2° Les mines appartiennent aux actionnaires et, dans une certaine mesure, le gouvernement est moralement obligé de protéger leurs intérêts (1). »

Parmi les autres considérations développées dans cet intéressant document, il faut aussi noter la suivante : « A l'heure actuelle, le capital engagé dans les mines du Rand ne reçoit pas une rémunération suffisante... Vu les risques, toute valeur de mine d'or qui ne permet pas de rembourser son achat pendant la durée de la mine (par des prélèvements annuels sur le dividende, accumulés à 3 %), et qui ne laisse pas, ce prélèvement accompli, un intérêt d'au moins 6 %, est une valeur qui ne peut attirer les capitaux... »

Enfin cette politique minière fut solennellement exprimée lors de la réunion annuelle de la Chambre des Mines du 22 février 1908.

« Si nous avons, a dit M. Reyersbuch, président sortant de la Chambre des Mines, à la réunion du 22 février 1908, une quantité

---

(1) Déposition collective des ingénieurs et directeurs de mines devant la Commission d'enquête sur l'industrie minière 1907. (Voir Rapport de la Chambre des Mines, 1908.)



limitée de minerai d'une valeur uniforme, alors il serait concevable qu'on pût dire : le total des frais d'exploitation importe peu pourvu qu'il reste au-dessous de la valeur du reef. Jusqu'à ce point les mines peuvent se permettre de payer plus cher ; elles dépenseront davantage dans le pays si les frais d'exploitation sont élevés que s'ils sont bas. Mais, comme on sait, telle n'est pas la situation. La quantité de reef est, aussi loin que nous puissions voir, pratiquement illimitée. Seulement sa valeur est variable. Il y en a tant qui contient pour plus de dix pennyweights d'or, tant entre 8 et 10, tant entre 5 et 8. De plus, il y en a d'énormes quantités au-dessous de cette valeur. Toute réduction de frais amène des millions de tonnes dans ce qu'on peut appeler l'aire rémunératrice et convertit en matière première pour une grande industrie, ce qui n'était en somme qu'une masse de roc sans valeur. » Et ailleurs : « Si une succession de profits réguliers peut être assurée à ceux qui ont placé leur argent au Transvaal, le reste suivra. Sinon, il est au moins probable qu'à l'avenir les gens ayant des capitaux à placer se tournent vers le Rand. Je ne m'excuse point de souligner ce fait, car, à mon avis, tout l'avenir de l'industrie en dépend, et l'on a parfois une tendance à le perdre de vue dans ce pays. »

Ainsi, au commencement de 1908, il était officiellement acquis que, sauf dans certains cas particuliers, l'objet de l'industrie minière est d'aboutir à l'augmentation des profits non par la seule augmentation du broyage, mais par une diminution consécutive des frais d'exploitation. On n'engagerait plus au compte de l'actionnaire de gros frais dont la nécessité n'est pas absolue mais qu'il arrivait peut-être de décider sous le prétexte implicite que l'industrie peut s'offrir ce luxe, que les bénéfices en seront améliorés « plus tard » et qu'en attendant le Rand en profite. L'idéal ne serait plus de dépenser autant que possible dans le pays, mais, dût-on désappointer toute une clientèle locale, d'exploiter avec économie et de faire, comme dans toute industrie qui veut prospérer, le maximum de profits compatible avec une bonne administration.

#### *Perspectives. — Remarques nécessaires.*

La situation du Rand est notablement meilleure qu'en 1906. Alors l'augmentation des profits n'était attribuable qu'à l'augmentation du broyage, c'est-à-dire à l'épuisement plus rapide des mines. On ne gagnait plus vite qu'à la condition de durer moins longtemps. Aujourd'hui, l'augmentation des profits est attribuable non pas seulement à l'augmentation du broyage, mais aussi à la diminution du coût. Or, la diminution du coût rend utilisables certaines quantités de minerai non payant. Ces quantités de minerai, jadis non payant, qui se trouvent ajoutées de la sorte à la masse exploitable du Rand, compensent-elles l'augmentation du broyage et la diminution de vie qui en résulte pour les mines ? Malgré beaucoup d'affirmations intéressées, il est impossible de se prononcer. Il y a là, pour dire le moins, une question non résolue.

Mais, comme je le montrais en 1906, on peut très bien imaginer, pour les mines productrices, qu'il soit profitable aux actionnaires d'épuiser plus vite leur minéral pourvu qu'elles obtiennent, grâce à la réduction du coût, des bénéfices plus considérables. En outre, à côté des mines productrices, il y a sur le Rand une foule de compagnies qui n'exploitent pas encore et de terrains qui n'ont pas même été explorés. La fusion systématique des mines vieillies avec les mines vierges, qui est entrée dans les mœurs du Rand, y peut introduire, pourvu qu'elle soit strictement impartiale, une continuité, une solidarité d'exploitation qui sont très avantageuses. On peut donc, sans excès d'optimisme, souscrire à la récente déclaration de M. Lionel Phillips, président sortant de la Chambre des Mines, qui a tant fait pour les progrès récents du Rand : « En considérant, disait-il, ce qui a été accompli récemment et les indications de ce qui sera probablement accompli dans l'avenir, j'ose prédire pour l'industrie aurifère du Witwatersrand une durée beaucoup plus considérable que n'avaient prévue jadis les calculs les plus favorables. » Ce n'est pas seulement la durée, mais la continuité des mines d'or du Rand et, à l'heure actuelle, les tendances de leur exploitation technique, qui en font des valeurs industrielles de premier ordre.

Ce serait une erreur de croire que les réformes jusqu'à présent accomplies dans l'exploitation sont suffisantes pour assurer d'une façon permanente l'avenir des mines transvaaliennes. « Il y a encore place, disait M. Lionel Phillips dans son dernier discours présidentiel, pour de nouvelles et très considérables réductions de coût. »

Il est naturel et légitime que les maisons financières et minières du Rand tirent tout le parti possible auprès du public des très méritoires et très réels progrès qu'elles ont récemment réalisés dans l'exploitation.

Mais deux remarques sont indispensables à faire lorsqu'on a signalé, comme il convient, l'incontestable progrès que vient, plus ou moins spontanément, d'accomplir le Rand, les conditions meilleures de l'exploitation technique, la solidité de l'industrie minière.

L'une s'adresse au public, en particulier à ces innombrables petits capitalistes français toujours en quête de placements ou de gains, et, par conséquent, toujours exposés aux sollicitations des financiers exotiques, de leurs courtiers ou des intermédiaires intéressés. Cette première remarque est que les meilleures choses du monde peuvent être achetées trop cher. Il est nécessaire, mais il n'est point suffisant, qu'une industrie soit prospère et bien exploitée pour offrir des placements avantageux. Si vous payez, par exemple, au-dessus de sa valeur, la part que vous y prenez en devenant actionnaire, il faudra tôt ou tard passer à perte la différence entre ce qu'elle valait et ce qu'elle vous a coûté. Si vous revendez à temps, et à un autre Français, c'est lui qui fera les frais de l'opération. Mais c'est toujours la France qui s'appauvrit quand elle accueille à trop haut prix les valeurs étrangères. C'est ici l'occasion de se rappeler ce que disaient les ingénieurs-con-

seils du Rand en 1907 : « A l'heure actuelle, le capital engagé dans les mines du Rand ne reçoit pas une rémunération suffisante ». Et ils ajoutaient : « Vu les risques, toute valeur de mine d'or qui ne permet pas de rembourser son achat pendant la durée de la mine (par des prélèvements annuels sur les dividendes accumulés à 3 %) et qui ne laisse pas, ce prélèvement accompli, un intérêt d'au moins 6 %, est une valeur qui ne peut attirer les capitaux ».

Si l'on compare le prix auquel les principales valeurs du Rand furent introduites sur le marché de Paris avec les dividendes réalisés ou réalisables, on comprendra pourquoi nous avons, nous autres Français, subi tant de pertes dans ce compartiment.

La seconde observation s'adresse aux actionnaires déjà intéressés dans les mines du Rand. Par suite d'une organisation financière qu'il serait trop long et trop délicat d'exposer dans un rapport de ce genre, leurs intérêts sont entièrement gérés par un tout petit nombre de « maisons » à la fois financières et minières du Rand. Ces maisons n'exploitent pas seulement les mines. Elles font commerce de titres, vendent ou achètent leur propre papier. Il est naturel et il va sans dire qu'elles songent à elles-mêmes. Ces maisons font des affaires, non de la philanthropie. On s'en aperçoit, du reste, si l'on examine du point de vue de l'actionnaire l'organisation et l'administration financières du Rand. A ce point de vue, le Rapport officiel de la Commission d'enquête sur l'industrie minière publié en 1908 par le gouvernement du Transvaal est un document des plus instructifs. Il appartient aux actionnaires indépendants, en particulier aux actionnaires français, de faire exercer à Johannesburg le contrôle *nécessaire* sur le destin de leur argent. Là comme ailleurs, il faut prendre la peine de s'intéresser à ses placements. L'argent ne travaille pas tout seul. Si l'on ne s'occupe pas de lui, il se venge. L'attitude la moins profitable qui se puisse concevoir consiste à s'engager onéreusement dans une entreprise lointaine, à n'y point exercer ses droits, à récriminer ensuite quand ceux qui ont gardé le contrôle s'en adjugent les avantages, à liquider avec perte dans les moments de baisse et à se jeter dans la même entreprise aux mêmes conditions trop onéreuses quand reviennent les périodes de confiance.

#### *Main-d'œuvre.*

Il n'y aurait presque rien à dire cette année sur la question de la main-d'œuvre, si des plans n'avaient été formés ou réalisés, soit pour en augmenter la quantité, soit pour en changer la qualité.

Le recrutement a été pendant le cours des années 1907 et 1908 étendu à la colonie du Cap, au Natal, à l'Orange, au Basutoland, au Swaziland et au protectorat du Bechuanaland. En somme, presque toute l'Afrique australe britannique a été ouverte aux agents des mines d'or.

La Witwatersrand Native Labour Association qui n'est autre chose que l'union des « Groupes » pour le recrutement de la main-d'œuvre

indigène se trouvait à la fin de 1906 menacée dans son existence par la sécession d'un groupe important. Après des négociations conduites sous les auspices du gouvernement du Transvaal, ce groupe est rentré dans l'Association reconstituée sur de nouvelles bases. Désormais les Groupes sont engagés à ne recruter dans les territoires portugais que par l'intermédiaire de la Witwatersrand Native Labour Association, mais chacun peut avoir ses agents particuliers pour le reste de l'Afrique australe. Au Transvaal, les facilités pour l'engagement des indigènes ont été augmentées. Le résultat de ces diverses mesures est qu'il y avait 257.000 ouvriers noirs au travail dans les districts industriels du Transvaal au 31 décembre 1908 contre 212.000 en 1907 et 181.000 en 1906. Il faut noter que le gouvernement britannique a refusé plusieurs fois cette année l'autorisation de recruter dans l'Afrique centrale britannique et dans la Rhodesia du nord-est (Rapport de la Chambre des Mines pour 1907, p. 43), avant d'y consentir en 1909.

Les indigènes au travail dans les mines continuent de venir principalement du Mozambique portugais, 80.000 en 1908 contre 75.000 en 1907. Le Transvaal fournit 52.000 noirs en 1908 au lieu de 41.000 en 1907 et 34.000 en 1906; la Colonie du Cap 60.000 en 1908 au lieu de 41.000 en 1907 et 33.000 en 1906; le Natal reste à 28.000 en 1908.

Le nombre des Chinois avait passé, par suite des rapatriements, de 52.000, fin 1906, à 36.000, fin 1907, et 12.000, fin 1908.

La grande et remarquable augmentation du nombre des indigènes employé par les mines d'or est une des causes du réveil de prospérité qui a marqué les années 1908 et 1909. Mais il ne faudrait pas se figurer que cette augmentation puisse continuer toujours. Il est fort possible qu'avant longtemps les développements du Rand amènent une nouvelle crise de la main-d'œuvre qui sera la raison (ou le prétexte) d'une nouvelle péripétie dans le destin de l'industrie minière. Le président de la Witwatersrand Native Labour Association a fait entendre sur ce point un avertissement à retenir (Réunion annuelle, 1909).

### *Conditions générales du commerce sud-africain.*

J'ai, dans un précédent rapport (1), montré qu'il est futile d'examiner séparément le commerce de chacune des colonies sud-africaines. Nulle part le mouvement des affaires ne se découpe suivant les divisions des frontières administratives. Ceci est particulièrement vrai de l'Afrique australe. On sait d'ailleurs à quel point le marché sud-africain dépend des communications avec la mer, combien tout y est renchéri par un système de chemins de fer qui, dans les meilleures circonstances, serait fort coûteux et est devenu ruineux pour l'intérieur par la division actuelle des lignes entre plusieurs pays. Enfin les rapports antérieurs

---

(1) Année 1905, n° 478.



de ce poste ont indiqué la limite aux capacités d'achat qu'imposent le taux des tarifs douaniers, leurs rapides changements, la nécessité d'additionner des satisfactions protectionnistes pour chacun des États intéressés afin de le retenir dans l'Union ; enfin la conception de la douane et des chemins de fer comme devant servir non seulement les fortunes particulières, mais encore suppléer presque tous impôts directs dans chacun des petits États sud-africains.

Ce qu'il y a de défectueux dans ces conditions économiques (qu'on peut appeler extérieures à chaque État) est en voie d'ajustement par la tentative actuelle d'unification sud-africaine. Elle aura pour résultat de fondre en un seul les États du Cap, du Natal, de l'Orange et du Transvaal. La Rhodésie viendra plus tard. Le projet de constitution actuellement soumis au parlement anglais substitue aux réseaux divers de chemins de fer et aux Trésors divers, un seul Trésor et un seul réseau. Les chemins de fer et les douanes cesseront un jour ou l'autre d'être des instruments fiscaux. Avec le budget unique au lieu de quatre à boucler et un système uniforme d'administration au lieu de quatre, le commerce extérieur peut espérer des transports moins ruineux et *peut-être* des tarifs douaniers plus raisonnables. A une condition cependant : c'est que les États sud-africains les plus intéressés à la facilité du commerce prennent d'avance toutes leurs garanties. Mais l'unification sud-africaine est une question plus politique encore que commerciale et dont la discussion ne peut être entamée ici.

Ainsi les conditions qui régissent le commerce sud-africain ne peuvent être étudiées avec fruit que dans leur ensemble. Mais l'événement qui seul peut modifier leur ensemble est assuré, mais pas encore accompli.

Forcé nous est donc de n'examiner cette fois encore que les résultats présents du commerce sud-africain, en particulier au Transvaal.

#### *Volume et fluctuations du commerce sud-africain.*

Le mouvement des importations, pendant les deux dernières années, se trouve résumé en millions de francs dans le tableau qui suit :

	Transvaal	Afrique Australe
1904 . . . . .	340 millions	»
1905 . . . . .	396 —	»
1906 . . . . .	390 —	800 millions
1907 . . . . .	345 —	701 —
1908 . . . . .	353 —	655 —

L'Afrique australe, avec six à huit cents millions d'importations moyennes en temps de dépression commerciale, est donc tout simplement un des gros marchés du monde. Elle n'a qu'un million d'habitants blancs, et le Transvaal, trois cent mille. Bon an mal an,

l'Afrique australe prend au reste du monde pour 200 millions de produits alimentaires et le Transvaal pour 100 millions.

Les exportations du Transvaal seul ont subi depuis 1904 les variations suivantes (en millions de francs) :

	Total	Or	Diamants	Autres produits
1904 . . . . .	444	401	22	21
1905 . . . . .	556	515	27	14
1906 . . . . .	673	594	43	36
1907 . . . . .	775	684	50	41
1908 . . . . .	817	740	49	28

Non seulement la production de l'or et du diamant augmente dans des proportions notables, mais celle des autres produits (charbons, laine, maïs) se développe aussi rapidement.

### *La dépression récente et ses limites.*

On voit déjà ce qu'il faut entendre par la dépression commerciale au Transvaal. Ce terme exprime simplement que le progrès énorme des affaires qui depuis 1889 s'accomplit dans ce pays, avec des régressions temporaires, est en train depuis trois ans de fléchir.

Le total des importations était en 1885 de *dix millions* de francs ; en 1890 de *cent millions* ; en 1895, de *deux cent quarante-cinq millions* ; en 1905, de *quatre cents millions*. Le développement est donc énorme. Mais en comparaison des merveilles pour lesquelles on se préparait il y trois ou quatre ans, la situation actuelle est décevante. Par rapport à sa population, et principalement à la population blanche, le commerce transvaalien est encore un des plus élevés qui soient. En effet, le commerce extérieur s'élève, tout compris, à 1.200 millions de francs pour 1.200.000 habitants, dont 300.000 blancs seulement.

Si le mouvement d'affaires était aussi vif en France pendant les meilleures périodes qu'au Transvaal dans sa période de pire dépression, notre commerce extérieur monterait à une soixantaine de milliards.

Ce qui est caractéristique dans la situation économique de l'Afrique australe, ce n'est donc pas la décroissance du volume des affaires. Dans l'ensemble, il augmente. S'il y a crise dans l'Afrique australe, l'importateur européen n'en souffre qu'indirectement. Il doit être plus prudent que jamais dans le choix de ses agents et clients, dans les facilités à accorder pour les paiements. Mais il n'a l'excuse ni d'un affaissement considérable des transactions, ni d'un abaissement des cours pour négliger le marché sud-africain. Les nations qui ont le plus grand nombre de résidents dans l'Afrique australe, à savoir l'Allemagne et la Hollande, s'y trompent si peu qu'elles augmentent, même en temps de crise, le chiffre de leurs ventes dans ce pays.

Si le vendeur étranger demeure en quelque sorte indemne, en revanche le négociant et le particulier sud-africains ont beaucoup souffert pendant la période 1906-1909. J'ai montré dès le début de ce rapport que la cause principale de la crise actuelle est l'excès d'optimisme et de spéculation. Si l'on se contentait ici d'un gain régulier, d'un développement progressif, si le public des affaires y jouait moins et économisait davantage, la situation présente serait moins difficile. Mais ce public entretient, si l'on peut dire, des habitudes permanentes d'aventure. De même qu'il profite le premier des séries heureuses, de même il est le premier à pâtir lorsque la chance tourne.

Il y a d'autres causes, plus anciennes et moins évitables, qui contribuèrent pendant les années 1907 et 1908 à créer de la misère et de l'incertitude. Près des monceaux d'or qui sortent de leur sol, des centaines de familles souffrent de la faim, non point temporairement, mais d'une façon permanente. On a vu en 1908 une marche des « Sans-Travail » sur la capitale... Tout cela dans un pays où les neuf-dixièmes du sol sont à cultiver, et toutes les industries à créer.

De pareils faits peuvent faire croire en Europe à une de ces terribles crises industrielles qui laissent pour longtemps un pays épuisé. Il n'en est rien. Les « Sans-Travail » de ce pays n'ont pour ainsi dire jamais travaillé. Ce sont en majorité des fils du sol. La spéculation n'a rien à faire avec leur misère. C'est une conséquence de l'évolution sociale au Transvaal.

Il y a cinquante ou soixante ans, les premiers arrivants se partagèrent les terres habitables. Ceux qui vinrent ensuite vécurent dans une position de parents pauvres sur les domaines de leurs devanciers. On les appelle Bijwoners.

Or, les domaines boërs, je l'ai montré dans un précédent rapport, sont très vastes (étendue moyenne : 3 à 4.000 hectares). Mais la surface irrigable et par conséquent susceptible de produire est extrêmement faible. D'autre part, le Boer ne cultive pas, ne travaille pas. C'est, pense-t-il, l'affaire des nègres. En revanche, il a beaucoup d'enfants. La coutume et la loi favorisant au plus haut point l'indivision des domaines, la descendance du « Voortrekker » (1) n'est souvent, après deux ou trois générations, qu'une communauté d'indigents dont les parts infinitésimales et inextricables dans le domaine primitif ne valent même plus la peine et le coût d'être démêlées. Si tel est le sort du fils de famille, on imagine ce que sont devenus les parents pauvres. A l'heure actuelle, certains sont au service des Cafres. D'autres vivent à l'indigène. En somme, le Transvaal agricole se trouve être un pays surpeuplé avant que d'être peuplé (2).

---

(1) Le Voortrekker est l'un des premiers Boërs établis au Transvaal.

(2) Les débats au Parlement, les excellents rapports des Commissions d'enquête nommées par le Gouvernement du Transvaal, ont élucidé définitivement cette question de l'indigence boër. S'il suffisait de connaître le mal pour le guérir, celui-ci n'existerait plus.

Jadis il y avait un remède toujours prêt à l'automatique appauvrissement du Boër. Il attelait son chariot et allait vers le nord prendre sur l'indigène de nouvelles terres habitables. C'est par cet essaimage que, partant du Cap, s'est accomplie en deux cents ans l'expansion blanche dans toute l'Afrique australe. Depuis le lotissement du Bechuanaland et du Matabélélând, cette issue est fermée. La plèbe, souvent secourue par l'aumône publique, reflue donc vers les régions industrielles : Johannesburg, Prétoria, tout le Witwatersrand. Elle s'établit sur des terrains communaux d'où l'on n'ose l'expulser. Elle y croupit sous des huttes. Elle y meurt de faim. Mais elle n'a pas encore appris à travailler. De même qu'ils cultivent les terres cultivables, ce sont les nègres qui exploitent les mines exploitables. La population boër a profité du mouvement minier par l'achat des terres, des droits minéraux, ou des droits d'option. Ainsi furent enrichies ou sauvées de la ruine tant de vieilles familles rurales. Le reste n'est bon, en ce moment, qu'à la guerre ou à la chasse. Ou bien le Boër appauvri devra disparaître devant l'indigène, ou bien il devra se mettre au travail agricole et minier. En attendant, l'état de cette classe qui avait commencé de souffrir bien avant la crise présente, bien avant la guerre, augmente le malaise et l'incertitude où vit depuis quelques années la population du Transvaal. C'est en partie pour elle que s'élaborent les grands projets qui consisteraient, aux frais des actionnaires européens, à remplacer les nègres par des blancs dans les mines d'or.

Ainsi la misère, au Transvaal, est bien loin d'être exclusivement causée par la crise commerciale. Les importations, qui seules nous intéressent à l'heure actuelle, se maintiendront longtemps encore à un niveau assez élevé pour justifier l'attention du commerce français.

---

## TURQUIE

### **Nouvelles lois. — Conflit entre la Porte et les représentants étrangers.**

(Octobre 1909.)

Les lois concernant le barreau, la presse et les alcools (1) ont déjà fait l'objet de maintes réclamations des étrangers à leurs ambassades. Dernièrement, une nouvelle loi, celle sur le vagabondage, a fait l'objet de protestations énergiques du corps diplomatique à Constantinople. Cette loi, sans distinguer entre nationaux et étrangers, dispose que toute personne surprise en état de vagabondage sera emprisonnée et

---

(1) Voir *Arch. Dipl.*, 1909, p. .



tustigée. Un Allemand fut ainsi soumis à la bastonnade. On sait que d'après les capitulations les étrangers ne peuvent être jugés et punis par les tribunaux ottomans que suivant une certaine procédure déterminée par les capitulations. Le jugement et l'application de la bastonnade au ressortissant allemand constituaient une infraction à ces règles. En conséquence une note fut remise au gouvernement ottoman. Dans cette note les ambassadeurs déclaraient qu'une mesure de ce genre ne saurait être appliquée à leurs nationaux, si, au préalable, une entente n'était opérée entre les puissances étrangères et le gouvernement ottoman.

La Porte répliqua que la Turquie étant souveraine avait le droit de légiférer comme elle l'entendait et qu'en conséquence la loi de vagabondage continuerait à être appliquée comme par le passé. Les puissances répondirent par une note identique aux termes de laquelle elles déclaraient ne pas refuser au gouvernement ottoman le droit de légiférer, mais d'appliquer aux étrangers des lois contraires aux capitulations et aux traités en vigueur, sans s'être, au préalable, entendu avec ces puissances.

---

### **Question du service militaire des orthodoxes en Turquie.**

*L'Ecclasiastici Alithia*, organe du patriarcat œcuménique, publie la circulaire suivante :

A l'occasion de l'application prochaine de la loi sur le service militaire des non musulmans votée par la Chambre, nous croyons opportun de démontrer par cette circulaire patriarcale et synodale quelques points de l'attitude que doit adopter notre pieuse nation à l'égard du service militaire dont l'application est honorable en même temps qu'importante pour tous les sujets et toutes les races de l'empire.

Nous déclarons donc tout d'abord que notre nation, toujours prête à contribuer de tout cœur à la prospérité et au développement de la patrie commune, accepte en principe certes, avec plaisir, l'enrôlement des Grecs, d'autant plus que tout refus est préjudiciable à ses propres intérêts, vu qu'il crée pour la nation une position inférieure à celle des autres nations de l'empire dans l'accomplissement de ses droits et devoirs de citoyen constitutionnel.

Nonobstant, des inconvénients et des dangers aussi pouvant éventuellement provenir du fait de la différence de religion, le patriarcat ne manquera point de faire, et c'est un devoir de précaution, les démarches nécessaires en vue de prendre les mesures mettant les chrétiens sous les drapeaux à l'abri de tout danger pareil. A ce sujet le patriarcat demandera au gouvernement :

I. De défendre surtout toute conversion pendant le temps du service d'une religion à l'autre.

II. Des prêtres pour les soldats chrétiens, qui les guideront dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

III. Des églises ou un lieu fixe pour y faire leurs dévotions en temps fixé, comme c'est le cas pour les musulmans.

IV. D'observer les jeûnes des fêtes et les autres prescriptions de la religion chrétienne.

V. De former des compagnies spéciales de soldats chrétiens.

VI. D'admettre dès à présent aux écoles militaires des jeunes gens possédant les connaissances requises pour étudier la science militaire et servir ensuite comme officiers.

Le patriarcat s'occupera par devoir de tout cela et s'adressera prochainement au gouvernement. Cependant, nous croyons nécessaire actuellement de recommander chaleureusement à tous d'estimer bien la signification et l'importance du service militaire, de remplir ce devoir pour ne pas rester en arrière devant les autres concitoyens ; de ne pas s'abstenir du service par des remplacements au moyen d'un versement d'argent et surtout par les expatriements et les fuites funestes. Tous doivent savoir que c'est un devoir sacré de servir la patrie par la participation personnelle au service militaire. En démontrant ces petits détails sur la conscription, nous ne doutons point que ces recommandations seront attentivement prises en considération pour l'intérêt de la nation et pour celui de la patrie commune.

# TABLE GÉNÉRALE

## CHRONOLOGIQUE ET ANALYTIQUE

des Matières contenues dans les quatre volumes de l'année 1909

(Tomes 109, 110, 111 et 112)

		Tomes	Pages
		<b>1881</b>	239
DÉCEMBRE	30. — <b>France, Suède et Norvège.</b> -- Traité de commerce et de navigation (Paris) . . . . .	110	243 et 253 et 256
		<b>1892</b>	
JANVIER	13. — <b>France, Suède et Norvège.</b> — Convention pour la prorogation partielle des traités de commerce et de navigation conclus le 30 décembre 1881 (Paris) . . . . .	110	237 et 251
		<b>1893</b>	
JUIN	19. — <b>Egypte.</b> — Décret khédivial modifiant celui du 3 janvier 1881 sur la composition et les fonctions du conseil sanitaire, maritime et quarantenaire . . . . .	109	106
	<b>Egypte.</b> — Arrêté ministériel concernant le fonctionnement du service sanitaire, maritime et quarantenaire . . . . .	109	114
		<b>1894</b>	
DÉCEMBRE	25. — <b>Egypte.</b> — Décret khédivial sur le budget et les ressources du conseil quarantenaire . . . . .	109	112
		<b>1899</b>	
FÉVRIER	4. — <b>Chili, Danemark.</b> — Traité de commerce et de navigation (Berlin) . . . . .	110	135
		<b>1900</b>	
SEPTEMBRE	11. — <b>Colombie, Costa-Rica.</b> — Sentence arbitrale sur les limites des deux Etats, rendue par M. le Président de la République française (Paris) . . . . .	110	281

## 1901

		Tomes	Pages
JANVIER	26. — <b>Espagne, Portugal.</b> — Echange de notes concernant le service militaire réciproque (Lisbonne).	III	98

## 1903

DÉCEMBRE	3. — <b>Convention sanitaire internationale de Paris</b> . . . . .	IO9	57
----------	--	-----	----

## 1904

MAI	31. — <b>Espagne, Portugal.</b> — Convention d'arbitrage (Lisbonne). . . . .	III2	123
OCTOBRE	1 <sup>er</sup> . — <b>Pays-Bas, Portugal.</b> — Convention en vue de délimiter les frontières des possessions respectives des deux Etats dans l'île de Timor (La Haye). . . . .	III2	128

## 1905

MAI	6. — <b>Portugal, Suède.</b> — Convention d'arbitrage (Lisbonne) . . . . .	III2	138
JUIN	7. — <b>Convention internationale de Rome</b> créant un Institut international d'agriculture . . . . .	III0	118
JUILLET	17. — <b>Convention internationale de La Haye</b> relative à la procédure civile . . . . .	III1	5
AOUT	5. — <b>Allemagne, Luxembourg.</b> — Circulaire concernant l'application de la convention internationale de La Haye du 17 juillet 1905 (Luxembourg) . . . . .	III1	15
NOVEMBRE	30. — <b>Chili, Danemark.</b> — Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 4 février 1899 (Santiago) . . . . .	III0	135

## 1906

JANVIER	1 <sup>er</sup> . — <b>Etats-Unis, Suisse.</b> — Proclamation du Président des Etats-Unis concernant le régime douanier applicable aux marchandises originaires de Suisse (Washington) . . . . .	IO9	176
JUILLET	14. — <b>Egypte, Italie.</b> — Convention de commerce et de navigation (Alexandrie), et Règlement douanier du 16 février 1909, y annexé (Le Caire). . . . .	III0	185
	18. — <b>Belgique, Pérou.</b> — Convention consulaire (Lima). . . . .	IO9	127
SEPTEMBRE	19. — <b>2<sup>e</sup> Convention additionnelle</b> à la convention internationale de Berne du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemins de fer (Berne) . . . . .	III0	137
	29. — <b>Colonies anglaises de l'Afrique du Sud et Australie.</b> — Convention douanière . . . . .	III1	118



## 1906

Tomes Pages

OCTOBRE 16-NOVEMBRE 3.	<b>Colonies anglaises de l'Afrique du Sud et Australie.</b> — Actes de la Conférence de Bruxelles pour la révision du régime des spiritueux en Afrique. . . . .	112	153
NOVEMBRE 3.	Projet de convention internationale sur le régime des spiritueux en Afrique (révisant la convention de Bruxelles du 8 juin 1899) (Bruxelles) . . . .	112	236
DÉCEMBRE 20.	<b>Espagne, Etats-Unis.</b> — Echange de notes concernant l'accord du 1 <sup>er</sup> août 1906 sur les tarifs (Madrid) . . . . .	109	243

## 1906-1907

<b>Mexique.</b> — Commerce général du Mexique en 1906 et 1907. Débouchés pour l'industrie française . . . . .	112	388
---	-----	-----

## 1907

	<b>Allemagne.</b> — Mouvement économique de l'Est allemand et en particulier de Dantzig, en 1907 . . . . .	110	308
	<b>Grèce.</b> — Mouvement commercial et maritime du Pirée en 1907. — Commerce avec la France . . . . .	112	327
	<b>Grèce.</b> — Situation économique de la Grèce en 1907. — Importation, exportation . . . . .	112	373
	<b>Chine.</b> — Mouvement commercial et maritime de Hankéou en 1907 . . . . .	110	336
AVRIL 25.	<b>Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie.</b> — Protocole concernant les droits de douane en Turquie (Constantinople) . . . .	109	11
MAI 16.	<b>Etats-Unis, Pays-Bas.</b> — Convention commerciale (Washington). . . . .	110	132
	18. — <b>Arrangement international de Berne,</b> concernant l'unité technique des voies ferrées et la fermeture des wagons devant passer en douane dans le trafic international. . . . .	110	166
	20. — <b>Turquie.</b> — Loi sur les analyses en douane. Loi sur l'emménagement du pétrole. Règlement des mines. Organisation du service des douanes . . . .	109	14
JUIN .	<b>Conférence internationale de Londres,</b> sur la maladie du sommeil. . . . .	110	264
	18. — <b>Allemagne, Monténégro.</b> — Convention de commerce et de navigation (Cettigné) . . . .	110	131
JUILLET 9.	<b>Grande-Bretagne, Italie.</b> — Arrangement concernant les produits pharmaceutiques (Rome). . . . .	111	115
	18. — <b>France, Italie.</b> — Convention complétant la convention du 16 juillet 1899 relative à l'exécution du service téléphonique italo-français et portant création d'avis d'appel téléphonique (Rome). . . . .	112	21
SEPTEMBRE 25.	<b>Pays-Bas, Pérou.</b> — Convention consulaire (Lima). . . . .	112	132

## 1907

		Tomes	Pages
OCTOBRE	8. — <b>Autriche, Hongrie.</b> — Traités et conventions concernant les relations commerciales et douanières entre les deux pays (Budapest) . . . . .	112	58
	16. — <b>Italie, Mexique.</b> — Convention générale d'arbitrage (Aja) . . . . .	109	140
NOVEMBRE	2. — <b>France, Grande-Bretagne, Norvège.</b> — Déclaration relative au traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège (Christiania) . . . . .	112	127
	20. — <b>Bulgarie, Roumanie.</b> — Traité de commerce et de navigation (Bucharest) . . . . .	110	180
DÉCEMBRE	6. — <b>Grande-Bretagne, Ethiopie.</b> — Traité de délimitation (Addis-Ababa) . . . . .	109	145
	9. — <b>Convention internationale de Rome,</b> concernant la création de l'Office international d'hygiène . . . . .	109	120
	25. — <b>Chine.</b> — Décrets contenant les réformes constitutionnelles . . . . .	109	249

## 1908

		<b>Affaires de Turquie.</b> — Mouvement Jeune-Turc . . . . .	109 219
		<b>Canada.</b> — Taxe sur les voyageurs de commerce en 1908 . . . . .	112 285
JANVIER	10. — <b>France, Ethiopie.</b> — Traité d'amitié et de commerce (Addis-Ababa) . . . . .	109	143
	23. — <b>Etats-Unis, France.</b> — Arrangement commercial (Washington) . . . . .	112	117
	30. — <b>Bolivie, Pérou.</b> — Convention douanière (La Paz) . . . . .	110	124
FÉVRIER	21. — <b>France.</b> — Arrêté relatif à l'organisation du contrôle des semences fourragères importées de l'étranger . . . . .	112	296
	28. — <b>Etats-Unis, Suisse.</b> — Convention d'arbitrage (Washington) . . . . .	112	123
MARS	1/14. — <b>Autriche-Hongrie, Serbie.</b> — Traité de commerce (Vienne) . . . . .	111	21
	17. — <b>France</b> — Règlement concernant l'admission en France des cigarettes étrangères destinées à la vente du public . . . . .	112	300
	20. — <b>Vénézuéla.</b> — Décisions douanières concernant le tabac . . . . .	112	312
	23. — <b>Etats-Unis, Italie.</b> — Convention d'arbitrage (Washington) . . . . .	112	121
AVRIL	4. — <b>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</b> — Convention d'arbitrage . . . . .	109	152
	8. — <b>Vénézuéla.</b> — Décret sur les allumettes et l'Amer de Siébert importés de l'étranger. — Ordonnance relative aux plaques bitumées et sablées pour toitures (taxes) . . . . .	112	313

## 1908

		Tomes	Pages
AVRIL	11. — <b>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</b> — Convention concernant la protection des poissons comestibles dans les eaux limitrophes (Washington). . . . .	109	173
	14. — <b>Allemagne, Salvador.</b> — Traité de commerce (San Salvador) . . . . .	112	5
	15. — <b>Espagne, France.</b> — Protocole modifiant la convention de 1904 relative aux chemins de fer transpyrénéens (Paris) . . . . .	110	123
	20. — <b>Chine, Grande-Bretagne, Thibet.</b> — Convention concernant les règlements commerciaux (Calcutta) . . . . .	109	147
	23. — <b>France, Grande-Bretagne, Suède.</b> — Déclaration relative au traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège (Stockholm) . . . . .	112	127
	27. — <b>Japon, Pays-Bas.</b> — Convention consulaire (La Haye). . . . .	109	133
MAI	4. — <b>Belgique, Italie.</b> — Déclaration relative à l'admission réciproque des produits médicaux et pharmaceutiques (Rome) . . . . .	110	222
	14. — <b>Grèce, Monténégro.</b> — Convention commerciale (Cettigné) . . . . .	111	101
JUIN	11. — <b>Règlement de service international</b> et tableaux de tarifs, annexés à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. — Révision de Lisbonne . . . . .	110	5
JUIN 14 et 30, AOUT 18 et SEPTEMBRE 30.	— <b>Italie, Norvège.</b> — Echange de notes concernant l'assistance aux marins délaissés (Berlin et Rome). . . . .	110	224
JUILLET	29. — <b>Allemagne, Haïti.</b> — Convention commerciale (Port au Prince) . . . . .	111	18
AOUT 16/29.	— <b>Belgique, Bulgarie.</b> — Traité de commerce et de navigation (Sofia) . . . . .	112	6
	17. — <b>Espagne.</b> — Ordre royal concernant les formalités relatives à l'importation de l'argent. . . . .	112	287
SEPTEMBRE 22.	— <b>Bulgarie.</b> — Proclamation de l'indépendance de la Bulgarie. . . . .	109	339
SEPTEMBRE-OCTOBRE.	— <b>Session de l'Institut de droit international</b> (Florence). . . . .	112	240
OCTOBRE	— <b>Autriche-Hongrie.</b> — L'annexion de la Bosnie et l'Herzégovine . . . . .	109	278
	17. — <b>France, Grande-Bretagne.</b> — Convention modifiant l'article 2 de la convention d'extradition du 14 août 1876 (Paris) . . . . .	111	112
NOVEMBRE 4.	— <b>Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse.</b> — Convention monétaire (Paris) . . . . .	112	36
	5. — <b>Espagne, Serbie.</b> — Convention commerciale (Vienne) . . . . .	111	109
13-14.	— <b>Allemagne, France.</b> — Echange de notes constatant l'adhésion de l'Allemagne à la convention de Berne du 9 septembre 1906 concernant la		

## 1908

		Tomes	Pages
	création d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et à la convention spéciale franco-allemande du 8 avril 1907 ; — accession comprenant celle des colonies françaises et allemandes (Berlin). . . . .	109	6
NOVEMBRE 17, DÉCEMBRE 26.	<b>Italie, Suisse.</b> — Arrangement relatif aux travaux militaires entrepris dans le tunnel du Simplon (Berne) . . . . .	109	138
NOVEMBRE 24.	<b>Allemagne, France.</b> — Compromis d'arbitrage relatif aux questions soulevées par les événements qui se sont produits à Casablanca le 25 septembre 1908 (Berlin) . . . . .	112	43
30.	<b>Autriche, Hongrie.</b> — Convention additionnelle au traité du 8 octobre 1907 concernant les relations commerciales réciproques (Vienne) . . . . .	112	110
30.	<b>Etats-Unis, Japon.</b> — Arrangement concernant la politique en Extrême-Orient. — Echange de notes (Washington). . . . .	110	227
DÉCEMBRE 1 <sup>er</sup> .	<b>Espagne, Roumanie.</b> — Convention commerciale (Vienne) . . . . .	111	106
2.	<b>France, Suède.</b> — Arrangement complémentaire concernant les relations commerciales et maritimes (Paris) . . . . .	110	236
5.	<b>Etats-Unis, Pérou.</b> — Convention d'arbitrage (Washington). . . . .	112	136
10-23.	<b>Bulgarie.</b> — Loi supprimant le monopole du sel et établissant un impôt de consommation et un droit d'importation sur le sel . . . . .	109	254
17.	<b>Turquie.</b> — Ouverture du Parlement ottoman. Discours du Sultan . . . . .	109	343
19.	<b>Guatemala, Honduras, Salvador.</b> — Sentence arbitrale rendue par la cour d'arbitrage de Cartago (Costa Rica) (San José de Costa Rica) . . . . .	109	245

## 1909

<b>Affaires du Congo.</b> — 3 <sup>e</sup> livre gris belge (1908-1909) . . . . .	111	121
<b>Affaires du Maroc.</b> — Note remise par le doyen du Corps diplomatique à Tanger au Délégué du Sultan Moulay-Hafid, pour lui annoncer que les Puissances l'avaient reconnu comme Sultan (Tanger, 4 janvier 1909). . . . .	109	243
Texte de la réponse de Moulay-Hafid à la note précédente (Fez, 5 janvier 1909). . . . .	109	218
<b>La politique française au Maroc.</b> — Discours de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, en réponse aux interpellations (18 janvier 1909). . . . .	109	265
<b>Affaires d'Orient.</b> — Le livre vert bulgare. . . . .	110	307
<b>Affaires de Perse.</b> — Livres bleu et blanc anglais (1908-1909). . . . .	111	128



## 1909

			Tomes	Pages
		<b>Affaires de Serbie.</b> — Texte de la représentation russe du 2 mars 1909. — Note remise le 31 mai 1909 par M. Simitch, ministre de la Serbie à Vienne, au baron d'Erenthal . . . . .	110	263
		<b>Espagne.</b> — Loi de finance de 1909, art. 28, abrogeant la loi autorisant l'entrée en franchise des vins français destinés à être mélangés avec des vins nationaux . . . . .	109	254
		<b>Turquie.</b> — Projet d'organisation du Yémen. . . . .	112	312
		<b>Transvaal.</b> — Les mines d'or du Transvaal. — Le commerce sud-africain (1908-1909). . . . .	112	409
		<b>France.</b> — Rapport sur le budget du ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1909, par M. Paul Deschanel (Chambre des députés) . . . . .	110	342
JANVIER	1 <sup>er</sup> .	(Date de la mise en vigueur). — <b>France, Italie.</b> — Règlement pour l'exécution de l'article 5 de l'Arrangement signé le 9 juin 1906, relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail . . . . .	110	283
	11.	<b>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</b> — Délimitation des eaux frontières et relations de voisinage (Washington). . . . .	109	165
	13.	<b>Turquie.</b> — L'exposé politique du grand-vizir Kiamil-Pacha . . . . .	109	344
	25.	<b>Italie.</b> — Décret interdisant l'importation des vignes américaines provenant de France . . . . .	109	254
	27.	<b>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</b> — Arrangement d'arbitrage concernant l'exécution de la convention du 20 octobre 1818 (Washington) . . . . .	109	155
	27.	<b>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</b> — Convention d'arbitrage concernant les pêcheries (Washington). . . . .	110	229
JANVIER 27, FÉVRIER	9.	<b>Bulgarie, Grande-Bretagne.</b> — Arrangement additionnel à la convention de commerce, de douane et de navigation du 9 décembre 1905 (Sofia). . . . .	111	105
JANVIER	30.	<b>Allemagne, Grande-Bretagne.</b> — Convention de délimitation (Berlin). . . . .	109	7
FÉVRIER	2.	<b>Japon.</b> — Exposé du baron Kamura sur la politique extérieure du Japon. — Budget et situation économique en 1908 . . . . .	109	357
	9.	<b>Allemagne, France.</b> — Accord sur le Maroc (Berlin) . . . . .	109	5
	7.	<b>France, Italie.</b> — Convention douanière (Rome) . . . . .	112	19
	16.	<b>Grande-Bretagne.</b> — Discours du Trône . . . . .	109	262
	16.	<b>Egypte, Italie.</b> — Règlement douanier annexé à la convention de commerce et de navigation du 14 juillet 1906 (Le Caire). . . . .	110	204
	16.	<b>Turquie.</b> — Programme du nouveau ministère . . . . .	109	349

## 1909

		Tomes	Pages
FÉVRIER	19. — <b>Afrique du Sud.</b> — Séance de la Société de Géographie. Conférence de M. Etienne Grosclaude . . . . .	109	360
	20. — <b>Espagne, Etats-Unis.</b> — Echange de notes au sujet des vins mousseux espagnols (Washington). . . . .	111	103
	20. — <b>France, Norvège.</b> — Déclaration relative aux relations commerciales et maritimes, et annexes (Paris). . . . .	110	249
	22. — <b>Belgique, Luxembourg, Pays-Bas.</b> — Convention télégraphique (Bruxelles) . . . . .	110	115
FÉVRIER 22 et MARS 5.	— <b>Allemagne, Grande-Bretagne.</b> — Echange de notes portant confirmation des protocoles de délimitation de territoires en Afrique (Berlin) . . . . .	110	92
FÉVRIER	26. — <b>Conférence navale de Londres.</b> — Protocole de clôture et Déclaration relative au droit de la guerre maritime. Rapport de M. Louis Renault. . . . .	109	177
	26. — <b>Autriche-Hongrie, Turquie.</b> — Convention concernant la Bosnie et l'Herzégovine (Constantinople). . . . .	109	54
MARS	2. — <b>France, Mexique.</b> — Compromis remettant à l'arbitrage du Roi d'Italie le différend relatif à la souveraineté de l'île de Clipperton dans le Pacifique (Mexico) . . . . .	110	308
	10. — <b>Grande-Bretagne, Siam.</b> — Traité de cession de territoires (Bangkok) . . . . .	112	28
	11. — <b>Espagne, Norvège.</b> — Déclaration modifiant la convention additionnelle du 25 août 1903, relative au régime douanier des vins (Madrid) . . . . .	111	102
	15. — <b>Pays-Bas.</b> — Projet de régence . . . . .	109	359
	24. — <b>Italie.</b> — L'ouverture de la Chambre. Le discours du Trône . . . . .	109	350
	29. — <b>Allemagne.</b> — Discours du Chancelier de Bulow au Reichstag . . . . .	109	255
	30. — <b>Italie, Suisse.</b> — Convention d'extradition (Rome) . . . . .	112	22
AVRIL	7. — <b>France, Portugal.</b> — Convention d'arbitrage (Paris) . . . . .	110	117
	19. — <b>Mexique.</b> — Adhésion du Mexique à la Conférence internationale de Paris et à la convention de Rome (office international d'hygiène) . . . . .	111	119
	20. — <b>Colombie, Pérou.</b> — Traité d'amitié et d'arbitrage (Lima) . . . . .	112	116
MAI	<b>Grande-Bretagne.</b> — Débats parlementaires. La politique extérieure anglaise . . . . .	110	305
	1 <sup>er</sup> . — <b>Turquie.</b> — Le nouveau règne en Turquie. Rescrit impérial . . . . .	110	306
	15. — <b>Allemagne, Autriche-Hongrie.</b> — Entrevue des deux Empereurs. Toasts (Vienne) . . . . .	110	303



## 1909

		Tomes	Pages
MAI	22. — <b>Allemagne, France.</b> — Sentence du Tribunal d'arbitrage sur les incidents de Casablanca (La Haye) . . . . .	II 2	46
	29. — <b>Allemagne, France.</b> — Procès-verbal de regrets mutuels sur les incidents de Casablanca (Berlin) . . . . .	II 2	57
JUIN	8. — <b>Belgique.</b> — Loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité . . . . .	III	272
	9. — <b>Zanzibar.</b> — Décret concernant l'esclavage . . . . .	II 2	313
	23. — <b>France.</b> — Décret reconnaissant comme d'utilité publique l'Office international d'hygiène publique (Arrangement de Rome du 9 décembre 1907) . . . . .	II 2	294
	29. — <b>Espagne, France.</b> — Convention télégraphique (Paris) . . . . .	III	113
JUILLET	<b>Affaires de Crète.</b> — Déclaration de M. Vénizélos, membre du gouvernement provisoire. — La note grecque. La note des Puissances à la Turquie. — Notes diplomatiques . . . . .	II 2	315
	<b>Grèce.</b> — Mémoire présenté au gouvernement grec par les officiers. . . . .	III	280
	<b>Turquie.</b> — Nouveau règlement douanier. . . . .	II 2	306
	3. — <b>France, Grande-Bretagne.</b> — Convention concernant la compensation pour les accidents du travail (Paris) . . . . .	II 2	23
	4. — <b>Egypte.</b> — Loi soumettant certains individus à la surveillance de la police . . . . .	III	275
	10 et 21. — <b>France.</b> — Décrets concernant les tarifs télégraphiques internationaux . . . . .	II 0	287
	12. — <b>Corée, Japon.</b> — Convention sur l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée (Séoul). . . . .	II 2	18
	13-26. — <b>Affaires de Crète.</b> — Note collective des quatre Puissances protectrices . . . . .	III	289
	17. — <b>Allemagne.</b> — Ordonnance douanière sur les vins . . . . .	II 2	271
	26. — <b>Congo.</b> — Rapport au Roi de Belgique. . . . .	III	290
AOÛT	<b>Danemark.</b> — La défense du Danemark. Débats parlementaires . . . . .	III	288
	<b>Chine, Japon.</b> — Le différend sino-japonais. Le chemin de fer Antoung-Moukden . . . . .	III	291
	1 <sup>er</sup> . — <b>France, Russie.</b> — L'entrevue du Tzar et du Président de la République à Cherbourg . . . . .	III	287
	4. — <b>Allemagne, Luxembourg.</b> — Echange de déclarations et circulaire du Ministre d'Etat, Président du Gouvernement du Luxembourg, du 5 août 1909 sur l'application de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 en ce qui concerne les communications d'actes judiciaires et extrajudiciaires (Luxembourg). . . . .	III	15
	5. — <b>Etats-Unis.</b> — Tarif douanier (Loi) . . . . .	III	139
	6. — <b>Etats-Unis.</b> — Instructions relatives à l'exécution de la loi douanière du 5 août 1909 . . . . .	II 2	287

## 1909

		Tomes	Pages
AOUT 6, 7, 8, 11.	<b>Chine Japon.</b> — Le chemin de fer d'An-toung à Moukden. Notes diplomatiques . . .	112	141
7.	<b>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</b> — Dénonciation de la convention relative aux voyageurs de commerce (Londres) . . .	111	111
17/30.	<b>Turquie.</b> — Promulgation de la loi relative à l'interdiction de l'emploi des alcools dans la production des boissons spiritueuses et à la prohibition de la consommation des boissons spiritueuses falsifiées au vin et à la bière . . .	112	309
27.	<b>Etats-Unis.</b> — Instructions relatives à la marque des marchandises importées . . .	112	292
30.	<b>Grande-Bretagne.</b> — L'armée anglaise. . .	111	289
SEPTEMBRE	<b>Grande-Bretagne, Australie.</b> — L'organisation militaire en Australie . . .	111	289
	<b>Etats-Unis, Nicaragua.</b> — Règlement de l'affaire Emory . . .	112	315
4.	<b>Chine, Japon.</b> — Arrangement concernant les matières d'intérêt commun en Mandchourie (Pékin). . .	112	112
4.	<b>Chine, Japon.</b> — Arrangement concernant Chien-Tao (Pékin) . . .	112	114
22.	<b>Bulgarie.</b> — Lettres de créance des Ministres de Turquie et de France à Sofia . . .	112	325
22.	<b>Affaires du Maroc.</b> — Note de protestation chérifienne (Tanger) . . .	112	147
24.	<b>France.</b> — Décret relatif à la prohibition en France, en Algérie et dans les colonies, de l'importation des monnaies divisionnaires d'argent grecques . . .	112	42
	<b>Conférence diplomatique de La Haye,</b> sur l'unification du droit relatif à la lettre de change. Questionnaire . . .	112	265
SEPTEMBRE-OCTOBRE.	<b>Conférence diplomatique de Bruxelles,</b> relative au droit maritime international : 3 <sup>e</sup> session. . .	112	315
OCTOBRE	<b>Affaires du Maroc.</b> — Déclarations du gouvernement espagnol. Déclarations de M. Pichon. . .	112	321
	<b>Allemagne, Autriche.</b> — Anniversaire de l'alliance austro-allemande. . .	112	324
	<b>Turquie.</b> — Nouvelles lois. Conflit entre la Porte et les représentants étrangers. — Question du service militaire des orthodoxes en Turquie . .	112	421
11.	<b>Conférence internationale de Paris,</b> concernant la réglementation de la circulation des automobiles. — Protocole de clôture. Texte du projet de convention internationale . . .	112	149
11.	<b>Grèce.</b> — L'ouverture de la Chambre hellène. Discours du Président du Conseil . . .	112	326

## 1910

<b>Russie.</b> — Le budget pour 1910. . . . .	112	408
---	-----	-----